

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

POUVOIR, MÉMOIRE ET IDENTITÉ : LE PREMIER REGISTRE DE  
DÉLIBÉRATIONS COMMUNALES DE BRIGNOLES (1387-1391),  
ÉDITION ET ANALYSE

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR  
LYNN GAUDREAU

MAI 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Mettant un point final à ce travail, mais placés au début comme il se doit, quelques remerciements doivent évidemment être offerts à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à ce mémoire. Avant tout, je tiens à remercier Mme Nathalie Maurel du service des archives communales de Brignoles pour son agréable collaboration lors de mes séjours à Brignoles et pour sa grande disponibilité à répondre à mes impérieuses questions venues d'outre-mer.

Et puis, bien entendu, il me faut remercier Michel Hébert qui, par ses qualités de pédagogue, a d'abord su m'attirer dans les rets de l'histoire médiévale. Par la suite, à titre de directeur de mémoire, il m'a guidée, supportée, épaulée et encouragée – sans compter les innombrables fois où il s'est gentiment moqué de mon perfectionnisme pathologique – toujours avec respect, bonne humeur et beaucoup d'humour, des qualités inestimables qui s'associent à un puits d'érudition sans fond sur la Provence médiévale. Pour tout ceci, et plus encore, merci.

Kouky Fianu, professeure d'histoire à l'université d'Ottawa, doit également être remerciée pour l'aide qu'elle m'a apportée alors que je peinais à la rédaction de mon premier article. Elle a su lire avec attention mes premiers efforts maladroits et poser les questions pertinentes qui m'ont permis de mieux structurer ma pensée, le tout avec un franc-parler des plus appréciés.

Merci aussi à tous mes collègues étudiants et étudiantes en histoire de l'UQAM – je n'en nommerai aucun de peur d'en oublier, mais vous vous reconnaîtrez – qui avez partagé un local, des cours, des séminaires, des cafés et des repas, des moments de rire et d'abattement... mais surtout, qui avez rapidement cessé de me vouvoyer malgré mon âge vénérable!

En dernier lieu, mais évidemment les plus chers à mon cœur, merci à François, un homme extraordinaire qui m'a un jour promis d'être mon « support » pour la vie et qui le prouve tous les jours. Merci de m'avoir soutenue dans cette aventure, de t'être intéressé à mon projet et d'avoir tenu la barre quand la mer (et la mère!) se démontait. Merci à Anne-Sophie et à Alexandrine, les deux soleils de ma vie, qui ont aussi fait avec moi ce voyage au bout du Moyen Âge et qui, heureusement, continuent de penser qu'il est normal d'étudier aussi longtemps...

Ce travail a été en partie financé par une bourse de maîtrise du Fonds de recherche sur la société et culture, qu'il en soit également remercié.



## TABLE DES MATIÈRES

### VOLUME I

LISTE DES FIGURES .....	vii
LISTE DES TABLEAUX .....	ix
RÉSUMÉ .....	x
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I HISTORIOGRAPHIE ET MÉTHODE .....	5
1.1 Bilan historiographique .....	7
1.2 Méthode .....	27
1.2.1 Méthode éditoriale .....	27
1.2.2 Méthode d'analyse .....	33
CHAPITRE II LE REGISTRE .....	38
2.1 Le contexte historique de production .....	38
2.2 Typologie du document .....	43
2.3 Analyse codicologique .....	45
2.3.1 Les écritures du registre .....	50
2.3.2 Premier registre conservé, premier registre rédigé? .....	53
2.3.3 Un « registre » de confection contemporaine .....	55
2.4 Analyse matérielle du registre .....	58
2.4.1 Sauts de pages et feuillets vierges .....	59
2.4.2 Foliotation .....	61
2.4.3 Mise en page .....	61
2.4.4 Ornementation .....	63
2.4.5 Utilisation des marges .....	63

2.5	Analyse structurelle du procès-verbal de séance .....	65
2.5.1	Titre .....	66
2.5.2	Paragraphe d'introduction .....	68
2.5.3	Liste des présents à l'assemblée .....	76
2.5.4	Ordonnances .....	80
2.6	Le registre du conseil au fil du temps .....	84
2.7	Conclusion .....	87
CHAPITRE III LE SCRIBE .....		89
3.1	Les scribes du registre du conseil .....	90
3.1.1	Phénomènes d'auto-inclusion .....	90
3.1.2	Éléments biographiques .....	93
3.2	Les méthodes de travail des notaires .....	99
3.2.1	Le registre : une écriture contemporaine ou <i>a posteriori</i> ? ...	99
3.2.2	La norme linguistique .....	105
3.2.3	La norme stylistique .....	112
3.2.4	La position du registre au sein d'un continuum oral-écrit ....	125
3.4	Conclusion .....	136
CHAPITRE IV LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL .....		138
4.1	QUI? Les présences aux réunions .....	139
4.1.1	Les syndics .....	142
4.1.2	Les conseillers .....	147
4.1.3	L'existence d'un quorum .....	149
4.1.4	Les réunions accueillant l'ensemble des conseillers .....	153
4.1.5	Les conseils élargis .....	154
4.1.6	La concentration des pouvoirs .....	156
4.1.7	La nomination des officiers .....	158
4.2	OÙ? Les lieux de réunion .....	159
4.3	QUAND? La chronologie des réunions .....	163

4.4	COMMENT? Les mœurs du conseil .....	166
4.4.1	Les cérémonies d'élection .....	166
4.4.2	Règlements internes .....	171
4.5	Conclusion .....	175
CHAPITRE V LES FONCTIONS DU REGISTRE .....		177
5.1	Autoreprésentation et <i>Weltanschauung</i> des conseillers .....	179
5.1.1	Souci d'efficacité .....	180
5.1.2	Éthique de travail .....	181
5.1.3	Saine gestion des deniers communs .....	184
5.1.4	Idéologie du bien public .....	191
5.1.5	Usages de l'unanimité .....	198
5.1.6	Manifestations de l'honneur consulaire .....	208
5.1.7	Défense des privilèges .....	213
5.2	Les rapports entre l'autorité urbaine et le pouvoir royal .....	222
5.3	Conclusion .....	241
CONCLUSION GÉNÉRALE .....		243
<b>VOLUME II</b>		
APPENDICE A : ÉDITION DU MANUSCRIT BB1 .....		247
APPENDICE B : <i>INDEX NOMINUM</i> .....		558
APPENDICE C : CARTES .....		579
BIBLIOGRAPHIE .....		583

## LISTE DES FIGURES

2.1	Couverture de parchemin du registre BB1	46
2.2	Trou de ver (fol. 180)	47
2.3	Tache d'humidité (fol. 33)	47
2.4	Page déchirée (fol. 182)	47
2.5	Filigrane du premier cahier (fol. 14v)	48
2.6	Filigrane du deuxième cahier (fol. 40v)	49
2.7	Filigrane du troisième cahier (fol. 108v)	49
2.8	Filigrane du quatrième cahier (fol. 137v)	49
2.9	Échantillon paléographique de <i>Guillelmus Borrelli</i> (fol. 3)	51
2.10	Échantillon paléographique de <i>Gaucelmus Gaufridi</i> (fol. 102)	51
2.11	Échantillon paléographique de <i>Jacobus Cabrerii</i> (fol. 112)	52
2.12	Échantillon paléographique de <i>Petrus Gaufridi</i> (fol. 131v)	52
2.13	Échantillon paléographique de <i>Guillelmus Clari</i> (fol. 139v)	52
2.14	Notes succinctes à la fin du premier cahier (fol. 32v)	57
2.15	Saut de page : fin de séance (fol. 17v) et début de la suivante (fol. 18)	59
2.16	Respect du cadre d'écriture (fol. 12v)	61
2.17	Appels de note sous forme de signes graphiques distincts (fol. 21)	62
2.18	Inscription après-coup des noms des syndics (fol. 50v)	76
2.19	Rajout après-coup du nom du deuxième syndic (fol. 74v)	77
3.1	<i>Signum</i> de <i>Guillelmus Borrelli</i>	95
3.2	Information manquante : destinataire de la lettre (BB1, fol. 41).	103
3.3	Information manquante : nom de l'ambassadeur (BB1, fol. 136v)	103
4.1	Nombre de postes de conseiller par personne	157
4.2	Nombre de postes d'officier par personne	159
4.3	Fréquence d'utilisation des différents lieux de réunion	160
4.4	Lieux de réunion du conseil en fonction de l'année d'exercice	162

4.5	Nombre de réunions du conseil par mois de mars 1387 à août 1391	164
4.6	Moyenne du nombre de réunions par mois	165
4.7	Jour de la semaine utilisé pour les réunions	166

## LISTE DES TABLEAUX

2.1	Caractéristiques des différents cahiers	53
2.2	Éléments d'information inclus dans le paragraphe d'introduction	75
3.1	Typologie des mentions de documents dans BB1	127
3.2	Vocabulaire utilisé pour désigner les types d'écrits	127
3.3	Vocabulaire utilisé pour désigner les types de lettres	127
4.1	Taux de fréquentation des syndics et des conseillers	141
4.2	Fréquence d'utilisation des lieux de réunion par année	161
5.1	Typologie des champs de compétence du gouvernement urbain	224

## RÉSUMÉ

Ce travail porte sur la culture de l'écrit, particulièrement sur la façon dont le gouvernement urbain a utilisé l'écrit administratif à la fin du Moyen Âge. L'ancien paradigme qui séparait les documents en écrits pratiques/pragmatiques d'une part et littéraires/symboliques de l'autre fut progressivement remplacé par un nouveau paradigme qui fait de l'écrit un acte de communication. Ceci autorise une compréhension beaucoup plus riche des documents, ajoutant à l'analyse de leurs aspects matériels la possibilité d'en évaluer la portée symbolique.

Notre mémoire de maîtrise sur le premier registre de délibérations communales de Brignoles s'inscrit dans le cadre de cet intérêt renouvelé pour l'écrit administratif urbain et porte un regard attentif tant à la forme du registre qu'à son contenu, utilisant l'analyse textuelle pour faire ressortir toute la capacité expressive de ce document, en plus d'en réaliser une édition intégrale. Notre perspective a été de considérer ce document non pas comme une simple source, mais plutôt comme le résultat d'une production sociale. Notre but en étudiant ce registre était d'en arriver à comprendre à la fois le comment et le pourquoi de son existence.

Après un premier chapitre consacré au bilan historiographique et à la méthodologie, le deuxième chapitre se penche sur l'étude de la source, c'est-à-dire à l'analyse codicologique et l'analyse structurelle du procès-verbal de séance. Le troisième chapitre s'intéresse au scribe, à son identité professionnelle et à ses méthodes de travail, alors que le quatrième chapitre s'attache à décrire le fonctionnement du conseil tel que révélé par le registre de délibérations. Le cinquième et dernier chapitre s'intéresse aux fonctions sociales du registre, cherchant à rendre compte des raisons qui ont motivé sa réalisation.

À la question « de quel type de mémoire ce document est-il porteur? », cette étude nous permet maintenant de répondre qu'elle est une mémoire partielle et partiale, une mémoire institutionnelle qui, tout à la fois, fonde l'identité du conseil, la véhicule et la façonne et une mémoire qui a pour ultime objectif de légitimer la délégation de pouvoir que le conseil a reçue « pour l'honneur du roi et le bon statut de la ville ».

## INTRODUCTION

Les écrits administratifs urbains constituent un matériau historique d'une grande richesse, mais jusqu'à maintenant relativement peu exploité si l'on excepte les chartes qui ont généré une abondante littérature. Peu appréciés des diplomates, qui n'y voyaient que considérations pragmatiques et répétitives, ils n'ont généralement intéressé les historiens que dans la seule mesure où ils pouvaient leur fournir des informations précises concernant les circonstances politiques, économiques ou sociales entourant leur objet d'étude privilégié. C'est ainsi que les cartulaires, les registres de délibérations communales et les livres de comptes ont fourni un grand nombre d'éléments factuels qui ont nourri plusieurs monographies urbaines<sup>1</sup>.

Ce n'est que tout récemment que ces écrits administratifs se sont retrouvés sous les projecteurs en tant que monuments historiques dignes d'intérêt, témoins privilégiés de leur époque et d'une façon de penser et de procéder qui lui était propre<sup>2</sup>. Pour paraphraser une opinion récemment professée par un de ceux qui a le

---

<sup>1</sup> Pour ne parler que de la Provence médiévale, citons Howard B. CLARKE, « Commune et communauté : l'administration municipale à Draguignan à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle », *Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de Draguignan et du Var*, vol. 41, 2001, p. 14-57; Marc POTTER, *Le gouvernement d'un village en Provence : Tourves, 1379-1397*, Tourves (France), Association d'histoire populaire, 2000, 134 p.; Noël COULET, *Aix-en-Provence : espace et relations d'une capitale (milieu XIV<sup>e</sup> siècle - milieu XV<sup>e</sup> siècle)*, Aix-en-Provence, Université de Provence, 1988, 2 vol., 1 238 p.; Michel HÉBERT, *Tarascon au XIV<sup>e</sup> siècle : histoire d'une communauté urbaine provençale*, La Calade, Édisud, 1979, 285 p.; Émilien LEBRUN, *Essai historique sur la ville de Brignoles*, Nyons, Chantemerle, réimpression de 1973, 795 p.

<sup>2</sup> Parmi les plus récents, voir Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron (XIII<sup>e</sup> - XIV<sup>e</sup> siècle). L'exercice du pouvoir urbain : rythmes et enjeux*, thèse de doctorat, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, 2009, 2 vol., 627 p.; François BORDES, *Formes et enjeux d'une mémoire urbaine : le premier « Livre des Histoires » de Toulouse (1295-1532)*, thèse de doctorat, Université Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 2006, 5 vol., 910 p.; Caroline FARGEIX, *Les élites lyonnaises au miroir de leur langage*, thèse de doctorat, Université Lumière-Lyon 2, Lyon, 2005, 729 p.; Deborah J. S. O'BRIEN, *"The Veray Registre of All Trouthe" : the Content*,



plus contribué à renouveler ce champ d'étude au cours des dernières années, la culture de l'écrit est un domaine de recherche en pleine évolution, déjà en partie balisé, mais dont la fécondité est loin d'être épuisée<sup>3</sup>. Notre mémoire de maîtrise sur le premier registre de délibérations communales de Brignoles s'inscrit dans le cadre de cet intérêt renouvelé pour l'écrit administratif urbain et porte un regard attentif tant à la forme du registre qu'à son contenu, utilisant l'analyse textuelle pour faire ressortir toute la capacité expressive de ce document, en plus d'en réaliser une édition intégrale.

Une source n'est pas tant un point d'origine qu'un « point d'arrivée »<sup>4</sup>, ultime état d'une véritable construction sociale ayant comporté de nombreuses pratiques d'écritures et de lecture ainsi que des manipulations ultérieures diverses. Adoptant cette perspective, nous avons donc décidé de ne pas concevoir le registre comme un réservoir dont nous pourrions tirer des enseignements et des informations sur la ville<sup>5</sup>, mais au contraire, de le considérer comme un produit, c'est-à-dire à la fois une production sociale et le résultat d'un processus historique. Notre but en étudiant ce registre était d'en arriver à comprendre à la fois le comment et le pourquoi de son existence. Il fallait donc, dans un premier temps, disséquer le document dans sa matérialité et l'analyser dans tous ses menus détails pour repérer les méthodes de travail employées par ses scribes et l'identité de ces derniers. Dans un deuxième temps, nous avons l'ambition de découvrir sa raison d'être, puisqu'il ne pouvait être question d'accepter son existence comme un fait naturel. C'est donc à travers

---

*Function, and Character of the Civic Registers of London and York c. 1274 - c. 1482*, thèse de doctorat, University of York, York, 1999, 368 p.

<sup>3</sup> Étienne ANHEIM et Pierre CHASTANG, « Les pratiques de l'écrit dans les sociétés médiévales (VI<sup>e</sup> – XIII<sup>e</sup> siècle) », *Médiévales*, no 56, printemps 2009, *passim*.

<sup>4</sup> Joseph MORSEL, « Les sources sont-elles le "pain de l'historien" ? », dans *Hypothèses 2003 : travaux de l'École doctorale d'histoire de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, p. 278.

<sup>5</sup> Un mémoire de maîtrise récent, composé pareillement d'une édition et d'une analyse d'un document de nature et d'origine très semblables au nôtre, emprunte avec brio cette voie plus traditionnelle, tout en accordant aux méthodes de travail des scribes une place plus grande qu'elle ne l'a eue à date dans ce genre de travail (Cynthia LAW-KAM CIO, *Édition commentée du premier registre de délibérations municipales de la ville de Barjols (1371-1393)*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2009, 406 p.).

l'analyse des pratiques discursives que nous avons cherché à comprendre le fonctionnement du conseil et à dégager la vision du gouvernement que partageaient les conseillers, afin de déterminer les raisons qui avaient pu motiver tant sa réalisation que sa conservation.

Notre travail s'est développé à l'image de l'huître qui, à partir d'une concrétion enfouie dans sa chair, façonne une perle en ajoutant patiemment couche de nacre par-dessus couche de nacre. Les difficultés – pour la néophyte que nous étions – à la fois paléographiques et linguistiques associées à la lecture du registre ayant profondément incrusté sa matière en nous, nous avons ainsi pu, au fil du temps, élaborer ce mémoire en couches successives. Le premier chapitre, consacrant aux usages, exposera le bilan historiographique sur les pratiques sociales de l'écrit, puis décrira les méthodes employées au cours de ce travail, méthode éditoriale puis méthode d'analyse. Nous recentrant alors sur le document, le deuxième chapitre sera consacré – après un rapide survol du contexte historique de production et une brève explication typologique de la source – au registre lui-même, dont nous réaliserons une analyse codicologique, une analyse matérielle ainsi qu'une analyse structurelle de l'unité de base, en l'occurrence le procès-verbal de séance. Rajoutant une couche supplémentaire avec le troisième chapitre, nous élargirons le regard au *scriptor*, tentant ainsi de découvrir l'identité de ces gens qui rédigèrent ce document et de cerner les méthodes de travail qu'ils employèrent pour le réaliser. Ceci fait, nous pourrons alors porter toute notre attention à l'*auctor* à l'origine de sa rédaction : le conseil de ville. Le chapitre IV analysera le fonctionnement du conseil, tel que nous le révèlent la structure et les ordonnances du registre, permettant ainsi de répondre aux questions en apparence toutes banales du qui, où, quand et comment de son activité. Le chapitre V viendra clore le processus d'analyse et permettra de mettre en évidence d'une part, les mécanismes d'autoreprésentation des conseillers et leur *Weltanschauung* quant aux principes de gouvernement tel que révélés par leurs pratiques discursives et d'autre part, les particularités des rapports établis entre l'autorité urbaine et le pouvoir royal, pour enfin élaborer une hypothèse quant aux motivations ayant justifié la réalisation et la

conservation de ce document. Il ne nous reste plus qu'à espérer que la perle obtenue, aussi baroque ou biscornue soit-elle, puisse ainsi poser un jalon de plus dans l'histoire des pratiques scripturales des gouvernements urbains médiévaux.

## CHAPITRE I

### HISTORIOGRAPHIE ET MÉTHODE

En abordant la maîtrise, nous avons déjà un goût marqué et un désir d'explorer l'histoire urbaine provençale du Moyen Âge tardif, conjugués à un intérêt pour l'histoire des élites, des pouvoirs et l'histoire sociale de façon plus générale. Après moult réflexion, il nous a semblé pertinent de concentrer nos efforts sur une source d'histoire urbaine fort intéressante et relativement peu exploitée à ce jour, soit le premier registre de délibérations communales conservé pour la ville de Brignoles. C'est ainsi que, contrairement à l'ordre habituel des étapes de la recherche, qui mène d'un sujet choisi vers une problématique et qui seulement ensuite débouche sur l'élaboration d'un corpus documentaire, nous avons d'abord choisi la source et décidé d'emblée d'en faire une édition. Cette décision s'inscrit dans le mouvement de retour aux sources<sup>6</sup> qui se fait jour en histoire médiévale depuis quelques années, particulièrement à la suite de réflexions épistémologiques sur l'historicisation de l'histoire qui ont redonné aux éditions de texte leurs lettres de noblesse. En effet, les historiens ont réalisé à quel point la recherche est influencée par le climat politique, social et historique dans lequel ils baignent, un climat qui les marque dans leur être et dans leur fibre au point de leur dicter jusqu'aux questions pertinentes à poser à leurs sources. Comme le mentionne Otto OEXLE, c'est

---

<sup>6</sup> Bien que nous utilisions ici cette expression décriée par Joseph MORSEL, c'est avec la compréhension essentielle que ce retour aux sources n'implique pas d'occulter ou d'ignorer les couches de sens rajoutées par le passage du temps, les transformations successives et la transmission, sous forme d'archive, de cette source jusqu'à nous. Voir à ce sujet Joseph MORSEL, « Du texte aux archives : le problème de la source », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre* [en ligne], Hors série n° 2, 2009, mis en ligne le 28 février 2009, <http://cem.revues.org/index4132.html>, consulté le 12 décembre 2009, p. 1-23.

l'*imaginarium* de l'historien (ses concepts, images, représentations et modèles d'interprétation) qui conditionne la recherche historique<sup>7</sup> : on se retrouve ainsi bien souvent à faire l'histoire d'un problème contemporain qui nous interpelle, mais projeté dans la période chronologique passée qui nous intéresse<sup>8</sup>. Ainsi, devant ce qu'on pourrait presque appeler l'obsolescence planifiée de la recherche historique, puisque les objets de recherche pertinents évoluent rapidement d'une époque à l'autre, il importe plus que jamais de produire des éditions de sources de qualité : une fois outrepassée la date de péremption de l'analyse contenue dans ces pages, il restera encore une source riche d'informations que pourra utiliser à bon escient un futur historien.

Puisque nous ne partions pas d'une problématique de recherche pour ensuite constituer un corpus de sources, il nous fallut ensuite déterminer de quelle façon nous allions questionner notre registre. Il nous faut avouer qu'initialement, cet aspect du projet conservait une aura de mystère : bien sûr, nous avions en main une source extraordinaire et bien sûr, elle allait nous apprendre toutes sortes de choses intéressantes et fascinantes sur la Brignoles médiévale et son gouvernement urbain. Que dire de plus? Quelle pouvait bien être ici la problématique? Il est certainement possible d'utiliser les registres comme source d'informations factuelles sur les tenants et aboutissants d'un gouvernement urbain médiéval. Cela permet de répondre à diverses questions concernant sa formation, sa composition, son fonctionnement, ses préoccupations, ses domaines d'action, ses modalités de gestion et d'administration de la ville ainsi que ce que le registre peut nous apprendre du contexte historique de l'époque, pris sous un angle social, politique ou économique. Malgré tout, une certaine perplexité demeurait. Même si les travaux ayant utilisé les registres de délibérations ne sont pas légion, cette approche nous semblait trop facile, puisqu'elle nous obligeait à rester prisonnière de la source, de son optique et de ce qu'elle voulait bien nous avouer. Par ailleurs, le contexte

---

<sup>7</sup> Otto Gerhard OEXLE, « L'historicisation de l'histoire », dans *Les tendances actuelles de l'histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne*, sous la dir. de Jean-Claude SCHMITT et Otto Gerhard OEXLE, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 31.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 33.

historique de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle étant déjà assez bien connu – l'inévitable triade « guerres, épidémies, famines » – il nous semblait qu'un mémoire de plus sur le sujet n'allait sans doute rien pouvoir apporter de neuf.

Dans cette quête d'une problématique neuve et pertinente, un premier aspect a retenu notre attention, soit le fait que le registre fut écrit exclusivement par des notaires : il nous a semblé important de chercher à vérifier en quoi leurs connaissances notariales pouvaient avoir influé sur la forme spécifique du registre. Des lectures nous ont ensuite aiguillée sur des aspects encore plus larges de la scripturalité médiévale, nous permettant de découvrir plusieurs aspects de la recherche actuelle en lien avec l'écrit, qu'elle soit de nature historique, sociologique, anthropologique, ethnologique et linguistique. C'est donc armée de ces notions que nous avons entrepris d'étudier comment notre registre s'inscrivait dans les pratiques sociales de l'écrit d'un gouvernement urbain du Moyen Âge tardif.

## 1.1 Le bilan historiographique

Le terme le plus utilisé dans la recherche scientifique sur l'écrit, la *literacy*, est un terme possédant un champ sémantique très large qui n'a pour l'instant aucun équivalent français<sup>4</sup>. En effet, dans sa première acception, ce terme était l'équivalent de ce qu'on appellerait maintenant l'alphabétisation, soit la simple aptitude technique

---

<sup>4</sup> Hagen KELLER avait autrefois proposé le terme de *textualité*, que Joseph MORSEL avait récusé pour l'assimilation que ce terme opérait entre *source écrite* et *texte*, arguant de sa préférence pour le vocable de *scripturalité* (Joseph MORSEL, « Ce qu'écrire veut dire au Moyen Âge. Observations préliminaires à une étude de la scripturalité médiévale », dans *Écrire, compter, mesurer : vers une histoire des rationalités pratiques*, sous la dir. de Natacha COQUERY, François MENANT et Florence WEBER, Presses de l'École normale supérieure, 2006, [en ligne] <http://www.pressens.fr/PDF/ECMonline.pdf>, consulté le 10 mai 2008, p. 22, note 11). Bien que constituant une alternative plus maniable à l'expression *pratiques sociales de l'écrit*, ce terme de *scripturalité* nous apparaît maintenant tout aussi discutable pour traduire la notion de *literacy*, dans la mesure où il assimile celle-ci à un terme irrémédiablement lié à la notion d'écriture, alors que les recherches les plus récentes tendent à replacer cette *literacy* dans un continuum de communication qui peut présenter une proportion variable d'oralité.

à lire et écrire. C'est d'ailleurs de cette façon que l'ont compris certains historiens tels que J.W. ADAMSON en 1930, qui la décrivait comme la capacité de lire un livre manuscrit ou imprimé ou encore V.H. GALBRAITH, qui la définissait en 1935 comme l'habileté à lire et écrire<sup>5</sup>. Avec le temps, il est devenu manifeste que ces définitions appliquaient de façon anachronique aux sociétés du passé des notions contemporaines d'alphabétisation, elles-mêmes liées à une conception historiquement située de la place et de l'importance de l'écrit dans notre société. C'est pourquoi, comme nous le verrons après, le terme de *literacy* a vu son champ sémantique s'étendre de plus en plus, ce qu'on peut déduire de la plus récente définition qu'en donne l'UNESCO : « *Literacy is the ability to identify, understand, interpret, create, communicate and compute, using printed and written material associated with varying contexts. Literacy involves a continuum of learning in enabling individuals to achieve their goals, to develop their knowledge and potential, and to participate fully in their community and wider society* »<sup>6</sup>. À l'intérieur de ce nouveau paradigme, on la définit moins comme une aptitude technique que comme un ensemble de pratiques liées à des circonstances personnelles, des processus culturels et des relations sociales. Afin d'éviter l'emploi immodéré du terme anglais *literacy*, nous avons donc décidé d'utiliser le vocable français « littératie »<sup>7</sup>, plus maniable que l'expression *pratiques sociales de l'écrit*, tout en étendant son champ sémantique afin d'inclure les notions contemporaines englobées par le terme anglais.

Encore influencés par ces conceptions initiales de la littératie, les médiévistes d'avant les années 50 s'affairèrent à dénicher et identifier les personnes capables de

---

<sup>5</sup> Anna ADAMSKA, « The Study of Medieval Literacy : Old Sources, New Ideas », dans *The Development of Literate Mentalities in East Central Europe*, dir. par Anna ADAMSKA et Marco MOSTERT, Turnhout, Brepols, 2004, p. 14-15.

<sup>6</sup> UNESCO Education Sector Position Paper, *The Plurality of Literacy and its Implications for Policies and Programmes*, Paris, UNESCO, 2004, p. 13, [en ligne] <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001362/136246e.pdf>, consulté le 10 octobre 2008.

<sup>7</sup> *Le grand dictionnaire terminologique*, Office de la langue française du Québec, 2002, [en ligne] <http://www.olf.gouv.qc.ca/ressources/gdt.html>, consulté le 4 février 2009.

lire ou écrire ou à tenter d'établir des taux d'alphabétisation<sup>8</sup> en se fondant sur l'usage de signatures dans les chartes ou sur la possession de livres et le contenu des bibliothèques. Mais tout comme une signature n'est pas la preuve que le signataire sait lire ou écrire, la possession de livres peut nous en dire beaucoup plus sur le prestige social accordé à ceux-ci que sur les capacités de lecture ou d'écriture de leurs possesseurs. Peu après, Herbert GRUNDMANN, publia un article dans lequel il définissait le couple lexical constamment employé dans la littérature médiévale *litteratus/illitteratus* : selon lui, le *litteratus* médiéval était le clerc ecclésiastique qui savait lire et écrire correctement le latin<sup>9</sup>. Évidemment, à ce compte-là, on ne pouvait définir comme *litterati* qu'une bien mince frange de la population médiévale. Cette définition avait eu un grand impact à l'époque et avait permis de définir ce que les médiévaux eux-mêmes entendaient par *litteratus*. Mais elle prêtait aussi le flanc à plusieurs critiques, notamment parce qu'elle ne tenait pas compte du fait que la lecture et l'écriture étaient deux activités conceptuellement séparées à l'époque, ni du fait qu'un analphabète pouvait quand même être activement impliqué dans une culture de l'écrit, ni de l'élargissement important de la capacité de lire et d'écrire chez les laïques au Moyen Âge tardif ou de l'expansion d'une écriture vernaculaire à partir du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup>.

Le véritable coup d'envoi aux études sur la littératie fut donné en 1963 par la parution d'un article, *The Consequences of Literacy*<sup>11</sup> de Jack GOODY et Ian Watt, qui stimula tant la recherche que la critique, tout en apportant de nouveaux modèles théoriques. Pour ces anthropologues, ce n'était pas la dichotomie à saveur ethnocentrique civilisée/sauvage qui pouvait le mieux expliquer les différences entre

---

<sup>8</sup> Charles F. BRIGGS, « Historiographical Essay : Literacy, Reading, and Writing in the Medieval West », *Journal of Medieval History*, vol. 26, no 4, 2000, p. 399.

<sup>9</sup> Anna ADAMSKA, « The Study of Medieval Literacy... », *loc. cit.*, p. 23.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>11</sup> Jack GOODY et Ian WATT, « The Consequences of Literacy », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 5, no 3, 1963, p. 304-345.



les cultures, mais plutôt la dichotomie orale/lettrée<sup>12</sup>. Ils considéraient que l'écriture était une avancée technologique sans précédent qui avait eu d'importantes conséquences au niveau des processus cognitifs individuels et de l'organisation sociale, entraînant dans son sillage la rationalité scientifique, la conscience historique, l'individualisme et la démocratie<sup>13</sup>.

Cette analyse et plusieurs autres dans la même veine innovaient par leur évaluation de la littératie en tant que technologie entraînant non seulement le développement d'habiletés individuelles, mais également une mentalité particulière partagée par toute la société. Par contre, pour stimulantes et intrigantes qu'elles aient pu être, elles ignoraient totalement la période médiévale, se concentrant essentiellement sur les périodes antique et moderne. Elles incitèrent par contre bon nombre de médiévistes à rechercher dans leur période de prédilection des preuves de littératie, soit au niveau individuel, soit au niveau sociétal. C'est ainsi que la décennie 70 vit apparaître la publication d'études comme celle de Malcolm PARKES qui chercha à caractériser les différents types de littératie chez les laïcs en Angleterre ou cette autre étude de cas réalisée par J.K. HYDE sur les usages de la littératie à Venise et à Florence aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles<sup>14</sup>. Ces différentes études pionnières permirent de nuancer la notion de littératie et, en fait, de reconnaître la diversité des littératies médiévales. En effet, on ne peut comparer le paysan qui, agissant comme témoin, inscrit une croix au bas d'une charte, le marchand qui note ses comptes dans un livre de raison, la châtelaine qui lit son livre d'heures et le théologien qui compose une œuvre philosophique majeure : pourtant, tous participent d'une façon ou d'une autre à la culture de l'écrit, tous sont familiarisés avec les activités culturelles qui impliquent l'usage de l'écrit et connaissent les possibilités que ces activités culturelles offrent dans l'espace social<sup>15</sup>. Cette

---

<sup>12</sup> Khosrow JAHANDARIE, *Spoken and Written Discourse : a Multi-disciplinary Perspective*, Stamford (CT), Ablex Publishing Corporation, 1999, p. 93.

<sup>13</sup> Charles F. BRIGGS, *loc. cit.*, p. 400.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 400-402.

<sup>15</sup> Simon FRANKLIN, *Writing, Society and Culture in Early Rus, c. 950-1300*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 3.

approche fut ensuite explorée en profondeur par Brian STOCK, qui développa plusieurs concepts importants tels celui de textualité et cet autre de communauté textuelle. Pour STOCK, la textualité représentait une voie mitoyenne entre l'oralité et la littératie, voie dans laquelle « *oral traditions did not simply decline* »<sup>21</sup>, mais plutôt « *realigned themselves so as to be able to function in relation to a reference system based upon texts* »<sup>22</sup>. Dans cette voie, les fonctions performatives demeuraient verbales et individuelles tout comme avant, mais elles étaient de plus en plus dépendantes de formes textuelles impliquant des valeurs, des présupposés et des modes de pensée communs<sup>23</sup>. Quant aux communautés textuelles, elles représentent « *a type of microsocieties organized around the common understanding of a text* »<sup>24</sup>, soit des groupes composés de gens illettrés ou variablement lettrés, dans lequel au moins une personne, suffisamment lettrée, pouvait comprendre et interpréter un texte et en transmettre le message oralement aux autres membres ou aux autres personnes susceptibles d'adhérer à la vision du monde véhiculée par ce texte, instaurant ainsi un modèle de conceptualisation et de comportement adopté et mis en œuvre par les membres de cette communauté.

Poussant plus loin la caractérisation de la littératie, Michael CLANCHY publia à la même époque l'œuvre charnière *From Memory to Written Record*<sup>25</sup>, qui retrace le développement de l'écrit pragmatique entre la conquête anglo-normande et la fin du règne d'Édouard 1<sup>er</sup>. Pour CLANCHY, l'écriture documentaire était un outil dont les usages s'étaient développés en réponse à des besoins sociaux concrets : à la suite de la conquête anglo-normande, les nouveaux maîtres avaient senti le besoin de contrôler plus adéquatement les mutations foncières. La façon orale et coutumière de procéder à ces transferts étant peu propice à un tel contrôle, ils exigèrent la

---

<sup>21</sup> Brian STOCK, « History, Literature, and Medieval Textuality », *Yale French Studies*, n° 70, Images of Power : Medieval History/Discourse/Literature, 1986, p. 10.

<sup>22</sup> *Idem.*

<sup>23</sup> *Idem.*

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>25</sup> Michael T. CLANCHY, *From Memory to Written Record, England 1066-1307*, London, Edward Arnold, 1979, 330 p.

production de documents écrits afin de valider et légitimer les transactions<sup>26</sup>. Pour reprendre CLANCHY, la production de documents écrits « *was a product of distrust rather than social progress* »<sup>27</sup>. L'administration royale puis locale, insistant pour obtenir des documents écrits de la part des protagonistes et conservant elles-mêmes une copie de leurs écrits dans divers registres, entraînaient leurs sujets à participer, plus ou moins malgré eux, à cette forme de littératie pragmatique. En effet, la mise en confiance par rapport à l'écrit fut très progressive et ce dernier fut longtemps en concurrence avec les modes oraux et gestuels de légitimation des droits et de résolution des conflits.

Cette œuvre de CLANCHY fit l'effet d'un catalyseur qui déclencha une réaction en chaîne de projets de recherche sur la littératie pragmatique, dont celui du groupe de recherche de Münster qui se poursuivit de 1986 à 1999. Utilisant d'ailleurs le terme allemand de *pragmatische Schriftlichkeit*, un des principaux protagonistes de ce groupe de recherche, Hagen KELLER, le définissait comme « toutes les formes d'utilisation de l'écriture et de textes qui servent immédiatement à des affaires pratiques ou qui veulent orienter l'activité humaine par la mise à disposition de connaissances »<sup>28</sup> et comme « le noyau dur du passage à l'écrit »<sup>29</sup>. Selon leur vision, l'écrit pratique pouvait avoir diverses fonctions, comme support à la mémoire, pour transmettre des connaissances, créer des normes de comportement ou encore occasionner des réformes : en définitive, pour inciter à l'action<sup>30</sup>. L'enjeu étant la

---

<sup>26</sup> Brian V. STREET, *Literacy in Theory and Practice*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1984, p. 111.

<sup>27</sup> Michael T. CLANCHY, *op. cit.*, p. 7.

<sup>28</sup> François MENANT, « Les transformations de l'écrit documentaire entre le XII<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle », dans *Écrire, compter, mesurer : vers une histoire des rationalités pratiques*, dir. par Natacha COQUERY, François MENANT et Florence WEBER, Éditions Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure, 2006, p. 33, note 1.

<sup>29</sup> Hagen KELLER, « Oralité et écriture », dans *Les tendances actuelles de l'histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne*, sous la dir. de Jean-Claude SCHMITT et Otto Gerhard OEXLE, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 138.

<sup>30</sup> Christel MEIER, « Fourteen Years of Research at Münster into Pragmatic Literacy in the Middle Ages. A Research Project by Collaborative Research Centre 231 : Agents, Fields and Forms of Pragmatic Literacy in the Middle Ages », dans *Transforming the Medieval*

finalité de la pratique scripturale, ils classifièrent les écrits en différents genres et, à l'intérieur de chaque genre, analysèrent la structure et l'organisation des textes et des ajouts paratextuels. Ils amorcèrent donc un type d'analyse beaucoup plus centré sur le document écrit en lui-même plutôt que sur un texte apparemment autonome et indépendant de son support matériel, car contrairement à la tradition des diplomatistes ou des philologues qui ne cherchaient qu'à retrouver l'*Urtext*, ils considéraient qu'« *every extant version of a text represents a new act of communication* »<sup>26</sup>. Quant aux phases chronologiques du développement des usages pratiques de l'écrit, ils considéraient le XI<sup>e</sup> et le début du XII<sup>e</sup> siècle comme une phase d'impulsion de l'écrit et d'expérimentation de divers genres documentaires, le XII<sup>e</sup> siècle tardif et le XIII<sup>e</sup> siècle comme une période de consolidation des genres les plus utiles et la période de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et du XIV<sup>e</sup> siècle comme une phase de croissance de la confiance accordée à l'écrit, tant en latin qu'en vernaculaire<sup>27</sup>. On détecte malgré tout une certaine tendance à considérer l'usage de l'écrit comme marqueur de la civilisation et du progrès, lorsqu'ils affirment que « *the increase and expansion of pragmatic literacy was undoubtedly a decisive impetus in the advance of civilization during the European Middle Ages* »<sup>28</sup>. Ce préjugé est fortement remis en question ces dernières années, alors qu'on commence à réaliser que l'usage de l'écrit n'est pas nécessairement un marqueur de progrès et de civilisation et que si les procédés oraux et rituels de communication sociale ont persisté si longtemps au Moyen Âge, ce n'est pas à cause de la soi-disant mentalité primitive de la société médiévale, mais plutôt grâce à l'efficacité continue de ces procédés oraux et non verbaux dans certains domaines de la vie sociale<sup>29</sup>. Dans les faits, au Moyen Âge, on n'assiste pas à une opposition

---

*World : Uses of Pragmatic Literacy in the Middle Ages*, dir. par Franz-Josef ARLINGHAUS *et al*, Turnhout, Brepols, 2006, p. 32.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>29</sup> Anna ADAMSKA, « The Study of Medieval Literacy... », *loc. cit.*, p. 29; voir également Barbara STOLLBERG-RILINGER, « La communication symbolique à l'époque pré-moderne. Concepts, thèses, perspectives de recherche », *Trivium*, vol. 2, 2008, [en ligne], mis en ligne

entre oralité et écriture, ni à un passage d'une société orale à une société de l'écrit, comme bien des historiens et anthropologues ont tenté de le démontrer, mais plutôt à une « interpénétration d'une culture écrite très développée, même si elle est circonscrite à certains secteurs, et d'une vie sociale qui, jusque dans son organisation politique, est dominée par le principe d'oralité »<sup>30</sup>. Par ailleurs, on ne peut passer sous silence le fait qu'au Moyen Âge, l'oralité et l'auralité, en tant que mode de réception intermédiaire, étaient intimement liées à l'écrit : la façon habituelle de prendre connaissance d'un écrit était de l'entendre lire et ce, même si les membres de l'auditoire savaient lire par eux-mêmes<sup>31</sup>, et ceux qui accomplissaient une lecture personnelle et individuelle lisaient généralement *sotto voce*<sup>32</sup>.

Ces différents auteurs avaient en commun une présomption tacite selon laquelle le début du XII<sup>e</sup> siècle représentait un point de rupture entre une société à prédominance non lettrée avant cette date et une culture de l'écrit par la suite. C'est Rosamond MCKITTERICK qui, vers 1990, publia *The Carolingians and the Written Word*<sup>33</sup> et dirigea le collectif *The Uses of Literacy in Early Medieval Europe*<sup>34</sup> afin de démentir ce présupposé et démontrer les usages variés de l'écrit à l'époque du haut Moyen Âge. Substituant à l'idée de rupture une notion de continuité et d'augmentation graduelle, elle démontra que même si l'Église franque était l'agent principal de ces usages de l'écrit, la noblesse laïque n'était pas en reste et y participait activement, non seulement dans les usages pragmatiques de l'écrit, mais

---

le 23 octobre 2008, <http://trivium.revues.org/index1152.html>, consulté le 14 octobre 2009, p. 1-35.

<sup>30</sup> Hagen KELLER, *loc. cit.*, p. 134.

<sup>31</sup> Mark CHINCA et Christopher YOUNG, « Orality and Literacy in the Middle Ages : A Conjunction and its Consequences », dans *Orality and Literacy in the Middle Ages, Essays on a Conjunction and its Consequences in Honour of D. H. Green*, dir. par Mark CHINCA et Christopher YOUNG, Turnhout, Brepols, 2005, p. 7.

<sup>32</sup> Anna ADAMSKA, « The Study of Medieval Literacy... », *loc. cit.*, p. 30.

<sup>33</sup> Rosamond MCKITTERICK, *The Carolingians and the Written Word*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1989, 290 p.

<sup>34</sup> *The Uses of Literacy in Early Medieval Europe*, dir. par Rosamond MCKITTERICK, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1990, 345 p.



aussi dans ses usages plus cultivés<sup>35</sup>. Même la période considérée comme le nadir de l'utilisation de l'écrit documentaire, soit la période entre la fin du X<sup>e</sup> siècle et le début du XI<sup>e</sup> siècle, trouva son chantre capable de démontrer que la moisson documentaire n'était pas si désespérément absente qu'on avait pu le supposer pendant longtemps et même que cette période démontrait une « exploration habile et pleine de sens de nouveaux pouvoirs de l'écrit »<sup>36</sup>. Une table ronde organisée par l'École des chartes en 1996 sur l'écrit documentaire du XI<sup>e</sup> siècle en arriva à la conclusion que l'inventivité des rédacteurs traduisait un besoin d'écrits qui s'accordait mal avec l'idée de pénurie documentaire et que tous ces efforts de transcription organisée révélaient un environnement où l'écrit tenait toute sa place<sup>37</sup>. Mais malgré toute leur bonne volonté, il semble assez clair qu'un changement quantitatif (multiplication impressionnante du nombre de documents conservés) et même qualitatif (diversification des genres d'écrits documentaires) est survenu au tournant du XII<sup>e</sup> siècle, faisant passer le Moyen Âge « d'un monde qui fonctionne globalement sans écrit documentaire, sauf dans des secteurs extrêmement limités, à un autre monde, où l'écrit domine tous les champs de la vie – même si des pans entiers de la société peuvent encore vivre sans y avoir recours directement »<sup>38</sup>.

Même ces dernières affirmations doivent être modulées par les découvertes archéologiques qui remettent en cause nos idées reçues sur l'analphabétisme des populations médiévales. En effet, il ne faut jamais oublier que les historiens travaillent habituellement sur des sources qui ont été conservées au fil des siècles, pour différentes raisons. D'autres documents, potentiellement très nombreux – voire plus nombreux que ceux qui nous ont été conservés – ont pu exister, mais être immédiatement détruits après usage. Comme l'exprime si bien Joseph MORSEL, la

---

<sup>35</sup> Rosamond MCKITTERICK, *The Carolingians...*, *op. cit.*, p. 272.

<sup>36</sup> Olivier GUYOTJEANNIN, « "Penuria scriptorum", le mythe de l'anarchie documentaire dans la France du Nord (X<sup>e</sup> – première moitié du XI<sup>e</sup> siècle) », *Bibliothèque de l'École des chartes*, vol. 155, 1997, p. 27.

<sup>37</sup> Olivier GUYOTJEANNIN, Laurent MORELLE et Michel PARISSE, « Avant-propos », *Bibliothèque de l'École des chartes*, vol. 155, 1997, p. 9.

<sup>38</sup> François MENANT, *loc. cit.*, p. 34.

conservation des documents est une activité sociale qui repose sur la mobilisation de représentations collectives et de moyens matériels et « elle n'est jamais autre chose qu'une procédure de sélection fondée sur la valeur, nécessairement sociale, accordée aux objets, mais aussi sur leur construction sociale en tant qu'objets mêmes »<sup>39</sup>. Les nombreuses trouvailles archéologiques de documents par nature éphémères (tablettes de cire, bâtons entaillés, lettres sur écorce de bouleau), non destinés à être conservés mais tout de même conservés par le hasard des conditions météorologiques, suggèrent un usage de l'écrit beaucoup plus répandu que nous ne pouvions l'imaginer, emprisonnés comme nous l'étions dans le carcan de l'image traditionnelle d'un Moyen Âge primitif et barbare. D'ailleurs, l'étude de Simon FRANKLIN sur le développement de l'écrit en Russie médiévale démontre bien que, dès le milieu du XI<sup>e</sup> siècle, les habitants de certaines villes utilisaient de façon très routinière et habituelle l'écrit sous cette forme éphémère dans leurs activités quotidiennes<sup>40</sup>.

Cette étude, sur laquelle nous reviendrons, s'inscrit d'ailleurs dans la nouvelle vague d'études en lien avec la littératie. En effet, la recherche sur la littératie pragmatique a – comme bien souvent en histoire – poussé trop loin la séparation conceptuelle entre écrit littéraire et écrit documentaire. Un exemple de cette approche est celui de Richard BRITNELL qui fait une distinction très nette entre le premier type d'écrit, caractérisé par sa capacité à instruire, édifier ou amuser un nombre indéfini de lecteurs, et le deuxième, qui contribue à une quelconque opération légale ou administrative tout en n'étant produit que pour l'usage d'un administrateur ou d'un propriétaire foncier particulier<sup>41</sup>. Cette approche, si elle était poussée à son extrême, se verrait réduite à examiner les différents genres documentaires sous un jour technique, sans toutefois s'attacher à découvrir leur signification sociale et culturelle potentielle, ni à déterminer les usages autres que

---

<sup>39</sup> Joseph MORSEL, « Ce qu'écrire veut dire au Moyen Âge... », *loc. cit.*, p. 4-5.

<sup>40</sup> Simon FRANKLIN, *op. cit.*, p. 185.

<sup>41</sup> Richard BRITNELL, « Pragmatic Literacy in Latin Christendom », dans *Pragmatic Literacy, East and West (1200-1330)*, dir. par Richard BRITNELL, Woodbridge, Boydell Press, 1997, p. 3.

pratiques qui peuvent en être faits<sup>42</sup>. En effet, lorsqu'on examine les buts visés par l'élaboration de tels documents, il est clair que l'intention de laisser une trace écrite pour conserver la mémoire de transactions importantes ou encore de classer et dénombrer afin de connaître, et par le fait même de contrôler, les hommes et les ressources semblent primordiales<sup>43</sup>. Mais il ne faut pas oublier que la mise par écrit n'a pas toujours un but purement rationnel ou fonctionnel et qu'elle peut aussi avoir pour conséquence « une ritualisation de la transaction et une modification des rapports sociaux qu'elle conditionne »<sup>44</sup>. Elle peut servir d'instrument de propagande politique et de communication symbolique<sup>45</sup> et de plus, le document ainsi produit peut contribuer à « la constitution d'un groupe social, c'est-à-dire d'une communauté consciente d'elle-même et veillant à sa reproduction »<sup>46</sup>, en d'autres termes, à la formation identitaire. Même CLANCHY aurait ainsi fortement remis en cause son approche initiale, qu'il juge maintenant trop pragmatique, dans une conférence donnée à l'École des chartes de Paris en décembre 2000. Il aurait, dans les termes rapportés par MENANT, affirmé que « le moteur premier de la culture écrite n'est pas utilitaire, il est religieux » et qu'« en fait, la distinction entre documents de gestion pratiques d'une part, et littéraires ou religieux, d'autre part, est souvent difficile à défendre parce que la fonction de nombreux documents "pratiques" comme les chartes ou les comptes, était d'abord symbolique »<sup>47</sup>.

Ce revirement assez radical fait écho au changement de paradigme des dernières années qui tend à substituer le thème de la communication à celui de la littératie, qu'elle soit pragmatique ou autre. Cette nouvelle approche est celle de

---

<sup>42</sup> Andrew BUTCHER, « The Functions of Script in the Speech Community of a Late Medieval Town, c. 1300-1550 », dans *The Uses of Script and Print, 1300-1700*, dir. par Julia CRICK et Alexandra WALSHAM, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2004, p. 160.

<sup>43</sup> François MENANT, *loc. cit.*, p. 45.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 46.

<sup>45</sup> Anna ADAMSKA, « The Study of Medieval Literacy... », *loc. cit.*, p. 35.

<sup>46</sup> François MENANT, *loc. cit.*, p. 47.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 36.



Marco MOSTERT et de son groupe de recherche de l'*Utrecht Studies in Medieval Literacy*, qui inaugura en 1999 une nouvelle série de monographies par la publication d'un collectif intitulé *New Approaches in Medieval Communication*, dans lequel il prônait l'étude de l'ensemble des formes de communication disponibles au Moyen Âge – incluant l'écrit, l'oral et le non verbal – ainsi que les implications psychologiques et sociales de leurs usages<sup>48</sup>. Revenons maintenant à l'étude de Simon FRANKLIN, car elle s'adapte très bien à ce nouveau paradigme et nous semble exemplaire dans sa réalisation, tant au niveau méthodologique que dans son approche conceptuelle. Son œuvre a pour but de relever les différents écrits qui jalonnent l'introduction de l'écriture dans la Russie médiévale entre 950 et 1300 et d'étudier les aspects sociaux et culturels de la dynamique scripturaire, c'est-à-dire sa fonction, son statut, sa signification et sa relation avec les changements sociaux et culturels. Il distingue bien les deux définitions de la littératie, soit celle plus restreinte et technologique qui en fait une habileté individuelle, et l'autre plus large et culturelle, qui suppose une familiarité avec et une maîtrise d'activités culturelles impliquant l'écrit et il précise que les critères d'une telle littératie ne sont pas standardisés et varieront d'une culture à l'autre<sup>49</sup>. L'analogie moderne qu'il emploie est assez éclairante : la culture informatique (*computer culture*) est passablement plus large et englobe beaucoup plus de gens que le seul groupe des programmeurs-informaticiens. Selon lui, il existe une relation dynamique entre la technologie et les changements socioculturels : les besoins influencent les usages de l'écrit, qui en retour créent de nouveaux besoins et donc, de nouveaux usages. D'une part, les usages de l'écrit doivent être étudiés non seulement en eux-mêmes, mais aussi dans les liens qu'ils entretiennent avec les non-usages de l'écrit, soit toute la gamme des autres moyens de communication sociale. D'autre part, puisque l'écriture est un phénomène culturel sans signification implicite, les fonctions, significations, statut et

---

<sup>48</sup> Marco MOSTERT, « New Approaches to Medieval Communication? », dans *New Approaches to Medieval Communication*, dir. par Marco MOSTERT, Turnhout, Brepols, 1999, p. 17.

<sup>49</sup> Simon FRANKLIN, *op. cit.*, p. 3.

autorité qui s'y rattachent reflètent des valeurs culturelles sous-jacentes qu'il importe de porter au grand jour.

Sa réflexion sur la typologie générale de l'écrit documentaire l'amène à y voir une distinction entre des écrits normatifs (qui établissent l'autorité requise pour contrôler et réguler les comportements) et des écrits contingents (qui constituent un élément de ce processus de régulation), ceux-ci se divisant par ailleurs en écrits contingents formels (dont l'existence est nécessaire à la transaction) et écrits contingents éphémères (qui peuvent accompagner une transaction, mais ne sont pas requis)<sup>50</sup>. Dans l'étude de cas qu'il réalise de façon convaincante, il en arrive aux résultats suivants. Les écrits normatifs furent dès le début un instrument d'autorégulation de l'Église et très lentement s'étendirent à la régulation des laïques par l'Église et à la régulation séculière par les princes laïques. À l'autre extrémité, les écrits contingents éphémères (lettres, documents liés aux affaires quotidiennes) furent rapidement adoptés, tant dans un contexte privé que public, car leur usage n'impliquait aucun changement socioculturel majeur hormis l'apprentissage de la technologie comme telle, relativement facile puisque la langue d'écriture était une version du vernaculaire parlé<sup>51</sup>. Ils furent plus longs à adopter l'usage des écrits contingents formels, écrits qui ont comme préalable l'adoption de procédures particulières par un personnel spécialisé, l'établissement d'une bureaucratie ainsi que l'instauration de méthodes différentes de contrôle social. Pour FRANKLIN, la réception plutôt tiède et le développement très lent de l'usage de ce type d'écrit reflètent la résilience et la stabilité des modes traditionnels, rituels, oraux et non verbaux de contrôle social<sup>52</sup>. Il conclut qu'on doit rechercher dans les dynamiques socioculturelles locales les raisons qui expliquent les usages de l'écrit effectivement pratiqués<sup>53</sup>.

---

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 131.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 132.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 185.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 276.

Cette approche, qui voit la littératie évoluant dans une relation dynamique bilatérale et continue entre les individus et leur environnement social, culturel et politique fait écho à celle de David BARTON qui utilise avec bonheur la métaphore écologique pour caractériser la littératie. Dans un livre publié en 1994 et réédité en 2007, il met en évidence le fait que tous ceux qui étudient ou discutent de littératie utilisent pour ce faire, de façon généralement inconsciente, des métaphores telles que l'analphabétisme comme maladie sociale ou encore la littératie uniquement comme un ensemble d'aptitudes techniques<sup>59</sup>. Il propose d'adopter en toute connaissance de cause une autre métaphore, la métaphore écologique et de l'utiliser à la façon d'une heuristique pour comprendre comment la littératie fonctionne réellement dans la société.

Son paradigme écologique se distille en quelques idées fortes<sup>60</sup>. Premièrement, la littératie est une activité sociale et peut être décrite en termes de « pratiques de littératie » (*literacy practices*) que les individus utilisent au jour le jour dans des « événements de littératie » (*literacy events*), c'est-à-dire tout événement où l'écrit tient un rôle, une approche qui met l'emphasis sur les usages de la littératie, ce que les gens font vraiment, plutôt que sur l'existence d'aptitudes particulières quantifiables de façon formelle. Deuxièmement, les gens font appel à des littératies différentes selon les différents milieux ou domaines de vie dans lesquels ils évoluent, ce qu'il compare aux niches écologiques pour respecter sa métaphore. En troisième lieu, ces pratiques de littératie sont situées au sein de relations sociales plus larges, incluant le contexte immédiat de ces pratiques, mais aussi les institutions sociales qui les supportent. Deux éléments ayant des conséquences intéressantes pour les études historiques se dégagent de cette idée. D'abord, une personne utilise une certaine littératie en fonction du rôle qu'elle joue dans une situation donnée et des attentes par rapport à ce rôle : on ne peut donc pas faire de lien direct et simple entre une pratique effectivement réalisée et les aptitudes techniques sous-jacentes.

---

<sup>59</sup> David BARTON, *Literacy : an Introduction to the Ecology of Written Language*, 2<sup>e</sup> éd., Malden (MA), Blackwell Publishing, 2007, p. 11.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 33-50.

Ensuite, puisque les pratiques de littératie sont enchâssées dans des réseaux sociaux, les pratiques des uns peuvent être complémentaires aux besoins des autres, élevant le niveau global de littératie d'un événement, sans que les aptitudes techniques de tous les gens impliqués soient équivalentes. Son quatrième point est que la littératie est une forme de communication, un système de symboles utilisé pour représenter le monde aux yeux des autres qui présente des liens très rapprochés avec les autres moyens d'échange d'information, particulièrement le langage parlé – puisqu'une grande partie des événements de littératie impliquent un texte et un discours autour de ce texte – ainsi que les aspects visuels du document écrit, comme son design et sa mise en page. En lien avec des approches récentes, dans des disciplines aussi variées que l'histoire des émotions et la médecine qui remettent à l'honneur la subjectivité de l'individu, il affirme qu'une vue active de la littératie accorde de l'importance aux intentions que les individus ont en la pratiquant, ainsi qu'aux sentiments et valeurs qu'ils lui accordent. D'une part, les pratiques de littératie ont toujours un but précis, défini plus ou moins consciemment par les individus. D'autre part, puisque la littératie est englobée dans des contextes institutionnels qui dessinent les contours des pratiques utilisées, mais définissent aussi la valeur sociale qui lui est accordée, l'individu lui accordera également plus ou moins de valeur en fonction de sa position sociale.

Tout comme les études des deux dernières décennies ont effacé la dichotomie oralité-littératie qui avait existé depuis Jack GOODY pour la remplacer par l'idée que les deux font partie d'un continuum de formes de communication, des études récentes tendent à amoindrir la dichotomie entre littératie pragmatique et littératie symbolique. L'étude d'Andrew BUTCHER sur les fonctions des écrits administratifs dans les villes médiévales anglaises est de ce point de vue exemplaire. Il déplore le fait que les historiens positivistes n'avaient utilisé les écrits administratifs que pour l'information factuelle qu'ils pouvaient leur apporter, sans égard à leur signification en tant qu'artefacts culturels et sans réaliser que leurs producteurs étaient aussi des créateurs et médiateurs culturels importants<sup>61</sup>. Il

---

<sup>61</sup> Andrew BUTCHER, *loc. cit.*, p. 157.

estime heureux que l'apport de l'anthropologie moderne ait permis de reconnaître la nature de la littérature en tant que pratique sociale et de déconstruire les notions de pratique/pragmatique afin de retrouver toute la capacité expressive des écrits administratifs urbains<sup>57</sup>. Ceci nous permet alors de voir que :

*Redefined this way, what has been called "pragmatic" can be seen to have greater continuities with "non-pragmatic": the distinction between some administrative literature and chronicles may be slight; the political content of administrative texts may be clear and self-conscious; moral and political content of such urban texts may occupy a special role in the self-consciousness and self-determination of community<sup>58</sup>.*

Ainsi, tout comme les textes administratifs urbains peuvent être perçus comme une collection de documents importants pouvant être par la suite consultés au besoin, il faut toujours se souvenir que « *each textual act is an expression of authority and power* »<sup>59</sup> et que cette mise en collection implique un choix, qu'elle n'est pas neutre, mais au contraire, socialement et individuellement sélective. À ce sujet, Michael CLANCHY disait d'ailleurs que les documents d'archives n'étaient pas des données historiques brutes, mais des « *constructs, which were made and kept so that we should know particular things about the past* »<sup>60</sup>. De plus, il ne faut pas seulement prendre en compte le texte, comme s'il pouvait être perçu indépendamment de sa matérialité : il importe d'étudier la disposition sur la page, la qualité et type d'écriture utilisée, le degré et type de décoration, puisque tous ces éléments ont une signification sociale et culturelle qu'il faut découvrir<sup>61</sup>. D'ailleurs, Joseph MORSEL affirme même que l'importance de cette matérialité, de cette « rhétorique visuelle », peut expliquer le maintien de choix typographiques formels en dehors de toute raison technique<sup>62</sup>. Il va encore plus loin, en supposant que la

---

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 160.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 161.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 162.

<sup>60</sup> Michael CLANCHY, « Introduction », dans *New Approaches to Medieval Communication*, sous la dir. de Marco MOSTERT, Turnhout, Brepols, 1999, p. 8.

<sup>61</sup> Andrew BUTCHER, *loc. cit.*, p. 162.

<sup>62</sup> Joseph MORSEL, « Ce qu'écrire veut dire au Moyen Âge... », *loc. cit.*, p. 16.



capacité de certains documents (particulièrement les chartes et autres documents officiels) à fonctionner en tant que « signe global », comme objet écrit manipulable visuellement en dehors de toute pratique de lecture, ferait fonctionner le document écrit médiéval comme une *imago*, c'est-à-dire une représentation de celui qui « parle »<sup>63</sup>. On revient donc à la fonction identitaire du document, à laquelle faisait allusion Andrew BUTCHER lorsqu'il décline les raisons possibles pour la production et la conservation de ces documents, soit la construction textuelle d'une mémoire urbaine et d'une identité civique, la défense et l'expression du pouvoir et de l'autorité ainsi que la mise en souvenir des changements et des adaptations effectuées au fil des années<sup>64</sup>.

Certains travaux plus récents ont mis à l'épreuve ces différentes perspectives de recherche dans l'étude des documents produits par les administrations urbaines. Un des premiers correspond à la thèse de Deborah O'BRIEN<sup>65</sup> qui s'intéressa de près aux registres civiques de Londres composés par divers individus associés au gouvernement urbain entre 1274 et 1482. Ces registres étaient composés d'un assemblage divers de documents législatifs émanant du gouvernement urbain ou du pouvoir central, de différents documents administratifs ainsi que d'autres types d'écrits de nature historique, descriptive ou laudative sur la ville elle-même. Bien qu'ayant été souvent édités ou utilisés pour l'information factuelle qu'ils contenaient, aucune étude n'avait jusqu'alors analysé leur contexte de production, leur structure et leur fonction dans la cité médiévale. Étudiant tour à tour les producteurs de ces registres, la forme et la structure de chacun d'entre eux et les publics visés, elle en arriva à certaines conclusions intéressantes, la première étant que la division pragmatique/littéraire n'était tout simplement pas pertinente dans le contexte de ces registres qui comblaient des besoins tant pratiques qu'esthétiques chez leurs

---

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>64</sup> Andrew BUTCHER, *loc. cit.*, p. 165.

<sup>65</sup> Deborah Jean Steele O'BRIEN, *"The Veray Registre of All Trouthe": the Content, Function and Character of the Civic Registers of London and York, c. 1274 – c. 1482*, thèse de doctorat, University of York, York, 1999, 368 p.

producteurs et leurs possesseurs<sup>66</sup>. Incorporant des textes législatifs qui démontraient l'indépendance de l'autorité urbaine par rapport au pouvoir royal et sa légitimité à gouverner la communauté ainsi que des textes décrivant ou louangeant la ville, le registre civique contribuait, d'une part, à honorer et à promouvoir la cité et d'autre part, à augmenter le pouvoir et le prestige de ses détenteurs, fussent-ils publics ou privés<sup>67</sup>. Pour elle, le registre civique « *arose as a fundamental element of the growing governmental authority and self-identification of the city between the 13<sup>th</sup> and the 15<sup>th</sup> centuries* »<sup>68</sup> mettant ainsi l'accent sur la fonction identitaire du document et le lien consubstantiel avec l'existence d'une autonomie urbaine.

Quelques années plus tard parut la thèse de Caroline FARGEIX sur les élites lyonnaises au sein du gouvernement urbain du XV<sup>e</sup> siècle<sup>69</sup>, une étude dont le but était de montrer comment une identité consulaire s'était progressivement affirmée et affinée par l'usage d'un certain type de discours au sein des registres de délibérations. Une des rares études à se concentrer sur ce type de sources – d'où son extrême importance dans le cadre de notre propre mémoire – elle était aussi une des premières à analyser avec force détails le rôle du scribe dans la composition et la réalisation de ces registres. Par la suite, partant du principe que le document n'est jamais neutre et qu'il est « le résultat d'une élaboration dont il faut rendre compte »<sup>70</sup>, elle analysa dans ses moindres détails le texte des registres et le vocabulaire employé pour en arriver à la conclusion que ces documents, extrêmement normés, comportaient des règles stylistiques et linguistiques qui traduisaient des manières de penser et de concevoir la place du consulat dans la société. Ainsi, l'identité mise au jour se révélait finalement être « avant tout l'image

---

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 285-286.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 289.

<sup>69</sup> Caroline FARGEIX, *Les élites lyonnaises au miroir de leur langage*, thèse de doctorat, Université Lumière-Lyon 2, Lyon, 2005, 729 p.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 17.

que les consuls se font de leur identité plutôt que cette dernière »<sup>71</sup>, mais une image forgée par les choix, reconstructions et censure effectués par le secrétaire.

Poursuivant dans l'esprit qui anime maintenant les historiens des pratiques sociales de l'écrit – qui délaissent le « texte » pour s'intéresser au « document » – François BORDES publia en 2006 une thèse sur les formes et les enjeux de la mémoire urbaine exposée dans le Livre des Histoires de Toulouse<sup>72</sup>. Après avoir longuement analysé le contexte de production et la forme spécifique du document, il s'attacha ensuite à analyser la composition du corps dirigeant et le contenu du livre des Histoires, mettant en relation les changements de la première avec les mutations du deuxième. Ses conclusions furent à l'effet que, tirant son origine de listes capitulaires, la visée de commémoration généalogique initiale se modifia éventuellement en une célébration des *gestae* civiques des capitouls, ce phénomène d'autolégitimation devenant d'autant plus prépondérant au fur et à mesure que leur pouvoir réel déclinait pendant tout le XV<sup>e</sup> siècle<sup>73</sup>. Ce recueil ne se situait donc ni dans la sphère du juridique, ni dans celle de l'administratif, mais relevait plutôt du domaine du symbolique, plus précisément de la symbolique qui s'attachait à la fonction capitulaire<sup>74</sup>. Au-delà de la commémoration de leurs prédécesseurs et de la glorification de leurs gestes, il devenait aussi un « livre de vie »<sup>75</sup>, permettant, par la transmission de valeurs et par l'exemplification, une véritable « intégration dans la *familia* capitulaire pour tous ceux qui accèdent aux plus hautes charges de la cité »<sup>76</sup>.

---

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 601.

<sup>72</sup> François BORDES, *Formes et enjeux d'une mémoire urbaine : le premier « Livre des Histoires » de Toulouse (1295-1532)*, thèse de doctorat, Université Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 2006, 5 vol., 910 p.

<sup>73</sup> *Ibid.*, tome 3 : *Entre histoire et mémoire urbaine*, p. 131.

<sup>74</sup> *Ibid.*, tome 3, p. 127.

<sup>75</sup> *Ibid.*, tome 3, p. 131.

<sup>76</sup> *Ibid.*, tome 3, p. 134.



La très récente thèse d'Alexandra GALLO s'est, quant à elle, attachée à l'étude de la communauté provençale de Sisteron aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, principalement à l'analyse des réponses apportées par son gouvernement aux dangers qui la menaçaient dans la deuxième moitié du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>77</sup>. Monographie urbaine réalisée à partir d'un ensemble de sources documentaires, elle utilise principalement une longue série de registres de délibérations, déclarant sans ambages qu'ils constituent « l'instrument premier des représentants municipaux et la source la plus révélatrice de l'exercice du pouvoir urbain »<sup>78</sup>. Affirmant avec raison que « l'héritage historiographique permet aujourd'hui de centrer le raisonnement sur d'autres questions »<sup>79</sup> que les domaines de compétence des représentants urbains, elle s'éloigne de ce modèle traditionnel en intégrant des avenues de recherche plus actuelles en matière d'analyse des pratiques sociales de l'écrit : analyse matérielle du document, étude typologique du contenu de ces registres, attention portée au fonctionnement du conseil, à ses rythmes et à son efficacité, ainsi qu'une réflexion sur la géographie du pouvoir communal ou l'inscription du pouvoir dans l'espace.

Ces quatre derniers ouvrages, qui ont tous en commun – quoiqu'à des degrés divers – la qualité de se centrer d'abord et avant tout sur le document en lui-même et pour lui-même, ont sans contredit nourri notre réflexion et suscité de nombreuses pistes de recherche que nous avons par la suite empruntées au cours de notre propre travail, utilisant pour ce faire différentes méthodes que nous décrirons maintenant.

---

<sup>77</sup> Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron (XIII<sup>e</sup> – XIV<sup>e</sup> siècle). L'exercice du pouvoir urbain : rythmes et enjeux*, thèse de doctorat, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, 2009, 2 vol., 627 p.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 20.

## 1.2 Méthode

### 1.2.1 Méthode éditoriale

De son origine latine *edere*, éditer veut dire « mettre au jour »<sup>80</sup>, une action noble s'il en est et qui consiste dans le cas présent à rendre disponible, au plus grand nombre et de la façon la plus claire possible, une version amendée, annotée et transcrite sur un support et dans une forme modernes, de cette source unique dont l'accès direct est par ailleurs difficile, tant par son lieu géographique de conservation que par son écriture ancienne qui la rend hermétique pour les non-initiés. L'édition réalisée dans le cadre de notre mémoire de maîtrise se veut à la fois critique (état du manuscrit), explicative (identification des personnes et événements principaux mentionnés dans le texte) et lexicologique (éléments de traduction, soit du latin ou du provençal, lorsque la rareté du mot ou la spécificité du sens le justifiera).

Après l'analyse codicologique, dont les résultats seront présentés au prochain chapitre, la transcription du document constitue le cœur du travail d'édition. Le texte est bien sûr écrit à la main au moyen d'une calligraphie ancienne, et ce, par plusieurs scribes différents, ce qui rendrait la lecture malaisée pour un lecteur contemporain. De plus, il est écrit en latin médiéval, une langue qui a utilisé avec beaucoup de créativité le concept d'abréviations, ce qui peut parfois compliquer la compréhension du texte<sup>81</sup>. Le but de notre transcription est donc double : offrir au lecteur contemporain un texte écrit sur un support moderne et dont toutes les

---

<sup>80</sup> *Le Gaffiot de poche Dictionnaire latin-français*, nouv. éd. rev. et augm. sous la dir. de Pierre FLOBERT, Paris, Hachette, 2001.

<sup>81</sup> Une étude dirigée par Ezio ORNATO tend à mitiger l'impact négatif du système abrégatif sur la lisibilité en faisant remarquer que dans les mots combinant beaucoup de jambages adjacents, le tilde vient en fait faciliter la lecture en éliminant quelques-uns, jouant ainsi un véritable rôle diacritique (Carla BOZZOLO *et al*, « Les abréviations dans les livres liturgiques du XV<sup>e</sup> siècle : pratique et théorie », dans *La face cachée du livre médiéval : l'histoire du livre vue par Ezio Ornato, avec la collaboration de ses amis et ses collègues* (Carla Bozzolo *et al*), Rome, Viella, 1997, p. 560-561).

abréviations ont été résolues afin d'en faciliter la lecture. L'historien doit, pour reprendre les termes de l'École nationale des chartes (ÉNC), « fournir des textes directement utilisables par [ses] lecteurs et donc pleinement intelligibles »<sup>82</sup>. Il faut toutefois se souvenir que l'édition de texte – en tout cas l'édition courante envisagée ici – n'est jamais une reproduction du manuscrit, mais bel et bien « une interprétation »<sup>83</sup>, qui oblige à faire des choix méthodologiques et, le cas échéant, à expliciter et justifier ces choix dans des notes de bas de page qui formeront l'apparat critique.

Cet appareil critique, fleuron des philologues et diplomatistes accomplis, comprend habituellement au premier chef les variantes de tous les témoins utiles d'un texte, soit l'original, les copies, les extraits et, éventuellement, les versions imprimées. Dans le cas présent, nous avons affaire à un texte unique, original et autographe : il n'y a donc aucune variante à relever, aucune collation, ni aucun établissement de la tradition du texte à réaliser. L'apparat critique concernera donc surtout des remarques éditoriales sur la mise en page (par exemple, indication de passages intercalés ou de notes marginales), la graphie originale de certains mots corrigés, l'indication d'une lecture incertaine ou encore les traductions de mots latins rares ou de mots provençaux. Ces différents éléments seront mis en notes de bas de page, avec des appels de note sous forme de chiffres arabes en numérotation continue. S'y rajouteront quelques notes historiques servant à donner des explications ponctuelles nécessaires à la compréhension du texte ou donnant des précisions sur des personnes ou des événements importants. Nous avons sciemment limité le nombre de ces notes historiques étant donné le volume déjà imposant de l'édition, particulièrement dans la mesure où notre analyse s'attache à étudier les usages sociaux de l'écrit plutôt que l'histoire événementielle de cette période.

---

<sup>82</sup> École nationale des chartes, *Conseils pour l'édition des textes médiévaux, fascicule I (Conseils généraux)*, Paris, CTHS, 2001, p. 12.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 14.

La graphie des mots au sein du manuscrit est très aléatoire et a soulevé quelques questions d'ordre méthodologique. Après réflexion, nous avons adopté les règles générales suivantes, le tout dans le but ultime de faciliter au maximum la lecture de la transcription pour les lecteurs qui, à notre image, ne sont ni des latinistes, ni des diplomatistes avertis. C'est ainsi que nous nous écartons parfois des conventions prônées par l'ÉNC qui recommande de conserver toutes les graphies aberrantes dans le texte même de la transcription et de ne faire les corrections que dans les notes de l'apparat critique, confortée dans notre approche, toutefois, par cette mise en garde de Bernard CERQUIGLINI :

Tentées par la copie diplomatique, ces éditions se prennent au fantasme du fac-similé, de la fourniture probe et maximale de données intactes, dont le lecteur fera son bien; n'ayant d'autre option que la générosité loyale, elles oublient que toute édition est une théorie : il faut donner à voir, mais surtout à comprendre<sup>84</sup>.

Premièrement, lorsque la compréhension du mot tel qu'il est écrit par le scribe ne semblait pas menacée par une graphie fantaisiste ou changeante, nous avons respecté en tout point la graphie utilisée dans le manuscrit, l'appréciation de cette menace étant bien évidemment subjective et sujette à discussion de la part de latinistes plus chevronnés. Par ailleurs, s'agissant ici d'un scribe avec de nombreuses années d'expérience dans l'exercice de sa profession notariale et bien au courant de la terminologie en vigueur à son époque, nous étions assez mal placée pour l'accuser de ne pas savoir écrire et oser le corriger sans raison valable. Lorsqu'il s'agissait d'une erreur causée par une écriture cursive trop rapide, résultant par exemple en un jambage superflu ou manquant ou encore l'usage d'un tilde redondant, nous avons d'emblée corrigé le mot sans aucune autre indication<sup>85</sup>. Si la compréhension pouvait être affectée par la graphie utilisée, nous avons corrigé le mot dans le texte même et avons indiqué en note de bas de page la leçon originale,

---

<sup>84</sup> Bernard CERQUIGLINI, *Éloge de la variante : histoire critique de la philologie*, Paris, Seuil, 1989, p. 112.

<sup>85</sup> Nous avons initialement relevé tous ces éléments manquants ou superflus, mais leur nombre nous a incitée à laisser de côté cette information, peu utile dans le cadre de notre analyse, ce qui a permis d'éliminer près de deux cents notes de bas de page sans trahir, nous croyons, la qualité de l'édition.

toujours avec le souci de permettre une lecture suivie et facile, sans toujours nécessiter le recours aux notes de bas de page pour comprendre le texte.

Quand des erreurs grossières apparaissaient dans l'orthographe d'un mot ou se manifestaient dans les déclinaisons ou les conjugaisons, nous avons également procédé aux corrections dans la transcription, en indiquant dans les notes la leçon initiale. Si l'erreur consistait en une ou plusieurs lettres manquantes résultant de l'oubli manifeste d'un tilde, nous avons utilisé la convention permettant de restituer la ou les lettres manquantes entre crochets droits. Nous n'avons pas rajouté les lettres manquantes lorsque le sens n'était pas menacé et que la graphie employée semblait être caractéristique d'une habitude du scribe, par exemple le premier d'entre eux qui n'écrit jamais le deuxième *r* dans le mot *proprius* et ses déclinaisons. Les abréviations utilisées dans les noms propres, et particulièrement celles sous forme de lettre initiale employée seule, ont été résolues seulement lorsque le nom était attesté au long ailleurs dans le texte. Quant aux mots en provençal dans le texte ou alors dans un provençal latinisé par l'ajout d'une déclinaison appropriée au cas utilisé, nous les avons laissés tels quels dans la transcription, inscrivant les mots en provençal pur en *caractères italiques* tout en indiquant en note leur traduction<sup>91</sup>.

D'autres choix graphiques furent plus faciles à faire puisque les balises avaient déjà été posées par l'ÉNC. Malgré l'identité graphique des *i* et des *j* ainsi que des *u* et des *v*, nous avons systématiquement transcrit par *j* ou par *v* la lettre qui présentait une valeur consonantique. Par ailleurs, les *c* et les *t* offrant une apparence paléographique identique dans notre document, nous avons fait le choix d'utiliser la lettre que l'on retrouve dans le mot français qui en découle, ce qui rend la lecture du texte encore plus facile à tout le moins pour les lecteurs de langue française (par exemple, *justicia* mais *donatio*). En dernier lieu, en accord avec les normes actuelles en édition de textes médiévaux, nous avons fait un usage moderne des majuscules et de la ponctuation et utilisé une agglutination ou séparation des mots conforme à celle du latin de l'époque classique ou patristique.

---

<sup>91</sup> Nous avons considéré qu'un mot était d'origine provençale seulement lorsqu'il n'a pu être retrouvé dans les différents dictionnaires latins utilisés.

Il était évidemment important que les corrections apportées par le scribe lui-même soient bien visibles pour le lecteur. La seule légère entorse à cette règle concerne ici les trop fréquentes hésitations graphiques du scribe. En effet, écrivant très rapidement « dans le feu de l'action » comme nous le démontrerons ultérieurement, les scribes ont souvent entamé l'écriture d'une lettre ou deux puis réalisé leur méprise, corrigeant ensuite par surcharge les lettres initialement tracées. Puisque nous ne faisons qu'une édition courante, cherchant à transmettre le contenu textuel effectivement livré par le scribe, et non pas ses tergiversations et remords paléographiques, nous avons décidé de ne pas les inclure<sup>87</sup>. Les mots biffés ou exponctués ont été conservés dans la transcription, les abréviations étant résolues lorsque possible, mais dans un corps typographique plus petit (neuf points) et encadrés de crochets brisés < >, ce qui permet au lecteur de les considérer comme non pertinents pour la compréhension immédiate du texte. La même convention fut employée pour les quelques fois où le notaire raya un paragraphe entier afin de l'annuler légalement en accord avec les conventions notariales de l'époque.

D'autres conventions typographiques ont été adoptées pour indiquer les mots ou passages initialement oubliés par le scribe et rajoutés en interligne ou en marge, qu'ils soient ou non annoncés par un caret ou un signe de renvoi distinctif. Les mots ou passages interlinéaires ont tout simplement été insérés au fil de la transcription, encadrés de deux barres obliques / /. Lorsqu'ils étaient rajoutés en marge, mais accolés au mot qu'ils devaient suivre ou précéder, nous avons utilisé la même convention typographique, tout en ajoutant une note de bas de page indiquant leur localisation sur la page. Les notes marginales qui ne constituaient pas des interpolations du texte – manchettes, commentaires ou autres – ont été transcrites immédiatement avant ou après le paragraphe auquel elles se rapportaient. Lorsque ces commentaires marginaux n'étaient pas écrits de façon contemporaine à l'écriture du registre, nous avons employé des PETITES MAJUSCULES pour indiquer qu'il ne s'agissait pas d'un des scribes du conseil. En dernier lieu, des mots ou passages

---

<sup>87</sup> Les inclure aurait alourdi l'édition de façon considérable puisque nous en avons relevé plus de deux cents.

manquants dont on ne pouvait supputer la nature ont été signalés par trois astérisques entre crochets carrés [\*\*\*], alors qu'un mot manquant dont l'identité pouvait assez facilement être déduite du contexte et des habitudes du scribe fut rajouté, également entre crochets carrés. À l'opposé, les doublons furent éliminés, un appel de note après le premier des deux termes jumeaux indiquant l'existence de ce doublon dans une note de bas de page.

Quant à la mise en page de notre transcription, il nous a semblé préférable de suivre au plus près celle que réalisa le scribe, puisque notre problématique, comme nous le décrirons plus loin, porte sur l'analyse du document en tant qu'artefact culturel et que la mise en page en est un élément essentiel. Par contre, il est clair qu'il ne faut pas tomber dans l'écueil qui consiste à croire possible ou souhaitable la reproduction pure et simple du document. Nous avons donc dû faire certains choix qui peuvent se résumer ainsi. Notre transcription inclut tous les procès-verbaux des différentes séances, les uns à la suite des autres de façon suivie et sans aucun égard aux sauts de page que réalise le scribe. Chaque séance s'est vue attribuer un numéro de séquence et chaque paragraphe, une lettre minuscule en caractère gras encadrée de crochets carrés, auxquels il sera fait référence lors de l'analyse ou dans le cadre de l'*index nominum*. Étant donné la complexité des chiffres romains – dans le cadre d'une date située dans les milliers – et la nécessité de permettre un repérage chronologique rapide des séances du conseil, nous avons écrit la date sous une forme moderne au début de chaque séance, immédiatement à la suite du numéro de séquence, en caractères gras et entre crochets carrés [**X, aaaa/mm/jj**]. Les changements de folios ont été indiqués par une mention centrée [fol. X] en caractères romains, le X représentant le numéro de folio en chiffre arabe, avec un petit v pour indiquer le verso le cas échéant.

Quant aux éléments du contenu des procès-verbaux, nous avons fait les choix suivants. La foliotation médiévale en chiffres romains et la foliotation contemporaine en chiffres arabes ont été restituées du côté droit de la page. Le titre, presque systématiquement indiqué par le scribe, a été centré sur la page tout comme dans le manuscrit. Nous avons ensuite reproduit le paragraphe

d'introduction, puis la liste des hommes présents, avec le ou les titres de ces listes mis légèrement en retrait. Il nous a semblé important de conserver la disposition en une (peu fréquente), deux (habituelle) ou trois (rare) colonnes des noms des présents, car une intuition, confirmée par un examen statistique, a permis de mettre en évidence une certaine hiérarchie sociopolitique au sein des hommes participants à ces conseils de ville, représentée par leur position dans la liste. Lorsque le scribe ajoutait le titre de syndic à la suite de leurs noms dans la liste, nous l'avons traduit par (S). S'il inscrivait plutôt une accolade rassemblant plusieurs noms et précédée ou suivie d'un prédicat quelconque, tel que *nobiles* ou *magistri*, nous avons fait précéder le premier nom de la liste d'une accolade ouverte { et le dernier nom d'une accolade fermée } suivie du titre ou du prédicat en question. Par la suite, nous avons transcrit les ordonnances selon la disposition qu'elles présentaient dans le registre, c'est-à-dire avec des paragraphes distincts, le premier commençant par *Et primo* et les autres par *Item*. Un trait horizontal centré sur la page nous a alors permis d'indiquer la fin d'une séance et le passage à la suivante.

Voici donc les principales étapes ayant jalonné notre édition de texte. Mais ce travail, important puisqu'il représente probablement la partie la plus pérenne de notre mémoire, ne constituait que le premier pan du travail, puisqu'il fallut ensuite traduire le document dans son ensemble. Comme il s'agissait d'une traduction réalisée pour les seuls besoins de l'analyse, elle n'avait pas besoin d'afficher une élégance particulière, mais elle se devait d'être exacte et précise, puisqu'une grande partie du travail d'analyse porta ensuite sur le discours lui-même. Mais avant d'en arriver au coeur du travail, il nous faut d'abord retracer les étapes de notre réflexion concernant la problématique de recherche et les méthodes d'analyse employées.

### 1.2.2 Méthode d'analyse

Par suite des lectures effectuées sur les pratiques sociales de l'écrit, nous avons décidé d'épouser la perspective suivante : plutôt que d'étudier la ville à *travers*



le registre<sup>88</sup>, comme tant d'illustres prédécesseurs, nous allons tâcher de réfléchir *sur* le registre. Dit autrement, nous allons en problématiser l'existence en cherchant à répondre à des questions apparemment banales. Qui? Comment? Et surtout, pourquoi? En effet, dans notre monde contemporain, obsédé par la conservation de tout, aux capacités d'archivage presque illimitées et capable d'utiliser de puissantes bases de données pour retrouver le moindre élément d'information utile, il nous semble aujourd'hui normal, légitime et même nécessaire de conserver par écrit la teneur des délibérations d'un conseil municipal. Mais on ne peut projeter sur le passé, sur une culture différente de la nôtre, nos présupposés de ce qui est normal, légitime et nécessaire : encore faut-il découvrir ce qui en était à l'époque et ensuite seulement juger de l'utilité, de la valeur et des finalités d'un tel document. Nous nous sommes donc intéressée à deux aspects spécifiques du registre et avons pour ce faire employé deux méthodes différentes.

Dans un premier temps, nous nous sommes attachée à découvrir qui avait gratté le papier de sa plume, tout en analysant les méthodes de travail employées par ces scribes. Nous avons d'abord tenté de cerner la personnalité de ces gens, notaires de profession, en étudiant les éléments biographiques que nous avons pu glaner au sein du registre et au cours de brefs sondages effectués dans plusieurs sources primaires auxquelles nous avons eu accès, tel le livre de comptes<sup>89</sup>, le cartulaire<sup>90</sup>, l'inventaire des actes médiévaux conservés par les archives communales de Brignoles<sup>91</sup>, ainsi que quelques registres de brèves notariales ayant

---

<sup>88</sup> Symptomatique de cette approche est l'utilisation de l'expression « à travers » dans un titre, témoignant de la « transparence » du registre en tant qu'objet matériel construit à la fois physiquement, intellectuellement et culturellement ; voir l'exemple de Philippe LARDIN, « La vie municipale à Rouen au lendemain de la révolte de la Harelle, à travers le plus ancien registre de délibérations (1389-1390) », dans *La ville médiévale en deçà et au-delà de ses murs : mélanges Jean-Pierre Leguay*, textes réunis par Philippe LARDIN et Jean-Louis ROCH, Mont-Saint-Aignan, Publications de l'Université de Rouen, no 288, 2000, p. 261-290 (le soulignement est le nôtre).

<sup>89</sup> A. C. Brignoles, CC1 (CC1 par la suite).

<sup>90</sup> A. C. Brignoles, AA1, « Livre rouge » (AA1 par la suite).

<sup>91</sup> Il s'agit d'un inventaire dactylographié des actes médiévaux conservés, dit Inventaire Mireur, qui comporte deux classements distincts, soit un ancien (ACM par la suite) et un

appartenu à un des notaires concernés<sup>92</sup>. Par la suite, une étude attentive de la mise en page et du texte du registre a permis de mettre en évidence des caractéristiques structurelles, linguistiques et stylistiques que nous avons cru bon d'analyser en détail, afin de déterminer l'influence que la formation notariale de ces scribes et l'habitus développé avec l'expérience pouvaient avoir eu tant sur la forme que sur le contenu du registre.

Dans un deuxième temps, après l'étude du « comment » de sa réalisation, nous avons cherché à comprendre le « pourquoi » de sa rédaction. Ayant établi, par suite de l'examen croisé de différentes sources, qu'il ne contenait pas – tant s'en faut – tout ce qui avait été dit ou même décidé en conseil, il est apparu que la rédaction du registre impliquait un choix parmi diverses décisions potentiellement inscriptibles. Et puisque tout choix implique nécessairement l'existence de valeurs sous-jacentes permettant de le fonder et de le justifier, il nous a semblé intéressant et pertinent de tenter de redécouvrir ces valeurs afin de comprendre ce qui avait pu motiver le conseil à rédiger ce registre et à le conserver.

Mais comment procéder à une telle analyse? Quelle perspective adopter? Refusant de parler à sa place ou de le bombarder de questions – pour ne pas « forcer des données rondes à entrer dans des catégories carrées »<sup>93</sup> – nous avons alors décidé de laisser le texte nous parler<sup>94</sup>, utilisant à cette fin une méthode validée en sciences humaines – particulièrement dans les domaines de la psychologie, de la pédagogie et de l'ethnologie – soit l'analyse inductive générale. Intégrée à la famille des analyses dites qualitatives, au même titre que la théorie ancrée (*grounded*

---

nouveau (NCM par la suite), les actes étant classés sous l'un ou sous l'autre et même parfois sous les deux, auquel cas nous avons indiqué la cote la plus récente.

<sup>92</sup> A. D. du Var, 3E7-65/67 et 3E7-69.

<sup>93</sup> A. L. STRAUSS et J. CORBIN, *Basics of Qualitative Research*, 2<sup>e</sup> éd., Thousand Oaks, CA, Sage, 1998, p. 101, cité dans François GUILLEMETTE, « L'approche de la *Grounded Theory* ; pour innover ? », *Recherches qualitatives*, vol. 26, no 1, 2006, p. 39.

<sup>94</sup> Tout en étant bien consciente que la lecture en elle-même est productrice de sens et que « le baiser de l'historien n'éveille aucun sens dormant entre les lignes et entre les mots », Joseph MORSEL, « Du texte aux archives : le problème de la source », *loc.cit.*, p. 5, note 19.

*theory*), l'analyse de discours ou la phénoménologie, il s'agit en fait d'un « ensemble de procédures visant à "donner un sens" à un corpus de données brutes mais complexes, dans le but de faire émerger des catégories favorisant la production de nouvelles connaissances »<sup>95</sup>. Tout comme la théorie ancrée, avec laquelle elle présente une grande ressemblance, elle implique « une dynamique de "découverte", non pas dans le sens positiviste d'une observation objective de ce qui se donne à voir dans la réalité, mais plutôt dans le sens de développer de nouvelles façons de comprendre les phénomènes humains »<sup>96</sup>. Elle est particulièrement adaptée à l'analyse de données provenant d'objets d'étude à caractère exploratoire pour lesquels il existe relativement peu de modèles ou de théories<sup>97</sup>, ce qui semble bien être le cas des données provenant des registres de délibérations, dans la mesure où ils ont rarement été analysés dans la perspective qui est la nôtre, soit en tant que moyen d'accéder à la *Weltanschauung* des représentants municipaux ou, plus prosaïquement, à la vision de leur rôle en tant que conseillers. De nature inductive par définition, elle décrit un mouvement du spécifique – ici le « discours » des conseillers tel que transmis par la plume de leur scribe – vers le général, soit un certain nombre de catégories conceptuelles qui, émergeant des données brutes, permettent de décrire comment ces représentants municipaux envisageaient leur rôle.

De façon concrète, la méthode fut la suivante. Après avoir complété une ou deux lectures du registre en sa totalité afin de bien en comprendre la teneur, il est rapidement devenu évident que certains éléments – mots, expressions, phrases – revenaient avec une fréquence toute particulière, évoquant des façons de penser, des façons de faire ou des façons d'envisager ce qu'il fallait faire et comment. Nous avons donc procédé à un encodage *in vivo*, c'est-à-dire directement dans le texte, en utilisant des surligneurs de différentes couleurs pour marquer visuellement les

---

<sup>95</sup> Mireille BLAIS et Stéphane MARTINEAU, « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes », *Recherches qualitatives*, vol. 26, no 2, 2006, p. 2.

<sup>96</sup> F. GUILLEMETTE, *loc. cit.*, p. 45.

<sup>97</sup> M. BLAIS et S. MARTINEAU, *loc. cit.*, p. 14.

nombreuses catégories conceptuelles qui semblaient émerger des données brutes, par exemple une catégorie pour les éléments rencontrés qui dénotaient des « relations avec le pouvoir royal » ou une catégorie pour les éléments représentant des « manifestations de l'honneur consulaire ». Au fur et à mesure que la lecture et l'encodage progressaient, d'autres catégories se révélaient pertinentes à l'analyse, nous obligeant par conséquent à relire le texte en entier pour les prendre en compte. Plusieurs catégories émergèrent ainsi directement des données, surgissant de la répétition et de l'insistance du scribe, alors que d'autres furent plutôt inspirées de lectures et de questions personnelles – autorisant l'incorporation d'un certain point de vue déductif – par exemple une catégorie intitulée « place de l'oral et de l'écrit dans le registre ». Une fois complété l'encodage des 182 folios, tous les éléments inclus dans les différentes catégories prirent place au sein d'une vingtaine de feuilles de calcul Excel, où un niveau d'analyse supplémentaire permit de subdiviser chaque catégorie en différentes sous-catégories, aboutissant à une analyse plus fine du phénomène détecté. Par la suite, afin de s'assurer de la complétude de nos sous-catégories, une recherche par mot-clé dans le texte de l'édition fut réalisée avec plusieurs des nombreux mots traités dans l'analyse, permettant aussi l'intégration d'une certaine contribution, modeste toutefois, d'analyse quantitative. C'est donc à partir de l'exploration de ces différentes catégories et sous-catégories que nous avons pu développer *notre interprétation* – puisque l'encodage et l'émergence des catégories conceptuelles sont irrémédiablement liés à la sensibilité théorique, aux connaissances préalables et aux objectifs de recherche de l'historienne, n'en déplaise aux tenants de l'induction à outrance – de la *Weltanschauung* des conseillers, des formes d'autoreprésentation privilégiées par ces derniers et, en ultime ressort, des raisons justifiant l'existence et la conservation de ce registre.

## CHAPITRE II

### LE REGISTRE

#### 2.1 Le contexte historique de production

Brignoles est une petite ville localisée dans le département actuel du Var, à 67 km au nord-est de Marseille et à 57 km à l'est d'Aix-en-Provence. Elle est située sur une des routes médiévales les plus importantes de la Provence, soit la route qui allait autrefois d'Aix-en-Provence à Nice. Chef-lieu de la baillie du même nom, elle était alors une petite ville d'un peu plus de 2 000 âmes<sup>1</sup>, d'une importance moyenne fondée sur sa vocation de chef-lieu administratif, sur la présence d'un marché suprarégional et sur son rôle occasionnel de lieu de villégiature des comtes de Provence. Il est bien connu que la Provence du XIV<sup>e</sup> siècle fut marquée au fer rouge des trois grands fléaux de cette époque : disettes, épidémies et guerres. Ainsi, le spectre de la faim se fit sentir dès les années 1340. Conjuguées à la peste de 1348 et de toutes ses récides ultérieures, ces calamités entraînèrent une baisse démographique sans précédent qui eut des conséquences majeures et durables tant sur l'économie que sur les structures politiques et mentales de l'époque. S'y rajoutèrent des guerres, actives ou larvées, locales ou à plus grande échelle, qui achevèrent de créer et d'instaurer un climat d'insécurité dont témoigne notre

---

<sup>1</sup> Édouard BARATIER rapporte que les feux de queste de l'enquête de 1315-1316 (A. D. Bouches-du-Rhône, B117, fol. 192) sont au nombre de 347 pour Brignoles (p. 147), nombre qui doit être majoré de 50 à 100 % selon lui pour la fin du XIV<sup>e</sup> siècle afin d'inclure les exemptés fiscaux (p. 37); admettant un coefficient moyen de 75 %, cela donnerait un nombre de feux réels de 607, qui doit ensuite être diminué de 35 %, taux d'attrition moyen dû à la peste pour la Basse-Provence (p. 96), résultant en un nombre de feux de 395; si on le multiplie par le coefficient de 5,5 proposé (p. 61), on arrive ainsi à une population totale de 2172 (*La démographie provençale du XIII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1961).

registre. Une brève discussion des deux plus importants conflits s'impose donc afin de situer le contexte dans lequel fonctionna le conseil urbain.

Le premier conflit d'importance fut celui que l'histoire a retenu sous le nom de guerre de l'Union d'Aix<sup>2</sup>. Tirant son origine d'un conflit dynastique, il débuta par un changement de cap dans la stratégie politique de la reine Jeanne. En 1371, veuve et sans héritier malgré trois mariages, elle avait d'abord adopté son cousin germain Charles de Duras pour en faire son héritier légitime. Quelques années plus tard, son remariage avec Othon de Brunswick déplut fortement à l'héritier désigné, qui se rapprocha alors de Louis de Hongrie, frère du premier mari de Jeanne assassiné par ses soins. Entretemps, le Grand Schisme ayant éclaté, Jeanne avait rejoint le camp de Clément VII. À la suggestion de ce dernier, elle adopta alors Louis d'Anjou, frère du roi de France Charles V, le 29 juin 1380. Outré, Urbain VI se rangea du côté de l'héritier spolié et le couronna roi de Sicile en juin 1381. Ayant pris Naples le mois suivant, Charles de Duras captura la reine Jeanne le 2 septembre 1381 et se rendit maître du royaume de Sicile. Les Provençaux se déclarèrent fidèles à la reine Jeanne aux États d'Aix d'octobre 1381, mais l'arrivée de Louis d'Anjou, encore considéré comme un envahisseur par suite des exactions commises par son lieutenant Du Guesclin en 1368, acheva d'inquiéter plusieurs Provençaux<sup>3</sup>. C'est donc en grande partie en réaction à cette arrivée que se manifesta la coalition connue sous le nom d'Union d'Aix aux États généraux de mars 1382, regroupant ceux qui, tout en restant fidèles à Jeanne, refusaient de voir en Louis l'héritier légitime. Ayant envoyé des députés à Naples par suite d'une demande des États unionistes de Brignoles d'août 1382, ils apprirent la mort de Jeanne survenue le mois précédent et se rangèrent derrière Charles de Duras, celui qu'ils considéraient comme son héritier légitime. C'est ainsi qu'eurent lieu de nombreuses escarmouches entre une faction pro-angevine – ou seulement anticarliste – et la

---

<sup>2</sup> Alain VENTURINI, « La Guerre de l'Union d'Aix (1383-1388) », dans *1388 : la dédition de Nice à la Savoie*, sous la dir. de Rosine CLEYET-MICHAUD et al, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990, *passim*.

<sup>3</sup> Martin AURELL, Jean-Paul BOYER et Noël COULET, *La Provence au Moyen Âge*, Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, 2005, p. 279.

faction carliste rassemblée au sein de l'Union d'Aix, dont Brignoles faisait partie. À la mort de Louis I d'Anjou en 1384, le camp pro-angevin se resserra autour de Louis II, encore enfant, mais surtout de sa mère, Marie de Blois. Par une habile combinaison d'offensives militaires et surtout d'intenses négociations politiques et financières, elle réussit à rallier même les plus tièdes des anticalistes et, à terme, une grande partie des communautés unionistes, dont Brignoles en mai 1386. Aix fut un peu plus longue à se soumettre, n'effectuant sa reddition qu'en septembre 1387. Ne restait à cette date que quelques villes récalcitrantes – Toulon, Saint-Maximin, Hyères et Nice – qui furent vaincues par les armes avant mars 1388, sauf Nice qui opta pour la dédition au duc de Savoie en août 1388, ne pouvant accepter de se soumettre à la maison d'Anjou. La première année du registre de Brignoles, qui s'ouvre en mars 1387 et donc bien après la reddition à la reine Marie, laisse entrevoir un grand nombre d'ordonnances liées à cette guerre qui se poursuivait encore à cette date, généralement en lien avec l'aide en hommes ou en argent que la reine réclamait pour vaincre les villes rebelles ou avec les mesures défensives que le conseil de Brignoles devait adopter pour se prémunir contre les attaques potentielles de ces mêmes villes.

L'autre conflit qui marqua cette époque et une grande partie de l'activité législative du conseil fut sans contredit la guerre plus ou moins constante que mena Raymond, vicomte de Turenne, contre la reine Marie<sup>4</sup>. Il était le descendant de la famille limousine des Roger que deux illustres membres – les papes Clément VI, son grand-oncle, et Grégoire XI, son oncle – avaient dotée de nombreuses seigneuries en Provence, en plus de celles accordées par la reine Jeanne, qui lui était aussi favorable. Entré au service du pape Grégoire XI en 1372 lors de ses campagnes militaires italiennes, Raymond se rallia tout naturellement à Clément VII à la mort de son oncle. Mais la légitimité et l'assise des possessions de Raymond – celles-ci ayant dès le moment de leur cession subi les assauts de nombreuses contestations – n'étaient pas assurées en Provence et dépendaient largement de l'influence

---

<sup>4</sup> Régis VEYDARIER, *Raymond de Turenne, la deuxième Maison d'Anjou et la Provence : étude d'une rébellion nobiliaire à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle (1385-1400)*, thèse de doctorat, Université de Montréal, Montréal, 1994, *passim*.



bénéfique des papes de la famille. Cette situation pour le moins ambiguë dégénéra lorsque les stratégies politiques de Clément VII – qui refusait entre autres de rembourser ses dettes à la famille Roger et de payer ses arrérages de solde – et de la reine Marie – qui tentait de revenir sur plusieurs donations effectuées par Jeanne – instaurèrent un climat d'animosité et vinrent mettre en péril ses possessions provençales, déclenchant une suite de conflits qui perdurèrent de façon épisodique entre 1385 et 1399, lorsqu'il dut finalement s'avouer vaincu et quitta la Provence pour se replier sur sa vicomté de Turenne. Le registre nous transmet ainsi de très nombreuses ordonnances, particulièrement pendant la période 1390-1391, qui rapportent les violentes attaques de Raymond de Turenne sur certaines villes et *castra* des environs et l'aide financière constamment sollicitée par le pouvoir royal pour tenter d'en venir à bout.

Ce fut à travers ces événements houleux qui scandèrent la fin du XIV<sup>e</sup> siècle que les institutions politiques de Brignoles tentèrent tant bien que mal de mener à bien les destinées de la ville, institutions dont il nous faut maintenant décrire les origines. Ayant hérité de la division administrative en baillies et vigueries instaurée par Charles II, le roi Robert favorisa par la suite la mise en place de conseils urbains, reconnaissant ainsi aux villes une certaine forme d'autogouvernement, mais toujours sous le contrôle d'un représentant du pouvoir central, bailli ou viguier selon le cas. C'est donc par un acte du 5 février 1322 que la communauté de Brignoles, considérée comme une *universitas*<sup>5</sup>, fut autorisée à nommer annuellement douze conseillers afin de gouverner la ville<sup>6</sup>. À la demande expresse de l'*universitas* de Brignoles, la requête en avait été présentée au roi par la communauté des Frères mineurs de Brignoles en soulignant le fait que les affaires courantes de la ville, nombreuses et parfois pressantes, ne pouvaient être expédiées convenablement par l'entremise d'un parlement public comme le précise le texte de l'acte octroyé :

---

<sup>5</sup> Voir à ce sujet Pierre MICHAUD-QUENTIN, *Universitas: expressions du mouvement communautaire dans le Moyen Âge latin*, Paris, J. Vrin, 1970, 360 p.

<sup>6</sup> Parchemin daté du 5 février 1322 (cote DS1/4, ACM).



*Sane pro parte universitatis hominum terre Brionie nostrorum fidelium Maiestati nostre fuit nuper expositum quod dicta universitas habet multa concurrancia negocia que ad honorem nostrum et eiusdem universitatis comoda redundare probabiliter dinoscuntur, et quamvis ad ipsorum negociorum expeditionem predicta universitas fideliter sollicita sit et prompta, tamen impediende impotentia voluntatis affectum negocia ipsa in publico parlamento nequeunt expediri<sup>7</sup>.*

Un demi-siècle plus tard, le 8 octobre 1377, la reine Jeanne lui octroyait, à la demande de syndics spécialement mandatés par l'*universitas* de Brignoles, des lettres patentes lui permettant en outre de choisir chaque année deux syndics permanents ainsi qu'un notaire du conseil afin d'administrer la ville avec plus d'efficacité, selon les termes mêmes de ces lettres :

*Cum universitas ipsa et dicti duodecim consilarii frequenter multa habeant contractare negocia que ad honorem nostrorum et ejusdem universitatis commodum redundare ut asserunt probabiliter dinoscuntur ipsique consilarii per se ipsos non suficient ad hujusmodi negocia effectualiter exequenda, propterea pro eorumdem hominum parte fuit majestati nostre humiliter supplicatum ut universitati et hominibus ipsis de novo concedere quod universitas et homines universitatis ejusdem possunt et valeant, de concivibus suis, duos syndicos et unum notarium, qui scribere habeat ordinanda, per consiliarios supradictos annis singulis eligere<sup>8</sup>.*

Le conseil, fort de cette autorisation royale<sup>9</sup>, débuta donc la confection d'un *cartularium consilii* destiné à recevoir la mise par écrit des ordonnances du conseil.

---

<sup>7</sup> Texte édité dans Émilien LEBRUN, *Essai historique sur la ville de Brignoles*, Nyons, Chantemerle, 1973, p. 754.

<sup>8</sup> Tiré de la copie réalisée dans le cartulaire de la ville (AA1, fol. 26); original en parchemin daté du 8 octobre 1377 (cote DS1/11, ACM).

<sup>9</sup> Roger AUBENAS estime que l'institution du notaire communal fut non pas créée, mais seulement consacrée, par ces actes du pouvoir comtal (Roger AUBENAS, *Étude sur le notariat provençal au Moyen Âge et sous l'Ancien Régime*, Aix-en-Provence, Aux Éditions de feu, 1931, p. 94).

## 2.2 Typologie du document

Le document choisi fait partie de ce qu'on appelle traditionnellement les sources administratives et il se rapporte au genre des registres de délibérations communales. Ce premier registre de délibérations conservé pour la ville de Brignoles est classé sous la cote BB1 des archives communales de cette même ville et constitue un des seize registres de délibérations communales encore conservés pour le XIV<sup>e</sup> siècle en Provence, le premier d'entre eux ayant été rédigé en 1318 à Marseille<sup>10</sup>. Apparue d'abord en Italie, la forme en fut progressivement fixée au XIII<sup>e</sup> siècle et se cristallisa en une structure tripartite, composée de la *congregatio* (liste des présents et nom du podestat), de la *propositio* (ordre du jour) et de la *reformatio* ou *ordinatio* (décisions)<sup>11</sup>. En Provence, les procès-verbaux apparurent au XIII<sup>e</sup> siècle sous forme d'actes, avant de se présenter sous la forme de registres au cours du XIV<sup>e</sup> siècle. Hormis les premiers registres conservés pour Marseille qui rapportent souvent plaintes et débats<sup>12</sup>, les registres de délibérations communales provençaux ne comportent en fait que la *congregatio* et l'*ordinatio*, escamotant généralement la *propositio* et toute trace d'intervention individualisée. Le terme consacré de registre de délibérations semble donc assez mal choisi. Dans le cas de la ville de Sisteron, l'analyse d'Alexandra GALLO a démontré que les séances inscrites ne représentaient que les seules séances qui avaient résulté en la promulgation d'une ou de plusieurs ordonnances, alors que les autres réunions ne trouvaient tout simplement pas place dans les registres, justifiant alors son appellation de registres d'ordonnances<sup>13</sup>. Cette appellation ne s'applique guère plus au registre du conseil de Brignoles étant donné que plusieurs réunions sont inscrites même lorsqu'elles n'ont pas donné lieu à la

---

<sup>10</sup> Noël COULET, « Les délibérations communales en Provence au Moyen Âge », dans *Le médiéviste devant ses sources : questions et méthodes*, sous la dir. de Claude CAROZZI et Huguette TAVIANI-CAROZZI, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2004, p. 232.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 228.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 238.

<sup>13</sup> Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron (XIII<sup>e</sup> – XIV<sup>e</sup> siècle). L'exercice du pouvoir urbain : rythmes et enjeux*, thèse de doctorat, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, 2009, p. 342.

promulgation d'ordonnances, ne contenant alors que le paragraphe d'introduction, la liste des présents et un *nichil ordinaverunt* peu révélateur. Il semble donc prudent de s'en tenir à l'appellation que les médiévaux eux-mêmes utilisaient, soit celle de *cartularium consilii* ou registre du conseil, même si le terme de registre de délibérations sera encore parfois employé au cours de ce travail étant donné sa vénérable tradition. Dans un autre ordre d'idée, si l'on considère une des définitions du procès-verbal, soit la relation officielle écrite de ce qui a été dit ou fait dans une réunion<sup>14</sup>, on remarque que cette définition n'implique pas une transcription de la totalité des paroles prononcées, mais nécessite seulement qu'elle soit officielle, ce qui nous autorise à utiliser ce terme de procès-verbal pour décrire la forme utilisée pour rapporter les séances du conseil, malgré l'assertion contraire de Noël COULET qui fait une nette différence entre un procès-verbal et le contenu du registre qu'il considère comme un simple relevé de conclusion<sup>15</sup>, un constat encore inapproprié dans le cas de notre registre comme nous le verrons plus loin.

Ce registre BB1 n'a jamais été édité, mais quelques historiens l'ont utilisé dans le cadre de leurs travaux. On note d'abord un érudit provençal, Émilien LEBRUN, qui en a tiré de nombreuses informations factuelles et les a colligées de façon essentiellement chronologique, avec d'occasionnelles divisions thématiques, mais sans aucun effort analytique dans son *Essai historique sur la ville de Brignoles*<sup>16</sup>, publié à compte d'auteur en 1897 et réédité en 1973. D'autres historiens en ont fait un usage plus circonstancié dans le cadre de travaux universitaires, dont Odile BESSIÈRE dans un mémoire de D.E.S. de 1964 sur le commerce à Brignoles au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>, Paulette L'HERMITE-LECLERCQ dans son œuvre publiée en

---

<sup>14</sup> *Le Petit Robert. Dictionnaire de la langue française*, éd. mise à jour et augm. en 2003, Paris, Laffont.

<sup>15</sup> Noël COULET, « Les délibérations communales... », *loc. cit.*, p. 235.

<sup>16</sup> Émilien LEBRUN, *op. cit.*, 795 p.

<sup>17</sup> Odile BESSIÈRE, *Le commerce et la société à Brignoles dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle (1336-1348) d'après des registres de notaires*, mémoire de D.E.S., Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, 1962, 127 p.

1989 sur l'abbaye de La Celle<sup>18</sup> et Maryse GUÉNETTE dans sa thèse de doctorat de 1994 sur les stratégies matrimoniales et les coutumes successorales à Brignoles<sup>19</sup>. Étant donné la richesse du document, son statut de premier registre de délibérations conservé pour cette ville et le peu de travaux qu'il a suscités jusqu'à maintenant, il nous semble donc parfaitement justifié de corriger cette lacune en en réalisant une édition intégrale et une analyse, qui débutera par une analyse codicologique, puis une analyse matérielle du registre, pour terminer avec l'analyse structurelle de son unité de base, soit le procès-verbal de séance.

### 2.3 Analyse codicologique

Le registre BB1 contient les rapports des réunions comprises entre le 26 mars 1387 et le 29 août 1391, pour un total de quatre années et demie d'exercice d'un conseil communal élu annuellement<sup>20</sup>. Dans son état actuel, ce registre contient 182 folios au format in-folio. Il fait 24 cm de largeur par 36 cm de hauteur et possède une reliure de parchemin beige sans panache particulier, sur le plat de laquelle on retrouve les années extrêmes du registre, ainsi qu'une cote moderne indiquant « *BB n° 1 = Inventaire de 1863* » (fig. 2.1). Le manuscrit comprend quatre cahiers réguliers, reliés par de la corde et confectionnés en papier filigrané de bonne qualité. Ils sont précédés et suivis d'un bifeuillet de facture contemporaine formant une garde volante et une contre-garde, de part et d'autre du corps du volume. Au recto

<sup>18</sup> Paulette L'HERMITE-LECLERCQ, *Le monachisme féminin dans la société de son temps : le monastère de La Celle (XI<sup>e</sup> – début du XVI<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Éditions Cujas, 1989, 359 p.

<sup>19</sup> Maryse GUÉNETTE, *Au cœur du patrimoine familial : stratégies matrimoniales et coutumes successorales à Brignoles de la fin du XIV<sup>e</sup> au milieu du XV<sup>e</sup> siècle*, thèse de doctorat, Université Laval, Québec, 1994, 449 p. Malheureusement, certaines erreurs relevées dans ce travail, témoignant d'une confusion sur les noms de plusieurs citoyens de Brignoles ayant participé à la vie politique du conseil, nous obligent à en limiter l'usage.

<sup>20</sup> Il faut souligner ici l'inexactitude de l'information publiée dans le catalogue de BAUTIER et SORNAY qui donne 1337 comme date du premier registre de délibérations de Brignoles (Robert-Henri BAUTIER et Janine SORNAY *Les sources de l'histoire économique et sociale du Moyen Âge, Provence-Comtat Venaissin-Dauphiné-États de la Maison de Savoie*, vol. 2, Paris, CNRS, 1971, p. 1028).

de la garde volante de tête une main du XIX<sup>e</sup> siècle a inscrit la mention « Délibérations, 1387 26 mars, 1391 29 août ». L'état de conservation du registre est excellent, hormis quelques trous vermiformes (fig. 2.2), d'occasionnelles taches (fig. 2.3) et de rares pages déchirées (fig. 2.4), petits accrocs qui heureusement n'entravent en rien la lecture du texte.

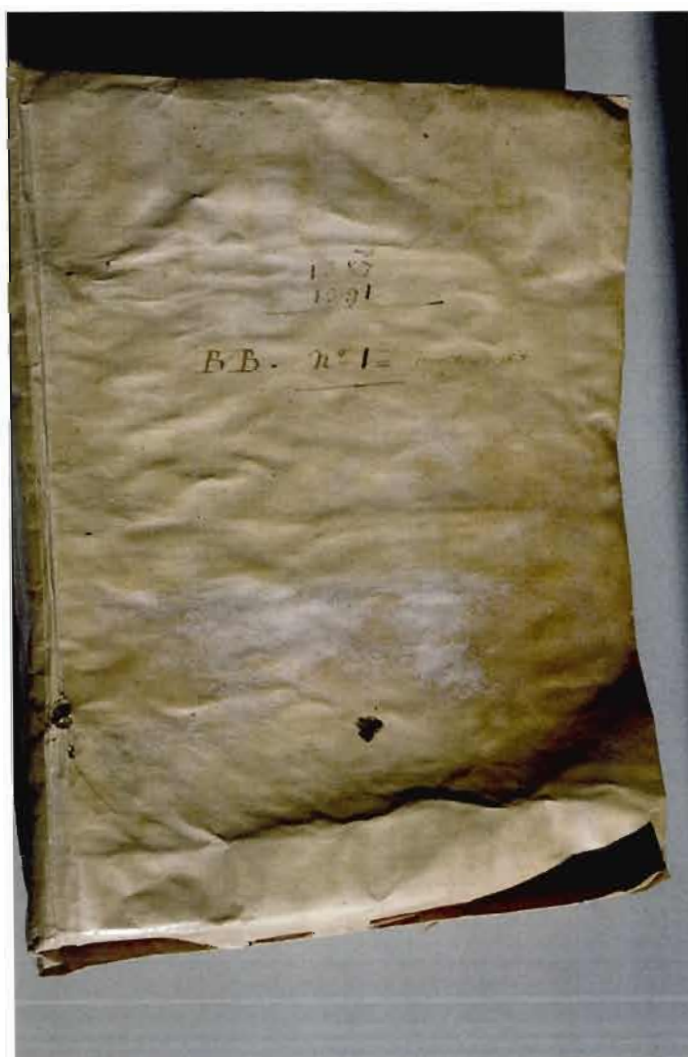


Figure 2.1 Couverture de parchemin du registre BB1.



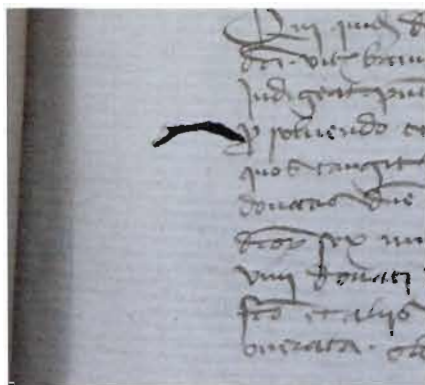


Fig. 2.2 Trou de ver (fol. 180).

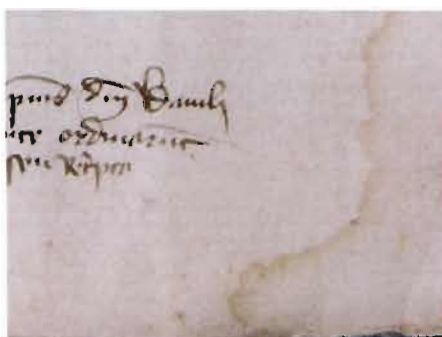


Fig. 2.3 Tache d'humidité (fol. 33).

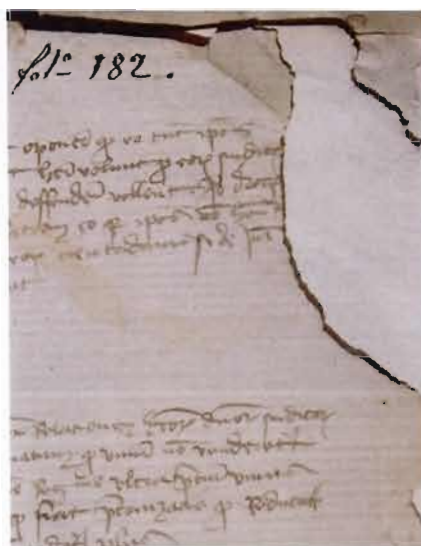
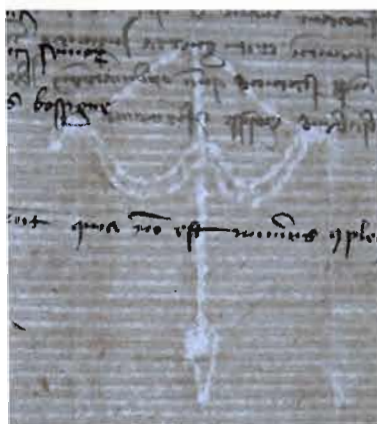


Fig. 2.4 Page déchirée (fol. 182).

Le premier cahier contient 16 bifeuillets alors que les trois autres comportent chacun 25 bifeuillets. Les filigranes sont identiques à l'intérieur de chaque cahier, mais tous différents d'un cahier à l'autre. Le premier cahier porte un filigrane correspondant à un arc tendu avec une flèche non pennée<sup>21</sup> (fig. 2.5), qui s'apparente étroitement au modèle n° 790 de l'étude de Briquet<sup>22</sup>, tandis que le deuxième cahier présente un fruit en forme de poire avec deux feuilles (fig. 2.6) correspondant au n° 7362<sup>23</sup>, ces deux types de papier étant vraisemblablement d'origine italienne. Le troisième cahier offre un soleil à huit rayons ondoyants (fig. 2.7) assimilable au n° 13931 et probablement d'origine française<sup>24</sup> et finalement, un filigrane composé de trois monts inscrits dans un cercle surmonté d'une croix (fig. 2.8) caractérise le quatrième et dernier cahier et rappelle le n° 11851, d'origine italienne comme les deux premiers<sup>25</sup>.



**Fig. 2.5 Filigrane du premier cahier (fol. 14v).**

<sup>21</sup> Il s'agit là d'un des trois filigranes les plus courants dans les papiers des registres de clavaire de l'administration provençale du XIV<sup>e</sup> siècle selon Peggy FAYE (*Les premières utilisations du papier comme outil de gestion dans l'administration angevine provençale (1295-1350)*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2007, p. 65).

<sup>22</sup> Charles Moise BRIQUET, *Les filigranes : dictionnaire historique des marques du papier*, Hildesheim, G. Olms, 1984, vol. 1, p. 53.

<sup>23</sup> Charles Moise BRIQUET, *Les filigranes : dictionnaire historique des marques du papier*, 2<sup>e</sup> éd., Leipzig, Verlag, 1923, vol. 2, p. 403.

<sup>24</sup> *Ibid.*, vol. 4, p. 687.

<sup>25</sup> *Ibid.*, vol. 3, p. 596.



Fig. 2.6 Filigrane du deuxième cahier (fol. 40v).

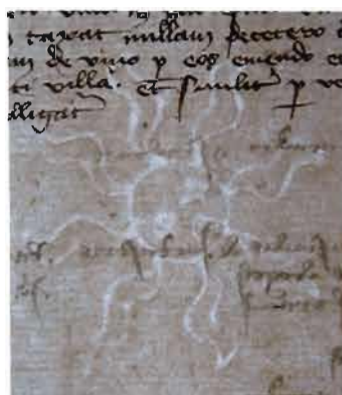


Fig. 2.7 Filigrane du troisième cahier (fol. 108v).



Fig. 2.8 Filigrane du quatrième cahier (fol. 137v).



### 2.3.1 Les écritures du registre

L'écriture utilisée dans le registre varie chez les cinq notaires qui s'y succédèrent en tant que scripteurs. Écriture dite gothique en raison de la période chronologique au sein de laquelle elle prend forme, elle ne peut être qualifiée de ce terme d'un strict point de vue morphologique pour la majorité d'entre eux. Seul le deuxième notaire, *Gaucelmus Gaufridi*, offre une écriture que l'on pourrait qualifier de gothique du fait de sa morphologie, avec ses traits larges et anguleux présentant un assez fort contraste entre les pleins et les déliés et une trame plus texturée. La cursivité morphologique et opératoire que tous démontrent à divers degrés est devenue, au XIV<sup>e</sup> siècle, l'apanage de l'écriture documentaire administrative ou notariale<sup>26</sup>. Le premier notaire, *Guillelmus Borrelli*, utilise une écriture claire et soignée, plus arrondie que celle de ses collègues, avec des boucles d'hastes et de hampes bien formées et de nombreuses ligatures qui en font une cursive souple (fig. 2.9). Le deuxième scribe, *Gaucelmus Gaufridi*, offre l'écriture la plus traditionnelle du groupe, d'une morphologie gothicisante plus rigide et compacte (fig. 2.10). Il semble mieux maîtriser l'espace inscriptible et respecte davantage que les autres le cadre d'écriture virtuel qu'il s'est fixé, une situation qui se traduit par de nombreuses coupures de mots en fin de ligne destinées à respecter ce cadre. C'est aussi chez lui que l'on rencontre le plus de fioritures : les majuscules initiales sont proéminentes et agrémentées de volutes, alors que les finales descendantes des lettres *h* et *y* ainsi que du *m* placé en finale descendent en vrille. Le troisième notaire, *Jacobus Cabrerii*, utilise une écriture plus souple et plus large, de trait moyen et homogène sans aucun contraste entre les pleins et les déliés (fig. 2.11). Le quatrième scribe, *Petrus Gaufridi*, présente une cursive à peine déchiffrable où les *a* et *p* ouverts en inférieur se distinguent à peine des nombreux jambages des *i*, *u*, *m* et *n*, rendant la lecture des plus malaisée (fig. 2.12). Le cinquième et dernier scribe, *Guillelmus Clari*, emploie une cursive d'une grande sobriété, plus élancée et comportant moins de boucles que celle du premier notaire, à laquelle elle emprunte

<sup>26</sup> Paul GÉHIN, *Lire le manuscrit médiéval : observer et décrire*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 90.

tout de même ses nombreuses ligatures, sa souplesse et sa fluidité (fig. 2.13). Malheureusement, il utilisa soit une encre de mauvaise qualité ou un papier mal encollé, résultant en une écriture plus pâle ayant bavé et traversé le support de papier en de nombreux endroits, ce qui réduit d'autant la lisibilité.

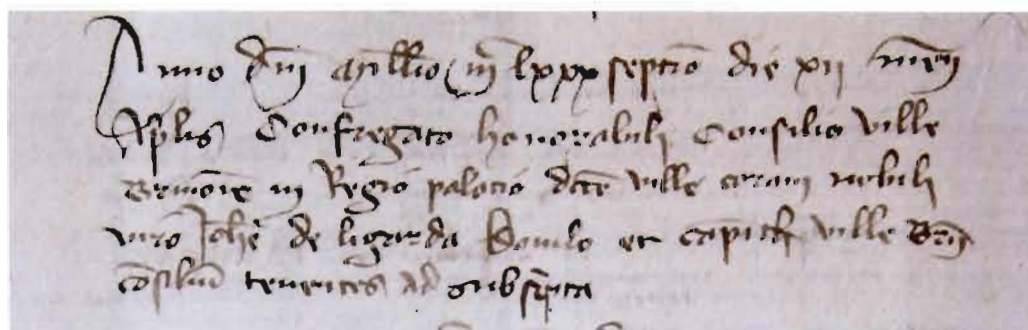


Figure 2.9 Échantillon paléographique de *Guillelmus Borrelli* (fol. 3).

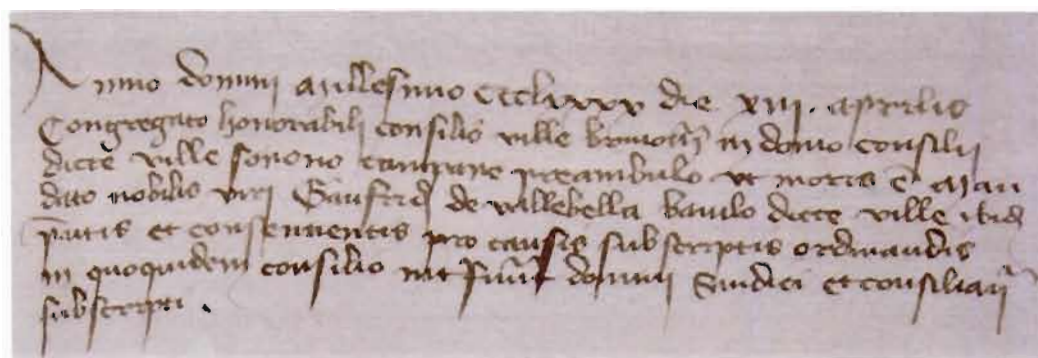


Figure 2.10 Échantillon paléographique de *Gaucelmus Gaufridi* (fol. 102).

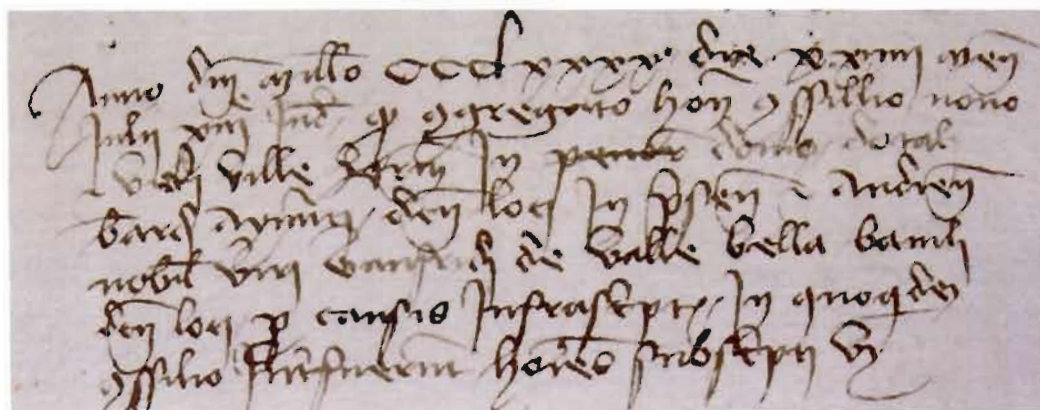


Figure 2.11 Échantillon paléographique de Jacobus Cabrerii (fol. 112).

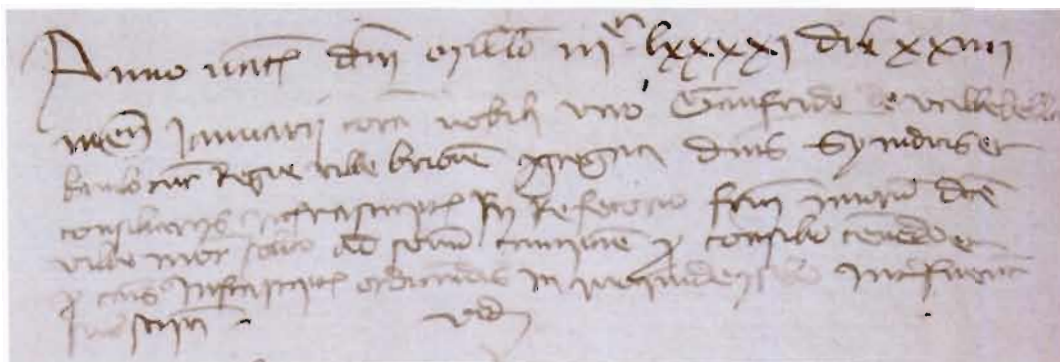


Figure 2.12 Échantillon paléographique de Petrus Gaufridi (fol. 131v).

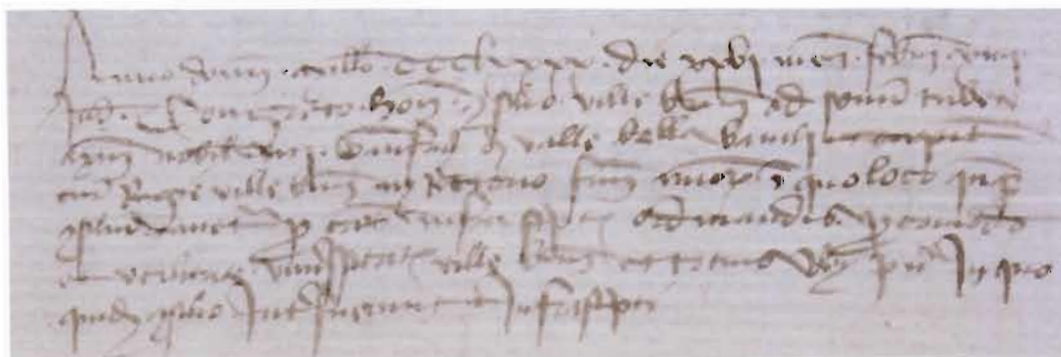


Figure 2.13 Échantillon paléographique de Guillelmus Clari (fol. 139v).

Tableau 2.1 Caractéristiques des différents cahiers

	1 <sup>er</sup> cahier	2 <sup>e</sup> cahier	3 <sup>e</sup> cahier	4 <sup>e</sup> cahier
<b>nombre de bifeuillets</b>	16	25	25	25
<b>filigrane</b>	arc tendu avec flèche	fruit en forme de poire avec deux feuilles	soleil à huit rayons ondoyants	trois monts dans un cercle avec une croix
<b>nombre de folios</b>	32	50	50	50
<b>plage de folios</b>	1 – 32v	33 – 82v	83 – 132v	133 – 182v
<b>nombre de pages</b>	64	100	100	100
<b>nombre de séances</b>	37	64	52	41
<b>plage des séances</b>	1 – 37	38 – 101	102 – 153	154 – 194
<b>dates extrêmes des séances</b>	26 mars 1387 au 25 fév. 1388	27 fév. 1388 au 19 déc. 1389	3 jan. 1390 au 24 jan. 1391	24 fév. 1391 au 29 août 1391
<b>nombre de mois</b>	11	12	12	6
<b>scribe</b>	G. Borrelli	G. Borrelli	mixte <sup>27</sup>	G. Clari

### 2.3.2 Premier registre conservé, premier registre rédigé?

Il existe plusieurs lacunes dans la série des registres de délibérations de Brignoles – on trouve d'ailleurs un hiatus de onze années et demie entre la fin de BB1 en août 1391 et la première séance de BB2 datée du 24 février 1403 – et tout porte à croire que c'est le cas pour la période qui précède celle de notre registre. En effet, c'est en 1377 que le conseil obtint le droit de nommer un notaire du conseil et on imagine mal qu'il n'ait pas profité de cette possibilité avant 1387, date du début de BB1. Par ailleurs, lorsqu'on examine la première séance du registre, on s'aperçoit que non seulement elle ne fait aucunement état d'une nouvelle façon de procéder, mais de plus, elle indique de manière assez sèche et cavalière qu'aucune ordonnance ne fut faite ce jour-là, utilisant l'expression *nichil fuit ordinatum propter*

<sup>27</sup> Quatre notaires contribuèrent à l'écriture de ce cahier : le premier fut *Guillelmus Borrelli* jusqu'à la fin de la séance 109 (fol. 83 à 88v), puis *Gaucelmus Gaufridi* de la séance 110 (fol. 89) à la séance 142 (fol. 121), sauf pour la séance 132 (fol. 112 à 113) transcrite par *Jacobus Cabrerii*, puis *Petrus Gaufridi* pour les derniers folios jusqu'à la séance 153 inclusivement (fol. 121v à 132v).



*numerus imperfectum dominorum de consilio*<sup>28</sup> (1b)<sup>29</sup>. Ceci s'accorde assez mal avec le ton beaucoup plus officiel auquel on se serait attendu si l'on assistait ici à une innovation dans les procédés administratifs. Cette situation est à contraster avec l'exemple du premier registre de délibérations conservé pour la ville de Barjols, dans lequel une clause particulière est insérée au préambule du tout premier folio, clause qui autorise le conseil à éventuellement révoquer, en tout ou en partie, toute ordonnance qu'il aura promulguée selon son bon vouloir. Selon Cynthia LAW-KAM CIO, cet élément, jumelé à la grande variabilité notée dans la mise en page du registre, serait un indice probant démontrant que ce premier registre conservé par Barjols est en réalité le premier registre effectivement rédigé dans cette ville<sup>30</sup>.

En dernier lieu, la séance du 20 avril 1389 nous apporte la preuve que des registres d'ordonnances existaient au moins en 1386, voire avant, puisqu'on y prévoit d'examiner ces registres anciens afin de retrouver des ordonnances et des rapports concernant des ambassades prétendument effectuées à ces dates reculées. En effet, une ordonnance mentionne un montant de deux cents florins, autrefois avancés à *nobili Gaufrido de Intercastris, ambaxiatori dudum electo per dictum consilium ad eundem ad dictum dominum Karolum tunc existentem, ut dicebatur, in Ungaria pro petendo ab eodem sucursu vel alias, pro faciendo excusationes et protestationes debitas coram eodem domino Karolo* (76e). Sachant que Charles de Duras ne résida en Hongrie que pendant une courte période entre 1385 et son assassinat en début 1386<sup>31</sup>, il est clair que cette décision de lui envoyer

---

<sup>28</sup> Il est à noter que toutes les citations tirées du registre BB1 ont été recopiées dans cette analyse en éliminant toutes les conventions éditoriales utilisées par ailleurs dans l'édition, pour ne livrer ici que le contenu du texte, débarrassé des erreurs et corrections afin de faciliter la lecture et la compréhension de l'analyse.

<sup>29</sup> Chaque citation ou référence à un passage spécifique de l'édition présente entre parenthèses le numéro de séance ainsi que la lettre correspondant au paragraphe d'où elle fut tirée afin de faciliter les renvois à l'édition du registre.

<sup>30</sup> Cynthia LAW-KAM CIO, *Édition commentée du premier registre de délibérations municipales de la ville de Barjols (1373-1393)*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2009, p. 66.

<sup>31</sup> Zoltán KORDÉ, « Le recueil des chartes hongroises de l'époque des Anjou (*Anjou-Kori Oklevéltár*) : présentation d'une nouvelle collection », *Bibliothèque de l'école des chartes*, vol. 149, no 1, 1991, p. 131.

*Gaufridus de Intercastris* en ambassade avait dû être prise en début 1386 au plus tard. L'autre ambassade mentionnée dans cette séance concerne un certain *Sthephanus Aymerici*, qui avait été mandaté comme ambassadeur à Naples afin de tenter de récupérer la reine Jeanne retenue prisonnière depuis le 2 septembre 1381, à la suite de la prise de Naples par Charles de Duras (76d). La nouvelle de son trépas, survenu le 27 juillet 1382, fut communiquée aux ambassadeurs dépêchés à Naples par suite d'une ordonnance des États unionistes d'août 1382 et cette nouvelle se répandit au sein des communautés unionistes, dont Brignoles, entre novembre 1382 et mars 1383<sup>32</sup>. Il est donc plausible de penser qu'une ambassade à Naples dans le but avoué de récupérer la reine n'aurait pas pu être ordonnée après cette date et certainement pas après mai 1385, lorsque le pape fit dire une messe solennelle pour commémorer son décès<sup>33</sup>.

### 2.3.3 Un « registre » de confection contemporaine

Le reste de notre analyse codicologique a permis de mettre en évidence le fait qu'il s'agit d'un registre dont les cahiers, utilisés de façon séparée à l'époque médiévale, auraient été assemblés en un tout à l'époque contemporaine. Premier indice, la page de garde utilise un papier filigrané de facture beaucoup plus moderne que le reste du manuscrit. Deuxièmement, lorsque des cahiers sont initialement prévus pour être assemblés en un *codex*, ils contiennent un nombre relativement limité de bifeuillets afin de faciliter l'assemblage, alors qu'ici des cahiers de 16, mais surtout de 25 bifeuillets, indiquent un usage fort probablement autonome de ces cahiers. On trouve d'ailleurs dans le livre de comptes une notice correspondant à la première année du registre qui précise le remboursement au syndic *Petrus Olivarii* d'une somme de trois sous utilisés pour l'achat effectué à *Johannes Quatuorlibrarum*

<sup>32</sup> Alain VENTURINI, « Vérité refusée, vérité cachée : du sort de quelques nouvelles avant et pendant la Guerre de l'Union d'Aix (1382-1388) », dans *La circulation des nouvelles au Moyen Âge*, Rome, École française de Rome, 1994, p. 182 et « La Guerre de l'Union d'Aix... », *loc. cit.*, p. 47-48.

<sup>33</sup> LE FÈVRE Jean, *Journal de Jean Le Fèvre, évêque de Chartres, chancelier des rois de Sicile Louis I et Louis II d'Anjou*, publié par H. MORANVILLE, Paris, A. Picard, 1887. p. 105.

de *unum quaternum papiri ad opud scribendi negocia hujus ville*<sup>34</sup>, le terme de *quaternum papiri* référant manifestement à un cahier de papier et non pas à des feuilles volantes. Dans son étude du papier utilisé par l'administration angevine provençale, Peggy FAYE note que la composition courante d'un cahier est effectivement de 25 feuilles, qui constituent alors des documents in-folio de 50 feuillets<sup>35</sup> et tous les registres de délibérations de Sisteron, qui sont conservés sous forme de cahiers séparés les uns des autres chacun correspondant à un mandat annuel, comportent 50 feuillets<sup>36</sup>.

Le troisième argument tient au fait qu'à trois reprises seulement, le notaire commence sa transcription de façon plus formelle avec une invocation religieuse plutôt qu'avec la formule habituelle ne présentant que la date de la réunion. Ces trois occurrences se trouvent à chaque fois sur la première page d'un cahier : on rencontre l'expression *In nomine Domini* à deux reprises sous la plume de *Guillelmus Borrelli* (1a, 38a) au début des premier et deuxième cahiers et la formule *In De nomine, Amen* (154a) par la main du notaire *Guillelmus Clari* sur la première page du quatrième cahier. Tout porte à croire que le scribe voulait ainsi marquer du sceau de la solennité le début de ce qu'il considérait comme un nouveau registre, ce qui n'aurait pas été pertinent s'ils avaient déjà été reliés à l'époque. De plus, ce deuxième cahier commence par un préambule dans lequel le notaire indique *Cartularium honorabilis consilii universitatis ville Brinonie inceptum sub anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVII* (38a), où le terme *inceptum* indique bel et bien qu'il entamait ainsi un nouveau registre, physiquement séparé du précédent.

Un autre indice, plus probant encore, est une note située au bas et en marge du folio 32v et donc à la dernière page du premier cahier (fig. 2.14). Bien que le haut de la page mentionne des informations sur la séance du 25 février 1388, la note marginale très succincte du bas de la page porte sur une réunion beaucoup plus

---

<sup>34</sup> CC1, fol. 55v.

<sup>35</sup> Peggy FAYE, *op. cit.*, p. 77.

<sup>36</sup> Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, *op. cit.*, p. 108.

tardive, soit celle du 15 juin 1388. Les informations qu'on y trouve comprennent la date, les noms des conseillers présents et une brève notice concernant un impôt à être levé et ces mêmes informations se retrouvent à leur place dans la suite chronologique des réunions, soit au folio 40v du deuxième cahier, mais cette fois de façon plus détaillée et avec la mise en page habituelle. De retour au folio 32v, à la fin de cette note marginale, on remarque la phrase *posita est in cartulario* (37f), le notaire indiquant ainsi qu'il a reporté l'information au bon endroit dans le second registre. Ceci nous incite à croire que lors de la réunion du 15 juin, le notaire n'avait pas avec lui son registre actif et qu'il avait seulement griffonné les informations de base à l'arrière du registre qu'il avait sous la main, comptant bien les retranscrire de façon plus détaillée au bon endroit par la suite.

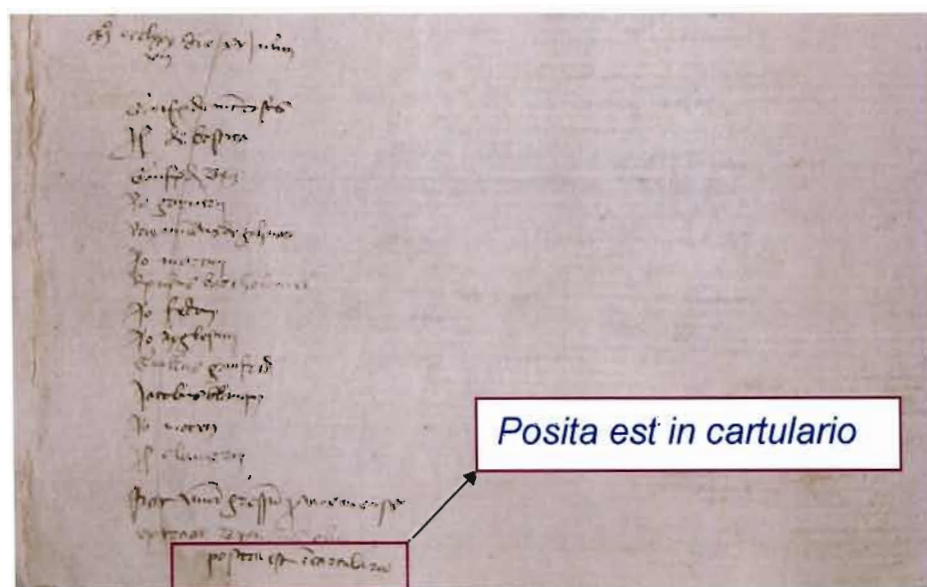


Figure 2.14 Notes succinctes à la fin du premier cahier (fol. 32v).



Un dernier élément vient confirmer notre hypothèse hors de tout doute. Lors de la première réunion tenue par le nouveau conseil le 24 février 1391, l'ordonnance initiale prend un tour très solennel et se barde de termes juridiques pour affirmer que les conseillers n'ont aucunement l'intention d'édicter des ordonnances qui seraient préjudiciables au roi et que si une quelconque décision pouvait être comprise comme étant faite à l'encontre de l'honneur du roi, elle devait être immédiatement considérée comme nulle et non avenue (154c). C'est le 26 avril, soit quelque deux mois plus tard, que s'ouvre une série de séances qui traiteront d'un dossier fort complexe et épineux concernant un citoyen brignolais très influent ainsi que son frère, *Johannes* et *Bermundus Drogoli*, saga qui sera abordée plus en détail au chapitre cinq. Avant de procéder à la transcription de la première décision prise dans ce dossier, le notaire inscrit un court paragraphe qui indique :

*Quiquidem domini sindici et consilarii suprascripti, de voluntate et consensu ipsius domini baiuli et capitanei ibidem presentis, nemine ipsorum discrepante, perseverantes sollemniter in quadam protestatione per consilium novum predictum facta pridem eorum consilium tenentes scripta in presenti quaterno foleo primo, cui per aliqua que dicant vel faciant, dicent vel facient in futurum non intendunt quoquomodo discedere, ordinarunt in dicto presenti consilio ut sequitur infra (172b).*

La précision du scribe indiquant que ce paragraphe reprend la protestation mentionnée sur le premier folio du même cahier vient donc confirmer hors de tout doute que ce cahier était séparé des autres à l'époque où il fut utilisé, ce qui était – au vu des arguments proposés antérieurement – probablement le cas des autres cahiers également.

## 2.4 Analyse matérielle du registre

La mise en page est le reflet des habitudes de travail des notaires : il est intéressant d'en noter les détails, car ils peuvent révéler autant leur formation notariale que des habitudes personnelles de travail ou même des traits de personnalité, comme nous serons à même de le constater plus loin.

### 2.4.1 Sauts de page et feuillets vierges

De par son apparence physique, le registre BB1 s'éloigne pourtant des canons que l'on retrouve dans le cadre habituel de travail des notaires. En effet, son format de 24 cm de largeur par 36 cm de longueur n'est pas celui, plus étroit, généralement employé par les notaires pour l'écriture de leurs brèves, mais se rapproche du format plus imposant visuellement utilisé pour la confection du cartulaire et la rédaction des livres de comptes. D'une part, la mise en page est aérée et on soupçonne un réel souci de rendre la présentation agréable à l'œil et d'autre part, il semble évident que le notaire tient à ce que la présentation soit cohérente et fonctionnelle, possiblement afin de permettre les recherches *a posteriori*. En effet, les notaires s'assurent de toujours commencer une nouvelle réunion sur une nouvelle page, même si cela implique de laisser des espaces libres considérables (figure 2.15).

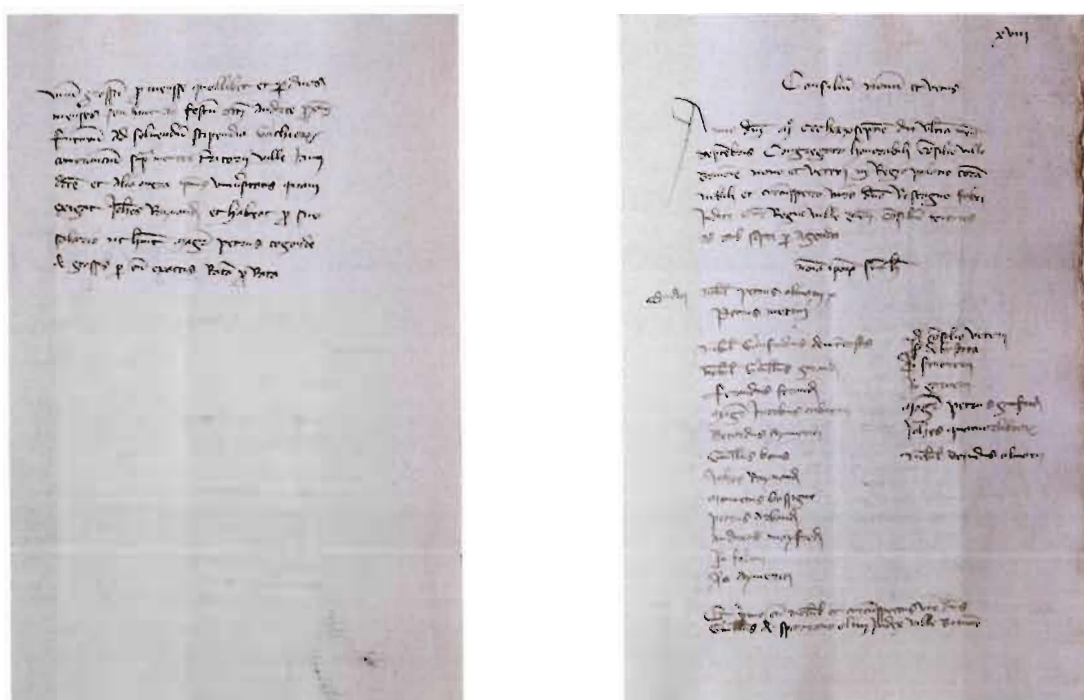


Fig. 2.15 Saut de page : fin de séance (fol. 17v) et début de la suivante (fol. 18).

On ne trouve que cinq séances qui dérogent à cette règle tacite en débutant sur la même page que la fin de la séance précédente. Ces nombreux espaces blancs n'ont pas que la conséquence pratique de permettre un repérage rapide du début d'une séance, mais également des effets esthétiques et symboliques, tant pour reposer l'œil que pour démontrer l'importance du sujet traité, qui mérite qu'on lui accorde un espace conséquent sans lésiner sur la quantité de papier nécessaire.

On rencontre dix-neuf feuillets vierges au fil du registre, mais la raison n'en est pas toujours évidente. Le premier notaire a laissé quelque cinq feuillets blancs (fol. 24v à 26v) que l'on peut sans doute mettre en relation avec un hiatus chronologique de quelques mois entre la transcription de la séance du 15 novembre 1387 (30) et celle du 13 février 1388 (31) : il espérait sans doute y transcrire des notes sur des décisions prises dans l'interim, mais ne le fit jamais. De façon similaire, la séance du 27 mai 1389 (83), qui débute au folio 68, ne présente qu'un paragraphe d'introduction et la liste des présents à l'assemblée, sans aucune ordonnance. Comme le folio suivant (fol. 68v) est blanc, il est plausible de penser que le notaire voulait se garder assez de place pour y retranscrire ultérieurement des ordonnances griffonnées sur un autre support. Un autre folio blanc semble pouvoir être justifié par le fait que le deuxième scribe préféra sans doute entreprendre son mandat de notaire du conseil et la transcription des décisions du nouveau conseil sur un recto (fol. 89), laissant le verso du folio précédent vierge (fol. 88v). La même situation se répète avec le tout dernier folio du registre (fol. 182v), que le notaire ayant écrit le cahier suivant – maintenant perdu – a peut-être ignoré pour débiter la prochaine séance sur le recto du nouveau cahier, particulièrement s'il prévoyait que plus d'un folio allait être nécessaires pour en compléter la transcription. Les folios 123, 129 et 174v sont trois feuillets vierges localisés à chaque fois entre deux séances séparées par un intervalle d'un mois, ce qui nous autorise à croire qu'on prévoyait peut-être y écrire des informations sur une séance tenue pendant ce laps de temps. Les huit autres feuillets blancs se rencontrent entre deux séances pourtant rapprochées dans le temps et aucune hypothèse valable ne peut être avancée pour justifier leur existence.

### 2.4.2 Foliotation

Seul le premier notaire, *Guillelmus Borrelli*, effectue une foliotation en chiffres romains au coin supérieur droit de ses registres. Il ne semble pas avoir réalisé d'avance cette foliotation puisqu'elle cesse avec sa dernière note inscrite au folio 88 alors que ce troisième cahier, entamé au folio 83, ne se termine qu'au folio 132. Par contre, il n'utilise jamais cette foliotation comme marqueur de référence, un exemple d'imprécision sur lequel nous reviendrons par la suite. Il est intéressant de noter qu'il réalisa cette foliotation en continu sur trois cahiers différents : pour *Guillelmus Borrelli*, elle semble donc avoir été consubstantielle à son travail en tant que notaire du conseil. Les notaires subséquents ne suivront pas son exemple et à partir du folio 89, une foliotation moderne du XIX<sup>e</sup> siècle en chiffres arabes se poursuit sans solution de continuité jusqu'à la fin du registre.

### 2.4.3 Mise en page

Par rapport à la justification, il n'y a pas de réglure visible, l'écriture s'effectuant *in campo abierto*. Par contre, le scribe semble bel et bien aligner sa justification de gauche sur la première ligne de chaînette, toujours visible (fig.2.16).

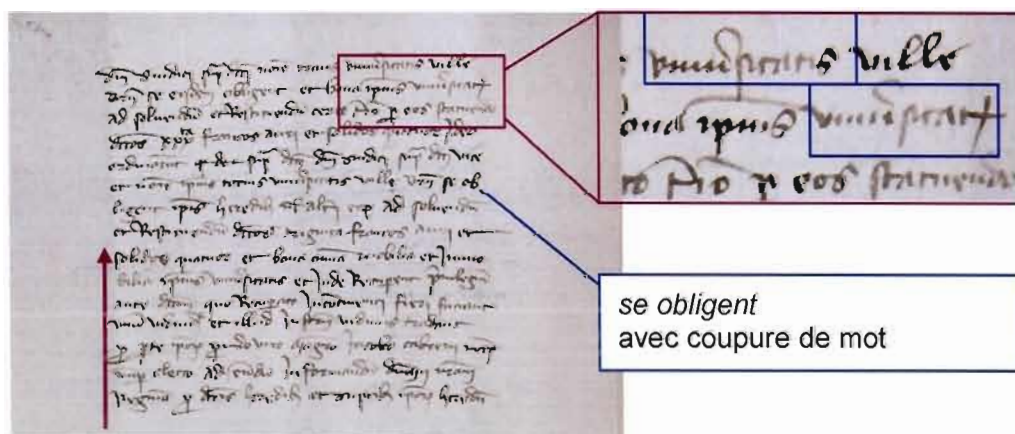


Fig. 2.16 Respect du cadre d'écriture (fol. 12v).



La justification à droite est moins évidente, mais on la devine par l'usage de certaines coupures de mots stratégiques (fig. 2.16) ou par l'emploi d'abréviations plus ou moins marquées – par exemple *Brn* plutôt que *Brinoie* pour *Brinonie* – pour respecter le cadre d'écriture, même si l'on note de fréquents dépassements destinés à corriger des erreurs. Lorsque les notaires désirent corriger un oubli ou rajouter des éléments à leur phrase, ils utilisent diverses méthodes, l'insertion du passage manquant dans l'interligne supérieure étant la plus fréquente dans le cas d'un ajout de quelques mots seulement. Si les ajouts sont substantiels, ils glissent plutôt un caret ou un autre signe distinctif agissant tel un appel de note et reportent l'ajout en marge ou à la fin du paragraphe. Le souci de clarté est encore plus évident au folio 21 (26h) où le notaire, ayant oublié plusieurs éléments cruciaux de l'acte rajoute trois passages, chacun étant caractérisé par un signe graphique distinct (fig. 2.17).

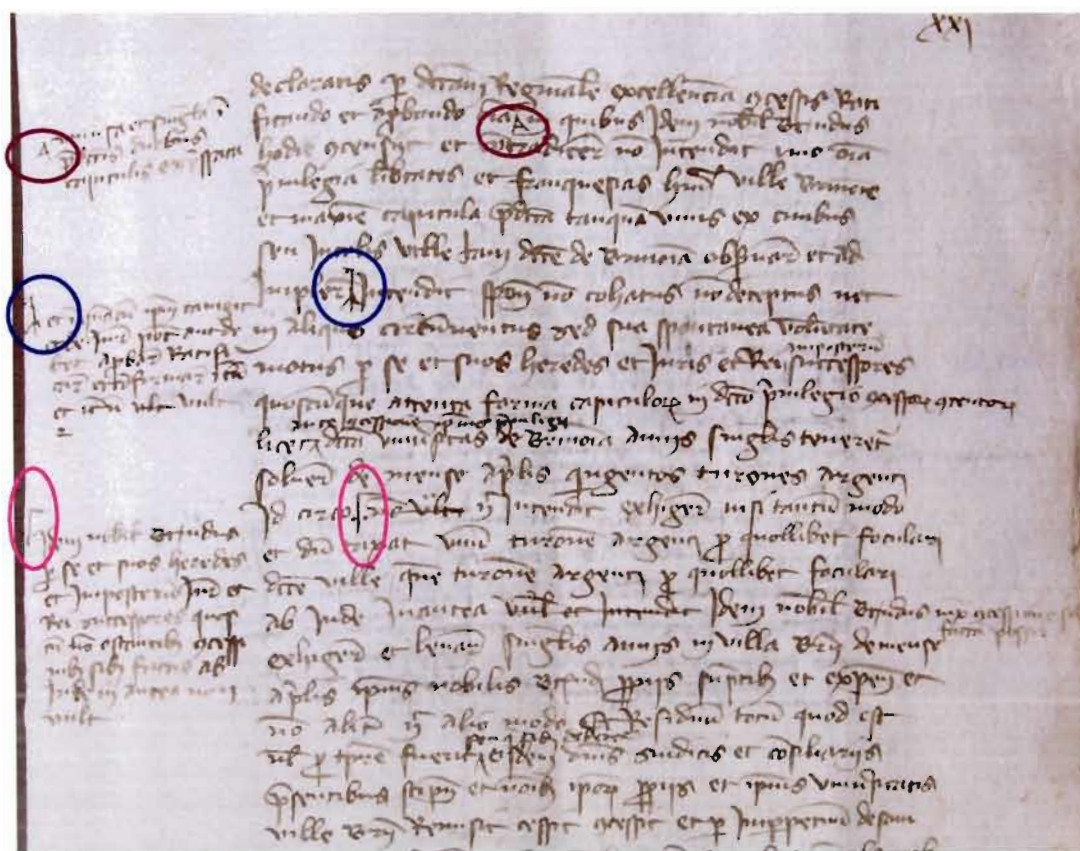


Figure 2.17 Appels de note sous forme de signes graphiques distincts (fol. 21).

#### 2.4.4 Ornementation

En ce qui concerne l'ornementation du registre, elle brille par sa quasi-absence, ce qui, de prime abord, aurait résolument tendance à situer ce registre dans le camp des outils documentaires à visée pragmatique. Une analyse détaillée de la mise en page ne révèle que très peu d'éléments graphiques, hormis les quelques aides au repérage déjà mentionnées. Sous la plume de *Gaucelmus Gaufridi*, dont l'écriture gothiciante plus élaborée a déjà été mentionnée, on rencontre au folio 98v une accolade placée à gauche de la liste des présents et rehaussée de petites vrilles, alors qu'au folio 103v, on trouve la lettre majuscule initiale Q ornée en son centre d'une onde sinusoïdale centrée sur un trait vertical et agrémentée de petits points à chaque jonction entre ces deux éléments géométriques. Le dernier notaire, *Guillelmus Clari*, entame son cahier par une invocation religieuse dont le *In* présente une majuscule évidée rehaussée de cadelures, les mêmes cadelures peu développées accompagnant également tous les A du *Anno* de la formule de datation, et ce, jusqu'à la fin du quatrième cahier. Le dernier élément graphique récolté au cours de cette maigre moisson est une sobre manicule à six doigts et à l'index pointé que l'on retrouve dans la marge inférieure gauche du folio 73v. Elle accompagne un message écrit par une main plus tardive stipulant *Vide literam super officio tabularii presentis curie Brinonie* et pointe vers la transcription d'une lettre reçue de la reine dans le cadre d'un dossier ayant fortement mobilisé le conseil dans la défense de ses privilèges, sur lequel nous reviendrons dans un chapitre ultérieur.

#### 2.4.5 Utilisation des marges

Les marges sont bien dégagées et relativement peu utilisées, ce qui participe de l'aspect aéré du registre, mais les notaires y insèrent aussi certains éléments distincts qui concourent à l'aspect fonctionnel du document. On remarque 29 éléments marginaux écrits par les notaires du conseil au moment même de la rédaction du registre ou à un moment de peu ultérieur. Dix éléments marginaux

constituent des messages concernant le sort éventuel d'une ordonnance<sup>37</sup>, un représente une souscription du notaire<sup>38</sup> et quatre autres sont des notices concernant des actes d'écriture à entreprendre<sup>39</sup>. On ne trouve que quatre manchettes qui servent à attirer l'attention sur le contenu d'un paragraphe adjacent : une première désigne par le terme de *Relatio* l'existence d'un rapport présenté au conseil (91e), puis deux manchettes indiquent, avec le mot *Electio*, la tenue de la cérémonie d'élection du conseil nouveau (32e, 108d), alors que la dernière, avec *Juramentum*, met en exergue le serment prêté par les nouveaux élus (153i). Un autre serment prend plutôt la forme du commentaire *Juravit ipse porquerius* (80d). Une séance détaille sous forme de liste les dettes de quelques débiteurs de la ville et l'on trouve alors les montants dus par ces hommes dans la marge latérale droite (82d). Dernier élément marginal utilisé par ces notaires, on trouve un peu plus fréquemment des listes de témoins aux décisions prises en conseil. Les situations ayant nécessité la validation par témoins sont assez nombreuses dans le registre puisqu'on en dénombre dix-sept au total. Par contre, seules sept d'entre elles sont inscrites en marge, les autres étant insérées dans le corps même de l'ordonnance. Quatre éléments marginaux furent inscrits à une époque contemporaine aux événements relatés dans les séances au sein desquelles ils apparaissent, même si ce fut sous une plume autre que celle du notaire du conseil. La séance 67 mettait déjà en évidence deux annulations d'ordonnances inscrites en marge par le notaire *Guillelmus Borrelli* (cf note 37). Mais immédiatement au-dessus de chacune de ces annulations se trouve un message autographe du bailli *Johannes Drogoli*<sup>40</sup>, ainsi

<sup>37</sup> *Nichil de premissis venit ad effectum* (19d), *Vacat quia alibi* (33b), *Fuit cancellata per me Guillelmum Borrelli notarium de precepto domini baiuli et consiliariorum* (67b), *Fuit cancellata per me Guillelmum Borrelli, notarium, de precepto dominorum de consilio juxta ordinationem factam die ultimo februarii subscriptam* (67c), *Vaccat* (117d), *Nichil fuit ulterius processum super isto* (166d), *Factum est instrumentum* (167d), *Nichil ordinarunt* (169c), *Nichil fuit ordinatum* (176b), *Nichil fuit ordinatum* (184b).

<sup>38</sup> *Que scripsi ego Guillelmus Borrelli* (108d).

<sup>39</sup> *Ponatur hic ordinationes scriptas per Johannem Claverii* (60bis), *Dictetur ad plenum* (99b), *Fiat apodixa in forma* (103d), *Dictetur in forma* (108c).

<sup>40</sup> *Cancelletur juxta ordinationem consilii* (67b), *Cancelletur ut supra* (67c).

que sa signature personnelle qui offre décidément toutes les caractéristiques d'une signature moderne<sup>41</sup>.

C'est ainsi que malgré un format se rapprochant de celui du cartulaire – beaucoup plus prestigieux et symboliquement connoté – et une mise en forme aérée donnant lieu à un coup d'oeil agréable, plusieurs éléments envisagés au cours de l'analyse codicologique et de l'analyse matérielle confirment un caractère pragmatique fortement affirmé, entre autres l'écriture d'une cursivité opératoire frisant parfois la négligence brouillonne, la présence d'appels de note distinctifs permettant un repérage visuel plus aisé, l'indigence patente d'éléments ornementaux ainsi que l'utilisation de quelques éléments marginaux permettant d'attirer l'attention sur des points jugés importants par le notaire.

## 2.5 Analyse structurelle du procès-verbal de séance

Les différentes parties du procès-verbal type de notre registre suivent un ordre quasi immuable, témoignage éloquent d'une certaine maîtrise de la forme du document<sup>42</sup>. À Brignoles, chaque procès-verbal décline successivement un titre, un paragraphe d'introduction, une liste des présents à l'assemblée et un nombre variable d'ordonnances, une disposition qu'on retrouve telle quelle en de nombreuses autres villes ayant une tradition d'écriture communale bien établie<sup>43</sup>.

---

<sup>41</sup> La signature moderne serait caractérisée par le nom propre, l'écriture et l'autographie, les trois se retrouvant ici dans ce signe graphique qui indique la présence du bailli et qui est doté d'une performativité qui lui est propre, même s'il n'est pas l'œuvre d'un notaire, puisqu'il manifeste l'*animus signandi* de l'autorité ultime dans la ville (Béatrice FRAENKEL, *La signature : genèse d'un signe*, Paris, Gallimard, 1992, p. 9, 185 et 252).

<sup>42</sup> Ceci est à contraster avec un autre registre d'ordonnances d'une ville pourtant comparable à Brignoles : à Barjols, la mise en page évolua et se transforma au gré des nombreux notaires qui se succédèrent dans l'écriture du registre (Cynthia LAW-KAM CIO, *op. cit.*, p. 64).

<sup>43</sup> Par exemple, les registres de délibérations de la ville de Rodez (Florent GARNIER et Nathalie PREYNAT, « Notes sur les registres de délibérations des villes du Rouergue et de l'Auvergne. L'exemple de la Cité de Rodez et de Clermont au milieu du XV<sup>e</sup> siècle », *Memini. Travaux et documents*, no 12, 2008, p. 243), ceux de Tarascon (Michel HÉBERT, *Tarascon au*



### 2.5.1 Titre

À deux reprises, on trouve une mention spéciale inscrite par le notaire avant même d'indiquer le titre de la séance. Le premier cahier, de la main de *Guillelmus Borrelli*, s'ouvre par la mention *Mutatio millesimi* au coin supérieur gauche, une réflexion inattendue puisque la séance est datée du 26 mars 1387 alors que le millésime changeait en date du 25. L'autre exemple est celui de la séance 110, où le nouveau notaire du conseil, *Gaucelmus Gaufridi*, indique par l'expression *Mutatio consilii novi* qu'il s'agit de la première séance du conseil nouvellement élu.

Le titre, lorsque présent, est toujours centré sur la page et bien distinct du paragraphe d'introduction qui le suit, ce qui permet un repérage rapide. En fait, seulement cinq séances – soit moins de 3 % du total – ne présentent pas de titre. L'usage de titres dans les registres de brèves notariales n'était pas systématique chez tous les notaires, mais il était assez fréquent pour qu'on puisse ici le mettre au compte d'une habitude de travail adoptée pour son côté pratique permettant de facilement repérer le début d'une nouvelle séance, particulièrement dans le cas du premier notaire, *Guillelmus Borrelli*, qui l'utilise d'emblée dans tous ses registres de brèves que nous avons pu étudier<sup>44</sup>.

Près de 60 % des séances portent le titre *Consilium* sans autre précision, la plupart ne comportant alors que des membres du conseil actuel. Treize pour cent d'entre elles mettent quand même en scène d'autres personnages, soit des anciens conseillers, qui ne sont pas différenciés des nouveaux par une quelconque indication, ou encore des *admitti*, ces derniers étant généralement distingués des autres par des termes tels que *extra consilium* ou *ibidem admittus*. Dans 6 % des réunions, on rencontre *Consilium novum*, un titre quasi exclusif à *Petrus Gaufridi* qui l'utilise pour dix des onze occurrences relevées. Alors qu'on s'attendrait ici à une

---

XIV<sup>e</sup> siècle : *histoire d'une communauté urbaine provençale*, La Calade, Édisud, 1979, p. 145) ou de Lyon (Caroline Fargeix, *Les élites lyonnaises au miroir de leur langage*, thèse de doctorat, Université Lumière-Lyon 2, Lyon, 2005, p. 27).

<sup>44</sup> A.D. du Var, 3E7-65, 3E7-66 et 3E7-67.

présence exclusive de membres du conseil actuel, on retrouve d'autres personnages dans la moitié des cas, sans distinction encore une fois.

On trouve au début de 30 % des séances le titre *Consilium novum et vetus* qui, cette fois, porte bien son nom puisqu'il met toujours en présence des membres des conseils actuel et ancien. Pour deux tiers de ces cas, les noms des conseillers actuels sont clairement séparés de ceux des anciens conseillers, chaque liste étant coiffée d'un titre approprié, avec une seule erreur de classement répertoriée (53a). L'autre tiers n'indique pas de titre explicite en tête de ses colonnes et, sauf exception, y mélange tous les noms de façon assez anarchique, ce qui semble sous-entendre qu'il importe assez peu qu'un conseiller soit actuellement en exercice ou encore un ancien conseiller et que de toute façon, la présence des anciens conseillers soit non seulement autorisée, mais également valorisée.

Sept séances font preuve d'un peu plus d'originalité dans la formulation du titre, parmi lesquelles quatre vont dans le sens d'une plus grande précision : *Consilium et extra consilium*, *Consilium vetus et novum cum citatis infrascriptis*, *Consilium Brinonie et baiulie* et *Consilium novum et vetus Brinonie et baiulie*. Une séance portant un titre original ne concerne pas vraiment une réunion du conseil, puisqu'il s'agit d'un acte intitulé *Inventarium artilharie positum infra domum magistri Johannis Fedoni* qui confirme l'inventaire ainsi que le dépôt de l'artillerie au domicile du récipiendaire, réalisé chez ce dernier par les deux syndics en l'absence des autres membres du conseil (15). Deux séances ont des titres qui s'accompagnent d'une invocation religieuse, les notaires les ayant souhaitées plus solennelles : la séance 38 commence par *In nomine Domini, amen* et représente la première séance d'un nouveau cahier, alors que la séance 154, qui débute par *Ave Maria, consilium novum*, est en fait la première séance d'un conseil nouvellement élu, transcrite sur un nouveau cahier par la main d'un nouveau notaire du conseil, trois excellentes raisons sans doute de vouloir invoquer la bienveillance de la Vierge.

## 2.5.2 Paragraphe d'introduction

Les notaires sont des êtres pétris d'habitude et le paragraphe d'introduction le démontre à souhait. Certains éléments d'informations sont invariablement présents, alors que d'autres s'ajoutent au gré des choix et des préférences du scribe<sup>45</sup>. Le premier élément est la date et c'est la présence de cet élément que nous avons utilisée afin de déterminer si une inscription dans le registre correspondait ou non à une séance aux fins de cette analyse : en présence d'une date complète, nous considérons qu'une séance avait possiblement eu lieu – même en l'absence de toute autre information – et nous lui décernions un numéro de séquence, alors qu'en l'absence de date complète, aucun numéro de séance n'était attribué<sup>46</sup>.

### 2.5.2.1 Datation

La datation du registre utilise le système de l'*Anno Domini* et emploie le style de l'Annonciation de type florentin<sup>47</sup>. Trois des quatre notaires analysés emploient indifféremment *Anno Domini*, *Anno incarnationis Domini* ou encore *Anno incarnationis ejusdem*, alors que *Petrus Gaufridi* reste fidèle à l'expression *Anno nativitatis Domini* qu'il est le seul à employer, et ce, de façon constante. Pour sa part, *Gaucelmus Gaufridi* utilise assez souvent le *Anno quo supra* que l'on retrouve si fréquemment dans les registres de brèves notariales. Les erreurs de datation sont très rares, ce qui n'est pas surprenant lorsqu'on sait l'importance que la date revêtait d'un point de vue juridique pour les notaires dans le cadre de leur travail : globalement, seulement 4 % des séances présentent une date incomplète ou erronée. Les précisions sur le moment de la réunion sont rarissimes puisqu'on n'en

---

<sup>45</sup> Pour cette analyse, la séance unique écrite par *Jacobus Cabrerii* (132) n'a pas été prise en compte; nous établissons donc la comparaison entre les quatre autres notaires.

<sup>46</sup> On relève ce cas de figure à trois reprises dans le registre, soit aux folios 35v (40 bis), 48v (60 bis) et 122v (143 bis).

<sup>47</sup> L'analyse du registre BB2 démontre que la méthode de datation fut modifiée entre la fin de la période couverte par le registre BB1 (1391) et le début du registre BB2 (1403) puisque déjà à cette date, le millésime changeait au 1<sup>er</sup> janvier.

trouve que trois occurrences dans tout le registre. On rencontre ainsi les précisions suivantes : *die sabati* (115a), *hora terciarum vel circa* (155a) et *hora vesperorum* (171a). Quant à la formule de l'indiction, le notaire *Guillelmus Borrelli* ne l'emploie jamais, alors que les trois autres le font dans des proportions variables allant de 56 % à 100 % de leurs séances.

### 2.5.2.2 *Moyen de convocation du conseil*

Le moyen utilisé pour convoquer le conseil est mentionné dans 35 % des séances. Les trois quarts du temps, il s'agit d'une convocation à la cloche, *ad sonum campane*. À d'autres moments, le conseil est convoqué au son de la trompe, par la voie du crieur public ou encore par une combinaison de tous ces différents moyens. Les notaires diffèrent tout autant dans l'usage de cette précision : alors que *Gaucelmus Gaufridi* et *Guillelmus Clari* l'emploient 91 % et 78 % du temps respectivement, *Petrus Gaufridi* n'y a recours que dans 18 % de ses séances et *Guillelmus Borrelli* encore moins souvent, avec tout juste 4 %. À trois reprises, on indique que la réunion fut convoquée par la cloche du conseil, *ad sonum campane consilii* (1a, 3a, 4a). Une telle précision ne va pas sans soulever la question de savoir s'il s'agissait d'une cloche particulière appartenant à la ville ou de la cloche de l'église Saint-Sauveur. Deux ordonnances traitant de la réfection de la cloche ne permettent pas de trancher<sup>48</sup>. Par ailleurs, ce n'est qu'en 1433 que des lettres du lieutenant général du roi furent adressées au bailli et au juge de la cour de Brignoles afin d'autoriser les syndics à faire eux-mêmes sonner la cloche visant à réunir le conseil<sup>49</sup>. Qu'en était-il auparavant? Quelques notices de paiement glanées dans le registre de comptes laissent entendre que des prêtres étaient rémunérés pour faire

<sup>48</sup> En mai 1389, le conseil veut faire réparer la cloche et demande aux syndics de discuter avec l'artisan qui rechigne à le faire (80c) alors qu'en avril 1390, on fait état du travail récemment accompli par un artisan *pro magisterio sive perfectione campane per eum facte huic ville* (121c).

<sup>49</sup> Document coté II 7 (ACM), résumé au fol. 53 de cet inventaire dactylographié.

sonner la cloche du conseil<sup>50</sup> : il serait plausible de penser qu'ils sonnaient la cloche de l'église Saint-Sauveur<sup>51</sup>. En tout état de cause, ces ordonnances nous apprennent que l'*universitas* se préoccupait du fonctionnement de la cloche utilisée pour convoquer le conseil, en supervisait la réfection et en assurait le paiement, ce qui démontre bien l'importance qu'elle avait à ses yeux.

### 2.5.2.3 Appel aux us et coutumes

L'appel aux us et coutumes, représenté par les expressions *more solito* ou bien *ut est moris*, est un autre élément à usage variable selon les différents notaires. Encore une fois, *Guillelmus Borrelli* l'utilise de façon rarissime dans 1 % de ses séances, *Petrus Gaufridi* un peu plus dans 18 %, alors que *Gaucelmus Gaufridi* et *Guillelmus Clari* l'emploient 78 % et 71 % du temps respectivement. Grâce à cette variabilité, il nous est permis de découvrir une facette de la personnalité de ces notaires : l'utilisation fréquente de l'indiction, l'inclusion du mode de convocation, l'appel fréquent aux us et coutumes tout comme l'ajout d'éléments apportant des précisions supplémentaires chez *Gaucelmus Gaufridi* et *Guillelmus Clari* semblent dessiner chez eux les contours d'une personnalité plus formaliste, voire plus traditionnelle. Ils sont d'ailleurs les deux seuls à débiter la liste des ordonnances par un paragraphe initial standardisé qui se retrouve systématiquement d'une séance à l'autre et qui reprend les termes suivants de façon quasi incantatoire : *Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante, prout sequitur infra*.

---

<sup>50</sup> *Item ponit solvisse mandato quo supra domino Guillelmo Aymoyni et aliis presbiteris pro labore pulsationis consilii* (CC1, fol. 80); *Item ponit solvisse mandato quo supra domino Gaufrido Rebolli prebitero qui fuit pulsator campane consilii* (CC1, fol. 97); *Item ponit solvisse domino Johanni Passavalli presbitero pro pulsando campanam consilii* (CC1, fol. 132).

<sup>51</sup> À Tarascon, ce sont effectivement les cloches de l'église qui servent à convoquer les réunions du conseil (Michel HÉBERT, *Tarascon au XIV<sup>e</sup> siècle...*, op. cit., p.168).

#### 2.5.2.4 Lieu de réunion

Toujours dans l'introduction, vient ensuite la mention du lieu de réunion qui n'est manquante que dans les seules occasions où le paragraphe d'introduction n'a pas été complété et se termine en milieu de phrase, soit dans une maigre proportion de 3 %. Le lieu choisi pour tenir les réunions varie souvent, parfois même d'une réunion à l'autre et il est rare de pouvoir trouver une justification précise au choix opéré. Les calculs statistiques concernant les lieux de réunions étant détaillés au chapitre quatre, nous ne mentionnerons ici que quelques généralités. On remarque en première place le palais royal, occasionnellement avec la désignation d'un lieu précis tel que *infra curtem regis palatii* (23a) ou *in aula domus palatii regii* (118a). On indique souvent la tenue de réunions à la cour royale : se trouvait-elle dans l'enceinte même du palais ou s'agissait-il d'un bâtiment distinct ? La deuxième hypothèse nous apparaît plus plausible au vu de la distinction à laquelle procède le notaire du conseil : il pourrait s'agir de l'ancienne maison des comtes de Provence, sise tout juste à côté de l'église Saint-Sauveur<sup>52</sup>. D'autre part, les conseillers brignolais mettent souvent à contribution le couvent des Frères mineurs, se rassemblant alors au réfectoire, à la chapelle ou encore dans le jardin. On se réunit très régulièrement en l'église Saint-Sauveur, soit dans l'enceinte principale – le notaire n'inscrivant alors que le nom *ecclesia Sancti Salvatoris* ou sa nature d'*ecclesia parochialis* – soit dans une de ses nombreuses chapelles, parmi lesquelles le registre mentionne celles de Notre-Dame-des-Courtines, Sainte-Catherine, Saint-Nicolas ou Saint-Blaise. On ne dédaigne pas non plus de se réunir au domicile de certains particuliers, la grande majorité de ces réunions ayant alors lieu dans la maison d'un conseiller, d'un syndic ou du bailli en exercice. Occasionnellement, l'intitulé du lieu peut être réellement inusité, tel cette réunion tenue *in foro anthe tabulam apothecarum circa palacium contiguam heredum Guillelmi Guiraudi* (55a). Une maison du conseil est mentionnée à plusieurs reprises

---

<sup>52</sup> Émilien LEBRUN, *op. cit.*, p. 117 ; une carte au sein de ce même volume et datée de 1772 indique à l'emplacement de cette ancienne résidence comtale le nom de « maison curiale », ce qui conforte notre hypothèse.

comme lieu de réunion et aussi comme lieu de conservation des archives et autres biens appartenant à l'*universitas*.

#### 2.5.2.5 Présence de l'officier royal

Élément crucial, on trouve ensuite le nom de l'officier royal qui préside la séance du conseil. En effet, la présence d'un représentant royal est une condition nécessaire à la tenue de l'assemblée du conseil de ville, comme le précise le privilège de la reine Jeanne du 8 octobre 1377 qui autorisait le conseil de ville à s'adjoindre l'aide de deux syndics et d'un notaire *presente et assidente baiulo seu iudice curie nostre dicte ville Brinonie vel ejus locumtenente*<sup>53</sup>. Seulement 5 % des séances ne mentionnent pas le nom de cet officier royal dans le paragraphe d'introduction. Dans neuf cas sur dix, il s'agit encore des mêmes paragraphes tronqués en milieu de phrase qui laissaient aussi échapper d'autres informations, alors que pour la dixième occurrence, cette absence est justifiée par le fait qu'il s'agit de l'inventaire réalisé avec les deux seuls syndics et le récipiendaire de l'artillerie au domicile de ce dernier. Se pourrait-il que ces neuf premières séances aient eu lieu en l'absence du représentant royal comme cela a pu être le cas dans certaines autres villes provençales<sup>54</sup>? En les examinant plus attentivement, on réalise que pour cinq d'entre elles le texte des ordonnances précise ultérieurement que le bailli ou le vice-bailli était présent et pour une autre encore, le registre n'indique que le début du paragraphe d'introduction et ne mentionne ni liste de présents, ni ordonnances : il est donc impossible de savoir si la séance a réellement eu lieu. Par contre, pour les trois autres séances (125, 137, 144) ni le paragraphe d'introduction ni les ordonnances ne mentionnent la présence du bailli ou de son représentant. On pourrait alors présumer qu'il était effectivement absent de la réunion, d'autant plus que la troncature du paragraphe d'introduction survient précisément à l'endroit dans

---

<sup>53</sup> AA1, fol. 26v.

<sup>54</sup> Alexandra GALLO note que dès 1340, les conseillers parviennent à présider eux-mêmes leurs assemblées en l'absence du bailli (*La communauté de Sisteron...*, *op. cit.*, p. 180).

la phrase où le notaire indique généralement le nom de l'officier, ce qui pourrait indiquer qu'il a peut-être hésité sur la marche à suivre dans ce cas et que, ne sachant que faire, aura préféré laisser le paragraphe d'introduction en suspens pour ne pas porter atteinte à la légitimité des décisions prises ce jour-là en admettant ouvertement l'absence du bailli. Le cas échéant, cela ne représenterait que trois séances sur 193 réalisées en l'absence d'un officier royal, soit une faible incidence d'un et demi pour cent. Certains ont évoqué le rôle assez effacé du représentant royal dans les villes provençales; il semble qu'à Brignoles en tout cas, il soit non seulement très présent, mais que l'on considère important d'indiquer sa présence afin de légitimer les décisions prises par le conseil.

À deux reprises, on note la présence de deux officiers royaux simultanément, soit une fois le bailli avec un juge (10a) et une autre fois le bailli et un vice-sénéchal (185a), mais la grande majorité des séances ne mettent en scène qu'un seul représentant royal, majoritairement le bailli (80 %). Les autres séances pour lesquelles la présence de l'officier royal est connue sont présidées par un juge dans 4 % ou par un vice-bailli dans 11 %. Sur les 7 séances lors desquelles un juge est seul présent, trois d'entre elles sont particulièrement intrigantes. Toutes situées à la fin du registre, elles mettent en scène le juge *Petrus Bertrandi* de la cour royale de Brignoles officiant ici en remplacement du bailli et capitaine *Bertrandus Olivarii*. De façon étonnante, ce bailli est un citoyen de Brignoles<sup>55</sup>, ce qui déjà va à l'encontre des règles habituelles de nomination et, de plus, il est membre du conseil actuel. Lors de ces trois séances, on mentionne la présence de *Bertrandus Olivarii* au sein

<sup>55</sup> La possibilité d'un homonyme parachuté d'une autre ville existe, mais la première ordonnance édictée lors de la toute première séance présidée par cet homme en tant que bailli nous enjoint à croire qu'il est au contraire le *Bertrandus Olivarii* déjà bien connu en tant que citoyen de Brignoles et déjà rencontré à de multiples reprises au sein du registre. En effet, cette ordonnance du 16 mars 1391 précise qu'à titre de trésorier municipal – poste qu'il occupait depuis sa nomination officielle en même temps que les autres officiers municipaux lors de la séance du 24 février 1391 (154e) – il pourra continuer à gérer les fonds de la ville et à faire des paiements pour le compte de celle-ci *dummodo factum non sit ita ponderosum* (162b). Il semble donc que ce soit bel et bien le *Bertrandus Olivarii*, conseiller, trésorier et citoyen de Brignoles, qui soit devenu bailli et capitaine et non pas un homonyme venu d'ailleurs : avec cette ordonnance, le conseil s'assure qu'il ne pourra procéder à des dépenses trop importantes sans qu'il ne puisse d'abord user de son droit de regard sur ces transactions.



de la liste des conseillers, mais non seulement il ne préside pas les séances en tant que bailli, mais de plus il s'agit des trois seules fois où l'on précise que le juge agit à titre de vice-bailli et non pas seulement comme juge, comme si on tenait à souligner le fait que *Bertrandus Olivarii* n'y était présent qu'à titre de conseiller. Le contenu d'au moins deux de ces séances portant sur un sujet très sensible à cette époque au sein du conseil, il est possible que *Bertrandus Olivarii* ait préféré laisser la présidence de la séance à quelqu'un d'autre pour participer activement aux discussions et au vote en toute légitimité en tant que conseiller, abdiquant temporairement ses prérogatives de représentant royal ainsi que le devoir de réserve et de neutralité qui plausiblement les accompagnait.

On retrouve une situation semblable lorsque ce même bailli est remplacé à trois reprises par *Guillelmus Clari* qui, bien qu'à la fois clavaire de la cour royale et notaire du conseil, agit alors en tant que vice-bailli lors même que *Bertrandus Olivarii* y est présent à titre de conseiller. Lors de son deuxième remplacement par *Guillelmus Clari* en tant que vice-bailli, la situation démontre clairement à quel point l'intégrité procédurale semble importante aux yeux des conseillers. Cette fois, la première ordonnance concerne directement ce *Bertrandus Olivarii* puisque le conseil ordonne qu'il agisse à titre de collecteur de rêves pour l'année à venir, comme il l'avait fait pour l'année précédente, en attendant qu'on trouve un acheteur prêt à payer un prix raisonnable à l'encan, ce à quoi il s'oppose comme le mentionne le texte de l'ordonnance qui indique *nemine ipsorum discrepante exepito nobili Bertrando Olivarii* (163b). On peut encore une fois en déduire qu'il tenait à faire entendre son opinion et son vote contraires à la majorité et que cette raison pourrait l'avoir incité à se faire représenter ici par un vice-bailli.

#### 2.5.2.6 *Ordre du jour*

En dernier lieu, les motifs de convocation ou l'ordre du jour proposé ne sont habituellement pas précisés, le notaire terminant plutôt son introduction par des termes assez vagues. *Guillelmus Borrelli* est fidèle à la formule *consilium tenentes et*

*facientes ad subscripta peragenda* avec différentes variations et permutations et *Gaucelmus Gaufridi* emploie plutôt une variante de l'énoncé *pro causis subscriptis ordinandis et pariter reformandis*, alors que les deux autres emploient indifféremment l'une ou l'autre de ces phrases au gré de leur humeur. Même si l'usage d'une formule plutôt qu'une autre peut sembler peu significatif, voire totalement aléatoire, divers indices nous montrent que le langage employé avait une fonction spécifique et que le notaire savait le manier avec précision. À titre d'exemple, on remarque à la séance 135 un motif de convocation qui indique banalement *pro causis subscriptis ordinandis et pariter reformandis*. Mais le notaire a pris soin de rajouter le mot *audiendis* dans la marge avant les verbes *ordinandis et pariter reformandis*, ce qui est tout à fait logique puisqu'on rencontre à cette séance un nombre significatif de *citatorum* qui n'avaient probablement pas le droit d'ordonner ni de statuer, mais seulement d'entendre et, possiblement, de donner leur avis.

**Tableau 2.2 Éléments d'information inclus dans le paragraphe d'introduction**

	<b>G. Borrelli</b>	<b>G. Gaufridi</b>	<b>P. Gaufridi</b>	<b>G. Clari</b>
<b>Éléments de datation</b>				
<i>Anno Domini</i>	58 %	34 %	-	73 %
<i>Anno incarnationis Domini</i>	39 %	25 %	-	24 %
<i>Anno nativitatis Domini</i>	-	-	100 %	-
<i>Anno quo supra</i>	2 %	40 %	-	2 %
Date absente	2 %	-	9 %	2 %
Date erronée	2 %	-	-	2 %
Utilisation de l'indiction	-	56 %	73 %	100 %
<b>Mode de convocation</b>	4 %	91 %	18 %	78 %
<b>Appel à la coutume</b>	1 %	78 %	18 %	71 %
<b>Lieu de réunion</b>	100 %	94 %	91 %	95 %
<b>Présence d'un officier royal</b>	99 %	88 %	91 %	93 %

### 2.5.3 Liste des présents à l'assemblée

Après le paragraphe d'introduction, une section regroupe les membres présents à l'assemblée. La liste des personnes présentes est la plupart du temps disposée sur deux colonnes placées côte à côte et coiffée d'un titre, généralement *nomina ipsorum*. Viennent ensuite les noms des syndics, d'abord le noble et ensuite le non-noble<sup>56</sup>, auxquels est souvent accolé le titre de *sindici*. Cette position en tête de liste dénote sans aucun doute une préséance et des indices dans la mise en page elle-même le démontrent. Par exemple, lors de la transcription de la séance 65, le notaire avait de toute évidence oublié d'inscrire le nom des syndics; s'étant rendu compte de son erreur, il inscrit leurs noms dans le mince espace disponible entre le paragraphe d'introduction et les noms des conseillers et à gauche du titre de la liste *Nomina ipsorum* (65a), prenant soin ainsi de conserver leur position prééminente en tête de liste (fig. 2.18).

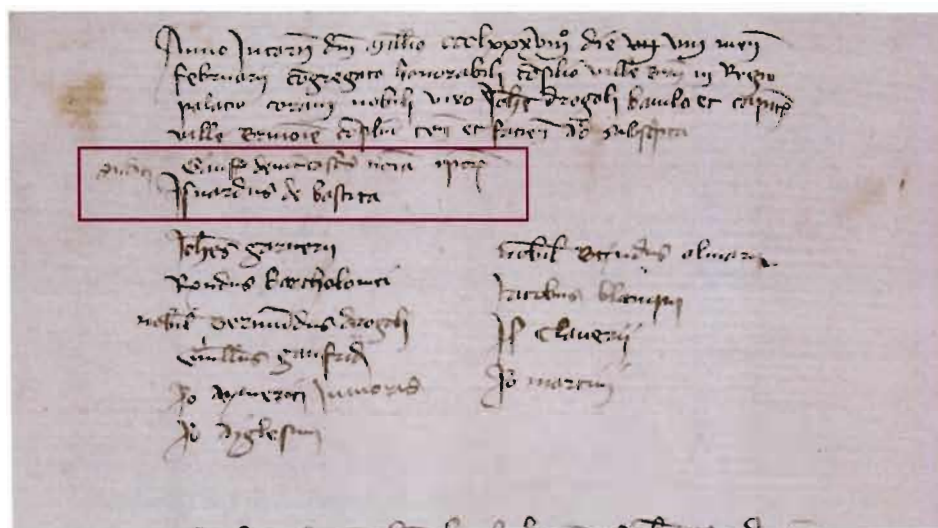


Figure 2.18 Inscription après-coup des noms des syndics (fol. 50v).

<sup>56</sup> Les cinq paires de syndics élus annuellement dans notre registre mettent en présence un syndic noble et un non-noble, ce qui semble alors être une convention tacite. Cette situation deviendra la norme par suite d'une transaction survenue en 1409 entre les syndics, les nobles et les hommes du peuple, où il fut convenu que, sur deux syndics, un serait noble et l'autre bourgeois (Émilien LEBRUN, *op. cit.*, p. 299).



En ce qui concerne les conseillers, des indices statistiques permettent de mettre en évidence une certaine hiérarchie sociopolitique au sein des hommes participant à ces conseils de ville, représentée par leur position dans la liste des présents, à tout le moins pour les premiers d'entre eux<sup>57</sup>, une situation qui se vérifie aussi à Aix<sup>58</sup>. À titre d'exemple, lors de la première année du registre, *nobilis Gaufridus de Intercastris* est toujours mentionné en premier dès qu'il est présent, et ce, malgré une piètre assiduité de 49 %, alors que *nobilis Guillelmus Giraudi* est nommé en premier ou en deuxième lors de 96 % de ses présences, même s'il n'assiste qu'à 66 % des séances. Ce n'est pas le fait du seul premier notaire : les deux notaires qui se partagent l'écriture de la quatrième année du registre inscrivent en première place le nom de ce même *Gaufridus de Intercastris* pour 92 % de ses présences, qui ne totalisent cette fois que 56 % des réunions de l'année. Ce n'est pas non plus le seul apanage des nobles d'être cités en début de liste puisqu'on y trouve aussi d'importants bourgeois. Un drapier du nom de *Feraudus Feraudi*, qui fait acte de présence lors de 71 % des réunions, se trouve aussi dans cette position privilégiée dans 80 % de ses présences tandis qu'un certain *Johannes Garnerii*, drapier également, fait montre d'une assiduité exemplaire de 97 % des séances et s'en trouve récompensé par une inscription prioritaire 76 % du temps. Cette préséance est parfois assez marquée pour faire en sorte qu'un conseiller ancien, mais influent, soit nommé en tête de la colonne de gauche avant même les conseillers en exercice, par exemple *Gaufridus de Intercastris* encore une fois qui est dans cette position aux séances 71 et 73 et dont on sait qu'il possède la plus grosse fortune de Brignoles<sup>59</sup>.

Par contre, cette évidente stratification sociopolitique ne se reflète pas de façon précise dans les termes employés pour nommer les conseillers : le prédicat

---

<sup>57</sup> L'analyse statistique a ici porté sur les trois premiers noms mentionnés dans la colonne du conseil actuel.

<sup>58</sup> Lucie LAROCHELLE, *"Boni, probi et sufficientes": pouvoir et notabilité à Aix-en-Provence entre 1400 et 1535*, thèse de doctorat, Université Aix-Marseille I, Aix-en-Provence, 2002, p. 34.

<sup>59</sup> Maryse GUÉNETTE, *op. cit.*, p. 166.



d'honneur *nobilis* est souvent omis devant le nom d'un noble, le titre *magister* est employé de façon parfaitement aléatoire et on voit fréquemment le nom *Raymundus* être remplacé par son diminutif *Monnetus*<sup>60</sup>. Le terme de *nobilis* est fréquemment employé dans les registres de plusieurs villes et dans ces circonstances, il se rapporte moins à une noblesse de type féodale – quoique les seigneurs féodaux *bona fide* soient évidemment qualifiés de nobles – qu'à une noblesse de fait, acquise grâce à une subtile et mouvante combinaison de richesse, d'influence et d'exercice du pouvoir. Lucie LAROCHELLE considère que le titre s'appliquait à ceux qui, par leur fortune ou leurs activités, s'étaient taillé une place de notable au sein de la ville d'Aix<sup>61</sup>, une opinion qui se rapproche de l'idée de Michel HÉBERT selon laquelle ils formaient un étage privilégié de la collectivité urbaine, mais restreint à une vocation municipale uniquement<sup>62</sup>. La portée plus réduite de ce travail n'ayant pas permis de procéder à une étude prosopographique des membres du conseil, nous ne pouvons savoir, sauf exception, si ceux qui sont qualifiés de nobles dans notre registre appartiennent ou non à la noblesse féodale. Nous pouvons tout de même analyser l'usage du prédicat qui est fait par les notaires. Cette analyse montre qu'en ce qui concerne les nobles présents à cinq séances ou plus, les notaires les associent au prédicat *nobilis* entre 20 et 100 % du temps, avec une moyenne de 68 % pour l'ensemble des nobles cités dans le registre. Indice supplémentaire qui vient conforter l'analyse précédente sur la hiérarchie sociopolitique telle qu'exprimée dans l'ordre des noms, le prédicat *nobilis* est le plus souvent accolé aux mêmes noms que l'on retrouvait précédemment en tête de liste, soit ceux de *Gaufridis de Intercastris* et de *Guillelmus Giraudi*. Cette attitude de déférence varie évidemment d'un notaire à l'autre : alors que *Guillelmus Borrelli*, *Gaucelmus Gaufridi* et *Guillelmus Clari* sont fidèles à l'usage du *nobilis* dans à peu près 70 % des mentions de nobles, *Petrus Gaufridi* ne l'utilise que 40 % du temps. Un de ces nobles, *Bermundus Drogoli*, est

---

<sup>60</sup> Cette pratique n'est pas exclusive au registre d'ordonnances, mais se retrouve même dans des documents beaucoup plus officiels, par exemple en un acte de la cour de Brignoles qui dresse la liste des conseillers présents, dont un certain *Monnetus de Ginhaquo* (cote D47, ACM).

<sup>61</sup> Lucie LAROCHELLE, *op. cit.*, p. 217.

<sup>62</sup> Michel HÉBERT, *op. cit.*, p. 63.

dans une situation particulière puisqu'il est en même temps notaire : l'analyse révèle que non seulement il n'est presque jamais caractérisé par son titre de notaire (deux occurrences sur 123 présences) – ce dernier ne faisant probablement pas le poids en comparaison avec son statut de noble –, mais paradoxalement, il est un des nobles le moins gratifié du prédicat *nobilis*, comme si le fait d'avoir un métier venait amoindrir son statut social.

Quant au titre de *magister*, il est de toute évidence employé pour qualifier soit un professionnel (notaire ou médecin) ou un maître-artisan. Dans les listes de conseillers, on rencontre les noms de onze maîtres, soit six notaires et cinq autres personnages qui ne sont jamais qualifiés de notaires et pour lesquels le métier ne nous est pas révélé<sup>63</sup>, sauf en ce qui concerne *Petrus Tavernoni* dont le registre nous apprend qu'il est orfèvre (113a). L'analyse de l'usage du titre de *magister* nous indique que le même notaire, *Petrus Gaufridi*, qui peinait à identifier les nobles répugne encore plus à qualifier les maîtres, qu'ils soient notaires ou autres, puisqu'il n'utilise tout simplement jamais ce terme. Chez les autres notaires du conseil, l'emploi du titre *magister* est beaucoup plus prévalent, et ce d'autant plus s'ils citent des notaires, puisqu'il est utilisé pour 95 % de leurs présences – si l'on excepte le noble *Bermundus Drogoli* qui en est rarement qualifié comme on l'a vu antérieurement – alors qu'il n'est employé globalement que 45 % du temps pour les autres maîtres : il s'agit de toute évidence d'une reconnaissance que les notaires du conseil préfèrent accorder à leurs propres confrères.

#### 2.5.4 Ordonnances

Les ordonnances sont généralement inscrites dans des paragraphes distincts, séparés par des espaces bien définis et comportant un retour à la ligne, quoique l'on note, rarement, deux ordonnances différentes au sein d'un même paragraphe. Débutant habituellement par *Et primo* pour la première ordonnance et

---

<sup>63</sup> Un registre de notaire nous renseigne sur le métier d'un des quatre autres maîtres, soit *Johannes Moteti* qui y est qualifié de forgeron (A. D. Var, 3E7-65, fol. 169v).



*Item* pour les suivantes, on y rencontre souvent un exposé des motifs – le plus souvent assez bref, mais parfois beaucoup plus étoffé – annoncé par les termes *cum*, *quia* ou *attento quod*. On trouve ensuite la décision arrêtée par le conseil, introduite par le verbe *ordinaverunt*, sans que le paragraphe ne fasse mention de la teneur des discussions, ni des modalités du processus décisionnel. C'est un élément qu'il est banal de rappeler, ayant déjà été remarqué par nombre d'auteurs. À ce propos, Florent GARNIER et Nathalie PREYNAT diront que « les registres de délibérations s'intéressent moins à la transcription des débats, à la formulation d'avis ou au moyen de parvenir à un consensus qu'au résultat de la réunion et à sa conservation écrite »<sup>64</sup>. Bien que plusieurs auteurs qui se sont penchés sur la pratique de la délibération aient noté l'existence de réels débats, et ce dès le XIII<sup>e</sup> siècle<sup>65</sup>, et quoique certains registres délibérations plus anciens aient conservé la trace écrite de ces débats<sup>66</sup>, le registre à l'étude reste malheureusement muet sur cet aspect crucial du fonctionnement du conseil.

Noël COULET indique que les délibérations ainsi rédigées sont des *instrumenta*, des actes authentiques<sup>67</sup>, ce que remarque également Alexandra GALLO par rapport aux registres d'ordonnances de Sisteron<sup>68</sup>. Bien que notre registre incorpore à différentes reprises les éléments qui font du texte un acte authentique (présence de la *jussio*, des *data* et de la *validatio*), la grande majorité des séances ne représentent en fait que des procès-verbaux de séance. Par ailleurs, empruntant certaines caractéristiques à la chronique ou aux annales, le texte des séances comporte plusieurs dizaines d'exemples de narration des faits et gestes effectués par les différents protagonistes, qu'ils soient extérieurs au conseil ou en fassent partie. Cette configuration narrative se retrouve aussi dans les cartulaires-chroniques tels que définis par Attilio BARTOLI LANGELI, qui note en fait très peu de

<sup>64</sup> Florent GARNIER et Nathalie PREYNAT, *loc.cit.*, p. 253.

<sup>65</sup> Voir par exemple Corinne LEVELEUX- TEIXEIRA, « La pratique du conseil devant les tribunaux d'inquisition, XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle », *Cahiers de Fanjeaux*, n° 42, 2007, p. 165-198.

<sup>66</sup> Noël COULET, « Les délibérations communales... », *loc. cit.*, p. 237-240.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 231.

<sup>68</sup> Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, *op. cit.*, p. 95.

différence entre narration et transcription, les deux ayant pour but de prouver, ce qui lui fait conclure au fort potentiel documentaire de la narration des faits<sup>69</sup>. Il semble donc plausible de croire que les éléments narratifs incorporés dans le registre du conseil puissent avoir eu pour objet d'attester la véracité de ce qui y était rapporté, rajoutant ainsi à l'authenticité qui accompagne d'emblée l'écriture notariale. Sarah FOOT va encore plus loin dans son analyse des chartes anglo-saxonnes, qu'elle considère comme des narrations historiques tout autant que des documents. Son argument, présenté de façon convaincante, est qu'une telle narration devait nécessairement prendre place au sein des chartes, tout simplement parce que la version des faits relatée n'était pas la seule disponible. Elle en conclut que « *charters were not written down in case memory should fail, but rather to prevent the wrong memory from triumphing* »<sup>70</sup>.

Dans notre registre, les éléments narratifs abondent, soigneusement relatés par le notaire. Par exemple, on voit le bailli nommer un *locumtenens* en prévision d'une absence (13e), promettre de respecter les privilèges de la ville (90b), approuver une protestation accomplie par les conseillers (154d), révoquer à leur demande une ordonnance (68f) ou une criée publique (76c) ou approuver la nomination des conseillers (32f, 66e) et des officiers municipaux (68h) nouvellement élus. D'autres séances octroyant au bailli un rôle plus substantiel nous le montrent adressant une injonction à des personnes ayant promis de prêter du blé à la ville (119m) leur intimant de le conserver en leur possession jusqu'à ce qu'on leur ordonne de le livrer à l'*universitas* ou sommant un conseiller, démis de ses fonctions à la demande des syndics et des autres conseillers, de ne plus jamais revenir dans l'enceinte du conseil sous peine de perdre ses privilèges de citoyen (174f). D'autres comptes-rendus décrivent plutôt des interventions réalisées par les syndics,

---

<sup>69</sup> Attilio BARTOLI LANGELI, « Entre documents et monuments : la mémoire officielle de la cité communale italienne », dans *La mémoire de la cité : modèles antiques et réalisations renaissantes*, sous la dir. de Attilio BARTOLI LANGELI et Géraud CHAIX, Naples, Edizioni scientifiche italiane, 1997, p. 24.

<sup>70</sup> Sarah FOOT, « Reading Anglo-Saxon Charters : Memory, Record, or Story? », dans *Narrative and History in the Early Medieval West*, sous la dir. de Elizabeth M. TYLER et Ross BALZARETTI, Turnhout, Brepols, 2006, p. 63.

particulièrement celles qui se déroulent lors du rituel qui survient au moment du renouvellement du conseil, lorsque les anciens syndics rapportent et transmettent à leurs successeurs les principaux privilèges de la ville ainsi que le sceau du conseil (37b-c, 70c, 71b).

La grande majorité des éléments narratifs concernent les conseillers : ils élisent des ambassadeurs (139c) dont ils entendent les exposés au retour de leur mission (140b) ou choisissent des auditeurs des comptes (153d) dont ils recevront ultérieurement les rapports. On les voit aussi donner quittance aux syndics (99b) ou aux collecteurs de tailles (37d), nommer des guetteurs (65b) ou des *credensarios* (115f) et, bien entendu, prêter le serment au bailli de bien et légalement remplir leur office (153i). L'exemple le plus accompli de cette geste des conseillers est sans contredit celui de la séance du 1<sup>er</sup> août 1390 qui, malgré le formalisme de la narration, permet sans doute d'obtenir un bref aperçu de ce qui transpira réellement ce jour-là dans l'église Saint-Sauveur. Un certain *Bernardus de Salis* ayant obtenu de la reine le poste de bailli, capitaine et châtelain de Brignoles, le conseil en avait appelé de cette décision, sachant pertinemment que cet homme désirait en fait s'emparer de la ville et en devenir le seigneur éminent, ce qui allait à l'encontre de leur privilège de toujours faire partie du domaine royal. Ce 1<sup>er</sup> août, après quelques lettres et ambassades de part et d'autre, on accueille au conseil le maître-rational *Antonius Botarici* venu insister de la part de la reine pour que ledit *Bernardus* soit enfin admis à son poste de bailli. Le notaire décrit alors comment après avoir présenté les lettres royales et débité de nombreux arguments, *ipse dominus ambassiator prefatos consiliarios et omnes alios supranominatos dimisit in dicto loco congregatos ut deliberarent et sibi responderent super premissis* (135c). Il enchaîne ensuite avec la description de la discussion qui eut lieu suite au départ de l'ambassadeur :

*Quibus sic peractis [...] fuit dicta ambassata repetita in dicto consilio per alterum ex dictis dominis sindicis, qua repetita et ea bene intellecta unus post alium per ordinem, ut moris est, intentionem suam monstravit, [...] responderunt et animis deliberatis consulte deliberarunt et ordinaverunt [...] (135d).*

Ayant réadmis l'ambassadeur dans l'enceinte du conseil, le conseil lui notifie alors sa décision :

*Deinde vero reverso dicto domino ambassiatore in plana audientia dicti consilii, fuit sibi facta responsio supra ordinata, omnibus presentibus et audientibus; qua responsione honorifice facta, omnes congregati in dicto consilio unus post alium illam responsionem ratificarunt et aprobarunt coram dicto domino ambassiatore dicentes unanimiter alta voce : « Nos em del rey Loys, nostre senhor, et serem et gardarem nostra fidelitat tant quant la vida nos durara el cos » (135e).*

Le registre est donc beaucoup plus qu'un simple réceptacle des décisions du conseil, car au-delà de l'ordonnance *per se*, il nous renseigne aussi sur les motivations et les justifications préalables à la prise de décision, tout en indiquant souvent les interventions entourant ces différentes résolutions ou en découlant. C'est cependant à regret qu'il nous faut constater que, hormis cet épisode ayant brièvement levé le voile sur le déroulement des opérations au sein du conseil, les mécanismes de décision demeurent, pour Brignoles du moins, encore nimbés de mystère.

## 2.6 Le registre du conseil au fil du temps

Qu'advenait-il de ces registres d'ordonnances une fois complétés? Déjà, leur conservation indique que le conseil tenait pour acquise leur importance à long terme. Mais quel intérêt pouvait-il y avoir à les rédiger et les conserver ainsi? Intérêt pratique dans un but de référence ultérieure? Intérêt stratégique afin de garantir la pertinence et la légitimité de leurs décisions? Intérêt symbolique visant à matérialiser et promouvoir l'identité de l'*universitas* ou de ses représentants? Toutes ces possibilités doivent être et seront envisagées à terme. Mais, il en est une que les marges révèlent et que les conseillers n'avaient sans doute pas prévue : que le registre devienne un miroir, reflétant à de futurs lecteurs l'image de leur propre vécu. De fait, le registre met en scène des lecteurs et utilisateurs qui y laissèrent leurs opinions dans des commentaires marginaux relativement abondants. Aucun de ces

commentateurs n'est connu et les limites du travail actuel ne nous ont malheureusement pas permis de pousser plus avant nos recherches sur leur identité, ce qui aurait indubitablement été d'un grand intérêt pour élucider les raisons qui les avaient motivés à commenter ainsi le registre BB1.

Un premier commentateur apparaît à la séance 88. D'une belle écriture du XV<sup>e</sup> siècle, il signale son intérêt pour une lettre de la reine recopiée dans le registre par l'inscription *Vide literam super officio tabularii presentis curie Brinonie* (88f), le tout accompagné de l'élégante manicule évoquée dans une section précédente. Un autre se manifeste à la séance 174 au cours de laquelle le conseil procède à l'expulsion d'un des conseillers en exercice, *Hugo Pugeti*, accusé de diverses malversations et de manquements à l'éthique consulaire. Ses deux commentaires marginaux – *Verte folium ante* (174b) et *Verte folium retro* (174f) – semblent ici faire office d'aide au repérage, même si d'emblée celui-ci n'offrait aucune difficulté puisque le procès-verbal s'étale sur trois pages consécutives.

Le dernier commentateur – baptisé commentateur A aux fins de l'édition – est beaucoup plus prolixe, puisqu'il n'écrit pas moins de quarante-six commentaires en quarante séances, représentant 21 % des séances contenues au registre. Dans sa première note, malheureusement incomplète, il révèle une précieuse information, à savoir qu'il écrit en 1482 : *Et nunc 1482 a nativitate est quasi similis questio de d[\*\*\*]* (29b). Survenant immédiatement à la suite d'un autre commentaire sur cette même page qui indique *Vide quomodo antiquitus fuit supplicatum quod non amoveatur senescallus qui pro tunc erat* (29b), nous pouvons poser en hypothèse que cet homme connaît une situation semblable en cette fin de XV<sup>e</sup> siècle, mouvante et incertaine, qui voit la Provence tomber dans le giron de la France<sup>71</sup>. Ses commentaires portent sur de nombreuses ordonnances qui ont trait aux sujets les plus divers, mais qui peuvent se répartir en trois catégories principales. Dans un premier temps, un total de 46 % des remarques visent des ordonnances ou des

---

<sup>71</sup> Il aurait été intéressant de vérifier les registres du conseil de cette époque afin de déterminer, par une comparaison paléographique, si cet homme y fut également notaire du conseil, mais les ressources et le temps ne nous l'ont pas permis.

éléments narratifs qui mettent en scène les rapports de l'*universitas* avec le pouvoir royal ou ses représentants. On y trouve par exemple les commentaires *Nota pro cauthela ad obviandum maliciis armigerorum* (35c) et *Vide formam et protestationes de non allogando armigeros* (39b) au moment où le conseil décide de refuser l'entrée à Brignoles d'un capitaine de guerre travaillant habituellement au service de la reine et de ses troupes. D'autres notes dans cette catégorie accompagnent des témoignages démontrant les efforts activement déployés par le conseil pour défendre ses privilèges, par exemple *Provisis tam pro villa Brinonie quam baiulia quod nemo extrahatur per conservatores* (45b) ou *Vide quomodo fuit supplicatum de non albergando vel alias non solvendo albergam* (69b).

Une autre catégorie concerne plutôt les rapports de Brignoles avec les villes environnantes et représente 24 % de l'ensemble de ses notes. Par exemple, une d'entre elles souligne par les termes *Vide quomodo homines fuerunt in reductione civitatis Tholoni* (41b) l'aide apportée par Brignoles dans la soumission de Toulon à la reine Marie, alors que d'autres, tel ce *Provisio super transitu gentium armorum* (168b), ont plutôt rapport aux actions accomplies dans le but d'éviter ou de se prémunir contre les attaques des troupes du comte d'Armagnac s'apprêtant à passer en Italie<sup>72</sup>. Un commentaire faisant partie de ce groupe concerne les tentatives du prieur du monastère de La Celle d'extorquer plus d'argent aux citoyens de Brignoles à l'encontre de leurs privilèges fiscaux. La phrase utilisée – *Vide semper posuerunt priores Artacelle novitates in territorio Artacelle* (54b) – peut vraisemblablement être interprétée comme l'expression cynique et désabusée de qui a déjà vécu une situation semblable.

Le troisième et dernier groupe comprend plusieurs commentaires sur le fonctionnement du conseil qui représentent 30 % du total, une proportion considérable qui semble appuyer l'hypothèse déjà soulevée que ce commentateur soit un proche du conseil – notaire, conseiller ou syndic – intéressé par tout ce qui touche les procédés administratifs anciens. Les commentaires *Vide juramentum*

---

<sup>72</sup> On le retrouve à Sisteron avec ses troupes en mai 1391 (Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, op. cit., p. 136.

*prestitum per consiliarios* (66e) et *Vide quomodo officarii universitatis prestabant juramentum* (68h) dénotent son intérêt pour les procédures officielles de nomination et de serment des conseillers et des officiers de la ville, alors que la phrase *Vide quomodo syndici debent preferri ceteris viris dum tamen portant raupas* (79c) laisse sous-entendre que la préséance marquée dont jouissaient les syndics à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle n'a peut-être plus cours cent ans plus tard. Trois commentaires associés au procès-verbal de la séance 174 ayant mené à l'exclusion définitive d'un conseiller – *Nota quomodo Hugo Pugeti revelavit secreta consilii* (174b), *Vide formam bannimenti consiliariorum* (174d) et *Preceptum factum contra Hugonem Pugeti de evacuando consilium* (174f) – démontrent le grand intérêt porté à cette déplorable situation. Un dernier commentaire, placé en pied de page cette fois, résista plus longtemps à notre acharnement, mais finit par céder sous nos assauts. On le trouve associé à une ordonnance qui prévoyait la levée d'un impôt ayant pour but – selon les termes suivants : *quiquidem collector de dicta tallia incontinenti solvat dicto domino capitaneo ea que sibi debentur et etiam salarium notarii presentis consilii, cum nichil habuerit de eodem* (107d) – de payer le salaire du notaire du conseil, ce dernier n'ayant encore rien reçu de ce qui lui avait été promis. Inscrit au bas de la page, le commentaire *Quousque fuit factum* semble indiquer, avec un cynisme grinçant, que lui-même – également notaire du conseil? – n'était pas beaucoup mieux loti...

## 2.7 Conclusion

Ce registre est donc un assemblage contemporain de différents cahiers qui formaient eux-mêmes des registres indépendants à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Traditionnellement dénommé registre de délibérations, nous avons vu qu'il n'en est strictement rien et que les « délibérations » y sont occultées et présentées, entre autres, sous forme d'arrêtés et d'ordonnances du conseil. Ceci a pu motiver certains historiens à lui accorder le nom de registre d'ordonnances, un terme qui ne semble toutefois pas convenir à notre registre. Certes, il renferme une grande quantité



d'ordonnances, mais elles ne représentent qu'une portion de son contenu : non seulement notre registre inclut d'emblée l'exposé des motifs et des justifications ayant mené à ces ordonnances, mais de plus, il renferme de nombreux éléments narratifs qui décrivent des événements survenus en conseil ou ailleurs, souvent dans une forme qui rappelle le style des chroniques ou des annales, en plus d'incorporer plusieurs documents externes recopiés en son sein. Il serait probablement plus prudent d'adopter le terme employé par ceux-là mêmes qui le rédigeaient et l'utilisaient, faisant tout simplement de cet objet un *cartularium consilii* ou registre du conseil.

Un registre du conseil, donc, mais rédigé par des scribes qui en imprègnèrent la trame des habitudes notariales acquises progressivement au cours de leur formation et de leurs années de labeur. Le souci d'une mise en page claire et aérée, l'écriture cursive, l'absence d'ornementation significative, l'utilisation mesurée et pragmatique d'appels de note distinctifs, de signes graphiques permettant le repérage et d'éléments marginaux, ainsi que la mise en œuvre d'un format de procès-verbal s'apparentant étrangement à un formulaire – avec sa structure « titre/introduction/liste des présents/ordonnances » – ne sont que quelques-uns des ingrédients qui nous permettent de mesurer l'influence de cet apprentissage notarial et de sa praxis dans la forme matérielle du registre, une forme qui semble localiser d'emblée cette œuvre dans la catégorie des écrits documentaires ou pragmatiques. Cette formation notariale eut-elle une aussi grande influence sur le contenu du registre? C'est ce que nous nous attacherons maintenant à découvrir en analysant le parcours des hommes qui le rédigèrent ainsi que les méthodes de travail qu'ils y employèrent.

## CHAPITRE III

### LE SCRIBE

L'acte royal de 1377 identifiait à la fois celui qu'il tenait pour responsable de l'écriture du registre, qui devait absolument être un notaire, et le but de cet exercice d'écriture, soit la mise par écrit des ordonnances du conseil. Les rapports des séances d'élection confirment ce rôle du notaire du conseil, élu *ad scribendum ordinationes et negocia ipsius futuri honorabilis consilii* (32e, 66d, 108d). En quoi cette obligation d'employer un notaire comme scribe a-t-elle pu influencer sur la rédaction du registre? Peut-on distinguer des éléments précis qui renvoient spécifiquement à la formation notariale des scribes ou à leur façon habituelle de procéder en tant que notaire? Mais d'abord, doit-on craindre que cette formation notariale ait mené à la rédaction d'un texte régi par des conventions si puissantes et rigides qu'elles agissent maintenant tel un filtre opaque, nous interdisant l'accès aux aspirations et aux convictions intimes des conseillers? Car ici, l'écriture du notaire est une écriture professionnelle et à ce titre, elle est tout autant un repère sociologique qu'une affirmation individuelle<sup>1</sup> : le notaire a sa personnalité propre et son style d'écriture, mais il est aussi le produit d'une socialisation professionnelle qui lui a donné un outillage conceptuel et technique spécifiques et en dernier lieu, il s'insère dans différents réseaux relationnels et culturels qui imprègnent sa vision du monde. Il n'est donc pas indifférent de chercher à les connaître et à comprendre leurs méthodes de travail.

---

<sup>1</sup> Michel ZIMMERMANN, « L'histoire médiévale coule-t-elle de source ? », dans *La langue des actes*, sous la dir. d'Olivier GUYOTJEANNIN, École nationale des chartes, Elec n° 7, p. 10.

### 3.1 Les scribes du registre du conseil

#### 3.1.1 Phénomènes d'auto-inclusion

On peut distinguer les mains de cinq scribes, tous notaires, qui ont participé à la rédaction du registre et plusieurs phrases du registre permettent d'affirmer que ce sont les notaires eux-mêmes qui le rédigeaient et non pas des clercs écrivant sous leur dictée<sup>2</sup>. On constate d'ailleurs que les notaires du conseil ne sont pas de simples secrétaires qui s'effacent derrière le texte : au contraire, on peut affirmer qu'ils n'hésitent jamais à s'inscrire dans le texte et à s'y mettre en scène<sup>3</sup>. On trouve différentes formes de cette auto-inclusion qui témoigne avec force de la valeur que les scribes s'accordaient et l'assimilation qu'ils effectuaient ainsi, consciemment ou non, entre eux-mêmes et les autres membres du conseil. Le registre contient 69 inclusions réparties au sein de 42 procès-verbaux, ce qui représente entre un cinquième et un quart des séances du registre. Si l'on élimine de la comparaison le notaire n'ayant rédigé qu'une seule séance, il ressort clairement que ces manifestations d'appartenance ne sont pas l'apanage d'un seul notaire, puisque tous y souscrivent à un moment ou un autre, dans des proportions variant de 16 à 27 % des séances transcrites par chacun d'entre eux. Le dernier notaire, *Guillelmus Clari*, fut celui qui adopta cette pratique le plus fréquemment, ce qui peut sans doute s'expliquer en partie par le fait qu'il présida, en tant que vice-bailli, trois séances lors desquelles, en tant que notaire du conseil, il devait inscrire par des termes tels que *in presencia mei Guillelmi Clari, vicebaiuli et vicecapitanei curie regie dicte ville*

---

<sup>2</sup> *Et ego Guillelmus Borrelli pro notario consilii* (32e), *et etiam ego fui quitatus de omnibus talliis per me exactis* (37d), *in quadam cedula facta particulariter manui mei notarii presentis consilii* (73c), *ego Guillelmus Borrelli sumpsi ad partem notam obligationis sive ordinacionis predicte* (88d), *hec scripsi ego, qui supra notarius* (91e), *juxta que continetur latius in nota scripta manu mei Petri Gaufridi notarii honorabilis consilii memorati* (150b).

<sup>3</sup> Caroline FARGEIX y fait une brève allusion dans son étude des registres de délibérations de Lyon, mais indique que ces phénomènes disparaissent au cours du XV<sup>e</sup> siècle (*Les élites lyonnaises au miroir de leur langage*, thèse de doctorat, Université Lumière-Lyon 2, Lyon, 2005, p. 33 et 74).

(161a) ou encore *de voluntate mei dicti vicebaiuli et capitanei* (163b) que le conseil se tenait en sa présence ou sous son autorité à titre de représentant royal.

Dans 35 % des occurrences, les notaires utilisent des termes auto-inclusifs dans le cadre des procédures juridiques habituellement requises pour valider et légitimer leurs écrits, par exemple lors des souscriptions aux instruments publics ou aux obligations, comme le premier notaire qui écrit *ego Guillelmus Borrelli sumpsi ad partem notam obligationis sive ordinacionis predicte* (88d). D'autres situations impliquent soit la confirmation qu'un acte avait effectivement été grossoyé, par exemple avec une note qui précise *juxta que latius continetur in quodam publico instrumento facto manui mei Petri Gaufridi, notarii publici* (147f), ou bien l'annulation d'une ordonnance, avec des expressions telles que *fuit cancellata per me Guillelmum Borrelli notarium* (67b). Un autre 23 % des occurrences concerne soit la cérémonie d'élection du conseil – qui instituait parallèlement et conjointement le nouveau notaire du conseil –, soit des ordonnances dont l'exécution impliquait leur participation active – par exemple, lorsque *Guillelmus Borrelli* inscrit une résolution ordonnant *quod dicti domini sindici, nobilis Bertrandus Olivarii et ego Guillelmus Borrelli debeamus incontinenti cum diligencia qua convenit perquirere et examinare cartularia rationum universitatis dicte ville* (28b) – ou encore des transactions financières les mettant en cause, quittance ou paiement pour services rendus. De façon plutôt insolite, c'est dans une telle situation où le conseil ordonne la levée d'une taille afin de procéder, entre autres choses, au versement de son salaire que le notaire *Borrelli* emploie plutôt la troisième personne du singulier, plus neutre et détachée, pour insensiblement se plaindre en inscrivant *quiquidem collector de dicta tallia incontinenti solvat [...] salarium notarii presentis consilii cum nichil habuerit de eodem* (107d). On peut même entrevoir les états d'âme des scribes par les commentaires personnels plus ou moins subtils notés par certains d'entre eux. Le 28 mai 1391, dans un épineux dossier assidûment poursuivi par le conseil, on ordonna de mandater quatre hommes en ambassade auprès du vice-sénéchal de Provence, à la suite des lettres envoyées par celui-ci au bailli et à deux nobles de la ville, lettres que le notaire du conseil n'avait pu voir ce qui ne laissait pas de l'indisposer comme

en témoigne le commentaire acerbe qu'il glisse dans sa phrase : *cum magnificus Petrus vir Balaysonus, vice-senescallus Provincie, mandaverit per suas litteras [...], quarum tenorem ignoro ego notarius* (183b).

Un contingent appréciable de 28 % de ces auto-inclusions est encore plus intéressant, car elles nous permettent d'effleurer les sentiments de ces hommes impliqués non seulement professionnellement, mais aussi de façon personnelle et émotive dans les événements de leur époque. C'est ainsi qu'on les voit créer une communion syntaxique avec les membres du conseil – voire avec l'*universitas* dans son ensemble – par l'usage de verbes ou encore d'adjectifs ou de pronoms possessifs employés à la première personne du pluriel, lors même que les ordonnances emploient généralement la troisième personne du pluriel, à commencer par le sempiternel *ordinaverunt* inaugurant chaque résolution du conseil. En mai 1389, la crainte et l'exaspération sont palpables dans les termes employés pour décrire certains méfaits perpétrés par des troupes de gens d'armes en maraude. Le conseil ayant résolu d'écrire au sénéchal, le notaire rajoute *ut dignetur suum benignum remedium imponere vel aliter mandare quid faciemus, quia aliter plus substinere non possimus tanta dapna* (81b), un cri du coeur bien senti. En 1391, lors d'une autre période bouleversée par des trublions, à la solde de Raymond de Turenne cette fois, le notaire inscrit la décision prise par le conseil de nommer *plures scubie in montaneys qui habeant inspicere et videre circumcirca ne possent nos decipere* (175b), une autre manifestation de sa grande inquiétude face à l'ennemi extérieur.

La crainte des gens d'armes n'est pas la seule à jouer le rôle d'aiguillon dans cette pratique : la défense des privilèges est un autre élément qui fait ressortir la fierté des scribes du conseil et les pousse à s'amalgamer à ses membres. Dans le dossier mentionné au chapitre précédent concernant *Bernardus de Salis*, cet homme qui tentait d'obtenir les postes de bailli, capitaine et châtelain contre l'avis du conseil, le notaire inscrit *quod voluntas consilii non est dominum Bernardum de Salis recipere in baiulum, castellanum et capitaneum pro nostra fidelitate et devotione servanda*. L'on élit alors un ambassadeur dans le but d'exiger de la reine que ces

lettres soient révoquées *sic quod nos regii et reginales fideles, cum devotione intrinseca, in dulci et naturali dominione domini nostri regis Ludovici persistere queamus omni tempore utinam ad votum nostrum* (133c). Cette attitude à la fois protectrice et revendicatrice face aux privilèges de la ville se perçoit lors d'une autre séance au cours de laquelle un ambassadeur de la reine avait sollicité un prêt pour financer la campagne militaire du roi en Italie. Le scribe note alors *attenta littera quadam credencie hodie nobis destinata in <nostro> consilio*, rayant d'un trait son inclusion intempestive au sein même du conseil, mais continue avec l'inscription de la requête royale en ces termes : *pro relevatione onerum et expensarum vellemus in articulo sue necessitatis de aliqua subventionem sive dono gracioso ac empresto fideliter subvenire* (113c). Le lendemain, le conseil ayant délibéré et pris sa décision, le notaire consigne la réponse faite à l'émissaire royal en ces termes : *quod dignum est quod in hoc transitu tam glorioso, tam strenuo et tam laudabili domino nostro regi illustri et victorioso et maxime in hoc neccessitatis articulo cum devotione innata succurramus, licet non teneamur juxta privilegia hujus Brinonie ville* (114c), s'agrégeant encore une fois au groupe des décideurs par l'utilisation d'un nous auto-inclusif.

### 3.1.2 Éléments biographiques

Ayant ainsi démontré que les notaires du conseil se considéraient eux-mêmes comme plus que de simples secrétaires, penchons-nous maintenant sur les éléments biographiques disponibles, éléments qui nous permettront peut-être de mieux les situer sur l'échiquier politique de l'appareil administratif urbain.

#### 3.1.1.1 *Guillelmus Borrelli*

Le premier notaire, qui rédige les trois premières années du registre, s'appelle *Guillelmus Borrelli*. C'est à la séance 15 qu'il se nomme pour la première fois, à l'occasion de la rédaction de l'inventaire de l'artillerie où il souscrit *Et me Guillelmo*

*Borrelli notario ipsius honorabilis consilii et cetera* (15d), ce qu'il fait souvent par suite des nombreux instruments publics requis par le conseil. À la séance 38, il décline son identité de façon formelle, avec une certaine solennité :

*Scriptum per me Guillelmum Borrelli notarium, filium quondam Fatii Borrelli de Berzesio, vallis Sturaneae, Turinensis diocesis, habitatorem ville Brinonie, nunc notarium ipsius honorabilis consilii ad scribendum negocia universitatis antedictae et ordinanda per eos ut ecce* (38b).

On sait qu'il exerça comme notaire à Brignoles entre 1369 et 1394<sup>4</sup>, ayant reçu son office de notaire public sous la reine Jeanne comme l'indique l'expression *auctoritate reginalis constitutus* que l'on retrouve sur son texte de collation du Livre rouge, accompagné d'un élégant *signum manuale*<sup>5</sup> (fig. 3.1). Il occupa également l'office de clavaire royal de la baillie de Brignoles, à tout le moins entre novembre 1376 et janvier 1377<sup>6</sup>. Sans être chargé de missions prestigieuses, il n'était pas qu'un simple scribe puisque, au fil des ans, on lui attribua régulièrement des postes de responsabilité au sein de l'administration de la ville. C'est ainsi qu'il est tour à tour nommé vérificateur des comptes débiteurs (28b), acquitté en tant que collecteur de tailles (37d), choisi comme *operarius* pour la réfection d'un pont-levis (54e), élu auditeur de comptes (104b), désigné comme gardien responsable de la clé d'une des portes de la ville (111g) et élu *credenserius* d'une rêve générale (115f). En 1389, il fut mandaté, de concert avec deux autres notaires, pour confectionner le cartulaire de Brignoles et, tel que mentionné, l'on retrouve son texte de validation des copies au folio 117v du Livre rouge, ce même Livre rouge nous indiquant également, au détour d'un texte contenant une réformation des statuts écrite de sa main, qu'il était à nouveau notaire du conseil en décembre 1394<sup>7</sup>.

---

<sup>4</sup> On conserve plusieurs de ses registres notariés pour cette période aux archives départementales du Var (Robert-Henri BAUTIER et Janine SORNAY, *Les sources de l'histoire économique et sociale du Moyen Âge, Provence, Comtat Venaissin, Dauphiné, États de la Maison de Savoie*, vol. 2, Paris, CNRS, 1971, p. 1269).

<sup>5</sup> AA1, fol. 117v.

<sup>6</sup> Jean-Luc BONNAUD, *Un état en Provence : les officiers locaux du comté de Provence au XIV<sup>e</sup> siècle (1309-1382)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, Cédérom : annexe II, catalogue des officiers royaux, dossier B, p. 16, n° 261.

<sup>7</sup> AA1, fol. 119v.



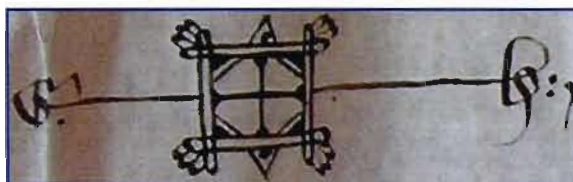


Figure 3.1 *Signum de Guillelmus Borrelli.*

### 3.1.1.2 *Gaucelmus Gaufridi*

La deuxième main, ayant rédigé les textes de la première moitié de la quatrième année d'exercice, est celle de *Gaucelmus Gaufridi*, qui fut officiellement choisi notaire du conseil lors de l'élection du 15 février 1390. Il avait d'abord fait une première brève apparition dans le registre en septembre 1389, lorsque le conseil l'avait autorisé à faire des écritures en lieu et place de *Guillelmus Borrelli* pendant l'absence de ce dernier (91e), alors que le 6 janvier 1390, il recevait du conseil le mandat de réécrire les statuts de la ville dans un livre *quod possint tenere auditores bannorum* (103c). À la demande du conseil et de concert avec *Guillelmus Borrelli* et un troisième notaire, il participa en 1389 à la collation des privilèges pour la confection du cartulaire de la ville, pour laquelle il agit également comme scribe. Il ne compléta pas son mandat puisque sa participation à l'écriture du registre cesse avec la séance 142 datée du 5 septembre 1390, soit six mois et demi après sa nomination à titre de notaire du conseil. Aucune explication n'est donnée et il est remplacé par un *Petrus Gaufridi* dont on ignore s'il était parent ou non avec lui, mais en mars 1391, une ordonnance nous renseigne sur le fait qu'il se trouve maintenant à Avignon (159d) : cette situation n'est peut-être que temporaire, mais il faut aussi envisager qu'il y soit parti pour une période prolongée, ce qui pourrait expliquer son départ précipité à mi-mandat.

### 3.1.1.3 *Jacobus Cabrerii*

Le troisième notaire ne fait qu'une très brève apparition pendant la quatrième année d'exercice, lors de la réunion du 24 juillet 1390, alors que dès le lendemain,

on retrouve *Gaucelmus Gaufridi* comme scribe, sans aucune indication sur la raison de son absence, ni sur l'identité de son remplaçant. La vérification des autres écritures de la ville nous a permis de préciser qu'il s'agissait de la même main que celle qui écrivait les comptes en février 1388 et qui a la délicatesse de se nommer au moment où elle rapporte le versement d'une somme d'argent<sup>8</sup>. Ce *Jacobus Cabrerii* était un personnage comparativement important à Brignoles, si l'on en croit les multiples responsabilités qui lui furent allouées au fil du registre. Notaire ayant officié au moins de 1369 à 1398<sup>9</sup>, il agit à titre de conseiller lors de la première et de la troisième année du registre. Il est également nommé substitut du notaire de la cour royale pendant cette première année (30b) et participe à la rénovation des statuts de la ville en 1389 (82c). Cité comme témoin aux actes à deux reprises (17d, 22d), il est par ailleurs très souvent choisi comme auditeur de comptes pour des tailles (37d, 104b, 108c) et des rêves (31b), ou encore comme vérificateurs des livres de comptes (27b, 76f, 103b, 147e). Signe plus certain de son influence et de sa probité, il est régulièrement chargé de missions délicates à titre de médiateur dans différents conflits au sein de la ville ou en dehors (2e, 33e, 41b, 67c, 86e, 89b, 91d, 101b) ou comme ambassadeur auprès de la reine (6b, 18b, 106c).

#### 3.1.1.4 *Petrus Gaufridi*

L'identité du quatrième notaire, ayant officié pendant la deuxième moitié de la quatrième année, nous est révélée pour la première fois à la réunion du 10 décembre 1390, lorsqu'il inscrit une ordonnance du conseil lui enjoignant de payer quelqu'un *juxta que continetur latius in nota scripta manu mei Petri Gaufridi notarii honorabilis consilii memorati* (150b). D'une longévité professionnelle remarquable, ce *Petrus Gaufridi* exerça à titre de notaire à Brignoles et dans

---

<sup>8</sup> *Item solvit michi Jacobo Cabrerii notario, altero ex auditoribus* (CC1, fol. 65).

<sup>9</sup> On conserve plusieurs de ses registres notariés pour cette période aux archives départementales du Var (Robert-Henri BAUTIER et Janine SORNAY, *op. cit.*, p. 1269).

plusieurs localités environnantes de 1348 à 1392<sup>10</sup>. Il semble lui aussi avoir été un personnage important, puisqu'on le remarque au sein du groupe des conseillers anciens pendant la première année (13a, 16a, 19a, 20a, 26a, 29a, 39a), comme conseiller en exercice pendant la troisième et comme estimateur lors de la quatrième. Agissant une fois à titre de témoin lors de l'importante cérémonie de citadinage d'un certain *Bertrandus Pererii*, on le retrouve ensuite comme ambassadeur pour le compte de la ville auprès de la reine à plusieurs reprises (133d, 134b, 139c, 140b, 141d). Dernier indice de son influence au sein de l'*universitas* : en mai 1391, après que la ville eut finalement reçu les lettres patentes royales tant attendues dans l'épineux dossier *Drogoli*<sup>11</sup>, il fut mandaté avec treize autres hommes de l'élite brignolaise pour en obtenir l'exécution auprès de la cour royale.

### 3.1.1.5 *Guillelmus Clari*

Le cinquième et dernier scribe du registre, *Guillelmus Clarii*, est évoqué pour la première fois le 16 juillet 1388 en tant que collecteur de tailles (53b), ce même rôle étant mentionné dans les ordonnances à de multiples reprises (54g, 59b, 62c, 63c, 63d, 72d, 73d, 74c). À d'autres moments, il est plutôt chargé de vérifier les comptes et d'exiger les arrérages dus à la ville (57b, 58d). En mars 1390, lorsqu'une perquisition est ordonnée pour dénicher tout le blé disponible, il est choisi de concert avec quatre autres personnes pour surveiller les opérations (117e). D'autre part, le livre de comptes<sup>12</sup> nous apprend qu'il fut clavaire de la cour de Brignoles en février 1388, poste qu'il occupait encore une fois en septembre 1390, ainsi que le précise le paragraphe d'introduction de la séance convoquée *mandato providi viri magistri*

---

<sup>10</sup> On conserve plusieurs de ses registres notariés pour cette période aux archives départementales du Var (Robert-Henri BAUTIER et Janine SORNAY, *idem*).

<sup>11</sup> Ce dossier sera traité en détail au dernier chapitre.

<sup>12</sup> *Item solvit, de mandato quo supra, magistro Guillelmo Clari, clavario dicte regie curie pro servicio bona garde, solidos quinque* (CC1, fol. 72).

*Guillelmi Clarii notarii, clavarii* (141a) et apparemment en janvier 1395 aussi<sup>13</sup>. À six reprises, on le voit même présider les séances à titre de vice-bailli, ce qui démontre bien la confiance qu'on lui témoignait, au moins dans le cercle des officiers royaux (141a, 142a, 151a, 161a, 163a, 193a).

C'est ainsi que grâce à ces brèves biographies des notaires du conseil, il est permis d'affirmer que ces hommes ne furent pas que de simples secrétaires du conseil. Comme le note Agustín RUBIO VELA pour les secrétaires valenciens, « *ésser escrivà de la Sala pressuposava proximitat al poder municipal, i implicava la presència en situacions i debats dels quals, per llur especial naturalesa, n'havia de guardar secret. [...] L'escrivà era una persona de confiança* »<sup>14</sup>. Ils avaient aussi une importance sociopolitique certaine puisqu'on les retrouve à des postes-clés de l'administration urbaine<sup>15</sup> ou comme officier royal et leur façon de se mettre en scène dans le registre laisse transparaître une fierté manifeste quant à leurs qualifications professionnelles et leur position personnelle au sein du gouvernement. Ils adhéraient donc fort probablement aux mêmes valeurs qui animaient les autres conseillers, ce qui nous autorise à minimiser l'effet potentiel de filtre précédemment évoqué et même, au contraire, à croire que leur façon de s'exprimer reflétait assez fidèlement l'idéologie ayant cours au sein du conseil<sup>16</sup>, même si elle peut maintenant nous sembler pétrie d'un certain formalisme. Par ailleurs, ces notaires avaient aussi une importance toute juridique pour le conseil : un des effets les plus remarquables de leur formation notariale, effet qui contribue directement aux visées pragmatiques du

<sup>13</sup> Régis VEYDARIER, *Raymond de Turenne, la deuxième Maison d'Anjou et la Provence. Étude d'une rébellion nobiliaire à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle (1386-1400)*, thèse de doctorat, Université de Montréal, Montréal, 1994, p. 305.

<sup>14</sup> Agustín RUBIO VELA, *L'escrivania municipal de València als segles XIV i XV: burocràcia, política i cultura*, València, Generalitat Valenciana, Consell Valencià de Cultura, 1995, p. 42.

<sup>15</sup> Cette situation se vérifie également à Toulouse (François Bordes, *Formes et enjeux d'une mémoire urbaine : le premier « Livre des Histoires » de Toulouse (1295-1532), tome 1 : Du « livre officier » au « livre des Histoires »*, thèse de doctorat, Université Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 2006, p. 106).

<sup>16</sup> Caroline FARGEIX note aussi « qu'en dépit du filtre que représente le secrétaire, la mémoire contenue dans les registres est d'abord celle des conseillers et de l'institution consulaire » (*Les élites lyonnaises...*, op. cit., p. 133).

registre, est justement la légitimation que ce titre de notaire procurait à leurs écrits même à ceux qui sortaient du strict cadre des actes de la pratique<sup>17</sup> - et qui dérive directement de la *fides publica* dont ils étaient détenteurs à titre de notaires publics.

### 3.2 Les méthodes de travail des notaires du conseil

L'étude matérielle du registre suscita plusieurs questionnements quant aux méthodes de travail adoptées par les notaires qui le rédigeaient. Écrivaient-ils directement au moment de la séance ou, au contraire, ne jetaient-ils que quelques notes sur un bout de papier pour en faire une transcription au propre *a posteriori*? Quelle langue employèrent-ils et quelle en fut la qualité? Utilisaient-ils un jargon juridique, transposant ainsi au sein du conseil les habitudes acquises dans leur travail habituel, ou s'attachèrent-ils plutôt à décrire d'une plume fleurie la geste des représentants municipaux selon des modalités à saveur annalistique ou historiographique? Qu'en était-il des parts respectives de l'oral et de l'écrit chez ces maîtres incontestés du manuscrit?

#### 3.2.1 Le registre : une écriture contemporaine ou *a posteriori*?

##### 3.2.1.1 Éléments militant en faveur d'une écriture immédiate

La question du moment de l'écriture des procès-verbaux a déjà été soulevée par quelques historiens, sans être vraiment analysée en détail<sup>18</sup>. Dans un mémoire

---

<sup>17</sup> Comme le mentionne Marino ZABBIA, à propos des notaires italiens devenus chroniqueurs, « le remploi de la langue des documents a été une pratique assez courante des chroniqueurs italiens quand ils voulaient rendre leurs récits plus crédibles en modelant le texte narratif avec des solutions stylistiques typiques des écritures qui jouissaient communément d'une foi particulière » (Marino ZABBIA, « Écriture historique et culture documentaire : la chronique de Falcone Beneventano (première moitié du XII<sup>e</sup> siècle) », *Bibliothèque de l'École des chartes*, vol. 159, 2001, p. 388).

<sup>18</sup> Par exemple Noël COULET dans « Les délibérations communales en Provence au Moyen Âge », dans *Le médiéviste devant ses sources : questions et méthodes*, sous la dir.

récent, Cynthia LAW-KAM CIO concluait à une écriture en deux temps<sup>19</sup>. Alexandra GALLO croit au contraire que le notaire ne fait pas de brouillons et qu'il rédige le procès-verbal directement sur le registre, bien qu'il prépare souvent sa page en inscrivant la date et les clauses finales<sup>20</sup>. En ce qui a trait à notre registre, des éléments pointent majoritairement vers une écriture contemporaine à la tenue de la réunion, alors que certains indices démontrent une écriture parfois plus tardive ou alors en deux temps. Nous avons vu au chapitre précédent que l'inscription de certains noms dans la liste des présents pouvait laisser croire à une écriture immédiate du procès-verbal, puisque l'arrivée inopinée de certains membres influents du conseil entraînait l'ajout de leur nom dans des espaces disponibles plutôt limités afin de conserver leur position prioritaire (cf fig. 2.18 et 2.19). Il est certain que l'écriture cursive souvent brouillonne et les nombreux ajouts, ratures et corrections des ordonnances vont également dans le sens d'une transcription contemporaine des séances pour la très grande majorité de celles-ci. L'exemple le plus flagrant est sans doute celui de la séance 26, dont les folios 20v et 21 sont défigurés par de multiples ratures et ajouts interlinéaires ou marginaux (cf fig. 2.17). Ceux-ci sont d'autant plus incongrus qu'ils figurent au sein d'un acte consistant en la réception d'un certain *Bertrandus Perrerii* et de sa mère à titre de citoyens de Brignoles, cérémonie qui revêtait une grande importance aux yeux du conseil puisque ces gens récupéraient ainsi des biens qu'ils possédaient à Brignoles avant la guerre de l'Union d'Aix tout en promettant de respecter les nouveaux privilèges accordés par la reine au moment de la capitulation en mai 1386. Cette cérémonie fut considérée d'une telle importance stratégique pour l'*universitas* que l'acte grossoyé à la suite de cette séance fut recopié intégralement au Livre rouge<sup>21</sup> : un acte d'une

---

de Claude CAROZZI et Huguette TAVIANI-CAROZZI, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2004, p. 233.

<sup>19</sup> Cynthia LAW-KAM CIO, *Édition commentée du premier registre de délibérations municipales de la ville de Barjols (1371-1393)*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2009, p. 62.

<sup>20</sup> Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron (XIII<sup>e</sup> – XIV<sup>e</sup> siècle). L'exercice du pouvoir urbain : rythmes et enjeux*, thèse de doctorat, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, 2009, p. 365 et 110.

<sup>21</sup> AA1, fol. 75 à 78v.



dimension symbolique aussi considérable ne pouvait vraisemblablement se trouver défiguré ainsi qu'en étant composé et écrit dans le feu de l'action.

Autre indice d'écriture immédiate, on peut noter les courtes notes jetées sur la dernière page du premier cahier, telles que décrites lors de l'analyse codicologique, qui se terminaient par le message *Posita est in cartulario* (37f) après que le notaire eut reporté les informations à la suite chronologique dans le deuxième cahier (*cf* fig. 2.14). Il est clair que s'il n'avait pas avec lui le cahier en cours d'écriture ce jour-là, il avait tout de même eu l'intention d'écrire directement dans un cahier d'ordonnances, puisqu'il écrivit ces brèves notes sur le premier cahier – l'avait-il apporté par mégarde ou se trouvait-il déjà sur le lieu de réunion parce qu'il était déjà complété? – et non pas sur des feuilles volantes ou sur son registre de brèves, qu'il aurait alors apportés si cela avait été sa méthode habituelle de travail. À quelques reprises, le notaire débute une dernière ordonnance sur son procès-verbal et ne la termine pas, mais inscrit plutôt *non processit* (123e, 129c), *nichil ordinarunt* (169c), *nichil fuit ulterius processum super isto* (166d) ou bien *vacat quia alibi* (33b), ce qui semble indiquer qu'après avoir voulu promulguer une ordonnance particulière, les conseillers s'étaient ravisés et avaient décidé de ne pas procéder ou de modifier l'ordonnance dans le cas du dernier exemple. Occasionnellement, seul un début d'ordonnance persiste, sans même le bénéfice d'un commentaire du notaire (163e). Il semble plausible de croire qu'une écriture plus tardive et à tête reposée aurait sans doute éliminé ces hésitations législatives, militant ainsi en faveur d'une composition contemporaine à la séance.

Un autre indice de cette écriture immédiate se retrouve à la séance du jeudi 23 septembre 1389 au sein d'une *relatio* clairement mise en évidence par ce terme inscrit en marge, une des rares manchettes du registre (91e). Le notaire attitré du conseil, *Guillelmus Borrelli*, y écrit que les membres du conseil inscrits dans la liste des présences ainsi que certains autres membres absents ce jour-là s'étaient réunis le mardi précédent et avaient réitéré l'ordonnance faite quelques jours auparavant d'écrire à la reine, au cardinal de Cosenza et à d'autres membres du conseil royal



(90d). En son absence, ils avaient octroyé à un autre notaire, *Gaucelmus Gaufrid*<sup>22</sup>, la permission d'écrire ces lettres moyennant salaire. Le plus intéressant est la dernière ordonnance que le notaire *Borrelli* rapporte dans sa *relatio* : *quod cartularia consilii stent penes syndicos, ne propter carenciam ipsorum cartulariorum, ordinationes deficiantur scribere* (91e). Cette ordonnance semble établir clairement qu'aux yeux de tous, l'écriture du registre allait de pair avec la tenue de la séance, l'une ne pouvant se faire sans l'autre. Cet élément nous indique aussi que jusqu'à cette date, le registre des ordonnances en cours d'écriture demeurait habituellement tout au long de son mandat entre les mains du notaire du conseil. Celui-ci étant absent lors de cette séance – qui par ailleurs ne fut pas transcrite dans le registre d'ordonnances, si jamais elle fut écrite sur un quelconque autre support – les syndics et le conseil avaient statué que dorénavant le registre resterait en possession des syndics garantissant ainsi que les procès-verbaux y seraient bel et bien consignés, ce qui démontre une haute perception de l'importance de l'écrit et de sa conservation dans le fonctionnement du conseil.

### 3.2.1.2 Indices d'écriture postérieure

Par contre, certains indices inclinent à croire que le notaire avait à tout le moins l'intention d'écrire une partie des informations à un moment ultérieur. En effet, on remarque dans certains procès-verbaux des blancs stratégiquement placés, dans lesquels le notaire prévoyait inscrire par la suite une information qui lui manquait peut-être encore à la fin de la séance, une situation que l'on retrouve également dans le registre de Barjols<sup>23</sup>. Par exemple, à la séance du 24 juin 1388, le conseil ordonne *quod scribatur [\*\*\*] pro tallia nuper indicta in clericis ville Brinonie et pro litera prolonguii consueti interdicti ecclesie* (50b), laissant un blanc destiné à recevoir le nom du destinataire de la lettre (fig. 3.2).

---

<sup>22</sup> Il sera élu notaire du conseil en février 1390.

<sup>23</sup> Cynthia LAW-KAM CIO, *op. cit.*, p. 62.



Mais, alors que ces informations manquaient à la suite d'une décision consciente du notaire, puisqu'il prévoyait un espace spécifique et raisonnable compte tenu de la nature de l'information avant de continuer à écrire, d'autres portions manquantes n'offrent pas d'explication aussi facile. Heureusement peu nombreuses puisqu'on n'en dénombre que onze cas, elles concernent en majorité le paragraphe d'introduction qui se voit souvent tronqué d'une quantité variable d'information et on ne rencontre par ailleurs que deux ordonnances pour lesquelles un oubli ou un contretemps quelconque a empêché le notaire de compléter sa phrase (71c, 161b).

Un autre indice encore plus probant d'une écriture survenant parfois *a posteriori* tient à ces rares pages qui rapportent dans un même procès-verbal des actions effectuées par les syndics à la suite de décisions prises le même jour. L'exemple le plus net est celui de la séance 17. Un certain *magister Franciscus Fabri* ayant soustrait une somme d'argent du domicile de *Guillelmus Guiraudi*, riche marchand maintenant décédé, le conseil ordonne en exécution de lettres reçues du sénéchal qu'on enquête sur cette disparition et que les sommes d'argent récupérées soient assignées à la garde d'un prud'homme jusqu'à ce qu'on puisse en déterminer le propriétaire légal. Immédiatement à la suite, le notaire enchaîne avec la description de l'exécution de cette ordonnance, décrivant la visite effectuée au domicile du présumé coupable et l'injonction faite à son épouse, sa mère et sa belle-mère en l'absence de ce dernier, pour ensuite décrire une deuxième visite et injonction réalisées chez la veuve du marchand floué. Chacune de ces descriptions de visite se solde par la demande d'écriture d'un instrument public opérée par les syndics et les précisions habituelles sur le lieu de l'acte, les noms des témoins – différents pour les deux visites – et la souscription du notaire. Il est donc évident que l'écriture de ce « procès-verbal de séance » recouvrait en fait beaucoup plus que les seules décisions prises au cours de cette réunion et qu'il fut composé à la suite de plusieurs actions survenues plus tard dans la même journée.

La séance 22 est similaire dans son apparente composition tardive. L'ordonnance fait suite à la saisie de bétail effectuée la veille par un certain *Gausegonus*, en guise de marque pour une somme impayée qu'il réclamait aux

héritiers du même *Guillelmus Guiraudi* floué dans l'exemple précédent. On y décrit les circonstances de la marque et la décision du conseil d'envoyer les syndics protester auprès des dits héritiers pour qu'ils remédient à la situation afin de ne pas léser les habitants de Brignoles affectés par la saisie. Le paragraphe suivant enchaîne sur la description de la visite des syndics, accompagnés du notaire du conseil, au domicile des héritiers et de leur protestation officielle, clôturée par l'habituelle pétition d'instrument public et les informations juridiques nécessaires à sa validité. Un dernier paragraphe mentionne alors la requête que déposèrent les héritiers auprès des deux notaires ayant agi à titre de témoins pour le premier instrument public, enjoignant ces derniers à bien vouloir les représenter auprès du créancier afin de régler au mieux la situation. C'est ainsi que quelques procès-verbaux du registre mélangent allègrement l'inscription des ordonnances et la description des actions en découlant, même lorsqu'elles n'ont pas lieu de façon concurrente, impliquant nécessairement une écriture rétrospective, à tout le moins pour le compte-rendu de ces exécutions.

### 3.2.2 La norme linguistique

La formation notariale des scribes conditionne en profondeur tant la forme que le contenu des procès-verbaux. En premier lieu, une norme linguistique sous-tend la rédaction du registre, représentée par l'usage du latin qui est la langue traditionnelle d'écriture des notaires provençaux<sup>24</sup>. Ceci implique une situation de diglossie puisque la langue parlée est bien évidemment le provençal, mais cette situation semble n'émouvoir personne puisque la majorité des écrits que produit ou conserve la ville de Brignoles sont en latin, sauf pour deux ensembles de statuts rédigés en provençal dans le cartulaire de la ville<sup>25</sup>. C'est un latin grammaticalement

---

<sup>24</sup> Voir à ce sujet Michel HÉBERT, « Latin et vernaculaire : quelles langues écrit-on en Provence à la fin du Moyen Âge? », *Provence historique*, vol. 47, fasc. 188, 1997, p. 281-299.

<sup>25</sup> AA1, fol. 85 à 115v (mais la foliotation est erronée et saute directement du fol. 90 au fol. 100) ainsi que fol. 119 à 121v.

correct la plupart du temps, si l'on tient compte de la concordance des temps, de l'usage adéquat des déclinaisons et de la conjugaison, des erreurs de ce type étant parfois présentes, mais relativement rares. Si l'on prend en compte les caractéristiques associées par Joana FILIPA ROLDÃO au groupe des notaires qu'elle qualifie d'innovants, soit l'usage de tournures latines particulières telles que la phrase infinitive, le gérondif, l'ablatif absolu et les participes futurs<sup>26</sup>, les scribes de notre registre n'ont pas à rougir de leurs connaissances en latin puisqu'on y retrouve les mêmes formules caractéristiques. La même constatation avait aussi été faite par John DRENDEL concernant les notaires de la petite communauté rurale de Trets, qui déjà dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle « *were truly literate in Latin, rather than slavishly dependent upon copying boilerplate formularies* »<sup>27</sup>.

On trouve quelques erreurs patentes telles que *confregato* (5a) pour *congregato*, *consisialii* (20b) plutôt que *consiliarii* ou encore *sucsequenter* (108b) en lieu et place de *subsequenter*. De rares erreurs se rencontrent au niveau d'une déclinaison malhabile – par exemple, *socri* (17c) plutôt que le *socrui* qu'on aurait attendu au génitif – ou bien d'une conjugaison fantaisiste, avec *ausus fuit* (6b) plutôt que *ausus est* ou encore *scriberit* (64c) et *restaverint* (126e) au lieu des *scripserit* et *restiterint* espérés. Certaines erreurs, plus cocasses, concernent ce que le français désigne sous le nom de paronymes, soit des termes de morphologie très rapprochée, voire homonymique, ayant des sens pourtant très différents. On note ainsi l'utilisation de *subsedentibus* (32e) alors que le contexte réclamait *succedentibus*, ainsi que le mot *deliberatione* alors que le scribe voulait sans doute dire *liberatione*, puisque l'ordonnance rajoute *sive recuperatione inclite domine nostre regine Johanne* (76d).

<sup>26</sup> Joana FILIPA ROLDÃO, « Le latin des premiers notaires portugais : la formation individuelle et la *praxis* documentaire (1214-1223) », dans *Le notaire, entre métier et espace public en Europe (VIII<sup>e</sup> - XVIII<sup>e</sup> siècle)*, sous la dir. de Lucien FAGGION, Anne MAILLOUX et Laure VERDON, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2008, p. 46.

<sup>27</sup> John DRENDEL, « Localism and Literacy : Village Chancelleries in Fourteenth-Century Provence », dans *Écrit et pouvoir dans les chancelleries médiévales : espace français, espace anglais*, sous la dir. de Kouky FIANU et DeLloyd J. GUTH, Louvain-la-Neuve, Fédération internationale des Instituts d'études médiévales, 1997, p. 267.

Même si les erreurs flagrantes sont peu nombreuses, on note par contre une très grande variabilité dans la graphie des mots, parfois au sein d'un même paragraphe, témoignant de cette « variance essentielle » et cet « excès joyeux » encensés par Bernard CERQUIGLINI<sup>28</sup>. Des consonnes sont souvent et aléatoirement redoublées<sup>29</sup>, alors que des consonnes censées être doubles sont ramenées à une lettre unique<sup>30</sup>, un *h* initial peut être rajouté ou retiré<sup>31</sup> et le phonème [k] peut être transcrit indistinctement par *c* ou par *qu*<sup>32</sup>. Par ailleurs, l'usage indifférent du *c* ou du *s* devant les voyelles *e* et *i* indique que la prononciation du *c* s'est définitivement adoucie devant ces lettres<sup>33</sup>, ce que confirme la présence d'un *h* pour durcir le *c* devant un *e* ou un *i*<sup>34</sup>. L'utilisation du *u* après le *g* pour le durcir indique qu'il s'est lui aussi adouci devant ces mêmes voyelles<sup>35</sup>.

Certaines tournures de phrase pointent vers une influence probable du vernaculaire<sup>36</sup>, tout comme l'usage de *unum* dans ce qui ressemble finalement à un article indéfini<sup>37</sup> et l'emploi d'un article défini provençal dans une phrase entièrement

---

<sup>28</sup> Bernard CERQUIGLINI, *Éloge de la variante : histoire critique de la philologie*, Paris, Seuil, 1989, p. 42.

<sup>29</sup> Parmi d'innombrables occurrences, on trouvera *infferre* (3b), *quolibet* (12b), *mensse* (12b), *peccuniam* (17e) et *quoddam* (37b).

<sup>30</sup> Parmi plusieurs, *banum* (20c), *interese* (22c) ou *comissionis* (26e).

<sup>31</sup> Par exemple *capithaneo* (5a), *anthe* (17d), *hostenssis* (33c) et *hobediencia* (35c), mais *eri* (14b), *actenus* (39b) et *abeantur* (41b).

<sup>32</sup> On trouve *quasu* (11b) et *casu* (31b), *frangua* (26h) et *francas* (26h), *quomodo* (37b) et *comodo* (70c), *porquerium* (80d) et *porcarius* (80d),

<sup>33</sup> On trouve ainsi ces diverses formes indifféremment utilisées : *concilium* (8a) et *consilium* (1a), *ceperunt* (156b) et *seperunt* (154p), *accecerunt* (22c) et *accesserit* (151g), *centenario* (2b) et *sentenario* (12b), *recipiatur* (179b) et *resipiant* (193e), *pacifico* (111i) et *pasifico* (29b).

<sup>34</sup> Par exemple *franchis* (26h), mais *francas* (26h) et *marche* (22b), mais *marca* (22b).

<sup>35</sup> Par exemple *albergue* (69b) et *congreguetur* (102g).

<sup>36</sup> On peut penser à *in casu quo* (67c), *qui faciat suo posse* (45b), *fuerat in causa* (39b).

<sup>37</sup> Par exemple, *quod fieri faciant unum vidimus* (18b), *unum notarium sufficientem et idoneum* (30b) ou bien encore *placeat dicto domino capitaneo fieri facere unam preconizationem* (73b).

latine<sup>38</sup>. Une douzaine de mots dérivent du provençal, mais se présentent maquillés par la déclinaison latine appropriée au cas utilisé<sup>39</sup>, une pratique que remarque également Joana FILIPA ROLDÃO chez ses notaires portugais qui adaptaient les mots du vernaculaire en les habillant d'une désinence latine<sup>40</sup>. D'autres mots, relativement peu fréquents également puisqu'on ne relève que dix-sept exemples différents, sont clairement en provençal dans le texte<sup>41</sup> : ils proviennent surtout des domaines militaire et agricole<sup>42</sup>, sans oublier l'onomastique. David VITALI, qui étudie les chartes latines de Suisse occidentale du XII<sup>e</sup> siècle, est d'avis que le concept du notaire gribouillant un latin de cuisine est par trop simpliste et que l'emploi de certains mots en vernaculaire est plutôt régi par « la nécessité de désigner »<sup>43</sup> qui s'impose au notaire, associée au fait que le latin ne suffit plus à dénoter la totalité du réel dans un monde changé. Il prend pour preuve le fait que la majorité des mots vernaculaires rencontrés sont des substantifs et qu'ils se distribuent dans des champs sémantiques très techniques et spécifiques<sup>44</sup>, ce qui est également le cas de notre registre. Quatre autres exemples de termes en provençal se présentent sous forme de courtes expressions. La première est l'expression *de revers* pour désigner

---

<sup>38</sup> *Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod preconizentur las terminias* (189h).

<sup>39</sup> On rencontre les termes suivants : *gachiam* dérivant de *gacha* (2b), *melenconias* de *melenconia* (6c), *banne* de *banna* (15b), *albrerium* de *albrier* (15b), *seponum* de *cepon* (15b), *obsegium* dérivant probablement d'une confluence entre le terme latin *obsidium* et le mot provençal *sege* (19b), *segium* de *sege* (19b), *agulhatis* de *agulhada* (23b), *machotam* du nom du lieu-dit *la machota* (65b), *arrecium* de *aresc* (69f), *bollatam* de *bolela* (137d), *cieutadanis* de *cieutadan* (194d).

<sup>40</sup> Joana FILIPA ROLDÃO, *loc. cit.*, p. 49.

<sup>41</sup> Noms communs tels que *garrotz* (15b), *trabuc* (15b), *sauses* (23b), *uyseria*, (145d), *carcays* (154t), *capitol* (163b) et *trop* (189h) ou noms propres comme *Guilhelmes* (47b), *Breu* (69g), *Quatreliuras* (72c), *Daniort* (87b), *Droys* (90d), *Amalzieu* (139b), *Megna* (159h) et *Evois* (185b).

<sup>42</sup> Alexandra GALLO note aussi cette prépondérance de termes relevant du domaine agricole dans les registres de Sisteron (*La vie municipale à Sisteron (XIII<sup>e</sup> – XIV<sup>e</sup> siècle)*, D.E.S. en histoire médiévale, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, 2001, p. 73).

<sup>43</sup> David VITALI, « Interférences entre le latin et la langue vernaculaire dans les chartes latines de Suisse occidentale », dans *The Dawn of the Written Vernacular in Western Europe*, sous la dir. de Michèle GOYENS et Werner VERBEKE, Leuven, Leuven University Press, 2003, p. 131.

<sup>44</sup> *Ibid.*, 132-133.



l'endos d'une baliste, encore une fois un terme ressortissant du domaine militaire. Pour la deuxième expression, le notaire la fait suivre immédiatement d'une traduction latine : *dum tamen non sint in mala fach seu faciant malum* (20e). Étant donné que le vocabulaire employé est très simple et ne peut porter à confusion, la raison d'être de cette expression en provençal reste mystérieuse et pourrait être mise au compte d'une inattention du notaire recopiant machinalement ce qu'il entend, indice subtil d'une écriture à la volée. Les deux autres consistent en une combinaison d'un mot et d'un article défini, ce qui confirme d'emblée l'origine provençale du mot. Le premier, *lo groul* (69f), est un terme relativement peu utilisé qui concerne la période de frai des poissons et il est probable que le notaire n'en connaissait pas l'équivalent latin, tandis que le deuxième, *lo Castellar* (177b), est un toponyme, dont on sait qu'ils sont souvent assez résistants à la latinisation.

On ne retrouve dans tout le registre que deux courtes phrases en provençal. La première annonce que *Petrus Daniort dixerit, ut fertur, eidem Feraudo que lo dich Feraut acomprara del cors* (87b). Apparemment prononcée par ce *Petrus Daniort* – à qui l'on refusait d'accorder l'office de notaire curial qu'il avait obtenu de la reine et pour lequel il comptait se faire remplacer par un substitut à l'encontre des privilèges de la ville – il s'agit vraisemblablement de la citation d'une menace effectuée à l'encontre d'un syndic, trace fugace d'une oralité rarement discernable dans les documents écrits médiévaux et qui se dévoile ici sans pudeur. Pourquoi l'avoir laissée en provençal dans le registre? On peut penser, d'une part, que le notaire n'a pas cru bon d'accorder une quelconque dignité à un tel comportement par sa transcription dans une langue noble et d'autre part, qu'il a plutôt souhaité conserver pour la postérité, et de manière compréhensible au plus grand nombre, la trace du geste déplorable de cet homme. Caroline FARGEIX rapporte dans sa thèse un incident semblable au cours duquel un prévôt de la ville de Lyon insulte l'un des conseillers dans l'enceinte du consulat, donnant suite à l'inscription de cet événement dans le registre de délibérations, contrairement à l'habitude du secrétaire du conseil qui avait plutôt tendance à occulter les injures. Elle suggère l'hypothèse qu'on les transcrit ainsi pour faire honte à ceux qui les ont énoncées et afin que la

mémoire de la ville conserve une image écornée de ces hommes<sup>45</sup>. Henri BRESCH remarque également dans son étude de la pratique linguistique des municipalités de Sicile et de Provence que le sicilien n'apparaît que fugitivement dans les témoignages reçus par la cour et seulement pour rapporter des insultes énormes<sup>46</sup>, ce qui semble corroborer notre impression. La deuxième phrase en provençal est un serment qui accompagnait le refus du conseil d'accueillir *Bernardus de Salis* à titre de bailli, capitaine et châtelain de Brignoles (135e), événement relaté au chapitre précédent. Il semble que les serments de fidélité aient représenté une des premières manifestations écrites de la langue vernaculaire, à tout le moins catalane, étant déjà présents dans la documentation au cours de la troisième décennie du XI<sup>e</sup> siècle<sup>47</sup> et Michel HÉBERT a fait remarquer que « le besoin de fixer pour la postérité les paroles dans la forme même où elles ont été prononcées pourrait expliquer ces manifestations anciennes de la langue vulgaire dans des écrits latins »<sup>48</sup>, une supposition qui s'applique également à cet incident.

Les seuls autres textes écrits en provençal sont trois lettres transcrites *verbatim* dans le registre, une pratique courante dans les registres de délibérations qui incorporaient fréquemment des documents pertinents aux délibérations et aux décisions adoptées par le conseil. La première lettre, transcrite à la séance 26, fut envoyée par le sénéchal de Provence et était adressée *A mos cars amix lo bayle e autres officials de Brinhola e a lurs luactenentz* (26d) plutôt qu'aux représentants municipaux. Cette lettre, ainsi qu'une lettre de commission en latin émanant aussi du sénéchal, ayant été présentée en conseil, le notaire put ainsi les inclure dans son rapport. Puisqu'il serait douteux que les officiers royaux aient permis que la ville conserve les originaux de ces documents, la copie de ces lettres semblerait aussi pointer dans le sens d'une transcription immédiate du procès-verbal de séance de la

---

<sup>45</sup> Caroline FARGEIX, *Les élites lyonnaises...*, *op. cit.*, p. 246.

<sup>46</sup> Henri BRESCH, « La pratique linguistique des municipalités : Sicile et Provence, 1300-1440 », *Mélanges de l'école française de Rome*, vol. 117, 2005, p. 645.

<sup>47</sup> Michel ZIMMERMANN, « Langue et lexicographie : l'apport des actes catalans », *Bibliothèque de l'École des chartes*, vol. 155, 1997, p. 203.

<sup>48</sup> Michel HÉBERT, « Latin et vernaculaire... », *loc. cit.*, p. 285.

part du notaire du conseil. Une deuxième lettre en provençal apparaît dans le procès-verbal de la séance 88 à la suite d'une ordonnance des plus explicite qui stipule : *Item ordinaverunt quod quedam litere, noviter misse per dictam sacram reginam magestatem, ad eternam rei memoriam describantur in presenti libro* (88f). Envoyée par la reine au bailli, syndics et conseil de Brignoles, cette lettre faisait suite au refus des Brignolais de recevoir ce *Petrus Daniort* qui avait été nommé notaire de la cour à vie avec pouvoir de servir par substitut, et ce, à l'encontre de leurs privilèges, ayant mené aux menaces que nous venons de voir. Affirmant que cet homme n'avait obtenu ce poste qu'après avoir fortement insisté auprès d'elle, elle leur accordait la possibilité de faire comme bon leur semblerait et affirmait qu'elle allait remédier à la situation afin que plus jamais il n'ait l'occasion de proférer de telles menaces. Il est aisé de constater ce qu'une telle lettre pouvait représenter pour l'honneur du conseil et il n'est donc pas étonnant qu'ils aient ainsi prescrit d'en conserver une copie dans le registre. Cette expression *ad rei memoriam* est l'un des tout premiers indices à laisser transparaître la valeur mémorielle du registre d'ordonnances, que l'on envisage non pas seulement comme un outil de gestion quotidienne, mais autant – sinon plus – comme une arme symbolique destinée à défendre la ville, ses privilèges et son honneur. La dernière « lettre » en provençal est apparemment le brouillon d'une réponse que le conseil envisageait de présenter à la reine advenant qu'un certain *Antonellus Henrici* <sup>49</sup>, qu'on refusait de loger aux frais de la ville du fait de ses accointances avec l'ennemi du moment *Johannes Drogoli*, ait la prétention de s'en plaindre à sa majesté.

---

<sup>49</sup> Originaire de Sisteron et maître-rational depuis sa nomination par la reine Marie le 21 juin 1385 (LE FÈVRE Jean, *Journal de Jean Le Fèvre, évêque de Chartres, chancelier des rois de Sicile Louis I et Louis II d'Anjou*, publié par H. MORANVILLE, Paris, A. Picard, 1887, p. 126).

### 3.2.3 La norme stylistique

#### 3.2.3.1 *Qualité du vocabulaire*

Une autre norme, stylistique cette fois, révèle la considérable influence de la formation notariale des scribes. Même si Henri BRESO note que les registres de délibérations de Draguignan – pourtant très rapprochée géographiquement et culturellement – utilisent un latin « qui ne manque pas de quelque prétention à l'élégance »<sup>50</sup>, la situation à Brignoles semble différente : le texte, bien que généralement correct grammaticalement, est dépouillé et sans grand artifice rhétorique, ce qui se traduit par un vocabulaire pauvre ainsi que par une indigence d'adjectifs descriptifs. Ce qualificatif de pauvre, ne se voulant aucunement péjoratif, fait plutôt référence au fait que ce texte présente de nombreuses répétitions et n'offre pas de lexique rare ou recherché, ni ne fait appel à des tournures de phrases fleuries, alors qu'on sait par ailleurs que bien des notaires, dans d'autres circonstances, s'autorisaient à employer un vocabulaire plus raffiné et un style plus subtil<sup>51</sup>. À titre d'exemple dans ce même registre, on remarquera le préambule d'une commission du sénéchal de Provence envoyée au nom de la reine à la ville de Brignoles et retranscrite au sein du procès-verbal de séance : bien qu'écrit par un notaire, il offre une construction phraséologique complexe et un vocabulaire recherché, voire pédant (26e). Dans notre registre, une analyse détaillée du vocabulaire réalisée sur la première année d'exercice a révélé la présence de 1 575 adjectifs, parmi lesquels 6 % seulement regroupent des adjectifs qualificatifs autres

---

<sup>50</sup> Henri BRESO, « La pratique linguistique des municipalités... », *loc. cit.*, p. 658.

<sup>51</sup> On se souviendra aussi que ce sont des notaires qui ont souvent rédigé les nombreuses chroniques urbaines italiennes, dans un style souvent plus littéraire que notarial, car « leur formation culturelle impliquait [...] l'acquisition de compétences particulières, se rapportant au domaine de l'*ars dictaminis* qui, grâce aux hauts niveaux atteints, trouvaient un débouché naturel dans l'élaboration de textes littéraires à sujet souvent politique, composés soit en latin soit en langue vulgaire, et surtout dans les formes de la poésie aussi bien lyrique qu'épique (Marino ZABBIA, « Formation et culture des notaires (XI<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle) », dans *Cultures italiennes : XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle*, sous la dir. de Isabelle HEULLANT-DONAT, Paris, Cerf, 2000, p. 315).

que ceux qui ont rapport aux personnes<sup>52</sup> et les nombreux *novum* et *vetus* utilisés pour distinguer le conseil actuel du conseil ancien. Ils sont souvent utilisés de façon répétitive et n'offrent pas de matière aux envolées lyriques, seule l'évocation des dangers et problèmes qui guettent la ville ou ses habitants laissant poindre une certaine grandiloquence<sup>53</sup>. On peut les regrouper en cinq catégories, quatre d'entre elles renvoyant à des termes informatifs autant, sinon plus, que descriptifs : une première est liée au nom des localités<sup>54</sup>, une deuxième comprend des termes à connotation juridique<sup>55</sup>, la troisième englobe des notions temporelles<sup>56</sup> alors que dans la quatrième, on trouve des vocables s'appliquant aux données de taille, de nombres et d'ordre de grandeur<sup>57</sup>. La cinquième et dernière catégorie présente le reste des adjectifs qualificatifs diversement utilisés, un ensemble peu fourni comme en témoigne le nombre de seize éléments seulement, soit 1 % du total<sup>58</sup>.

Par contre, près de 15 % des adjectifs font référence à des informations déjà mentionnées ou à venir et constituent un passage obligé du langage juridique, tel que *dictus*, *predictus*, *supradictus*, *antedictus*, *jamdictus*, *prefattus*, *infrascriptus*,

---

<sup>52</sup> Un bon cinquième des adjectifs descriptifs concernent les personnes et les membres de la famille royale, incluant les adjectifs *regius* ou *reginalis* qui indique la nature royale d'une chose, une situation qui n'est pas sans rappeler l'importance de la qualité des personnes et de la réputation fondée sur l'honneur dans la société médiévale. Ainsi, les grands de ce monde sont réputés être *notabilis*, *honorabilis*, *providus*, *nobilis*, *spectabilis*, *magnificus*, *circumspectus* ou *potens*; les hommes de la ville sont *probi*, *boni*, *ydonei*, *sufficienti* et parfois *quondam*; les sujets ne peuvent qu'être *fideles*; la reine est qualifiée de *serenissima*, *inclita*, *illustrissima* ou *sacra* et la prieure de *venerabile* et *religiosa*; l'ennemi, quant à lui, est *inimicus*, *malivulus*, *extraneus* ou *forensis*.

<sup>53</sup> *Malivulus*, *dapnabile*, *inimicus*, *magnum scandolum*, *multas discordias*, *multa et innumerabilia dapna*, *dapna gravaminibus*, *majori dapno*.

<sup>54</sup> Deux éléments seulement : *civitatem Aquensem*, *civitatis Tholoni*.

<sup>55</sup> Neuf termes : *mobilia*, *immobilia*, *realis*, *corporalis*, *publicus*, *liber*, *quitius*, *justus*, *francus*.

<sup>56</sup> Six adjectifs (au nominatif) : *futurus*, *proximus*, *annualis*, *celer*, *bisestum*, *dominicum*.

<sup>57</sup> La catégorie la plus fournie, avec 17 items (au nominatif) : *primus*, *secundus*, *tercius*, *ultimus*, *medius*, *certus*, *singulus*, *universi*, *innumerabilis*, *vacuus*, *relicuus*, *plenus*, *grossus*, *magnus*, *grandior*, *major*, *carior*.

<sup>58</sup> Seize éléments : *proprio*, *talis*, *completum*, *imperfectum*, *sacri*, *spontanea*, *graciosum*, *bono*, *prosperum*, *pacifico*, *caprini*, *levaticii*, *circumvicine*, *viridi*, et deux adjectifs dont le sens demeure incertain (*boves armos* et *fuste cita*).

*subscriptus, retrospectus, prenomatus, supranomatus*, alors qu'une proportion d'au moins 20 % concerne les adjectifs anaphoriques, relatifs et indéfinis, abondamment utilisés dans le jargon notarial. La catégorie la plus foisonnante, réunissant 26 % des adjectifs répertoriés, est celle des formes adjectivales de verbes qui tendent à décrire des faits plutôt que des situations ou des objets et qui utilisent copieusement les catégories grammaticales des participes présents, participes passés et adjectifs verbaux<sup>59</sup>, ce qui résulte en un texte passif et d'une grande sécheresse de ton, mais par ailleurs très dense et précis quant aux informations véhiculées, contribuant certainement à sa valeur documentaire.

### 3.2.3.2 *Techniques notariales*

Autre preuve de l'influence notariale, on constate dans ce registre l'usage continuuel d'une technique stylistique abondamment employée dans le langage juridique que les Allemands appellent le *Paarformel*, soit une unité discursive de deux éléments liés par une conjonction et destinée à être reproduite telle quelle en différents contextes<sup>60</sup>. On retrouve des exemples de cette pratique pour pratiquement toutes les catégories grammaticales, avec une nette préférence pour les verbes. Deux phrases utilisent uniquement le même verbe, mais à des temps différents<sup>61</sup>. D'autres phrases, beaucoup plus fréquentes, emploient la répétition quasi synonymique<sup>62</sup> qui peut présenter quelques variantes, entre autres l'utilisation d'un verbe suivi d'une expression verbale composée à partir du nom dérivant du

---

<sup>59</sup> Les exemples, très nombreux, représentent plusieurs centaines d'adjectifs pour la première année, dont voici un mince échantillon représentatif : *congregato honorabili consilio; venientes in coro consilii; subsidium graciosum per tres status promissum; illis personis gachiam facientibus; quibusquidem literis receptis, apertis, lectis et publicatis et earum tenore perfecto; ab omnibus armigeris deffendendo*.

<sup>60</sup> Robert JACOB, « Bannissement et rite de la langue tirée au Moyen Âge : du lien des lois et de sa rupture », *Annales HSS*, sept.-oct. 2000, no 5, p. 1048.

<sup>61</sup> *Se valde bene habent et habuerunt* (7b), *in quantum poterit et potest* (39b).

<sup>62</sup> Par exemple, *habuit manualiter et recepit* (15a), *custodire vult et intendit* (15c), *audeat vel presumat* (20c), *ad dandum et presentandum sucurssum* (32b).



premier verbe<sup>63</sup> ou encore un couple formé d'un premier verbe suivi d'une expression verbale composée du même verbe à l'infinitif et d'un autre verbe conjugué<sup>64</sup>. On rencontre aussi régulièrement des expressions formées de deux ou plusieurs verbes dont le sens, très rapproché, présente tout de même de légères nuances<sup>65</sup>. On relève aussi de telles associations synonymiques ou quasi synonymiques avec les adverbes<sup>66</sup>, les prépositions<sup>67</sup>, les adjectifs<sup>68</sup> et les noms<sup>69</sup>, un des exemples les plus représentatifs pour cette dernière catégorie étant le triptyque *privilegia, libertates et franquesias* qui revient tel un leitmotiv sous la plume des notaires. L'avantage pratique d'une telle technique est qu'elle permettait au notaire de préciser sa pensée et de mettre l'accent sur certains passages plus critiques, tout en augmentant la densité d'informations contenues dans le texte.

Bien que les termes employés dans ces exemples de *Paarformel* semblent presque interchangeables, un exemple précis de diptyque rencontré à quelques reprises dans le registre signale au contraire une élégante précision dans l'utilisation du langage. C'est ainsi que nous rencontrons à six reprises le couple *presenti et audienti* sous diverses déclinaisons et l'analyse du contexte d'utilisation révèle qu'il n'est employé que dans les seules situations où un protagoniste en oblige un autre à accomplir une action, généralement introduit par les verbes *precepit et injuxit* ou *requisivit*. Par exemple, lorsque le bailli intime aux femmes de la famille d'un homme accusé d'avoir détourné des fonds de restituer toute somme qu'elles pourraient avoir

---

<sup>63</sup> *Inde eum quitient seu quitationem faciant* (31b).

<sup>64</sup> *Igitur observando et observare intendendo* (26h), *exigat et exigere procuret* (57b), *que cotidie inferunt et inferi non cessant* (81b).

<sup>65</sup> *Vellit confirmare, aprobare et ratificare et observare* (26h), *debeant restituere et assignare* (54c), *ordinaverunt ac etiam reformaverunt* (114c).

<sup>66</sup> *Comodo et qualiter* (7b), *libere et impune* (20e), *bene, fideliter et legaliter se agere* (30b)

<sup>67</sup> *Donec et quousque* (17c), *prout et sicut* (17c).

<sup>68</sup> *Multa et innumerabilia dapna* (22b), *sit liber et quitius* (23b), *anonne pulcre et receptibile* (70b), *uno bono et sollempne homine honesto et sufficiente* (80b).

<sup>69</sup> *In passe et tranquillitate tenere* (6d), *pro custodia et conservatione* (25b), *cujuscumque conditionis personalis, eminencie seu status* (55b).



en leur possession (17c), quand le vice-bailli somme le trésorier *Bertrandus Olivarii* de continuer à percevoir les rêves contre la volonté de ce dernier (163c), tout comme lorsque le bailli procède à l'expulsion définitive d'un conseiller à la demande du conseil (173f), le récipiendaire de cette injonction est toujours caractérisé par ce verbe d'*audire*, qui semble alors impliquer non seulement l'écoute sensorielle, mais aussi la compréhension intellectuelle des conséquences juridiques de cette injonction. *A contrario*, lorsque la situation n'implique pas de contrainte, celui qui est concerné par l'ordonnance sera plutôt décrit comme étant *presente et stipulante*, *presente et recipiente* ou encore *presente et volente*.

On peut aussi percevoir dans le registre le « métalangage notarial »<sup>70</sup> qui utilise abondamment l'annonce<sup>71</sup>, la référence<sup>72</sup> ou l'exposé initial des motifs ayant entraîné l'ordonnance, avec des paragraphes débutant par *cum*, *quia* ou *atento quod*. Des formules notariales sont régulièrement inscrites pour sauvegarder des droits<sup>73</sup> ou encore pour préciser des obligations juridiques<sup>74</sup> et l'on retrouve les nombreuses clauses dérogatoires<sup>75</sup>, de réserve<sup>76</sup> ou corroboratives<sup>77</sup> qui forment le

<sup>70</sup> Caroline FARGEIX, *Les élites lyonnaises...*, op. cit., p. 32.

<sup>71</sup> *Quarum tenor literarum clausarum sequitur et est talis* (26d), *prout sequitur infra* (112b), *per modum infrascriptum* (115e), *a personis infra particulariter nominatis* (119c).

<sup>72</sup> *Ad informandum consienciam suam super premissis* (16b), *capitulis in eodem contentis et superius declaratis* (26h), *ut supra est dictum* (32b), *prout supra patet* (167c), les multiples *dictus*, *supranominatus* et *prefatus* déjà mentionnés.

<sup>73</sup> *Ad salvum jus potius in illis habentis* (17b).

<sup>74</sup> *Et predicta [...] attendere et complere promisit et convenit et sponte super sanctam Dei evangeliam juravit contraque non facere, dicere vel venire, tacite vel expresse, directe vel per oblicum, subtilitate, ingenio vel calliditate, omniaque privilegia, libertates, franquias et immunitates dicte ville firmiter observare et contra ea nunquam venire* (26h).

<sup>75</sup> *Item ordinarunt, nonobstante aliquo statuto in contrarium edito* (23c), *cum protestatione sollemniter facta [...] quod presens concessio quoad alios officiales presentes seu futuros dicta statuta provincialia non deteriorentur seu eisdem in aliquo prejudicetur* (60e), *non prejudicando propterea privilegio regio super hoc dicte universitati concesso* (88e).

<sup>76</sup> *Salva et retenta consciencia et ordinacione spectabilis et magnifici viri domini Georgii de Marlio* (35c), *cum tali etiam retentione quod dictas ordinaciones possint destitui et frangeri vel cerneri ad voluntatem dicti consilii et non ultra* (146h).

<sup>77</sup> *Ego Guillelmus Borrelli sumpsi ad partem notam obligationis sive ordinacionis predictae* (88d), *hec scripsi ego qui supra notarius* (91e), *que scripsi ego, Guillelmus Borrelli* (108d).

langage habituel des actes privés ou publics<sup>78</sup>. Finalement, le notaire emploie souvent des formules diplomatiques, comme certaines formules d'humilité dans les titulatures royales<sup>79</sup>, l'adresse de chancellerie<sup>80</sup>, les souscriptions<sup>81</sup> et les phrases habituelles introduisant les témoins à l'acte<sup>82</sup>. Le registre est ainsi truffé de jargon juridique et le sommet semble atteint lors de la cérémonie de citadinage impliquant *Bertrandus Pererii* et sa mère, lorsque le notaire rend compte du serment prononcé par ce dernier :

*Et predicta universa et singula omnia idem nobilis Bertrandus Pererii, nomine quo supra per se et suos, rata et grata habens, attendere et complere promisit et convenit et sponte super sanctam Dei evangeliam juravit contraque non facere, dicere vel venire, tacite vel expresse, directe vel per oblicum, subtilitate, ingenio vel calliditate, omniaque privilegia, libertates, franquies et immunitates dicte ville firmiter observare et contra ea nunquam venire, sub obligatione omnium bonorum suorum presentium et futurorum et sub omni jure et facti renunciatione pariter et cautela (26h).*

### 3.2.3.3 Incorporation de maximes tirées du droit romain

Par ailleurs, bien que les notaires du conseil ne semblent pas portés à citer d'autres auteurs, quelques maximes employées au sein du registre relèvent clairement du droit romain<sup>83</sup> et leur permettent de faire étalage d'un certain savoir juridique. On rencontre à deux reprises la maxime à l'effet que *officium nemini debet*

<sup>78</sup> Adela GARCÍA VALLE, « Las fórmulas jurídicas medievales : un acercamiento preliminar desde la documentación notarial de Navarra », dans *Anuario de historia del derecho español*, vol. LXXIV, 2004, p. 622-623.

<sup>79</sup> *Maria, Dei gracia, regina* et ses diverses déclinaisons (2b, 6b, 13b, 18b, 26f, 29b, 37c, 55b, 70c, 172c), *Ludovicus, Dei gracia, rex* et ses diverses déclinaisons (32e, 35c, 38a, 66d, 108d, 153e, 154c).

<sup>80</sup> *Noverint universi et singuli presentes pariter et futuri* (15a, 26c).

<sup>81</sup> *Et me, Guillelmo Borrelli, notario [...] et cetera* (15d, 17d, 17e, 22d, 26i, 99c), *Et me Guillelmo Clari, notario [...] et cetera* (167d, 174e).

<sup>82</sup> *Testibus vocatis et ad predicta rogatis* (15d, 17d, 17e, 22d, 26i, 99c).

<sup>83</sup> On les retrouve toutes sous l'entrée « *Maxim* » du dictionnaire de droit de John BOUVIER, *Bouvier's Law Dictionary and Concise Encyclopaedia*, 8<sup>e</sup> éd., 3<sup>e</sup> rév. par Francis RAWLE, Kansas City, Vernon Law Book Co., 1914, vol. 2, p. 2147, 2151 et 2158.

*esse dampnosum* (126e et 166b). La première occurrence survient en mai 1390 : après avoir procédé à sa reddition de compte pour les différentes tailles qu'il avait collectées, *Bertrandus Olivarii* plaide devant le conseil l'impossibilité dans laquelle il se trouve de recueillir les montants dus par certains débiteurs. Constatant la chose, le conseil décrète qu'il est libéré de sa charge et de son dû, arguant du fait que l'office ne doit pas être préjudiciable à son détenteur. Lors de la deuxième occurrence, en avril 1391, ce sont maintenant les deux peseurs de pain de l'année précédente qui réclament au conseil des sommes qu'ils avaient dû déboursier pour faire appel d'un procès intenté contre eux dans le cadre de leurs fonctions, cause qu'ils avaient remportée auprès du juge des appellations. Le conseil, invoquant encore une fois cet adage, accède à leur requête tout en spécifiant que seules les dépenses occasionnées par le procès ou l'appel seront remboursées, remboursement effectivement porté plus tard au livre de comptes<sup>84</sup>. Une autre maxime bien connue, *nemo teneatur parare arma contra se* (194d), est mise en oeuvre en août 1391, lors d'un bras de fer entre le conseil et les frères *Drogoli*, ces hommes qu'il attaquait en justice avec acharnement depuis le mois d'avril. Ceux-ci ayant réclamé la copie d'un privilège appartenant à la ville pour appuyer leur défense dans le cadre d'une de ces procédures légales entamées contre eux, ils se virent opposer une fin de non-recevoir par le conseil qui allégua que, bien qu'il ait effectivement ledit privilège en sa possession, il ne les comptait plus au nombre des citoyens de la ville et qu'en conséquence, il n'entendait pas le leur montrer ni leur permettre d'en faire une copie, sous prétexte que nul n'est tenu de porter les armes contre soi. Lors de la même séance, à la toute dernière ordonnance du registre, le conseil ordonne que la clé de la porte des Frères mineurs – jusque-là sous la responsabilité du notaire et conseiller *Petrus Cogorde*, apparemment accablé par ce fardeau – soit remise à *Fulco de Caturco*, *atento quod quilibet debet sentire de oneribus ville* (194h), argument qui s'apparente étroitement à l'adage *qui sentit commodum, sentire debet et onus*, une maxime également présente dans les

---

<sup>84</sup> *Item solvisse ponit Petro Maurini et Bertrando Monnerii qui fuerant condepnati tempore Gaufridi de Vallebella et deinde absoluti, solidos decem et septem et denarios sex* (CC1, fol. 112).

registres de Tarascon<sup>85</sup>. Ces différents exemples démontrent que certaines maximes de droit romain avaient frayé leur chemin jusqu'à ces notaires – et apparemment aussi jusqu'aux conseillers – et qu'ils savaient les utiliser à bon escient dans le cadre des dossiers qu'ils avaient à traiter.

Un autre énoncé célèbre que l'on croise dans notre registre est la fameuse sentence *Quod omnes tangit ab omnibus aprobari debet* qui fait bonne figure à la séance du 23 mai 1391, dans le cadre de l'ordonnance suivante :

*Verum cum ea que omnes tangit ab omnibus aprobari debent, dicti domini sindici et consilarii supradicti, de licencia qua supra, ordinarunt quod die jovis proxime venientis, in qua erit festum Sanctissimi corporis Christi, convocetur parlamentum generale presentis ville, in quo omnia supradicta publice divulgentur et dicantur ut nemo pretendat ignoranciam de gestis per dictos dominos ambaxiatores [factis] (181d).*

Le sens de cette phrase avait déjà fortement évolué au fil des siècles depuis son apparition dans le code de Justinien, mais dans l'exemple de notre registre, le notaire en modifie quelque peu la signification. En effet, alors qu'à l'origine cette maxime n'était qu'un simple principe de procédure et ne s'appliquait que dans les situations où plusieurs tuteurs devaient prendre une décision quant à leur pupille, le Moyen Âge en avait étendu la portée et les applications jusqu'à en faire un principe de droit public porté par toute une idéologie du conseil et du consentement<sup>86</sup>. Or, il semble que dans l'exemple présenté ici, la notion de conseil a été définitivement écartée au profit d'une simple notion d'information, quoique l'idée d'un consentement ait tout de même pu y être sous-entendue. Cet emploi approximatif d'une maxime latine correspond tout à fait au diagnostic d'Henri BRESC sur les notaires de

---

<sup>85</sup> Michel HÉBERT, *Tarascon au XIV<sup>e</sup> siècle : histoire d'une communauté urbaine provençale*, La Calade, Édisud, 1979, p. 196.

<sup>86</sup> Yves CONGAR, « *Quod omnes tangit, ab omnibus tractari et approbari debet* », *Revue historique de droit français et étranger*, série 4, no 36, 1958, p. 215; on la retrouve occasionnellement dans les registres de Sisteron (Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, *op. cit.*, p. 231).

Draguignan dont le latin reste, dans les faits, « pauvre de références classiques bien assimilées »<sup>87</sup>.

Il est donc manifeste que le vocabulaire employé tout au long du registre s'apparente davantage au style d'écriture notarial qu'à un quelconque style littéraire, ce qui représentait sans doute un avantage dans les circonstances. En effet, l'emploi d'un vocabulaire en tout point similaire au langage du droit pouvait contribuer à renforcer le caractère performatif de ce type d'écrit en l'assimilant par son style à un écrit juridique, un effet sans doute renforcé par l'utilisation occasionnelle de quelques maximes directement tirées du droit romain.

#### 3.2.3.4 *Usage différencié de l'indétermination et de la précision des indicateurs temporels*

Malgré leur formation notariale et les habitudes que ce travail devait engendrer chez eux, particulièrement en ce qui concerne la précision avec laquelle ils devaient noter les dates, les indications de lieu ainsi que les noms des parties au contrat, une première lecture superficielle du registre laissait au contraire planer une forte apparence d'imprécision. En effet, les notaires y emploient à foison des expressions temporelles peu précises telles que *dudum*, *nunc*, *olim*, *pridie* et *pridem*. Même lorsqu'ils se réfèrent à des ordonnances antérieures, la plupart des notaires utilisent ces expressions vagues, puisque l'on en retrouve 26 occurrences, alors qu'on ne rencontre que seize cas d'expressions temporelles précises. Par exemple, à la séance du 28 février 1389, le conseil décide d'annuler une ordonnance faite lors de la réunion précédente survenue trois jours auparavant et le notaire inscrit alors *quod ordinacio pridem facta in presenti consilio de dando pecuniam dictis nobilibus Gaufrido de Brinonia et Gaufrido de Intercastris penitus cancelletur et aboleatur* (68f), utilisant un *pridem* assez vague plutôt que de préciser la date de l'ordonnance en question ou, à tout le moins, de mentionner « au cours du conseil précédent », ce qui aurait facilité les recherches éventuelles en cas de besoin. Peu après, une autre

---

<sup>87</sup> Henri BRESC, « La pratique linguistique des municipalités... », *loc. cit.*, p. 659.

ordonnance spécifie *quod solvatur magistro Guillelmo Breu fisico de hoc quod sibi rationabiliter debetur per dictam villam juxta ordinacionem actenus factam per consilium vetus* (69g), mais encore une fois, un vague *actenus* s'y glisse au lieu de la date précise de la réunion à laquelle le salaire prévu pour ce médecin avait été stipulé. Cette pratique semblerait indiquer que les notaires du conseil ne concevaient pas d'emblée le registre des ordonnances en tant qu'outil de gestion et d'administration ayant pour but de faciliter les retours en arrière et les vérifications internes.

Par contre, l'indétermination n'est pas toujours aussi prégnante que la première lecture le laissait croire : l'analyse détaillée des expressions temporelles utilisées dans le registre démontre que le même notaire, *Guillelmus Borrelli*, peut à l'occasion faire montre d'une précision exemplaire. Le 22 février 1388, faisant référence à une décision prise quatre jours auparavant que l'on voulait cette fois ratifier et confirmer à nouveau, le notaire précise *aprobando et ratificando ac confirmando ordinacionem pridem factam, videlicet die XVIII hujus mensis february* (35c). L'usage d'une formulation aussi pointue utilisant le mois et le quantième pour faire référence à une ordonnance antérieure est relativement rare puisqu'on n'en trouve que trois exemples dans tout le registre. Les treize autres indications relativement précises employées lors de ces renvois à une ordonnance en particulier font plutôt référence à un jour précis de la semaine<sup>88</sup>, à un mois particulier<sup>89</sup>, à la journée en cours ou au jour précédent<sup>90</sup> ou encore font un renvoi au plus récent conseil tenu<sup>91</sup>.

Cette analyse des expressions temporelles a également démontré que les notaires sont en fait beaucoup plus précis que nous le soupçonnions initialement lorsqu'ils traitent de sujets financiers, de délais à respecter, de devoirs ou de

---

<sup>88</sup> Ex. : *quod die jovis proxime venientis* (181d).

<sup>89</sup> Ex. : *qui terminus est in medio mensis futuri junii* (179b).

<sup>90</sup> Ex. : *cassantes et anulantes talliam odie ordinatam* (73d), *de tallia eri ordinata* (14b).

<sup>91</sup> Ex. : *prout in retro consilio latius exprimitur et declaratur* (133c).



mandats. Ce n'est que lorsqu'ils discutent d'une vague situation ayant cours<sup>92</sup>, de situations<sup>93</sup> et d'événements<sup>94</sup> antérieurs ou encore d'événements à venir<sup>95</sup> qu'ils baignent dans un tel flou artistique. De fait, ces occurrences font généralement partie des phrases qui introduisent les prémisses et les motifs d'une ordonnance, souvent exprimées sous une forme qui rappelle les chroniques et autres documents à saveur historiographique, un format qui s'accommode certes beaucoup mieux de références vagues et imprécises. À l'opposé, les différentes ordonnances comportent plus de cent vingt expressions temporelles précises quant aux modalités prévues pour leur exécution, expressions qui se divisent en trois groupes. Le premier groupe comprend une cinquantaine d'éléments qui portent encore une fois sur un moment déterminé (date, jour de la semaine, mois, aujourd'hui/hier/demain) ou sur un délai précis<sup>96</sup>. Le deuxième groupe, plus d'une quarantaine d'occurrences, concerne la durée prévue de l'action stipulée par l'ordonnance – que ce soit la durée d'un mandat, la levée d'un impôt ou la durée d'une permission spéciale accordée par le conseil – et la transcrit par une expression découlant d'une mesure du temps « laïque », jours, mois ou années. Le troisième groupe de 26 éléments concerne également des expressions de durée, mais ces dernières utilisent comme points de référence les journées du sanctoral<sup>97</sup> ou du calendrier liturgique<sup>98</sup>. Ces éléments ont trait pour la plupart à la durée de la levée d'un impôt, la durée prévue pour la fourniture d'un service à la communauté ou encore la durée des bans ruraux : il ne semble donc pas y avoir de spécialisation dans l'usage des formules de durée

---

<sup>92</sup> Ex. : *attentis etiam temporibus turbinosiis hodie vigentis* (156b).

<sup>93</sup> Ex. : *cum dudum tempore quo dominus senescallus erat ante civitatem Tholoni cum obsidio* (159g).

<sup>94</sup> Ex. : *recolentes quod pridem ad hanc villam Brinonie venerunt duo scutiferi domini cardinalis de Valencia* (141c).

<sup>95</sup> Ex. : *circa transitum istarum gentium armorum que debent de proximo transire per partes istas* (165b).

<sup>96</sup> Ex. : *hinc ad diem dominicam proximam* (34b).

<sup>97</sup> Ex. : *hinc ad festum sancti Michaelis proximum futurum* (12b), *hinc ad festum Omnium sanctorum presentem ordinacionem duraturam* (64c).

<sup>98</sup> Ex. : *hinc ad diem carnisprivii proximum futurum* (102c), *de festo Pace proxime preterito* (146b).



laïques ou religieuses, le notaire employant aussi bien l'une que l'autre. D'ailleurs, Anna ADAMSKA, dans son étude du procès connu sous le nom de « procès de Varsovie » survenu en 1339 entre le royaume de Pologne et les Chevaliers teutoniques, note que le calendrier liturgique demeure un important support de la mémoire pour la majorité des gens à cette époque et que son utilisation ne diffère pas de façon considérable entre les témoins lettrés et les *illiterati*<sup>99</sup>. Chantal AMMANN-DOUBLIEZ retrouve ce même effet de structuration de la mémoire par le calendrier religieux dans un autre procès du XV<sup>e</sup> siècle cette fois, et ce, même si la moitié des témoins étudiés sont des notaires<sup>100</sup>.

### 3.2.3.5 *Le registre, un outil essentiellement « laïque »*

La place de la religion est d'ailleurs bien tenue au sein du registre. Bien sûr, la doxa veut qu'elle soit omniprésente dans la vie de ces gens et imprègne toutes leurs actions, mais l'image que le registre en projette est celle d'une religiosité domptée et maîtrisée, voire prosaïque, qui ne suscite pas de transports émotionnels intenses. Nous avons relevé un total de 62 mentions à caractère religieux sur 38 séances, atteignant ainsi une proportion de 20 % des séances. Évidemment, il est malaisé de distinguer une réelle manifestation de foi religieuse d'une mention plus terre-à-terre, mais on peut tout de même tenter cette distinction. Selon nos critères, éminemment subjectifs, mais somme toute prudents, au moins 56 % de ces mentions ont une portée que nous qualifierions d'« administrative ». Dans un premier temps, on remarque les nombreuses expressions, déjà mentionnées, de durée et d'échéance qui utilisent les journées du calendrier liturgique ou du sanctoral. Puis l'on note à quatre reprises – soit à chaque élection du conseil

<sup>99</sup> Anna ADAMSKA, « The Kingdom of Poland versus the Teutonic Knights: Oral Traditions and Literate Behaviour in the Later Middle Ages », dans *Oral History of the Middle Ages : the Spoken Word in Context*, sous la dir. de Gerhard JARITZ et Michael RICHTER, Krems, Medium Aevum Quotidianum, 2001, p. 75.

<sup>100</sup> Chantal AMMANN-DOUBLIEZ, « Autour des bûchers : la construction de la mémoire notariale dans le Valais occidental au XV<sup>e</sup> siècle », dans *La mémoire du temps au Moyen Âge*, études réunies par Agostino PARAVICINI BAGLIANI, Firenze, SISMEL, Edizioni del Galluzzo, 2005, p. 337.

consignée dans ce registre – la mention de la fête de saint Mathias, date à laquelle le conseil se renouvelait. En dernier lieu, cinq éléments sont extraits de ces mêmes cérémonies d'élection et font partie d'un texte devenu canonique pour tous les notaires du conseil : au moment de présenter les buts justifiant l'existence du conseil et devant le guider dans ses fonctions, le notaire inscrit toujours une référence à la divinité, suivie d'une référence à l'honneur du roi, puis une mention du bon statut et de la prospérité de la ville et de ses habitants, comme dans l'exemple suivant :

*ad electionem syndicorum, consiliariorum et notarii consilii dicte ville ad laudem Dei, gloriose virginis Marie ejus matris omniumque sanctorum et fidelitatem illustrissimis principis et domini nostri domini Ludovici, Dei gracia regis Jerusalem et Sicilie, ducis Andegavie et comitis Provincie ac prosperum et bonum statum universitatis dicte ville et singularum personarum ipsius ville, qui habeant negocia dicte ville pro anno futuro a die predicta sancti Mathei in unum annum gubernare, regere et defendere prout debent processerunt (153e).*

Les autres mentions à teneur religieuse sont plus ardues à caractériser : bien que dépassionnées, elles démontrent à tout le moins l'importance symbolique que les notaires accordent aux cérémonies et aux événements qu'elles accompagnent, à défaut de prouver un réel transport religieux des protagonistes. On y trouve les invocations inscrites en début de chaque séance inaugurant le premier (1a), deuxième (38-titre) et quatrième (154-titre, 154a) cahiers du registre, tout comme les mentions à l'effet que les anciens élus invoquèrent le nom de Dieu avant d'élire les nouveaux représentants municipaux que l'on retrouve à trois reprises, soit aux élections de février 1388 (32e), 1389 (66d) et 1390 (108d). Nous avons également englobé sous ce chef les quatre mentions de serments *super sancta Dei evangelia*. Ceux-ci accompagnent une cérémonie de citadinage (26h), une cérémonie d'élection des représentants municipaux (66e), deux cérémonies d'élection des officiers municipaux (68h, 110d) ainsi qu'une ordonnance prévoyant d'exiger un tel serment des gens du village voisin de La Celle en contrepartie de la permission – accordée *de gracia speciali et pro ista vice tantum* – d'apporter leur vin à Brignoles (157g). Le dernier groupe, assez restreint, consiste en quelques motifs d'action qui utilisent des termes tels que *ad Dei laudem*, *ob Dei reverencia*, *ad honorem Dei* ou encore *amore Dei* pour justifier qu'on accorde une quelconque faveur ou qu'on

accède à une requête particulière. Sans pouvoir expliquer hors de tout doute cette absence d'éléments reflétant une plus forte religiosité, il faut noter que cette situation s'accorde tout à fait avec les caractéristiques formelles de ce registre, fortement imprégné des techniques, des méthodes et des valeurs notariales. Les notaires ne participaient-ils pas – par les testaments et autres codicilles qu'ils composaient – de cette société, fondée sur l'« économie du salut »<sup>101</sup> qui monnayait sans passion et sans vergogne sa place au ciel?

### 3.2.4 La position du registre au sein d'un continuum oral-écrit

Les notaires sont les maîtres incontestés de l'écrit dans cette Provence médiévale imprégnée de droit romain. Il est donc tout à fait normal que les conseils de ville utilisent leurs services en tant que secrétaire du conseil. En revanche, ce que notre registre révèle, c'est qu'ils ne sont ni les seuls à maîtriser l'écrit, ni les seuls à en reconnaître l'importance dans le cadre de la vie politique. Certains indices au sein même du registre démontrent l'existence d'une capacité à lire et écrire assez répandue au sein de l'élite brignolaise. D'une part, le chapitre deux nous a révélé la présence de deux commentaires marginaux, écrits de la main du bailli qui autorisait l'annulation des ordonnances à la demande du conseil, associés à la signature personnelle de cet homme, qui bien qu'assez riche et influent n'avait pas la formation juridique qui aurait rendu obligatoire une telle capacité. D'autre part, une autre ordonnance prévoit *quod statuta rescribantur in uno libro per magistrum Gaucelmum Gaufridi quod possint tenere auditores bannorum* (103c) : les auditeurs des bans n'étant pas nécessairement des notaires, il faut alors supposer que ces hommes savaient lire – en tout cas en provençal puisque les statuts étaient écrits dans cette langue – pour qu'on ait pu envisager que ce livre leur soit d'une quelconque utilité. Un dernier élément démontre un usage de l'écrit largement partagé par cette élite. En mars 1390, le conseil ordonne la levée d'une rève

---

<sup>101</sup> Voir à ce sujet Jacques CHIFFOLEAU, *La comptabilité de l'au-delà : les hommes, la mort et la religion dans la région d'Avignon à la fin du Moyen Âge (vers 1320 – vers 1480)*, Rome, École française de Rome, 1980, 494 p.

générale et élit trois *credensarios*, dont un notaire (115f). Quelques jours plus tard, le conseil se ravise et décide de retirer le notaire de ce groupe, affirmant *quod Bertrandus Olivarii et Johannes Raynaudi suficiant ad colligendum dictas revas, nullo scriptore eis adjuncto sed ipsimet scribant prout scribere inceperunt* (119t) : il est donc évident que ces deux personnes, n'appartenant ni l'une ni l'autre au domaine du droit, avaient déjà commencé à tenir les livres de cette rêve et y écrivaient sans aucune difficulté, *Bertrandus Olivarii* se voyant même concéder un peu plus tard la responsabilité de choisir ceux qui devaient contribuer à la garde de la ville et de *scribere desinas dicte ville super gachias* (162c).

#### 3.2.4.1 Une mise en abyme de l'écrit

L'analyse de la place tenue par l'écrit au sein de ce registre d'ordonnances démontre qu'il représente en fait une véritable mise en abyme de l'écrit. On peut y voir un immense jeu de poupées russes dans lequel un premier document réfère à un nombre considérable d'autres documents, qui forment à leur tour la trame d'un grand pourcentage des ordonnances. Un simple décompte lexicographique montre que le vocable *scribere*, sous la forme d'un verbe conjugué ou d'un participe passé, ou encore ceux de *scriptor*, *scriptura* et de *littera* en leurs différentes déclinaisons se rencontrent au total 528 fois dans les 194 séances, un stigmatisme numérique certain de l'importance de l'écrit dans le fonctionnement du conseil et l'administration de la ville. Une analyse détaillée de toutes les mentions d'écrits spécifiques ou d'éléments reliés à l'écrit, tels que le sceau ou les archives, en dénombre 237 en 194 séances (tableau 3.1), ce qui implique que 58 % des séances comptent au moins une mention et certaines en recensent même jusqu'à douze<sup>102</sup>, enregistrées sous des appellations variées (tableau 3.2).

---

<sup>102</sup> Aux fins de cette analyse, chaque mention d'un écrit fut comptabilisée séparément même si elle référait à un document déjà mentionné auparavant.

Tableau 3.1 Typologie des mentions de documents dans BB1

Type	Nombre	Type	Nombre
<b>archives</b>	6	<b>registres divers</b>	
<b>sceau</b>	4	inventaires	2
<b>documents constitutifs</b>		registre des bans	1
privilèges	25	<i>desinas</i>	1
cartulaire	3	<b>documents juridiques</b>	
<b>documents législatifs</b>		pétition	3
instruments	18	commission	1
statuts	12	procès	1
ordonnances	12	<b>lettres</b>	116
<b>documents financiers</b>			
comptes	10	<b>documents comtaux</b>	
cédules	5	registre curial	2
chapitres de rêves	4	chapitres d'assemblée	1
allivrement	2		
quittance	1	<b>Évangiles</b>	5
reçu	1	<b>testament</b>	1

Tableau 3.2 Vocabulaire utilisé pour désigner les types d'écrits

<i>archivi</i>	<i>cartularium ordinacionum</i>	<i>petitio</i>
<i>apodixa</i>	<i>cartularium rationum</i>	<i>privilegium</i>
<i>bulleta</i>	<i>commissio</i>	<i>processus</i>
<i>cedula</i>	<i>desina</i>	<i>sigillum</i>
<i>capitula revarum</i>	<i>evangelia</i>	<i>statutum</i>
<i>capitula requisitoria</i>	<i>instrumentum</i>	<i>scriptura</i>
<i>cartularium consilii</i>	<i>inventarium</i>	<i>testamentum</i>
<i>cartularium libre</i>	<i>librum privilegiorum</i>	<i>vidimus</i>

Tableau 3.3 Vocabulaire utilisé pour désigner les types de lettres

<i>litteras citatorias</i>	<i>litteras generalium revarum</i>
<i>litteras clausas</i>	<i>litteras patentes</i>
<i>litteras commissionis</i>	<i>litteras recommendationis</i>
<i>litteras conservatorias</i>	<i>litteras requisitorie</i>
<i>litteras credencie</i>	<i>mandatum litteratorie</i>
<i>litteras executorias</i>	



De même, les lettres apparaissent omniprésentes dans ce registre et sont également désignées par de nombreux termes différents (tableau 3.3). On dénombre au total 116 mentions de lettres, portant à 34 % le pourcentage de séances qui en comportent au moins une. La plupart de ces mentions portent sur des documents différents sans lien les uns avec les autres et qui représentent donc des initiatives nouvelles, sauf pour quinze paires de lettres qui se répondent directement (treize instances) ou indirectement (deux cas). Un exemple de lettres directement couplées serait celui de la séance 34, lorsque le conseil ordonna *quod scribatur nobilibus viris Gaufrido de Intercastris domino de Palude, Guillelmo Giraudi et provido viro Raymundo Bartholomei, ambaxiatoribus ville Brinonie Areis scistentibus quod visis literis per eos missis dominis supradictis* (34b). On peut comparer ceci avec l'échange indirect qui survint le 1<sup>er</sup> septembre 1389, lorsque *Petrus Daniort* présenta à la cour de Brignoles ses lettres royales l'instituant notaire curial à vie; le syndic s'étant opposé à l'exécution de ces lettres qui allaient à l'encontre des privilèges de la ville, il eut à subir des menaces de la part de *Petrus Daniort* (87b). C'est alors que le conseil se réunit et prit la décision d'écrire à la reine pour faire infirmer cette décision et réclamer le respect leurs privilèges, bouclant ainsi la boucle épistolaire.

Sept documents sont non seulement mentionnés, mais aussi retranscrits dans le registre, dont les trois lettres en provençal déjà mentionnées dans la section 3.2.2. La première de ces trois lettres était intégrée au procès-verbal de la séance 26 relatant la cérémonie de réception des nouveaux citoyens *Bertrandus Pererii* et sa mère. Émanant du sénéchal de Provence, elle annonçait l'envoi d'un autre document, soit la commission expédiée aux officiers royaux de Brignoles afin que *Bertrandus* et sa mère puissent récupérer les biens qu'ils détenaient à Brignoles et dans certains villages avoisinants, document dont on trouve une copie, en latin cette fois, à la suite de la première lettre. Après avoir pris connaissance de cette commission, les membres du conseil déterminèrent que des passages contrevenaient à certains chapitres des privilèges octroyés par la reine en mai 1386, chapitres qu'ils s'empressèrent aussitôt de recopier dans le procès-verbal. Le notaire

termina ensuite son texte par l'engagement de l'impétrant, qui incorporait une récapitulation de ces chapitres à sa promesse de les respecter. Pour compléter ce bel exemple d'intertextualité, rajoutons que cet acte de citadinage, qui incluait déjà une lettre, une commission et deux chapitres d'un privilège provenant d'un acte original maintenant perdu, fut en 1389 intégralement recopié dans le Livre rouge<sup>103</sup>. Un autre document retranscrit au registre est une lettre en latin acheminée par la reine aux bailli, syndics et conseil de Brignoles – dans le but de les convaincre, encore une fois, d'accueillir *Petrus Daniort* en tant que notaire curial même si cela allait à l'encontre de leurs privilèges – plus de huit mois après leur avoir envoyé une première lettre en provençal à cet effet. Alors que la première incluait le passage suivant *Mas per tant sapias que nos non volem ne entendem en alcunia maniara prejudicar ni derogar als privilegis e libertat de vos ni de autres subgietz nostres del pays, per que en ayso fazes ayssins com bon vos semblara de far* (88f), la deuxième mentionne *in possessionem dicti notariatus officii juxta formam litterarum sibi per nos missarum eidem immitatis prout ad vos pertinerit visis presentibus* (126c). Ces deux phrases paraissant autoriser le conseil à croire que la reine laissait vraiment entre leurs mains la décision d'accorder ou non le poste à cet homme, il nous semble plausible d'envisager que les lettres furent incluses dans le registre afin de justifier leur attitude intransigeante dans ce dossier, puisqu'ils n'acceptèrent jamais que cet homme obtienne le poste tant convoité de notaire curial de Brignoles.

Plusieurs exemples démontrent que les notaires du conseil et les représentants municipaux sont très conscients de la portée cruciale de l'écrit. La cérémonie d'élection est généralement suivie d'une séance au cours de laquelle on procède de façon rituelle au transfert – entre le syndic sortant et le nouvel élu – de deux des plus importants privilèges pour la défense de l'*universitas*, soit le privilège constitutif de l'existence même du conseil, ainsi que l'acte par lequel la reine Marie confirma d'un coup tous les privilèges existants et en rajouta de nouveaux au moment de la soumission de la ville en 1386 :

---

<sup>103</sup> AA1, fol. 75 à 78v.



*Item venit in consilio nobilis vir Gaufridus de Intercastris et aportavit duo privilegia regia seu reginalia ipsi universitati concessa, videlicet unum privilegium a bone memorie domina nostra Johanne regina concessum quomodo domini syndici et consilarii possint eligere alios syndicos et consiliarios et aliud privilegium contineus comodo omnia privilegia sunt confirmata et alia capitula de novo concessa per dominam nostram dominam Mariam, Dei gracia inclitam reginam, que privilegia in presencia omnium manualiter tradidit et assignavit nobili Bermundo Drogoli, sindico, ibidem presente (70c).*

C'est à cette même occasion que l'on transmet le sceau de la ville aux nouveaux syndics. L'usage du sceau est fermement réglementé afin d'en limiter les abus, puisque personne n'ignore qu'il représente l'*universitas* et matérialise son pouvoir légitime : c'est ainsi qu'en mars 1391, les conseillers ordonnent que *littere sigillande ipsius universsitis sigillentur in presencia dominorum sindicorum et custodum clavium dicte caxie* (162e). Ce coffre des archives – précisément nommé ainsi, *caxie sive archivi privilegiorum et sigilli dicte ville* (110c) – fait aussi l'objet d'une cérémonie officielle puisque chaque nomination d'officiers municipaux détermine également un certain nombre de *custodes trium clavium caxie* (110c), au sein desquels on retrouve toujours les deux syndics et parfois une ou deux autres personnes, toujours choisies parmi les conseillers en exercice. Le coffre et ses précieux documents sont conservés dans la demeure d'un particulier temporairement affectée au service du conseil : en juillet 1388, après avoir réclamé la restitution des documents appartenant à la ville, le conseil ordonne *quod dicti domini syndici dictas res et privilegia reducere et reportare faciant in domo quondam Arnaudi Catelli nunc dedicata ad servicium dicti honorabilis consilii, ibi fideliter custodiantur* (54d) et le même édifice est à nouveau réquisitionné aux élections de février 1389 (70d). Le lieu semble changer avec le temps et en février 1391, une ordonnance précise *ne artilharia et res mobiles et scripture ipsius ville perdantur nec per alias manus teneantur, quod domus Berardi Aymerici que est juxta domum heredum Johannis de Castronovo conducentur* (154i).

Se manifeste clairement ici le souci des conseillers de ne pas perdre la maîtrise de l'écrit ou, à tout le moins, de conserver un certain contrôle sur celui-ci. Il est bien connu en effet qu'il fut longtemps difficile pour les conseils de ville d'établir

leur droit de propriété sur les documents qui les concernaient, ceux-ci étant fréquemment accaparés par différentes personnes y ayant eu accès<sup>104</sup>. Brignoles ne fait pas exception et plusieurs ordonnances montrent que les conseillers tentaient de remédier à cette situation. Une des premières séances dépeint un conseiller, *Gaufridus de Intercastris*, qui se trouve en possession du très important privilège de mai 1386 obtenu lors de la soumission de la ville, probablement du fait qu'il avait été un des deux représentants de la ville mandés à la reine pour lui faire hommage<sup>105</sup>. Les héritiers d'un marchand décédé ayant besoin de ce privilège pour faire valoir leurs droits en réclament une copie, mais *Gaufridus* refuse d'obtempérer sous prétexte que *de quo privilegio dictus nobilis Gaufridus solvisse asseritur de suo proprio francos auri triginta et solidos quatuor et ipsum alicui non intendit assignare, nisi prius habuerit peccuniam suam per eum ratione illius solutam* (18b). Les héritiers sont bien prêts à lui payer cette somme pourvu, toutefois, que le conseil promette de la leur rembourser. Les élus acceptent sans tergiverser et en font une ordonnance sous forme de reconnaissance de dette et d'obligation, à la suite de laquelle ils précisent *inde recuperent privilegium antedictum, quo recuperato incontinenti fieri faciant unum vidimus et illud instrumentum vidimus tradant pro parte ipsorum provido viro magistro Jacobo Cabrerii, notario, nuper electo ad eundum informandum dominam nostram reginam pro dictis heredibus* (18b) : il n'est évidemment plus question que l'original de ce document si important à leurs yeux puisse avoir ne serait-ce qu'une chance de disparaître à nouveau ! Quelques ordonnances tentent, tant bien que mal, d'imposer la restitution au conseil des documents pertinents ainsi éparpillés de par la ville, telle celle du 26 juillet 1387 qui décrète *quod quecumque persona cujuscumque conditionis existat que penes se habeat privilegia, instrumenta, mandamenta, arnesia vel aliquas alias res, illa et illas debeant restituere et assignare dominis sindicis dicte ville hinc ad octo dies proximos* (54c) et cette autre datée de mars 1391 qui statue *quod sigillum dicte universsitis*

<sup>104</sup> Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, op. cit., p. 117; Pierre DUBUIS, « Genève et sa mémoire administrative au XV<sup>e</sup> siècle, d'après les registres des décisions du conseil », dans *La mémoire du temps au Moyen Âge*, sous la dir. de A. PARAVICINI BAGLIANI, Firenze, SISMEL, Edizioni del Galluzzo, no 12, 2005, p. 235.

<sup>105</sup> Jean LE FEVRE, op. cit., p. 274.

*includatur infra caxiam dicte ville et omnia alia et scripture tangentes dictam universsitatem* (162e). De même, l'on se souviendra de cette ordonnance qui, suite à une absence du notaire du conseil ayant eu comme conséquence une lacune dans les procès-verbaux du registre, statuait *quod cartularia consilii stent penes syndicos, ne propter carenciam ipsorum cartulariorum, ordinaciones defficiantur scribere* (91e) : on mesure à l'aune de ces différentes requêtes l'importance que revêtait l'écrit et la conscience aiguë que les conseillers en avaient.

En fait, les conseillers ont une telle conscience du pouvoir de l'écrit qu'ils décident parfois sciemment de ne pas y recourir afin de se protéger. En novembre 1390, en prévision ou en réaction à la venue de la reine à Brignoles, le conseil édicte plusieurs règlements fixant des prix maxima pour certaines denrées et ordonne ensuite que *predicta divulgentur voce preconia et preconizationes non scribantur et propterea non possint fieri inquisitiones in casu quo aliquis delinqueret in premissis* (146h) : les paroles s'envolent et les écrits restent et si le texte de la criée était consigné par écrit, le conseil serait tenu d'en respecter la lettre, ce qu'il ne tient pas nécessairement à faire au vu de cette ordonnance. Il est intéressant de noter au passage que la décision de consigner ou non par écrit le texte des criées, pourtant réalisées seulement avec l'aval et sous la gouverne du bailli, revenait apparemment au conseil qui avait décidé et réclamé une telle criée publique. Un autre exemple éclaire ces choix de porter ou non par écrit des décisions du conseil. En août 1390, le conseil reçoit la visite d'un important ambassadeur de la reine venu plaider et requérir que le conseil accepte *Bernardus de Salis* au poste de bailli, capitaine et châtelain de Brignoles, ce que les conseillers se refusaient à faire craignant que cet homme tente ainsi de se faire reconnaître en tant que seigneur éminent de Brignoles, eux qui possédaient le privilège de faire partie du domaine royal à perpétuité. Ayant longuement délibéré, le conseil admit à nouveau l'envoyé royal en son sein et lui opposa un ferme refus, terminant par la prestation d'un serment de fidélité au roi. L'ordonnance qui suit immédiatement ce paragraphe mentionne alors que *fuit ordinatum quod nichil ad presens scribatur dicte domine nostre regine, sed sufficiat respontio facta dicto suo ambassiatori, qui pro excusatione presentis ville*

*habeat scribere seu notificare predicta et alia sibi in secreto dicta dicte sacre reginali majestati* (135f), rejetant sur l'ambassadeur la responsabilité d'écrire à la reine le résultat de leurs délibérations.

### 3.2.4.2 *La part de l'oral et du gestuel*

Cet exemple avec son rituel du serment manifeste de façon limpide que la prégnance de l'écrit dans ce registre ne fait toutefois pas table rase de l'oralité et de la gestualité : comme le notait Hagen KELLER, « au cours du passage à l'écrit, de nouveaux espaces s'ouvrent au langage oral »<sup>106</sup>, une affirmation qui trouve confirmation dans notre registre, puisque les allusions diverses à l'oralité totalisent 182 références au sein de 86 réunions, représentant 44 % du total des séances. Près d'une vingtaine de références ont rapport aux finances de la ville puisque les comptes sont non seulement soigneusement écrits dans un registre, mais font toujours l'objet d'une reddition de compte orale de la part du collecteur des fonds aux auditeurs élus à cette fin, qui eux-mêmes doivent ensuite produire un rapport oral en conseil, comme le précise toutes les ordonnances qui procèdent à leur nomination. D'autres paroles résonnent dans l'enceinte du conseil lorsque des ambassadeurs mandatés par le conseil reviennent de mission et livrent leur rapport. Ces gens sont dépêchés auprès de la reine, du conseil royal, du sénéchal ou des États généraux de Provence avec des mandats dont la teneur nous échappe, le notaire se contentant généralement d'une courte phrase expliquant le but principal de la mission. Nous en savons rarement plus long sur les résultats précis de leur mission, le notaire ne livrant le plus souvent qu'une courte incise telle que *facta relatione* (96b) ou encore *unde dicta ambassata explicata* (134b) immédiatement suivie d'une ordonnance effectuée en réaction à ce compte rendu. De façon exceptionnelle, le notaire peut consigner une appréciation faite par les conseillers des résultats obtenus, par exemple celle qui suivit l'ambassade de *Petrus Gaufridi*

---

<sup>106</sup> Hagen KELLER, « Oralité et écriture », dans *Les tendances actuelles de l'histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne*, sous la dir. de Jean-Claude SCHMITT et Otto Gerhard OEXLE, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 139.

dans le dossier de *Bernardus de Salis*, une ambassade *tanquam laudabiliter et prudenter ac juxta votum factam* et pour laquelle *eundem merito dictum consilium comendavit* (134b). En maintes autres fois, le conseil entend les rapports des chargés de mission qu'il a envoyés régler les problèmes les plus divers hors de la ville – qu'il soit question d'organiser les détails de la venue d'un médecin recruté par la ville (47b, 58b) ou de discuter avec le prieur ou la prieure du monastère de La Celle pour que cessent les *novitates* que tous deux essaient tour à tour d'imposer sans raison légitime aux habitants de Brignoles (54b, 127c) ou encore de s'accorder avec le conseil d'Aix sur la conduite à tenir face aux gens d'armes qui menacent de déferler sur la Provence (170b, 171b, 179b) – ou bien à l'intérieur de la ville. Parfois, ce sont des ambassadeurs venus d'ailleurs qui se font entendre dans l'enceinte du conseil, exposant aux représentants municipaux ce pourquoi ils ont été mandatés, raison qui consiste la plupart du temps en une demande de subsides de la part de la reine ou d'une requête de celle-ci visant à instaurer une situation qui contreviendrait aux privilèges de la ville.

Une trentaine de références à l'oralité proviennent des criées publiques, méthode de publication par excellence des ordonnances du conseil. Demandées par les conseillers, mais devant être autorisées par le bailli, les criées et les révocations de criées sont réalisées quotidiennement par un *nuncius et preco publicus* (155d) soldé par la ville, qui accepte de le revêtir à ses frais d'une tunique à capuchon étant donné que *sit pauper homo et omni die est necessarius* (155d). Le contrôle sur ces criées publiques semble aussi primordial pour le conseil que celui déjà mentionné pour le sceau. En effet, lorsqu'un noble personnage de la ville exige du bailli qu'il procède à une crie, dont la teneur ne semble pas agréer au conseil pour une raison qui demeure inconnue, ce dernier s'insurge contre cette pratique et, notant que *preconizatio videtur esse facta contra bonos mores et consuetudines ipsius ville*, ordonne *quod domini sindici sequantur causam ipsam a capite usque ad finem sumptibus ville ad hoc ut dicta preconizatio juridice annulletur* (109b).

Une autre trentaine d'éléments oraux font partie de la catégorie toute médiévale de la *fama*. Le texte est truffé de *cum dicatur*, *ut fertur*, *ut dicitur* ou *cum*

*fama sit* qui permettent de connaître les bruits qui courent de par la ville, ou à tout le moins l'information dont le conseil se plaît à dire qu'elle court puisque cela lui permet de donner l'impression qu'il agit en réaction à la demande générale. À titre d'exemple, lorsqu'une ordonnance est édictée qui s'avère particulièrement impopulaire, le notaire écrit *atento quod gentes in majori parte hujus ville murmurant de ordinacione pridie facta in presenti consilio* (68d), terminant avec la décision de révoquer cette ordonnance antérieure qui met apparemment en danger l'ordre public. Cette *fama* lui permet également de justifier une ordonnance visant à faire libérer certains citoyens injustement emprisonnés *prout notorium est toti huic ville* (137b), alors qu'un peu plus tard, il procède à une ordonnance en réaction à rien de moins que les *vociferatione et ululatu gentium*, qui s'insurgent de certaines actions intempestives du sous-viguier (141b).

L'oralité est aussi invariablement accompagnée en certaines circonstances d'une gestuelle particulière, la combinaison des deux ayant force de loi au même titre qu'un document notarié en bonne et due forme. Les serments font partie de cette catégorie hybride : que ce soit *super sancta Dei evangelia* (26h, 66e, 68h, 110d) ou *cruce signati* (110d) ou encore *in manibus* (30b, 56c, 66e, 68h, 70b, 89c, 110d, 114f, 128c, 153i), tous amalgament le geste à la parole et nous rappellent que même omniprésent, l'écrit n'a pas le monopole du pouvoir de légitimation. Dans la même veine, des termes employés dans une ordonnance en lien avec la rève du vin laissent songeur quant à la place qui était faite aux gestes dans la loi. Mentionnant *quod renovaretur preconizatio de non ponendo manum ad vinum sine voluntate reveriorum ordinatorum ab inde inantea sub pena XXV librarum et amissione vini* (152b), cette interdiction de « mettre la main sur le vin » pourrait indiquer que ce geste avait une valeur performative au sens fort et concrétisait la vente au-delà du simple transfert d'argent, nécessitant d'abord que le fermier de la rève prélève son dû. Le geste fait également partie intégrante du rituel de transfert des pouvoirs. En février 1388, le scribe inscrit que le syndic sortant avait apporté aux nouveaux syndics deux privilèges parmi les plus importants pour le conseil ainsi que le sceau de la ville, utilisant les termes *tradidit et manualiter assignavit* (37b) qui font la part

belle à la gestuelle, une situation répétée à chaque élection du nouveau conseil. L'importance du geste et du toucher est telle qu'une ordonnance prévoyant de réviser les registres antérieurs, afin de vérifier si une ambassade avait été accomplie comme prévu initialement, prescrit que *ordinaciones super dictis ambaxiatis factas et relationes dictorum ambaxiatorum videant, palpent et examinent* (76f)<sup>107</sup>.

### 3.3 Conclusion

Le notaire, nous l'avons vu, n'est pas qu'un simple scribe, il est un rouage important du fonctionnement de l'administration et représente un homme digne de confiance à qui le conseil peut accorder de grandes responsabilités. Comme le note Danielle COURTEMANCHE dans son étude sur les mémoriaux échevinaux de Béthune, « le greffier fait partie du gouvernement échevinal, il est nommé à cette fonction par les échevins, il en tire tous les bénéfices et le capital symbolique »<sup>108</sup>, une assertion qui s'applique tout autant aux notaires du conseil brignolais. Ces notaires en sont conscients et en retirent une fierté qui se manifeste par de nombreux phénomènes d'auto-insertion au sein du registre, des insertions qui – de façon symbolique, mais tout aussi réelle – les intègrent et les amalgament au cercle de l'élite dirigeante. Le document que le notaire produit est fortement structuré, tant du point de vue linguistique que stylistique, par les connaissances acquises au cours de sa formation notariale et par le poids des habitudes développées dans son travail, résultant en un texte dense et riche en informations en plus d'être porteur d'un énorme capital d'authenticité du fait de son autographie par un détenteur de la *fides publica*, deux qualités qui lui confèrent une indéniable valeur pragmatique aux yeux du conseil. Ce registre, véritable mise en abyme de l'écrit, documente la prégnance de l'écrit au sein de l'administration municipale en cette fin de Moyen Âge, mais démontre aussi

---

<sup>107</sup> On retrouve cette expression également dans les registres de Sisteron (Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, *op. cit.*, p. 118).

<sup>108</sup> Danielle COURTEMANCHE, « Béthune et ses Mémoriaux échevinaux. Jalons d'une analyse diplomatique d'une source urbaine (XV<sup>e</sup> – XVI<sup>e</sup> siècles), *Memini. Travaux et documents*, no 7, 2003, p. 55.



que l'oralité n'a pas pour autant disparu et qu'elle participe encore de plein droit tant à l'institution du gouvernement, par les cérémonies d'élection et les serments d'entrée en fonction associés à *l'immixtio manuum*, qu'à son organisation la plus quotidienne. C'est d'ailleurs ce fonctionnement au quotidien du conseil qui retiendra maintenant notre attention au cours du chapitre suivant.

## CHAPITRE IV

### LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

Comme plusieurs villes provençales, Brignoles a d'abord connu l'époque du consulat. Nous ignorons l'année de sa création, mais il semble qu'il était déjà actif au XII<sup>e</sup> siècle et qu'il était constitué d'un regroupement de nobles, composant ainsi ce qu'Émilien LEBRUN avait surnommé « une république aristocratique »<sup>1</sup>. Il s'éteignit en 1222 lorsqu'il fut abandonné par les nobles qui le dirigeaient à Raymond-Bérenger V, comte de Provence, en échange de libertés particulières pour eux-mêmes et leurs descendants<sup>2</sup>. La période ultérieure ne connut que l'institution des parlements publics, regroupant les chefs de famille, ainsi que des syndics nommés ponctuellement pour traiter certaines affaires et particulièrement représenter la ville en justice.

Ce n'est qu'en 1322 que l'*universitas* de Brignoles put enfin se doter d'un conseil de ville permanent afin de gouverner avec plus de facilité. Dans un acte accordé par le roi Robert, il devait être formé de douze hommes sans distinction de statut<sup>3</sup>, une situation semblable à celle d'Aix<sup>4</sup>, mais différente du principe d'élection

---

<sup>1</sup> Émilien LEBRUN, *Essai historique sur la ville de Brignoles*, Nyons, Chantemerle (réimpression d'une édition privée de 1897), 1973, p. 90.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 167.

<sup>4</sup> Lucie LAROCHELLE, « *Boni, probi et sufficientes* » : pouvoir et notabilité à Aix-en-Provence entre 1400 et 1535, thèse de doctorat, Université Aix-Marseille I, Aix-en-Provence, 2002, p. 62.

de Sisteron, qui prévoyait plutôt une représentation topographique par quartier<sup>5</sup>, ou de Tarascon, qui comptait sur une division en conseillers nobles et bourgeois<sup>6</sup>. En 1371, dans le but avoué de gouverner avec plus d'efficacité, le conseil requit et obtint de la reine Jeanne la permission de nommer en plus deux syndics permanents ainsi qu'un notaire du conseil dédié à la tâche d'écrire les ordonnances du conseil. Fort de cette permission, le conseil entreprit alors de créer et de conserver sous forme de *cartularia* les procès-verbaux des séances du conseil. Ces registres, extrêmement riches en informations diverses, sont en mesure de nous livrer plusieurs renseignements sur le conseil et sur son mode de fonctionnement. Par une étude attentive de BB1, nous chercherons à connaître le qui, le où, le quand et le comment de ce fonctionnement.

#### 4.1 QUI? Les présences aux réunions

Une catégorie d'information que l'on peut tirer de ce registre, bien qu'indirecte, nous vient des listes de présences aux réunions. Les paragraphes d'introduction de notre registre mentionnent presque toujours une phrase à l'effet que les hommes nommés dans la liste furent rassemblés dans le but d'ordonner et de réformer. Il faut donc conclure que ces listes sont bel et bien des listes de présences et non pas seulement des listes de conseillers qui votèrent en faveur des résolutions proposées ce jour-là, comme cela semble être le cas pour Sisteron<sup>7</sup>.

Sur les 194 séances comptabilisées dans le registre, seules deux d'entre elles n'ont pas été incluses dans le calcul des présences. La séance 15 représente la réception de l'artillerie et la confection de l'inventaire réalisée au domicile du

---

<sup>5</sup> Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron (XIII<sup>e</sup> – XIV<sup>e</sup> siècle). L'exercice du pouvoir urbain : rythmes et enjeux*, thèse de doctorat, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, 2009, p. 132.

<sup>6</sup> Michel HÉBERT, *Tarascon au XIV<sup>e</sup> siècle : histoire d'une communauté urbaine provençale*, La Calade, Édisud, 1979, p. 105.

<sup>7</sup> Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, *op. cit.*, p. 311.

récipiendaire par les deux seuls syndics : nous avons conclu qu'elle ne représentait pas une réunion typique du conseil et l'avons de ce fait éliminée des calculs de fréquentation. La séance 122, quant à elle, n'offre qu'un début de paragraphe d'introduction sans information supplémentaire, ce qui ne nous autorise pas à statuer sur les membres présents ou non à cette assemblée, ni même à savoir avec certitude si cette assemblée a effectivement eu lieu. L'analyse quantitative effectuée, sans oser prétendre à des résultats statistiques de haute volée, nous permet tout d'abord d'évaluer l'assiduité des syndics et des conseillers, ce qui donne une indication valable du sérieux avec lequel ces derniers considéraient leur office. Le tableau 4.1 permet de vérifier la présence des deux syndics et de chacun des douze conseillers pour les cinq années pour lesquelles nous possédons des listes<sup>8</sup>. Il est à noter que la première année est tronquée du premier mois d'exercice puisque le registre s'ouvre avec une séance datée du 26 mars, alors que le conseil se renouvelait au 24 février. La cinquième année est encore plus amputée puisqu'elle ne couvre que les six premiers mois, soit du 24 février 1391, date d'entrée en fonction du nouveau conseil, au 29 août 1391, date à laquelle le registre se termine. Puisque le nombre de séances annuelles est de toute façon très variable, allant de 30 séances pour la deuxième année – pourtant complète – à 43 séances pour les troisième et quatrième années, nous avons jugé que les 41 réunions de ces six premiers mois représentaient tout de même une quantité suffisante de réunions pour autoriser les calculs de présence effectués. Les moyennes de fréquentation brutes par syndic et par conseiller pour chaque année pouvant être analysées plus en détail au tableau 4.1, nous n'indiquerons ici que les données récapitulatives.

---

<sup>8</sup> Le code de couleur, qui établit une analogie avec les feux de circulation, utilise le vert pour les taux de fréquentation de 85% et plus, le jaune pour les taux de fréquentation situés entre 67% et 84% et le rouge pour un pourcentage inférieur à 50%.

Tableau 4.1 Taux de fréquentation des syndics et des conseillers

1 <sup>ère</sup> année		2 <sup>e</sup> année	
<b>nombre de séances</b>	<b>35</b>	<b>nombre de séances</b>	<b>30</b>
<b>syndics</b>		<b>syndics</b>	
Olivarii Petrus	100%	Intercastris, Gaufridus de	90%
Motini Petrus	94%	Bastita, Isnardus de	80%
<b>conseillers</b>		<b>conseillers</b>	
Aymerici, Berardus	91%	Garnerii, Johannes	97%
Raynaudi, Johannes	89%	Drogoli, Bermundus	93%
Bossigue, Raymundus	86%	Claverii, Isnardus	83%
Fedoni, Johannes	86%	Martini, Johannes	80%
Cabrerii, Jacobus	80%	Aymerici jr, Johannes	77%
Feraudi, Feraudus	71%	Brinonia, Gaufridus de	77%
Aymerici sr, Johannes	69%	Gaufridi, Guillelmus	73%
Giraudi, Guillelmus	66%	Bartholomei, Raymundus	70%
Arbaudi, Petrus	63%	Blanqui, Jacobus	70%
Intercastris, Gaufridus de	49%	Moteti, Johannes	53%
Bonis, Guillelmus	37%	Ayglesimi, Johannes	47%
Mayfredi, Andreas	34%	Ginhaco sr, Raymundus de	47%

3 <sup>e</sup> année		4 <sup>e</sup> année	
<b>nombre de séances</b>	<b>43</b>	<b>nombre de séances</b>	<b>43</b>
<b>syndics</b>		<b>syndics</b>	
Drogoli, Bermundus	98%	Aymerici, Berardus	100%
Feraudi, Feraudus	86%	Drogoli, Johannes	67%
<b>conseillers</b>		<b>conseillers</b>	
Olivarii, Bertrandus	93%	Drogoli, Bermundus	98%
Bossigue Raymundus	91%	Raynaudi, Johannes	91%
Brinonia, Johannes de	91%	Claverii, Isnardus	88%
Aymerici, Berardus	88%	Garnerii, Johannes	86%
Olivarii, Petrus	86%	Feraudi, Feraudus	81%
Cabrerii, Jacobus	81%	Tavernoni, Petrus	81%
Fedoni, Johannes	81%	Bartholomei, Raymundus	79%
Gaufridi, Petrus	81%	Brinonia, Gaufridus de	72%
Motini, Petrus	81%	Aymerici sr, Johannes	67%
Arbaudi, Petrus	74%	Aymerici, Audebertus	63%
Broquerii, Isnardus	72%	Intercastris, Gaufridus de	56%
Quatuorlibrarum, Johannes	65%	Bastita, Isnardus de	42%

<b>5<sup>e</sup> année</b>	
<b>nombre de séances</b>	<b>41</b>
<b>syndics</b>	
Feraudi, Guillelmus	85%
Arbaudi, Petrus	83%
<b>conseillers</b>	
Olivarii, Bertrandus	95%
Ginhaco, Raymundus de	85%
Broquerii, Isnardus	83%
Aymerici, Berardus	78%
Motini, Petrus	78%
Bossigue, Raymundus	76%
Cogorde, Petrus	73%
Brinonia, Isnardus de	71%
Brinonia, Johannes de	71%
Giraudi, Guillelmus	59%
Pugeti, Hugo	41%
Drogoli, Johannes	10%

#### 4.1.1 Les syndics

Les syndics sont, entre autres, le versant exécutif principal du conseil et doivent faire montre d'une grande disponibilité, en plus d'avoir une assise financière solide puisqu'ils sont souvent appelés à financer les entreprises de la ville de leurs propres deniers, avançant ainsi des fonds qui leur sont éventuellement remboursés, souvent avec plusieurs années de retard. Les syndics de Brignoles sont particulièrement fidèles au poste puisque le taux moyen de fréquentation est de 88 %, avec une fourchette variant de 67 à 100 %. Le moins constant est un des deux syndics de la quatrième année du registre, *Johannes Drogoli*, dont on apprend le 19 mai 1390 qu'il vient d'être nommé capitaine et viguier de Draguignan (126d), ce qui lui fournit sans doute une excuse valable pour ses nombreuses absences. Si l'on écarte temporairement ce syndic du calcul des moyennes, la fréquentation s'étend alors de 80 à 100 %, avec une moyenne globale très respectable de 91 %.

Deux syndics – *Petrus Motini* de la première année et *Berardus Aymerici* de la quatrième – furent même présents à la totalité des réunions ayant eu lieu pendant leur mandat. Un troisième syndic, *Bermundus Drogoli*, fut également présent physiquement à la totalité des réunions, mais une séance lors de laquelle il ne siégeait pas en tant que syndic démontre le souci d'adhérer à un certain ordre protocolaire. Le 1<sup>er</sup> septembre 1389, en l'absence du bailli *Johannes Drogoli*, une situation urgente se présente qui requiert l'avis du conseil. Dans un dossier évoqué au chapitre précédent, *Petrus Daniort* ayant présenté à la cour de Brignoles des lettres royales qui, à l'encontre des libertés de la ville, l'instituaient notaire curial à vie avec le pouvoir de se faire remplacer par un substitut, l'un des syndics en appelle de cette décision et fait alors l'objet de menaces de la part de cet homme (87b). On assemble donc le conseil pour décider de la conduite à tenir, mais étant donné l'absence du bailli, c'est le vice-bailli – en l'occurrence le syndic *Bermundus Drogoli*, également frère du bailli – qui préside la séance. C'est ainsi que le paragraphe d'introduction mentionne son nom en tant que vice-bailli, mais ne l'inscrit pas comme syndic dans la liste des présents, où le seul syndic mentionné est *Feraudus Feraudi*. On peut donc envisager l'hypothèse qu'un même homme ne pouvait être à la fois syndic et bailli, ce qui pourrait indiquer que l'on portait une attention particulière aux formalités entourant la tenue des réunions, vraisemblablement afin de conserver la légitimité des décisions qui y étaient prises.

Lors de la grande majorité des réunions, les deux syndics sont présents et ce n'est que dans 23 % d'entre elles qu'un seul syndic est présent. Aucune séance n'a lieu en l'absence d'un syndic et au cours de la seule réunion où cette situation aurait pu survenir, la présence d'un *locumtenens* bien mis en évidence dans la liste des présents par les termes *nobilis Bertrandus Olivarii, locumtenens nobilis Guillelmi Feraudi sindici* (178a) démontre encore une fois l'importance de préserver la légitimité et semble indiquer que la présence d'au moins un syndic était requise pour procéder à la tenue d'une réunion du conseil. Exemple patent d'une situation pouvant se prêter à de multiples conflits d'intérêts, ce *Bertrandus Olivarii* est en même temps bailli et capitaine de Brignoles pour le compte de la reine, conseiller au



service de l'*universitas* de Brignoles et ce jour-là, *locumtenens* du syndic pour le compte de la ville, tout en étant par ailleurs trésorier et *credensarius* des rêves...

Certaines ordonnances du registre traitent plutôt des obligations et prérogatives des syndics de Brignoles. Il est clair en effet qu'ils ne sont pas que des exécutants : ils portent de lourdes responsabilités, certes, mais celles-ci sont également associées à de nombreuses prérogatives. Comme le faisait remarquer Yves GRAVA, ils sont les gardiens des privilèges et « à eux seuls un petit sénat »<sup>9</sup>; ce sont eux qui reçoivent le serment des officiers royaux à leur entrée en charge et ils sont souvent les interlocuteurs privilégiés entre la ville et le pouvoir royal. Par contre, il semble clair que le pouvoir décisionnel – le pouvoir « souverain » – repose entre les mains du conseil, à qui ils doivent rendre des comptes et qui peut au besoin les démettre de leurs fonctions. Un exemple intéressant se trouve à la toute dernière séance, alors que *Johannes Drogoli*, ancien bailli et capitaine poursuivi pour fraude et abus de pouvoir, demande à obtenir une copie d'un privilège de la ville de Brignoles qui l'exempterait de payer la sportule au juge et au bailli agissant à titre de commissaires dans son procès. Le conseil refuse de lui en donner la possibilité, utilisant une maxime de droit bien connue pour se justifier comme nous l'avons vu précédemment. Les deux syndics avaient-ils par hasard plaidé en sa faveur? Toujours est-il que le conseil ordonne ensuite que *in casu quo vellent defendere qui contra universsitatem presentis ville se vellet oponere, quod eo tunc ipsos non habent pro sindicis nec habere volunt pro eorum sindicis* (194e). Cette ordonnance nous indique que les syndics sont tenus de suivre les ordonnances du conseil sous peine d'être désavoués par ce dernier.

Parmi les quelques autres ordonnances de notre registre qui traitent des syndics, une d'entre elles mentionne qu'ils recevaient une robe spéciale lors de leur entrée en fonction et que son port était obligatoire pendant toute l'année de leur mandat, sans quoi le conseil pouvait éventuellement refuser de la payer (79e). Une

---

<sup>9</sup> Yves GRAVA, « Le syndicat provençal au XIV<sup>e</sup> siècle : les communautés d'habitants de l'étang de Berre », dans *Les pays de la Méditerranée occidentale au Moyen Âge : études et recherches*, Paris, CTHS, 1983, p. 144.

ordonnance édictée lors de la première séance du conseil élu en février 1389 prévoit d'ailleurs la levée d'une taille pour acquitter le paiement de ces robes (67e) et le livre de compte mentionne le paiement d'une somme de 20 florins payée à *Johannes Quatuorlibrarum* pour l'achat des robes de *Bermundus Drogoli* et *Feraudus Feraudi*, élus syndics en février 1389<sup>10</sup>. Ce montant, qui représentait une somme considérable, démontre le luxe du vêtement de fonction qui leur était fourni : à titre de comparaison, la somme pour une seule de ces robes représente douze fois celle payée par la ville pour la robe de fonction qu'elle fournissait à son crieur public<sup>11</sup>.

En plus de toujours porter l'insigne de leur fonction, les syndics devaient aussi faire acte de présence à tout procès tenu à la cour royale de Brignoles afin d'y défendre les intérêts des Brignolais impliqués (79d), un devoir de représentation qui leur permettait à tout le moins de participer, bien que de façon indirecte, à l'exercice de la justice à Brignoles. Parmi les nombreuses autres responsabilités qui devaient leur échoir, mais qui ne peuvent être étudiées sur un si mince échantillon, une autre est évoquée dans le registre. Le 16 mars 1391, peu après l'entrée en fonction du nouveau conseil, une ordonnance précise *quod [...] littere sigillande ipsius universsitis sigillentur in presenciam dominorum sindicorum et custodum clavium dicte caxie* (162e). Il s'agit de la première fois où l'on précise que les lettres émanant de la ville devront être scellées en présence des syndics et des gardiens des clés. Était-ce une de ces ordonnances d'apparence redondante qui ne faisaient que mettre par écrit une situation déjà en vigueur ? Ou au contraire, le sceau était-il auparavant conservé par le notaire du conseil qui écrivait et scellait lui-même les lettres émanant de la ville ? On semble maintenant vouloir contrôler attentivement les usages de ce sceau, ce qui est peut-être à mettre en rapport avec certains liens devenus trop étroits entre le pouvoir communal et le pouvoir royal à Brignoles à cette époque. En effet, le bailli qui amorce ce jour-là son nouveau mandat est *Bertrandus*

<sup>10</sup> *Item ponit solvisse idem exactor Johanni Quatuorlibrarum pro raubis dictorum dominorum sindicorum florenos auri viginti, quorum sindicorum nomina sunt dicti Bermundus et Feraudus* (CC1, fol. 82).

<sup>11</sup> *Item ponit solvisse idem exactor mandato quo supra Hugue Ricarde pro rauba facta Johanni Nicolay preconi publico, solidos tresdecim et denarios sex* (CC1, fol. 80v).

*Olivarii*, un noble de la ville qui, de plus, venait d'être élu conseiller le 24 janvier 1391 ainsi que trésorier le 24 février 1391, cumulant des postes en apparence difficilement compatibles sans un minimum de conflits d'intérêts! Peut-être plus grave encore, il semble probable que le nouveau notaire du conseil, *Guillelmus Clari*, était toujours possesseur de l'office de clavaire de la cour royale, un office dont nous pouvons être certain qu'il le tenait encore aussi récemment que le 9 janvier 1391, puisqu'à cette date-là, le conseil se réunit *mandato viri prudenti magistri Guillelmi Clarii clavarii et vicebaiuli curie regie dicte ville* (151a). Une telle promiscuité dut sans doute inquiéter les membres du conseil, qui insistèrent alors pour que toute lettre provenant de la ville soit d'emblée scellée en présence des deux syndics et des deux autres détenteurs des clés du coffre afin de mieux en contrôler la teneur.

En échange de ces différentes obligations, les syndics étaient couverts d'honneur, le port de la robe de leur office leur assurant une prééminence au sein de l'*universitas*, tout juste derrière les officiers royaux mais devant tout autre homme :

*Item ordinaverunt, de voluntate qua supra, pro honore hujus ville quod quicumque sint vel pro tempore fuerint syndici ville Brionie preferantur omnibus aliis hominibus dicte ville cujuscumque nobilitatis aut dignitatis, fulgeant tam in ecclesiis, consiliis, festis et aliis locis durante tempore sindicatus ipsorum dum tamen raupas sindicatus deferant et quod ista ordinacio ponatur et describatur in libro hujus ville et hoc intelligatur quod post dominos regios oficiales ipsi syndici preferantur ceteris civibus dicte ville* (79c).

Cet honneur, que l'on retrouve à Aix par exemple<sup>12</sup>, leur importait au point d'en ordonner la transcription dans le cartulaire de la ville, une disposition qui fut rapidement suivie d'effet puisque l'on retrouve ce texte, en provençal cette fois, dans les statuts rénovés inscrits en mai 1389 dans le Livre rouge<sup>13</sup>.

<sup>12</sup> Lucie LAROCHELLE, *op. cit.*, p. 32.

<sup>13</sup> AA1, fol. 85v.

#### 4.1.2 Les conseillers

Le taux de fréquentation des conseillers<sup>14</sup> varie de 34 à 98 %, pour une moyenne globale de 74 %, ce qui est tout de même appréciable et démontre assiduité et respect pour cet office assez accaparant. On trouve un pourcentage moyen de fréquentation très semblable à Sisteron<sup>15</sup> où il est de 70 %, ainsi qu'à Barjols, où les élus font acte de présence à 76 % des séances en moyenne<sup>16</sup>. Globalement, les conseillers qui sont présents à deux tiers des réunions ou plus représentent 85 % de l'ensemble des élus. Seul un groupe marginal de 12 % assiste à moins de 50 % des réunions. On peut distinguer deux sous-ensembles au sein de groupe apparemment moins rigoureux. Dans un premier temps, on y trouve quatre conseillers qui semblent moins influents au sein de l'*universitas*, ce que l'on peut déduire du fait qu'ils ne sont jamais nommés parmi les premiers dans la liste des présences – ce qui constitue un indice d'influence comme nous l'avons vu précédemment – et qu'ils n'obtiennent qu'un seul poste de conseiller, avec à l'occasion un poste d'officier municipal pour deux d'entre eux, pendant toute la période couverte par le registre. À l'opposé, l'autre sous-groupe de conseillers moins

---

<sup>14</sup> Pour la cinquième année d'exercice, le calcul exclut un élément et en modifie un deuxième. Tout d'abord, le conseiller *Johannes Drogoli* présente un pourcentage de fréquentation extrêmement bas de 10 % du fait qu'il a vraisemblablement quitté le conseil assez rapidement au vu des procédures entamées et assidûment poursuivies par le conseil de ville pour lui faire perdre, ainsi qu'à son frère *Bermundus*, son statut de citoyen de Brignoles, un épisode qui sera détaillé plus longuement dans le chapitre suivant. Étant donné que le pourcentage de fréquentation pour cet homme est faussé par les circonstances et ne représente probablement pas l'assiduité réelle qu'il aurait présentée autrement, nous avons éliminé son pourcentage du calcul des moyennes, n'utilisant que les taux des onze autres conseillers. L'autre cas est celui de *Hugo Pugeti* qui fut expulsé du conseil le 1<sup>er</sup> mai 1391, un épisode qui sera détaillé dans ce chapitre, ce qui aboutit à un taux de fréquentation de seulement 41 %. Si l'on considère seulement les réunions ayant eu lieu avant son expulsion, sa moyenne de fréquentation démontre une assiduité de 81 %. Étant donné que ses absences ultérieures furent motivées par son expulsion et non par un manque d'assiduité, c'est ce pourcentage de 81 % qui a été utilisé ici dans le calcul des moyennes globales de fréquentation.

<sup>15</sup> Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, op. cit., p. 343.

<sup>16</sup> Cynthia Law-Kam Cio, *Édition commentée du premier registre de délibérations municipales de la ville de Barjols (1371-1393)*, mémoire de maîtrise, Université de Montréal, Montréal, 2009, p. 83.

constants est composé de trois hommes à la fois nobles, riches et influents. *Gaufridus de Intercastris*<sup>17</sup> est conseiller lors de la première année et sa moyenne de présence est de 49 %, alors qu'à la quatrième année, elle est de 56 % ce qui n'est guère plus reluisant. Pourtant, à titre de syndic lors de la deuxième année, il avait fait acte de présence 90 % du temps, ce qui montre bien l'importance qu'avait la présence du ou des syndics aux réunions. De façon similaire, *Isnardus de Bastita*<sup>18</sup>, offre une prestation médiocre avec une fréquentation de 42 % lors de son mandat de conseiller de la quatrième année, alors que pendant la deuxième année, il avait été présent 80 % du temps à titre de syndic. Le dernier des trois, *Johannes Drogoli*<sup>19</sup>, est celui dont nous avons vu (cf note 14) qu'il n'avait fait acte de présence qu'à quatre reprises à titre de conseiller lors de la cinquième année d'exercice par suite des procédures entamées par la ville. Ces trois hommes, de toute évidence riches et puissants, pouvaient apparemment se permettre d'être moins présents sans rien perdre de leur influence : la preuve en est que non seulement ils furent régulièrement nommés parmi les premiers lorsqu'ils étaient effectivement présents, mais de plus, ils cumulèrent les postes d'influence au sein de la ville. En effet, dans ce seul registre couvrant une période de quatre années et demie d'exercice de gouvernement communal, *Gaufridus de Intercastris* fut conseiller à deux reprises et syndic une autre fois et *Isnardus de Bastita* agit une fois comme conseiller, une autre fois à titre de syndic et deux fois encore en tant qu'officier municipal. Quant à *Johannes Drogoli*, il fut syndic pendant un an, puis élu au conseil avant de

---

<sup>17</sup> Il est seigneur de Vins et de La Palude et détenteur de la plus grosse fortune de Brignoles (Maryse GUÉNETTE, *Au cœur du patrimoine familial : stratégies matrimoniales et coutumes successorales à Brignoles de la fin du XIV<sup>e</sup> au milieu du XV<sup>e</sup> siècle*, thèse de doctorat, Université Laval, Québec, 1994, p. 135 et 166).

<sup>18</sup> Riche marchand de blé et de bétail (*Ibid.*, p. 147), une bulle du pape Clément VII lui permet de se porter acquéreur en 1390 de la coseigneurie de Flassans, qui appartenait au monastère de La Celle (Paulette L'HERMITE-LECLERCQ, *Le monachisme féminin dans la société de son temps : le monastère de La Celle (XI<sup>e</sup> – début du XVI<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Éditions Cujas, 1989, p. 140).

<sup>19</sup> Il est de richesse personnelle assez moyenne au cadastre de 1417, mais d'une part, il est marié à la fille de *Gaufridus de Intercastris*, et d'autre part, il est rapidement monté dans l'estime du pouvoir royal, devenant châtelain à vie de Brignoles en 1386 et échanson du roi Louis II en 1387. Il fut par la suite nommé maître-rational à vie en 1394 et fait chevalier en 1406 (Maryse GUÉNETTE, *Au cœur du patrimoine familial...*, *op. cit.*, p. 168).

disparaître des pages du registre – à tout le moins en tant que conseiller, sinon comme sujet favori de discussion et objet de nombreuses ordonnances après sa mise au ban de la bonne société brignolaise –, mais il avait quand même opéré à titre de bailli de Brignoles pendant trois ans et comme capitaine de la ville pendant quatre ans, un indice certain de sa très grande importance dans la ville, avant sa chute en disgrâce à tout le moins. Caroline FARGEIX note un phénomène semblable à Lyon où « la rareté de la présence de ces notables contribue à souligner le fait qu'ils honorent plus l'assemblée de leur présence que l'inverse »<sup>20</sup>.

Certains historiens ont relevé la présence de nombreux notaires au sein des conseils de ville de cette période<sup>21</sup> : ce n'est pas le cas à Brignoles à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Chaque conseil annuel n'implique la présence que d'un seul notaire – sauf la troisième année lors de laquelle deux notaires sont en fonction – et encore le seul notaire présent tant à la deuxième qu'à la quatrième année est-il le noble *Bermundus Drogoli*, dont on a vu précédemment que son état de noblesse semblait beaucoup plus prééminent que son titre de notaire puisque ce dernier ne fut employé qu'à deux reprises sur 123 présences. Par contre, l'assiduité des notaires paraît meilleure, leur taux moyen de fréquentation étant de 84 % comparé à 73 % pour les conseillers autres que notaires, évoquant peut-être un sens des responsabilités plus aigu associé à la professionnalisation croissante du notariat.

#### 4.1.3 L'existence d'un quorum

Si l'on examine les présences par séance, les chiffres varient de 4 à 12 conseillers présents, avec une moyenne de neuf conseillers par séance, ce qui est également le cas à Sisteron, alors qu'à Lyon, l'absentéisme est plus flagrant, avec

---

<sup>20</sup> Caroline FARGEIX, *Les élites lyonnaises au miroir de leur langage*, thèse de doctorat, Université Lumière-Lyon 2, Lyon, 2005, p. 312.

<sup>21</sup> À Lyon, les hommes de loi (dont plus de la moitié sont des notaires) représentent entre 22 et 38 % des élus (*Ibid.*, p. 278), ce qui est considérable, alors qu'Alexandra GALLO note que « les notaires sont omniprésents parmi les représentants municipaux » à Sisteron (*La communauté de Sisteron...*, *op. cit.*, p. 324).



une moyenne de sept ou huit conseillers<sup>22</sup>. À Brignoles, aucune ordonnance ne vient confirmer l'existence d'un quorum des deux tiers comme ce fut le cas ailleurs<sup>23</sup>, si ce n'est un indice tout à fait ténu. À trois reprises au cours des premiers mois du registre, après avoir inscrit le paragraphe d'introduction habituel et la liste des présents à la réunion, le notaire inscrit *nichil fuit ordinatum propter numerum imperfectum dominorum de consilio* (1b), *nichil ordinarunt propter numerum non completum dominorum consiliariorum* (8b) et *nichil ordinarunt quia non est numerus completus ipsorum dominorum* (21b), alors que la liste contenait les noms de sept, six et sept conseillers respectivement, sans compter les syndics, tous deux présents à chaque fois. Ceci laisserait effectivement croire à un quorum des deux tiers, situation à laquelle répondrait tout de même 89 % des séances contenues au registre. Il faut cependant nuancer fortement cette notion de quorum : l'analyse des séances tenues sans quorum démontre qu'il était assez élastique dans sa définition et que de toute façon, son absence ne représentait pas un frein absolu à la prise de décision. On ne trouve que 11 % des séances qui sont tenues avec moins de huit conseillers en exercice, quoique nombre d'entre elles – soit un peu plus du quart – accueillent également des conseillers anciens. Il est possible que le statut de membre du conseil ancien autorise une participation active aux délibérations, voire aux décisions, permettant de pallier l'absence de quorum au sein du nouveau conseil. En plus des trois séances déjà mentionnées qui justifiaient l'absence de décision par un nombre insuffisant de membres du conseil, deux autres séances (61 et 85) ne présentent aucune ordonnance, sans aucune justification cette fois étant donné qu'absolument rien n'est inscrit à la suite des présences qui totalisent cinq et sept conseillers respectivement, sans ajout de conseillers anciens. Il est possible que ces réunions n'aient donné aucun résultat dû à l'absence de quorum, sans que le notaire ne prenne la peine de le spécifier.

---

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 343 et Caroline FARGEIX, *Les élites lyonnaises...*, *op. cit.*, p. 310.

<sup>23</sup> Aucun document ne le prouve hors de tout doute, mais Sisteron aurait vraisemblablement eu un quorum des deux tiers pour ce qui est du conseil (Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, *op. cit.*, p. 342), alors que cette proportion est attestée comme quorum pour les assemblées (*Ibid.*, p. 246). À Tarascon, le quorum est effectivement des deux tiers (Michel HÉBERT, *Tarascon au XIV<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 108).



Sur les 22 séances sans quorum, la moitié exactement a résulté en une prise de décision manifestée par une ou plusieurs ordonnances, alors qu'aucun ajout de conseiller ancien n'était venu mitiger un nombre potentiellement insuffisant de conseillers en exercice. Ces décisions portent sur des sujets très variés, que ce soit la publication du ban sur le vin, l'imposition d'une taille ou l'instauration d'un guet, mais touchent parfois à des sujets beaucoup plus sensibles. Parmi ces décisions ayant une portée plus considérable, on peut citer en exemple la séance du 20 janvier 1390, au cours de laquelle les six conseillers présents autorisent *Bermundus Ruffi*, déjà fermier des bans de la ville, à agir en plus à titre de bannier, la ville n'ayant pu trouver aucun homme qui se montra intéressé à occuper ce poste. Il n'est pas sans intérêt de noter les précautions dont le conseil s'entoure en précisant dans cette ordonnance :

*quod si dictus Bermundus Ruffi aliquod banum denunciaverit vel scripserit in suo cartulario contra aliquam personam fide dignam et illa talis persona fide digna suo juramento dixerit non comisisse illum banum, quod dicto illius persone stetur et non ipsius Bermundi (64c),*

protégeant ainsi les citoyens de Brignoles contre les potentiels abus de pouvoir qu'un tel cumul de tâches aurait pu entraîner de la part dudit *Ruffi*. Autre décision d'importance prise sans le bénéfice d'un quorum, une ordonnance du 23 septembre 1389 effectuée en présence de seulement sept conseillers accorde :

*quod attenta penuria et carestia racemorum istius anni, tribuatur licencia illis qui hospicia propia et domicilium proprium in presenti villa et homagium fecerint domino nostro rege inmitendi racemos eorum vinearum quas habent in territorio de Artacella et de Campis, pro isto anno tantum et non ultra (91b),*

une décision contrevenant au privilège que la ville de Brignoles détient de refuser l'entrée dans la ville de tout vin ou raisin en provenance de l'extérieur. On décide donc de passer outre à ce privilège en raison de la pénurie et de la cherté du raisin cette année-là, tout en prenant bien soin de préciser que cette dérogation temporaire ne concerne que les fidèles sujets du roi ayant prêté l'hommage et tenant feu et lieu en la ville de Brignoles.

Une série d'ordonnances édictées sur trois séances différentes laissent entendre que malgré l'élasticité du concept de quorum, il existait probablement une certaine limite que les conseillers hésitaient à franchir afin de ne pas trop porter atteinte à la légitimité de leurs décisions. Le 18 février 1388, le capitaine d'une troupe de gens d'armes, *Johannes de Graulheto*, se présente aux portes de Brignoles et sollicite la permission d'y entrer. Bien que connu d'eux et ayant même fait l'objet de lettres congratulatoires envoyées par le conseil à la reine en avril 1387 (7b), on refuse cette fois qu'il pénètre dans l'enceinte de la ville avec sa troupe – même après qu'il ait montré ses lettres du sénéchal – n'autorisant le passage qu'à lui-même et une poignée d'acolytes en raison de lettres antérieurement reçues de la reine qui leur enjoignaient spécifiquement de lui dénier l'entrée (33c)<sup>24</sup>. On réunit le conseil en toute hâte afin de traiter cette situation épineuse, mais malheureusement, seulement quatre conseillers en exercice répondent à l'appel, bien que neuf conseillers anciens se joignent à eux. Ayant probablement déterminé que le vote de quatre conseillers ne constituait pas un appui très large, on décide de convoquer une autre réunion à ce sujet. C'est ainsi que quatre jours plus tard, en présence de huit conseillers actifs et d'un conseiller ancien, le notaire commence par *item aprobando et ratificando ac confirmando ordinacionem pridem factam* (35c) une longue ordonnance qui renouvelle l'interdiction pour *Johannes de Graulheto* d'entrer en ville avec ses gens. Le bruit ayant couru jusqu'aux oreilles du sénéchal que la décision de refuser l'entrée à *Graulheto* émanait plutôt du capitaine de Brignoles, le nouveau conseil récemment entré en fonction édicte le 27 février cette très longue ordonnance, dans laquelle la précision du langage juridique rivalise avec l'élégance et la subtilité du jeu politique :

*Et primo ordinaverunt quia, ut dicitur, relatum fuit tam domino senescallo Provincie quam gentibus armorum quod dictus dominus capitaneus*

---

<sup>24</sup> Le 7 décembre 1387, les capitaines *Johannes de Graulheto* et *Bertrandus Boytardi* avaient pris Balthazar de Spinola et ses gens en otage afin de réclamer leurs gages à la reine et ce n'est que le 1<sup>er</sup> février 1388, une fois la situation résolue, que la reine leur accorda des lettres de rémission, lettres dont les gens de Brignoles n'avaient probablement pas encore eu vent (Jean LE FÈVRE, *Journal de Jean Le Fèvre, évêque de Chartres, chancelier des rois de Sicile Louis I et Louis II d'Anjou*, publié par H. MORANVILLÉ, Paris, A. Picard, 1887, p. 475 et 509).

*fuera in causa quia gentes armorum pridie non intraverunt presentem villam, licet constet de contrario in cartulario ordinacionum consilii hujus ville, [...]; ideo prefatti, inquam, domini syndici et consilarii suprascripti, in presencia dicti domini capitanei, consilium tenentes, nemine ipsorum discrepante, aprobando et ratificando ordinacionem et ordinaciones pridem factas per consilium hujus ville de non inmitendo infra presentem villam gentes armorum sub sertis formis et conditionibus atque causis in ipsis ordinacionibus actenus factis particulariter descriptis, noviter [...] ordinaverunt quod gentes armorum extranee decetero non intrent infra presentem villam, [...]. Quamquidem ordinacionem presentem et alias actenus factas per dictum honorabile consilium de non inmitendo gentes armorum infra villam voluerunt habere ratam et ratas firmam et firmas et de illis servandis requisiverunt dictum dominum capitaneum ibidem presentem, salva tamen et retenta in predictis omnibus et singulis voluntate, consiencia et ordinacione dicti domini senescalli Provincie. Et dictus dominus capitaneus, reservans determinationem et ordinacionem dicti domini senescalli ad quem se reportat, respondit quod paratus est predictam ordinacionem observare in quantum poterit et potest de jure et non alias (39b).*

C'est ainsi que la rumeur s'étant emballée et le capitaine ne voulant point porter l'odieux de cette décision, le conseil se réunit afin de clarifier la situation et préciser sa responsabilité en la matière. Cette fois, le conseil ne veut pas courir le risque de voir la légitimité de sa décision prise en défaut et rassemble pour cette occasion la totalité des nouveaux conseillers ainsi que onze anciens conseillers, en plus des deux syndics. L'importance du nombre, démontrant un appui des plus large et un front unifié, est encore mise en évidence si l'on considère que cette réunion, convoquée dans le seul but de régler cette question délicate, était la deuxième à survenir en ce 27 février et que deux des conseillers maintenant présents étaient absents lors de la première réunion tenue ce jour-là.

#### 4.1.4 Les réunions accueillant l'ensemble des conseillers

À l'opposé, il peut être intéressant de voir si les séances qui réunissent l'ensemble des douze conseillers élus portent sur des sujets complexes et épineux ou si cette affluence n'est que le fruit du hasard. Seulement 6 % des séances répondent à ce critère numérique, ce qui est tout de même très peu. De ces onze

réunions, une représente la séance tout juste mentionnée où l'on réitère pour une troisième fois le refus de laisser entrer *Johannes de Graulheto* dans l'enceinte de la ville avec ses troupes. Une autre séance ne présente aucune ordonnance à la suite de la liste des présents, ce qui ne laisse pas d'étonner : il est en effet, peu probable que l'on ait rassemblé deux syndics, douze conseillers élus et cinq anciens conseillers pour un si piètre résultat ! Sur les neuf séances restantes, on peut admettre que cinq d'entre elles portent sur des sujets importants ou à forte connotation symbolique qui justifiaient une participation plus intense, par exemple la première réunion d'un conseil nouvellement élu ou encore la cérémonie de transfert des privilèges et du coffre de la ville des syndics anciens aux syndics nouvellement entrés en fonction. Mais les quatre autres séances réunissant l'ensemble des conseillers en exercice traitent de sujets beaucoup plus prosaïques et même routiniers qui n'avaient aucune raison de soulever les passions et faire accourir les foules : il faut donc envisager que cette affluence ait été ici entièrement fortuite.

#### 4.1.5 Les conseils élargis

L'institution du parlement public, qui avait de longtemps précédé l'institution consulaire, ne semble plus très active à Brignoles en cette fin de XIV<sup>e</sup> siècle, puisqu'on n'en retrouve qu'une seule manifestation dans tout le registre. Il s'agit de la séance du 23 mai 1391 au cours de laquelle les ambassadeurs envoyés auprès de la reine pour traiter du dossier *Drogoli* relatent leurs activités et exhibent les lettres patentes obtenues. Désirant élargir au maximum le consensus tacite des ses administrés, le conseil ordonne *quod [...] convocetur parlamentum generale presentis ville in quo omnia supradicta publice divulgentur et dicantur ut nemo pretendat ignoranciam de gestis per dictos dominos ambaxiatores [factis]* (181d), justifiant cette demande par la maxime *omnes tangit ab omnibus aprobari debent*. Malheureusement, il ne nous reste plus de traces de ce qui transpira lors de ce parlement public, mais la séance du 14 juin 1391 démontre clairement qu'il eut bel et bien lieu puisque le notaire indique, parlant d'une lettre émanant de la reine, *quod*

*quedam littera clausa pridem presentata per dominum priorem, fratrem Johannis Drogoli, in publico parlamento* (187b).

En contrepartie de cette atrophie de l'institution parlementaire, les études sur les autres villes provençales ont montré qu'il était fréquent que les réunions du conseil accueillent en leur sein des gens qui n'en faisaient pas partie, que ce soient des hommes ayant déjà été conseillers par le passé ou encore des hommes convoqués, cités ou tout simplement admis au conseil<sup>25</sup>. Une situation similaire existait à Brignoles, où une participation accrue par l'ajout d'anciens conseillers ou encore d'*admitti* permettait de dégager un plus large consensus et d'obtenir un appui plus ferme aux décisions du conseil, tout en engageant la responsabilité d'un segment plus ample de la population. C'est ainsi que 44 % des séances mettent en action ces personnes surnuméraires, dont le nombre varie d'un à dix-huit par séance, pour une moyenne de six<sup>26</sup>. Près des trois quarts de ces séances élargies accueillent exclusivement des conseillers de l'année précédente, alors que dans l'autre quart, des conseillers des années plus antérieures ou encore des *admitti* – dont on ne sait s'ils furent un jour conseillers – s'y agrègent en plus.

Si l'on analyse cette fois le nombre total de participants aux réunions – syndics, nouveaux et anciens conseillers et *admitti* confondus – la fourchette varie de sept à trente, avec une moyenne de treize participants pour l'ensemble des séances contenues au registre. Considérant seulement les séances qui réunissent vingt participants ou plus, totalisant ici quatorze réunions, un lien très clair peut être établi entre ce plus grand nombre de participants et l'importance du sujet abordé au cours de ces réunions. Six d'entre elles portent sur des questions financières mettant en jeu des montants considérables, trois séances portent sur la défense

<sup>25</sup> Michel HÉBERT, *Tarascon au XIV<sup>e</sup> siècle...*, op. cit., p. 131; Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, op. cit., p. 254; Cynthia LAW-KAM CIO, op. cit., p. 95.

<sup>26</sup> Alexandra GALLO, comparant ses chiffres avec ceux de Tarascon, concluait à une assez grande ouverture du conseil de Sisteron à la population en notant que 30 % des séances se faisaient en présence d'un conseil élargi, qui rassemblait généralement entre 2 et 11 participants extérieurs au conseil attitré, ce qui ferait du conseil de Brignoles un conseil encore plus ouvert et plus collégial (*La communauté de Sisteron...*, op. cit., p. 254).

active de certains privilèges chers au cœur des conseillers brignolais, alors que trois autres séances traitent du privilège de citoyenneté, avec d'une part la cérémonie de réception de nouveaux citoyens et d'autre part, deux parmi les nombreuses séances qui furent consacrées à la saga mettant en cause les frères *Drogoli*, qui sera plus longuement traitée au chapitre suivant.

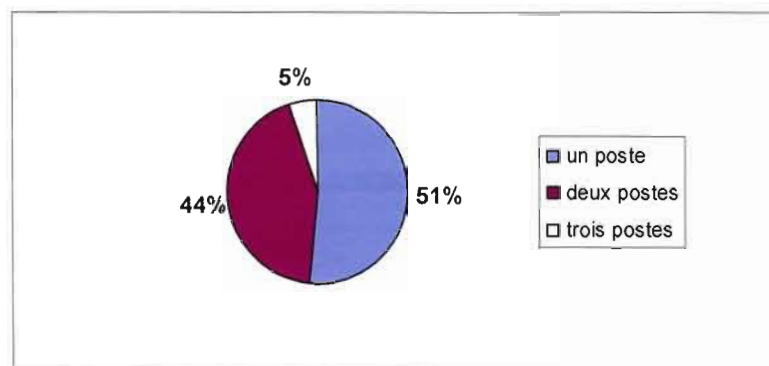
#### 4.1.6 La concentration des pouvoirs

Cette tendance à élargir la participation au processus délibératif est toutefois contrebalancée par la tendance inverse visant à conserver le pouvoir entre les mains d'un petit nombre d'hommes choisis année après année pour diriger la ville. Cette tendance oligarchique a été notée à plusieurs reprises pour différentes villes<sup>27</sup>. Notre registre contient cinq listes de douze conseillers, soit un total de soixante postes de conseillers potentiels. Trente-neuf hommes pourvoient à ces postes au fil des ans, ce qui représente une moyenne d'environ 1,5 poste par personne<sup>28</sup>. Bien que la majorité – soit 95 % – de ces hommes n'occupent qu'un ou deux postes de conseillers, dans ce court laps de temps certains vont même jusqu'à en occuper trois (fig. 4.1)<sup>29</sup>. En effet, *Berardus Aymerici* et *Raymundus Bossigue* furent tous deux conseillers à trois reprises et le rythme de leurs prestations démontre qu'une règle tacite devait exister visant à empêcher qu'un même homme ne soit élu conseiller deux années de suite, puisqu'ils furent réélus à chaque fois après un hiatus d'un an, soit à la première, troisième et cinquième année du registre.

<sup>27</sup> Michel HÉBERT affirme que, pour Tarascon, « le système est totalement fermé » (*Tarascon au XIV<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 106), à Lyon, il s'agit « d'une oligarchie immuable » (Caroline FARGEIX, *Les élites lyonnaises...*, *op. cit.*, p. 222), alors que diverses statistiques font dire à Alexandra GALLO que le conseil de Sisteron démontre, au contraire, une certaine tendance à l'ouverture (*La communauté de Sisteron...*, *op. cit.*, p. 327).

<sup>28</sup> Ce chiffre est de 1,6 à Sisteron et de 2,8 pour Draguignan (*Idem*), alors qu'il est de 2,0 pour Barjols selon notre calcul effectué à partir des données du tableau 2.4.2 (Cynthia LAW-KAM CIO, *op. cit.*, p. 84).

<sup>29</sup> À Brignoles, même sur ce très court laps de temps de quatre années et demie, 44 % des hommes du conseil occupent deux fois un poste de conseiller, alors que ce chiffre n'est que de 20 % à Sisteron et qu'il monte à 61 % à Tarascon (Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, *op. cit.*, p. 327).



**Figure 4.1** Nombre de postes de conseiller par personne.

Les dix syndics du registre sont tous différents et on retrouve neuf d'entre eux dans les différentes listes d'élection en tant que conseiller, alors qu'un seul – un certain noble du nom de *Guillelmus Feraudi* – apparaît pour la première fois comme syndic à la cinquième année du registre, sans qu'il soit possible de savoir s'il avait déjà été conseiller ou officier auparavant, ce qui est pourtant plus que probable. En revanche, contrairement à d'autres villes où l'attribution du poste de syndic venait couronner une longue carrière au service de la communauté à titre de conseiller et d'officier<sup>30</sup>, la situation à Brignoles semble toute autre. Même dans ce court registre, il est rapidement apparent que s'il est auréolé de nombreux honneurs, le poste de syndic ne représente pourtant pas le faite d'une carrière politique, mais seulement une étape puisque de nombreux syndics sont encore réélus à titre de conseillers par la suite, ce qui ne semble pas constituer pour eux une rétrogradation. Par exemple, *Petrus Motini* qui était syndic lors de la première année revient à titre de conseiller lors des troisième et cinquième années et *Berardus Aymerici*, qui fut conseiller à la première, troisième et cinquième année, avait été syndic dans l'intérim lors de la quatrième année. Dernier exemple, même le puissant *Johannes Drogoli* qui avait tenu le poste de bailli pendant trois ans et de capitaine pendant une année supplémentaire ne dédaigne point redevenir simple conseiller après avoir été aussi syndic lors de la quatrième année du registre.

<sup>30</sup> Lucie LAROCHELLE, *op. cit.*, p. 339.

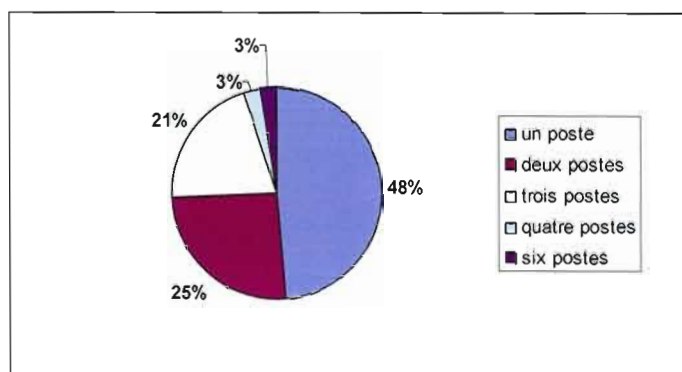


#### 4.1.7 Nomination des officiers

La participation au gouvernement ne se limite pas aux syndics et aux conseillers. Se réclamant d'une coutume de la plus haute antiquité – *sequentes eorum antiquissimam possessionem* (110c) – chaque nouveau conseil élit un certain nombre d'officiers pour un mandat d'un an, généralement lors de la première ou deuxième réunion du nouveau conseil. À Brignoles, le nombre d'officiers est assez stable et montre une variation annuelle de 14 à 19 postes. On y trouve invariablement deux auditeurs des bans, quatre estimateurs, deux ouvriers de la fabrique, deux peseurs de pain, deux responsables des mesures et deux vérificateurs des viandes et poissons, auxquels se rajoutent des gardiens pour les trois clés qui ferment le coffre de la ville. Pour les deux dernières élections d'officiers du registre, on voit aussi apparaître le poste de trésorier, qui n'avait pas été mentionné auparavant, mais avait certainement dû être pourvu dans les faits. Les listes nominatives ne sont complètes que pour les quatre dernières années : le registre débutant un mois après le renouvellement du conseil, la liste des officiers élus en fin février ou début mars 1387 nous est inconnue, seule une ordonnance du 11 mai nous renseigne sur les noms des deux auditeurs des bans cette année-là (11b), alors qu'une notice de paiement du registre de comptes révèle les noms des ouvriers de la fabrique<sup>31</sup>. Les 73 postes d'officiers qui nous sont ainsi connus sont accaparés par 39 personnes, soit presque deux postes par personne. La majorité des officiers n'occupent qu'un ou deux postes pendant ces quatre années et demie, mais certains vont jusqu'à en cumuler cinq ou six (fig. 4.2), tel ce *Petrus Tavernoni*, orfèvre de son métier, qui ne fut conseiller qu'une seule fois, mais occupa le poste de responsable des mesures quatre années de suite, en plus d'être ouvrier de la fabrique lors de la première et de la troisième année.

---

<sup>31</sup> *Item posuit se solvisse de mandato dictorum dominorum sindicorum et de consilio magistro Petro Tavernoni et Jacobo Peleti operatoribus ecclesie Brionie pro abtando campanam ipsius ecclesie, solidos duodecim* (CC1, fol. 59v).

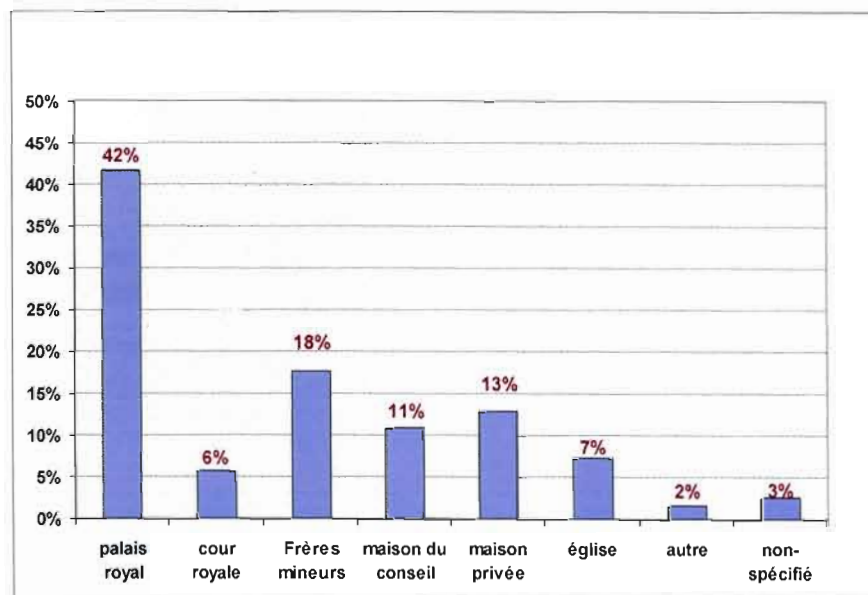


**Figure 4.2** Nombre de postes d'officier par personne.

De façon habituelle, le conseil choisit ses officiers parmi les anciens conseillers ou syndics, puisque 75 % des postes sont comblés par ces derniers. En fait, l'analyse révèle que près de 50 % des postes d'officiers sont pourvus par des conseillers ou des syndics de l'année immédiatement précédente. On remarque tout de même qu'un tiers de ces trente-neuf hommes n'ont pas servi à titre de conseiller ou de syndic pendant la période visée par ce registre – ce qui n'exclut pas une telle élection survenue auparavant ou ultérieurement – démontrant une certaine volonté d'élargir l'accès aux différentes facettes de l'administration municipale.

## 4.2 OÙ? Les lieux de réunion

Les réunions du conseil se répartissent en différents lieux de la ville, le plus fréquemment utilisé étant le palais royal dans une proportion moyenne de 42 % sur toute la durée du registre. Les autres lieux sont utilisés dans des proportions variant entre 2 et 18 % des séances (fig. 4.3).



**Figure 4.3** Fréquence d'utilisation des différents lieux de réunion.

Michel HÉBERT a suggéré que le nombre de participants pouvait avoir une influence sur le choix du lieu de réunion et qu'une réunion rassemblant un bon nombre de personnes pouvait inciter le conseil à jeter son dévolu sur le couvent des Frères mineurs, un des endroits certainement assez spacieux pour les accueillir<sup>32</sup>. Dans notre cas, hormis trois conseils de baillie qui ont tous eu lieu dans le réfectoire du couvent des Frères mineurs et qui rassemblaient entre 23 et 30 participants, il ne semble pas y avoir de lien très clair entre le nombre de participants et le lieu choisi. En fait, 14 réunions du conseil de ville, soit une proportion de 7 %, rassemblent vingt personnes ou plus et elles se partagent assez largement entre le couvent des Frères mineurs, le palais royal, la maison du conseil, l'église paroissiale et même certaines maisons privées qui doivent être assez cossues puisqu'on réussit à y faire tenir entre 21 et 22 personnes lors de trois de ces réunions. Les réunions tenues dans des maisons privées ne sont d'ailleurs pas rares à Brignoles et représentent en moyenne 13 % des séances. Dans 80 % d'entre elles, le choix se porte sur la maison d'un

<sup>32</sup> Communication personnelle; constatation similaire chez Caroline FARGEIX (*Les élites lyonnaises...*, *op. cit.*, p. 224).

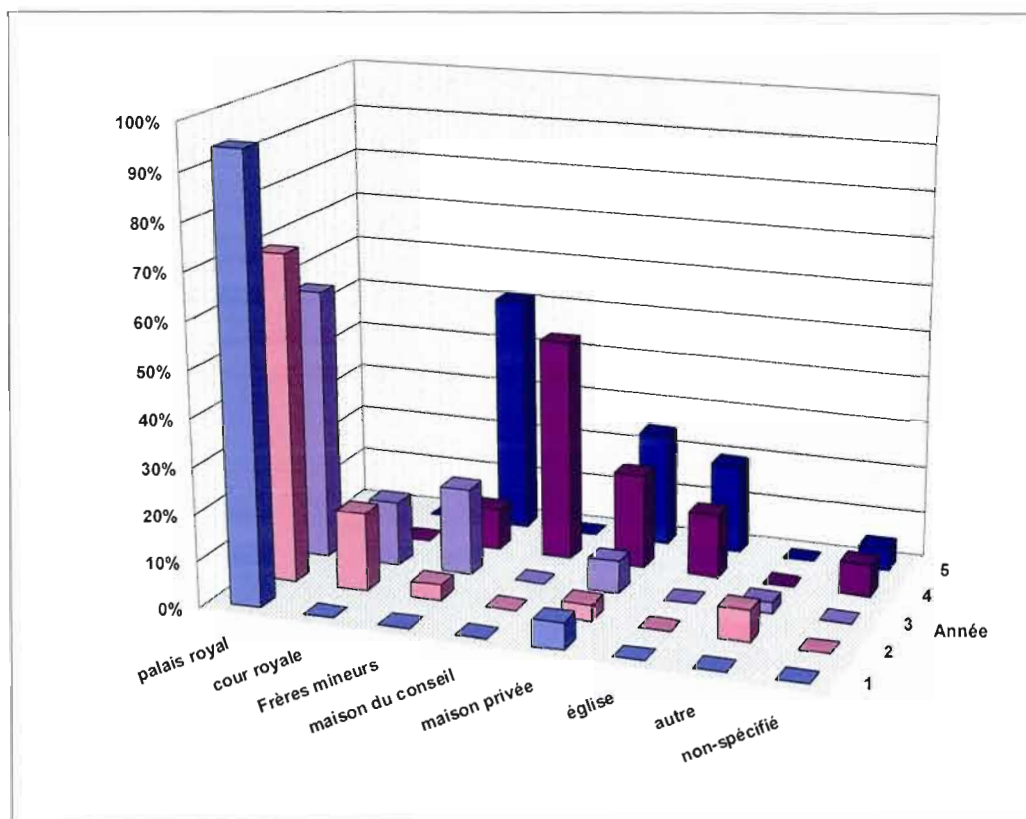
conseiller ou d'un syndic en exercice ou encore du bailli, cette dernière situation représentant un cas assez particulier puisque ce bailli était en même temps citoyen et conseiller de Brignoles.

En ce qui concerne la seule réunion de grande importance numérique à s'être tenue à l'église, il est possible que le choix d'un lieu aussi sacré ait eu un lien avec le contenu de la séance. En effet, il s'agit de la séance au cours de laquelle les hommes de Brignoles avaient avisé l'ambassadeur envoyé par la reine de leur décision de refuser *Bernardus de Salis* à titre de bailli, capitaine et châtelain de Brignoles (135). Le conseil rassembla trente participants – le plus grand nombre de participants rencontré pour une séance ordinaire au sein de notre registre – incluant deux syndics, dix conseillers en exercice, huit conseillers anciens et dix *admitti*. Après mûre discussion en privé, l'on fit entrer à nouveau l'ambassadeur et on lui soumit un refus catégorique, accompagné d'un touchant serment de fidélité au roi qui s'accommoda sans doute fort bien de l'atmosphère sacrée de l'église Saint-Sauveur.

Ces pourcentages moyens nous masquent cependant l'évolution des pratiques qu'une analyse réalisée année par année permet de mieux appréhender (tableau 4.2 et fig. 4.4).

**Tableau 4.2 Fréquence d'utilisation des lieux de réunion par année**

	année 1	année 2	année 3	année 4	année 5
palais royal	94%	70%	58%	2%	-
cour royale	-	17%	14%	-	-
Frères mineurs	-	3%	19%	9%	51%
maison du conseil	-	-	-	48%	-
maison privée	6%	3%	7%	20%	24%
église	-	-	-	14%	20%
autre	-	7%	2%	-	-
non-spécifié	-	-	-	7%	5%



**Figure 4.4** Lieux de réunion du conseil en fonction de l'année d'exercice.

Grâce à l'analyse annuelle, on peut déceler un changement notable dans le choix des lieux de réunions : alors que le palais royal était le lieu quasi exclusif de la première année du registre, avec 94 % des réunions, ce pourcentage décline rapidement pour tomber à 2 % et 0 % vers la fin du registre, ce qui pourrait indiquer une tentative du conseil de s'autonomiser par rapport au pouvoir royal. De façon similaire, l'utilisation de la cour royale comme lieu de réunion connaît une petite flambée dans les deuxième et troisième années pour ensuite tomber à néant, ce qui conforterait notre hypothèse. Quel lieu eut ensuite la faveur du conseil? Lors de la quatrième année, 48 % des séances se tiennent dans la maison du conseil de ville.

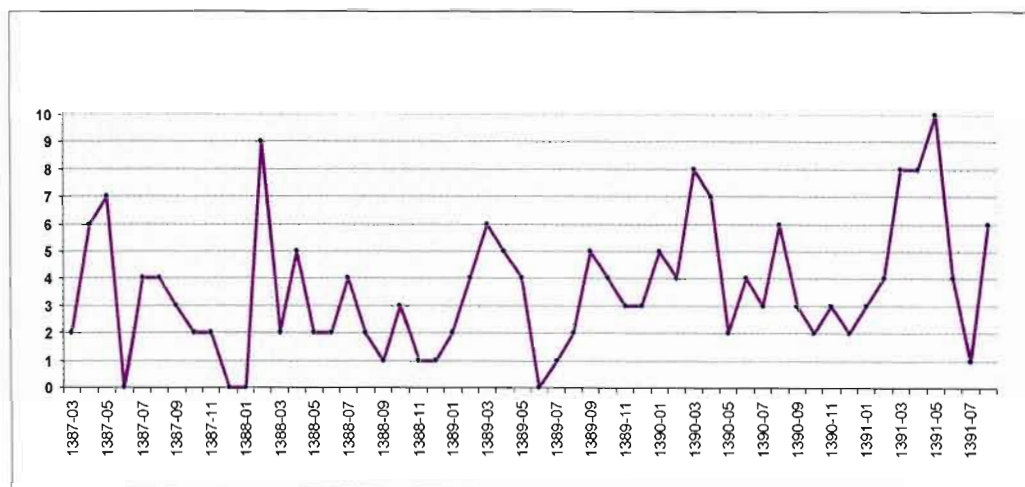
La décision de consacrer un bâtiment précis à cet usage – décision qui cadrerait avec une volonté toujours plus grande d'autonomie de la part du conseil – semble avoir été prise récemment, puisque le paragraphe d'introduction de la séance du 11 mars 1390 précise qu'elle a lieu *in hospicio consilii noviter electo pro consilio tenendo* (112a). Dès lors, cet édifice – nommé *hospicium consilii*, *domus consilii* ou *aula consilii* – sera utilisé 21 fois sur les 31 réunions qui suivent, avant de disparaître complètement du registre après sa dernière mention le 5 septembre 1390, soit six mois après sa première évocation, un abandon pour lequel nous ne possédons aucune explication. Ce qui est certain, c'est que cela ne signa pas un retour du conseil dans l'enceinte du palais ou de la cour royale, puisque ce furent les maisons privées, l'église paroissiale, mais surtout le couvent des Frères mineurs qui récoltèrent la faveur des conseillers lors de la cinquième année du registre.

#### 4.3 QUAND? Chronologie des réunions

Le conseil de ville de Brignoles ne se réunit pas à intervalles fixes, mais se rassemble plutôt au gré des besoins et des situations qui surgissent et nécessitent son attention. Le nombre de réunions par année varie sensiblement, mais il peut difficilement être comparé d'une année à l'autre puisque notre échantillon est mince et qu'il se trouve tronqué aux deux extrémités. Les chiffres varient de 30 à 43 pour les années complètes, mais l'année 1391 semble être une période fort occupée puisque les six premiers mois contenus dans le registre nous renseignent déjà sur 41 réunions! Rapportée en nombre de réunions par mois, la fourchette varie de 0 à 10, avec une moyenne de 3,6 réunions par mois<sup>33</sup>.

---

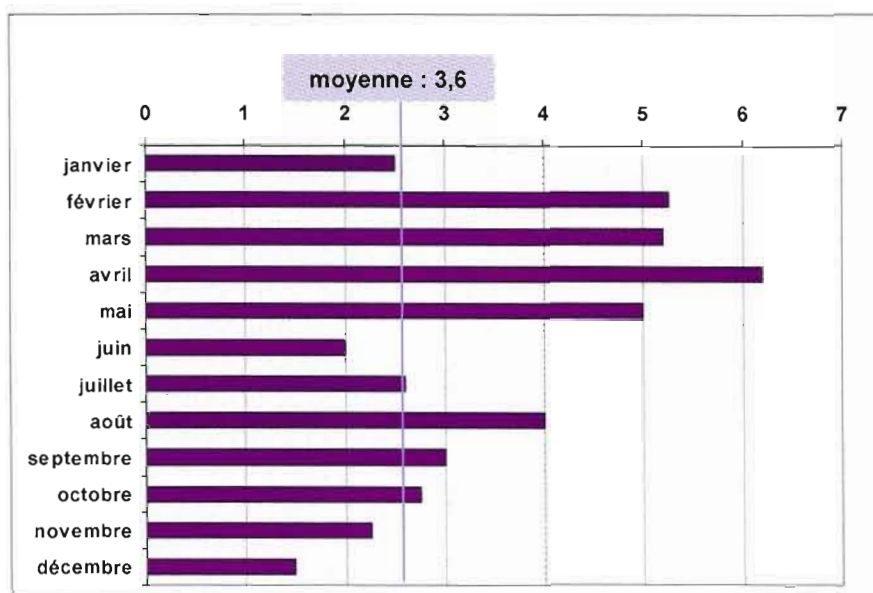
<sup>33</sup> À Aix, le chiffre moyen est similairement de 3 réunions par mois, avec une variation beaucoup plus importante puisque la fourchette oscille entre 2 et 47 réunions par année (Lucie LAROCHELLE, *op. cit.*, p. 79); la fréquence semble beaucoup moindre à Barjols, avec une moyenne d'un peu plus d'une réunion par mois, encore une fois avec une grande irrégularité (Cynthia LAW-KAM CIO, *op. cit.*, p. 85).



**Figure 4.9** Nombre de réunions du conseil par mois de mars 1387 à août 1391.

Il existe des rythmes et variations saisonnières que nous pouvons constater, sans par contre être toujours en mesure de les expliquer. La figure 4.6 indique la chronologie des réunions en fonction des mois de l'année. Deux pics d'activité majeurs peuvent être relevés qui dépassent la moyenne de 3,6 réunions par mois, soit un premier pic au printemps (de février à mai) et un deuxième peu accusé à la fin de l'été (de août à octobre). L'importance numérique des réunions en février et mars peut certainement s'expliquer par la nécessité de pourvoir à la nomination des nouveaux conseillers et officiers de la commune, élections qui ont lieu en février et en mars et auxquelles se rajoutent souvent d'autres séances permettant le transfert des privilèges et du sceau de la ville et le choix des gardiens des clés de la ville. La raison du pic des mois d'automne n'est pas à première vue facilement explicable, mais elle démontre à tout le moins que les conseillers, qui sont plus des nobles, des marchands ou des artisans, ont peu d'activités en lien direct avec les travaux agricoles assez intenses qui se tiennent à cette période.





**Figure 4.6** Moyenne du nombre de réunions par mois.

Rien dans le registre du conseil n'indique qu'une journée en particulier était réservée à la tenue des réunions du conseil et l'analyse des journées utilisées pour rassembler le conseil confirme cette indétermination. En effet, outre une modeste préférence pour la journée du dimanche, qui cumule 19 % des journées de réunions, et une faible réticence à se rassembler le samedi, qui représente 10 % des choix, tous les jours de la semaine sont éventuellement mis à contribution comme en témoigne la figure 4.7. Non seulement il n'y a aucun changement à remarquer dans le choix des journées de réunions au cours des quelques années que compte le registre, mais de plus, nous ne pouvons établir aucune corrélation entre le choix d'une journée et d'un lieu en particulier.

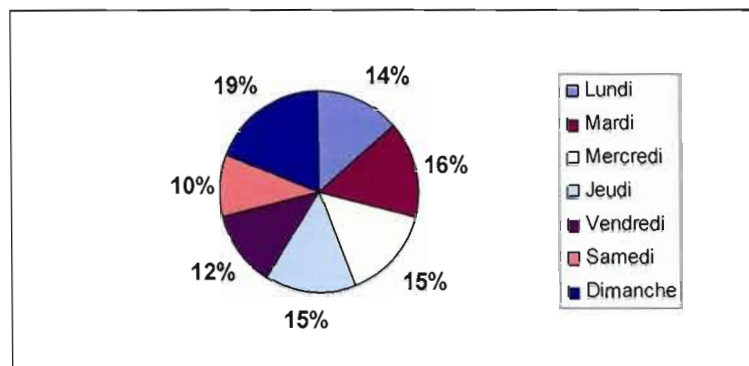


Figure 4.11 Jour de la semaine utilisé pour les réunions.

#### 4.4 COMMENT? Les mœurs du conseil

Les procédures employées par les syndics et conseillers sont assez mal connues des historiens puisque les représentants municipaux les assimilaient progressivement à l'usage et qu'elles faisaient rarement l'objet d'une écriture en règle. Il nous a donc semblé pertinent et important de repérer toutes les mentions ou manifestations claires de ces différentes règles de procédure auxquelles les syndics et conseillers devaient être assujettis, tout comme les allusions à certaines entorses glissées ça et là par les notaires.

##### 4.4.1 Les cérémonies d'élection

Traditionnellement, le conseil se renouvelle chaque année en date du 24 février, jour de la fête de saint Mathias<sup>34</sup> comme le précise le libellé de l'ordonnance qui annonce la tenue de l'élection des syndics et conseillers. Analysons plus en détail l'exemple que nous offre la réunion du 15 février 1389 :

*Item ordinarunt supranominati domini syndicus et consilarii, de ipsius domini baiuli et capitanei licencia et voluntate et ipso presente et*

<sup>34</sup> Considéré comme l'apôtre qui aurait remplacé Judas à la mort de celui-ci, il est fêté le 24 février, sauf lors des années bissextiles lors desquelles on le fête plutôt le 25.

*consentiente, providendo indepnitati universitati ville Brinonie cum tempus eorum finiatur die XXIII<sup>a</sup> hujus mensis february qua die celebratur festum beati Mathei apostoli, volentes igitur providere de sindicis et consiliariis eis succedentibus, qui habeant ipsam universitatem ville Brinonie regere et gubernare ad honorem altissimi Dei et gloriose Virginis Marie, ejus pie matris, et honorem et fidelitatem serenissimi principis domini nostri domini Ludovici, Jerusalem et Sicilie Dei gracia regis, et prosperum statum universitatis ejusdem et singularum personarum ipsius ville prout actenus consuetum est et notarium ad scribendum ordinaciones et negocia ipsius futuri honorabilis consilii cum gagiis et emolumentis consuetis. Qui, Dei nomine invocato, elegerunt ut sequitur (66d).*

Ce texte précise que l'élection se tient en présence et avec l'accord du représentant royal dans le but de préserver l'*universitas* de la ville de Brignoles. Il est à remarquer l'usage de verbes d'action plus fortement connotés que ceux auparavant employés dans l'acte d'établissement du conseil du roi Robert. En effet, cet acte initial autorisait l'*universitas* à choisir douze concitoyens qui *ipsa negocia dicte universitatis prout ad honorem et utilitatem tam curie nostre quam ejusdem universitatis continere noscuntur expediant et contractent*<sup>35</sup>. Alors que ce dernier texte les autorisait à expédier les affaires courantes et à traiter au nom de la ville – des termes qui évoquent plutôt les attributions des anciens syndics ponctuellement élus pour traiter d'affaires limitées dans le temps – le texte de l'élection nous montre maintenant des conseillers choisis pour *regere et gubernare*, des vocables qui suggèrent une plus grande capacité législative et administrative. L'élection tenue le 24 janvier 1391 rajoute même les termes *consulere, tractare* et surtout *defendere* (153e), un verbe très significatif puisque l'un des rôles majeurs du conseil était de défendre les libertés urbaines si chèrement acquises, comme nous le verrons plus loin. Cette élection se faisait bien sûr pour l'honneur de Dieu, mais également pour l'honneur et la fidélité du roi : il n'y a pas ici de velléité d'occulter le rôle primordial qui lui revient et c'est pour son honneur et en toute fidélité que l'on s'apprête à gouverner la ville. Dernier facteur de l'équation, cette nomination vise pareillement la prospérité de l'*universitas* et de chacun des habitants de la ville. Ce thème, souvent réitéré et que nous explorerons aussi plus avant, n'est pas un vain mot : plus qu'un

<sup>35</sup> Émilien LEBRUN, *op. cit.*, p. 755.

leitmotiv ou un automatisme notarial, il représente réellement une préoccupation majeure du conseil tout au long du registre.

« Ayant invoqué le nom de Dieu, les syndics et conseillers procédèrent à l'élection » : cette phrase sibylline ne permet malheureusement pas de savoir comment se déroulait le processus d'élection. Deux faits sont avérés : à chacune des quatre élections contenues dans ce registre, d'une part, seuls les conseillers actifs étaient présents, en l'absence de tout conseiller ancien ou *admitti*, et d'autre part, les personnes nouvellement élues n'étaient pas inscrites dans la liste des présents à l'assemblée, à moins d'être membre du conseil sortant à titre de syndic ou de conseiller. Étaient-elles réellement nommées *in absentia*, avec ou sans leur accord préalable ? L'élection n'était-elle qu'une formalité venant clore de nombreuses tractations antérieures exclues du registre ? Il est bien connu que le mode le plus habituel d'élection en cette période était la cooptation<sup>36</sup>. L'acte de la reine Jeanne de 1377 qui octroyait la permission de nommer deux syndics et un notaire du conseil démontre que c'était également la méthode préconisée à Brignoles, puisque le texte de cet acte inscrit :

*necnon dicti duodecim consilarii, presente et assidente baiulo seu iudice curie nostre dicte ville Brinonie vel ejus locumtenente, negocia universitatis ejusdem agere habeant, deffendere et tractare, quodque consilarii ipsi sequenti anno duodecim alios consiliarios loco ipsorum surrogare et sic successive surrogandi ipsi de anno in annum eis cessantibus alios duodecim eligere et surrogare pro parte universitatis ejusdem possunt et valeant*<sup>37</sup>.

Le registre étudié ne nous renseigne pas sur les modalités du choix des conseillers subrogés, mais une tentative d'instaurer un système d'élection par tirage au sort en 1439 n'eut pas le succès escompté et l'année suivante, le conseil demanda à la reine de revenir aux antiques usages, ceux-ci étant « d'élire les syndics et les

<sup>36</sup> Michel HÉBERT mentionne un tel système de cooptation avant 1384 pour Tarascon, suivi de l'élection des mêmes conseils aux deux ans, le conseil sortant étant remplacé d'office par le conseil qui l'avait précédé (*Tarascon au XIV<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 106); ce mode d'élection se retrouve également à Sisteron (Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, *op. cit.*, p. 303) et à Aix (Lucie LAROCHELLE, *op. cit.*, p. 63).

<sup>37</sup> AA1, fol. 26 et 26v.

conseillers à la majorité des voix et des opinions les plus sages »<sup>38</sup> : on peut donc présumer que c'était effectivement la méthode employée pendant les années couvertes par notre registre.

Une particularité de la cérémonie d'élection de Brignoles tient à la situation du notaire du conseil, qui semble passablement différente de celle des scribes officiant dans d'autres villes. Alors qu'à Barjols, le conseil ne possédait pas de notaire attitré et utilisait plutôt les services du notaire de la cour royale pour rédiger son registre<sup>39</sup>, le scribe de Sisteron était d'abord et avant tout un des conseillers en exercice – par ailleurs également notaire – qui agissait pour un temps à titre de secrétaire du conseil, laissant parfois la place à d'autres notaires-conseillers pour l'écriture des actes<sup>40</sup>. À Brignoles, le scribe n'était ni le notaire de la cour royale, ni un conseiller en exercice, mais plutôt un notaire spécifiquement choisi *ad scribendum ordinationes et negocia ipsius futuri honorabilis consilii* (108d) : il devait donc rédiger non seulement les ordonnances, mais également les écritures diverses et autres instruments publics requis par le conseil. Nous n'avons que de rares indices sur les qualités requises pour obtenir ce poste. Une phrase laisse entendre qu'il était nécessaire d'être citoyen de Brignoles et d'y résider pour bénéficier de cette possibilité puisque l'élection du 24 janvier 1391 nous révèle que *notarius dicti consilii fuit ordinatus magister Guillelmus Clarii atento quod est civis Brinonie et ibi habitat et habitare intendit* (153h). Par ailleurs, il existait probablement une limite au nombre de mandats annuels successifs qu'un notaire pouvait accomplir, vraisemblablement deux selon nos données. En effet, après avoir officié comme notaire du conseil pendant l'année 1387, puis encore une fois en 1388, *Guillelmus Borrelli* est de nouveau choisi comme notaire du conseil le 15 février 1389 (66d). Deux semaines plus tard, au moment de la nomination des officiers municipaux, un paragraphe précise que *et me, Guillelmum Borrelli, in notarium consilii confirmarunt, protestatione premissa quod propter confirmationem predictam non intendunt venire*

---

<sup>38</sup> Émilien LEBRUN, *op. cit.*, p. 397.

<sup>39</sup> Cynthia LAW-KAM CIO, *op. cit.*, p. 58.

<sup>40</sup> Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, *op. cit.*, p. 105.

*contra eorum privilegia* (68g), ce qui semble indiquer que ce troisième mandat était inhabituel et portait atteinte aux privilèges de la ville, justifiant ainsi l'insertion d'une protestation visant à protéger ces mêmes privilèges. Dernier élément significatif en ce qui concerne le notaire du conseil, sa nomination survient en même temps que celle des syndics et des conseillers et participe de la même cérémonie, ce qui le désigne symboliquement comme étant d'une importance égale à ces derniers, alors même que le texte précise qu'il effectuera son travail *cum gagiis et emolumentis consuetis* (66d), ce qui le rapprocherait plutôt des officiers municipaux, également gagés par la ville.

Quant aux cérémonies d'intronisation, certains éléments peuvent être glanés des quatre procès-verbaux d'élection contenus au registre. Les deux premières, celles des 15 février 1388 et 1389, insistent plutôt sur la nécessaire confirmation du choix des nouveaux élus par le bailli, spécifiant *incontinenti dicta electione facta, prenominate dominus baiulus eosdem confirmavit* (32f) et *quiquidem consilarii fuerunt confirmati et aprobat per dictum dominum baiulum et capitaneum* (66e). Cette deuxième élection rajoute tout de même l'existence du serment effectué à la fois sur les saints Évangiles et dans les mains du bailli, *juraverunt super sancta Dei evangelia in manibus dicti domini baiuli et capitanei* (66e), un rituel des plus convenus pour l'époque. La troisième élection n'apporte aucune autre information puisqu'elle ne donne que les noms des élus, mais à la quatrième, le notaire est beaucoup plus prolixe et inscrit le texte suivant :

*Anno et die predictis, coram provido viro magistro Guillelmo Clarii, vicebaiulo dicte ville, fuerunt citati prenominati domini symdici, consilarii et notarius supraordinati et comparentes coram eo in dicto refrentorio ad presentationem et requisitionem dictorum Johannis Drogoli et Berardi Aymerici, syndicorum, in manibus dicti domini vicebaiuli juramentum prestiterunt infrascriptum, videlicet juraverunt dicti domini novi syndici, consilarii et notarius bene, fideliter et legaliter consulere, negocia hujus ville tractare, gubernare et defendere, consilia semota tenere et nemini revelare, nisi de voluntate dicti consilii, ad laudem Dei virginisque Marie ejus matris et omnium sanctorum et honorem et fidelitatem dicti domini nostri regis bonum statum et prosperum universitatis et singularum personarum hujus ville* (153i).

Les futurs représentants municipaux sont donc convoqués – *citati* – à la réunion et, à la demande et après présentation par les syndics, ils prononcent leur serment. Le mandat que ce texte décrit est clair : ils devaient d'abord *consulere* – c'est-à-dire à la fois examiner, consulter et décider – fidèlement et légalement, l'accent étant mis ici tant sur le respect de la lettre de la loi que de son esprit, puis traiter, gouverner et défendre les affaires de la ville et finalement, conserver le secret sur les délibérations du conseil.

#### 4.4.2 Règlements internes

L'interdiction de révéler le contenu des délibérations que précise ce serment était une restriction couramment évoquée à l'époque en plusieurs autres villes<sup>41</sup>. Était-elle seulement respectée? Il est difficile d'en juger, mais une séance permet de mesurer la gravité et les conséquences du geste lorsqu'il se produisait. En effet, la séance du 1<sup>er</sup> mai 1391 est tout entière consacrée à l'expulsion définitive du conseil d'un certain *Hugo Pugeti*, conseiller en poste depuis février de la même année. La première raison évoquée est justement le bris du secret imposé aux conseillers, ledit *Hugo* ayant révélé à son gendre, *Bermundus Drogoli*, que le conseil avait discuté du fait qu'il tenait par-devers lui un acte concernant l'*universitas* qu'il allait devoir remettre, décision qui avait apparemment été prise la veille, bien qu'aucun procès-verbal de cette séance ne se trouve dans le registre :

*ordinarunt pro bono statu presentis ville et honore presentis consilii et consiliariorum ejusdem et ut ordinaciones consilii secrete teneantur et non pandantur, attento quod Hugo Pugeti revelavit ea que in consilio ordinata erant, videlicet dixit juxta sui confessionem nobili Bermundo Drogoli, ejus genero, quod ipse Bermundus habebat quoddam instrumentum quodd tangebatur dictam universitatem et quod ipsum restitueret, quod erat et fuerat heri proxime preterita in consilio dictum; dubitantes quod in posterum ordinaciones consilii non revelentur (174b) [...] et cum consilarii sint pro substinendo libertates et franquias dicte*

<sup>41</sup> Noël COULET, « Les délibérations communales en Provence au Moyen Âge », dans *Le médiéviste devant ses sources : questions et méthodes*, sous la dir. de Claude CAROZZI et Huguette TAVIANI-CAROZZI, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2004, p. 236; Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron...*, op. cit., p. 336.



*ville et ipse Hugo Pugeti consiliarius sit contra, ideo ordinarunt ut supradictus est, dicti domini syndicus et consilarii suprascripti unanimiter, nemine discrepante, quod dictus Hugo Pugeti ab inde inantea non sit nec esse possit de consilio presentis ville Brinonie (174d).*

D'autres chefs d'accusation portés contre lui nous renseignent sur certaines restrictions qui pesaient sur les conseillers. En effet, le paragraphe d'accusation mentionne également :

*quod, nonobstante quod ipse Hugo Pugeti non fuisset ordinatus ponderator panis ville Brinonie, sed Johannes Gracie et Johannes Aymerici, probi homines dicte ville, veniens contra ordinaciones consilii ipse panem ponderavit panateriis dicte ville juxta suam confessionem, quod facere non debet quia ipse erat consiliarius (174b). Item quod ipse emit banna presentis ville et banna exigit, quod est contra libertates presentis ville cum nemo de consilio debeat esse banneiutor nec banna exhigere (174c).*

Il semble donc qu'il était interdit à un conseiller de tenir un office qui impliquait la réception de sommes d'argent, que ce soit à titre de peseur de pain ou de fermier des bans, probablement afin d'éviter qu'une seule et même personne puisse accaparer trop de pouvoir et sans doute pour éviter les abus et conflits d'intérêts qui pouvaient en découler. L'examen des listes d'officiers nommés annuellement par le conseil démontre, au moins pour les quatre élections du registre, que ce règlement fut parfaitement respecté. Il est difficile de savoir lequel des chefs d'accusation pesa le plus dans la balance et entraîna son exclusion, mais ce ne fut certainement pas une décision prise à la légère, car le gendre mentionné dans l'accusation était un noble notaire, déjà au moins deux fois conseiller et une fois syndic au cours de ces quatre années et demie ainsi que frère d'un des hommes les plus influents de Brignoles, *Johannes Drogoli*. Mais une saga qui sera développée plus longuement au chapitre suivant concernant ces frères *Drogoli* et ayant mené à la même époque à la perte de leur citoyenneté apporte peut-être un indice supplémentaire : ce *Bermundus Drogoli*, ayant récemment été accusé d'abus de pouvoir pour des actes accomplis alors qu'il agissait parfois à titre de vice-bailli pour son frère entre le 15 novembre 1387 et le 1<sup>er</sup> mars 1390, il est possible qu'on ait voulu sévir de façon exemplaire dans l'affaire concernant son beau-père. Le texte

des ordonnances révèle ensuite la procédure employée pour l'expulsion d'un conseiller : ayant été présent en tant que conseiller – se doutait-il seulement de ce qui allait lui arriver ce jour-là? – le bailli exige qu'il s'absente du conseil – *eorum consilium tenentes de licencia ipsius domini baiuli, ibidem presentis, exepto Hugone Pugeti suprascripto qui mandato dicti domini baiuli se a dicto consilio absentavit* (174b) – afin que les conseillers puissent discuter de son cas en toute liberté. Après avoir pris une décision, on le fait revenir au sein du conseil et on lui annonce le verdict :

*in cujusquidem ordinacionis retroscripte executionem, retroscriptus dominus baiulus et capitaneus precepit and injuxit retroscripto Hugoni Pugeti, presenti et audienti, quatenus ipse Hugo Pugeti ab inde inantea non audeat vel presumat venire in consiliis ut consiliarius nec decetero intrare vel stare, sub pena fidelitatis* (174f).

Le notaire du conseil consigne l'acte dans le registre, *de precepto dicti domini baiuli et ad requisitionem dictorum dominorum sindici et consiliariorum* (174f), et termine par le tracé du seing de la cour royale, d'ailleurs le seul seing que compte le registre<sup>42</sup>. Cet exemple permet sans doute de tracer en pointillés la frontière entre les prérogatives de l'*universitas* et le pouvoir du représentant royal, frontière que nous analyserons plus en détail par la suite : alors que ce sont les syndics et les conseillers qui en font la requête, c'est le bailli qui autorise et effectue l'exclusion du conseiller, authentifiant et légitimant cette décision par l'apposition du sceau curial.

Quelques ordonnances intégrées au fil du registre font directement état de certains règlements en vigueur et nous permettent d'appréhender un peu plus le fonctionnement du conseil. Ordonnances édictées de façon automatique à intervalles réguliers ou rappels à l'ordre ponctuels venant sanctionner des manquements épisodiques, il nous semble difficile de trancher, d'autant plus qu'un rapide survol des folios contemporains du livre de comptes ne révèle aucune

---

<sup>42</sup> Nous avons évoqué la possibilité que le notaire du conseil, *Guillelmus Clari*, ait été concurremment clavaire de la cour de Brignoles puisqu'il est avéré qu'il l'était encore en janvier 1391 (cf page 146) : ceci expliquerait sans doute qu'il ait pu être en possession du sceau curial.

amende prélevée en raison de tels manquements, alors qu'elles étaient pourtant prévues par les ordonnances en question. La première de ces ordonnances nous renseigne indirectement sur l'heure habituelle des réunions du conseil puisqu'elle prévoit que *quando campana consilii sero pulsabitur pro consilio tenendo, quod crastina die in ortu solis domini de consilio se habeant congregare ad tenendum consilium* (10b), ce qui indique une heure réellement très matinale, permettant vraisemblablement aux conseillers de vaquer à leurs autres occupations professionnelles pendant le reste de la journée. Un autre règlement, édicté le 25 février 1389, mentionne :

*quod quicumque delinquens in dicto consilio postquam pulsatum fuerit pro ipso et non venerit ad horam debitam solvat pro pena unum grossum pro quallibet vice nisi juxtam excusam haberet et quod dicta pena convertatur ad faciendum unum bonum olocaustum ad voluntatem domini baiuli supradicti* (67d).

Édictée lors de la première séance tenue par ce conseil nouvellement élu, en l'absence patente d'un des deux syndics, *Feraudus Feraudi*, et d'un des nouveaux conseillers, *Petrus Arbaudi*, la présence de cette ordonnance n'est probablement ni fortuite ni un simple rappel coutumier – que nous ne retrouvons pas au cours des autres années du registre de toute façon – et visait sans doute directement les fautifs, tous deux marchands et peut-être plus enclins à faire passer leurs affaires avant le service à la communauté. Il est intéressant de constater qu'on prévoyait dépenser l'amende encourue par les absents selon la volonté du bailli et non pas en fonction des désirs du conseil, autre indice des limites de son pouvoir. Le dernier exemple de ces règlements internes au conseil nous renseigne quelque peu sur les procédures qui entouraient la prise de parole lors des séances du conseil, sans malheureusement nous indiquer plus en détail le qui et le comment de ces propositions, discussions et décisions, un objet d'étude qui persiste à échapper aux historiens :

*Item ordinauerunt quod facta propositione in presenti consilio per illum seu illos ad quem pertinebit, nullus de dicto consilio sit ausus loqui nisi quando per ordinem suum venerit et quod nullus post dictam propositionem loqui incipiat nisi de mandato dicti domini baiuli sive ejus locumtenentis et quod nullus postquam sederit non se amoveat de loco*

*suo nisi conclusum fuerit in consilio sine licencia dicti domini baiuli, sub pena unius pataqui convertendi in usus in quibus alia pena deficiencie converti debet (68c).*

Bien que jamais mentionnée dans le procès-verbal de la séance, il semble donc qu'une proposition était annoncée et que, ceci fait, l'on ne pouvait s'exprimer que dans un certain ordre et avec la permission expresse du bailli.

#### 4.5 Conclusion

Le registre constitue une mine d'informations diverses nous permettant d'appréhender le fonctionnement du conseil. Il en ressort certains éléments dignes d'être notés. Les syndics ont des responsabilités étendues en contrepartie desquelles ils se voient couverts d'honneur : non seulement, ils dirigent avec efficacité tout le versant exécutif de l'administration de la ville, mais de plus, ils agissent régulièrement au nom de l'*universitas* tant à l'intérieur de la ville qu'à l'extérieur et doivent également représenter les intérêts des citoyens à la cour de Brignoles, un rôle qui compense un tant soit peu l'absence de prérogative judiciaire de l'*universitas*. Fidèles à leur serment, ils sont parmi les plus assidus aux séances du conseil, et ce, même lorsqu'ils ont par ailleurs naturellement tendance à éviter le conseil quand ils ne sont que conseillers, ce qui indique que la présence d'au moins un syndic était fort probablement indispensable au bon fonctionnement du conseil. Les conseillers, avec une assiduité de 76 %, font assez bonne figure et se comparent honorablement aux conseillers des autres villes provençales. Le registre montre qu'ils ont à cœur de renforcer la légitimité de leurs décisions en réunissant un nombre suffisant de conseillers, en ajoutant à leur nombre des conseillers anciens ou en accueillant des *admitti*, mais ils ont véritablement intégré la notion de représentation-délégation : non seulement ils agissent généralement avec l'accord tacite de la communauté, mais la seule fois où le parlement public est encore réuni, il n'a pour seul but que d'informer la population et non pas de recueillir un conseil ou un consentement explicite. Le pouvoir, assez concentré, est aux mains d'un petit

nombre d'hommes qui reviennent sur la scène politique à une fréquence élevée : il y a donc véritablement tendance au contrôle oligarchique. D'un autre côté, il semble y avoir une plus grande ouverture dans l'attribution des postes d'officiers municipaux, une situation qui permet probablement aux jeunes ambitieux de faire leurs preuves avant de se voir confier des postes impliquant une plus grande responsabilité. Des règles implicites connues de tous régissent le déroulement des séances ou le fonctionnement de l'administration et ce n'est que de façon occasionnelle – particulièrement lorsqu'elles sont battues en brèche – que le registre nous les laisse entrevoir. Les cérémonies d'élection tracent le portrait d'un groupe d'individus choisis pour gouverner, administrer et défendre les intérêts de l'*universitas* et de tous ses habitants. Ces individus, à se côtoyer et à travailler régulièrement ensemble, passent par un processus de socialisation secondaire qui transforme progressivement leur vision du gouvernement, les amenant à réfléchir sur les qualités qu'ils doivent démontrer pour légitimer les pouvoirs dont ils sont investis. Le chapitre suivant tentera de pénétrer leur âme : à l'aide de l'analyse textuelle, nous chercherons à déceler les qualités qu'ils revendiquent et les actions qu'ils préconisent, espérant parvenir à toucher du doigt à la *Weltanschauung* qui les anime.

## CHAPITRE V

### LES FONCTIONS DU REGISTRE

Ces ordonnances sous forme de résumés de délibérations nous ont semblé pour le moins curieuses : pourquoi rassemblait-on fréquemment un nombre assez important de conseillers actuels, de conseillers anciens et même d'autres appelés pour discuter de si peu de choses lorsque le texte de la séance ne rapporte qu'une ou deux décisions, rarement plus que trois et parfois aucune? Pourquoi finissait-on par apprendre au travers des registres de comptes que d'autres décisions, au moins celles ayant eu une incidence financière, avaient été prises sans qu'on n'en souffle mot dans le registre du conseil? À titre d'exemple, le rapport des dépenses encourues jusqu'en février 1388, à partir d'une taille ordonnée le 24 septembre 1387, fait état d'au moins soixante-quinze paiements ou leur équivalent en remise de dette<sup>1</sup>. Pour autant, on ne retrouve la trace dans BB1 que de huit ordonnances ayant trait de près ou de loin à ces nombreux paiements. Par ailleurs, pour deux de ces paiements, la notice mentionne qu'ils furent autorisés par une ordonnance de ces messieurs du conseil, mais aucune telle ordonnance ne peut être repérée dans le registre BB1.

Autre exemple significatif : le Livre rouge de la ville, document d'importance s'il en est et dont la rédaction avait certainement dû faire l'objet de discussions au sein du conseil et d'une décision officielle de la part de celui-ci, s'ouvre au folio 1 par le texte suivant, daté du 18 mars 1389 :

---

<sup>1</sup> CC1, folios 66v à 73v.

*In presenti libro fuerunt descripta summarie privilegia, statuta et diversa alia munimenta tangencia franquias et libertates regie ville Brinonie [...] in exequutione cuiusdam ordinacionis nuper facte coram ipso domino baiulo et capitaneo per honorabile consilium ville predicte, per quam ordinaverunt quod ad eternam rey memoriam et ne domini regii oficiales de ipsis infrascriptis privilegiis, libertatibus, immunitatibus et franquisiis in presenti libro descriptis possint ignoranciam allegare [...] <sup>2</sup>.*

Or, un examen attentif du registre BB1 ne permet pas de retrouver une quelconque ordonnance du conseil enjoignant le notaire à procéder à la collation des actes et la rédaction de ce cartulaire, une initiative qu'il n'aurait pu prendre par lui-même de toute évidence. Seule une ordonnance en date du 28 mars qui prévoit la levée d'une taille *pro solvendo librum privilegiorum dicte ville* (73d) vient confirmer que le conseil fut bel et bien à l'origine de cette décision.

Par ailleurs, de nombreux exemples ont pu être relevés de différentes mentions de résolutions apparemment déjà édictées par le conseil dans un passé récent, mais dont aucune trace ne subsiste au sein du registre. À titre d'exemple, une ordonnance du 28 mars 1389 précise dans ses prémisses *quod juxta ordinacionem pridem factam de mutuo fiendo domino Provincie senescallo pro recuperatione fortalicium Arearum* (72c), alors que cette résolution de prêter une somme d'argent pourtant substantielle ne peut être retrouvée nulle part. Par ailleurs, comme on l'a vu précédemment dans le procès-verbal décrivant l'expulsion du conseiller *Hugo Pugeti*, il arrivait même que des séances entières ne soient pas inscrites dans le registre, puisque l'acte d'accusation mentionne la transmission à son beau-père d'une information privilégiée discutée lors d'une séance apparemment tenue la veille, mais pour laquelle on ne trouve aucun procès-verbal.

Ces constatations, ajoutées aux idées glanées à la lecture des plus récents articles sur les écrits urbains, nous ont finalement convaincue que le registre ne rapportait pas fidèlement tout ce qui s'était discuté ou décidé en séance du conseil, mais seulement ce que le conseil avait jugé bon de conserver en mémoire. Résultat d'un choix délibéré entre diverses décisions potentiellement inscriptibles, il devenait

---

<sup>2</sup> AA1, fol. 1.



donc primordial d'analyser les choix effectués afin de déceler à travers eux les fonctions que les conseillers assignaient à ce registre qui, de toute évidence, ne servit pas uniquement de réceptacle passif à des procès-verbaux de délibérations consignés *verbatim*<sup>3</sup>. Cette analyse des pratiques discursives entraîna ainsi la découverte d'une portée symbolique, plus ou moins consciemment envisagée par les conseillers et longtemps ignorée par les historiens, qui se décline en deux tableaux. À travers un phénomène d'autoreprésentation publicisant en des termes choisis les actions planifiées ou effectuées par les conseillers, l'on a pu dénouer l'écheveau de leur *Weltanschauung* et accéder à leur vision de ce qu'était un bon gouvernement et à une certaine forme d'identité consulaire, dont le noyau dur fut sans doute la défense de ses privilèges. D'un autre côté, l'analyse démontre que le registre matérialisa sans aucun doute le dialogue à bâtons rompus qui avait cours entre l'autorité urbaine et le pouvoir royal, ainsi que toute la dynamique de leurs rapports mouvants et instables, oscillant entre conflit et conciliation.

### 5.1 Autoreprésentation et *Weltanschauung* des conseillers

Le vocabulaire employé dans notre registre, bien que fortement influencé par la formation notariale du scribe comme nous avons été à même de le constater au chapitre trois, permet de toucher à « l'inconscient linguistique d'une communauté »<sup>4</sup> comme l'affirmait la linguiste Jacqueline PICOCHÉ, qui ajoutait que « le lexique n'est

---

<sup>3</sup> François BORDES conclut aussi que les annales dans le registre qu'il a étudié ne sont pas exhaustives, qu'il y a un choix effectué par celui qui relate les gestes des capitouls, choix dont le sens doit être analysé (*Formes et enjeux d'une mémoire urbaine : le premier « Livre des Histoires » de Toulouse (1295-1532)*, thèse de doctorat, Université Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 2006, p. 151).

<sup>4</sup> Jacqueline PICOCHÉ, « Pourquoi Philaminte avait-elle horreur des mots vieux? », dans *Ces mots qui sont nos mots : mélanges d'histoire de la langue française, de dialectologie et d'onomastique offerts au Professeur Jacques Chaurand*, sous la dir. de Michel TAMINE, Charleville-Mézières, Institut Charles Bruneau, 1995, p. 117, repris dans Caroline FARGEIX, *Les élites lyonnaises au miroir de leur langage*, thèse de doctorat, Université Lumière-Lyon 2, Lyon, 2005, p. 88, note 362.

pas un inventaire, mais une interprétation de la réalité, une vision du monde »<sup>5</sup>. L'analyse du discours nous permet potentiellement d'accéder à une réalité vécue – ou, à tout le moins souhaitée – si l'on reste attentif à ne pas se laisser abuser par le biais rhétorique et à ne pas tomber dans l'écueil de l'interprétation outrancière. L'analyse inductive générale déployée dans ce travail a permis de mettre en évidence les nombreuses expressions employées par le scribe pour décrire la manière dont les ordonnances devaient être accomplies. Ayant établi que ces scribes étaient beaucoup plus que de simples secrétaires et qu'ils faisaient au contraire partie intégrante de l'élite dirigeante de la ville – ce qui implique qu'ils en partageaient les vues – nous en avons déduit que ces expressions pouvaient également être attribuées aux représentants municipaux, la notion du filtre potentiel du scribe devant alors être éliminée ou, du moins, fortement atténuée. L'accumulation de ces différents mots ou expressions a permis l'émergence de plusieurs catégories conceptuelles en lien avec des thèmes récurrents dans ce registre, des concepts que nous analyserons successivement.

#### 5.1.1 Souci d'efficacité

En premier lieu, on remarque des termes qui reflètent le désir que les ordonnances soient accomplies avec efficacité, tout particulièrement le mot *incontinenti* qui revient sans cesse. On trouve un total de 62 occurrences d'expressions qui rappellent que la rapidité d'exécution des ordonnances est une qualité éminemment enviable. Ces occurrences comprennent les quatorze mots ou expressions suivants : *incontinenti*, *sine mora*, *absque mora*, *statim*, *indilate*, *pronta*, *illico*, *celeri*, *confestim*, *brevius*, *hora prime*, *citius*, *mature* et *infra breve tempus*. Tel que mentionné, le vocable *incontinenti* est le plus prévalent puisqu'il représente 66 % de toutes ces occurrences. De façon intéressante, il semble que la nécessité de cette qualité imprègne les mœurs au point où le notaire, lorsqu'il discute des actions de tierces personnes non directement liées au conseil, emploie les mêmes

---

<sup>5</sup> *Idem*.

termes pour décrire leurs actions, leur prêtant le même souci d'efficacité que lui-même démontre. Par exemple, des citoyens qui viennent présenter une requête au conseil sont décrits ainsi *incontinenti venientes in coro consilii nobilis Guillelmus Giraudi, providi viri Isnardus de Bastita et Johannes Feutrerii de Brinonia* (6c). Dans le cas des deux héritiers d'un citoyen pris en défaut dans une histoire de marque, le notaire indique que *incontinenti dicti heredes [...] requisiverunt dictos magistros Bermundum Drogoli et Jacobum Cabrerii ut ad castrum de Bessa vel de Flassanis se vellint conferre ad loquendum cum dicto Gauserono super premissis* (22e), tandis qu'au moment où le bailli prévoit une absence prochaine, *incontinenti idem nobilis Johannes de Ligarda, baiulus et capitaneus, constituit et ordinavit suum locumtenentem in officio baiulie et capitaneie* (13e).

### 5.1.2 Éthique de travail

Un nombre impressionnant d'expressions font référence à ce qu'on pourrait qualifier d'éthique de travail des syndics et des conseillers. Dans un premier temps, le texte laisse transparaître plusieurs manifestations de leur bonne volonté et de leur intense énergie mise au service de l'action. Les conseillers ordonnent *cum instancia quanta possunt* (26h) que les choses se fassent *nonobstantibus quibuscumque obstaculis* (14b), tandis que pour leur part, les syndics désirent *ordinationes dicti honorabilis consilii perducere ad effectum* (22c). Quand le conseil d'Hyères sollicite leur aide, les représentants municipaux veulent *toto eorum posse eidem universitati Arearum dare* (32b) et si d'aventure survient un incident qu'ils se mettent en tête de corriger, par exemple lorsqu'ils veulent faire révoquer des criées demandées à l'initiative d'un citoyen et considérées illégales, jamais ils ne lâchent prise, ordonnant *quod dicti domini sindici sequantur causam ipsam a capite usque ad finem* (109b). D'ailleurs, encore une fois, le notaire persiste à attribuer à différents protagonistes extérieurs au conseil la même bonne volonté, indiquant par exemple que les officiers royaux sont prêts à exécuter *totis viribus curie omni conditione remota* (26h) les lettres reçues du sénéchal autorisant *Bertrandus Pererii* et sa mère à récupérer leurs biens situés à Brignoles. On tient également à préciser que toutes les actions

entreprises par le conseil et par les personnes qu'il aura mandatées seront exécutées au meilleur de leur connaissance et de leur capacité – *ut melius poterunt* (13c) – et qu'ils accompliront leur tâche comme il se doit ou *prout esset eorum propio* (22e). Il conclut fréquemment ses ordonnances en spécifiant que les personnes mandatées décideront des actions à entreprendre *prout eis visum fuerit* (74b), le conseil leur laissant ainsi une marge de manœuvre substantielle qui témoigne de la confiance qu'il porte à ses gens et à leur adhésion au code de déontologie qu'il s'est fixé. Ce désir de performance le pousse également à employer au mieux les qualités de ses membres : lorsque le conseil décide d'envoyer un ambassadeur à Aix pour traiter avec *Petrus Raynaudi*, juge des premières appellations, de la meilleure façon de contrer la menace du passage des gens d'armes du comte d'Armagnac sur son territoire, il fait appel à noble *Guillelmus Giraudi* étant donné que celui-ci est *expertus in talibus et habet et scit melius mores gentium armorum* (168b).

Le conseil tient évidemment à ce qu'on sache qu'il travaille selon des règles établies, dans le respect des lois et des statuts et qu'il s'attend à ce que tous ceux qui œuvrent pour lui ou en son nom fassent de même. On trouve à de nombreuses reprises les expressions *bene*, *honeste*, *fideliter*, *diligenter*, *decenter*, *legaliter* ou *sollemniter*, seules ou en diverses combinaisons. Bien évidemment, on observe ces expressions à chaque élection de conseillers lorsque ceux-ci jurent solennellement de *bene, fideliter et legaliter consulere* (153i) ou quand le notaire décrit leur mandat consistant à *gubernare, regere et defendere prout debent* (153e). On n'en attend pas moins des autres personnes diversement mandatées par le conseil : les officiers municipaux doivent *bene et legaliter excercere eorum officia* (68h), ceux qui seront éventuellement dénichés pour s'occuper des moulins et du paroisse de la ville devront les *bene et decenter ad utilitatem dicte ville tenere et gubernare* (69i) et il n'est pas jusqu'à ces deux femmes qui ne doivent prêter serment de *bene et legaliter moli facere et coqui illa dua sestaria annone et postmodum ponderare* (70b) afin que le conseil sache si les boulangers de la ville vendent le pain trop cher par rapport à son poids. Même quand la situation est plus conflictuelle, on n'oublie pas l'importance

d'adhérer à ces règles d'éthique : lorsque *Johannes de Graulheto*, accompagné de ses troupes armées, demande l'accès à la ville, on lui refuse poliment puisque, ayant reçu des lettres royales à l'effet contraire, *non poterant bene nec honeste consentire* (33c), mais le conseil fait suivre ce refus d'une ordonnance qui précise :

*Item ordinaverunt quod eisdem armigeris allogiatis in hostalariis burgii dicte ville ubi bene et honeste possunt interesse provideatur de victualibus et aliis necessariis precio competenti, ita videlicet quod pro honore dicti domini nostri regis et ipsius domini senescalli, denayrate seu victualia ipsa non vendantur cariori precio quo solitum est vendere in dicta villa (33d).*

Bien sûr, cette ordonnance est en grande partie motivée par la crainte que, faute d'accès à un logis ou à de la nourriture, ces gens d'armes n'envahissent la ville et n'y causent de sérieux dommages, mais on y décèle aussi le souci de ne pas profiter – ou de ne pas laisser les commerçants profiter – d'une situation délicate pouvant entraîner une hausse injustifiée des prix et des abus de toutes sortes. Par ailleurs, dans le cadre d'une querelle entre la ville et une noble dame de la ville, l'on décide de convoquer le jeudi suivant un conseil rassemblant les conseillers actuels, des conseillers anciens et quelques prud'hommes *ad deliberandum et caute consulendum super premissis* (102g), démontrant l'intention du conseil de ne pas prendre de décision sous le coup de l'émotion, mais, au contraire, après mûre délibération auprès d'un conseil élargi.

Cette insistance sur l'absence d'émotion revient à quelques reprises dans le registre, toujours dans des situations particulièrement délicates qui induisent un risque que le conseil soit accusé de poursuivre une vendetta plus personnelle. En effet, les analyses sur les conflits et les pratiques infrajudiciaires ont bien montré que « le langage du conflit apparaît dominé par les concepts d'amitié et d'inimitié, autour desquels les relations de solidarité familiale et de faction tissaient des pratiques de pacification et de vengeance »<sup>6</sup> et le conseil tient justement à démontrer qu'il est

<sup>6</sup> Andrea ZORZI, « Conflits et pratiques infrajudiciaires dans les formations politiques italiennes du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle », dans *L'infrajudiciaire du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, sous la dir. de Benoît GARNOT, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996, p. 23.



impartial et qu'il n'est divisé par aucune faction. En avril 1389, lorsqu'il est informé que des ambassades autrefois ordonnées ne semblent pas avoir été réalisées comme stipulé, il forme un groupe composé des deux syndics et de quatre conseillers pour enquêter sur la question et, advenant le cas où des gens auraient effectivement reçu des avances d'argent n'ayant pas servi pour les fins auxquelles elles avaient été déboursées, pour récupérer ces sommes d'argent. Le notaire s'assure alors d'inscrire que ces hommes *promiserunt in virtute eorum sacramenti predicta facere bene et legaliter ac prosequi omni odio et affectione cessante* (76i), garantissant ainsi l'impartialité de la procédure d'enquête. Un autre exemple éloquent survient lors d'une séance particulièrement électrique, dans une affaire au cours de laquelle le conseil avait envoyé des ambassadeurs auprès de la reine pour obtenir des lettres patentes permettant de poursuivre *Johannes Drogoli*, ancien bailli, et son frère *Bermundus* accusés de malversations et d'abus de pouvoir. Les ambassadeurs, ayant d'abord présenté les résultats de leurs démarches et les lettres obtenues de la part de la reine, demandent ensuite aux conseillers s'ils sont satisfaits des gestes accomplis. Le notaire note que ceux-ci *dixerunt et clamarunt sine aliquo impetere quod ipsi erant et sunt contenti et plus quam contenti de ambaxiata per ipsos facta* (181b), où l'expression *sine aliquo impetere* semble, encore une fois, vouloir annoncer que les sentiments personnels et la vengeance n'ont absolument rien à voir avec les procédures entamées contre les *Drogoli*. Évidemment, la perfection n'est pas de ce monde et malgré sa bonne volonté, le conseil n'est pas à l'abri d'un occasionnel conflit d'intérêts : quelque trois mois plus tard, il décide d'accorder une aide financière à un certain *Monnetus Giraudi* qui est sur le point de se battre en duel avec ledit *Johannes Drogoli*, attendu que *ipse Monnetus est multum amicus istius ville* (190e).

### 5.1.3 Saine gestion des deniers communs

De façon encore plus appuyée, le notaire utilise de nombreuses expressions qui attestent que les conseillers ont à cœur de bien gérer l'argent de la communauté, empreints qu'ils sont de la responsabilité fiduciaire qui leur incombe. C'est ainsi que

lorsque des impôts à être prélevés sont destinés à un usage particulier, on souligne que *de dicta tallia nichil in alios usus possit converti quam in solvendum stipendia predicta* (13d), alors qu'à d'autres moments, le conseil spécifie que des actions prévues dans ses ordonnances devront être accomplies sans rémunération, jugeant probablement qu'elles correspondent à une contribution des individus concernés à l'effort financier commun, à moins que ce ne soit parce qu'ils doivent déjà des montants d'argent à la ville qu'on entend récupérer de cette façon. On insiste par exemple pour que *Johanne Fedoni* conserve l'artillerie municipale à son domicile *sine aliquo loquerio et remuneratione aliquali* (15a) et que les syndics entendent les comptes de maître *Guillelmus Clari* concernant les tailles qu'il a prélevées *sine loquerio* (62c) ou encore on choisit un notaire-conseiller comme ambassadeur pour aller auprès de la reine tout en ordonnant *quod dictus electus nichil recipiat a villa pro viagio predicto* (106d). En tout état de cause, il est assez clair qu'on cherche par tous les moyens possibles à limiter les dépenses de la ville, allant même jusqu'à spécifier, dans le cadre d'une levée de rêves générales en juillet 1390, qu'on se contentera des services de deux *credensariorum* plutôt que des trois déjà nommés, *ad evitandum onera expensarum et pro evidenti utilitate* (133c).

Ce souci de contrôle budgétaire se manifeste aussi par plusieurs ordonnances par lesquelles le conseil s'assure de ne payer que pour les services effectivement rendus. Par exemple, s'il est prévu qu'une tâche dure un mois, on prévoit payer au prorata du travail effectivement réalisé s'il s'avère qu'elle aura duré moins longtemps que prévu. C'est ce qui se passe lorsque la ville promet à la reine d'envoyer six hommes chevaucher avec elle pour un mois, tout en précisant *tamen si non servirent unum mensem completum, solvatur eisdem juxta quod serviverint diminuendo salarium pro rata* (13c) : ce ne sont pas de vaines paroles puisque le livre de comptes fait état d'un paiement proportionnel aux trois semaines de chevauchée effectivement accomplies auprès de la reine<sup>7</sup>. Autre exemple caractéristique, les conseillers font un pacte avec un médecin pour obtenir ses services en échange du versement d'une certaine quantité de blé et de vin, tout en

---

<sup>7</sup> CC1, folios 64v et 65.



précisant que *si idem magister Guillelmus ante dictum tempus finitum dictorum quinque annorum recederet, restituatur eisdem de dictis L sestariis annone et XXV metretis vini illud quod eveniretur ratam pro rata et tempus pro tempore computato* (48d). Lorsqu'une entente est ainsi faite ou qu'une permission spéciale ayant des conséquences financières est accordée par le conseil, ce dernier s'empresse de préciser la durée limitée de ce pacte dans le temps : en août 1388, le conseil décide, en raison de l'insécurité ambiante et de la guerre qui fait rage, que les habitants des villages voisins de Camps et de La Celle auront la possibilité d'apporter leur raisin à l'intérieur des fortifications de Brignoles pour le protéger des exactions des gens d'armes, mais il précise que cette permission spéciale durera *tantummodo et non ultra pro presenti sazone* (56c).

Par ailleurs, on s'ingénie à faire porter le fardeau des dépenses par les seules personnes qui en bénéficient vraiment et non pas de façon indiscriminée par l'ensemble de la population. Par exemple, lorsque trois hommes viennent en conseil exprimer leurs craintes concernant la venue prochaine de *Johannes Drogoli* en tant que bailli et tentent de convaincre les conseillers d'entreprendre des démarches auprès de la reine pour la faire changer d'idée, le conseil accepte d'envoyer deux ambassadeurs à la cour royale, spécifiant toutefois *quod predicti magister Jacobus Cabrerii et Andreas Mayfredi ad eandem acedant suptibus exponentium predictorum* (6d), s'assurant ainsi que la ville n'aura pas à assumer cette dépense imprévue. Lorsque des citoyens de Brignoles sont cités à comparaître à Aix devant le juge des premières appellations à la demande d'un autre citoyen de la ville et l'encontre d'un privilège âprement défendu, la ville détermine d'envoyer un ambassadeur à la reine afin de faire annuler cette assignation, *expensis pro medietate ville et pro alia medietate expensis accusatorum* (139c). À d'autres moments, le conseil profite plutôt de dépenses déjà encourues par des citoyens dans le cadre de leurs occupations privées pour solliciter leur participation à des activités bénéficiant à toute la ville. Prié par la reine de bien vouloir envoyer des gens représenter la ville lors du couronnement de Louis II d'Anjou en octobre 1389, le conseil choisit le capitaine et un des deux syndics qui s'y rendront aux frais de la ville et *in eorum*

*societate, nobiles viros Gaufridum de Intercastris et Isnardum de Bastita, sine gagiis cum accedere debebant ad excellenciam reginalem pro factis eorum propriis* (95b), profitant ainsi du fait que ces deux hommes avaient prévu d'y aller de toute façon pour gonfler artificiellement, et à peu de frais, sa délégation officielle.

Évidemment, un contrôle aussi serré des dépenses nécessite un contrôle tout aussi étroit des entrées et sorties de fonds, ce qui implique une tenue irréprochable des livres de comptes. Plusieurs ordonnances prévoient la nomination d'auditeurs de comptes, que ce soit pour des tailles ou des rêves, qui devront remplir leurs fonctions *cum diligencia qua convenit* (27b), alors que plusieurs autres ordonnent la vérification des livres de comptes antérieurs afin de déterminer qui est encore débiteur de la ville et de combien (28b, 82d), sommes pour la récupération desquelles le conseil déploiera de nombreux efforts. De façon habituelle, le conseil accorde une assez grande confiance et une procuration assez large à tous ceux qu'il mandate pour des tâches impliquant des responsabilités financières. Ainsi, les vérificateurs des comptes ont-ils la possibilité de donner quittance aux débiteurs qui auraient réglé leur compte avec la ville (27b) ou de défalquer les sommes dues par la ville à ces mêmes débiteurs afin de réduire leur dette (77b), tandis que les auditeurs des comptes peuvent également donner quittance au collecteur de tailles une fois sa reddition de compte accomplie de façon satisfaisante (31b). Lorsque les syndics et deux conseillers sont chargés de récolter à Brignoles l'argent promis à la reine lors du conseil général tenu à Aix<sup>8</sup> en novembre 1388 dans le but de financer la défense du pays, on prescrit que ceux-ci *habeant tractare, capitulare, invenire et facere modum et formam quibus melius et utilius dicta pecunia exhigatur ad meliorem utilitatem et comodum universitatis predictae* (75b), un mandat effectivement des plus larges, qui témoigne bien de la confiance du conseil en leur capacité et leur probité. Cette confiance n'est certes pas absolue et, en bon gestionnaire, le conseil exige que ces mêmes personnes rendent compte de leurs

---

<sup>8</sup> Michel HÉBERT, *Regeste des États de Provence (1347-1480)*, Paris, CTHS, 2007, p. 151.

actions en lui présentant un rapport d'activité au terme de l'opération, clôturant toujours ces ordonnances par un *et faciant relationem consilio* (104b) .

Lorsque ces redditions, auditions et vérifications de comptes indiquent que des sommes sont dues à la ville, celle-ci met tout en oeuvre pour les récupérer, quitte à froisser quelques susceptibilités au passage. En mai 1389, le conseil ordonne *quod nobilis Bertrandus Olivarii exhigat talliam pridem ordinatam per omnem cohercionis modum quod poterit prout sibi videbitur, detinendo gentes vel aliter ut scitius poterit, expensis debentium et solvere renuentium* (80e), démontrant sans l'ombre d'un doute sa pugnacité. Signe d'une volonté d'équité, la même intransigeance s'applique tout autant aux personnages nobles et influents de la ville. En effet, en avril 1389, il ordonne une enquête à propos de sommes autrefois avancées à deux hommes de la ville – parmi lesquels *Gaufridus de Intercastris* dont on sait l'influence qu'il détenait à Brignoles – pour financer des ambassades en Hongrie et en Italie visant à sauver la reine Jeanne retenue prisonnière par le prétendant au trône de Provence et de Sicile, Charles de Duras. Ayant eu vent que ces ambassades n'avaient peut-être pas été accomplies comme stipulé, le conseil mandate les deux syndics et quatre conseillers pour vérifier dans les anciens registres de délibérations ce qui fut réellement fait. Dans le cas où les ambassadeurs n'auraient pas complété leur mandat, mais auraient conservé frauduleusement l'argent par-devers eux, le conseil prévoit alors que :

*Si vero invenerint quod ipsi ambaxiatores non fecerint ea que eisdem fuerat comissum, in solidum vel in partem, quod secundum magis et minus et secundum laborem factum per ipsos ambaxiatores in dictis eorum ambaxiatoribus ipsas pecunias recuperent amicabiliter ab eisdem et si contradixerint, per viam justicie faciant eos compelli per dominos regios oficiales* (76f).

On voit bien que le conseil est prêt à aller jusqu'au bout pour récupérer ce qui lui revient de droit ou, à tout le moins, qu'il n'hésite pas à l'affirmer haut et fort. Ce qu'il en advint dans les faits demeure un secret bien gardé : tout au plus apprend-on par une notice de paiement insérée dans le livre de comptes qu'une entente eut lieu, avant le 15 janvier 1390, entre *Gaufridus de Intercastris* et le conseil de ville et que

cette entente donna lieu à des libations payées par la ville, bien que les détails de l'entente nous échappent à jamais<sup>9</sup>. Cette intransigeance est quand même tempérée par un certain sentiment de charité. Ainsi, lorsque le meunier des moulins communaux avoue ne pas avoir assez d'argent pour faire venir les pierres dont il a besoin pour façonner les nouvelles meules, la ville accepte de payer pour leur transport tout en précisant que ces sommes devront être récupérées dudit meunier, mais dans la mesure du possible *cum sit pauper* (102b).

Il n'y a pas que les citoyens moins fortunés qui utilisent l'argument de la pauvreté pour refuser de payer ce qu'on attend d'eux ou ce qu'on leur demande. En effet, à ce petit jeu, la ville n'est pas en reste : surtout lorsque la demande émane de la reine, elle se fait souvent tirer l'oreille avant d'accéder à une telle requête, allant parfois jusqu'à refuser d'accorder l'aide financière réclamée. Bien sûr, le conseil prend toujours soin d'enrober la discussion d'une rhétorique appropriée. En octobre 1389, en prévision du couronnement de Louis II et de son voyage en Italie peu après, le premier chambellan, Robert de Dreux, vient solliciter de la part du roi une aide financière sous forme de prêt en argent ou en blé. On lui rétorque :

*Quod in quasu quod ville sive civitates et loca Provincie presentis sub nomine mutui vel alias concesserint aut obtulerint facere aliquid sucurssum dicte regie magestati pro coronatione et transitu suis, tunc et eo quasu et non alias presens villa Brinonie faciat posse suum erga regiam magestatem, juxta quod alia patria faciet et juxta possibilitatem ipsius ville de succurrendo sibi in istis necessitatibus et meliud si melius potest et ita respondeatur cum reverencia dicto domino Roberto, ambaxiatori, ex parte dicti consilii per syndicos* (94b).

Même enveloppé de révérence, le message reste clair : l'*universitas* de Brignoles n'en donnera ni plus ni moins que les autres villes de Provence, pour autant que ses possibilités financières le permettent. Nous n'en savons pas plus sur le résultat de cette première requête, mais quelques mois plus tard, deux ambassadeurs viennent

---

<sup>9</sup> *Item ponit solvisse idem exactor seu expendidisse, mandato providi viri Feraudi Feraudi sindici, in hospicio Berardi Aymerici dum fuit facta concordia inter universitatem et nobilem Gaufridum de Intercastris de debito in quo ipsi universitati tenebatur pro ambaciata que fieri debebat Napolim et Uungriam, denarios octo* (CC1, fol. 79v).

à nouveau solliciter un prêt pour financer la campagne d'Italie de Louis II. Cette fois, le conseil met de l'avant les lourdes charges qui incombent à la ville et la pauvreté qui en résulte pour temporiser, inscrivant dans un langage empreint de pathos :

*Ordinaverunt pluribus hinc inde considerationibus habitis et pariter praticatis necnon et quod ista lacessita villa pre pondere paupertatis est opressa et quod vix reperiri potest unus denarius, quod respondeatur dictis dominis regiis ambassiatoribus tam honorabiliter quam fieri poterit, quod consilium predictum, nomine universitatis dicte ville et puris cordibus contentatur zelo fidelitatis eorumdem et fideliter consentiit, licet in talibus minime teneatur juxta privilegia ipsius ville, quod pro dicto felici transitu et pro exaltatione regii diedemati et honore succurratur ipsi domino nostro regi juxta facultatem dicte ville, secundum magis et minus quod alie civitates et ville demanii facient, si faciant aliquos sucursus in dicto transitu alias non (113c).*

On envoie donc quelqu'un auprès du conseil de Saint-Maximin s'enquérir de la somme que lui-même compte avancer au roi, afin de prendre une décision éclairée. Et dès le lendemain – preuve d'une efficacité certaine dans l'action –, le conseil de Brignoles offre cette réponse aux envoyés royaux :

*Quia attenta reformatione heri in plana consilii audiencia facta et quod dignum est quod in hoc transitu tam glorioso, tam strenuo et tam laudabili domino nostro regi illustri et victorioso et maxime in hoc neccessitatis articulo cum devotione innata succurramus, licet non teneamur juxta privilegia hujus Brinonie ville, habentes pre oculis azimam fidelitatem, ordinaverunt ac etiam reformaverunt quod per viam mutui tradantur, prout per ambassiatores per viam mutui requisitum fuit, videlicet quingenti sestarii annone ad mensuram presentis ville Brinonie (114c).*

Évacué, le discours sur la pauvreté : ne demeurent que la dignité du geste, la dévotion innée et la pure fidélité... accompagnées, encore une fois, du rappel peu subtil de la grande faveur qui est ainsi accordée par la ville – puisque selon ses privilèges, elle n'a effectivement aucune obligation d'offrir un tel secours – et du fait qu'il s'agira, tel que sollicité, d'un prêt et non pas d'un don. Mais une fois la décision prise, le conseil sait faire montre d'une efficacité redoutable. À peine deux jours plus tard, il édicte deux ordonnances en lien avec cette décision, une visant à limiter l'achat de blé par les citoyens uniquement à ce qui est requis pour la consommation

personnelle (116c) et l'autre interdisant toute exportation de blé hors de la ville jusqu'à ce que les quantités requises pour le prêt au roi aient été amassées (116d). Deux semaines plus tard, il a réussi à dénicher huit riches citoyens ayant accepté de fournir les quantités de blé requises, en contrepartie d'un prix de vente à être versé de façon prioritaire à partir du revenu des rêves récemment instaurées (119c-m). Et dès le lendemain, il ordonne le transport du blé à Toulon, prévoyant même – avec un sens de l'organisation fort à propos – que les animaux de bât réquisitionnés puissent, une fois cette corvée accomplie, rapporter les fameuses pierres tant attendues pour réparer les meules des moulins (120c)!

Parfois la demande d'argent paraît justifiée : on demande l'avis des autres villes, tout en sachant bien qu'on fournira le prêt demandé, comme lors de cette requête du seigneur de Cuers par laquelle il réclame une aide financière ou en hommes – ce qui revient au même – pour délivrer Colmars récemment pris par des ennemis du roi. Ayant ordonné *quod mandetur rogando et requirendo per baiuliam an vellint in ista causa succurrere* (188d), l'ordonnance enchaîne immédiatement avec la preuve de leur bon vouloir *in casu quo nollint super isto casu succurrere, nichilominus ista villa faciat suum devere* (188d). Mais toute la bonne volonté du monde n'empêche pas le conseil de veiller au grain et au retour de son argent! Le notaire, en inscrivant les prêts accordés au roi ou au sénéchal, spécifie généralement que toutes les précautions ont été prises pour leur restitution, par exemple *habita primitus ab eodem domino senescallo cautela ydonea de restituendo eosdem* (53b) ou *alias ordinet, tractet et faciat cum eo quod dictum mutuuum dictorum quadringentorum florenorum et aliud mutuuum nuper sibi factum de ducentis franquis sint in securo recuperandi sive defalcandi de et super gabellis, impositionibus et trentenis predictis* (72e).

#### 5.1.4 Idéologie du bien public

L'autre élément qui ressort de façon éclatante est la valorisation de l'idéologie du bien public. Cette idéologie est celle qui sous-tend toute forme de



pouvoir institué et qui, par son discours et les actions qu'elle entraîne, « imprègne dans les esprits la croyance dans la nécessité et le bien-fondé de son autorité »<sup>10</sup>. Bien qu'il soit facile de se laisser aller à un cynisme désabusé et d'imaginer une instrumentalisation de ce principe par une oligarchie bien décidée à justifier et consolider ses positions tout en poursuivant ses propres intérêts<sup>11</sup>, il ne faudrait pas écarter d'emblée, d'une part, la sincérité possible des conseillers quant à leur attachement à ce principe, mais surtout la force d'entraînement et la contrainte qu'une telle profession de foi implique. En effet, les valeurs professées dans le registre et ailleurs par les conseillers sont non seulement progressivement intériorisées, mais de plus, elles agissent en retour pour contraindre ces mêmes conseillers à respecter les engagements qui en découlent : « l'idéologie se trouve ainsi projetée dans le réel, *réalisée* »<sup>12</sup>.

L'expression précise de la *res publica* est pourtant rarement utilisée, ne figurant dans le registre que huit fois. En fait, les deux notaires qui l'emploient, *Gaucelmus Gaufridi* et *Guillelmus Clari*, sont également les deux seuls qui faisaient aussi étalage de leurs connaissances juridiques en usant parfois de quelques maximes de droit bien connues. Cela n'empêche pas plusieurs éléments recouverts par cette notion de figurer en bonne place dans notre registre : il suffit alors de lire entre les lignes pour découvrir ce bien public que les notaires médiévaux subsumaient sous l'appellation d'*utilitas*, une notion malléable et multiforme héritée du code de Justinien et progressivement transformée, amplifiée et étendue par les écrits juridiques, le droit canon, les traités politiques et bien sûr, par les pratiques institutionnelles qui s'y référaient<sup>13</sup>. Ce bien public est, par définition, un bien commun, un droit qui appartient à l'ensemble de l'*universitas* et le notaire ne se fait

<sup>10</sup> Jacques CHEVALLIER, « L'idéologie des fonctionnaires : permanence et/ou changement », dans *Discours et idéologie*, sous la dir. de J. CHEVALLIER *et al*, Paris, Presses universitaires de France, 1980, p. 6.

<sup>11</sup> C'est l'opinion que professe Caroline FARGEIX en ce qui concerne les conseillers de Lyon (*Les élites lyonnaises...*, *op. cit.*, p. 605).

<sup>12</sup> Jacques CHEVALLIER, « L'idéologie des fonctionnaires... », *loc. cit.*, p. 16.

<sup>13</sup> Gisela NAEGLÉ, « Bien commun et chose publique : traités et procès à la fin du Moyen Âge », *Histoire et archives*, vol. 19, 2006, p. 87-111, *passim*.



pas faute de le rappeler, ajoutant fréquemment en incise que les syndics ou les conseillers agissent *nomine ipsius totius universitatis ville Brinonie*. En quoi consiste ce bien public aux yeux des conseillers? Il s'agit tout d'abord de l'*indemnitas* de la ville – c'est-à-dire rien de moins que son salut et sa préservation de tout dommage – un terme puissant et très significatif qui n'est pas galvaudé puisqu'on ne le retrouve que cinq fois dans le registre. Trois d'entre elles concernent les prémisses qui annoncent la cérémonie d'élection et expliquent que la raison d'être du conseil est de pourvoir à cette indemnité : *cupientes providere indepnitati hujus ville Brinonie* (108d). L'autre occurrence survient alors que la ville réitère son refus de laisser *Johannes de Graulheto* et ses troupes armées pénétrer dans la ville et réclame du bailli et capitaine qu'il veuille bien agréer leur requête et l'observer *pro indepnitate dicte ville* (35c). Le dernier exemple se trouve au sein d'une ordonnance réglementaire qui exige que les syndics assistent personnellement à tout procès qui aurait lieu à la cour royale de Brignoles *pro indepnitate subsdictorum* (79d). Ces exemples laissent deviner que le salut de l'*universitas* en question tient autant à la préservation des dommages physiques que des dommages moraux.

On trouve plus fréquemment la mention du bon statut et de la prospérité de la communauté. Ce but est inlassablement répété dans chaque procès-verbal d'élection des conseillers, rappelant à la mémoire que ceux-ci devront œuvrer *ad [...] bonum et prosperum statum dicte ville Brinonie* (66e) ou encore *ad [...] prosperum statum, passificum et tranquillum, totius universitatis ejusdem et singularum personarum ejusdem ville* (108d). On les retrouve également dans les justifications avancées pour de nombreuses ordonnances, telle celle qui ordonne *pro bono et pasifico statu hujus ville et totius patrie circumvicine* (29b) l'envoi d'un ambassadeur à la reine pour la convaincre de ne pas nommer Balthasar de Spinola au poste de sénéchal ou encore ce début du procès-verbal relatant l'expulsion hors du conseil de Hugo Pugeti, ordonnée *pro bono statu presentis ville* (174b). De sens très rapproché, on trouve plusieurs expressions qui concernent la recherche de la paix et de la tranquillité, une des fonctions premières du gouvernement urbain selon plusieurs textes de l'époque – tel le *Defensor Pacis* de Marsile de Padoue – qui

puisent leurs justifications aux sources juridiques et philosophiques ainsi que dans l'idéal évangélique<sup>14</sup>. Les menaces à cette paix peuvent bien sûr émaner de l'extérieur de la ville comme de l'intérieur. Après avoir entendu la requête de trois nobles qui craignent que la venue de *Johannes Drogoli* en tant que bailli nuise à la paix et la tranquillité de la ville et insistent en conseil pour que celui-ci fasse des démarches auprès de la reine afin qu'elle nomme quelqu'un d'autre, les conseillers ordonnent l'envoi d'un ambassadeur en justifiant leur action par les termes *conantes toto eorum posse villam et gentes ipsius in passe et tranquillitate tenere* (6d). Autre exemple de menace en provenance de l'extérieur, la séance du 18 mai 1391 prévoit *pro bono et pacifico statu presentis ville et omnium habitantium in eadem* (180b) une entente financière avec Aix pour payer les troupes de gens d'armes afin qu'ils ne causent pas de dommages lors de leur passage de la Provence vers l'Italie. Les menaces à la paix et à la tranquillité sont tout aussi prévalentes à l'intérieur de l'enceinte de la ville et poussent le conseil à légiférer en faveur de sa préservation, par exemple avec cette ordonnance du 28 février 1389 qui stipule :

*Quod in casu quod inter singulares personas dicte ville Brinonie forsitam verbis vel factis rumor seu rixa fuerit, syndici unacum duobus consiliariis per eos eligendis incontinenti teneantur et debeant passificare et tractare pacem inter tales* (68b).

Non seulement le conseil cherche à ramener la paix et la tranquillité lorsqu'elles ont été perturbées, mais il s'attache aussi à prévenir les situations qui pourraient éventuellement dégénérer. Ainsi, lorsque *Bertrandus Pererii* et sa mère accèdent à la citoyenneté de Brignoles en septembre 1387, le procès-verbal rapporte que les conseillers requièrent de ces derniers qu'ils jurent de confirmer, approuver, ratifier et observer les franchises et libertés de la ville, et tout particulièrement deux chapitres du privilège obtenu de la reine Marie en 1386 qui étaient ici en litige, *ad hoc ut inter eos non oriatur questio nec aliqua melenconia nasci possit ratione premissorum* (26h). Le conseil veut aussi se prémunir contre les dommages pécuniaires : une

---

<sup>14</sup> Nicole GONTHIER, « Faire la paix : un devoir ou un délit? Quelques réflexions sur les actions de pacification à la fin du Moyen Âge », dans *L'infrajudiciaire du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, sous la dir. de Benoît GARNOT, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996, p. 38.

ordonnance du 13 avril 1390 nous informe que le conseil n'a pas l'argent requis pour payer le maître-artisan ayant réparé la cloche et que celui-ci menace de poursuivre en dommages s'il n'obtient pas rapidement paiement. L'ordonnance précise alors qu'on prélèvera le montant nécessaire sur les revenus des rêves, avant même de s'acquitter des dettes pour lesquelles on avait promis un remboursement prioritaire – avec la bénédiction des créanciers, bien entendu – *ad obviandum dampnis que evenire posset* (121c).

Le maintien de la paix au sein des habitants passe aussi par un souci d'équité, la loi devant en principe s'appliquer à tous indistinctement du statut social. Il est parfois difficile de départager la rhétorique de la réalité, mais il est manifeste que pratiquement toutes les ordonnances de police concernant la dépaissance des animaux, le glanage, le passage dans les vignobles et l'apport de raisins ou de vin dans l'enceinte de la ville spécifient clairement que les règlements en question s'appliquent à toutes les personnes *cujuscumque conditionis personalis, eminencie seu status* (55b). L'équité est aussi fiscale, mais les autorités municipales ont fort à faire pour tenter d'obliger les clercs à participer aux dépenses communes. Une taille levée en mai 1387 pour payer le guet prévoit que le prieur du monastère de La Celle et le vicaire de l'église de Saint-Pierre devront payer leur part (12c-d), mais le registre n'indique pas si la somme recueillie, le cas échéant, fut à la hauteur des attentes. Un peu plus tard, en juin 1388, une ordonnance précise l'envoi d'une lettre à un destinataire malheureusement inconnu – le nom ayant été omis dans le registre – à propos d'une taille *nuper indicta in clericis ville Brionie* (50b). S'agit-il de la même taille que les clercs renâclent toujours à payer? Toujours est-il que le conseil poursuivra assidûment ses efforts pour les faire participer aux frais communs. Le conseil général tenu à Aix en juillet 1391 dans le but de pourvoir à la défense du pays contre Raymond de Turenne ayant déterminé que les clercs devaient eux aussi contribuer au subside promis à la reine<sup>15</sup>, le conseil de Brignoles ordonne le 26 août de procéder à l'allivrement des prêtres et des clercs de la ville, mandatant deux

---

<sup>15</sup> Gérard GOUIRAN et Michel HÉBERT, *Le livre Potentia des États de Provence (1391-1523)*, Paris, CTHS, 1997, p. 7, pièce n° 1, chap. 12a.

conseillers pour ce faire, *ut veritas dictorum bonorum eorundem habeatur* (193d) : la confiance règne... Apparemment, les clercs déclinent toujours de payer leur juste part et trois jours plus tard, on se résout à envoyer un ambassadeur à l'official d'Aix pour lui demander de les contraindre à payer. Ne craignant pas d'aller jusqu'au bout de leurs convictions, ils durent fort probablement en appeler au pape, puisque celui-ci fulmina peu après une bulle contraignant les clercs à participer à la lutte contre les ennemis du roi et du pape<sup>16</sup>.

En plus de maintenir la paix et de viser la prospérité de l'*universitas*, le conseil s'inquiète de la conservation au sens le plus physique du terme, soit la préservation du territoire, des gens et des animaux, avec l'utilisation fréquente dans l'exposé des motifs des ordonnances de l'expression *pro conservatione*. Ainsi, c'est *pro conservatione quarumcumque personarum et animalium que extra villam Brinonie ad eorum negocia omni die accedunt per territorium tam de Brinonia, de Campis quam de Artacella* (3b) que le conseil justifie la levée d'impôts qui serviront à payer le guet sur les collines avoisinantes et *ad conservationem presentis ville* qu'on refuse aux soldats de *Johannes de Graulheto* d'entrer dans la ville (33c). C'est *pro conservatione fructuum* qu'on édicte les règlements de police interdisant l'entrée dans les vignobles du territoire de Brignoles (20c) et toujours *pro conservando fructus* que la ville promet une rémunération au prêtre pour célébrer la passion du Christ de la fête de Pâques jusqu'à la Saint-Michel. De toute évidence, le conseil craint les dangers que provoque la guerre, crainte qui transparaît dans les motifs exposés dans de nombreuses ordonnances : *pro majoribus periculis evitandis* (39b), *ad obviandum sinistris et periculosus eventibus* (136c), *ut tutius et securius gentes presentis ville valeant quiescere* (136c), *ad vitandum seu monendum dampnum et dubium quodcumque* (145d) ou encore *ne reperiant villas, burgadas et vicos cum victualibus* (156g). La crainte n'est pas que rhétorique, elle imprègne certains passages du texte, fusant parfois en termes assez forts. Ainsi, alors qu'on cherche à se protéger des troupes du comte d'Armagnac qui menacent de traverser la Basse-Provence – en pillant évidemment tout sur leur passage – le conseil ordonne qu'un

<sup>16</sup> Michel HÉBERT, *op. cit.*, p. 158.

nonce aille aux nouvelles afin que les gens soient prévenus à temps de leur venue et *ne possent venire inscintera et dampnificare patriam et decipere gentes* (159j), alors que trois semaines plus tard, on prévoit poster des guetteurs en deux lieux différents *ut gentes iste que debent transire non possent dampnificare neque in uno impetu decipere* (165c) : la peur n'est pas un concept abstrait, elle est définitivement présente et leur colle à la peau, mais le conseil en tient compte et agit en conséquence pour le bien de la communauté.

Au-delà de la réaction viscérale du conseil aux dangers qui guettent la ville, l'idéologie du bien public guide aussi ses activités plus ordinaires. Il se préoccupe d'obtenir les services d'un médecin *ad serviandum ville predicte de arte phisicarie bene et legaliter* (48c), de pourvoir aux réparations de l'église et du pont de Caramy qui *minentur ruyna et indigeant reparationis* (47c), de faire construire des fours communaux *ad hoc ut dicte universitati sit bene servitum in coquendo panem* (68d), de protéger les ressources en interdisant la pêche en période de frai (69f) et de solliciter les services d'un prédicateur pour le couvent des Frères mineurs qui *habeat predicare et sermonare in villa Brinonie ad honorem Dei et comodum animarum* (80b). Comme en bien d'autres villes, l'*universitas* s'occupe d'ailleurs activement des besoins spirituels de ses citoyens, s'immisçant dans l'organisation des services religieux dans la mesure où elle participe à leur financement puisque, comme le précise une ordonnance du 3 janvier 1389, *universitas dicte ville habet gubernationem sacristie dicte ecclesie et solvit decimas omnium rerum et duas partes onerum dicte ecclesie* (63b). Cette même ordonnance nous renseigne sur les déboires encourus par la ville eu égard au service religieux :

*Cum divinum officium minus debite fuerit cessatum a longo tempore citra in ecclesia parrochialis Sancti Salvatoris ville Brinonie, causante avaricia et mala ordinacione domini Johannis Gauchonis, vicarii perpetui dicte ecclesie, nolentis in ecclesia predicta tenere, sicut decet, numerum saserdotum diaconorum et aliorum necessariorum ad servicium divini cultus et si numerum aliquotiens teneat, ipsis servitoribus ecclesie victum et salarium et partem elemosinarum pertinentium ad eosdem sibi ipsi apropiat et denegat eisdem elargiri, nec minus presbiteros et alios servitores dicte ecclesie non sufficientes sed ignares procurat secum tenere, ob quod dictum divinum officium in dicta ecclesia non celebratur*

sicut fieri debet, quod cedit in dampnabile detrimentum animarum personarum degentium in dicta villa (163b).

Ayant à cœur le salut de l'âme de ses ouailles, le conseil ordonne alors *cum dicto vicario perpetuo aut cum domino Aquensi archiepiscopo et si necesse fuerit cum domino nostro papa vel aliter, prout sibi visum fuerit, remedium aponat* (163b), ne reculant devant aucun effort pour préserver le bien public.

#### 5.1.5 Usages de l'unanimité

Nous ne retrouvons pas dans les réunions analysées l'usage presque abusif du consensus que l'on a souvent rapporté pour ce type de document au Moyen Âge. Par exemple, dans son étude des assemblées lyonnaises du XV<sup>e</sup> siècle, Caroline FARGEIX signale l'existence d'une forme de censure, appliquée par le notaire, mais voulue par les conseillers. En effet, selon elle, l'image d'un pouvoir consulaire fort et indépendant s'affirme en définissant le conseiller idéal et en décrivant le fonctionnement parfait du consulat : il est donc impensable que les registres, en tant que mémoire urbaine, puissent renfermer des éléments, tels les débats et la dissension, « écornant l'image parfaite que les consuls cherchent à se donner »<sup>17</sup>. Dans notre registre, la seule exception quant à l'usage automatique de l'unanimité concerne le deuxième notaire, *Gaucelmus Gaufridi* : mettant en pratique une approche plus traditionnelle que celle de ses confrères, il débute systématiquement la majorité de ses procès-verbaux par un court paragraphe qui répète de façon quasi incantatoire *quiquidem domini de consilio, consilium tenentes de voluntate et licencia dicti domini baiuli et capitanei et ipso presente et consentiente, ordinaverunt, nemine ipsorum discrepante, prout sequitur infra*. On trouve donc une forme d'unanimité

---

<sup>17</sup> Caroline FARGEIX, « La reconnaissance des délibérations lors des assemblées lyonnaises du XV<sup>e</sup> siècle, dans les registres consulaires : un problème politique », communication lors de la journée d'étude du 13 décembre 2005, *Enquête collective : l'espace public au Moyen Âge*, Paris, LAMOP, [en ligne], <http://lamop.univ-paris1.fr/W3/espacepublic/Espace%20public%2013.12.pdf>, consulté le 22 mai 2008, p. 5.



« réflexe » dans 75 % des procès-verbaux de ce notaire, dans 15 % de ceux de *Guillelmus Clari* et dans aucun des textes des autres scribes.

Par ailleurs, on trouve effectivement des manifestations d'unanimité – marquée par les termes *nemine ipsorum discrepante*, *unanimiter et concorditer* ou encore *omnes simul* – au sein de plusieurs ordonnances. Au total, 21 % des séances présentent une manifestation d'unanimité, mais elles le font dans des proportions variables selon les notaires impliqués. Le premier notaire, *Guillelmus Borrelli*, l'utilise dans 11 % des séances qu'il transcrit alors que le deuxième, *Gaucelmus Gaufridi* – celui-là même qui l'inscrivait généralement d'emblée dans son paragraphe initial – ne l'inscrit à nouveau dans une ordonnance que lors d'une seule séance, résultant en une contribution de 3 % de ses séances. Le troisième, *Petrus Gaufridi*, l'emploie pour 18 % de ses procès-verbaux, alors que le quatrième, *Guillelmus Clari*, remporte la palme avec 61 %.

Une analyse plus fine des situations qui suscitent un tel consensus démontre qu'il n'est pas utilisé à tort et à travers : au contraire, il apparaît essentiellement dans des circonstances où la mise en œuvre d'un front en apparence unifié est tout à fait justifiée, soit lorsque des sommes d'argent importantes sont en jeu, quand on cherche à porter atteinte aux privilèges de la ville ou dans des situations de danger. Et si *Guillelmus Clari* semble avoir la main lourde en ce qui concerne l'expression du consensus, c'est tout simplement qu'il officie pendant une période chargée de situations critiques qui requièrent constamment de faire bloc contre l'adversité. La défense des privilèges fait rapidement monter les conseillers au créneau, comme nous le verrons plus loin. À titre d'exemple, la ville de Brignoles détenait déjà depuis au moins le 24 avril 1387 le privilège de ne pas être cité à comparaître hors de la juridiction ordinaire de la cour de Brignoles<sup>18</sup>, un privilège qu'elle défendait bec et ongles. En avril 1388, devant les tentatives répétées de certains ecclésiastiques de citer des Brignolais à l'extérieur de la ville et même hors du diocèse, le conseil demande *unanimiter et concorditer* au capitaine qu'il écrive au pape à Avignon pour

---

<sup>18</sup> AA1, fol. 74v.



obtenir de lui aussi une confirmation de ce privilège (45b). Autre exemple, Brignoles possède le privilège d'acheter, de transporter et de vendre du sel sans payer de droits<sup>19</sup>, mais ce privilège est sans doute souvent battu en brèche par la cour de Brignoles puisque le conseil décide *nemine ipsorum discrepante* que les syndics pourront contracter une obligation, au nom de la ville et sur ses biens, envers toute personne qui, ayant acheté du sel à Brignoles dans le but de le transporter au-delà du Verdon, se verrait contrariée ou condamnée par la cour royale de Brignoles (158e).

L'insécurité est évidemment un stimulus rassembleur qui force les conseillers à se mettre d'accord, malgré les dissensions qui peuvent habituellement avoir cours, pour leur permettre d'affronter l'ennemi commun. L'exemple le plus caractéristique est certainement le consensus qui se fit au sein du conseil lorsque la menace que les gens d'armes du comte d'Armagnac faisaient peser sur Brignoles se précisa au début de l'année 1391. Ayant eu vent de la présence de ces gens en février, le conseil prend d'abord plusieurs décisions concernant la réparation des fortifications (156b-h), puis en conseil de baillie, décide de ne pas fournir d'argent au capitaine de guerre Foulque de Pontevès (159c) tout en prévoyant un système élaboré de transfert d'information entre Brignoles et les villes de sa baillie (159j-k), système mis en œuvre trois semaines plus tard (164b). Encore deux semaines après, une entente de principe semble maintenant possible entre Aix et les gens d'armes, entente à laquelle Brignoles se dit prête à participer financièrement. Le conseil décide *nemine ipsorum discrepante* d'envoyer un ambassadeur afin de discuter avec *Petrus Raynaudi*, juge des premières appellations, et les membres du conseil d'Aix. Ayant choisi le noble *Guillelmus Giraudi*, considéré expert en la matière, il lui donne, *nemine discrepante*, pleine et entière puissance de traiter et de décider – soit une délégation des plus amples – allant même jusqu'à promettre *omnia per ipsum ordinanda et tractanda habere et tenere et solvere illud quod ipse nobilis Guillelmus promiserit, sumptibus universsatis dicte ville* (168b), ce qui nécessitait certainement un large consensus. Ayant remis son rapport au conseil de Brignoles (170b) et au

---

<sup>19</sup> AA1, fol. 28v.

conseil de baillie (171b) une semaine plus tard et tous ayant accepté de contribuer une part des 400 francs promis aux gens d'armes par le conseil d'Aix, on mandate le syndic cette fois – toujours *nemine ipsorum discrepante* – pour qu'il aille à Aix *cum plena, libera et omnimoda potestate tractandi, ordinandi, calculandi et faciendi cum ipsis omnia universsa et singula que necessaria et oportuna erunt super premissis, que omnia remiserunt sur discretioni et hoc sumptibus universsatis predictae* (173c), encore une fois une très large délégation de pouvoir qui exigeait une unanimité sans faille, certes liée à une conscience aiguë du danger, mais indubitablement aussi aux conséquences financières importantes qui découlaient de cette délégation.

Un dossier en particulier, ayant impliqué tout à la fois des questions d'argent, de défense des privilèges et une certaine forme de danger – ou à tout le moins une forte menace de perturbation sociale – fit l'objet d'un consensus extrêmement accusé. Il s'agit du dossier des frères *Drogoli* auquel nous avons déjà fait de multiples allusions au cours de ce travail et que nous analyserons ici plus en détail étant donnée l'importance qu'il revêt dans les cinq derniers mois du registre, lors desquels il occupe la plus grande part de dix séances distinctes. L'unanimité mise en évidence lors des différentes séances de ce dossier ne fut pas que de façade, ne serait-ce que par le poids du nombre : c'est en effet le seul dossier dans lequel on dénombre cinq manifestations d'unanimité dans une seule et même séance et cela, par deux fois!

On en sait relativement peu sur cet homme originaire de Brignoles qui s'éleva progressivement dans les grâces de la reine Marie jusqu'à devenir maître-rational à vie en 1394, seigneur des Pennes-Saint-Julien en 1400 et chevalier en 1406<sup>20</sup>. Examinons un peu son parcours. En avril 1387, trois hommes de Brignoles viennent demander au conseil de plaider auprès de la reine Marie afin qu'elle nomme quelqu'un d'autre que *Johannes Drogoli* au poste de bailli de Brignoles, sans qu'on puisse déterminer les causes de cette inimitié (6c-d). Il semble que la requête n'ait pas été prise en compte par la reine, puisque *Johannes Drogoli* apparaît pour la

<sup>20</sup> Fernand CORTEZ, *Les grands officiers royaux de Provence au Moyen Âge*, Aix-en-Provence, Secrétariat de la Société d'études provençales, A. Dragon, 1921, p. 265.

première fois dans le registre en tant que *regio scutifero, schansono, castellano, baiulo et capitaneo curie regie ville Brinonie* en date du 15 novembre 1387 (30a). Au fil des ans, beaucoup de séances le mettent en scène et son aide est régulièrement sollicitée par le conseil de ville, comme nous le verrons dans une prochaine section. Le 15 février 1390, soit deux ans et demi plus tard, il quitte l'office de bailli, tout en conservant celui de capitaine, et est élu au poste de syndic, ce qui indique certainement une appréciation favorable de ses capacités de la part du conseil (108d). Le 24 janvier 1391, à la fin de son mandat de syndic, il est cette fois élu conseiller pour l'année à venir (153g). Preuve de la confiance et de l'estime que l'élite dirigeante de Brignoles lui témoigne encore, au cours de la séance du 24 février 1391, alors qu'il entreprend ce mandat, une ordonnance prévoit d'écrire à la reine :

*Quod dignetur, istis temporibus durantibus turbinosiis, nullum capitaneum in presenti villa transmutare vel ordinare quam illum qui presencialiter est, videlicet nobilem Johannem Drogoli regium consiliarium, castellanum et capitaneum dicte ville qui propter ejus virtutes et laudabiles actus dicta domina nostra et etiam dicta villa merito possunt de eo ejusque fidelitate ac legalitate, moribus et industria confidere (154p).*

Le portrait est assez dithyrambique et il est indéniable que le conseil apprécie son travail, ce que confirme une ordonnance du 8 mars 1391 qui prévoit de recourir à son aide encore une fois dans la défense d'un privilège de la ville (158g). Mais la reine reste sourde à leurs prières et le 16 mars, un nouveau bailli et capitaine, *Bertrandus Olivarii*, amorce son mandat. La dernière apparition de *Johannes Drogoli* en tant que conseiller date du 14 mars et par la suite, la situation s'envenime... en douce puisque le registre reste d'une subtilité exemplaire au cours des nombreuses démarches effectuées dans le cadre de ce dossier. D'ailleurs, pour nombre d'ordonnances absolument sibyllines, la lumière sur le fait qu'on y discutait du cas *Drogoli* n'est souvent venue que de la consultation d'autres sources, en particulier d'une section du livre de comptes fort heureusement intitulée *Sequitur expense facte pro facto Johannis Drogoli*<sup>21</sup>.

---

<sup>21</sup> CC1, fol. 116 à 118v.

Le 26 avril 1391, les troubles débutent. Ce conseil rassemble les deux syndics, huit conseillers en exercice, dix conseillers anciens ainsi qu'un *admittus*, le *jurisperitus Guillelmus Claveri*, et le notaire inscrit d'abord :

*Quiquidem domini sindici et consilarii suprascripti, de voluntate et consensu ipsius domini baiuli et capitanei, ibidem presentis, nemine ipsorum discrepante, perseverantes sollemniter in quadam protestatione per consilium novum predictum facta pridem eorum consilium tenentes scripta in presenti quaterno foleo primo, cui per aliqua que dicant vel faciant, dicent vel facient in futurum, non intendunt quoquomodo discedere, ordinarunt in dicto presenti consilio ut sequitur infra (172b).*

L'ordonnance dont il est question est en fait une protestation solennelle faite quelques mois auparavant par les membres du conseil nouvellement élu, qu'il vaut la peine de rappeler :

*Et primo et ante omnia, dicti domini sindici et consilarii, consilium tenentes in presencia dicti domini baiuli et pro eorum fidelitate servanda, sollemniter protestati fuerunt quod ipsi vel aliquis ipsorum, in presenti vel in futurum, non intendunt aliquid consentire, consulere vel ordinare in detrimentum, dampnum vel prejudicium illustrissimi principis et domini nostri domini Ludovici, Dei gracia regis Jerusalem et Sicilie et comitis Provincie, seu curie regie et suorum officiorum ville Brinonie. Et in casu quo per inadvertenciam, negligenciam vel insapienciam aliquid consultum, ordinatum, dictum fuerit sive gestum quod redundare posset vel intelligi contra honorem regni seu fidelitatem ipsorum, ille tunc ipsi domini sindici et consilarii, nomine universsatis dicte ville, totum illud nunc prout ex tunc et tunc prout ex nunc revocant et annullant et pro non facto ordinato vel consulto habeatur et intelligatur etsi factum non fuisset. Quam protestationem in singulis ipsorum dominorum sindicorum et consiliariorum consiliis ordinacionibus dictis factis habere volunt pro repetita (154c).*

Il est manifeste qu'en reprenant cette protestation, le conseil veut s'assurer que nul ne puisse insinuer que les décisions qu'il s'apprête à prendre vont à l'encontre des intérêts et de l'honneur du roi<sup>22</sup>, une attitude fort prudente puisque ce *Drogoli* qu'ils s'apprêtent à poursuivre est l'un des conseillers et proches du roi. L'exposé des

<sup>22</sup> Caroline FARGEIX note également qu'en période de crise, les conseillers « font noter de petites phrases servant à les protéger de toute accusation de malversation » (*Les élites lyonnaises...*, op. cit., p. 263).

motifs de la première ordonnance reste très secret et ne mentionne pudiquement que la justification suivante : *propter aliqua que de novo venerunt ad auditum dominis sindicis et consiliariis* (172c), sans mentionner la nature du *aliqua*, ni l'identité de la personne en cause. Le conseil décide alors, *nemine ipsorum discrepante*, d'envoyer des ambassadeurs au-devant de la reine et du conseil royal — et même jusqu'au pape si besoin était — pour obtenir d'une part les lettres leur permettant de poursuivre cette cause et d'autre part, les commissaires et juges nécessaires pour la conduire à son terme et il nomme à cette fin sept hommes parmi les plus importants et influents de la ville. La tâche étant lourde et la mission délicate, les conseillers, *nemine ipsorum discrepante* encore une fois, reçoivent pleine et entière licence d'emprunter toute somme nécessaire au nom de l'*universitas*, qui leur en fait alors une obligation et souscrit une hypothèque sur ses biens pour garantir à l'avance tout emprunt (172d). La dernière ordonnance stipule, *nemine ipsorum discrepante* à nouveau, que toute dépense encourue sera remboursée en priorité sur le revenu des rêves jusqu'à son paiement complet et dernièrement — *nemine ipsorum discrepante* pour la cinquième fois! — on leur promet de *omnia et singula per eos facienda et tractanda ac inpetranda habere rata et firma* (172e).

La séance suivant le retour des ambassadeurs, datée du 23 mai 1391, est également marquée par un fort besoin d'afficher un front unifié contre le nouvel ennemi public, manifestée non seulement par la répétition *ad nauseam* du *nemine ipsorum discrepante*, mais aussi par la présence d'une des plus grosses assemblées du registre, mettant en présence les deux syndics, dix conseillers en exercice, quatorze anciens conseillers et deux *admitti* (181a). Encore une fois, les prémisses sont complètement escamotées au profit d'un banal *quod cum pridem pro certis arduis negociis tangentibus honorem reginalis excellencie et bonum et prossperum statum ville Brinonie fuerint destinati in ambaxiatores apud sacram reginalem magestatem* (181b). Il est fascinant de constater à quel point l'on semble marcher sur des œufs : après avoir fait leur rapport au conseil et présenté les lettres royales obtenues, les ambassadeurs demandent de but en blanc aux conseillers s'ils sont

satisfaits de l'ambassade accomplie. Le notaire indique alors la réponse faite par les conseillers :

*Quiquidem domini syndici et consilarii suprascripti, nemine ipsorum discrepante, unanimiter unus post alium cum deliberatione competenti, de licencia dicti domini baiuli, ibidem presentis dixerunt et clamarunt sine aliquo impetere quod ipsi erant et sunt contenti et plus quam contenti de ambaxiata per ipsos facta et de omnibus et singulis factis, dictis et expositis dicte sacre reginali excellencie et litteras per ipsos inpetratas quecumque sunt et contra quoscumque sint ab eadem sacre reginali magestate et omnia et singula in eis contenta et gesta per ipsos dominos ambaxiatores cum sacra reginali magestate predicta (181b).*

Le conseil demande alors l'exécution de ces lettres royales et nomme pour ce faire quatorze personnes formant le noyau de l'élite urbaine, auxquelles il accorde un mandat plénipotentiaire. Malgré une situation de toute évidence tendue et problématique, la détermination du conseil ne connaît pas d'obstacles. Bien décidé à obtenir le plus large consensus possible, il ordonne la tenue d'un parlement public deux jours plus tard, jour de la Fête-Dieu et probablement jour de grande affluence, *in quo omnia supradicta publice divulgantur et dicantur ut nemo pretendat ignoranciam de gestis per dictos dominos ambaxiatores [factis]* (181d). Il eut été fort instructif d'avoir une copie de ce qui transpira lors de ce parlement, mais malheureusement, nous n'en saurons rien si ce n'est qu'il eut bel et bien lieu<sup>23</sup>. D'autres ordonnances édictées cette journée-là prévoient – montrant bien l'importance du dossier et la réticence naturelle de tout un chacun à y participer – que toute personne choisie pour effectuer une quelconque tâche dans ce dossier ne pourra se dérober à sa responsabilité et devra de plus le faire gratis (181e)! Les trois séances suivantes sont uniquement consacrées à l'affaire *Drogoli*, tout comme plusieurs ordonnances édictées dans les trois mois suivants. Deux d'entre elles glissent en passant l'expression *super facto Johannis Drogoli*, sans que l'on puisse

<sup>23</sup> *Item pro papiru pro scribendo nomina illorum qui fuerunt in parlamentum, denarios octo* (CC1, fol. 118); *Quiquidem domini syndici et consilarii suprascripti, de licencia dicti domini baiuli, ibidem presentis, ordinarunt, nemine discrepante, quod quedam litera clausa, pridem presentata per dominum priorem fratrem Johannis Drogoli in publico parlamento, emanata a domina nostra regina, ut in subscriptione ipsarum evidenter aparet, eidem domino priori restituatur, retenta copia ipsarum* (187b).



facilement discerner la nature litigieuse, voire belliqueuse, du dossier et ce n'est que le 4 août 1391 qu'une ordonnance précise honnêtement *attento quod dominus Guillelmus Claverii est Aquis pro dicta universitate prosequendo processus factos contra Johannem Drogoli et Bermundum, ejus fratrem* (189c), révélant du même souffle que le frère de *Johannes*, *Bermundus*, est également concerné par ce procès.

L'accumulation de séances concernant ce dossier, le nombre et l'influence des personnes impliquées tout comme les sommes engagées par la ville pour le mener à terme montraient bien la gravité des enjeux sans pourtant en révéler la nature, car le registre protégeait farouchement le secret entourant les motivations d'une poursuite aussi acharnée à l'encontre de ces hommes et leur éventuelle mise au ban de la société, révélée à la toute dernière séance du registre par la phrase *quod cum ipsos non habeant pro eorum civitadinis nec habere vellint nec intendunt* (194d). C'est donc avec trépidation et soulagement que nous découvrîmes que les lettres de la reine Marie, obtenues par les ambassadeurs envoyés le 26 avril 1391 et dont une ordonnance du 23 mai prévoyait demander l'exécution, existaient encore aux archives de Brignoles et que celles-ci révélaient – finalement! – ce qui était reproché avec tant de véhémence aux frères *Drogoli* :

*Pro parte sindicorum et consilii novi et veteris universitatis hominum ville Brionie fuit nobis noviter supplicatum ut cum dudum durante regimine Brionie capitaniatus nobilis Johannis Drogoli in dicta villa nonnulla persone, tam dicte ville quam ejus districtus, occasione aliquorum delictorum per eas commissorum cum eodem Johanne ac Bermundo, ejus fratre et locumtenente in officiis antedictis, composuerunt ad diversas pecuniarum et aliorum bonorum summas tam publice quam occulte, ipsas summas compositas exinde ipsis fratribus ex[s]olvendo, credentes propterea ab ipsis delictis fore quitias, liberas et etiam absolutas, licet de hujusmodi summis compositis et solutis fratres predicti non habentes ad hoc potestatem a nobis nullam forcitam posuerint sicut ponitur eidem curie rationem. Propterque attendendis<sup>24</sup> variis et diversis criminibus contra ipsos fratres noviter in curia nostra objectis et multo fortius obiciendis quod per curiam ipsam persone ipse ratione compositionum ipsarum inquietentur imposterum verisimiliter dubitatur, dignaremur omnem penam et culpam quam ex premissis ipse persone incurrere*

---

<sup>24</sup> Acte : *attendis*



*potuerunt eis remittere graciose. Quorum supplicationibus certis considerationibus inclinate prefatis personis que dictas compositiones et solutiones eisdem Johanni et Bermundo Drogoli fratribus, ut prefertur, fecerunt et inde revelarunt seu etiam revelabunt<sup>25</sup> omnem culpam et offensam per eas commissam occasione compositionum et solutionum predictarum factarum tacite vel occulte ac penam inde meritam et etiam supportandam presentium serie de nostra certa sciencia remittimus et de speciali gracia relaxamus. Itaque jamdicte persone pretextu dictorum criminum pro quibus composuerunt et solverunt, ut est dictum, in personis vel bonis inquietari non valeant amodo per curiam regiam vel gravari. Mandantes vobis quatenus presenti nostra remissione attenta et per vos infringibiliter observata, nulhathenus presumatis aut patiamini per quospiam molestari<sup>26</sup>.*

Ayant lamentablement failli à son serment – ce serment que chaque officier royal devait prononcer en entrée de charge – de *bene et legaliter exercere officium* et de *tenere, custodire, servare, amparare et inviolabiliter adimplere omnia privilegia, omnes libertates, et franquias, bonas consuetudines et statuta*<sup>27</sup> et ayant, de plus, bafoué l'honneur du conseil en portant atteinte à celui de ses citoyens, il n'est pas étonnant que celui-ci ait répliqué aussi prestement, faisant montre d'un consensus monolithique et déployant tous les moyens mis à sa disposition pour rétablir la réputation et l'honneur des personnes lésées, tout comme le sien propre. Bien que l'amertume et le dépit se laissent deviner par de rares indices<sup>28</sup>, il est intéressant de noter la subtilité des références nominatives et l'attitude plus que pudique du notaire qui décrit avec force circonlocutions les décisions prises dans ce dossier, sans jamais noter au sein même du registre le crime qui leur était imputé. Il s'agit d'une attitude qui ne semble pas avoir été inhabituelle à l'époque. Un exemple allemand provenant de la ville de Rothenbourg montre que ce style évasif était employé à dessein dans les livres du conseil, masquant les conflits internes, conservant l'image d'un pouvoir fort et uni, mais surtout permettant aux exclus de reprendre leur place

---

<sup>25</sup> Acte : *revelebunt*

<sup>26</sup> Cote DR47, ACM.

<sup>27</sup> AA1, fol. 1v.

<sup>28</sup> Dans le Livre rouge, quelqu'un gratta le nom de *Johannes Drogoli* au sein du titre associé à deux privilèges que celui-ci avait obtenus pour la ville, réalisant ainsi une forme subtile de *damnatio memoriae* (AA1, fol. 32 et fol. 33).

au sein de l'oligarchie après une période expiatoire, le silence des registres sur les circonstances du méfait militant en faveur de leur réintégration dans l'honneur<sup>29</sup>. Cette façon de faire permet finalement aux personnes mises en cause ici de ne pas « perdre la face » au sein d'un écrit à forte valeur mémorielle – et ce d'autant plus que la personne en question ici était puissante et gravitait dans l'orbite royale – leur permettant éventuellement un retour discret en grâce, sans que l'*universitas* ne perde à son tour la face de l'avoir réintégrée en son sein. C'est bien évidemment ce qui arriva ici puisque le 31 mai 1406, le conseil ordonna un don de 25 florins à *Johannes Drogoli* en l'honneur de son accession au titre de chevalier et en guise de participation aux dépenses encourues en raison de cette nomination<sup>30</sup>.

#### 5.1.6 Manifestations de l'honneur consulaire

La notion d'honneur consulaire mise en évidence par les agissements du conseil dans le dossier *Drogoli* est certes un élément primordial de la vision que les conseillers ont d'eux-mêmes, tout comme de celle qu'ils désirent projeter<sup>31</sup>. En effet, l'analyse textuelle du registre montre qu'il existe un vocabulaire discret, mais inscrit dans la trame du texte, qui met en évidence cette notion d'honneur consulaire<sup>32</sup>. Premièrement, chaque introduction de séance – sauf une – mentionne que s'est rassemblé l'honorable conseil de la ville de Brignoles et il n'est jamais caractérisé autrement que par cet adjectif, qui lui semble d'ailleurs exclusivement réservé. En effet, il est remarquable de voir que le qualificatif *honorabilis*, dont on retrouve 229

---

<sup>29</sup> Laurence BUCHHOLZER, « Une affaire municipale à Rothenbourg/Tauber (1396-1404) », dans *Religion et société urbaine au Moyen Âge. Études offertes à Jean-Louis Biget par ses anciens élèves*, sous la dir. de Patrick BOUCHERON et Jacques CHIFFOLEAU, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000, p.203 et 219.

<sup>30</sup> BB2, fol. 111v.

<sup>31</sup> Sur l'importance de l'honneur dans la société médiévale, on consultera avec profit l'œuvre de Claude GAUVARD, particulièrement *Violence et ordre public au Moyen Âge*, Paris, Picard, 2005, 288 p.

<sup>32</sup> Caroline FARGEIX remarque la même importance des notions d'honneur et de réputation du consulat « qui sont toujours âprement défendus » (*Les élites lyonnaises...*, op. cit., p. 204).

occurrences dans les 193 réunions, est exclusivement accolé au conseil de ville, qu'il soit brignolais (216 fois) ou autre (3 fois), ou encore aux hommes qui en font partie, qu'ils soient de Brignoles (9 occurrences) ou d'ailleurs (une seule fois), mais jamais aux officiers royaux ou aux seigneurs voisins, peu importe leur position dans la hiérarchie sociale. Nous avons déjà vu au chapitre précédent comment les syndics, *pro honore hujus ville* (79c), ont préséance sur tous les hommes de la ville, peu importe leur dignité, exception faite des officiers royaux, pourvu qu'ils portent la robe associée à leur office de syndic. A *contrario*, lorsque des gens s'avisent de colporter des mensonges au sénéchal, laissant planer le doute sur l'intégrité du bailli et du syndic envoyés en ambassade aux fins de lui porter une importante somme d'argent, le notaire fait remarquer par la phrase *atento quod hodie aliqui contra rey veritatem et in dedecus domini capitanei et sindicorum hujus ville* (78b) qu'ils ont ainsi porté atteinte à leur honneur. Les membres du conseil, quant à eux, sont constamment revêtus de la dignité associée au prédicat *dominus*. On trouve ainsi, sous ses différentes déclinaisons, 315 occurrences des termes de *domini de consilio*, *domini syndici*, *domini syndici et consilarii* ou bien *domini consilarii* sans mention des syndics, ce qui démontre bien que ces derniers n'étaient pas les seuls à bénéficier d'une certaine gloire associée à leur office. Ce titre de « seigneur du conseil » est possiblement utilisé pour rappeler à tous la noblesse de la charge, même si cette noblesse n'est ici qu'honorifique<sup>33</sup>, mais il sert certainement aussi à désigner le pouvoir qui accompagne leur office. Autre indice de l'honneur qu'on attribue à l'institution conciliaire : on mentionne à cinq reprises que la présentation des différents rapports destinés aux conseillers doit être faite *in coro consilii* (6c, 26h, 28b, 31d, 108c). Ce terme inusité de *chorus*, qui désigne généralement le chœur d'une église, infuse par ailleurs un élément de sacralité au conseil.

---

<sup>33</sup> Dans certaines villes, l'accession au consulat conférait une réelle noblesse aux conseillers, comme on le voit à Toulouse où, dès 1496, les « *domini de capitulo* » se voient anoblis à la suite de leur élection (François BORDES, *op. cit.*, Tome 1 : *Du « Livre officier » au « Livre des Histoires »*, p. 123), une situation qui se répète à Lyon au début du XVI<sup>e</sup> siècle (Caroline FARGEIX, *Les élites lyonnaises...*, *op. cit.*, p. 402).

Par ailleurs, plus d'une vingtaine de phrases indiquent que les actions entreprises par suite des ordonnances du conseil seront faites de façon honorable ou pour l'honneur de la ville ou encore du conseil. Ainsi, les hommes envoyés par Brignoles pour chevaucher avec la reine devront le faire *honorifice ut melius poterunt* (13c) et lorsque *Poncius Cayssii* et *Johannes Creti* sont envoyés par le roi pour réclamer une aide financière et qu'on décide de ne lui prêter que si les autres villes font de même, le conseil stipule *quod respondeatur dictis dominis regiis ambassiatoribus tam honorabiliter quam fieri poterit* (113c), alors que l'expulsion du conseiller fautif, *Hugo Pugeti*, hors du conseil est réalisée *pro [...] honore presentis consilii et consiliariorum ejusdem* (174b). Quand le conseil prévoit envoyer des lettres, il spécifie régulièrement dans l'ordonnance *quod honorifice pro parte ville scribatur* (80b), *quod cum honore et reverencia scribatur* (81b) ou même *rescribatur eidem domino nostro regi honorifice cum magna ylaritate* (145b)! De même, lorsque le notaire mentionne les requêtes reçues par le conseil, en provenance de la reine ou d'ailleurs, il les paraphrase dans le registre en prêtant à l'émissaire des paroles empreintes d'un insigne respect, dont nous ne pouvons être certaine qu'elles s'y trouvaient réellement. Par exemple, inscrivant la demande de la reine d'envoyer des hommes chevaucher avec elle, il note *eadem reginalis magestas benigne requisiverit dominos syndicos et consiliarios supradictos* (13b) et pour sa demande d'envoyer des représentants au couronnement de son fils, *ipsa domina nostra regina graciose requisivit* (95b). D'ailleurs, poussant encore plus loin l'analogie avec le pouvoir royal, le conseil emploie occasionnellement le langage de la grâce pour répondre à certaines demandes émanant soit des citoyens de Brignoles, des habitants du village voisin de La Celle ou encore du capitaine, par exemple avec l'ordonnance du 9 septembre 1389 qui précise que *concesserunt de gracia speciali quod dictus dominus capitaneus pro ista vice tantum possit pro sua provisione istius anni racemos et vinum inmitere de alienis territoriis infra presentem villam* (88e).

Un événement qui a marqué les Brignolais et dont les suites démontrent leur souci de l'honneur est la reddition faite à la reine en mai 1386 au terme de la guerre de l'Union d'Aix. Elle s'était effectuée de façon trouble et peu satisfaisante pour le

conseil car cinq notables de la ville avaient opéré cette reddition contre l'avis du conseil<sup>34</sup> et en contrepartie d'une forte somme d'argent<sup>35</sup>, événement dont le souvenir blessait l'honneur de la communauté. Le conseil avait par la suite obtenu la promesse de la reine qu'elle récupérerait cette somme, ce qui n'était toujours pas fait en septembre 1389, lorsque le conseil insista fortement auprès d'elle pour qu'elle le fasse *cum essent intentionis non sustinere quod fuissent venditi* (88c). En novembre 1389, ayant reçu des lettres de la reine leur enjoignant de procéder en son nom à la récupération de cet argent, ce qui n'agréait pas aux conseillers puisque le notaire indique *licet prediligissent quod dicta comissio facta fuisset alii persone quam eis* (97b), ils ordonnent néanmoins, après avoir discuté au préalable avec *Gaufridus de Intercastris* et *Gaufridus de Brinonia*, d'écrire à la reine pour lui indiquer qu'ils sont prêts à exécuter ses lettres et l'informer de l'absence à Brignoles de *Guillelmus Giraudi* (effectivement disparu des pages du registre depuis octobre 1388) et de *Johannes Feutrerii* (également absent du registre depuis février 1388). Pressé de mettre cet événement honteux et embarrassant derrière eux, le conseil

---

<sup>34</sup> Pourtant, seuls quatre noms sont mentionnés dans le registre, soit ceux de *Gaufridus de Intercastris*, *Gaufridus de Brinonia*, *Guillelmus Giraudi* et *Johannes Feutrerii*, le cinquième demeurant inconnu (88c). Émilien LEBRUN affirme, sans avancer de preuve que le cinquième traître était *Isnardus de Bastita* (*Essai historique sur la ville de Brignoles*, Nyons, Chantemerle (réimpression d'une édition privée de 1897), 1973, p. 194), alors que Fernand CORTEZ, *op. cit.*, p. 265, présume que ce fut *Johannes Drogoli*, une position reprise par plusieurs historiens à sa suite. Bien que cette dernière hypothèse soit plausible, il est clair que *Johannes Drogoli* avait déjà commencé à recevoir des biens de la reine Marie dès janvier 1386 à titre d'écuyer de Raymond de Turenne, à une époque où Marie essayait de se concilier ce dernier, accordant ainsi de nombreux dons tant à Raymond qu'à son entourage (Jean LE FÈVRE, *Journal de Jean Le Fèvre, évêque de Chartres, chancelier des rois de Sicile Louis I et Louis II d'Anjou*, publié par H. MORANVILLÉ, Paris, A. Picard, 1887, p. 222-223). Par contre, entre la fin mars 1386 et la fin avril 1386 – soit tout juste avant la soumission qui résulta en une confirmation de tous les privilèges et l'addition de quelques autres en mai 1386 – Marie fit également de nombreux dons à plusieurs citoyens de Brignoles, incluant *Gaufridus de Intercastris*, *Johannes Feutrerii*, *Isnardus de Bastita*, *Hugone Pugeti*, *Johannes Drogoli*, *Isnardus Claverii* et *Feraudus Feraudi* (*ibid.*, p. 252-269); les deux premiers étant précisément cités dans le registre en tant que félons, n'importe quelle des autres personnes mentionnées ici en tant que récipiendaire des largesses royales aurait pu constituer le cinquième homme du groupe des félons. Tout en admettant qu'il n'existe pas de preuve irréfutable, nous penchons également pour *Isnardus de Bastida* qui fut en outre un des deux représentants de la ville – l'autre étant *Gaufridus de Intercastris* – envoyés pour prêter hommage à la reine le 9 juin 1386 (*ibid.*, p. 274).

<sup>35</sup> Jean LE FÈVRE (*op. cit.*, p. 274) avance la somme de 9 000 francs « et plus ».



passé à l'action cinq jours plus tard, requérant du bailli qu'il procède à l'exécution des lettres royales contre ceux qui n'auraient pas remis l'argent indûment reçu et ordonnant qu'on écrive aux deux absents *quod veniant amicabilem restitutionem facere* (98c). *Guillelmus Giraudi* obtempéra certainement puisqu'il est cité comme témoin, preuve d'une certaine confiance, lors d'un acte écrit dix jours plus tard (99c). En janvier 1390, à la suite d'une ambassade et de lettres en provenance de la reine, le conseil ordonne :

*Quod unus de consilio accedat cum dicto domino capitaneo ad dominam nostram reginam causa regradandi sue magestati comissionem dictis dominis capitaneo, sindicis et consilio factam super recuperatione peccunie et etiam pro excusando dictum dominum capitaneum et etiam consilium de executione non perfecta, necnon ad sciendum et videndum voluntatem et intentionem ejusdem domine nostre super asolamento reste peccunie restituende et alias dicendum et faciendum pro utilitate presentis ville et illorum qui restituere debent peccuniam prout melius et honorificius facere poterit* (106c).

Malgré son bon vouloir, il avait donc été impossible de récupérer la totalité de la somme et le conseil s'en excusait auprès de la reine. Ce qui est, par contre, beaucoup plus intéressant est le fait que tant avant qu'après la tentative de récupération d'argent, ces personnes ont conservé la considération, à tout le moins professionnelle, de leurs collègues. En effet, tous ont servi soit à titre de syndic, de conseiller ou d'officier municipal, en plus d'obtenir des missions parfois complexes et de haute importance, telle cette ambassade à être effectuée par *Guillelmus Giraudi* dans un épineux dossier concernant la défense d'un privilège, ordonnée le 24 juillet 1390 alors qu'il n'était pas membre du conseil à ce moment (132d) ou sa nomination au sein d'un groupe restreint de conseillers de guerre formé par le bailli pour le seconder en mars 1391 (165b). C'est d'ailleurs à titre d'expert en la matière qu'il sera choisi comme ambassadeur pour traiter avec *Petrus Raynaudi* d'Aix de la somme à payer aux gens d'armes du comte d'Armagnac pour acheter la paix (168b). Cette situation semblerait indiquer que c'était uniquement, ou principalement, l'acte de tradition qui avait menacé l'honneur de la ville et du conseil et non pas le fait que ce soient ces hommes plutôt que d'autres. On pouvait facilement leur pardonner et même passer outre leur participation à cet acte honteux, mais on ne pouvait oublier l'acte lui-même, un affront qui exigeait réparation pour que l'honneur de la ville soit

rétabli. C'est sans doute ce qui explique l'aide apportée par le conseil à ces hommes. En octobre 1389, alors que le conseil est à déterminer qui représentera Brignoles au couronnement de Louis II, le notaire ajoute à la fin de l'ordonnance que *Gaufridus de Intercastris* se joindra à la délégation, sans salaire puisqu'il le fait pour des raisons personnelles, et

*quod dicti dominus capitaneus et syndicus debeant praticare et taliter facere cum domina nostra regina et cum ipso nobili Gaufrido, nomine suo et nobilis Gaufridi de Brinonia, quod ipsi remaneant soluti et liberi et consolati de eorum factis fiendis cum domina nostra regina* (95b).

Quant à *Johannes Feutrerii*, toujours en exil, le conseil ordonne en mai 1391 *quod scribatur supplicando domine nostre regine quod cum Johannes Feutrerii sit in Janua et non bene audet redire in presenti villa, quod eidem idem Johannes sit recomendatus et quod valeat hic secure redire et stare et suis bonis frui et uti* (178d), une requête accueillie favorablement par la reine qui répondit alors *quod domina nostra regina est contenta quod Johannes Feutrerii veniat et stare secure possit in terris subjectis ipsius domini nostri regis Ludovici* (186b).

#### 5.1.7 Défense des privilèges

Le noyau dur des prétentions du conseil, et l'objet de leurs efforts les plus intenses et continus, est sans contredit la défense des privilèges de la ville, le « fer de lance » de leur pouvoir<sup>36</sup>. Comme l'indique le registre, la raison d'être du conseil était de pourvoir à l'*indepnitati universitati ville Brinonie* (32e) – littéralement sa sauvegarde – et l'obligation était inscrite dans le serment que les syndics et les conseillers prêtaient au moment de leur élection, c'est-à-dire de *bene, fideliter et legaliter consulere, negocia hujus ville tractare, gubernare et defendere* (153i), ce dernier terme venant confirmer l'importance de la défense des privilèges dans le

<sup>36</sup> Lucie LAROCHELLE, "Boni, probi et sufficientes": pouvoir et notabilité à Aix-en-Provence entre 1400 et 1535, thèse de doctorat, Université Aix-Marseille I, Aix-en-Provence, 2002, p. 24; sa thèse confirme cette importance des privilèges puisque les registres de délibérations d'Aix montrent les élus s'acharnant, pendant encore tout le XV<sup>e</sup> et le début du XVI<sup>e</sup> siècle, contre les empiètements qui menaçaient leurs libertés.



faisceau de leurs responsabilités. De plus, ces privilèges étant au coeur de l'identité et de l'intégrité de la ville, ils commandaient le plus haut respect et chaque officier royal devait au début de son office prêter le serment suivant, copié en belles lettres rouges dans le cartulaire de la ville :

*tenere, custodire, servare, amparare et inviolabiliter adimplere omnia privilegia, omnes libertates et franquesias, bonas consuetudines et statuta in presenti libro descripta et descriptas et omnes alias de quibus universitas presentis ville usi fuerunt et utuntur et sunt in possessione seu quasi*<sup>37</sup>.

Quelques exemples permettent de constater que le conseil veillait réellement au grain et était même prêt à monter au créneau pour aider des particuliers, voire un seul individu, dans leurs démêlés avec la justice lorsque la poursuite en question portait atteinte à un des privilèges de la ville. C'est ce qui arrive en août 1390 lorsque des officiers royaux emprisonnent des citoyens brignolais, sans cause valable selon le conseil, qui ordonne alors :

*quod honorabilis Berardus Aymerici syndicus dicte ville, ad regiam curiam et pro tutione et defensione civium hujus regie ville ac salvagardia libertatum universitatis hujus, debeat accedere dominosque regios oficiales cum reverencia requirere ut Raynaudum Ricardi et ceteros alios captos et detentos, diu est, in carceribus regiis ad suggestionem domini Henrici de Blanchis velut injuste et indebite prout notorium est toti huic ville, quod ipsos debeant relaxare a dictis carceribus; quod si secus fecerint, protestetur de sacramento per eos in ingressu eorum officii prestito et de infrinzione libertatum presentis ville. Et quod propterea mitatur ambassiata super hoc sacre reginali Jerusalem et Sicilie majestati ut super premissis providere dignetur de caritate innata et de remedio opportuno, ne libertates predicti frangi valeant et ledi propter inefrenatam voluntatem talia facere volentium et requirentium possius de facto quam de jure (137b).*

L'équivalence est explicitement établie entre la défense des citoyens de la ville et la défense des privilèges de celle-ci et l'ordonnance indique expressément que c'est en vertu du serment initialement prêté que les officiers doivent libérer ces personnes emprisonnées, sans quoi l'on n'hésitera pas à en référer à la reine. En avril 1390,

---

<sup>37</sup> AA1, fol. 1v.

deux frères de Brignoles, héritiers d'un riche marchand décédé, qui avaient décidé de poursuivre la veuve en cour criminelle – la raison demeure obscure – avaient ensuite obtenu qu'elle soit citée à comparaître à Aix, ce qui allait à l'encontre du privilège de ne pas être cité hors de la baillie. Le conseil répliqua alors en ordonnant *quod predictum privilegium defendatur per viam appellationis et supplicationis vel alias prout expediens fuerit et protestetur contra dictos impetrantes dictam comissionem de fractione dicti privilegii et libertatum hujus ville* (123d), montrant les démarches qu'il était prêt à entreprendre pour la défense, pas tant de cette femme en particulier, mais des privilèges considérés comme trésor commun. Mais les atteintes aux privilèges trouvent tout aussi souvent leur origine à l'extérieur de la ville. À peine six jours après l'événement précédent, c'est une antique liberté d'usage du territoire qui est mise en péril par les gens d'un village voisin, incitant le conseil à écrire aux ambassadeurs déjà partis rencontrer la reine pour l'infraction précédente afin de les informer des exactions des gens de Tourves

*qui contra nostram universitatem volunt recalcitrare, qui non permittunt nos lenhayrare, glandejare, fustejare, pascere et negociari in territorio Gayleni juxta privilegia nostra et antiquissimas nostras consuetudines. Et ista referent in conspectu sacre reginalis magestatis taliter facientes quod nostre libertates observentur et antiquas consuetudines* (125d).

Deux séances après – décidément, les temps sont durs! – c'est au tour des gens de Campduny, petit village appartenant au monastère de La Celle, de tenter d'imposer des leydes aux habitants de Brignoles à l'encontre d'un très ancien privilège. Le conseil ordonne alors :

*quod in manu tenendo, defendendo et amparando privilegia et libertates dicte ville Brinonie quilibet debet esse strenuus, sollicitus et attentus, quod Berardus Aymerici syndicus, nobilis Bertrandus Olivarii et Feraudus Feraudi accedant locutum domine priorisse super facto illius qui contra libertates dicte ville exligere vult lesdam in territorio de Campodunio et de responsione dicte domine priorisse referant dicto consilio quid voluerit super premissis* (127c),

la prémisse de l'ordonnance résumant bien l'attitude préconisée par le conseil quant à la défense des privilèges.

Plusieurs dossiers s'étalant sur plusieurs séances permettent de jauger l'intensité de l'engagement du conseil à défendre les privilèges de la ville. Deux de ces dossiers seront ici analysés plus en détail. Le premier dossier concerne un certain *Petrus Daniort* que nous avons déjà rencontré lors de chapitres précédents. C'est le 1<sup>er</sup> septembre 1389 qu'il se présente à la cour royale de Brignoles avec des lettres patentes l'instituant notaire curial à vie avec pouvoir de servir par substitut. Une telle situation n'était pas inhabituelle en cette époque qui vit apparaître la vénalité des offices, mais elle contrevenait au privilège général voulant que le notaire de la cour ne reçoive qu'un mandat annuel. Le syndic, présent à la cour conformément à son obligation, en avait appelé de cette décision et s'était vu menacer par le sieur *Daniort*, ce qui avait motivé la tenue de cette séance destinée à relater les événements survenus à la cour et à prendre la décision qui s'imposait, qui fut bien évidemment d'écrire à la reine (87b). La réponse ne se fait pas attendre et lors de la séance suivante, le 9 septembre 1389, le conseil ordonne *quod quedam litere noviter misse per dictam sacram reginam magestatem ad eternam rei memoriam describantur in presenti libro* (88f), ce que le notaire fait suivre par une copie de la lettre royale. Informant les Brignolais que *lo dich Peyre de Niort a obtengut de nos lo dit offici a importuna instancia*, elle leur assure qu'elle ne désire *en alcuna maniara prejudicar ni derogar als privilegis e libertat de vos ni de autres subgietz nostres del pays* et poursuit en leur enjoignant de faire *com bon vos semblara de far* (88f), ce qui explique sans doute la conservation *ad rei memoriam* de cette lettre au sein du registre. Elle conclut en promettant de voir à ce que cet homme n'ose plus les menacer. La cause semble entendue et réglée à la satisfaction du conseil. Mais que nenni! À peine une semaine plus tard, ayant reçu des lettres – adressées au bailli, aux syndics et au conseil – émanant du sénéchal et du juge-mage leur enjoignant d'accepter *Petrus Daniort* en tant que notaire curial, le conseil se rassemble et

*per viam ordinacionis solemniter requisiverunt dictum dominum baiulum et capitaneum et sub virtute per eum juramenti prestiti in ingressu dicti sui officii de observando franquias et libertates hujus ville, quatenus observando dictum juramentum dictum Petrum non debeat admitere ad*

*ipsum officium cum litere sue sint impetrare contra libertates dicte ville* (90b).

Le bailli répond alors *quod non intendit venire contra dictas libertates nec contra suum juramentum* (90b), une décision qui justifia une demande d'instrument public tant de la part du bailli, *pro sui cautela*, que de celle des syndics. Il semble que le conseil avait su se concilier de puissants appuis dans l'entourage de la reine puisqu'on ordonne du même souffle d'écrire des lettres de remerciements à Robert de Dreux, au cardinal de Cosenza et à plusieurs autres du conseil royal. Mais ces appuis furent de toute évidence insuffisants. Quelque six mois plus tard, en mai 1390, le conseil reçoit une nouvelle lettre royale, elle aussi recopiée dans le registre, qui indique :

*Licet alias fuerit altercatum pretextu officii notariatus curie regie ville Brinonie nobili viro Petro de Niort olim per majestatem nostram concessi, tamen attendentes quod dictus nobilis Petrus in comitiva illustris regis Ludovici nati nostri versus regnum suum Sicilie habet personaliter se conferre, fidelitatem vestram attente requirimus et rogamus quatenus contemplatione nostri ipsum nobilem Petrum de Niort aut nobilem Gaufridum de Intercastris de Brinonia procuratorem suum vel alium ejus nomine intervenientem pro eo in possessionem dicti notariatus officii juxta formam litterarum sibi per nos missarum eidem immitatis prout ad vos pertinerit visis presentibus indilate* (126c).

Il nous semble plausible de croire que l'insertion de ces deux lettres pouvait être justifiée par le fait qu'elles accordaient une caution royale à leur intransigeance, la première en mettant en évidence l'insistance importune déployée par *Petrus de Niort* pour obtenir le titre de notaire et en les enjoignant de faire comme bon leur semblerait et la deuxième, en glissant subtilement de faire tel qu'ils le jugeraient bon. C'est ce qu'ils firent, protestant encore une fois contre ce préjudice, avec succès cette fois puisqu'on n'entendit plus jamais parler de cet homme pour le reste du registre.

Les privilèges ne constituaient pas pour autant le carcan rigide que ce dossier laisse présager et leur défense ne résultait pas d'un réflexe pavlovien irréfléchi : le conseil acceptait parfois de faire brèche à un privilège lorsque des

motifs suffisants le justifiaient, particulièrement si cela permettait de promouvoir la notion de bien commun ou d'utilité publique, ou encore lorsqu'il jugeait que le préjudice était somme toute mineur, comme ce fut le cas dans un épisode très similaire à celui tout juste relaté, mais antérieur de quelques années. Le 15 novembre 1387, le conseil reçoit un certain *Johannes Columbi* qui avait aussi reçu de la reine l'office de notaire curial à servir par substitut<sup>38</sup>. Ayant clairement manifesté son intention de s'y faire remplacer par un notaire idoine au choix des conseillers et pour une année seulement – ce qui mitigeait la gravité de l'atteinte au privilège – le conseil statua, sans aucune protestation auprès de la reine,

*quod magister Jacobus Cabrerii, notarius de Brinonia, sit in dicta curia regia Brinonie tantummodo pro presenti anno notarius pro dicto Johanne, protestantes quod per aliqua que dicant vel faciant non intendunt prejudicare nec in aliquo derogare eorum privilegiis, statutis regiis nec libertatibus ipsius ville (30b),*

prenant quand même le soin d'ajouter cette ultime clause de protection et de faire jurer le notaire élu comme substitut de *bene, fideliter et legaliter se agere erga ipsum officium et tenaciter observare privilegia, statuta et libertates dicte ville (30b)*, tel qu'étaient tenus de le faire tous les officiers royaux. Ce *Columbi* était encore titulaire du poste le 17 mars 1389 puisqu'on trouve au folio 33v du Livre rouge (AA1) la copie d'un acte signé par « *Guillelmus Tannaroni notarius dicte curie pro Johanne Columbi* », le changement de substitut témoignant de son respect pour l'annualité du mandat. Une même capacité de discrimination est à l'oeuvre dans un autre épisode au cours duquel ce fut à l'initiative du conseil cette fois que les sacro-saints privilèges furent écartés. À la séance du 9 décembre 1390, il rappelle *quod nullus officialis ordinatus regius in dicta villa audeat exercere officium in dicta villa, sed tantummodo spacio unius anni completi (149f)*. Pourtant deux mois plus tard, dans un climat de guerre et d'instabilité des plus inquiétants, il requiert instamment de la reine :

---

<sup>38</sup> Jean LE FÈVRE (*op. cit.*, p. 384) note en date du 21 août 1387 : « *Item une lettre pro Johanne Columbi de Urgone, pro officio notariatus Brinone in forma specialissima ad vitam suam, Papa pro eo intercedente et domino quolibet, amore sue sororis Leonarde* ».

*nemine ipsorum ut supradictum est discrepante, quod attentis periculis hodiernis temporibus occurrentibus potissime propter societatem gentium armorum presencialiter sistentium tam in riparia Rodani, comitatibus Valentinesii, Venayssini quam in Provincia, que in castrum de Rocamartina violenter et cum magna deseptione ceperunt et etiam quod verisimiliter dubitatur de gentibus comitatus Sabaudie qui more ostilli et more tiranico civitatem Niciencem ac comitatum Vintimilii detinent occupatum, scribatur et supplicetur domine nostre regine quod dignetur istis temporibus durantibus turbinosiis nullum capitaneum in presenti villa transmutare vel ordinare quam illum qui presencialiter est, videlicet nobilem Johannem Drogoli regium consiliarium, castellanum et capitaneum dicte ville qui propter ejus virtutes et laudabiles actus dicta domina nostra et etiam dicta villa merito possunt de eo ejusque fidelitate ac legalitate, moribus et industria confidere cum inter alios ipse fuit resistens in receptione domini Bernardi de Salis (154p).*

Ce désormais bien connu *Johannes Drogoli* occupe déjà le poste de capitaine depuis le 15 novembre 1387 – soit déjà bien plus que l'année prescrite par le règlement – et en ces temps plus qu'incertains, la longue expérience des choses de la guerre acquiert une valeur telle qu'elle prend le pas sur la défense d'un privilège pourtant cher à leurs yeux et entraîne cette décision prise dans le but de préserver et renforcer le bien commun. Il ne nuit pas, bien sûr, que le dit *Johannes Drogoli* ait appuyé les efforts considérables fournis par le conseil pour empêcher la venue de *Bernardus de Salis* au poste de bailli, capitaine et châtelain de Brignoles, un autre chapitre dans la longue histoire de l'ardente défense de leurs privilèges.

C'est en effet le dossier de *Bernardus de Salis*, déjà mentionné à quelques reprises au cours de ce travail, qui témoigne le plus de la ténacité et de la pugnacité du conseil brignolais. Le 24 juillet 1390, le conseil, rassemblant 22 personnes, reçoit alors ce *Bernardus de Salis* venu présenter des lettres royales le nommant bailli, capitaine et châtelain de Brignoles *quod cedit in prejudicium hujus ville et libertatum suarum* (132b) comme le fait remarquer le notaire du conseil. Les gens de Brignoles sont inquiets, car n'ayant pu obtenir la cession de la ville de Barjols, il se rabat sur celle de Brignoles et laisse entendre qu'il espère en devenir le seigneur éminent étant donné les sommes importantes que la reine Marie lui doit. Le conseil ordonne alors :

*quod mitantur embaxiatores ad dictam dominam nostram reginam super predictis ad informandum ejus magestatem et excusandum presentem villam, ad prossequendum dictum negocium apud dictam dominam nostram reginam taliter quod dicte littere revocentur et ad statum pristinum reducatur negocium hujusmodi sic et taliter quod presens villa sub regio demanio perpetuo remaneat consolata (132c),*

témoignant bien l'importance qu'accorde le conseil au privilège de toujours faire partie du domaine royal que la ville possède depuis l'acte émis par la reine Jeanne le 10 octobre 1352<sup>39</sup>, lui-même réitéré par la reine Marie le 8 septembre 1386<sup>40</sup>. Le conseil ordonne de lui répondre *que non sunt intentionis dictum dominum Bernardum aliquo modo receptare in officia supra per eum inpetrata cum fuit inpetrata contra libertates et privilegia hujus ville* (132e). Lors de la séance suivante s'étant déroulée le lendemain, on décide d'envoyer un seul ambassadeur à la reine plutôt que les deux élus auparavant, cet ambassadeur ayant pour tâche :

*super ipso negocio procedere habeat coram dicta sacra regia majestate et taliter quod littere impetratae per dictum dominum Bernardum de Salis revocentur et annullentur, sic quod nos regii et reginales fideles cum devotione intrinseca in dulci et naturali dominione domini nostri regis Ludovici persistere queamus omni tempore utinam ad votum nostrum* (133c),

la répétition insistante démontrant leur ardent désir de conserver leur place au sein du domaine royal. L'affaire pressait de toute évidence puisqu'à peine six jours plus tard, lors de la séance suivante survenue le 31 juillet 1390, le conseil entend le rapport de l'ambassade effectuée par *Petrus Cogorde* et celle-ci ayant été *tanquam laudabiliter et prudenter ac juxta votum factam*, le notaire rajoute *eundem merito dictum consilium comendavit* (135b), de telles louanges étant plutôt rares dans notre registre. Mais la reine – ou *Bernardus de Salis* – insiste et dès le lendemain, *Antonius Botarici*, conseiller royal, procureur fiscal et maître-rational, est accueilli par un conseil de trente personnes – le nombre le plus élevé de participants de tout notre registre – au cours duquel il expose les arguments de la reine et sollicite leur

---

<sup>39</sup> AA1, fol. 23v à 25.

<sup>40</sup> AA1, fol. 73 à 74.



coopération (137c). Ayant quitté la salle pour que le conseil puisse délibérer, le notaire décrit ensuite en un passage fort édifiant les délibérations qui s'ensuivent :

*Quibus sic peractis, prefati domini syndici et consilarii ac alii probi viri ibidem propterea congregati, presente ibidem dicto domino baiulo volente et consentiente, consilium tenentes super ambassata supra proposita et volentes mature et deliberate concedere super negocio hujusmodi fuit dicta ambassata repetita in dicto consilio per alterum ex dictis dominis sindicis, qua repetita et ea bene intellecta unus post alium per ordinem, ut moris est, intentionem suam monstravit sic et taliter quod omnes simul et quilibet ipsorum, nemine eorum in aliquo discrepante, attendentes eorum purissimam fidelitatem quam habent et habere intendunt erga serenissimum et illustrissimum principem dominum nostrum dominum regem Ludovicum et etiam attendentes eorum privilegia et libertates et certa alia dubia que hic scribi obmituntur exacta, responderunt et animis deliberatis consulte deliberarunt et ordinauerunt quod nullatenus ipse dominus Bernardus nec aliquis alter pro eo, etiam si civis vel habitator hujus ville esset, in dictis officiis admitatur nec aliquis ipsorum. Et quod antequam ipse dominus Bernardus ad suum obtatum de premissis veniret – quod Deus advertat sic ut faciet! – quod universitas hujus ville expendat non solum ejus omnia bona, sed etiam personas pro dicta eorum fidelitate servanda et pro remanendo semper et perpetuo sub regio demanio. Predicta autem ordinantes cum correctione inclite domine nostre regine et ita respondeatur honorificius quam fieri poterit dicto domino ambassiatori per dictum nobilem Johannem Drogoli, alterum ex dictis sindicis, requirendo ipsum dominum ambassiatores ut prefatos fidelissimos homines regios dicte ville Brinonie dignetur excusare pro premissis coram dicta sacra reginali majestate (137d).*

La crainte est palpable, mais le conseil se permet de résister : avec une belle unanimité, il fait montre d'une volonté implacable, se disant prêt à dépenser sans compter pour demeurer dans le domaine royal. Ayant pris sa décision, le conseil donne sa réponse à l'envoyé royal :

*qua responsione honorifice facta, omnes congregati in dicto consilio unus post alium illam responsionem ratificarunt et aprobarunt coram dicto domino ambassiatore dicentes unanimiter alta voce : « Nos em del rey Loys, nostre senhor, et serem et gardarem nostra fidelitat tant quant la vida nos durara el cos » (137e).*

Avec ce serment de loyauté, entonné par un grand nombre d'hommes de la ville et dans un lieu aussi sacré que l'église Saint-Sauveur, la réponse est on ne peut plus

claire... mais le conseil n'est pas au bout de ses peines! Quatre jours plus tard, il doit refuser l'entrée en ville au cardinal de Valence, apparemment de connivence avec *Bernardus de Salis*, craignant que s'il réussissait à entrer *suum votum de hac villa quod absit consequi posset* (141c) et il envoie à nouveau un ambassadeur à la reine. Y eut-il crainte que cette décision de refuser le cardinal ne soit pas considérée comme légitime? Fallait-il absolument la présence et l'accord des deux syndics alors qu'un seul était présent à la cette réunion? Toujours est-il qu'une autre séance est organisée le lendemain, pour laquelle une seule ordonnance indique que les conseillers *ratificaverunt, amologaverunt et confirmaverunt consilium heri tentum, ordinatum et pariter reformatum propter quod dictum consilium hodie fuit congregatum* (142b).

À la lumière de ces exemples – qui ne représentent qu'une fraction de ceux que révèle le registre – et devant l'ampleur des efforts consentis, tant au niveau du temps imparti à ces multiples réunions, qu'au niveau des sommes d'argent dépensées en lettres et ambassades multiples, sans compter les « cadeaux » qui devaient sans doute être distribués à tous les grands qui intercédèrent en leur faveur auprès de la reine, on peut affirmer que la raison d'être du conseil et leur principale motivation fut sans aucun doute la défense des privilèges de la ville, socle textuel et législatif de l'identité urbaine.

## 5.2 Les rapports entre l'autorité urbaine et le pouvoir royal

La vague impression initiale selon laquelle le registre n'avait pas qu'une simple valeur pragmatique d'enregistrement de décisions s'est donc vue confirmée par une analyse textuelle mettant en évidence certains thèmes récurrents à saveur hautement symbolique, ce que nous avons cherché à étayer par l'analyse de la finalité de chacune des ordonnances. Le thème du gouvernement médiéval ayant été approfondi par de nombreux chercheurs, les différents champs de compétence de l'administration urbaine sont maintenant assez bien connus. Ayant d'abord

identifié ces différentes prérogatives de l'administration communale à partir de plusieurs monographies ou articles portant sur le gouvernement urbain<sup>41</sup>, nous avons ensuite établi une typologie de tous ses champs de compétence potentiels (tableau 5.1), créant ainsi une base à partir de laquelle il devenait possible de comparer, d'une part, les ordonnances qu'une administration urbaine typique pouvait vraisemblablement édicter et d'autre part, celles qui avaient effectivement été consignées au registre. Ceci fait, une analyse de chaque ordonnance a permis de déterminer à quel champ de compétence elle se rapportait. Il est à noter qu'une ordonnance – inscrite la majorité du temps en une seule phrase plus ou moins longue formant un paragraphe distinct – peut être codée en fonction d'un seul, de deux ou même de plusieurs champs de compétence différents, ce qui dans l'analyse se présente sous forme d'un, deux ou plusieurs « segments d'ordonnances », constitués d'un segment de phrase correspondant chacun à un champ de compétence. Par exemple, une taille ordonnée pour payer un subside à la reine et pour stipendier le guet relève ainsi de trois catégories différentes : intervention économique, relations avec le pouvoir royal et organisation militaire.

---

<sup>41</sup> Henri BRESCH, « Les municipalités provençales entre autonomie et dépendance : Draguignan (1360-1440) », dans *Le prince, la ville et le bourgeois (XIV<sup>e</sup> – XVIII<sup>e</sup> siècles)*, éd. prép. par Laurence CROQ, Paris, Nolin, 2004, p. 25-45; Noël COULET, « Les délibérations communales en Provence au Moyen Âge », dans *Le médiéviste devant ses sources : questions et méthodes*, sous la dir. de Claude CAROZZI et Huguette TAVIANI-CAROZZI, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2004, p. 227-247; Albert RIGAUDIÈRE, *Gouverner la ville au Moyen Âge*, Paris, Anthropos, 1993, 536 p.; Michel HÉBERT, *Tarascon au XIV<sup>e</sup> siècle : histoire d'une communauté urbaine provençale*, La Calade, Édisud, 1979, 285 p.

Tableau 5.1 Typologie des champs de compétence du gouvernement urbain

**1) Réglementation interne****a) Fonctionnement et protection du conseil et du gouvernement municipal****b) Gestion du patrimoine commun**

- Aménagement du sol (irrigation, drainage, adduction d'eau)
- Voies de communication (routes, ponts)
- Biens fonciers collectifs (maison commune, moulins, paroirs)
- Organisation du terroir (pâturages, troupeaux, police rurale)
- Urbanisme (propreté, réglementation contre empiètement, embellissement)

**c) Interventions économiques**

- Gestion des deniers communs
- Fiscalité
- Surveillance des métiers et du travail
- Réglementation des marchés et échanges
- Encouragement à l'immigration des travailleurs qualifiés
- Sécurisation du ravitaillement en denrée de base (protection des producteurs, restrictions aux exportations, obligation de vendre, saisies, distribution)

**d) Solidarité et bien public**

- Action juridique ou judiciaire (actes de citadinage, médiation, protection judiciaire des citoyens)
- Assistance aux citoyens (œuvres de charité, confréries, hôpital des pauvres, regard sur la religion civique)
- Police des mœurs
- Santé et hygiène publique (hôpital des malades, médecin communal, léproserie, protection contre les épidémies)
- Éducation

## 2) Relations extérieures

- a) **Défense des privilèges et libertés** (ambassades, lettres, procès)
- b) **Organisation militaire et de défense** (fortifications, artillerie, organisation du guet, gardiens des portes, milices urbaines)
- c) **Relations avec le pouvoir royal et ses représentants** (cérémonies, cadeaux, subsides, lettres, contentieux)
- d) **Relations avec les autres villes** (assemblées de baillie, ambassades, aide militaire, échange d'information, actions militaires)

Après avoir ainsi catégorisé chaque segment d'ordonnance, nous en avons obtenu un total de 824 en 194 réunions pour une moyenne de 4,25 segments d'ordonnances par réunion, un chiffre qui peut sembler bas compte tenu de la très large autonomie du gouvernement communal à cette époque comparativement au siècle suivant et de l'étendue considérable de ses prérogatives administratives, mais qui se compare favorablement à Lyon avec 2,7 décisions par séance au tout début du XV<sup>e</sup> siècle<sup>42</sup>. Sans trop de surprises, la catégorie des interventions économiques recueille la majorité des segments d'ordonnances, soit 32 % d'entre eux, même si l'on sait d'après la comparaison avec le registre des comptes qu'elles auraient pu être encore beaucoup plus nombreuses. Curieusement, en dépit des nombreuses déprédations apparemment occasionnées par les mercenaires parcourant le pays en cette époque troublée<sup>43</sup>, seulement 7 % des segments d'ordonnances ont trait à l'organisation militaire et à la défense de la ville. De plus, malgré la large autonomie

<sup>42</sup> Caroline FARGEIX, *Les élites lyonnaises...*, op. cit., p. 345.

<sup>43</sup> Voir à ce sujet Alexandra GALLO, « *Quia talis tractatus longus esset et sumptuosus* : argumenter les finances de guerre à Sisteron en 1391 », *Provence historique*, fasc. 232, 2008, p. 137-159; Maryse GUÉNETTE, « Une ville aux prises avec la guerre. Brignoles à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle », *Provence historique*, fasc. 162, 1990, p. 429-441 et Michel HÉBERT, « Une population en armes : Manosque au XIV<sup>e</sup> siècle », dans *Le combattant au Moyen*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995, p. 215-224.

de la ville en matière de gestion du patrimoine commun, cette catégorie ne regroupe qu'un maigre 7 % des segments d'ordonnances, un résultat assez surprenant et possiblement symptomatique du fait que cette gestion était alors parfaitement intégrée, assumée et surtout non contestée, ne méritant donc pas vraiment l'insigne honneur d'être notée dans ce registre.

Les catégories de fonctionnement du conseil, solidarité et bien public ainsi que celles des relations avec les villes et seigneurs avoisinants comportent chacune entre 10 % et 11 % des segments d'ordonnances. Cette première catégorie du fonctionnement du conseil ayant été amplement détaillée au chapitre précédent, nous n'y reviendrons pas. La catégorie solidarité et bien public n'offre au premier coup d'œil aucune surprise avec, par exemple, des ordonnances entourant l'installation d'un médecin ou les services d'un barbier (47b, 48b-e, 58b, 73d, 82g, 188g) et d'autres ayant rapport à l'assistance morale et religieuse dont devraient pouvoir bénéficier les citoyens et qui fait défaut (47c, 48f, 63b). Le pourcentage de ces segments d'ordonnances semble très bas au vu de l'autonomie quasi absolue de la ville dans ce domaine et cette particularité se retrouve dans les registres d'Aix, ces préoccupations ne constituant pas une priorité pour le conseil de ville qui n'y accorda qu'un intérêt médiocre<sup>44</sup>. Mais une analyse plus fine des différents segments d'ordonnances fait ressortir la quintessence de l'événement considéré digne d'être conservé en mémoire. En effet, une grande proportion des segments d'ordonnances, soit 36 % de cette catégorie, décrit des actions à caractère judiciaire ou ayant trait à la protection juridique des citoyens brignolais. Par exemple, à la suite de la mainmise de la prieure du monastère de La Celle sur les biens des héritiers d'un certain *Johannes de Castronovo*, le conseil ordonne *quod scribatur eidem domine ut placeat illa bona ipsis heredibus facere restitui* (6e) s'immisçant, en tant que médiateur, dans les affaires privées de citoyens brignolais aux prises avec la prieure de La Celle, dame du village voisin de Cabasse. De même, le conseil intervient dans une dispute entre le bailli *Johannes Drogoli* et *nobilis Guillelmus Giraudi*, ordonnant que les syndics et deux conseillers tentent de faire la paix entre

---

<sup>44</sup> Lucie LAROCHELLE, *op. cit.*, p. 51.



eux (43b). La tentative ayant vraisemblablement échoué, le conseil décide d'envoyer deux ambassadeurs auprès du sénéchal afin de tenter de régler le litige (44c). Dernier exemple parmi plusieurs, lorsqu'un mercenaire opère une saisie de divers biens dans la ville en représailles du non-paiement d'une dette de la part des héritiers d'un citoyen, le conseil intervient et *ante ipsorum heredum presenciam protestent de omni dapno, expensum et interesse illato* (22b), obtenant de ceux-ci carte blanche pour régler au mieux la situation auprès dudit mercenaire. Le conseil de ville agit donc comme s'il voulait compenser l'absence de prérogative judiciaire, qui relève à Brignoles uniquement de la cour royale, par le déploiement de toute une gamme d'interventions de nature extrajudiciaire, la médiation au premier chef<sup>45</sup>.

Dans le même ordre d'idée, la catégorie des relations avec les villes et seigneurs avoisinants regroupe diverses actions qui sont parfois entreprises par Brignoles au bénéfice direct et exclusif de ses habitants, alors qu'à d'autres occasions, le conseil s'efforce d'aider autant Brignoles que les villes et villages de sa baillie, ce qui indique qu'il se sent tout de même en partie responsable du bien-être de tous ces habitants. C'est ainsi que quand le conseil présente une requête au pape pour obtenir confirmation du privilège de ne pas être jugé hors de la juridiction ordinaire, on ordonne de travailler à ce que ce privilège s'applique à toute la baillie, mais on précise que *in quasuo non posset obtinere pro tota baiulia, saltem obtineat pro presenti villa ut ipse melius factam et obtinere poterit* (45b). Les ordonnances les plus insolites sont celles qui présentent encore une fois le conseil dans le rôle d'un médiateur entre des individus ou des communautés qui n'ont pas de lien juridique avec la ville de Brignoles : on y trouve, au sein d'une dizaine d'entre elles, deux ordonnances prévoyant envoyer des lettres à la reine, une pour vanter les mérites du seigneur Foulque de Pontevès et du capitaine des gens d'armes du sénéchal (7b) et l'autre intercédant pour obtenir la remise en liberté du seigneur François de Baux (86f), ainsi que deux ordonnances où le conseil de Brignoles défend les intérêts de villages avoisinants contre les entreprises malavisées du

---

<sup>45</sup> Lucie LAROCHELLE, *op. cit.*, p. 52, rencontre une situation semblable à Aix au XV<sup>e</sup> siècle, alors que très souvent la commune « jouait le rôle d'arbitre ».



seigneur de Pontevès (86e, 89b). Bien que relativement peu nombreuses, ces ordonnances semblent pourtant emblématiques de l'importance que le conseil s'octroie et qui le pousse à élargir son aire d'influence bien au-delà de ses murailles<sup>46</sup>.

Mais au final, la catégorie la plus importante après celle des interventions économiques se révèle être celle des relations avec le pouvoir royal, qui est concernée par 18 % des segments d'ordonnances. Et encore, cette donnée brute est trompeuse puisqu'elle ne tient compte que des segments d'ordonnances qui mentionnent un contact quelconque, ambassade, lettre ou autre, avec la reine ou un représentant royal. Vu autrement, plusieurs de ces ordonnances entraînent obligatoirement d'autres ordonnances qui font partie de la catégorie des interventions économiques, mais qui n'auraient jamais eu leur raison d'être n'eut été de la première ordonnance. Ainsi, tout près 30 % des segments d'ordonnances de la catégorie des interventions économiques découlent directement des rapports avec le pouvoir royal, par exemple les multiples tailles levées pour payer un subside au roi ou pour financer des ambassades vers celui-ci ou encore des décisions concernant le salaire de ces collecteurs de cette taille ou des ambassadeurs élus. D'autres ordonnances sans incidence financière et classées au sein des diverses autres catégories font également état d'un lien quelconque avec le pouvoir royal, en particulier de nombreux segments d'ordonnances visant à défendre les privilèges de la ville. Si l'on prend en compte tous ces segments d'ordonnances qui tissent un lien avec le pouvoir royal ou découlent obligatoirement d'une ordonnance le concernant, on passe de 18 % à 38 % du total des segments d'ordonnances, démontrant hors de tout doute la valeur qu'avait aux yeux des conseillers la description de ces divers événements, correspondances ou ambassades, et leur consignation *ad rei memoriam* au sein du registre du conseil.

---

<sup>46</sup> La situation est semblable à Tarascon où la ville, se considérant comme la principale communauté de la viguerie, « entend exercer à l'occasion un rôle de direction sur les villages environnants » (Michel HÉBERT, *Tarascon au XIV<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 81).

Les relations entre la ville et le pouvoir royal semblent avoir été assez floues et en constante mutation, créant possiblement un climat d'insécurité qu'il convenait d'exorciser par la mise par écrit des événements scandant cette dynamique instable. Par ailleurs, la prégnance du représentant royal au sein du registre semble être le signe d'un rapport particulier entre l'autorité urbaine et le pouvoir royal, rapport que nous tenterons d'analyser plus en détail afin d'en discerner les contours. Tout d'abord, il faut rappeler une évidence : le conseil est bien conscient que c'est l'existence du pouvoir royal et le privilège que celui-ci a octroyé à l'*universitas* de Brignoles qui fondent sa légitimité en tant qu'institution de gouvernement et d'administration. En effet, chaque cérémonie d'élection précise que le conseil est élu

*ad honorem altissimi Dei et gloriose virginis Marie ejus pie matris et honorem et fidelitatem serenissimi principis domini nostri Ludovici, Jerusalem et Sicilie Dei gracia regis comitis Provincie, et prosperum statum ipsius universitatis et singularum personarum ejusdem ville* (32e),

instaurant un rapport hiérarchique très clair entre Dieu, le roi et l'*universitas* et un lien viscéral dont il ne leur viendrait pas même à l'esprit de tenter de le dissoudre, ce que confirment les efforts considérables déployés par le conseil pour préserver de tout dommage le privilège de l'*universitas* de toujours faire partie du domaine royal. Par ailleurs, même des ordonnances beaucoup moins cérémonielles marient les deux termes de l'honneur du roi et de l'utilité de la ville en une autre équation très prévalente au sein du registre. On trouve par exemple une ordonnance qui stipule *quod statuta presentis ville reparentur et declarentur ac reficiantur, si et in ea parte in qua necesse fuerit, et de novo fiant que erunt oportuna, necessaria et utilia ad honorem regie curie et comodum et utilitatem presentis ville* (76j) alors qu'à une autre occasion, après avoir procédé à la désignation des gardiens des clés de la ville, le notaire inscrit *et predicta ordinauerunt, de licencia et auctoritate quibus supra, ad honorem et fidelitatem regiam et pro pacifico et salubri statu presentis ville* (111i). Par ailleurs, le ton est toujours très révérencieux, même lorsque le conseil s'oppose à une demande de la reine. La reine est non seulement qualifiée de *serenissima*, *inclita*, *illustrissima*, mais de plus, on trouve 38 occurrences de l'expression *sacra reginalis magestas* dans ses diverses déclinaisons, une

expression ramenée du royaume de Sicile et qu'Henri BRESC ne note pour la première fois qu'en 1410 dans les registres de Draguignan<sup>47</sup>, ce qui fait de notre registre un témoignage bien antérieur. Les termes employés pour décrire la façon de procéder dans les rapports avec la royauté sont parfois même emphatiques : on ordonne de lui envoyer un ambassadeur *ad suplicandum eidem devotissime* (29b), on prescrit *letanter et cum maximo gaudio* (95b) d'envoyer des délégués au couronnement du roi et lorsque le conseil accède à la demande du roi de lui accorder un prêt en blé pour financer ses campagnes militaires en Italie, c'est *puris cordibus contentatur zelo fidelitatis eorumdem et pro exaltatione regii diademati et honore* (113c) ou encore *cum devotione innata et habentes pre oculis azimam fidelitatem* (114c) qu'il le fait.

Le pouvoir royal ne représente pas un pouvoir lointain et inaccessible et les contacts entre celui-ci et le conseil sont fréquents et assidus. Nous en voulons comme preuve le nombre important de lettres échangées entre ces deux autorités : si l'on considère toutes les lettres échangées entre le conseil d'une part et la reine, le roi, le sénéchal ou les membres du conseil royal d'autre part, on dénombre 64 lettres, ce qui représente 55 % de toutes les lettres mentionnées dans le registre. Les 38 lettres émises par le conseil représentent également 55 % de sa production épistolaire, alors que les 26 lettres en provenance du pouvoir royal constituent 79 % des lettres reçues. De plus, les ambassades sont très fréquentes, tant dans un sens que dans l'autre, la reine restant l'ultime arbitre et le point final de toutes les démarches entreprises par le conseil lorsque celles-ci ne réussissent pas d'emblée à atteindre leur but. Autre indice des liens entre la ville et sa reine, celle-ci n'effectue pas moins de trois *adventus* à Brignoles. En septembre 1389, le conseil décide d'envoyer un des leurs à Avignon pour acheter le tissu nécessaire afin de vêtir de rouge cent personnes de la ville (88d) en l'honneur de la venue prochaine de la reine et du roi, probablement prévue après le couronnement de celui-ci à la fin octobre. La reine revient en septembre 1390, après que Louis II fut parti en Italie, et le conseil prévoit lui offrir pour cette occasion 50 métrètes de vin et 50 setiers de blé (143b),

<sup>47</sup> Henri BRESC, « Les municipalités provençales... », *loc. cit.*, p. 28.

alors qu'à peine un an plus tard, lors d'une autre visite, on lui offre 25 métrètes de vin blanc et la même quantité de vin rouge (189d). Ces trois entrées royales en autant d'années constituent une preuve tangible d'un lien solide entre la reine et ses fidèles sujets brignolais.

Évidemment, il ne s'agit pas d'un « accord parfait »<sup>48</sup>. Le conseil tente tant bien que mal d'influer sur les décisions royales : en avril 1387, il essaie d'empêcher la venue de *Johannes Drogoli* à titre de bailli et capitaine (6d), sans succès toutefois. Un an plus tard, décidant cette fois de passer outre à l'annualité de la charge *attento tempore aguerrato* et ayant déterminé que le dit *Johannes Drogoli* remplissait assez bien ses fonctions, il réclame – et obtient – la prolongation de son mandat (60e). Réitérant cette demande en février 1391 (156b), toujours pour les mêmes raisons, il se voit cette fois débouté par la reine, qui accorde l'office de bailli et de capitaine à *Bertrandus Olivarii*. Ses tentatives de contrôler les nominations des officiers royaux rencontrent donc un succès tout au plus mitigé. Par contre, dans la défense de ses privilèges, le conseil affiche un bien meilleur bilan. Si l'on se réfère au dossier de *Petrus Daniort*, qui tentait d'obtenir l'office de notaire curial à vie, les efforts assidus du conseil ont porté fruit puisque malgré les lettres et ambassadeurs envoyés par la reine, il sut défendre son privilège jusqu'au bout. Certains éléments des deux lettres incluses dans le registre qui semblaient suggérer aux conseillers qu'elle leur laissait l'ultime décision et surtout, la mention du fait qu'il n'aurait eu ce poste qu'en ayant fortement importuné la reine, nous laisse suspecter que dans ce cas précis, l'intransigeance du conseil fut probablement appréciée par la reine qui pu alors instrumentaliser ce refus catégorique pour éconduire un *Petrus Daniort* par trop entreprenant. Par ailleurs, la plupart des autres démarches entreprises par le conseil pour confirmer ou augmenter les privilèges de la ville se virent majoritairement couronnées de succès, ce qui indique l'existence d'un esprit de conciliation, voire de partenariat de part et d'autre. Un tel partenariat se vérifie également au niveau des

---

<sup>48</sup> Bernard CHEVALIER, « L'État et les bonnes villes en France au temps de leur accord parfait », dans *La ville, la bourgeoisie et la genèse de l'État moderne (XII<sup>e</sup> – XVIII<sup>e</sup> siècles)*, sous la dir. de Jean-Philippe GENET, Paris, Éditions du CNRS, 1988, p. 71-85.

subsidies ou des prêts accordés par la ville même si, rarement, le conseil se fait tirer l'oreille lorsqu'il juge la demande excessive.

À Brignoles, la reine est représentée par son bailli et le registre nous révèle l'étendue de son implication dans la vie de la communauté et dans l'arène politique puisque 70 séances – soit 36 % du total – le mettent en scène au moins une fois et parfois, à plusieurs reprises au cours de la même séance. Certaines occurrences sont directement liées aux tâches qui lui incombent en tant que bailli et capitaine de la ville et ne présentent aucune surprise. Dans cette catégorie, on retrouve évidemment les quelques séances qui nous montrent le fonctionnement des offices royaux, par exemple lorsque le juge, ayant fait son syndicat, reçoit sa quittance et son congé (96c) ou lorsque le notaire par substitut choisi par le conseil prête son serment (30b). On trouve en effet de nombreux serments qui sont ou doivent être faits *in manibus dicti baiuli* : lors des élections des syndics, des conseillers, du notaire du conseil, des officiers municipaux et lors de la désignation de certains officiers ponctuellement élus pour une courte période, *credensarios* des rêves (115f) ou *bannerios* (128c) par exemple. Il possède également, à titre de capitaine, le privilège et la responsabilité de conserver une clé de chaque porte de la ville comme le précise l'ordonnance suivante : *quod claves portaliū dicte ville custodiantur prout est consuetum, videlicet per dictum dominum regium capitaneum de quolibet portali una clavis teneatur et custodiatur pro sui libito voluntatis tanquam dominus* (111d), la fin de cette phrase expliquant sans doute la très grande crainte que le conseil brignolais avait éprouvée lorsque *Bernardus de Salis* avait tenté d'obtenir ce poste de capitaine. Il est responsable de la sécurité de la ville : alors que plane la menace des gens de Raymond de Turenne, le conseil ordonne d'organiser le guet de nuit comme de jour et précise *quam scubiam dominus regius capitaneus hujus ville pro sui voluntate valeat ordinare et facere fieri prout ad ejus officium pertinet et spectat* (136c). De plus, c'est à lui qu'incombe la tâche d'ordonner et de superviser les réparations à faire aux fortifications de la ville (58c).

D'autres ordonnances révèlent les obligations qu'il a envers l'*universitas* de Brignoles, des obligations qui tournent essentiellement autour du respect de ses

privilèges et qui sont d'autant plus contraignantes pour lui qu'il a prêté serment de les respecter en tout temps au moment de son accession à l'office de bailli. Le vocabulaire employé est une subtile indication des jeux politiques qui ont cours. Par exemple, au cours de cet épisode lors duquel *Johannes de Graulheto* tentait de pénétrer en ville avec ses troupes et essuya un refus de la part du conseil, un doute avait persisté sur la participation du bailli à cette décision, ce qui entraîna l'ordonnance suivante destinée à dissiper ce doute :

*quia, ut dicitur, relatum fuit tam domino senescallo Provincie quam gentibus armorum quod dictus dominus capitaneus fuerat in causa quia gentes armorum pridie non intraverunt presentem villam, licet constet de contrario in cartulario ordinacionum consilii hujus ville, ubi fuit ordinatum certis de causis rationabilibus quod dicte gentes armorum infra dictam villam non intrarent (39b).*

Et pour bien montrer que le bailli n'était nullement en cause dans cette décision, le conseil poursuivit en réitérant son interdiction d'entrer en ville, tout en ajoutant :

*Quamquidem ordinacionem presentem et alias actenus factas per dictum honorabile consilium de non inmitendo gentes armorum infra villam voluerunt habere ratam et ratas firmam et firmas et de illis servandis requisiverunt dictum dominum capitaneum ibidem presentem, salva tamen et retenta in predictis omnibus et singulis voluntate, consiencia et ordinacione dicti domini senescalli Provincie (39b),*

protégeant ainsi la réputation du bailli en le sommant de respecter l'ordonnance faite par le conseil. Dans le dossier de *Petrus Daniort* décrit plus haut, la décision de refuser cet homme en tant que notaire curial à vie émanait aussi des conseillers et c'est à leur insistance que

*per viam ordinacionis solemniter requisiverunt dictum dominum baiulum et capitaneum et sub virtute per eum juramenti prestiti in ingressu dicti sui officii de observando franquias et libertates hujus ville, quatenus observando dictum juramentum dictum Petrum non debeat admitere ad ipsum officium cum litere sue sint impetrate contra libertates dicte ville (90b).*

Ainsi, même en tant que représentant du roi dans la ville, le bailli n'était pas tout-puissant et devait rendre compte de ses actions au conseil. Il était d'ailleurs lui aussi



soumis au principe du syndicat et une ordonnance qui stipule *quod nobilis Gaufridus de Vallebella, olim baiulus dicte ville, mandetur citari pro suo syndicatu complendo cum multi de ipso conquerantur* (170e) confirme qu'on ne se faisait pas faute de le lui rappeler lorsque la situation le commandait.

Seuls treize segments d'ordonnances font état de situations au cours desquelles l'autorisation du bailli est requise dans le cadre du fonctionnement du conseil ou celui de l'administration de la ville, ce qui est assez peu et ne représente que 2 % du total des segments d'ordonnances. Ce sont principalement des situations qui impliquent l'annulation d'une ordonnance (67b, 67c, 72d), une dérogation à un statut existant (20e), le respect des procédures formelles de tenue du conseil (68c, 154c) ou encore l'éventuelle utilisation des amendes en cas de non-respect (67d, 175e). Il est certes attendu que le bailli soit sollicité lorsqu'on veut l'autorisation de prendre du bois sur les fortifications pour procéder à la réfection d'un pont-levis, par exemple. Il est plus curieux qu'il soit appelé à donner sa permission lorsque, ayant prévu d'habiller une centaine de personnes en livrée rouge en l'honneur de la venue prochaine du roi et de la reine, le conseil demande à *Feraudus Feraudi* d'aller à Avignon acheter le tissu nécessaire et qu'il note *cui Feraudo dicti domini capitaneus, sindici et alii de consilio omnes simul dederunt potestatem dictos pannos emendi et pro precio illorum obligandi dictos sindicos et consiliarios* (88d), à moins qu'il n'ait eu une participation financière active dans cet achat, ce qui serait étonnant puisque seuls les syndics et les conseillers en font une obligation.

Par contre, au-delà de la simple autorisation, plusieurs autres ordonnances impliquent un travail actif de la part du bailli ou de la part des autres officiers royaux pour être menées à leur terme. Au premier rang, l'on trouve évidemment les criées publiques. Le bailli conserve la mainmise sur la publication et la diffusion de l'information de la ville, même si le conseil n'est pas dénué de toute initiative. En effet, il peut décider si une criée qu'il a demandée sera écrite ou non dans le registre des criées : *predicta divulgantur voce preconia et preconizationes non scribantur et propterea non possint fieri inquisitiones in casu quo aliquis delinqueret in premissis*



(146h) et il semble vouloir conserver un certain regard sur le contenu des criées, puisqu'il fait grand cas de ce citoyen qui avait osé en faire réaliser une à l'encontre des « bonnes mœurs » et promet de poursuivre les démarches judiciaires jusqu'à ce que cette crie illégale soit révoquée (109b). Ce sont évidemment aussi les officiers royaux qui doivent procéder à l'exécution des lettres émanant de la reine ou du sénéchal. Les autres démarches sont liées pour la plupart à une récupération d'argent de diverses personnes débitrices et il semble étonnant que le conseil doive s'en remettre au bailli pour ce faire. Dans un cas, il s'agit du vicaire qui doit trois florins à la ville et le conseil demande au bailli de collecter cet argent pour ensuite le dépenser *in reparatione portalis Barralerii juxta quod eidem domino videbitur faciendum* (58c) : peut-être est-ce là la raison de sa participation, puisqu'il est officiellement responsable des fortifications. Dans le cas de l'argent dû par ceux qui avaient vendu la ville à la reine au moment de sa soumission, les sommes en jeu sont importantes et l'ordre d'exécuter cette récupération provient de la reine elle-même, ce qui explique aussi la nécessaire participation du bailli. Mais une autre ordonnance sollicite le bailli afin qu'il récupère l'argent – une somme tout de même substantielle de trente florins – dû à l'*universitas* par un citoyen de Brignoles, ce qui en principe ne le touchait pas vraiment. Il faut donc en conclure, provisoirement, que toute exécution de procédures visant à récupérer de l'argent auprès des débiteurs nécessitait la participation active du bailli.

La frontière entre l'autorité urbaine et le pouvoir royal devient beaucoup plus floue et mouvante lorsqu'on s'arrête aux nombreuses ordonnances qui impliquent sa participation à des activités qui ne semblent pas faire partie de ses attributions en tant que bailli : il semble alors servir de trait d'union entre les deux niveaux de pouvoir beaucoup plus que de simple représentant du pouvoir royal. Lors de l'épisode où *Johannes de Graulheto* tente d'entrer en ville avec ses troupes et se voit refuser l'accès, nous avons vu que le capitaine s'était fait intimer de respecter les privilèges. Lors de la séance ultérieure, quand le conseil nouveau ratifie cette décision du conseil ancien, le notaire inscrit qu'on écrira à la reine *ex parte dicti domini capitanei, sindicorum et consilii supplicando eidem quod predictam*

*ordinacionem habeat gratam et ratam et eam dignetur predicto consilio observare pro indepnitate dicte ville* (35c), intégrant le capitaine dans la décision d'écrire à la reine afin de la « supplier » de respecter la résolution du conseil. Une autre ordonnance montre qu'apparemment, son implication est parfois nécessaire pour que Brignoles puisse faire respecter ses privilèges battus en brèche par des seigneurs trop entreprenants. Ayant le privilège de ne pas payer de péage dans les villes environnantes, le conseil s'insurge contre le seigneur de Pontevès qui a réclamé des péages aux habitants de Brignoles et de certains villages avoisinants et décide d'envoyer deux ambassadeurs avec des lettres de créance pour le rencontrer, encore une fois *ex parte dictorum dominorum capitanei et consilii* (86e), comme si l'autorité urbaine n'était pas assez affirmée à l'extérieur des murailles pour forcer la main à ce puissant seigneur. Mais même à l'intérieur de ses murs, le conseil doit parfois s'en remettre au bailli : en août 1390, la population se plaint abondamment des prix pratiqués par les bouchers, ce qui pousse le conseil à ordonner *quod [...] dominus baiulus et Berardus Aymerici consindicus debeant videre macellum et cernere et si repperint quod sit in dicto macello et comune forum dictarum carniū, quod dimittant stare sub tali inter passu* (137c), impliquant encore une fois le bailli dans un contrôle qui relève pourtant des attributions du conseil dans les domaines de la police urbaine et du contrôle des marchés.

Non contente d'utiliser les services du bailli pour faire respecter ses privilèges, la ville semble compter régulièrement sur son appui et ses efforts pour en obtenir d'autres. On demande par exemple au capitaine qu'il aille auprès du pape afin d'obtenir le privilège que les habitants de Brignoles – et même tous ceux de la baillie si possible – ne soient pas cités hors de la juridiction ordinaire ou du diocèse (45b). Autre exemple : les Brignolais payaient depuis des temps immémoriaux un montant annuel fixe de trente livres aux moniales de La Celle, ce qui les dispensait d'avoir à fournir l'albergue aux gens du roi. En 1389, devant l'insistance de certaines personnes qui réclamaient tout de même le droit d'albergue, le conseil décide d'envoyer des ambassadeurs au sénéchal pour plaider sa cause et faire confirmer son privilège de ne pas fournir l'albergue : il élit le capitaine et un des syndics *qui*

*habeant supplicare et facere cum domino senescallo quod predicta libertas servetur dicte ville et hoc sumptibus dicte ville et si necesse fuerit cum domina nostra regina* (69b). Bien que le bailli ait promis de respecter les privilèges de la ville, la situation va plus loin ici et l'oblige à procéder contre les agissements des gens du roi et même à représenter la ville auprès de la reine<sup>49</sup>! On pousse encore plus en lui demandant carrément de travailler à obtenir plus de privilèges pour la ville :

*quod in casu quo dictus dominus capitaneus sit de proximo accessurus ad dominam nostram reginam, quod per eundem scribatur ex parte dicti consilii eidem domine nostre regine literas recomendatorias pro villa presenti et libertatibus ipsius et privilegiis aquirendis ac pro persona dicti domini capitanei recomendanda cum credencia oportuna et in hoc dictum consilium requisiverunt et rogaverunt dictum dominum capitaneum ut velit laborare pro dicta villa* (69d).

Bien sûr, il n'agit pas seulement par grandeur d'âme et une rémunération est éventuellement offerte, dans une ordonnance qui précise que le conseil le dédommage pour avoir aidé à récupérer des arriérés dus à la ville et pour avoir obtenu en sa faveur de nouveaux privilèges *et quod jure in futurum sperant recipere ab eodem domino capitaneo* (82b) : on s'attend donc à bénéficier encore de cette situation pour le moins surprenante.

D'autres actions du bailli peuvent avoir une portée moins grande qu'obtenir ou préserver les privilèges, mais elles démontrent d'autant plus sa singulière implication. En janvier 1389, c'est le service divin qui fait défaut et met en péril les âmes de la ville : les conseillers *comiserunt dicti domini consilarii dicto domino capitaneo quod in premissis cum dicto vicario perpetuo aut cum domino Aquensi archiepiscopo et si necesse fuerit cum domino nostro papa vel aliter prout sibi visum fuerit remedium aponat* (63b), une tâche qui ne semble pas ressortir de son rôle de bailli à prime abord, mais qui met encore une fois en évidence son rôle de médiateur, d'interlocuteur privilégié, entre la ville et les grands de ce monde. De même en août 1389, le conseil ordonne dans un premier temps de tenter encore une

---

<sup>49</sup> Paiement effectué au capitaine *Johannes Drogoli* et au syndic *Feraudus Feraudi* le 18 mars 1389 pour cette ambassade (CC1, fol. 78v).

fois de régler la question des péages litigieux avec le seigneur de Pontevès et, en cas d'échec, d'en appeler à la reine (86e) puis dans un deuxième temps, d'écrire à la reine pour tenter de la convaincre de faire libérer le seigneur François de Baux qu'elle retenait prisonnier (86f). Le notaire précise ensuite : *quod dictus dominus capitaneus pro premissis accedat ad dictam dominam nostram et ad premissa fieri facienda et excequenda* (86g). Il agit aussi à titre de médiateur – de concert avec un syndic et à la demande de la ville – entre *Gaufridus de Intercastris* et *Gaufridus de Brinonia* d'une part et la reine d'autre part, afin que ces deux hommes, qui avaient vendu la soumission de la ville en 1386, puissent rentrer dans les bonnes grâces de celle-ci (95b). À d'autres moments, des lettres que le conseil veut envoyer au premier chambellan Robert de Dreux seront faites *ad dictamen et voluntatem dicti domini capitanei* (82i), alors qu'en ce qui concerne les préparatifs pour la venue prochaine de la reine, *dicti domini de consilio remiserunt ordinacionem et omnia que facturi sunt in premissis dispositioni et voluntati dicti domini capitanei* (86b). On fait aussi appel à lui pour des questions financières entre la ville et le pouvoir royal. Les États de Provence de 1388 ayant voté un subside pour récupérer la ville d'Hyères, Brignoles devait payer une part de 400 francs d'or. Les ambassadeurs envoyés à Marseille pour tenter d'obtenir un prêt étant revenus bredouilles, le conseil ordonne de trouver le plus rapidement possible et de la meilleure façon possible une somme – moindre – de 400 florins à porter à Aix de toute urgence, demandant *quod dictus dominus capitaneus faciat tales excusationes pro presenti villa quod dominus senescallus de predictis CCCC florenis auri remaneat contentus* (72e), insistant pour que le capitaine parle avec le sénéchal en leur faveur afin que cette somme et une autre précédemment prêtée *sint in securo recuperandi sive defalcandi de et super gabellis, impositionibus et trentenis* (72e). Devant de telles demandes, il devient difficile de déterminer quels intérêts il sert en premier...

Une dernière étape dans l'interpénétration des rôles semble atteinte lorsque le bailli est envoyé par le conseil de ville comme représentant à des événements où l'interlocuteur de la ville est justement le pouvoir royal, faisant basculer le bailli sur son propre versant de la relation entre les deux pouvoirs. En mai 1387, il fait partie

envoyés, aux frais de la ville, chevaucher auprès de la reine à la demande de celle-ci (13c). En décembre 1388, le notaire inscrit *dominus capitaneus et nobilis Gaufridus de Intercastris fecerunt relationem de gestis in consilio generali trium statuum* (62b) : il n'est pas certain que le capitaine y soit allé pour le compte de la ville, mais l'hypothèse reste plausible étant donné qu'il prend la peine de venir faire un rapport de ses gestes au conseil. Le summum semble atteint en octobre 1389, lorsque la reine leur annonce le couronnement prochain de son fils Louis II, *ob quod ipsa domina nostra regina gracie requisivit per dictas literas dictum consilium ut ad ipsam coronationem jocundam miteret duos vel tres notabiles homines* (95b). Le conseil choisit alors – *letanter et cum maximo gaudio* – pour représenter l'*universitas* nul autre que le bailli et un des syndics, aux frais de la ville bien entendu<sup>50</sup>!

La situation à Brignoles semble donc originale et différente de celle qui a cours dans plusieurs autres villes de Provence. À Aix, par exemple, Lucie Larochelle note que la ville semble « avoir relégué son viguier à un rôle de figurant »<sup>51</sup> consistant uniquement à recevoir les serments des représentants municipaux le jour de l'élection et à présider les séances de conseil, encore que sa présence n'y ait pas été très constante<sup>52</sup>. À Tarascon, le conseil tente de contrôler la nomination des officiers royaux ou de contrôler leur activité – ce qu'il réussit parfois<sup>53</sup> – et va jusqu'à accaparer les fonctions de capitaine de la ville<sup>54</sup>. Michel HÉBERT note qu'« en fait, tout indique que ce pouvoir n'est pas exercé avec beaucoup d'autorité à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle »<sup>55</sup>. De plus, la période troublée qui se situe entre 1370 et 1400 voit les relations avec les autres autorités changer, avec une nette diminution des ambassadeurs destinés aux agents de l'administration royale, sénéchal ou grands

---

<sup>50</sup> Paiement au capitaine *Johannes Drogoli* et au syndic *Feraudus Feraudi* pour cette ambassade (CC1, fol. 90v).

<sup>51</sup> Lucie LAROCHELLE, *op. cit.*, p. 78.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>53</sup> Michel HÉBERT, *Tarascon au XIV<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 99.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 102.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 188.

officiers<sup>56</sup>. À Sisteron, toujours à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle et donc dans une période contemporaine de notre registre, la situation est très similaire à celle d'Aix ou de Tarascon. Alexandra GALLO remarque également que le rôle du bailli semble limité à présider les séances du conseil – où il est d'ailleurs souvent remplacé par un lieutenant – et à assurer la police de la séance, sans avoir de réel pouvoir<sup>57</sup>. De plus, dès 1340, les conseillers étaient parvenus à présider eux-mêmes, de façon occasionnelle, leurs assemblées en l'absence du bailli<sup>58</sup>. Toujours à Sisteron, les prérogatives du conseil ne se limitent pas à signaler les abus des officiers royaux : il a son mot à dire dans la nomination de ces officiers, se permettant d'exiger qu'un officier apprécié reste en selle plus longtemps que le mandat annuel prévu ou au contraire, leur faisant quitter leur poste plus rapidement s'il le juge nécessaire<sup>59</sup>.

Les relations avec le bailli que dévoile notre registre sont tout autres et semblent originales au sein de cette Provence de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Lorsque le conseil tente d'empêcher la venue de *Johannes Drogoli* en tant que bailli, il échoue, de même lorsqu'il veut le garder plus longtemps en tant que capitaine : malgré ses efforts en ce sens, son contrôle sur la nomination du bailli et capitaine est inexistant. Une fois sur place, le bailli semble très présent à toutes les séances, seul un et demi pour cent des séances ayant été potentiellement tenues en son absence ou celle de son lieutenant désigné. Non seulement il est très présent, mais il participe activement à toute une gamme d'activités, au sein du conseil, au sein de la ville et à l'extérieur de celle-ci. Certaines de ces activités sont inhérentes à son rôle de bailli ou de capitaine, mais plusieurs n'ont aucun lien obligatoire avec ce rôle. Est-il sollicité pour y participer ? Insiste-t-il lui-même pour le faire ? Difficile de le savoir avec certitude. Pour toute la période qui précède le procès intenté contre *Johannes Drogoli*, les relations entre lui et le conseil semblent cordiales et plusieurs indices

---

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 230.

<sup>57</sup> Alexandra GALLO, *La communauté de Sisteron (XIII<sup>e</sup> – XIV<sup>e</sup> siècle). L'exercice du pouvoir urbain : rythmes et enjeux*, thèse de doctorat, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, 2009, p. 200.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 180.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 224.



démontrent que son travail est reconnu et apprécié, ce qui nous ferait pencher pour la première hypothèse. Par ailleurs, cet homme est un fils de Brignoles : est-ce là une des raisons qui justifient que le conseil lui accorde sa confiance et l'intègre aussi facilement dans les rouages de son gouvernement? Peut-être. Il reste que le premier épisode où un bailli est choisi par le conseil pour représenter l'*universitas* auprès de la reine, en allant chevaucher avec elle, concerne un autre bailli qui lui, n'était pas de Brignoles... La question reste donc en suspens, mais il faut tout de même admettre que de nombreux indices pointent dans la même direction : à Brignoles, le bailli est un être hybride. Certes il est un représentant du pouvoir royal, mais il est aussi, d'une certaine façon, au service de l'autorité urbaine : il contrôle théoriquement le travail des conseillers, mais en réalité, au même moment, il agit comme facilitateur, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la ville, agissant tel un trait d'union entre deux mondes, chevauchant la frontière floue et mouvante qui sépare le pouvoir urbain du pouvoir royal.

## Conclusion

Nous avons vu au chapitre trois que le notaire, par sa formation et son expérience de travail, avait façonné le registre selon des normes linguistique et stylistique formelles conférant ainsi au registre du conseil une forte valeur probatoire. Mais, en tant que spécialiste de l'écrit versé dans l'*ars dictaminis*, il a aussi – et peut-être même surtout – travaillé à fournir aux élites dirigeantes « un langage politique approprié, considéré comme un instrument indispensable pour gérer la chose publique »<sup>60</sup>, transformant ainsi l'écriture en un rituel – « une liturgie du pouvoir »<sup>61</sup> – qui participa à la légitimation du pouvoir urbain. La contrainte du formulaire étant moins lourde dans un registre d'ordonnances, le notaire a pu laisser aller sa plume :

---

<sup>60</sup> Marino ZABBIA, « Formation et culture des notaires... », *loc. cit.*, p. 314.

<sup>61</sup> Claude GAUVARD, « Conclusion », dans *Écrit et pouvoir dans les chancelleries médiévales : espace français, espace anglais*, éditées par Kouky FIANU et DeLloyd J. GUTH, Louvain-la-Neuve, Fédération internationale des instituts d'études médiévales, 1997, p. 341.



en précisant les motifs et les justifications des ordonnances, en décrivant la geste des dirigeants et employant des expressions et des formulations suggestives, il a su développer un langage apte à transmettre les valeurs et la vision du gouvernement que professaient les conseillers. De plus, par le choix des ordonnances à inscrire, par la décision consciente de favoriser la pérennité de certaines informations et la déchéance dans l'oubli des autres – ce que Patrick GEARY nomme « *creative forgetting* »<sup>62</sup> –, il a transformé le registre en un outil de communication symbolique – compris comme un acte ressortissant au « faire savoir »<sup>63</sup> – notifiant pour la postérité, d'une part, la prééminence de certains événements et d'autre part, les actions accomplies en retour par le conseil pour le bien de la *res publica*, particulièrement les actions démontrant les efforts accomplis par le conseil dans la défense et l'augmentation de ses privilèges. L'inscription *ad rei memoriam* des rapports entre l'autorité urbaine et le pouvoir royal, manifestés tant par les rapports directs avec la reine ou le roi que par des rapports médiatisés par le bailli, fut clairement favorisée au sein du registre. Celui-ci devint alors un témoin matériel et permanent du dialogue établi entre ces deux pouvoirs, manifestant concrètement les liens mouvants et fluctuants – faits de conflits et de conciliation – qu'ils entretenaient et conservant pour la postérité la trace des efforts accomplis pour maintenir et concilier l'honneur du roi tout comme celui de Brignoles, ville du roi.

---

<sup>62</sup> Patrick J. GEARY, « Oblivion between Orality and Textuality in the Tenth Century », dans *Medieval Concepts of the Past : Ritual, Memory, Historiography*, sous la dir. de Gerd ALTHOFF, Johannes FRIED et Patrick J. GEARY, Washington (D.C), German Historical Institute, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2002, p. 111.

<sup>63</sup> Barbara STOLLBERG-RILINGER, « La communication symbolique à l'époque pré-moderne. Concepts, thèses, perspectives de recherche », *Trivium*, vol. 2, 2008, [En ligne], mis en ligne le 23 octobre 2008, <http://trivium.revues.org/index1152.html>, consulté le 14 octobre 2009, p. 3.

## CONCLUSION

La culture de l'écrit est un univers fascinant qui s'ouvre aux historiens depuis une quarantaine d'années. Le long chemin historiographique parcouru au premier chapitre nous a indiqué comment le paradigme qui séparait les documents en écrits pratiques/pragmatiques d'une part et littéraires/symboliques de l'autre fut progressivement remplacé par un nouveau paradigme qui fait de l'écrit un acte de communication. Ceci autorise une compréhension beaucoup plus riche des documents, ajoutant à l'analyse de leurs aspects matériels – qui eux-mêmes sont porteurs de sens – la possibilité d'en évaluer la portée symbolique, permettant ainsi de comprendre les modèles de perception des acteurs historiques, leurs catégories d'organisation et surtout, le sens qu'ils attribuaient aux événements<sup>1</sup>. L'approche centrée uniquement sur l'aspect pragmatique des sources ne permettait pas de concevoir les raisons ayant justifié non seulement la réalisation de ces documents, mais surtout leur conservation, ce qui fit dire à Richard BRITNELL que « *the irrationality involved in keeping large quantities of bulky matter, of no literary interest, for centuries after it had ceased to have any practical value is a remarkable feature of Latin Christendom* »<sup>2</sup>, un constat qu'il devient maintenant impossible à soutenir.

Notre registre s'inscrit de façon exemplaire dans ce nouveau paradigme, formant un document hybride qui amalgame les dimensions pragmatique et symbolique. Écrit par des notaires détenteurs de la *fides publica*, il porte la marque de leurs longues années de formation et de travail. Il s'agit en effet d'un document

---

<sup>1</sup> Barbara STOLLBERG-RILINGER, « La communication symbolique à l'époque pré-moderne. Concepts, thèses, perspectives de recherche », *Trivium*, vol. 2, 2008 [en ligne], mis en ligne le 23 octobre 2008, <http://trivium.revues.org/index1152.html>, consulté le 14 octobre 2009, p. 2.

<sup>2</sup> Richard BRITNELL, « Pragmatic Literacy in Latin Christendom », dans *Pragmatic Literacy, East and West (1200-1330)*, sous la dir. de Richard BRITNELL, Woodbridge (Suffolk, England), Rochester (N.Y.), Boydell Press, 1997, p. 24.

régi par des normes formelles tant linguistiques – l'usage quasi exclusif du latin et l'emploi d'un vocabulaire dense et sans fioritures – que stylistiques, c'est-à-dire le jargon notarial et les habitudes rédactionnelles employés par les notaires dans l'écriture des actes publics ou privés. Ces usages imprègnent également la structure du procès-verbal de séance, immuable et sans surprise, qui développe ainsi l'apparence d'un formulaire. Toutes ces caractéristiques confèrent au document une forte valeur probatoire et garantissent la réalité des faits accomplis par le conseil au bénéfice de la ville. Mais cette cristallisation du passé n'a pas pour but de permettre les vérifications, les retours en arrière ou les renvois pratiques aux ordonnances antérieures, même si – accessoirement? – il peut aussi être utilisé dans ce but. Au contraire, le registre semble écrit pour narrer – et prouver par le fait même, puisque la narration porte en soi une forte valeur probatoire – au bénéfice des contemporains, mais surtout des hommes du futur, la qualité de leur gouvernement et leur ardeur dans la défense des privilèges de la ville. Il s'agit donc d'un écrit mémoriel tourné vers l'avenir, rédigé par des « spécialistes de la mémoire organisée »<sup>3</sup> afin de conserver *ad rei memoriam* ce qui est essentiel aux yeux du conseil. Plus encore, la « symbiose »<sup>4</sup> qui existe entre les notaires et le gouvernement communal entraîne les premiers à développer un lexique évocateur et un style, à la fois narratif et justificatif, qu'ils mettent au service des seconds, leur fournissant ainsi de puissants outils d'autolégitimation et d'« autoconscience institutionnelle »<sup>5</sup>, puisque les actes de communication sont toujours « des actes de constitution et d'affirmation d'un groupe »<sup>6</sup>. Par le choix des thèmes mis en valeur dans ce registre – le souci d'efficacité, la promotion d'une éthique de travail, la mise

---

<sup>3</sup> Joseph MORSEL, « Du texte aux archives : le problème de la source », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre* [en ligne], Hors série n° 2, 2009, mis en ligne le 28 février 2009, [en ligne] <http://cem.revues.org/index4132.html>, consulté le 4 décembre 2009, p. 9.

<sup>4</sup> Attilio BARTOLI LANGELI, « Entre documents et monuments : la mémoire officielle de la cité communale italienne », dans *La mémoire de la cité : modèles antiques et réalisations renaissantes*, sous la dir. de Attilio BARTOLI LANGELI et Gérard CHAIX, Naples, Edizioni scientifiche italiane, 1997, p. 27.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 27

<sup>6</sup> Barbara STOLLBERG-RILINGER, *loc. cit.*, p. 4.

en évidence de leur saine gestion des deniers communs, la valorisation de l'idéologie du bien public, la manifestation de l'honneur consulaire et l'ardente défense des privilèges urbains –, ces notaires développent ainsi de « véritables rhétoriques de la mémoire »<sup>7</sup> mises au service du conseil. Non pas un outil de propagande politique, puisqu'il ne circule pas hors du cercle du conseil, mais plutôt un manifeste du bon gouvernement, l'équivalent urbain du Miroir des princes. Au même titre que toute autre forme de communication symbolique, cet écrit possède une « puissance performative »<sup>8</sup> qui lui est propre : ces valeurs que le conseil professe, ces normes qu'il défend, il se doit évidemment de les appliquer. C'est ainsi que l'écrit, construit par le scribe sur la base des représentations véhiculées par le conseil, agit en retour et participe à la construction de ce conseil.

Par ailleurs, la communication symbolique étant par définition un phénomène collectif inséré dans un contexte social, les événements et les structures qui formaient les analyses d'autrefois apparaissent aujourd'hui « comme un entrelacs de relations de communication »<sup>9</sup> et notre registre le démontre à souhait puisqu'il rassemble et décrit une quantité phénoménale d'actes de communication – les multiples lettres et ambassades – qui matérialisent et donnent une seconde vie, éternelle celle-là, aux rapports directs ou médiatisés par le bailli ayant eu cours entre l'autorité urbaine et le pouvoir royal. Ces rapports mouvants chevauchent la frontière entre le conflit et la conciliation, mais se fondent toujours sur une constante : le lien indissoluble entre le pouvoir royal et la ville du roi, sans cesse rappelé à la mémoire et âprement défendu dès qu'il est menacé.

---

<sup>7</sup> Anna Imelda GALLETTI, « Motivations, modalités et gestions politiques de la mémoire urbaine », dans *L'historiographie médiévale en Europe*, sous la dir. de Jean-Philippe GENÉT, Paris, CNRS, 1991, p. 192.

<sup>8</sup> Barbara STOLLBERG-RILINGER, *loc. cit.*, p. 3.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 4.

Ainsi, à la question posée par François BORDES : « de quel type de mémoire ce document est-il porteur? »<sup>10</sup>, nous pouvons maintenant répondre qu'elle représente une mémoire partielle et partiale, une mémoire institutionnelle qui, tout à la fois, fonde l'identité du conseil, la véhicule et la façonne et une mémoire qui a pour ultime objectif de légitimer la délégation de pouvoir que le conseil a reçue « pour l'honneur du roi et le bon statut de la ville ».

---

<sup>10</sup> François BORDES, *Formes et enjeux d'une mémoire urbaine : le premier « Livre des Histoires » de Toulouse (1295-1532), Tome 3 : Entre histoire et mémoire urbaine*, thèse de doctorat, Université Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 2006, p. 4.

## APPENDICE A

ÉDITION DU MANUSCRIT BB1

## Rappel des conventions éditoriales

Les règles d'édition ayant été décrites de façon détaillée aux pages 27 à 33, nous ne faisons ici qu'un bref appel des principales conventions éditoriales utilisées.

- Les graphies par trop fantaisistes et les erreurs patentes dans les déclinaisons et les conjugaisons pouvant menacer la compréhension du texte ont été corrigées directement dans le texte, une note de bas de page indiquant la leçon originale.
- Les lettres manquantes ont été restituées entre crochets droits [ ], ainsi que certains mots dont l'identité pouvait être supputée d'après les habitudes du scribe ou le contexte de la phrase.
- Les mots ou passages biffés ou exponctués par le scribe ont été transcrits dans un corps typographique plus petit de 9 points et insérés entre crochets brisés < >.
- Les mots ou passages rajoutés par le scribe ont été intégrés au fil du texte, mais insérés entre deux barres obliques / / , sans appel de note s'ils étaient interlinéaires et avec une note indiquant la localisation de l'original sur la page s'ils étaient marginaux.
- Les commentaires écrits par des lecteurs ont été transcrits en PETITES MAJUSCULES.
- Les passages manquants ont été notés par des astérisques entre crochets droits [\*\*\*].
- Les doublons ont été réduits à un seul mot, le deuxième étant indiqué en note.
- Les mots en provençal dans l'original ont été transcrits en *caractères italiques*.
- Des accolades dans les listes de noms représentent une accolade dans le manuscrit qui associait un titre ou un prédicat à plusieurs noms adjacents, l'accolade ouvrante { indiquant le premier nom de la liste et l'accolade fermante } en indiquant le dernier.

Tous les documents d'archives mentionnés dans l'édition proviennent des archives communales de Brignoles.



[fol. 1]

[1, 1387/03/26]

I

Mutatio millesimi

Consilium

**[a]** In nomine domini nostri Jesu Christi, amen. Anno incarnationis ejusdem millesimo CCCLXXX septimo, die vicesima sexta mensis martii, congregato honorabili consilio ville Brinonie ad sonum campane consilii in regio palacio ville Brinonie, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo regio et capitaneo ville Brinonie, regnante serenissimo domino nostro domino Ludovico rege nostro, feliciter amen!, in ipsius domini baiuli et capitanei presencia et ipso volente, consilium tenentes ad audiendum relationem nobilis viri Gaufridi de Intercastris qui nuper venit de domina nostra regina.

Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Guillelmus Giraudi

magister Jacobus Cabrerii

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

Petrus Arbaudi

Johannes Fedoni

Johannes Raynaudi

**[b]** Nichil fuit ordinatum propter numerum imperfectum dominorum de consilio.

---

 [fol. 1v]

[2, 1387/03/31]

Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXX septimo, die ultima mensis martii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio ipsius ville, coram nobili

viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, ipso volente, consilium tenendo ad subscripta ordinarunt que sequitur.

Nomina ipsorum dominorum de consilio

nobilis Petrus Olivarii (S)

nobilis Guillelmus Giraudi

Feraudus Feraudi

magister Jacobus Cabrerii

Berardus Aymerici

Raymundus Bossigue

Johannes Raynaudi

Petrus Arbaudi

Johannes Aymerici senior

Johannes Fedoni

**[b]** Et primo, de ipsius domini baiuli voluntate, ordinarunt unam talliam ad rationem unius denarii pro libra quallibet et unius grossi argentei pro quolibet centenario librarum supra et infra – ita videlicet, quod qui non habet in tallia numerum decem librarum seu a X<sup>cem</sup> libris infra solvat denarios octo et qui habet decem libras in tallia solvat denarios XVI et qui ultra centenarium habet, duas vel tres libras, et sic usque ad centum etiam solvat unum grossum – tam ad solvendum serenissime domine domine nostre Marie, Dei gracia Jerusalem et Sicilie inclite regine, donum seu subsidium graciosum per tres status<sup>1</sup> promissum in loco Pertucii<sup>2</sup> seu restam ipsius subsidii nec non et illis personis gachiam<sup>3</sup> facientibus supra montibus. Quam exhigat magister Petrus Cogorde notarius modo et forma prout exigit aliam in <sup> suo cartulario descriptam nichil addendo vel diminuendo, cui dare promiseru[n]t pro suo salario tantum quantum debet habere de alia prima per eum exacta pro dicto subsidio.

---

[fol. 2]

---

<sup>1</sup> Il s'agit des états de Provence, ou plutôt ceux des membres du parti angevin, tenus à Pertuis en janvier 1387, lors desquels on décréta un subside à la couronne d'un franc par feu (Michel HÉBERT, *Regeste des États de Provence (1347-1480)*, Paris, CTHS, 2007, p. 147).

<sup>2</sup> Commune de Pertuis (c<sup>on</sup> de Pertuis, dép. du Vaucluse).

<sup>3</sup> Du mot provençal *gacha* : action de faire le guet.

[3, 1387/04/04]

II

## Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die IIII<sup>a</sup> mensis aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie ad sonum campane consilii in regio palacio ipsius loci, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

## Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

Feraudus Feraudi

nobilis P[etrus] de Saltu extra consilium

Berardus Aymerici

Johannes Fedoni

magister Jacobus Cabrerii notarius

Johannes Aymerici

Johannes Raynaudi

magister Raymundus Bossigue

**[b]** Et primo ordinarunt, dicto domino baiulo et capitaneo presente et volente, pro conservatione quarumcumque personarum et animalium que extra villam Brinonie ad eorum negocia omni die accedunt per territorium tam de Brinonia, de Campis<sup>4</sup> quam de Artacella<sup>5</sup> et metu emulorum domini nostri domini Ludovici regis et nostrorum, afirmentur expensis universitatis octo homines bonos et sufficientes qui habeant facere gachiam de die in montibus ordinatis et de nocte stent<sup>6</sup> sic et taliter quod, mediante divino auxilio, dicti emuli nullum dapnum possint inferre et hoc domini syndici tractent et in eodem negocio laborent absque mora.

[fol. 2v]

---

<sup>4</sup> Commune de Camps-la-Source (c<sup>on</sup> de Brignoles, dép. du Var).

<sup>5</sup> Commune de La Celle (c<sup>on</sup> de Brignoles, dép. du Var).

<sup>6</sup> Lecture incertaine

[4, 1387/04/10]

## Consilium

[a] Anno Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXXVII<sup>o</sup>, die decima mensis aprilis, congregatis honorabilibus viris dominis sindicis et consiliariis ville Brinonie in aula regii palatii ville Brinonie, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville jamdicte, ad sonum campane consilii ut est moris, ad subscripta peragenda.

## Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

magister Jacobus Cabrerii

Petrus Arbaudi

magister Joh[ann]es Fedoni

Andreas Mayfredi

et magister Raymundus Bossigue

[b] Nichil ordinarunt.

---

 [fol. 3]

[5, 1387/04/12]

III

## Consilium

[a] Anno Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXX septimo, die XII mensis aprilis, confregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio dicte ville, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capithaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

## Nomina ipsorum dominorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris  
 nobilis Guill[elm]us Giraudi  
 magister Jacobus Cabrerii notarius  
 Berardus Aymerici  
 Guillelmus Bonis  
 Johannes Aymerici

Feraudus Feraudi  
 Petrus Arbaudi  
 magister Johannes Fedoni  
 Johannes Raynaudi  
 magister Raymundus Bossigue

**[b]** Et primo, de consensu dicti domini baiuli et capitanei et ipso presente, ordinarunt unam talliam in villa Brinonie exigendam ad rationem octo denariorum pro quolibet centenario supra et infra centenarium librarum et qui libram non habent etiam medium grossum, ad solvendum pro isto mense aprilis stipendia gachiarum montium seu colletorum. Quam exhigat magister Petrus Cogorde notarius cum alia tallia quam exigit ad rationem unius denarii pro libra et unius grossii pro quolibet centenario et in eodem suo cartulario sibi tradito.

**[c]** Et inde<m> ordinarunt quod in tribus montibus stent gachias, videlicet in Penneto, in Toardo et in Adrechis.

---

[fol. 3v]

**[6, 1387/04/15]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXXVII<sup>o</sup>, die XV mensis aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii  
 Petrus Motini  
 nobilis Gaufridus de Intercastris  
 nobilis Guillelmus Giraudi  
 Feraudus Feraudi

Johannes Raynaudi  
 Petrus Arbaudi  
 Andreas Mayfredi

magister Jacobus Cabrerii notarius  
Berardus Aymerici  
Guillelmus Bonis

Raymundus Bossigue  
Johannes Fedoni

**[b]** Et primo, ordinarunt dicti domini syndici et consiliarii, dicto domino baiulo presente, quod cum idem dominus baiulus et capitaneus ad honorem serenissimi principis domini nostri domini Ludovici regis et prosperum statum fidelium subjectorum ipsius se erga regimen sui baiulatus et capitaniatus officii valde bene gesserit, unicuique de minore ad maiorem ministrando justiciam, villamque et personas ab omnibus armigeris deffendendo in tantum quod durante suo regimine nullus armiger aliquarum stabilarum d[i]ctam villam nec gentes extra villam exceuntes aliququaliter dapnificare ausus fuit. Atenta nobilitate et valitudine dicti domini baiuli et capitanei id circum elegerunt anbaxiatores, videlicet providos viros magistrum Jacobum Cabrerii et Andream Mayfredi alteros ex consiliariis supranominatis qui

[fol. 4]

III

<expensis universitatis> predicti<sup>7</sup> accedant ad locum Pertucii ad serenissi[m]am dominam nostram dominam Mariam, Jerusalem et<sup>8</sup> Sicilie Dei gracia inclitam reginam, magestatemque suam informandam de bono regimine dicti domini capitanei, eidemque suplicando ut dignetur eundem nobilem Johannem de Ligarda in dicto baiulatus et capitaniatus officio pro anno futuro modo et forma quibus in dicto officio extitit benigne confirmare dicto suo bono regimine atento et pluribus aliis consideratis, super quibus fiant littere que dicte domine nostre regine dirigantur.

**[c]** Item incontinenti venientes in coro consilii nobilis Guillelmus Giraudi, providi viri Isnardus de Bastita et Johannes Feutrerii de Brinonia et exponentes in consilio quod ipsi audiverunt dici quod Johannes Drogoli<sup>9</sup> de Canneto nuper de novo factus est

---

<sup>7</sup> Ms : *predicte*

<sup>8</sup> Ms : mot redoublé

<sup>9</sup> Jean Drogoul, damoiseau né à Brignoles et mort en 1418. D'abord écuyer de Raymond de Turenne, il fut ensuite retenu au service de Louis II comme échanson par lettres

baiulus et capitaneus ville Brinonie et ad ipsam villa[m] venire intendit de proximo, qui Johannes Drogoli est dictorum exponentium, ut asserunt, inimicus malivulus, ob quod dubitant ne magnum scandolum posset in villa Brinonie evenire et multas discordias et melenconias<sup>10</sup> horiri et ad tollendum omnem scandalum et villam Brinonie et fidelium subjectorum domini nostri regis in pace et tranquillitate tenendum, cum istancia quanta potuerunt requisiverunt predictos dominos baiulium et syndicos et consiliarios ut vellint benigne et devote suplicare domine nostre regine ut aliquam non habeat mandare ipsum Johannem Drogoli, sed omnino dictum nobilem Johannem de Ligarda benigne confirmare vel aliquem alium hominem per eandem dominam nostram reginam benigne statuendum juxta suum beneplacitum voluntatis.

**[d]** Quiquidem domini, audita expositione et requisitione predictis, conantes <de> toto eorum posse villam et gentes ipsius in passe et tranquillitate tenere, ordinarunt quod scribatur dicte domine juxta requisita et quod predicti magister Jacobus Cabrerii et Andreas Mayfredi ad eandem acedant supptibus exponentium predictorum.

[fol. 4v]

**[e]** Item cum venerabilis et religiosa domina domina Alasacia de Ponteves priorissa sacri monasterii Artacelle ut domina castri de Cabacia ad manus curie castri de Cabacia annotari fecerit, ut fertur, bona heredum Johannis de Castronovo, ordinarunt quod scribatur eidem domine ut placeat illa bona sibi ipsis heredibus facere restitui.

[fol. 5]

**[7, 1387/04/22]**

---

du 24 janvier 1386, puis nommé châtelain de Brignoles à vie le 22 avril 1386, ainsi que bailli et capitaine de Brignoles et de Saint-Maximin par d'autres lettres datées du même jour. Il fut de nouveau capitaine et bailli de Brignoles en 1388-1389, ainsi que chambellan et conseiller du roi. Nommé maître rationnel à vie en janvier 1394, il reçut inféodation de la seigneurie des Pennes-Saint-Julien le 2 décembre 1400 et fut créé chevalier en mai 1406 (Fernand CORTEZ, *Les grands officiers royaux de Provence au Moyen Âge*, Aix-en-Provence, Secrétariat de la Société d'études provençales, A. Dragon, 1921 p. 264).

<sup>10</sup> Du mot provençal *melenconia* : souci.



## Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XXII<sup>a</sup> mensis <martii> martii<sup>11</sup>, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes de ipsius beneplacito et <man> ipso presente.

## Nomina ipsorum

nobilis P[etrus] Olivarii (S)

P[etrus] Motini (S)

Guillelmus Giraudi

Feraudus Feraudi

Petrus Arbaudi

Johannes Raynaudi

Berardus Aymerici

magister Jacobus Cabrerii

Johannes Fedoni

Andreas Mayfredi

Raymundus Bossigue

**[b]** Et primo, ordinarunt quod scribatur serenissime domine nostre regine comodo et qualiter magnificus et potens vir dominus Fulco de Ponteves<sup>12</sup> miles et Graulhetus<sup>13</sup> cum eorum gentibus in partibus Tennesii<sup>14</sup> se valde bene habent et habuerunt ad honorem serenissimi domini Ludovici regis nostri.

---

[fol. 5v]

**[8, 1387/04/27]**

---

<sup>11</sup> Le mois est erroné : il s'agit en fait du mois d'avril, puisque les quatre séances précédentes ainsi que la suivante sont datées du mois d'avril.

<sup>12</sup> Foulques (ou Fouquet) V de Pontevès était seigneur de Carcès et de Cotignac (A. BOREL D'HAUTERIVE, *Annuaire de la noblesse de France et des maisons souveraines de l'Europe*, vol. 32, Paris, 1876, p. 180).

<sup>13</sup> Jean Graulhet était un Gascon, capitaine des gens d'armes au service de la reine Marie (Jean LE FÈVRE, *Journal de Jean Le Fèvre, évêque de Chartres, chancelier des rois de Sicile Louis I et Louis II d'Anjou*, publié par H. MORANVILLE, Paris, A. Picard, 1887, p. 344).

<sup>14</sup> Commune de Puget-Théniers (c<sup>on</sup> de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Maritimes).

## Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXXVII, die XXVII<sup>15</sup>, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, concilium tenentes de ipsius beneplacito et voluntate.

## Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii

Petrus Motini

nobilis Gaufridus de Intercastris

Berardus Aymerici

Johannes Aymerici

Johannes Raynaudi

Johannes Fedoni

P[etrus] Arbaudi

**[b]** Nichil ordinarunt propter numerum non completum dominorum consiliariorum.

---

[fol. 6]

**[9, 1387/05/05]**

VI

## Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXXVII, die quinto mensis maii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, in presencia nobilis viri Johannis de Ligarda, baiuli et capitanei ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta peragenda.

## Nomina ipsorum dominorum

---

<sup>15</sup> Le mois est absent : il s'agit du mois d'avril puisque les cinq séances précédentes sont datées de ce mois.

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

Johannes Raynaudi

Johannes Aymerici

Andreas Mayfredi

Johannes Fedoni

Petrus Arbaudi

Raymundus Bossigue

**[b]** Nichil ordinarunt.

---

[fol. 6v]

**[10, 1387/05/10]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII, die decimo mensis maii, congregato honorabili consilio ville Brinonie infra regium palacium dicte ville, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie et nobili et circumspecto viro domino Guillelmo de Sparrono iudice Brinonie, consilium tenentes de ipsorum dominorum beneplacito et voluntate ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Guillelmus Giraudi

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

Johannes Fedoni

magister Jacobus Cabrerii notarius

magister Raymundus Bossigue

Johannes Raynaudi

Johannes Aymerici filius Guillelmi

**[b]** Et primo ordinarunt, de ipsius domini baiuli et capitanei voluntate, quod quando campana consilii sero pulsabitur pro consilio tenendo, quod crastina die in ortu solis domini de consilio se habeant congregare ad tenendum consilium.

---

[fol. 7]

[11, 1387/05/11]

VII

## Consilium

[a] Anno Domini millesimo CCCLXXXVII, die XI mensis maii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta peragenda.

## Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii

Petrus Motini

nobilis Guill[elm]us Giraudi

Berardus Aymerici

magister Jacobus Cabrerii

Petrus Arbaudi

Johannes Raynaudi

Johannes Fedoni

Raymundus Bossigue

Johannes Aymerici

[b] Et primo, dicti domini syndici et consiliarii supradicti in presencia prenominati domini baiuli et capitanei constituti requisiverunt cum instancia quanta potuerunt nobilem Bertrandum Olivarii, alterum ex auditoribus bannorum ville Brinonie, ut incontinenti acedat unacum Raymundo Bartholomei, ejus in dicto officio auditorie bannorum socio, ad domum quondam providi viri magistri Jacobi Bartholomei ad faciendum inventarium bonorum mobilium dicti quondam Jacobi et exequendum ordinationes dicti quondam magistri Jacobi prout in suo ultimo condito testamento continetur. Et quasuo idem Raymundus Bartholomei recusaverit facere officium ipsius gadietorie et voluntatem dicti testatoris non exequere ut tenentur in ejus deffectum quantum ad illum actum, dicti domini syndici et consiliares, volente dicto domino

[fol. 7v]

baiulo et capitaneo, ordinarunt quod providus vir Petrus Arbaudi acedat cum dicto nobili Bertrando et ad faciendum fieri inventarium bonorum predictorum cum idem Raymundus videatur esse pars.

---

[fol. 8]

[12, 1387/05/17]

VIII

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XVII mensis maii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta peraagenda, ipso domino baiulo volente et presente.

Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Guillelmus Giraudi

Feraudus Feraudi

Johannes Fedoni

Johannes Aymerici

Berardus Aymerici

magister Jacobus Cabrerii

Petrus Arbaudi

Johannes Raynaudi

Guill[elm]us Bonis

**[b]** Et primo ordinarunt dicti domini syndici et consiliarii, de beneplacito et voluntate ipsius domini baiuli et capitanei, pro conservatione gentium utriusque sexus que extra fortalitium ville Brinonie accedunt<sup>16</sup> ad faciendum eorum negotiat[i]o[n]em, unam talliam ad rationem unius grossi argenti pro quolibet sentenario librarum supra et infra et qui sentenarium nec libra[m] habet solvat unum grossum et pro quolibet mense et hinc ad festum sancti Michaelis proximum futurum ad solvendum gachiis montium seu collettorum. Quam talliam exigat magister Petrus Cogorde notarius

---

<sup>16</sup> Ms : *accedum*

juxta ordinacionem predictam et hinc ad festum sancti Michaelis, cui dicto tempore durante taxarunt<sup>17</sup> pro suo salario exactionis florenos auri quinque et ultra suam talliam quitandam.

**[c]** Item ordinarunt quod dominus prior Artacelle solvat in predictis quolibet mense, grossos octo.

**[d]** Et dominus vicarius Sancti Petri, grossos quatuor.

---

[fol. 8v]

**[13, 1387/05/20]**

#### Consilium novum et vetus

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XX<sup>a</sup> mensis maii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta peragenda.

#### Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)  
 Petrus Motini (S)  
 Guillelmus Giraudi  
 Berardus Aymerici  
 magister Jacobus Cabrerii  
 magister Raymundus Bossigue  
 magister Johannes Fedoni  
 Johannes Aymerici filius Guillelmi  
 Petrus Arbaudi  
 Johannes Raynaudi

nomina de consilio veteri

nobilis Gaufridus de Brinonia  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 magister Petrus Gaufridi  
 Audebertus Aymerici  
 Isnardus Broquerii  
 magister Petrus Tavernoni

---

<sup>17</sup> Ms : *taxarium*

**[b]** Et primo cum illustrissima domina /nostra/ domina Maria, Dei gracia Jerusalem et Sicilie inclita regina et comitissa Provincie et Forcalquerii, cum suo excercitu ad Dei laudem et honorem serenissimi domini nostri domini Ludovici regis benigni nati sui et prosperum statum fidelium regionum subjectorum de proximo intendat feliciter versus civitatem Aquensem vel ad illa loca sibi placibilia equitare; ob quam rem, eadem reginalis magestas benigne requisiverit dominos syndicos et consiliarios supradictos ut eis placeret ad ipsius magestatis presenciam transmittere certos notabiles et honorabiles viros in numero quo poterunt grandiori, equis et armis munitis, qui die XXV hujus mensis in loco Pertucii coram eadem reginale magestate<sup>18</sup> se presentent.

**[c]** Quiquidem domini syndici et consiliarii unanimiter

[fol. 9]

IX

cupientes reverenter et incontinenti et absque mora mandatum dominicum ducere ad effectum juxta possibilitatem eorum, in excecutione mandati supradicti ordinarunt quod nobiles viri Johannes de Ligarda, baiulus et capitaneus dicte ville, Guillelmus Giraudi, Gaufridus de Intercastris dominus de Palude, Petrus de Saltu, Isnardus de Bastita et Johannes Feutrerii, sumtibus ipsius universitatis ville Brinonie, cum eorum armis et equis serviant nomine universitatis Brinonie uno mense et equitare debeant cum excercitu predicto honorifice ut melius poterunt, sumtibus universitatis Brinonie. Quibus sex hominibus electis dare promiserunt supranominati domini syndici et consiliarii et cuilibet ipsorum et pro uno mense, videlicet viginti florenos auri de solidis XVI pro quolibet, tamen si non servirent unum mensem completum, solvatur eisdem juxta quod serviverint diminuendo salarium pro rata.

**[d]** Et successive incontinenti ad solvendum stipendia predictorum nobilium virorum supra electorum, ordinarunt supradicti domini syndici et consiliarii, dicto domino baiulo volente et presente, unam talliam in villa Brinonie exhigendam ad rationem unius denarii pro libra quallibet. Quam exhigat nobilis Bertrandus Olivarii et eisdem nobilibus supra electis pecuniam tradat ad dictam rationem sine aliqua contradictione

<sup>18</sup> Ms : *eandem reg. magestatem*



et quod de dicta tallia nichil in alios usus possit converti quam in solvendum stipendia predicta, nisi superesset.

**[e]** Et incontinenti idem nobilis Johannes de Ligarda, baiulus et capitaneus, constituit et ordinavit suum locumtenentem in officio baiulie et capitaneie prenominationum nobilem Bertrandum Olivarii et cetera. De quibus petiit instrumentum. Actum ut supra et presentibus dominis supradictis.

---

[fol. 9v]

**[14, 1387/05/21]**

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXXVII<sup>o</sup>, die XXI mensis maii, congregato honorabili [consilio] ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta peragenda.

Nomina ipsorum de consilio novo

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Guillelmus Giraudi

magister Jacobus Cabrerii

Petrus Arbaudi

Johannes Aymerici

magister Raymundus Bossigue

Berardus Aymerici

Johannes Raynaudi

magister Johannes Fedoni

Guillelmus Bonis

nomina de consilio veteri

nobilis Gaufridus de Brinonia

nobilis Bertrandus Olivarii

Johannes Garnerii

Raymundus Bartholomei

Johannes Feutrerii

Isnardus Broquerii

Audebertus Aymerici

magister Petrus Tavernoni

**[b]** Et primo supranominati domini, de ipsius domini baiuli et capitanei voluntate et ipso presente, unanimiter et concorditer ordinarunt quod, electio eri facta de illis sex nobilibus viris qui accedere debent nomine universitatis Brinonie ad servitium

reginalis magestatis, nonobstantibus quibuscumque obstaculis indilate accedant et serviant per unum mensem completum juxta reginale beneplacitum et ad gagia retroscripta. Et si non esset opud<sup>19</sup> servire uno mense, diminuatur de gagiis pro rata computando tempus pro tempore et de tallia eri ordinata solvantur <spi> stipendia eorum.

---

[fol. 10]

[15, 1387/05/25]

X

Inventarium artilharie  
positum infra domum magistri Johannis Fedoni

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XXV mensis maii, noverint universi et singuli presentes pariter et futuri quod providus vir magister Johannes Fedoni de Brinonia alter ex consiliariis ville Brinonie sponte habuit manualiter et recepit a nobili Petro Olivarii et Petro Motini sindicis ville Brinonie anni presenti tradentibus in depositum seu commandam eidem magistro Johanni presenti et recipienti bono animo, ad custodiendum infra suum hospicium sine aliquo loquerio et remuneratione aliquali, videlicet bona et res universitatis predictae subscripta et subscriptas.

**[b]** Et primo quatuordecim capcias cum dimidia plenas veratonorum.

Item unam capciam in qua sunt vire quadraginta et una.

Item duas capcias vacuas veratonorum.

Item duos bancos cum vitibus sive tornis ad opud tendendi balistras magnas.

Item quatuor balistas banne<sup>20</sup> de revers<sup>21</sup> in quibus est una fracta.

Item unum albrerium<sup>22</sup> grosse baliste.

---

<sup>19</sup> Comprendre *opus* ; la graphie *opud* étant systématiquement utilisée par ce notaire, elle ne sera donc plus relevée dans le reste du document.

<sup>20</sup> Du mot provençal *banna* : corne.

<sup>21</sup> Expression en provençal dans le manuscrit : au revers.

Item quatuor *garrotz*<sup>23</sup> in quibus est unus sine ferro.

Item tres ferres de *trabuc*<sup>24</sup>.

Item unam cossam cupri ad mensurandum oleum.

Item unum seponum<sup>25</sup> sere cum una clave ferri.

**[c]** Quas res ipse magister Johannes custodire vult et intendit sine premio aliquo et eas restituere sine aliqua contradictione ipsi universitati dum fuerit requisitus durante tempore presentis consilii et plus ad sui placitum.

**[d]** De quibus dicti domini petierunt instrumentum. Actum Brinonie in domo dicti magistri Johannis, presentibus Johanne Raynaudi et Isnardo Scini de Brinonia, testibus vocatis et ad predicta rogatis. Et me, Guillelmo Borrelli, notario ipsius honorabilis consilii et cetera.

---

[fol. 10v]

**[16, 1387/07/06]**

#### Consilium novum et vetus

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die VI<sup>o</sup> mensis julii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

#### Nomina ipsorum de consilio novo

nobilis Petrus Olivarii

Petrus Motini

nomina de consilio veteri

---

<sup>22</sup> Du mot provençal *alberier* ou *albrier* : aubier de l'arbalète.

<sup>23</sup> Mot en provençal dans le manuscrit : trait d'arbalète.

<sup>24</sup> Mot en provençal dans le manuscrit : trébuchet.

<sup>25</sup> Du mot provençal *cepon* : coffre.

nobilis Gaufridus de Intercastris  
 Guillelmus Giraudi  
 Berardus Aymerici  
 Feraudus Feraudi  
 Petrus Arbaudi  
 Johannes Fedoni  
 Andreas Mayfredi  
 magister Raymundus Bossigue

nobilis Gaufridus de Brinonia  
 Johannes Garnerii  
 Monnetus Bartholomei  
 Johannes Feutrerii  
 Johannes Quatuorlibrarum  
 Isnardus Broquerii  
 magister Petrus Gaufridi  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 Audebertus Aymerici

**[b]** Et primo, cum ad instanciam nobilis Johannis Drogoli eschansoni domini nostri regis Ludovici, magister Bermundus Drogoli ejus frater vigore litterarum reginalium<sup>26</sup> receperit possessionem bonorum quondam Guillelmi Guiraudi mercatoris de Brinonia, que bona fuerunt eidem nobili Johanni Drogoli donata per excellenciam reginalem et ipsa reginalis excellencia universitati ville Brinonie tempore reductionis ipsius omnia universa et singula bona remissit ipsi universitati et sing[u]libus personis ipsius donatauribus quibuscumque nonobstantibus<sup>27</sup>, ideo ordinarunt quod Andreas Mayfredi, sumptibus bonorum ipsorum, accedat ad presenciam domine nostre regine cum litteris consilii ad informandum consenciam suam super premissis.

---

[fol. 11]

**[17, 1387/07/23]**

XI

Consilium novum et vetus

---

<sup>26</sup> C'est par des lettres du 22 avril 1386 que *Johannes Drogoli* avait reçu de la reine Marie les biens du marchand *Guillelmus Guiraudi* (erreur dans Jean LE FÈVRE, où il est confondu avec *Guillelmus Giraudi*), de son épouse Raymbaude et du notaire *Petrus Bruni* (Jean LE FÈVRE, *op. cit.*, p. 265).

<sup>27</sup> Privilège de la reine Marie daté du 10 mai 1386, copié aux folios 27v à 28v du Livre rouge (AA1) et édité dans Émilien LEBRUN, *Essai historique sur la ville de Brignoles*, Nyons, Chantemerle (réimpression d'une édition privée de 1897), 1973, p. 758.

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XXIII mensis julii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Gaufrido de Intercastris, vicebaiulo et capitaneo ville Brinonie pro nobili viro Johanne de Ligarda, consilium tenentes ad subscripta.

#### Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

magister Jacobus Cabrerii

Feraudus Feraudi

Johannes Aymerici

Berardus Aymerici

Johannes Raynaudi

Petrus Arbaudi

magister Raymundus Bossigue

magister Johannes Fedoni

de consilio veteri

nobilis Bertrandus Olivarii

Monnetus Bartholomei

Isnardus Broquerii

Johannes Quatuorlibrarum

Audebertus Aymerici

**[b]** Et primo ordinarunt in excecutione quarundam litterarum clausarum a spectabili et magnifico viro domino Georgio de Marlio<sup>28</sup> in Provincia generali capitaneo pro serenissimo principe domino nostro Ludovico, Jerusalem et Sicilie rege, emanatarum que in effectu continebantur quod omnes peccunias que erant quondam Guill[elm]i G/u/iraudi per magistrum Franciscum Fabri repertas et a domo dicti quondam Guillelmi, ut ponitur, extractas inquirere deberentur per omnem cohercionis modum et eas facere assignari provido viro Raymundo Bartholomei apothecario in custodia ad sal[v]um jus potius in illis habentis.

---

<sup>28</sup> Georges de Marle, chevalier originaire de l'Anjou, seigneur de Luc. D'abord maître d'hôtel du pape à Avignon, il fut officiellement nommé sénéchal de Provence par la reine Marie de Blois par des lettres du 20 décembre 1387 après la pacification de la guerre de l'Union d'Aix, mais il en exerçait déjà la fonction dans les faits à compter de la mort de son prédécesseur, Foulque II d'Agoult, le 28 décembre 1385 (Fernand CORTEZ, *op. cit.*, p. 85).

**[c]** In quarum excecutione, dictus dominus vicebaiulus et capitaneus <Jo> incontinenti accessit ad domum habitationis dicti magistri Francisci Fabri et in ejus absencia precepit et injunxit Dulcie Borgohnone matri dicti magistri Francisci et

[fol. 11v]

similiter socr[u]i ejusdem ac Juliane ejus uxori presentibus et audientibus et ad penam centum marcharum argenti ut illico omnem et quamcumque peccuniam quam habent penes easdem vel sciunt habere per eundem magistrum Franciscum, ut fertur, a domo dicti quondam Guillelmi Guiraudi captam et extractam, tradant et assignent provido viro Raymundo Bartholomei apothecario per eundem conservandam, donec et quousque fuerit aliter ordinatum per eundem dominum Georgium prout et sicut in ipsis litteris per eum missis continetur et cetera.

**[d]** De quibus omnibus et singulis domini sindi[ci] ville Brinonie petierunt instrumentum.

Actum Brinonie in foro <presentibus> anthe hospicium Alberti Pugeti in quo dicte mulieres presentialiter habitant, presentibus nobili viro Bertrando Olivarii, magistro Jacobo Cabrerii notario et Johanne Raynaudi de Brinonia, testibus vocatis et ad predicta rogatis. Et me, Guillelmo Borrelli, notario ipsius honorabilis consilii et cetera.

**[e]** Postque incontinenti idem dominus vicebaiulus et capitaneus, unacum dictis dominis sindicis et me Guillelmo Borrelli notario, accessit ad domum dicti quondam Guillelmi Guiraudi et dum ibi fuit precepit Raymbaude Borgonhone uxori dicti quondam Guillelmi Guiraudi et ad penam centum librarum ut incontinenti tradat et assignet totam peccuniam per eam recuperatam a magistro<sup>29</sup> Francisco Fabri de illa quam receperat et de domo predicta extraxerat, videlicet provido viro Raymundo Bartholomei mercatori ordinato per eundem dominum Georgium ad illam custodiendum. De quibus supradicti domini sindici petierunt instrumentum.

Actum Brinonie in domo predicta, presentibus Berardo Aymerici et Johanne Raynaudi de Brinonia, testibus vocatis et ad predicta rogatis. Et me, Guillelmo Borrelli, notario publico et cetera.

---

<sup>29</sup> Ms : *magistra*

[fol. 12]

[18, 1387/07/25]

XII

## Consilium novum et vetus

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die <XXVI> XXV mensis julii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta peragenda.

## Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

magister Jacobus Cabrerii

Johannes Raynaudi

magister Raymundus Bossigue

Johannes Aymerici

de consilio veteri

Johannes Feutrerii

Johannes Garnerii

magister Petrus Tavernoni

Audebertus Aymerici

magister Jacobus Peleti

**[b]** Et primo cum nobilis vir Gaufridus de Intercastris habeat et teneat penes se privilegium universitati ville Brinonie concessum per serenissimam dominam nostram dominam Mariam, Dei gracia Jerusalem et Sicilie reginam, in quo continetur inter cetera ipsi universitati graciose remisisse omnia bona per eandem donata ante tempus reductionis dicte ville, de quo privilegio dictus nobilis Gaufridus <ss> solvisse asseritur de suo propio<sup>30</sup> francos auri <q> triginta et solidos quatuor et ipsum alicui non intendit assignare, nisi prius habuerit peccuniam suam per eum ratione illius solutam, de quo privilegio Amalvinus Melzei et Bernardus Melzei, fratres et heredes testamentarios quondam providi viri Guillelmi Guiraudi de Brinonia, valde indigent

<sup>30</sup> De façon systématique, ce notaire écrit l'adjectif *proprius* et ses déclinaisons sans le deuxième *r*, graphie qui sera donc respectée et ne sera plus relevée.



/habere copiam/ pro eorum bonis deffendendis; ob quod parati sunt dicti heredes solvere nomine mutui dictos triginta francos auri et solidos quatuor, dum tamen

[fol. 12v]

domini sindici supradicti nomine totius universitatis ville Brinonie se eisdem obligent et bona ipsius universitatis ad solvendum et restituendum certo termino per eos statuendo dictos XXX<sup>la</sup> francos auri et solidos quatuor. Ideo ordinarunt <quod de> supradicti domini sindici, supradicti vice et nomine ipsius totius universitatis ville Brinonie, se obligent ipsis heredibus vel alteri eorum ad solvendum et restituendum dictos triginta francos auri et solidos quatuor et bona omnia, mobilia et immobilia, ipsius universitatis et inde recuperent privilegium antedictum, quo recuperato incontinenti fieri faciant unum vidimus et illud instrumentum vidimus tradant pro parte ipsorum provido viro magistro Jacobo Cabrerii, notario nuper electo ad eundem informandum dominam nostram reginam pro dictis heredibus et suptibus ipsorum heredum.

---

[fol. 13]

[19, 1387/07/31]

XIII

Consilium novum et vetus<sup>31</sup>

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die ultima mensis julii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta peragenda.

Nomina ipsorum

---

<sup>31</sup> Signe de X situé à droite du titre et sous le numéro de folio, écrit d'une encre différente plus noire que celle qu'utilise le scribe actuel ; il est probable qu'il indique de cette façon que les décisions prises ce jour-là furent annulées, ce que l'on peut présumer de la note marginale du notaire, ainsi que de l'ordonnance d'annulation du 28 mars 1389 en [73e].

nobilis Petrus Olivarii	
Petrus Motini	de consilio veteri
nobilis Guillelmus Giraudi	Isnardus de Bastita
Berardus Aymerici	Johannes Feutrerii
Johannes Aymerici	Johannes Garnerii
<Aud> Johannes Raynaudi	magister Petrus Gaufridi
Guill[elm]us Bonis	Jacobus Peleti
Raymundus Bossigue	Johannes Quatuorlibrarum
Andreas Mayfredi	nobilis Gaufridus de Brinonia

**[b]** Et primo cum spectabiles viri domini Georgius de Marlio et Petrus de Bolio, milites capitanei generales in Provincia cum eorum exercitu et vicaria Draguiniani veli[n]t et intendunt toto eorum posse ad honorem serenissimi principis domini nostri /domini/ Ludovici regis ponere obsegiu<sup>32</sup> circa castrum Flayosqui<sup>33</sup> in quo sunt emuli dicti domini nostri regis, ob quam rem requisiverunt de succurssu <domini> dictum honorabile consilium. Igitur domini supradicti, volentes toto posse facere totum illud succurssum quod poterunt, ordinarunt quod incontinenti accedant ad dictum segiu<sup>34</sup> viginti balistarii cum uno sufficienti homine qui eos habeat gubernare et solvatur eisdem stipendia unius menssis ad rationem trium florenorum pro quolibet.

**[c]** Et elegerunt Andream Mayfredi qui eos habeat gubernare, cui<sup>35</sup> detur pro stipendiis florenos octo.

**[d]** Et ad solvendum predicta, ordinarunt unam talliam ad rationem duorum solidorum pro centenaro.

/Nichil de premissis venit ad effectum/<sup>36</sup>

<sup>32</sup> Confluence probable du terme latin *obsidium* et du mot provençal *sege* ayant tous deux le sens de siège.

<sup>33</sup> Commune de Flayosc (c<sup>on</sup> de Draguignan, dép. du Var).

<sup>34</sup> Du mot provençal *sege* : siège.

<sup>35</sup> Ms : *cum*

<sup>36</sup> Annotation marginale du notaire à gauche du paragraphe précédent.

---

[fol. 13v]

[20, 1387/08/01]

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die primo mensis augusti, <confre> congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

nobilis Guill[elm]us Giraudi

Berardus Aymerici

Johannes Aymerici senior

magister Raymundus Bossigue

Johannes Raynaudi

magister Johannes Fedoni

Guillelmus Bonis

Petrus Arbaudi

de consilio veteri

nobilis Bertrandus Olivarii

magister Petrus Gaufridi

Johannes Quatuorlibrarum

**[b]** Et primo ordinaverunt supradicti domini syndici et consisiali unam talliam ad rationem <dominorum> duorum grossorum pro quolibet sentenario supra et infra ad solvendum stipendia brigantium qui accedere debent ad segium Flayosqui, cassata prima tallia retroscripta ordinata ad solvendum ad rationem duorum solidorum<sup>37</sup> pro ce[n]tenario cum non sufficeret. Quam exigat nobilis Bertrandus Olivarii et habeat pro suo salario florenos auri sex.

---

<sup>37</sup> Ms : *solidi*

**[c]** Item ordinarunt pro conservatione fructuum quod nulla persona cujuscumque conditionis existat audeat vel presumat suis vel alienis pedibus intrare alienam vineam territorii Brinonie, sub pena de die viginti quinque solidorum de die et duplum de nocte et ultra banum consuetum, cujus pene <medie> tertia pars aplicetur domino baiulo curia regia et alia tertia pars denunciante et relicta tertia pars domino cujus erit vinea. Que ordinacio duret hinc ad XV diem post instans festum sancti Michaelis et non ultra.

[fol. 14]

XIII

**[d]** Item ordinarunt, dicto domino baiulo et capitaneo volente et consentiente, quod nulla persona cujuscumque conditionis exista[t] audeat aportare de sua vinea nec aliena, nisi tres racemos, sub pena quinque solidorum pro quolibet et vice quallibe[t], cujus pene medietas aplicetur dicto domino baiulo et alia denunciante nisi vendemiaret pro uno faciendo.

**[e]** Item ordinarunt quod omne animal caprini possit et valeat stare et pastorgare libere et impune infra terminias territorii Brinonie et extra sine banno et tala dum tamen non sint in *mala fach* seu faciant malum et hoc ab inde inantea et tantum quantum erit guerra in Provi[n]cia nonobstantibus quibuscumque statutis. Quam ordinationem idem dominus baiulus ratam habens expresse confirmavit.

---

[fol. 14v]

**[21, 1387/08/05]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die V<sup>to</sup> mensis augusti, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta peragenda.

Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii  
 Petrus Motini  
 nobilis Gaufridus de Intercastris  
 nobilis Guillelmus Giraudi  
 Feraudus Feraudi  
 magister Jacobus Cabrerii  
 Johannes Raynaudi  
 Johannes Aymerici senior  
 magister Raymundus Bossigue

**[b]** Nichil ordinarunt quia non est numerus completus ipsorum dominorum.

---

[fol. 15]

**[22, 1387/08/07]**

XV

#### Consilium novum et vetus

**[a]** Anno incarnationis ejusdem millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die VII<sup>a</sup> mensis augusti, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili et circumspecto viro domino Guillelmo de Sparrono jurisperito, iudice curie regie ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta peragenda.

#### Nomina ipsorum de consilio novo

nobilis Petrus Olivarii (S)  
 Petrus Motini (S)  
 nobilis Gaufridus de Intercastris  
 magister Jacobus Cabrerii  
 Andreas Mayfredi  
 magister Johannes Fedoni  
 Johannes Raynaudi  
 magister Raymundus Bossigue

nobilis Gaufridus de Brinonia  
 Monnetus Bartholomei  
 Johannes Quatuorlibrarum  
 magister Jacobus Peleti

**[b]** Et primo cum quidam armiger comorans in castro de Flassanis<sup>38</sup> qui vocatur Gauseronus, heri que fuit die VI<sup>o</sup> hujus mensis augusti pro marca discurrerit territorium ville Brinonie et inde uundecim boves armos ad castrum de Bessa<sup>39</sup> duxerit vel alibi ubi voluerit pro debito trecentorum florenorum auri in quo heredes quondam providi viri Guillelmi Guiraudi eidem Gauserono teneri asseritur, licet ipsi heredes, videlicet Amalvinus et Bernardus <Melzey> Melzey, se asserant in tanta quantitate non teneri. Et quia ipsa universitas ville Brinonie et sing[u]lares persone<s> ipsius ville multa et innumerabilia dapna passa et<sup>40</sup> passe sunt, culpa ipsorum heredum sic dictum debitum solvere renuentium, et dubitatur de majori dapno, ideo unanimiter ordinarunt quod dicti syndici accedant ad domum ipsorum heredum

[folio 15v]

unamecum notario infrascripto et ante ipsorum heredum presenciam protestent de omni dapno, expensum et interesse illato et in posterum inferendo ipsi universitati et sing[u]laribus personis ipsius ratione et occa[sione] illius ma[r]che et omnibus et ipsa incidentibus et emergentibus.

**[c]** Et incontinenti prenominati domini syndici, sindicario nomine ipsius universitatis, volentes et cupientes ordinationes dicti honorabilis consilii perducere ad effectum, ad domum ipsorum heredum accecerunt et invenientes ipsos heredes in carreria ante domos ipsorum heredum coram eisdem heredibus protestarunt supradicti domini syndici, sindicario nomine quo supra, de omni dapno illato et inferendo ipsi universitati et sing[u]laribus personis ipsius per eundem Gauseronum et suos complices ratione et occasione marche supradicte debiti dictorum III<sup>c</sup> florenorum auri ut supra non solutorum /et/<sup>41</sup> de <quibus> omnibus universis et singulis<sup>42</sup> expensis, dapnis, gravamibus et interese propterea illatis et inferendis occasione premissorum.

<sup>38</sup> Commune de Flassans-sur-Issolle (c<sup>on</sup> de Besse-sur-Issolle, dép. du Var).

<sup>39</sup> Commune de Besse-sur-Issolle (c<sup>on</sup> de Besse-sur-Issolle, dép. du Var).

<sup>40</sup> Ms : mot redoublé

<sup>41</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à gauche du début de ligne.

**[d]** De quibus omnibus et singulis dicti domini syndici petierunt sibi fieri publicum instrumentum per me notarium publicum infrascriptum, quod possit dictari si opud fuerit, consilio peritorum facti, substantia non mutata.

Actum Brinonie ante domos ipsorum heredum, videlicet in carreria, presentibus nobili Bermundo Drogoli et magistro Jacobo Cabrerii notariis de Brinonia, testibus vocatis et ad predicta rogatis. Et me, Guillelmo Borrelli, notario publico et ipsius honorabilis consilii notario et cetera.

**[e]** Et incontinenti dicti heredes, volentes totum illud remedium quod poterunt ponere in premissis, requisiverunt dictos magistros Bermundum Drogoli et Jacobum Cabrerii ut ad castrum de Bessa vel de Flassanis se vellint conferre ad loquendum cum dicto Gauserono super premissis et facere de dicto negocio prout esset eorum propio, nam quicquid in premissis fecerit ratum gratum et firmum habere intendunt et non contravenire. De quibus dicti magistri Bermundus et Jacobus /petierunt/<sup>43</sup> instrumentum. Actum ut supra et presentibus dictis dominis sindicis.

---

[fol. 16]

**[23, 1387/08/26]**

XVI

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XXVI mensis augusti, congregato honorabili consilio ville Brinonie infra curtem regis palatii, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta peragenda.

Nomina ipsorum

---

<sup>42</sup> Ms : *guilis* avec un tilde.

<sup>43</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne.



nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Guill[elm]us Giraudi

Berardus Aymerici

magister Raymundus Bossigue

Guillelmus Bonis

Johannes Aymerici filius G[uillelmi]

magister Johannes Fedoni

Petrus Arbaudi

Johannes Raynaudi

**[b]** Et primo ordinarunt ipsi domini syndici et consilarii, dicto domino baiulo presente et consentiente, quod cum Bonifacius Combe et Franciscus Basterii ut arrendatores bannorum ville Brinonie istis diebus non longe preteritis petierint banum Poncio Guillelmi de Brinonia de duobus agulhatis<sup>44</sup> de sause<sup>45</sup> scisis et collectis per ipsum Poncium et portantis, ipso non invento eas scindendo, quod ipse Poncius a banno et omni pena sit liber et quitius et nichil solvat.

**[c]** Item ordinaru[n]t, nonobstante aliquo statuto in contrarium edito, quod omnis et quecumque persona cujuscumque <person> conditionis existat audeat et possit aportare ab inde inantea sauser causa fuste bobum vel alterius fuste viridi vel cita<sup>46</sup> ad villam Brinonie sine banno, dum tamen illa persona non sit inventa per bannerios vel aliam personam ipsam fustam sauseris scindentem.

---

[fol. 16v]

**[24, 1387/09/13]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII, die XIII mensis septembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Gaufrido de

---

<sup>44</sup> Du mot provençal *agulhada* : aiguillon de bouver.

<sup>45</sup> Du mot provençal *sauser* : saule.

<sup>46</sup> Lecture incertaine; possiblement pour *cite*, prompt, ayant ici le même sens que *viridi*, soit jeune et vert.

Intercastris, vicebaiulo et capitaneo ville Brinonie pro nobili viro Johanne de Ligarda, consilium tenentes ad subscripta peragenda.

#### Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Guill[elm]us Giraudi

Feraudus Feraudi

Joh[ann]es Raynaudi

magister Jacobus Cabrerii

magister Raymundus Bossigue

Berardus Aymerici

Andreas Mayfredi

magister Johannes Fedoni

**[b]** Et primo ordinarunt, ipso domino vicebaiulo et capitaneo presente, volente et consentiente, quod nobilis Guillelmus Giraudi et Andreas Mayfredi accedant statim incontinenti cum litteris credencie apud castrum de Carseribus<sup>47</sup> ad presenciam magnifici viri domini Fulconis de Ponteves qui habet aliqualem desisionem et melenconiam cum probis hominibus castri de Vallo<sup>48</sup>, ad concordandum eosdem probos cum eodem domino Fulcone ut melius poterunt ad hoc ut dictus dominus Fulco non habeat materiam eosdem probos in aliquo dapnificare.

---

[fol. 17]

**[25, 1387/09/24]**

XVII

#### Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXX septimo, die XXIII<sup>a</sup> mensis septembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio ad sonum campane, ante presenciam viri nobilis Gaufridi de Intercastris, vicebaiuli et

---

<sup>47</sup> Commune de Carcès (c<sup>on</sup> de Cotignac, dép. du Var).

<sup>48</sup> Commune du Val (c<sup>on</sup> de Brignoles, dép. du Var).

vicecapitanei curie regie ville Brionie pro nobili Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brionie, consilium tenentes et facientes ad subscripta peragenda.

#### Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Guillelmus Giraudi

magister Jacobus Cabrerii

Petrus Arbaudi

magister Raymundus Bossigue

Berardus Aymerici

Johannes Raynaudi

**[b]** Et primo, dicto domino vicebaiulo volente et consentiente, ordinarunt pro custodia et conservatione gentium ville Brionie et animalium dicte ville que habent cotidie accedere extra villam ad negociandum per territorium, quod fiat una tallia in dicta villa ad rationem unius grossi argenti pro quolibet centenarium librarum et supra et infra centenarium et qui libram non habet etiam solvat

[fol. 17v]

unum grossum pro mense quolibet et per duos menses, seu hinc ad festum sancti Andree proximum futurum, ad solvendum stipendia gachiorum comorantium supra montes territorii ville jamdicte et alia onera ipsius universitatis. Quam exigat Johannes Raynaudi et habeat pro suo salario ut habuit magister Petrus Cogorde de grossis per eum exactis ratam pro rata.

---

[fol. 18]

**[26, 1387/09/30]**

XVIII

#### Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini M<sup>o</sup>CCCLXXX septimo, die ultima mensis septembris, congregato honorabili consilio ville Brionie novo et veteri in regio palacio, coram nobili et circumspecto viro domino Rostagno Fabri, iudice curie regie ville Brionie, consilium tenentes ad subscripta peragenda.

## Nomina ipsorum sunt hec

nobilis Petrus Olivarii (S)	
Petrus Motini (S)	de consilio veteri
nobilis Gaufridus de Intercastris	Isnardus de Bastita
nobilis Guillelmus Giraudi	Johannes Feutrerii
Feraudus Feraudi	Johannes Garnerii
magister Jacobus Cabrerii	magister Petrus Gaufridi
Berardus Aymerici	Joh[ann]es Quatuorlibrarum
Guillelmus Bonis	nobilis B[er]trandus Olivarii
Johannes Raynaudi	
Monnetus Bossigue	
Petrus Arbaudi	
Andreas Mayfredi	
Johannes Fedoni	
Johannes Aymerici	

**[b]** Et primo cum nobilis et circumspetus vir dominus Guillelmus de Sparrono<sup>49</sup>, olim judex ville Brinonie,

[fol. 18v]

faciat nu[n]c suum syndicatum et inde fuit preconizatum quod omnis persona que de eodem conquereretur scribere faceret suam petitionem per notarium curie et cum nullus de eo conqueratur <d> nec se scribi fecit juxta relationem dicti domini judicis et magistri Guillelmi Tannaroni notarii curie; ideo, attento suo bono regimine, eidem domino Guillelmo licenciam recedendi contulerunt et eundem a tempore sue syndicationis totaliter liberarunt, dicto domino judice ejus successore presente et benigne concentiente.

**[c]** Item noverint universi et singuli presentes pariter et futuri, quod <cum nobilis> existens et personaliter constitutus <nobilis> nobilis vir Bertrandus Pererii<sup>50</sup> de Aquis<sup>51</sup>

<sup>49</sup> Il fut nommé juge des baillies de Barjols, Brignoles et Saint-Maximin pour une période d'un an par des lettres de la reine Marie datées du 8 juin 1386 (Jean LE FÈVRE, *op. cit.*, p. 279).

in regio palacio ville Brinonie et in presencia predictorum dominorum de consilio et aliorum supranominatorum et <exhibuit et presentavit> /exposuit/ eisdem dominis sindicis et consiliariis quod cum ipse nobilis Bertrandus Pererii hodie presentaverit dominis officialibus curie regie Brinonie quasdam litteras clausas unacum quibusdam patentibus litteris a magnifico et potente viro domino Georgio de Marlio milite, capitaneo generali in Provi[n]cia pro illustrissimo principe domino nostro domino Ludovico rege Jerusalem et Sicilie et comitatum Provincie et Forcalquerii comite, emanatas sigilloque proprio ipsius domini Georgii sigillatas, quas petiit per eosdem dominos officiales exequi et executioni debite demandari ut in eisdem continetur.

[d] Quarum tenor literarum clausarum sequitur et est talis:

*A mos cars amix lo bayle e capitani e autres officials de Brihnola e a lurs luactenentz. Cars et grans amix, cresi fermament que vos est enformat consi per vigor dels capitols del acordia fermatz en la union d'aquesta ciutat d'Ayys uuncascun deu recobrar sos bens en la forma et en la maniara*

[fol. 19]

XIX

*que los tenia d'avant l'entroyt de la guerra. E totas cavilhations vostadas sobre que lo nolbe Bertrant Perier et sa mayre aian alguns bens, el dich Bertran sen vagua la per recebre la possession dels bens d'avant dich, yau vos requeri da part madama strechament e expressa e pregui caramente de la miana que vos lo dich Bertran, en nom siau e de sa mayre juxta la tenor de la comession que vos mandi an las presens, vulhas metre en possession real e corporal de totz los bens que aqui tenian d'avant l'introyt de la guerra e los mantengas per vias*

<sup>50</sup> Fils d'un certain Philippe Pererii, chevalier et chambellan de la reine qui reçut de celle-ci en 1350 une terre, un jardin et un pré à Brignoles avec leurs revenus (Jean-Luc BONNAUD, *Un état en Provence : les officiers locaux du comte de Provence au XIV<sup>e</sup> siècle (1309-1382)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, Cédérom : annexe II, catalogue des officiers royaux, annexe II-P, p. 5, n° 824), et de son épouse Catherine de Crota, petite-fille d'André de Crota qui fut un personnage important, tour à tour membre du conseil de ville d'Aix, conseiller du roi, juge des premières appellations de Provence et maître-rational (Jean-Luc BONNAUD, *op. cit.*, annexe II-C, p. 19, n° 398).

<sup>51</sup> Commune d'Aix-en-Provence (départ. des Bouches-du-Rhône).

*opportunas de drech en aysins con eran d'avant que intres aquesta de susdicha guerra. Sobre que vos pregui que non y aia falta en quant que vos ames la gracia de madama, car vos mi fares grant <plaserer> plaser e a madama servisi e atresins satisfares a deute. E sobre ayso mi mandas que sera aordenat, car sias certan que madama vol que en aysins sia tant del quant de totz les autres d'aquesta union. Diaus sia garda de vos. Scrich a Aycs lo XXVII de septembre. Georgi de Marles, capitani general en Provensa.*

**[e]** Deinde sequitur tenor ipsius comissionis:

Georgius de Marlio miles, pro serenissimo principe et domino<sup>52</sup> Ludovico rege <Irhm> Jerusalem et Sicilie comitatum Provincie et Forcalquerii comite, capitaneus in Provincia generalis, baiulis et capitaneis ceterisque<que> officialibus de Brinonia, de Porreriis<sup>53</sup> et de Buce<sup>54</sup> ad quos spectat et presentes pervenerint cuilibetque vel locatenentibus eorundem, salutem et dilectionem sinceram. Si regia celsitudo quos amplexa est brachiis pietatis super rependio propiorum prosequitur intentione benigna promissione quidem servans super capitulis nove pacis ut eo maxime ipsorum acrescat fidelitatis devotio et ceteri hujus exemplo

[fol. 19v]

ad sui gremium citius reducantur nobis equum videtur et consonum rationi. Sane cum juxta formam et seriem capitulorum concordie inhiatorum et firmatorum noviter inter serenissimam dominam nostram dominam Mariam reginam regnorum et dictorum comitatum comitissam ex parte una, et civitatem Aquensem, Aquenses, eosque de unionem sua ex altera, omnes debeant bona sua quecumque ubilibet rehabere, semotis difficultatibus et caviliosis anfractibus quibuscumque, fidelitati vestre tenore presentium regia et reginali auctoritate qua fungimur, ad penam fidelitatis expresse precipimus et mandamus quatenus, receptis presentibus, nullo alio expectato mandato,

---

<sup>52</sup> Ms : mot redoublé

<sup>53</sup> Commune de Pourrières (c<sup>on</sup> de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, dép. du Var).

<sup>54</sup> Commune de Bouc-Bel-Air (c<sup>on</sup> de Gardanne, dép. des Bouches-du-Rhône).

nobilibus domine Katherine Pererie et Bertrando ejus filio <pra> pratum et ferraginem, <debitam> dictam vulgariter "ortum regis", laudumia et trezena que in Brinonia, dominium et sehnoriam ferragines et servicia que in Porreriis, servicia etiam atque jus tascarum que in Bucu ac alia universa et singula bona, stabilita, servicia, census, redditus et proventus qui<sup>55</sup> fuerint et in quibuscumque consistent, que actenus in locis predictis et eorum territoriis vestrum cujuslibet dictioni subjectis, suo proprio vel alterius cujuscumque nomine per se vel per alium ante guerre presentis<sup>56</sup> introytum legitime possidebant, statim cessantibus machinationibus quibuslibet et frivolis apellationibus non admissis, nonobstantibus etiam venditionibus et alienationibus forte factis per quosvis nunc tenentes <sicut uunquam fuerunt> et possidentes easdem aut titulo reginalis concessionis et donationis aut alias quomodolibet etiam mobilia si existant libere restitui faciatis. Et eos ad vos inantea venientes sicut uunquam fuerunt ante introytum hujus guerre vel procuratores ipsorum inmitatis in corporalem et realem possessionem suorum bonorum et possessionum quarumlibet ac tenentibus super harum detentione presentium vigore, perpetuum silencium imponatis, facientes illis de singulis dictorum bonorum et possessionum fructibus a quibuscumque per integrum

[fol. 20]

XX

responderi ac manutenentes et deffendentes eos<dem> in possessione ipsorum viribus curie et remediis opportunis. Cauteque super presentium serie diligenciam sic adhibeatis selerem quod super fidelitatis mandato de hoberdencia promptitudini comendari possitis et valeatis, alias penas graves reginalis magestatis vobis inflingendas arbitrio penitus evitare, hiis debite excecatis superscriptis remanentibus presentanti. Datum Aquis sub nostro sigillo quo utimur, die XXVII mensis septembris, anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>. P. Garnerii.

---

<sup>55</sup> Ms : mot redoublé

<sup>56</sup> Ms : *preventis* avec un tilde



**[f]** Sequitur tenor presentationis ipsarum literarum ut ecce. Quibusquidem literis honore, /humilitate/ ac reverencia quibus decet receptis, per eosdem dominos officiales apertis, lectis et publicatis et earum tenore perlecto, <ibidem> presentibus ibidem nobilibus viris Petro Olivarii et Petro Motini sindicis et pluribus aliis de consilio ville Brinonie et ibidem se opponentibus in contrarium, nomine et pro parte universitatis ville jamdicte, vigore cujusdam privilegii et certorum capitulorum in eodem contentorum dati et concessi eidem universitati ville jamdicte per serenissimam et inclitam dominam nostram dominam Mariam, Dei gracia reginam Jerusalem et Sicilie comitatum Provincie et Forcalquerii comitissam, et dictis dominis officialibus per eosdem producti et ostensi, ad cujus privilegii observanciam prout asseruerunt dicti domini officiales medio juramento tenentur vigore statutorum in Provincia editorum, in quoquidem privilegio continentur capitula infrascripta tangencia contenta in comissionibus antedictis, quorumquidem capitulorum in secundo privilegio contentorum tenor sequitur et est talis:

**[g]** Eorumdem quidem fidelium nostrorum et regionum de Brinonia, considerantes quod tum propter mortelitates tum etiam propter guerras sunt, sicut informamur credendis relationibus, plurimum in populo diminuti, onera relevare et diminuire compatibiliter cupientes quorum universitas tenetur annis singulis in quingentis turonensium argenti solvendis anuatim regie curie dicte ville, sumam ipsam

[fol. 20v]

dictorum quingentorum <turonorum> turonensium ad unum turonem argenti pro quolibet focalari dicte ville Brinonie annis singulis dicte regie curie exsolvendum et per clavarium dicte curie qui nunc est vel pro tempore fuerit exhigendum per imperpetuum hujus instrumenti tenore de certa nostra sciencia reducimus de gracia speciali et residuum plus totum quod est eis remittimus et totaliter relaxamus quibuscumque donationibus et concessionibus nonobstantibus in adversum. Votis itaque fidelium nostrorum et regionum de Brinonia anuentes quod licet nonnullae persone certas possessiones francas [teneant et possideant in dicta villa Brinonie et ejus

territorio]<sup>57</sup> tamen ut sit licitum et permissum quibuscumque tales possessiones habentibus ipsas vendere sine aliquo trezeno et tradere ad acapitum perpetuum ad omnimodam voluntatem ipsorum, sicut et prout audivimus consuetum esse in Aquis, in Areis et diversis aliis locis Provincie, hoc fieri perpetuo concedimus et specialiter assentimus.

**[h]** Predicti siquidem domini oficiales responderunt se benigne fore paratos ipsas literas excequi et contenta in <eisdem> eisdem adimplere prout in eisdem comittitur et mandatur, exceptis tamen et remotis in hiis que continentur in capitulis antedictis datis et concessis universitati jamdicte per sacram reginalem magestatem antedictam, ad quorum observanciam tenentur vigore capitulorum in Provincia editorum. Tamen parati sunt in aliis omnibus in dictis literis eisdem comissis viriliter et celeri expeditione ipsum nobilem Bertrandum in possessionem realem <et personalem> et corporalem inmitere et manutenere <de> totis viribus curie omni conditione remota. /Quibusquide[m] literis et omnibus supradictis in coro consilii lectis et intellecto tenore omnium premissorum, dicti domini syndici et consiliarii eundem nobilem Bertrandum presentem et audientem cum instan[cia] quanta possunt requisiverunt ut nomine suo proprio et dicte domine Katherine ejus matris franchises et libertates dicte ville vellit confirmare, aprobare et ratificare et observare, ut de eo confidunt, ad hoc ut inter eos non oriatur questio nec aliqua melenconia nasci possit ratione premissorum.<sup>58</sup> Hinc fuit quod idem nobilis Bertrandus Pererii, certus [et] certificatus plenarie de predicto privilegio universitati jamdicte concesso et capitulis in eodem contentis et superius

[fol. 21]

XXI

---

<sup>57</sup> Passage omis par le notaire du conseil lors de la copie des deux chapitres du privilège dans ce registre; restitué ici d'après la copie dans le Livre rouge (AA1) au folio 29v, mais dont la moitié inférieure – soit la partie contenant le passage manquant évoqué ci-dessus – a été arrachée, son contenu étant recopié au bas du folio 32 par une main beaucoup plus tardive, à partir d'un acte aujourd'hui perdu.

<sup>58</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne et dont la dernière partie, à partir de *ad hoc*, continue au bas de la contre-page.

declaratis per dictam reginalem excellenciam concessis, ratificando et aprobando omnia /universa et singula in predictis duobus capitulis expressata/<sup>59</sup> in quibus idem nobilis Bertrandus hodie concensiit et contradicere non intendit. Imo, omnia privilegia, libertates et franquesias hujus ville Brinonie et maxime capitula predicta, tanquam unus ex civibus seu incolis ville jamdicte de Brinonia, observare et adimplere /et in quantum ipsum tangit et de jure potest aut debet aprobare, ratificare et confirmare iterum et iterum <vit> vult et/<sup>60</sup> intendit sponte, non cohatu, non deceptus nec in aliquo circumventus, sed sua spontanea voluntate motus, per se et suos heredes et juris et rei /imposterum/ successores quoscumque, attenta forma capitulorum in dicto privilegio <concessorum> contentorum licet /ante concessionem ipsius privilegii/ dicta universitas de Brinonia annis singulis teneretur solvere de mense aprilis quingentos turones argenti. Id circo /idem nobilis Bertrandus, per se et suos heredes et imposterum juris et rei successores quoscum[que], nonstantibus concessi[o]nibus sibi factis ab inde inantea non vult/<sup>61</sup> <non vult> nec intendit exligere, nisi tantummodo et dumtaxat unum turonem argenti pro quolibet focalari dicte ville, quem turonem argenti pro quolibet focalari ab inde inantea <vult et intendit> idem nobilis Bertrandus, /juxta concessione[m] sibi factam, possit/<sup>62</sup> exligere et levare singulis annis in villa Brinonie de mense aprilis, ipsius nobilis Bertrandi propriis sumptibus et expensis et non aliter nec alio modo. Et residuum totum quod est vel pro tempore fuerit /seu quod sibi deberetur/ eisdem dominis sindicis et consiliariis presentibus, stipulantibus et nominibus ipsorum propriis et ipsius universitatis ville Brinonie remisit, cessit, concessit et per imperpetuum desamparavit, quibuscumque donationibus et concessionibus nonobstantibus in adversum. Item cum ante concessionem privilegii ipsi universitati concessi de rebus et possessionibus

---

<sup>59</sup> Passage intercalé introduit par un appel de note distinctif et situé dans la marge de gauche.

<sup>60</sup> Passage intercalé introduit par un appel de note distinctif et situé dans la marge de gauche.

<sup>61</sup> Passage intercalé introduit par un appel de note distinctif et situé dans la marge de gauche.

<sup>62</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne.

francchis scitis in villa Brinonie et ejus territorio solveretur trezenum dum vendebantur, nunc vero juxta capitulum in dicto privilegio contentum non datur trezenum de aliqua possessione franca; igitur, observando et observare intendendo capitula ipsi universitati concessa per dictam<sup>63</sup> excellenciam reginalem, idem nobilis Bertrandus per se et suos, nomine suo proprio et nobilis <Cath> domine Catherine ejus matris,

[fol. 21v]

omne et quodcumque jus, omnem actionem et rationem quod seu quas<sup>64</sup> habent vel habere visi sunt vel eisdem spectare possent quovismodo titulo seu via in trezenis percipiendis de /et super/ rebus franchis /venditis et/ vendendis scitis in villa Brinonie et ejus territorio eisdem dominis sindicis et consiliariis presentibus, stipulantibus et ut supra recipientibus, donavit et remisit per imperpetuum et quod ab inde inantea dicta universitas et singularis persona ipsius possit et valeat per imperpetuum vendere et emere ac ad acapitum dare possessiones /et res/<sup>65</sup> francas sine prestatione alicujus trezeni. Et predicta /universa et singula/<sup>66</sup> omnia idem nobilis Bertrandus Pererii, nomine quo supra per se et suos, /rata et grata habens/, attendere et complere promisit et convenit /et sponte super sancta Dei evangelia juravit/<sup>67</sup> contraque non facere, dicere vel venire, tacite vel expresse, directe vel per oblicum, subtilitate, ingenio vel calliditate, omniaque privilegia, libertates, franchises et immu[n]itates dicte ville firmiter observare et contra ea nunquam venire, sub obligatione omnium bonorum suorum presentium et futurorum et sub omni jure et facti renunciacione pariter et cautela.

---

<sup>63</sup> Ms : mot redoublé

<sup>64</sup> Ms : *que*

<sup>65</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne.

<sup>66</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à gauche du début de ligne.

<sup>67</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne.

[i] De quibus omnibus universis et singulis, dicti domini syndici, sindicario nomine ipsius universitatis, petierunt sibi fieri publicum instrumentum et publica instrumenta et tot quod inde habere voluerit quod seu que dictari possit, corrigi, reffici, meliorari et etiam emendari, semel et pluries productum in iudicio vel non productum, extractum in formam publicam vel non, unius vel plurium, peritorum consilio facti, substantia <in aliquo> non mutata.

Actum Brinonie, videlicet in aula palatii regii dicte ville, presentibus nobilibus et circumspectis viris dominis <Guillelmo de> Rostagno Fabri de Cadaneto<sup>68</sup> iudice ville Brinonie, Guillelmo de Sparrono de Podio Verio<sup>69</sup> jurisperitis, providis viris Isnardo de Bastita, nobili Bertrando Olivarii, Johanne Feutrerii, Johanne Garnerii, Johanne Quatuorlibrarum et magistro Petro Gaufridi notario de Brinonia, testibus vocatis et ad predicta rogatis. Et me, Guillelmo Borrelli, notario publico et cetera.

Factum est instrumentum<sup>70</sup> per me Guillelmum Borrelli.

---

[fol. 22]

[27, 1387/10/02]

XXII

### Consilium

[a] Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die II<sup>a</sup> mensis octobris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in curte regii palatii, coram nobili viro Gaufrido de Intercastris, vicebaiulo et vicecapitaneo curie regie Brinonie pro nobili Johanne de Ligarda, consilium tenentes, ipso domino vicebaiulo presente et consentiente, ad subscripta.

### Nomina ipsorum

---

<sup>68</sup> Commune de Cadenet (c<sup>on</sup> de Cadenet, dép. du Vaucluse).

<sup>69</sup> Commune de Puyvert (c<sup>on</sup> de Cadenet, dép. du Vaucluse).

<sup>70</sup> Un acte daté du même jour que cette séance du conseil et aujourd'hui perdu fut recopié aux folios 75 à 78v du Livre rouge (AA1) au moment de sa collation en 1389.

nobilis Petrus Olivarii (S)

Feraudus Feraudi

Guillelmus Bonis

Andreas Mayfredi

magister Raymundus Bossigue

Berardus Aymerici

Johannes Raynaudi

magister Johannes Fedoni

Johannes Aymerici filius Guillelmi

**[b]** Et primo ordinarunt, de ipsius domini vicebaiuli licencia et voluntate et ipso presente et concentiente, auditores computorum quarumcumque talliarum et peccuniarum in villa Brinonie pro parte universitatis exactarum, videlicet nobiles Petrum Olivarii, Petrum Motini syndicos, Feraudum Feraudi mercatorem, magistrum Jacobum Cabrerii notarium et magistrum Johannem Fedoni, qui nomine dicti communis habeant inspicere et cum diligencia qua convenit particulariter examinare computa et rationes quarumcumque exactarum<sup>71</sup> peccuniarum in villa Brinonie et finaliter, in uno quaterno omne id et quicquid ipsi universitati debetur describere et inde relationem ipsi consilio facere et si quitandi sunt quitare et alias circa premissa bene et legaliter ut confidunt facere juxta quod eis videbitur faciendum.

[fol. 22v]

**[c]** Item ordinarunt quod extimatores ville Brinonie habeant extimare hospicium retroa[c]tis t[em]p[or]ibus locatum per magistrum Jacobum Franerii a provido viro quondam Guillelmo Guiraudi mercatore, cum heredes ipsius Guillelmi intendunt, ut fertur, ultra debitum rationis ab ipso magistro Jacobo exhigere et habere pro loquerio ipsius et inde juxta extimam idem magister Jacobus solvat et non plus.

[fol. 23]

**[28, 1387/10/28]**

XXIII

Consilium

<sup>71</sup> Ms : *quorumcumque exactorum*



**[a]** Anno Domini M<sup>o</sup>CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XXVIII mensis octobris, congregato honorabili consilio ville Brinonie infra curtem palacii regii, coram nobili viro Gaufrido de Intercastris, vicebaiulo et capitaneo curie regie ville Brinonie pro nobili viro Johanne de Ligarda, consilium tenentes ad subscripta peragenda, ipso domino vicebaiulo presente et consentiente.

Nomina ipsorum

nobilis P[etrus] Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

Guillelmus Giraudi

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

Johannes Aymerici

magister Jacobus Cabrerii

Johannes Raynaudi

magister Johannes Fedoni

magister Raymundus Bossigue

**[b]** Et primo ordinaverunt quod dicti domini syndici, nobilis Bertrandus Olivarii et ego Guillelmus Borrelli debeamus incontinenti cum diligencia qua convenit perquirere et ex[a]minare cartularia rationum universitatis dicte ville et a quinque annis citra et inspicere debentes arayragia vel quecumque alia ipsi ville et sucessive, nomina et cognomina omnium personarum debentium in uno quaterno scribere cum qua[n]titatibus per tales debitis et causam quare et inde relationem in coro consilii presentis facere quid erit actum super premissis.

---

[fol. 23v]

**[29, 1387/11/03]**

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die tercio mensis novembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie tan novo quam veteri in regio palacio, coram nobili viro Johanne de Ligarda, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta et ipso presente <et v>.



## Nomina ipsorum

nobilis P[etrus] Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

Gaufridus de Brinonia

Guillelmus Giraudi

Isnardus de Bastita

magister Jacobus Cabrerii

Raymundus Bossigue

Johannes Fedoni

Johannes Aymerici

Feraudus Feraudi

Johannes Garnerii

Johannes Feutrerii

Berardus Aymerici

Bertrandus Olivarii

magister Petrus Gaufridi

Johannes Raynaudi

Johannes Quatuorlibrarum

[b] Et primo, cum dicatur seu fama sit quod serenissima domina nostra domina Maria, Dei gracia regina, pridem instituerit senescallum Provincie videlicet dominum Baltasarem<sup>72</sup>, igitur ordinarunt pro bono et pasifico statu hujus ville et totius patrie circumvicine quod nobiles viri Guillelmus Giraudi et Gaufridus de Intercastris, nomine et pro parte ville Brinonie, incontinenti accedant ad presenciam dicte reginalis magestatis ad suppl[i]candum eidem devotissime ut dignetur illum dominum Baltasarem ab officio senescallie si factum sit revocare et si factum non sit non instituere et habeant loqui cum dominis de consilio regio super predictis.

<sup>72</sup> En novembre 1382, dans le cadre de la guerre de l'Union d'Aix, Charles de Duras, adversaire de Louis d'Anjou pour la succession de Jeanne I<sup>ère</sup>, avait nommé un sénéchal en la personne de Balthazar Spinola (Alain VENTURINI, « La guerre de l'Union d'Aix (1383-1388) », dans *1388 : la dédition de Nice à la Savoie*, sous la dir. de Rosine CLEYET-MICHAUD et al, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990, p. 47), doublant et faisant concurrence à Foulque II d'Agoult, sénéchal nommé par la reine Jeanne en 1376 et fidèle au parti angevin. À la mort de ce dernier en 1385, son successeur désigné, Georges de Marle, exerça les fonctions de sénéchal sans en avoir reçu les lettres officielles. En 1387, après la fin de la guerre de l'Union d'Aix, Marie de Blois hésitait toujours entre Balthazar Spinola et Georges de Marle; offrant d'abord l'office à Balthazar, elle revint sur sa décision quelques jours plus tard et l'offrit finalement à George de Marle en décembre 1387 (Fernand CORTEZ, *op. cit.*, p. 82).

/VIDE QUOMODO ANTIQUITUS FUIT SUPPLICATUM QUOD NON AMOVEATUR SENESCALLUS  
QUI PRO TUNC ERAT/<sup>73</sup>

/ET NUNC 1482 A NATIVITATE EST QUASI SIMILIS QUESTIO DE D[\*\*\*]/<sup>74</sup>

---

[fol. 24]

**[30, 1387/11/15]**

XXIII

### Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII, die XV mensis octobris<sup>75</sup>, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, regio scutifero, schansono, castellano, baiulo et capitaneo curie regie ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta, ipso domino presente, volente et consentiente.

### Nomina ipsorum

nobilis P[etrus] Olivarii (S)

P[etrus] Motini (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

Guillelmus Giraudi

magister Jacobus Cabrerii

Andreas Mayfredi

Johannes Aymerici

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

Petrus Arbaudi

Johannes Raynaudi

Johannes Fedoni

---

<sup>73</sup> Annotation marginale d'une main plus tardive à gauche du paragraphe précédent (datée par le scribe lui-même de 1482 dans la note suivante) que nous nommerons commentateur A lors des prochaines références à ce scribe.

<sup>74</sup> Annotation marginale du commentateur A dans la marge inférieure gauche.

<sup>75</sup> Le mois est erroné puisque les deux dernières séances du conseil sont datées du 28 octobre et du 3 novembre respectivement.

**[b]** Et primo cum quidam juvenis qui vocatur Johannes Columbi de Avinione obtinuerit a domina nostra regina officium notarie Brinonie<sup>76</sup> serviendum per substitutum, quod est contra libertates et statuta regia <dicte> et cum idem Johannes Columbi velit et intendat ponere in dicta curia unum notarium sufficientem et ydeneium per spacium unius anni et non ultra ad electionem dominorum predictorum qui habeat tenaciter observare privilegia, libertates et franchisesias dicte ville; ideo ad postulationis i[n]stanciam ipsius Johannis, ordinarunt quod magister Jacobus Cabrerii, notarius de Brinonia, sit in dicta curia regia Brinonie tantummodo pro presenti anno notarius pro dicto Johanne, protestantes quod per aliqua que dicant vel faciant non intendunt prejudicare nec in aliquo derogare eorum privilegiis, statutis regiis nec libertatibus ipsius ville. Qui magister Jacobus habeat jurare in manibus dicti domini baiuli bene, fideliter et legaliter se agere erga ipsum officium et tenaciter observare privilegia, statuta et libertates dicte ville.

---

[fol. 24v]

---

[fol. 25]

XXV

---

[fol. 25v]

---

[fol. 26]

XXVI

---

[fol. 26v]

---



---

<sup>76</sup> Par faveur spéciale et à l'intercession du pape, il avait obtenu l'office de notaire de Bringnoles « *in forma specialissima ad vitam suam* » le 21 août 1387 (Jean LE FEVRE, *op. cit.*, p. 384). Il était encore titulaire du poste le 17 mars 1389 puisqu'on trouve au folio 33v du Livre rouge (AA1) la copie d'un acte, attestant l'exécution d'une lettre du sénéchal qui accordait un nouveau privilège, signé par « *Guillelmus Tannaroni notarius dicte curie pro Johanne Columbi* ».

[fol. 27]

[31, 1388/02/13]

XXVII

## Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo <CCCLXXVII<sup>o</sup>> CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XIII<sup>a</sup> mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capithaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes, ad subscripta.

## Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii

Petrus Motini

nobilis Gaufridus de Intercastris

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

magister Jacobus Cabrerii

Johannes Fedoni

Petrus Arbaudi

Guillelmus Bonis

magister Raymundus Bossigue

Johannes Aymerici

**[b]** Et primo, ordinarunt quod cum providus vir Feraudus Feraudi tempore magne caristie expendiderit quamdam revam de qua paratus est reddere computum et ipsos dominos syndicos et consiliarios instanter requisivit ut velint audire suum computum de reva predicta, qui domini syndici et consiliarii ordinarunt auditores ipsius reve, videlicet dominos syndicos, nobilem Gaufridum de Intercastris, magistrum <Johannem> Jacobum Cabrerii et magistrum Johannem Fedoni. Qui audiant computum et rationem ipsius Feraudi et inde eum quitient seu quitiationem faciant condecensem casu quo in nichilo erit universitati obligatus, al[ia]s refferat consilio ea que deberetur per eundem.

**[c]** Item ordinarunt quod in questione mutuorum factorum per quondam Johannem de Castronovo et in debitis in quibus idem quondam Johannes teneri posset, domini

auditores audiant <ipsa> rationem heredum dicti quondam Johannis et inde juxta quod eis videbitur se concordent.

[fol. 27v]

**[d]** Item domini syndici supranominati necnon providi viri Feraudus Feraudi, magister Jacobus Cabrerii et magister Johannes Fedoni, dudum electi ad audiendum computa et rationes quarumcumque talliarum et p[e]cuniarum per ipsam universitatem mutuo receptorum, hinc retro fecerunt in coro consilii relationem infrascriptam prout in cedula subscripta per eos in consilio tradita latius continetur.

[fol. 28]

**[32, 1388/02/15]**

XXVIII

#### Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XV mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes.

#### Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

nobilis Guillelmus Giraudi

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

Raymundus Bossigue

magister Jacobus Cabrerii

Petrus Arbaudi

magister Johannes Fedoni

Johannes Raynaudi

Andreas Mayfredi

Johannes Aymerici

**[b]** Et primo cum per dictos dominos supradictos fuit electus Andreas Mayfredi ad accedendum ad castrum Arearum<sup>77</sup> cum literis consilii ad honorem domini nostri

<sup>77</sup> Commune d'Hyères (c<sup>on</sup> de La Crau/Hyères-Est/Hyères-Ouest, dép. du Var).

regis ad dandum et presentandum sucurssum ville Arearum et inde, idem Andreas Mayfredi retulerit in consilio quod nobiles et honorabiles viri domini capitaneus, sindici et consiliarii Arearum benigne et gracieose requirunt dominos capitaneum, syndicos et consiliarios ville Brinonie ut mitant ad dictum locum Arearum solum tres <nob> honorabiles viros ville Brinonie qui habeant ad honorem serenissimi domini nostri domini Ludovici regis toto eorum posse eidem universitati Arearum dare consilium, auxilium et favore[m] in dicto loco Arearum cum aliis dominis qui de presenti sunt in eodem loco. Et incontinenti, volentes toto eorum posse dare <cons> consilium, auxilium et favorem ipsi universitati ut supra est dictum, elegerunt nobiles Gaufridum de Intercastris, Guillelmum Giraudi et providum virum Johannem Feutrerii qui personaliter accedant ad locum Arearum pro causa predicta. Quibus taxarunt pro eorum salario unum florenum auri per diem et pro quolibet.

[fol. 28v]

**[c]** Item ordinarunt quod nobilis Bertrandus Olivarii solvat etolvere teneatur restam talliarum per eum exactarum dictis retrospectis nobilibus viris Guillelmo Giraudi, Gaufrido de Intercastris et Johanni Feutrerii electis ad eundum apud /locum/ Arearum pro causis prescriptis et pro eorum stipendiis.

**[d]** Item cum universitas ville Brinonie teneatur et sit obligata venerabilis et religiosus dominabus monialibus monasterii Artacelle in certa pecunie summa pro anuali alberga solvenda<sup>78</sup> in festo sancti Michaelis, ideo ad solvendum ipsis dominabus ordinarunt unam<sup>79</sup> talliam ad rationem unius grossi argenti pro quolibet sentenario supra et infra centenarium. Quam exigit nobilis Bertrandus Olivarii et habeat juxta quod habuit de aliis pro rata pro suo salario.

**[e]** /Electio consilii/<sup>80</sup>

---

<sup>78</sup> Redevance annuelle de trente livres due aux moniales de La Celle à la suite de la cession de l'albergue faite au profit de ces dames par Raymond-Bérenger V, comte de Provence de la maison de Barcelone, en mai 1225 (copie non-datée du XVIII<sup>e</sup> siècle, cote CR1, nouveau classement Mireur [NCM par la suite]).

<sup>79</sup> Ms : *unum*

<sup>80</sup> Annotation marginale du notaire à gauche du paragraphe suivant.

Item ordinarunt supranominati domini syndici et consilarii, de ipsius domini baiuli et capitanei licencia et voluntate et ipso presente, providendo indepnitati universitati ville Brinonie cum tempus eorum finiat die XXIII hujus mensis februarii vel die XXV dicti mensis propter bisestum qua die celebrabitur festum beati Mathei apostoli, volentes igitur providere de sindicis et consiliariis eis subsedentibus qui habeant ipsam universitatem ville Brinonie regere et gubernare ad honorem altissimi Dei et gloriose virginis Marie ejus pie matris et honorem et fidelitatem serenissimi principis domini nostri Ludovici, Jerusalem et Sicilie Dei gracia regis comitis Provincie, et prosperum statum ipsius universitatis et singularum personarum ejusdem ville prout actenus consuetum

[fol. 29]

XXIX

est et notario<sup>81</sup> ad scribendum ordinationes et negocia ipsius futuri honorabilis consilii cum gagiis et emolumentis consuetis. Qui, Dei nomine invocato, elegerunt ut sequitur.

Nomina electorum sunt prout ecce

nobilis Gaufridus de Intercastris, dominus castri de Palude (S)  
Isnardus de Bastita (S)

Consilarii

nobilis Gaufridus de Brinonia  
Johannes Garnerii  
Raymundus Bartholomei  
nobilis magister Bermundus Drogoli  
nobilis Guillelmus Gaufridi  
<nobilis Bertrandus de>  
Isnardus Claverii  
magister Johannes Moteti

---

<sup>81</sup> Ms : *notarium*



Johannes Ayglesimi  
 Jacobus Blanqui filius Guillelmi  
 Johannes Martini  
 Raymundus de Gihnaco junior  
 Johannes Aymerici junior

Et ego Guillelmus Borrelli pro notario consilii.

**[f]** Et incontinenti dicta electione facta, prenomatus dominus baiulus eosdem confirmavit.

---

[fol. 29v]

**[33, 1388/02/18]**

Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVII, die XVIII mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in domo nobilis Gaufridi de Intercastris, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

nobilis Gaufridus de Brinonia

Isnardus de Bastita

Johannes Feutrerii

Bertrandus Olivarii

magister Jacobus Cabrerii

Berardus Aymerici

Feraudus Feraudi

Isnardus Broquerii

Guillelmus Bonis

Johannes Martini

Bertrandus de Comis

Hugo Pugeti

Isnardus de Brinonia

[b] Et primo cum nobilis Johannes de Graulheto <p> capitaneus Gasconorum cum sua comitiva in numero VI<sup>xx</sup> hodie aplicuerint Brinonia et inde vellint intrare infra fortalitium attentis literis domini Provincie senescalli et quia serenissima domina nostra preceperit domino capitaneo ville Brinonie ut nullus permitat instrare de societate dicti nobilis Johannis qui cum sua comitiva valde apareant irati, ideo pro conservatione honoris domini nostri regis Ludovici et ville Brinonie, dictus dominus capitaneus et domini supradicti ordinarunt quod dicti armigerii non intrent infra villam, nisi dictus nobilis Johannes de Graulheto cum octo vel novem sociis per eum si voluerit eligendis, tamen pro eorum pecunia provideatur eisdem de victualibus [\*\*\*]<sup>82</sup>  
/Vacat quia alibi/<sup>83</sup>

[fol. 30]

XXX

[c] Primo nanque ordinaverunt quod cum hodie nobilis Johannes de Graulheto, capitaneus sertorum armigerorum, aplicuerit apud presentem villam Brinonie et vellet cum sua comitiva intrare dictam villam prius non ostensis quibusdam literis domini Provincie senescalli. Et cum in mandatis habuerint expresse a sacra reginali magestate per suas literas ne dictum nobilem Johannem de Graulheto seu ejus comitiva intrare permiterent decetero infra dictam villam, nisi per aliud mandatum fiendum per dictam sacram reginalem magestatem hoc fuisset expresse preceptum<sup>84</sup>; propter quod prefattus dominus capitaneus, syndici et consilium, attentis ipsis literis reginalibus, ipsos nobilem Johannem cum sua comitiva intrare in ipsam villam non poterant bene nec honeste consentire, <p> ob quod ipsi armigeri fuerunt multipliciter irati, inferentes hinc inde quamplures minas. Et deinde, hostenssis et presentatis ibidem in dicto consilio quibusdam literis domini Provincie senescalli nullam mentionem facientibus de literis reginalibus antedictis, ideo attentis

<sup>82</sup> Le paragraphe est rayé d'un X, ce qui l'annule légalement selon la méthode traditionnelle des notaires.

<sup>83</sup> Annotation marginale du notaire ajoutée à gauche du paragraphe précédent.

<sup>84</sup> Le 7 décembre 1387, les capitaines Jean de Graulhet et Bertrand Boitard avaient pris Balthazar de Spinola et ses gens en otage afin de réclamer leurs gages à la reine et ce n'est que le 1<sup>er</sup> février 1388, une fois la situation résolue, que la reine leur accorda des lettres de rémission, lettres dont les gens de Brignoles n'avaient probablement pas encore eu vent (Jean LE FÈVRE, *op. cit.*, p. 475 et 509).

et consideratis pluribus rationibus ad honorem et fidelitatem domini nostri regis Ludovici et ad conservationem presentis ville, ordinaverunt in dicto consilio quod dicti armigeri pro nunc nullathenus intrent ipsam villam fortiores gentibus dicte ville, nisi prius aliud mandatum expressum haberent a dicto domino senescallo.

**[d]** Item ordinaverunt quod eisdem armigeris allo[g]iatis in hostalariis burgii dicte ville ubi bene et honeste possunt interesse provideatur de victualibus et aliis necessariis precio competenti, ita videlicet quod pro honore dicti domini nostri regis et ipsius domini senescalli, denayrate seu victualia ipsa non vendantur cariori precio quo solitum est vendere in dicta villa.

[fol. 30v]

**[e]** Item ordinaverunt quod nobilis Bertrandus Olivarii et magister Jacobus Cabrerii ex parte dicti domini capitanei et consilii vadant ad dictum nobilem Graulhetum sicut et fecerunt et dicant sibi quod si ipse cum septem vel octo de suis sociis per eum eligendis intrare vellit dictam villam, hoc faciat pro libito voluntatis ad honorem dicti domini nostri regis et domini senescalli antedicti.

---

**[34, 1388/02/19]**

#### Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII, die XIX<sup>a</sup> mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes.

#### Nomina ipsorum

nobilis Petrus Olivarii

Petrus Motini

magister Jacobus Cabrerii

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

Johannes Aymerici

Johannes Raynaudi

Guillelmus Bonis

magister Raymundus Bossigue

Johannes Fedoni

**[b]** Et primo ordinaverunt quod scribatur nobilibus viris Gaufrido de Intercastris domino de Palude, Guillelmo Giraudi et provido viro Raymundo Bartholomei, ambaxiatoribus ville Brinonie Areis scistentibus quod visis literis per eos missis dominis supradictis et cum Johannis Aymerici pro suis negociis debeat accedere ad locum Arearum, tradatur eisdem litera credencie qui eis ex parte ipsorum <q> explicet quod hinc ad diem dominicam proximam ipsi ambaxiatores stent in loco predicto.

---

[fol. 31]

**[35, 1388/02/22]**

XXXI

### Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XXII mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili <et> viro Johanne <de Ligarda> Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

### Nomina ipsorum

Petrus Olivarii (S)

Petrus Motini (S)

Gaufridus de Intercastris

Guill[elm]us Giraudi

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

Monnetus Bartholomei

Johannes Raynaudi

Johannes Fedoni

magister Jacobus Cabrerii

magister Raymundus Bossigue

**[b]** Et primo audita relatione facta per nobiles Gaufridum de Intercastris, Guillelmum Giraudi et providum virum Raymundum Bartholomei de ambaxiata facta per eos ad locum Arearum.

**[c]** Item aprobando et ratificando ac confirmando ordinacionem pridem factam, videlicet die XVIII hujus mensis februarii, de non permitendo intrare infra presentem villam armigeros fortiores gentibus hujus ville, noviter ordinaverunt pluribus rationibus consideratis ad honorem tamen et fidelitatem serenissimi domini nostri domini Ludovici, Dei gracia regis Jerusalem et Sicilie comitis Provincie, et pro conservando hanc villam sub ejusdem domini nostri regis dominio et sehnoria atque hobediencia, quod decetero gentes armorum extranei sive forenses, sive sint stipendiarii dicti domini nostri regis sive non, intrare nullathenus debeant presentem villam nisi essent Provinciales attentis periculis hinc inde emergentibus, salva et retenta consciencia et ordinacione spectabilis et magnifici viri domini Georgii de Marlio, senescalli Provincie. Cui /scribatur/<sup>85</sup> ex parte dicti domini capitanei, sindicorum et consilii supplicando eidem quod predictam ordinacionem habeat gratam et ratam et eam dignetur predicto consilio observare pro indepnitate dicte ville.

/NOTA PRO CAUTHELA AD OBIANDUM MALICIIS ARMIGERORUM/<sup>86</sup>

---

[fol. 31v]

**[36, 1388/02/23]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XXIII mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobibili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

Nomina ipsorum

Petrus Olivarii  
Petrus Motini

---

<sup>85</sup> Passage intercalé introduit par un caret et situé dans la marge de gauche.

<sup>86</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

Feraudis Feraudi  
Berardus Aymerici  
magister Jacobus Cabrerii

Johannes Raynaudi  
Petrus Arbaudi  
magister Johannes Fedoni  
Guillelmus Bonis  
magister Raymundus Bossigue

**[b]** Et primo ordinarunt <ordinar> quod scribatur honorifice dominis capitaneo, vintheneriis<sup>87</sup> et consilio Arearum super literis per eos missis ad singula respondendo.

---

[fol. 32]

**[37, 1388/02/25]**

XXXII

#### Consilium novum et vetus

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XXV mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

#### Nomina ipsorum de consilio novo

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

Gaufridus de Brinonia

Johannes Garnerii

magister Bermundus Drogoli

Jacobus Blanqui

Guillelmus Gaufridi

Johannes Ayglesimi

#### nomina de consilio veteri

P[etrus] Motini      P[etrus] Olivarii

Guillelmus Giraudi

Berardus Aymerici

Johannes Aymerici

Andreas Mayfredi

Petrus Arbaudi

---

<sup>87</sup> Membres d'un conseil formé de vingt personnes, ce qui est précisément la situation de Hyères d'après l'exemple donné dans DU CANGE, *Glossarium mediæ et infimæ latinitis*, Graz, Akademische Druck-U Verlagsanstalt, 1954.

Isnardus Claverii  
 Johannes Martini  
 Johannes Aymerici junior  
 Johannes Moteti  
 Raymundus de Gihnaco  
 Monnetus Bartholomei

Raymundus Bossigue  
 Johannes Raynaudi  
 Guillelmus Bonis  
 magister Jacobus Cabrerii

**[b]** Et primo providus vir Petrus Motini olim syndicus tradidit et manualiter assignavit<sup>88</sup> nobilibus viris Gaufrido de Intercastris et Isnardo de Bastita sindicis noviter electis, videlicet quoddam privilegium<sup>89</sup> continens quomodo consilium <novum> vetus possit eligere consilium novum et notarium.

**[c]** Item aliud privilegium universitati concessum per serenissimam dominam nostram dominam Mariam, Dei gracia Jerusalem et Sicilie reginam, eisdem tradiderunt et assignaverunt seu alteri eorum, item assignavit eisdem sigillum consilii, que fuerunt assignata in presencia omnium dominorum predictorum de presenti.

**[d]** Item fuit aqutiatus nobilis Bertrandus Olivarii de omnibus talliis per eum exactis et recollectis, audita relatione P[etri] Olivarii, P[etri] Motini, Feraudi Feraudi, magistri Jacobi Cabrerii, Johanni Fedoni.

Et etiam ego fui quitatus de omnibus tallii[s] per me exactis, magister Jacobus Cabrerii sumpsit notam.

/Testes: P[etrus] Robaudi, P. Olventi, G. Barreme/<sup>90</sup>

[fol. 32v]

**[e]** Item ordinarunt quod Johannes Aymerici filius Guill[elm]i teneat clavem portalis fratrum Minorum.

Item Fulco de Caturco teneat clavem pontis dicti portalis.

<sup>88</sup> Ms : *assionavit* ; le scribe a omis de compléter la boucle inférieure du *g*, ce qui laisse un o fautif.

<sup>89</sup> Acte sur parchemin daté du 8 octobre 1377 (cote DS 1/11, ACM), également recopié aux folios 26 à 27 du Livre rouge (AA1).

<sup>90</sup> Liste de témoins inscrite par le notaire à gauche du paragraphe précédent.



Item Isnardus Broquerii teneat clavem guisqueti portalis Sancti Petri.

Item Hugo Capucii teneat claves pontis levaticii et tabule Sancti Petri.

**[f]** < M°CCCLXXX/VIII/, die XV junii

Gaufridus de Intercastris

Isnardus de Bastita

Gaufridus de Brinonia

Johannes Garnerii

Raymundus de Gihnaco

Johannes Martini

Raymundus Bartholomei

Johannes Fedoni

Johannes Ayglesimi

Guillelmus Gaufridi

Jacobus Blanqui

Johannes Moteti

Isnardus Claverii

Fiat unum grossum pro uno mense extraat Bertrandus Olivarii. Posita est in cartulario.><sup>91</sup>

---

[fol. 33]

**[38, 1388/02/27]**

XXXIII

In nomine Domini, Amen.

**[a]** Cartularium honorabilis consilii universitatis ville Brinonie inceptum sub anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVII, die XXVII mensis februarii propter bisestum, regnante serenissimo principe domino nostro Ludovico, Dei gracia Jerusalem et Sicilie rege comite Provincie, regnorum vero ejus anno [\*\*\*], feliciter Amen!

---

<sup>91</sup> Paragraphe écrit en bas à gauche et entièrement biffé par un seul trait vertical; il n'est pas écrit au bon endroit du registre selon la chronologie et l'information y est très succincte; cette information est d'ailleurs retranscrite et complétée dans la suite chronologique au folio 40v.

**[b]** Scriptum per me Guillelmum Borrelli notarium, filium quondam Fatii Borrelli de Berzesio<sup>92</sup>, vallis Sturane<sup>93</sup>, Turinensis diocesis, habitatorem ville Brinonie, nunc notarium ipsius honorabilis consilii ad scribendum negocia universitatis antedictae et ordinanda per eos ut ecce.

**[c]** Anno et die quibus supra, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Joh[ann]e Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta peragenda.

Et hec sunt nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

nobilis Gaufridus de Brinonia

Isnardus Claverii

nobilis Bermundus Drogoli

Jacobus Blanqui

Johannes Garnerii

Johannes Martini

Raymundus Bartholomei

Johannes Aymerici junior

Monnetus de Gihnaco

Johannes Ayglesimi

**[d]** Et primo, cum consensu et voluntate ipsius domini baiuli et capitanei et ipso presente et volente, ordinarunt ut<sup>94</sup> actenus consuetum est subscripta seu re[s]cripta.

[fol. 33v]

Nomina ipsorum sunt hec

Auditores bannorum

nobilis Johannes de Brinonia

Feraudus Feraudi

<sup>92</sup> Bersezio (province de Cuneo, Piémont, Italie).

<sup>93</sup> Vallée de Stura, sur le versant Nord du massif des Alpes-Maritimes.

<sup>94</sup> Ms : *aut*

## Extimatores

nobilis Petrus Olivarii  
 Petrus Motini  
 Petrus Arbaudi  
 Johannes Aymerici

## Operarii ecclesie

Berardus Aymerici  
 Bertrandus Galline

## Allealatores mensurarum et ponderum quarumcumque et quorumcumque

magister Petrus Tavernoni  
 magister Johannes Fedoni

## Regardatores carniū et piscium

Johannes Gracie  
 Johannes Quatuorlibrarum

## Ponderatores panis

magister Franciscus Fabri notarius  
 Petrus Maurini

## Custodes clavium capcie consilii

domini sindici et Johannes Garnerii

**[e]** Item ordinarunt quod dum spectabilis vir dominus Georgius de Marlio Provincie senescallus erit, ibidem incinuentur eidem pro parte ville sex entorcas ceree ponderis IIII<sup>or</sup> librarum pro quolibet et viginti quinque rasa civate.

**[f]** Item domino majori judici etiam incinuentur pro parte dicte ville duas entorcas et quinque rasa civate.

[g] Et ad solvendum supradicta et nonnulla alia debita in quibus dicta universitas tenetur, de ipsius domini baiuli licencia et ipso presente et consentiente, ordinarunt unam talliam ad rationem unius grossi pro quolibet centenario librarum supra et infra centenerium. Quam exhigat nobilis Bertrandus Olivarii cum alia tallia grossorum per predecessores ipsorum ordinata et sic erunt duo grossi exhigendi pro uno mense.

---

[fol. 34]

[39, 1388/02/27]

XXXIII

Consilium novum et vetus

[a] Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XXVII<sup>o</sup> mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta peragenda.

Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris  
 Isnardus de Bastita  
 nobilis Gaufridus de Brino[n]ia  
 nobilis Bermundus Drogoli  
 Johannes Garnerii  
 Raymundus Bartholomei  
 nobilis Guillelmus Gaufridi  
 Raymundus de Gihnaco  
 Johannes Ayglesimi  
 Jacobus Blanqui  
 Johannes Aymerici  
 Johannes Moteti  
 Johannes Martini

de consilio veteri et extra consilium  
 Guillelmus Giraudi  
 /Feraudus Feraudi/<sup>95</sup>  
 P[etrus] Olivarii  
 Berardus Aymerici  
 Raymundus de Gihnaco senior  
 P[etrus] Arbaudi  
 Andreas Mayfredi  
 magister Jacobus Cabrerii  
 Bertrandus Olivarii  
 magister P[etrus] Gaufridi  
 Gaufridus Peleti

---

<sup>95</sup> Nom de *Feraudus Feraudi* inscrit dans la marge à droite de la deuxième colonne et répondant à un appel de note inséré entre les noms de *Guillelmus Giraudi* et *Petrus Olivarii*.

Isnardus Claverii

**[b]** Et primo ordinaverunt quia, ut dicitur, relatum fuit tam domino senescallo Provincie quam gentibus armorum quod dictus dominus capitaneus fuerat in causa quia gentes armorum pridie non intraverunt presentem villam, licet constet de contrario in cartulario ordinacionum consilii hujus ville, ubi fuit ordinatum certis de causis rationabilibus quod dicte gentes armorum infra dictam villam non intrarent; ideo prefatti, inquam, domini syndici et consilarii suprascripti in presencia dicti domini capitanei consilium tenentes,

[fol. 34v]

nemine ipsorum discrepante, aprobando et ratificando ordinacionem et ordinaciones pridem factas per consilium hujus ville de non inmitendo infra presentem villam gentes armorum sub sertis formis et conditionibus atque causis in ipsis ordinacionibus actenus factis particulariter descriptis, noviter ad honorem et fidelitatem domini nostri regis Ludovici et pro conservatione hujus ville sub dominio et sehnoria ipsius domini nostri regis et pro majoribus periculis evitandis certis causis et rationibus justis ordinaverunt quod gentes armorum extranee decetero non intrent infra presentem villam, sed alogent extra in burgis et hostalariis dicte ville et ibi provideatur eis de victualibus et aliis necessariis precio competenti et in ista ordinacione, intelligatur quod dominus senescallus et gentes sui hospicii et quicumque Provi[n]cialis pro eorum libito voluntatis presentem villam intrent et in ea se alogent prout placuerit dicto domino senescallo ordinare. Quamquidem ordinacionem presentem et alias actenus factas per dictum honorabile consilium de non inmitendo gentes armorum infra villam voluerunt habere ratam et ratas firmam et firmas et de illis servandis requisiverunt dictum dominum capitaneum ibidem presentem, salva tamen et retenta in predictis omnibus et singulis voluntate, consiencia et ordinacione dicti domini senescalli Provincie. Et dictus dominus capitaneus, reservans determinationem et ordinacionem dicti domini senescalli ad quem se reportat, respondit quod paratus est predictam ordinacionem observare in quantum poterit et potest de jure et non alias.

/VIDE FORMAM ET PROTESTATIONES DE NON ALLOGANDO ARMIGEROS/<sup>96</sup>

[fol. 35]

[40, 1388/03/04]

XXXV

Consilium novum et vetus

[a] Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die III<sup>a</sup> mensis martii, congregato honorabili consilio novo et veteri ville Brinonie in hospicio providi viri Isnardi de Bastita, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta peragenda.

Nomina ipsorum de consilio novo

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

nobilis Gaufridus de Brinonia

Johannes Garnerii

Raymundus Bartholomei

nobilis Bermundus Drogoli

nobilis Guillelmus Gaufridi

Isnardus Claverii

magister Joh[ann]es Moteti

Johannes Ayglesimi

Johannes Martini

Raymundus de Gihnaco

de consilio veteri

{ nobilis Petrus Olivarii

Petrus Motini } olim syndici

nobilis Guillelmus Giraudi

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

Raymundus Bossigue

magister Jacobus Cabrerii

Petrus Arbaudi

magister Johannes Fedoni

Johannes Aymerici

[b] Et primo cum spectabilis et magnificus vir dominus Georgius de Marlio, comitatum Provincie et Forcalquerii senescallus, disposiverit cum suo regio consilio accedere ante civitatem Tholoni que nundum est de hoberiencia serenissi[mi] principis domini nostri domini Ludovici regis et ibidem talam alborum et vinearum et aliarum quarumcumque facere taliter quod, vel amore vel per vim, dicta civitas se

<sup>96</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

habeat reducere sicut decet et inde requisiverit supradictos dominos hodie de sucursu talandorum et balesteriorum; ideo, ordinarunt unanimiter quod eligantur quinquaginta homines dicte ville sufficientes ad premissa qui sint parati ad primum mandatum predicti domini Provincie senescalli.

/VIDE QUOMODO <POST> DOMINUS SENESCALLUS QUI TUNC<sup>97</sup> FUT DEDIT EFFICACEM OPERAM CIRCA CIVITATEM THOLONI QUI ERAT CONTRARIA REGIS LUDOVICI/<sup>98</sup>

---

[fol. 35v]

**[40 bis]**

Consilium

Anno Domini M<sup>o</sup>CCCLXXX [\*\*\*]

---

[fol. 36]

**[41, 1388/03/21]**

XXXVI

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVII<sup>o</sup>, die XXI mensis martii, congregato honorabili consilio ville [Brinonie] in regio palacio, coram nobili viro Johanne <de Ligarda> Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie <in regio palacio>, consilium tenentes et facientes.

Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris

Isnardus de Bastita

nobilis Bermundus Drogoli

Johannes Garnerii

Jacobus Blanqui

Johannes Moteti

---

<sup>97</sup> Lecture incertaine

<sup>98</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.



Guillelmus Gaufridi  
Johannes Aymerici  
Johannes Ayglesimi

Raymundus Bartholomei  
Isnardus Claverii

**[b]** Et primo ordinarunt quod solvatur providis viris Feraudo Feraudi et magistro Jacobo Cabrerii notario qui fuerunt in tractatu reductionis civitatis Tholoni, quod abeantur pro eorum salario cujuslibet die solidos sex et pro quolibet.

/VIDE QUOMODO HOMINES FUERUNT IN REDUCTIONE CIVITATIS THOLONI/<sup>99</sup>

---

[fol. 36v]

**[42, 1388/04/05]**

Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die V<sup>to</sup> mensis aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum sunt hec

Isnardus de Bastita (S)

nobilis Gaufridus de Brinonia

nobilis Bermundus Drogoli

Johannes Garnerii

Raymundus Bartholomei

Isnardus Claverii

Johannes Ayglesimi

Johannes Martini

Johannes Aimerici junior

**[b]** Et primo ordinarunt quod curentur vallata et fiant stanque.

**[c]** Item quod solvatur heredibus Guillelmi Guiraudi in extenuatione eorum debiti redditus molendinorum universitatis unius anni, qui eam recipiant precio librarum duodecim.

---

<sup>99</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

[fol. 37]

[43, 1388/04/07]

XXXVII

## Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die VII<sup>a</sup> mensis aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

## Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

nobilis Gaufridus de Brinonia

Johannes Garnerii

Johannes Ayglesimi

Isnardus Claverii

nobilis Bermundus Drogoli

Johannes Aymerici

Johannes Martini

Jacobus Blanqui

**[b]** Et primo ordinarunt quod domini syndici, nobilis <Joh> Gaufridus de <Inter> Brinonia et Johannes Garnerii debeant tractare pacem cum domino capitaneo et nobili Guillelmo Giraudi.

**[c]** Item ordinarunt quod pro conservatione gentium ville Brinonie et metu emulorum domini nostri regis, habeantur scous et gachas montium in duobus locis territorii dicti ville et ad solvendum stipendia eorum, ordinarunt unam talliam medii grossi pro centenario supra et infra, ut est consuetum, quam exigat nobilis Bertrandus Olivarii.

[fol. 37v]

[44, 1388/04/08]

## Consilium

**[a]** Anno incarnationis <ejusdem> Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die VIII<sup>a</sup> mensis aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes.

Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris

Isnardus de Bastita

nobilis Gaufridus de Brinonia

Johannes Garnerii

nobilis Bermundus Drogoli

Guillelmus Gaufridi

Isnardus Claverii

Johannes Aymerici

Johannes Martini

Jacobus Blanqui

Johannes Ayglesimi

**[b]** Item primo, ordinarunt quod cum eri ordinaverint unam talliam ad rationem octo denariorum et non possit sufficere ad solvendum stipendia ipsorum et etiam dominabus monialibus monasterii Artacelle libras triginta, quod fiat una tallia ad rationem duorum grossorum pro quolibet centenario supra et infra et pro duobus mensibus. Quam exhigat nobilis Bertrandus Olivarii, cassata illa tallia eri facta.

Et

**[c]** Item ordinarunt quod nobilis Bertrandus Olivarii et Guillelmus Gaufridi accedant ad presenciam domini Provincie senescalli <sup> cum literis consilii super facto domini capitanei et nobilis Guillelmi Giraudi.

---

[fol. 38]

[45, 1388/04/11]

XXXVIII

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die XI mensis aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes.

#### Nomina ipsorum

Isnardus de Bastita

nobilis <Johannes> Gaufridus de Brinonia

Johannes Garnerii

Isnardus Claverii

Johannes Aiglesimi

nobilis Bermundus Dr[o]goli

Johannes Martini

Johannes Aymerici

Jacobus Blanqui

#### De consilio veteri

P[etrus] Olivarii

Johannes Quatuorlibrarum

magister Jacobus Cabrerii

Johannes Fedoni

magister Jacobus Peleti

**[b]** Et primo, ordinarunt unanimiter et concorditer quod cum nonnullae persone religiose <era> cum literis conservatoriis faciant cotidie vexare gentes ville Brinonie et castrorum <ip> baiulie ipsius ville extra eorum locum et diocesum, quod suplicetur domino nostro pape ut dignetur et velit concedere universitatibus dicte ville et locorum sue baiulie privilegium perpetuum ne ad instanciam alicujus persone religiose, eccl[es]iastice vel secularis, possint ab inde inantea extra jurisdictionem ordinariam pro quavis causa citari ac compell[er]i per conquestus, conservatores vel alias qualitercumque. Et de hoc dictus dominus capitaneus habeat scribere in Avinione ad obtinendum dictum privilegium, qui faciat suo posse quod contineatur in dicto privilegio inpetrando quod gentes non extrahentur a presenti villa vel saltim a diocesi Aquensi et in quas non posset obtinere pro tota <vag> baiulia, saltim obtineat pro presenti villa ut ipse melius factam et obtinere poterit.

/PROVISIS TAM PRO VILLA BRINONIE QUAM BAIULIA QUOD NEMO EXTRAHATUR <A SUO> PER  
CONSERVATORES/<sup>100</sup>

**[c]** Item ordinaverunt quod predicta fiant exequantur et solvantur de tallia grossorum,  
videlicet duorum mensium proximorum junii et julii.

---

[fol. 38v]

**[46, 1388/04/15]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die XV mensis aprilis, congregato  
honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili Johanne Drogoli,  
baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes.

Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris  
nobilis Gaufridus de Brinonia  
Isnardus Claverii  
Johannes Moteti  
Johannes Garnerii

nobilis Bermundus Drogoli  
Johannes Aymerici  
Johannes Martini

**[b]** Et primo cum nobiles Bertrandus Olivarii et Guillelmus Gaufridi mandato et  
ordinatione dominorum predictorum acesserint ad presenciam domini Provincie  
senescalli pro concordia domini capitanei et Guillelmi Giraudi, in quo viagio vacarunt  
spacium <X> sex dierum, <quod> ordinarunt quod inter ambos pro eorum salario et  
equorum ac vayleti habeantur unum florenum Camere per diem.

**[c]** Item ordinarunt quod <habeantur> provideatur de una gachia versus iter Luci<sup>101</sup>.

---

<sup>100</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

<sup>101</sup> Commune du Luc (c<sup>on</sup> du Luc, dép. du Var).

---

[fol. 39]

[47, 1388/05/10]

XXXIX

Consilium

[a] Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVIII, die X mensis maii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes.

Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de <Brinonia> Intercastris	
nobilis Gaufridus de Brinonia	Isnardus Claverii
nobilis Bermundus Drogoli	<magister> Raymundus de Gihnaco
Johannes Garnerii	Jacobus Blanqui
Guillelmus Gaufridi	Johannes Martini
magister Johannes Moteti	

[b] Et<sup>102</sup> primo, cum magister *Guilhelmes* phisicus vellet stare in villa Brinonie dum tamen habeat sertam causam a villa Brinonie, ordinarunt quod nobilis Gaufridus de Intercastris, Gaufridus de Brinonia, nobilis Bermundus Drogoli habeant cum eodem magistro *Guilhelmes* praticare negocium et inde faciant relationem.

[c] Item cum capella ecclesie Sancti Salvatoris ville Brinonie et pons novum Caramie minentur ruyna et indigeant reparationis et etiam vestimenta saserdotalia valde sint ipsi ecclesie necessaria, ordinarunt vicesimum quintum <vel> bladi cujuscumque generis et leguminis ac vini ipsi universitati aplicandum et per eandem universitatem recolligendum, ad solvendum omnia que opud fuerit in reparationibus ipsis et raubis ecclesie et in aliis negociis ipsius<sup>103</sup> universitatis que exigantur ab inde inantea.

---

<sup>102</sup> Ms : mot redoublé

<sup>103</sup> Ms : mot redoublé

---

[fol. 39v]

[48, 1388/05/11]

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XI mensis maii, congregato honorabili consilio villie Brinonie in regio palacio, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes.

Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris	
nobilis <J> Gaufridus de Brinonia	Johannes Garnerii
nobilis Bermundus Drogoli	Johannes Moteti
G[uillelmus] Gaufridi	Raymundus de Gihnaco
Isnardus Claverii	Johannes Aymerici
	Johannes Martini

**[b]** Et primo, ordinarunt quod casu quo magister *Guilh[el]mes* phisicus vellit stare in villa Brinonie spacio quinque annorum, quod universitat[i]s ville Brinonie teneatur eidem dare sestaria annone quinquaginta de vicesimo quinto eri ordinato et viginti quinque metretas vini puri et locare sibi hospicium unam vicem tantummodo.

**[c]** Et incontinenti, prenominatus magister Guillelmus phisicus promisit et pactum fecit, prenomina[n]tis dominis consiliariis presentibus et nomine totius universitatis ville Brinonie stipulantibus et recipientibus, stare et continuam moram et residenciam personalem facere in villa Brinonie spacio quinque annorum completorum ab inde inantea numerandorum ad serviendum ville predictae de arte phisicarie bene et legaliter, ratione cujus servicii dicti domini consilarii nomine ipsius universitatis promiserunt eidem magistro Guillelmo dare semel tantum pro dictis quinque annis in proximis me[n]sibus quinquaginta sestaria annon[ae] et habere sibi hosp[iti]cium pro



sua mancione et in proximis vindemiis venturis viginti quinque metretas vini puri et meri sine contradictione quacumque.

/T[estis] Anthonius A[l]bane[e]<sup>104</sup>

**[d]** Fuit actum quod si idem magister Guill[elm]us ante dictum tempus finitum dictorum quinque annorum recederet, restituatur eisdem de dictis L sestariis annone et XXV metretis vini illud quod eveniretur ratam pro rata et tempus pro tempore computato.

**[e]** Et ita promiserunt dicte partes et ip[s]e juravit attendere.

T[estes]        Hugo Pugeti  
                  Raynaudus Ricardi de Brinonia  
                  et Anthonius Albanee de Areis  
    [fol. 40]

XL

**[f]** Item ordinarunt quod domini syndici vel alter ipsorum et nobilis Bermundus Drogoli acedant ad dominum vicarium ad loquendum sibi super facto servitorum et reparationis ecclesie et inde faciant relationem.

---

[fol. 40v]

**[49, 1388/06/15]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XV mensis junii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville, consilium tenentes, ipso domino baiulo presente et consentiente, ad subscripta peragenda.

Nomina ipsorum dominorum

---

<sup>104</sup> Nom de témoin inscrit par le notaire à gauche du paragraphe précédent.

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)  
 Isnardus de Bastita (S)  
 nobilis Gaufridus de Brinonia  
 Johannes Garnerii  
 Raymundus Bartholomei  
 Monnetus de Gihnaco  
 Johannes Martini  
 Johannes Fedoni  
 Johannes Ayglesimi  
 Guillelmus Gaufridi  
 Jacobus Blanqui  
 Johannes Moteti  
 Isnardus Claverii

**[b]** Et primo ordinarunt, dicto domino baiulo presente et consentiente, unam talliam ad rationem unius grossi pro quolibet centenario supra et infra et pro uno mense, ut est consuetum, ad solvendum nonnulla debita in quibus universitas tenetur, quam <exiban> exhigat nobilis Bertrandus Olivarii.

---

[fol. 41]

**[50, 1388/06/24]**

XLI

Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XXIII mensis junii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio coram [\*\*\*]

nobilis Gaufridus de Intercastris  
 Gaufridus de Brinonia  
 Johannes Garnerii  
 Monnetus Bartholomei  
 Raymundus de Gihnaco  
 Guillelmus Gaufridi  
 Johannes Moteti

Isnardus Claverii  
 Jacobus Blanqui

**[b]** Et primo ordinarunt, de ipsius domini baiuli et capitanei voluntate et in ejus presencia, quod scribatur [\*\*\*] pro tallia nuper indicta in clericis ville Brinonie et pro litera prolonguii consueti interdicti ecclesie. Item et quod arma domini nostri domini Ludovici regis aponantur et depingantur in quolibet portali ville Brinonie et sumptibus ville.

/NOTE DE TALLIA INDICTA CONTRA CLERICOS/<sup>105</sup>

---

[fol. 41v]

**[51, 1388/07/14]**

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XIII mensis julii, congregato honorabili consilio novo et veteri in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

nobilis Gaufridus de Brinonia

Johannes Garnerii

Johannes Fedoni

Guillelmus Bonis

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

magister Jacobus<sup>106</sup> Cabrerii

Raymundus de Gihnaco

Jacobus Blanqui

nobilis Bermundus Drogoli

Monnetus Bartholomei

nobilis Guillelmus Gaufridi

Andreas Mayfredi

P[etrus] Arbaudi

Johannes Aymerici

Johannes Martini

Isnardus Claverii

**[b]** Et primo ordinarunt quod incinietur domino Provincie senescallo XVI rasa civate.

---

<sup>105</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

<sup>106</sup> Ms : *Jacobi*

Item Graulheto, rasa XII.

Item Bertrando Boytardi, rasa civate XII.

Et ad solvendum predicta et ea que villa in presenti subire oportet, ordinarunt unam talliam ad rationem unius grossi pro quolibet centenario supra et infra, ut est consuetum pro uno mense.

[c] Item quod tota artilharia ponatur in hospicio consilii.

---

[fol. 42]

[52, 1388/07/15]

XLII

Consilium novum et vetus

[a] Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die XV mensis julii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regia curia, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

nobilis Gaufridus de Brinonia

Raymundus Bartholomei

nobilis Bermundus Drogoli

Johannes Garnerii

Johannes Aymerici

Raymundus de Gihnaco

Johannes Fedoni

Guillelmus Gaufridi

Feraudus Feraudi

nobilis Petrus Olivarii

Jacobus Blanqui

Isnardus Claverii

Berardus Aymerici

Johannes Martini

---

[fol. 42v]

[53, 1388/07/16]

Consilium no[v]um et vetus

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die XVI mensis julii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in curia regia, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo curie Brinonie, consilium tenentes, ipso presente ad subscripta consentiente.

#### Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

nobilis Gaufridus de Brinonia

nobilis Bermundus Drogoli

magister Jacobus Cabrerii

Johannes Garnerii

<Bermundus Drogoli>

Monnetus Bartholomei

Joh[ann]es Martini

Monnetus de Gihnaco

Jacobus Blanqui

Isnardus Claverii

de consilio veteri et extra

nobilis Bertrandus Olivarii

Johannes Raynaudi

Berardus Aymerici

Johannes Quatuorlibrarum

Feraudus Feraudi

Johannes Aymerici filius Guillelmi

Isnardus Broquerii

Johannes Fedoni

**[b]** Et primo cum magnificus et potens vir dominus Georgius de Marlio, comitatum Provincie et Forcalquerii senescallus, habeat diversa ardua negocia presencialiter agere circa deffensionem hujus patrie pro domino nostro rege Ludovico que sine auxilio subditorum complere minime potest, ideo ordinaverunt dicti domini consilarii, in presencia predicti domini baiuli et capitanei presentis et concensientis, <quo> quod ducenti franqui auri eidem domino senescallo per universitatem dicte ville acomodentur sive mutuo tradantur, habita primitus ab eodem domino senescallo cautela ydonea de restituendo eosdem. Quiquidem ducenti franqui incontinenti colligantur per providum virum magistrum Guillelmum Clarii, videlicet ad rationem duorum denariorum pro quallibet libra et unius grossi argenti pro quollibet <centenario> capite sive capagio.

---

[fol. 43]

[54, 1388/07/26]

XLIII

## Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XXVI mensis julii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

## Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris	
nobilis Gaufridus de <Intercastris> Brinonia	Feraudus Feraudi
nobilis <G> Bermundus Drogoli	Guillelmus Gaufridi
Johannes Garnerii	Isnardus Claverii
Monnetus Bartholomei	Jacobus Blanqui
Monnetus de Gihnaco	Johannes Quatuorlibrarum
Guillelmus Bonis	nobilis P[etrus] Olivarii
Johannes Ayglesimi	P[etrus] Motini
Andreas Mayfredi	Isnardus Broquerii
magister Johannes Moteti	

**[b]** Et primo cum dominus prior Artacelle nuper, ut asseritur, imposuerit in territorio Artacelle aliquas novitates contra certas personas in villa Brinonie habitantes, ideo domini sindici locantur cum dicto domino priori et inde in consilio referant.

VIDE SEMPER POSUERUNT PRIORES ARTACELLE NOVITATES IN TERRITORIO ARTACELLE/<sup>107</sup>

**[c]** Item ordinaverunt quod quecumque persona cujuscumque conditionis existat que penes se habeat privilegia, instrumenta, mandamenta, arnesia vel aliquas alias res,

<sup>107</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

illa et illas debeant restituere et assignare dominis sindicis dicte ville hinc ad octo dies proximos. Et de hoc placeat domino capitaneo facere<sup>108</sup> fieri preconizationem.

**[d]** Item quod dicti domini sindici dictas res et privilegia reducere et reportare faciant in domo quondam Arnaudi Catelli, nunc dedicata ad servitium dicti h[on]orabilis consilii, <ubi f> ibi fideliter custodiantur.

[fol. 43v]

**[e]** Item ordinarunt quod aptetur pons levaticium portalis Caramie ad opud aperiendi et claudendi ut e[s]t moris et quod Andreas Mayfredi et ego Guillelmus Borrelli sint operarii ad faciendum ipsum opud expensis ipsius ville et requisiverunt ipsum dominum capitaneum quod concedat licenciam dictis operariis<sup>109</sup> capiendi de fustis et tabulis verdescarum meniorum dicte ville ad opud dicti pontis. Et dictus dominus capitaneus incontinenti dictam licenciam contribuit.

**[f]** Item ordinarunt quod p[ro]vidus vir <dn> Monnetus Bartholomei acedat ad presenciam domini Province senescalli super facto nuper requisito per nobilem Petrum de Saltu et inde scribatur litera credencie.

**[g]** Item ordinarunt quod de residuo tallie nuper exacte per providum virum magistrum Guillelmum Clarii, solvantur expensse faciente in opere pontis et portalis Caramie.

---

[fol. 44]

**[55, 1388/08/15]**

XLIIII

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XV mensis augusti, congregato honorabili consilio ville Brinonie in foro ante tabulam apothecarum circa palacium

---

<sup>108</sup> Ms : *facieri*

<sup>109</sup> Ms : *oproarriis*



contiguam heredum Guillelmi Guiraudi, coram provido viro Feraudo Feraudi, vicebagiulo et capitaneo ville Brinonie pro nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville ejusdem, consilium tenentes ad subscripta.

#### Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

nobilis Gaufridus de Brinonia

Raymundus Bartholomei

nobilis Bermundus Drogoli

Johannes Aymerici

magister Johannes Moteti

**[b]** Et primo ordinarunt, dicto domino vicebaiulo presente et concentiente, quod in excecutione privilegii ipsi ville nuper concessi<sup>110</sup> per serenissimam dominam nostram dominam Mariam, Dei gracia Jerusalem et Sicilie inclitam reginam, nulla persona cujus[cum]que conditionis personali[s], eminencie seu status existat, extranea vel privata, audeat suis vel alienis pedibus inmitere, indroducere seu inmiti seu intrromiti facere <vinum> infra villam Brinonie vinum nec racemos alicujus territorii extranei nisi tantummodo de territorio ville Brinonie, de die nec de nocte, sub pena[m] centum librarum coronatorum regie curie aplicandam et amissionis vini et racemorum ac animaliam dictum vinum seu racemos ducendorum et pro quolibet /<vice>/ et vice quallibet et ita preconisetur.

**[c]** Item quod nulla persona extranea vel privata audeat tenere aliqua animalia porcina nec caprina infra terminias ville Brinonie consuetas <super> sub pena banni statuti.

---

<sup>110</sup> Acte du roi Robert daté du 20 octobre 1340 et copié aux folios 15v et 16 du Livre rouge ( AA1).

**[d]** Item quod nulla persona intret alienam vineam sine licencia domini cuius erit sub pena solidorum decem de die et duplud de nocte, cuius pene tertia pars curie applicetur, alia tertia pars denunciati, alia tertia pars domino cuius erit et ultra banum consuetum et presens ordinacio duret hinc ad <f> die[m] XV post festum sancti Michaelis.

---

[fol. 44v]

**[56, 1388/08/24]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XXIII mensis augusti, congregato honorabili consilio ville Brinonie in curia regia Brinonie, coram nobili viro Feraudo Feraudi vicebaiulo <cur> curie Brinonie, consilium tenentes.

Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

nobilis Bermundus Drogoli

Monnetus Bartholomei

Guillelmus Gaufridi

Johannes Aymerici

Johannes Garnerii

Jacobus Blanqui

nobilis Gaufridus de <Intercastris> Brinonia

Johannes Moteti

<Johannes Moteti>

Johannes Martini

**[b]** Et primo ordinarunt quod reparentur dezene, videlicet domini syndici et magister Bermundus Drogoli cum Johanne Raynaudi, juxta eorum videre et quod gache portaliorum sint quolibet mane in portali in aurora<sup>111</sup>.

---

<sup>111</sup> Ms : *horora*

**[c]** Item ordinarunt, dicto domino vicebaiulo presente et consentiente, quod cum nonnullae persone castrorum de Campis et de Artacella habeant racemos in territoriis ipsorum castrorum que castra sunt sine aliquibus fortaliciis et non audeant dictos racemos infra villam Brinonie apportare, vigore privilegii ipsi universitati concessi, sine licencia dominorum de consilio. Et cum adhuc presens patria sit in guerra et dubitetur de emulis in ipsis castris allogandis et de dapno intollerabili ipsi ville Brinonie inferendo casu quo emuli invenirent victualia in ipsis castris seu burgis, igitur dicti domini syndici et consiliarii <conce>, ob Dei reverenciam et intuitu pietatis et ad hoc ut emuli <nostri> domini nostri regis Ludovici de ipsis victualibus se non possint juvare nec villam cum illis dāpnificare, concesserunt ipsis personis de Campis et de Artacella, tantummodo et non ultra pro presenti sazone, licenciam dictos racemos infra villam Brinonie portandos et quod dicte persone jure[n]t in manibus dominorum <sindicorum> /officialium/ de toto isto anno non vendere vinum extranneum in ipsis castris nisi tantummodo de Brinonia et ipsis castris.

/VIDE ORDINACIONEM QUOMODO RACEMI DE CAMPIS ET DE ARTACELLA NON INGREDIEBANTUR VILLAM NISI CUM JUXTA CAUSA/<sup>112</sup>

---

[fol. 45]

**[57, 1388/09/19]**

XLV

#### Consilium et extra consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die XIX mensis septembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad infrascripta.

#### Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris

---

<sup>112</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

Isnardus de Bastita

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

Johannes Fedoni

Johannes Quatuorlibrarum

Andreas Mayfredi

Johannes Martini

Gaufridus de Brinonia

G[uillelmus] Giraudi

Johannes Garnerii

magister Jacobus Cabrerii

Monnetus Bartholomei

Bermundus Drogoli

magister Guillelmus Clarii

Johannes Aymerici

Jacobus Blanqui

**[b]** Et primo ordinarunt, de ipsius domini baiuli licencia et voluntate et ipso presente et consentiente, quod providus vir magister Guillelmus Clarii exigat et exigere procuret toto posse nomine universitatis omnia universa et singula arrayragia quarumcumque talliarum in villa Brinonie exactarum <int> hinc retro ab omnibus personis dicta arrayragia debentibus et hoc indilate, prout in cedula /seu pendentii<sup>113</sup> sibi per dictum honorabile consilium tradita continetur.

---

[fol. 45v]

**[58, 1388/10/09]**

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die IX mensis octobris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in curia regia Brinonie, coram nobili viro Johanne Drogoli, regio baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta et ipso domino presente et concensiente.

Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris<sup>114</sup>

nobilis Petrus Olivarii

---

<sup>113</sup> Passage intercalé introduit par un caret et situé dans la marge de gauche.

<sup>114</sup> Ms : nom présent deux fois dans la liste

Feraudus Feraudi  
 nobilis Guill[elm]us Giraudi  
 nobilis Bermundus Drogoli  
 magister Jacobus Cabrerii  
 Raymundus de Gihnaco  
 Johannes Garnerii  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 Guillelmus Gaufridi

Petrus Arbaudi  
 Jacobus Blanqui  
 Johannes Fedoni  
 Berardus Aymerici  
 Johannes Aymerici  
 Johannes Martini  
 Isnardus Broquerii  
 Isnardus Claverii  
 magister Johannes Moteti

**[b]** Et primo, ordinaverunt quod casu quo magister Guillelmus phisicus velit stare in villa Brinonie et residenciam personalem facere in dicta villa excercendo suam artem et attendere pacta per eum promissa, quod solvatur eidem pro presenti anno quintam partem quantitatis bladi et vini per <eum pro> ipsam universitatem eidem <universitati> /magistro Guillelmo/ promissam; attento quod ipse non venit incontinenti ad ipsam villam et propter hoc, solvatur eidem ratam pro rata et quod nobilis Gaufridus de Intercastris syndicus habeat cum eodem praticare predicta et inde dicto domino baiulo et capitaneo et consilio relationem facere et cetera.

**[c]** Item ordinarunt quod cum dominus vicarius teneatur et sit obligatus universitati ville Brinonie in <d> una parte in duobus florenis pro blado vinteni per eum reollecto dum fuit ordinatum vintenum et tenetur in uno alio floreno pro talliis suis per <eum ex> nobilem Bertrandum Olivarii exactis, quod dominus capitaneus exigat a dicto domino vicario dictos tres florenos auri et ipsos expendi possit in reparatione portalis Barralerii juxta quod eidem domino videbitur faciendum.

**[d]** Et quod Guillelmus Clarii exhiga[t] restas vinteni ab omnibus adhuc vintenum debentibus, ad solvendum nobili Guillelmo Giraudi illud quod universitas eidem tenetur.

---

[fol. 46]

[59, 1388/10/11]

## Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XI mensis octobris, congregato honorabili consilio<sup>115</sup> ville Brinonie in regia curia, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

## Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

nobilis Gaufridus de Brinonia

Monnetus Bartholomei

nobilis Bermundus Drogoli

magister Johannes Moteti

Guillelmus Gaufridi

Johannes Garnerii

Johannes Martini

Johannes Aymerici junior

**[b]** Et primo, cum universitas ville Brinonie sit diversis personis obligata et indigeat valde pecunia /ad solvendum predicta et maxime stipendia domini Fulconis de Ponteves/<sup>116</sup>, igitur ordinarunt unam <quamdam> talliam ad rationem unius grossi pro quolibet centenario supra et infra centenarium, quam exligere debeat incontinenti providus vir magister Guillelmus Clarii notarius.

---

[fol. 46v]

**[60, 1388/10/18]**

## Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XVIII mensis octobris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in refectorio fratrum Minorum, coram nobili viro

---

<sup>115</sup> Ms : mot redoublé

<sup>116</sup> Passage intercalé introduit par un caret et situé dans la marge de gauche.

Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta peragenda, ipso domino baiulo et capitaneo presente et volente.

Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

nobilis Gaufr[i]dus de Brinonia

Johannes Garnerii

nobilis Bermundus Drogoli

magister Jacobus Cabrerii

Feraudus Feraudi

Petrus Arbaudi

Berardus Aymerici

Guillelmus Gaufridi

Monnetus Bartholomei

Jacobus Blanqui

Johannes Moteti

Isnardus Claverii

Johannes Martini

Johannes Aymerici

magister Johannes Fedoni

**[b]** Et primo ordinarunt, de ipsius domini baiuli licencia et voluntate et ipso presente et volente, quod cum dominus prior Artacelle pridem certa negocia facere habuerit cum predictis dominis sindicis et consiliariis, quod negotium ex toto remiserit domino capitaneo hujus ville et predictis dominis sindicis, ideo iterum remiserunt dictum negotium predictis dominis capitaneo et sindicis qui cum eo se habeant concordare.

**[c]** Item et super facto stipendiorum domini Fulconis de Ponteves.

**[d]** Item aptetur <duo> pons levaticium portalis Sancti Petri.

**[e]** Item, attento tempore aguerrato et quod statuta provi[n]cialia de habendo officiales anuales bene servari non potest,

[fol. 47]



concesserunt omnes simul quod dominus capitaneus predictus remaneat in dicto suo officio prout exstitit<sup>117</sup> ordinatum per dominum Provincie senescallum, cum protestatione sollemniter facta per dictum consilium coram dicto domino capitaneo quod presens concessio quoad alios officiales presentes seu futuros dicta statuta provi[n]cialia non deteriorentur seu eisdem in aliquo prejudicetur.

---

[fol. 47v]

**[60 bis]**

Consilium<sup>118</sup>

**[a]** /Ponantur hic ordinationes scriptas per Johannem Claverii/<sup>119</sup>

---

[fol. 48]

**[61, 1388/11/08]**

XLVIII <XLXV>

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII, die VIII<sup>a</sup> mensis novembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in foro, ante presenciam nobilis viri Johannis Drogoli, baiuli et capitanei ville Brinonie, ipso domino presente et volente, consilium tenentes ad subscripta peragenda.

---

<sup>117</sup> Ms : *exititit*

<sup>118</sup> Seul le titre est inscrit : il semble que les notes de cette séance du conseil aient été prises par un certain *Johannes Claverii* et que, d'après l'annotation marginale, le notaire du conseil *Guillelmus. Borrelli* comptait les retranscrire ici ultérieurement. Il n'y a aucune trace de ce *Johannes Claverii* dans les registres de notaire conservés pour Brignoles, ni dans l'inventaire des actes conservés : il est possible que ce soit un notaire engagé de façon ponctuelle pour le remplacer pendant une absence prévue. Une autre possibilité serait que *Guillelmus Borrelli* se soit trompé et qu'il ait voulu écrire *Isnardum Claverii* (l'abréviation pour *Johannes* étant très semblable à celle pour *Isnardus*), qui est actuellement membre du conseil. Dernière possibilité, il pourrait s'agir du fils d'*Isnardus Claverii* dont on sait qu'il se prénomme *Johannes* (Jean LE FÈVRE, *op. cit.*, p. 269), une hypothèse moins plausible, à moins que ce *Johannes* ne soit en plus notaire.

<sup>119</sup> Annotation marginale du notaire dans la marge supérieure gauche.

## Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris

Isnardus de Bastita

nobilis magister Bermundus Drogoli

Johannes Moteti

Monnetus B[ar]tholomei

nobilis Guillelmus Gaufridi

Johannes Garnerii

[fol. 48v]

**[62, 1388/12/20]**

## Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XX mensis decembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capithaneo ville Brinonie, consilium tenentes.

## Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris

Isnardus de Bastita

Gaufridus de Brinonia

Guillelmus Gaufridi

Johannes Garnerii

Isnardus Claverii

nobilis Bermundus Drogoli

Johannes Martini

Raymundus Bartholomei

Johannes Aymerici

magister Jacobus Cabrerii

**[b]** Et incontinenti dominus capitaneus et nobilis Gaufridus de Intercastris fecerunt<sup>120</sup> relationem de gestis in consilio generali trium statuum<sup>121</sup>.

---

<sup>120</sup> Ms : *fererunt*

<sup>121</sup> Il s'agit des états de Provence tenus à Aix-en-Provence en novembre 1388 et qui avaient pour motif principal l'expulsion des gens d'armes et l'octroi d'un subside permettant de la mener à bien (Michel HÉBERT, *op. cit.*, p. 150).

**[c]** Item ordinarunt quod domini sindici vel alter eorum cum uno ex consiliariis ville audiant computum magistri Guillelmi Clarii sine loquerio super tallis per eum exactis, de qua possint solvere dominis ambaxiatoribus predictis.

---

[fol. 49]

**[63, 1389/01/03]**

XLVIII

Consilium

**[a]** Anno Domini M<sup>o</sup>CCCLXXXVIII, die III<sup>o</sup> mensis januarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

nobilis Bermundus Drogoli

Johannes Garnerii

Guillelmus Gaufridi

Jacobus Blanqui

Johannes Martini

Johannes Aymerici

Johannes Ayglesimi

Isnardus <B> Claverii

**[b]** /VIDE PROVISIONEM PRO SERVICIO ECCLESIE/<sup>122</sup>

Et primo ordinarunt, de ipsius domini baiuli et capitanei voluntate et beneplacito et ipso presente et volente, quod cum divinum officium minus debite fuerit cessatum a longo tempore citra in ecclesia parochialis Sancti Salvatoris ville Brinonie, causante avaricia et mala ordinacione domini Johannis Gauchonis vicarii perpetui dicte ecclesie nolentis in ecclesia predicta tenere, sicut decet, numerum sacerdotum diaconorum et aliorum necessariorum ad servicium divini cultus et si numerum aliquotiens teneat, ipsis servitoribus ecclesie victum et salarium et partem

---

<sup>122</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe suivant.

elemosinarum pertinentium ad eosdem sibi ipsi aprop[r]iat et denegat eisdem elargiri, nec minus pre[s]biteros et alios servitores dicte ecclesie non sufficientes sed ignares procurat secum tenere, ob quod dictum divinum officium in dicta ecclesia non celebratur sicut fieri debet quod cedit in dapnabile detrimentum animarum personarum degentium in dicta villa. Cumque predicta pertineant remediari facere per dictum honorabile consilium, attento quod universitas dicte ville habet gubernationem

[fol. 49v]

sacristie dicte ecclesie et solvit decimas omnium rerum et duas partes onerum dicte ecclesie, ideo comiserunt dicti domini consiliarii dicto domino capitaneo quod in premissis cum dicto vicario perpetuo aut cum domino Aquensi archiepiscopo et si necesse fuerit cum domino nostro papa vel aliter prout sibi visum fuerit remedium aponat tale ad laudem domini nostri Jesus Christi et salutem animarum omnium quod in dicta ecclesia divinum officium celebretur prout decet et pertinet ad talem ecclesiam.

**[c]** Item cum universitas teneatur et sit obligata dicto domino capitaneo et Gaufrido de Intercastris, ambaciatoribus per eandem universitatem missis <in consilio> ad consilium generale Aquis celebrato, in florenis decem pro resta eorum salarii et pro redemptione literarum et aliarum scripturarum in florenis quatuor et medio, ideo ordinauerunt unam talliam ad rationem medii grossi pro centenario supra et infra ut est consuetum, quam extrahat magister Guillelmus Clarii, de qua solvat predicta.

**[d]** Item ordinauerunt quod dictus magister Guillelmus Clarii et nobilis Bertrandus Olivarii die crastina reddant computum et rationem de tallis recollectis per eosdem.

---

[fol. 50]

**[64, 1389/01/20]**

L

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XX mensis januarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum

Gaufriudus de Intercastris

Isnardus de Bastita

nobilis Bermun[dus] Drogoli

Johannes Garnerii

Monnetus Bartholomei

Johannes Aymerici

Guillelmus Gaufridi<sup>123</sup>

Isnardus Claverii

Guillelmus Gaufridi

**[b]** Et primo ordinarunt quod scribatur domino officiali <de> Glandatensi<sup>124</sup> pro Hugone Pugeti hoc modo et cetera.

**[c]** Item cum hodiernis temporibus non invenientur bannerii qui habeant custodire territorium ville Brinonie ut decet, cum multi querquores de presenti depopulentur et destruantur in non modicum detrimentum personarum quarum roverie sunt et multa dapna inferuntur; id circo pro conservatione territorii, ordinarunt <q> tantum hinc ad festum Omnium sanctorum presentem ordinacionem duraturam et non ultra quod Bermundus Ruffi, eptor bannorum, fit suo juramento credendus de banis per eum inveniendis cum hac conditione quod si dictus Bermundus Ruffi aliquod banum denunciaverit vel scripserit<sup>125</sup> in suo cartulario contra aliquam personam fide dignam et illa talis persona fide digna suo juramento dixerit non <comississe> comississe illum banum, quod dicto illius persone stetur et non ipsius Bermundi.

---

[fol. 50v]

---

<sup>123</sup> Ms : nom présent deux fois dans la liste

<sup>124</sup> Il s'agit de l'official de Glandevès, petit évêché du diocèse d'Embrun.

<sup>125</sup> Ms: *scriberit*

[65, 1389/02/08]

## Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die <vii> VIII mensis february, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

## Nomina ipsorum

Gaufridus de Intercastris (S)

Isnardus de Bastita (S)

Johannes Garnerii

nobilis Bertrandus Olivarii

Raymundus Bartholomei

Jacobus Blanqui

nobilis Bermundus Drogoli

Isnardus Claverii

Guillelmus Gaufridi

Johannes Martini

Johannes Aymerici junior<sup>126</sup>

Johannes Ayglesimi

**[b]** Et primo, de ipsius domini baiuli licencia et voluntate, ordinarunt quod domini sindici habeant perquirere duas gachias qui habe[n]t stare supra Machotam<sup>127</sup>, qui habeant nocte et die gachare pro conservatione gentium et averiorum ville Brinonie. Et incontinenti locarunt seu affirmarunt uno mense Guillelmum Andree et Bertrandum Veyrerii qui bene et diligenter habeant gachare nocte et die ut convenit. Quibus dare promiserunt ad rationem trium florenorum pro quolibet et pro mense quolibet seu pro rata.

**[c]** Item Johanni Ruffi nuncio misso cum literis ad habendum veritatem de novitatibus nunc occurrentibus, solidi V denarii IIII.

---

<sup>126</sup> Ms : *junioris*

<sup>127</sup> Bien que ce mot puisse dériver du mot provençal *machot* voulant dire mulet, des notices contenues dans le livre de comptes laissent supposer qu'il s'agirait plutôt d'un lieu-dit surnommé *la Machota* (CC1, fol. 112v et 113).

---

[fol. 51]

[66, 1389/02/15]

LI

Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XV mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo<sup>128</sup> ville Brinonie, consilium tenentes et facientes, <de> ipso domino presente et <faciente> concentiente, ad subscripta.

Nomina ipsorum

Isnardus de Bastita

nobilis Bermundus Drogoli

Johannes Garnerii

Bermundus Drogoli<sup>129</sup>

Johannes Aymerici

Jacobus Blanqui

Johannes Ayglesimi

Guillelmus Gaufridi

Isnardus Claverii

Johannes Martini

Raymundus de Gihnaco

**(b)** Et primo ordinarunt quod cum villa indigeat valde furnis /in quibus possint coquere panem/<sup>130</sup>, ideo nobilis Bermundus Drogoli et Raymundus Bartholomei nomine universitatis habeant ut melius poterunt providere de forno, de fornerio et fornilerio expensis ipsius universitatis.

**[c]** Item ordinauerunt, de voluntate qua supra, quod dictus dominus capitaneus procuret et faciat cum domino archiepiscopo Aquensi quod revocet ordinacionem

---

<sup>128</sup> Ms : *capitanea*

<sup>129</sup> Ms : nom présent deux fois dans la liste

<sup>130</sup> Passage intercalé introduit par un caret et situé dans la marge de gauche.



<dominum> dudum factam per bone memorie dominum Giraudum de Posilhaco<sup>131</sup> super reparatione diversarum causarum pertinentium ad ecclesiam Brinonie et quod audater faciat et ordinet dictus dominus archiepiscopus quod dicta universitas unacum clero expendat in magis necessariis <toto> ipsius ecclesie triginta vel triginta sex florenos.

[fol. 51v]

#### Electio sindicorum et consilii

**[d]** Item ordinarunt supranominati domini syndicus et consiliarii, de ipsius domini baiuli et capitanei licencia et voluntate et ipso presente et consentiente, providendo indepnitati universitati ville Brinonie cum tempus eorum finiatur die XXIII<sup>a</sup> hujus mensis februarii qua die celebratur festum beati Mathei<sup>132</sup> apostoli, volentes igitur providere de sindicis et consiliariis eis <sub> succedentibus qui habeant ipsam universitatem ville Brinonie regere et gubernare ad honorem altissimi Dei et gloriose Virginis Marie ejus pie matris et honorem et fidelitatem serenissimi principis domini nostri domini Ludovici, Jerusalem et Sicilie <g> Dei gracia regis, et prosperum statum universitatis ejusdem et singularum personarum ipsius ville prout actenus consuetum est et notarium ad scribendum ordinat[i]o[n]es et negacia ipsius futuri honorabilis consilii cum gagiis et emolumentis consuetis. Qui, Dei nomine invocato, elegerunt ut sequitur.

Nomina et cognomina electorum sunt hec

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

nobilis Johannes de Brinonia

<sup>131</sup> Giraud de Pousilhac, archevêque d'Aix de 1368 à 1378 (Édouard BARATIER, Georges DUBY et Ernest HILDESHEIMER, *Atlas historique Provence, Comtat Venaissin, principauté d'Orange, comté de Nice, principauté de Monaco*, Paris, Armand Colin, 1969, p. 108).

<sup>132</sup> Il s'agit de saint Mathias, considéré comme l'apôtre qui aurait remplacé Judas à la mort de celui-ci ; il est fêté le 24 février, sauf lors des années bissextiles où on le fête alors le 25 février.

nobilis Petrus Olivarii  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 Petrus Motini  
 magister Jacobus Cabrerii notarius  
 magister Petrus Gaufridi notarius  
 Petrus Arbaudi  
 Johannes Quatuorlibrarum

Berardus Aymerici  
 magister Raymundus Bossigue  
 magister Johannes Fedoni  
 Isnardus Broquerii  
 Et pro notario ipsius honorabilis consilii  
 Guillelmus Borrelli notarius et cetera

**[e]** Quiquidem consiliarii fuerunt confirmati et aprobat per dictum dominum baiulum et capitaneum et juraverunt super sancta Dei evangelia in manibus dicti domini baiuli et capitanei bene et legaliter consulere ad honorem et fidelitatem domini nostri regis Ludovici et bonum et prosperum statum dicte ville Brinonie.

/VIDE JURAMENTUM PRESTITUM PER CONSILIARIOS/<sup>133</sup>

---

[fol. 52]

**[67, 1389/02/25]**

LII

### Consilium novum et vetus

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die XXV mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, regio scutifero, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes.

#### Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli  
 magister Jacobus Cabrerii  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 magister Petrus Gaufridi  
 magister Joh[ann]es Fedoni

nobilis Johannes de Brinonia  
 nobilis Petrus Olivarii  
 Berardus Aymerici  
 Petrus Motini

---

<sup>133</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

magister Raymundus Bossigue

Isnardus Broquerii  
Johannes Quatuorlibrarum

# Nomina de consilio veteri

nobilis Gaufridus de Intercastris  
Johannes Garnerii  
nobilis Guillelmus Gaufridi  
Raymundus Bartholomei

Jacobus Blanqui  
Raymundus de Gihnaco

**[b]** /Cancelletur juxta ordinacionem consilii<sup>134</sup>. [*signature de Jean Drogoul*]/

/Fuit cancellata per me Guillelmum Borrelli notarium de precepto domini baiuli et consiliariorum./<sup>135</sup>

<Et primo ordinaverunt, de voluntate et consensu dicti domini baiuli et capitanei, quod fiat pactum validum et firmum inter universitatem ville Brinonie seu syndicos ipsius nomine dicte universitatis cum nobilibus Gaufrido de Brinonia et Gaufrido de Intercastris pro utilitate dicte universitatis et ipsorum nobilium, quod ipsi nobiles coqui faciant eorum furnos hinc ad festum sancti Michaelis proximum futurum et a dicto festo ad decem annos continuos et completos proxime sequentes bene et decenter ad vicesimum quintum panem pro fornagia

[fol. 52v]

et dicta universitas pro juvamine ipsorum nobilium teneatur dare in proximo festo Penthecostes, videlicet dicto nobili Gaufrido <dec> de Brinonia decem francos auri semel tantum et dicto nobili Gaufrido de Intercastris decem florenos auri valore cujuslibet XVI solidorum provincialium semel tantum.>

**[c]** <Item quod dicta universitas sive consilium ipsius teneatur requirere dominos officiales regios ut compellere debeant fornerios et fornilerios consuetos dicto tempore durante ad serviendum dictis furnis, precio competendi et consueto, in casu quo renuerent servire. Et predicta omnia faciendi, incartandi et ad finem perducendi dicti domini de consilio comiserunt, de voluntate dicti domini baiuli, dicto nobili Bermundo Drogoli sindaco et magistro Jacobo Cabrerii notario. Quibus et eorum cuilibet potestatem tribuerunt jurandi et obligandi pro premissis dictam universitate[m] et obligationes recipiendi a dictis nobilibus et eorum quolibet circa premissa oportunas.><sup>136</sup>

<sup>134</sup> Annotation marginale du bailli à gauche du paragraphe suivant.

<sup>135</sup> Annotation marginale du notaire à gauche du paragraphe suivant.

<sup>136</sup> Les deux derniers paragraphes sont rayés d'un X et donc légalement annulés.

/Cancelletur ut supra<sup>137</sup>. [*signature de Jean Drogou*]/

/Fuit cancellata per me Guillelmum Borrelli notarium de precepto dominorum de consilio, juxta ordinacionem factam die ultimo februarii subscriptam./<sup>138</sup>

**[d]** Item ordinaverunt quod quicumque delinquens in dicto consilio postquam pulsatum fuerit pro ipso et non venerit ad horam debitam solvat pro pena unum grossum pro quolibet <pena> vice, nisi juxtam excusam haberet et quod dicta pena convertatur ad faciendum unum bonum olocaustum<sup>139</sup> ad voluntatem domini baiuli supradicti. Et si delinquens solvere renuet dictum grossum, solvat duplum et collector sit istius pene nobilis Bertrandus Olivarii.

[fol. 53]

LIII

**[e]** Item ordinarunt, de ipsius domini baiuli licencia et voluntate et ipso presente et consentiente, quod fiat tallia ad rat[i]o[n]em unius grossi pro quolibet centenarium supra et infra centenarium ad solvendum raubas sindicorum et gachiis collectorum et mihi, Guillelmo Borrelli, de salario anni proxime preteriti. Quam exigat nobilis Bertrandus Olivarii et habeat pro suo salario florenos duos.

---

[fol. 53v]

**[68, 1389/02/28]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die utimo mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes.

Nomina ipsorum

---

<sup>137</sup> Annotation marginale du bailli à gauche paragraphe précédent.

<sup>138</sup> Annotation marginale du notaire à gauche du paragraphe précédent.

<sup>139</sup> Comprendre *encaustum* d'après les indications de DU CANGE.

nobilis <G> Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

nobilis Petrus Olivarii

Petrus Motini

magister Jacobus Cabrerii notarius

nobilis Johannes de Brinonia

Berardus Aymerici

magister Petrus Gaufridi

P[etrus] Arbaudi

nobilis Bertrandus Olivarii

Raymundus Bossigue

Johannes Quatuorlibrarum

Johannes Fedoni

**[b]** Et primo<sup>140</sup> ordinaverunt, de voluntate /et/ consensu dicti domini baiuli et capitanei, quod in casu quod inter singulares<sup>141</sup> personas dicte ville Brinonie forsitam verbis vel factis rumor seu rixa fuerit, syndici unacum duobus consiliariis per eos eligendis incontinenti teneantur et debeant passificare et tractare pacem inter tales.

**[c]** Item ordinaverunt quod facta propositione in presenti consilio per illum seu illos ad quem pertinebit, nullus de dicto consilio sit ausus loqui nisi quando per ordinem suum venerit et quod nullus post dictam propositionem loqui incipiat nisi de mandato dicti domini baiuli sive ejus locumtenentis et quod nullus postquam sederit non se amoveat de loco suo nisi conclusum fuerit in consilio sine licencia dicti domini baiuli, sub pena unius pataqui convertendi in usus in quibus alia pena deficiencie converti debet et dicta pena exigatur per nobilem Bertrandum Olivarii.

[fol. 54]

LIII

**[d]** Item ordinaverunt, de voluntate et consensu quibus supra, quod atento quod gentes in majori parte hujus ville murmurant de ordinacione pridie facta in presenti consilio de dando peccuniam nobilibus Gaufrido de Intercastris et Gaufrido de Brinonia pro faciendo coqui panem in eorum furnis ad vicesimum quintum panem, corrigentes dictam ordinacionem voluerunt ipsi domini de consilio et ordinaverunt

---

<sup>140</sup> Ms : mot redoublé

<sup>141</sup> Ms : *singalres*

quod nulla pecunia dictis nobilibus detur pro premissis. Ymo requirantur ipsi duo nobiles ex parte dicti consilii graciose quod velint eorum furnos facere coqui ad vicesimum quintum panem prout actenus consuetum fuit sine prestatione alicujus pecunie, quod si facere ipsi duo nobiles renuerint, ordinaverunt expresse et <eo> cum effectu quod pro parte universitatis habeatur unus furnus vel duo si necesse fuerit sumptibus dicte universitatis qui habeant panem ad vicesimum quintum, ad hoc ut dicte universitati sit bene servitum in coquendo panem.

**[e]** Et predicta faciendi, complendi et adimplendi dicti domini de consilio comiserunt, cum consensu et voluntate dicti domini baiuli, prefattis sindicis et nobili Bertrando Olivarii et magistro Johanni Fedoni sumptibus tamen dicte universitatis <I>.

**[f]** Item ordinaverunt, de voluntate qua supra, quod ordinacio pridem facta in presenti consilio de dando pecuniam dictis nobilibus Gaufrido de Brinonia et Gaufrido de Intercastris penitus cancelletur et aboleatur taliter quod nunquam habeat firmitatem cum facta esset in prejudicium ipsius universitatis et cancellata fuit in presencia dictorum domini baiuli et consiliariorum per me Guillelmum Borrelli notarium publicum et dicti consilii notarium.

[fol. 54v]

**[g]** Item cum actenus consuetum est ordinare officia subscripta et ea dare, de voluntate, consensu et beneplacito ipsius domini baiuli et capitanei et ipso presente et volente ac consentiente, ad honorem et fidelitatem domini nostri domini Ludovici regis et prosperum statum ipsius universitatis, ordinarunt officia subscripta.

Et primo auditores bannorum  
 providos viros Isnardum de Bastita  
 Raymundum Bartholomei

Extimatores  
 providos viros Johannem Garnerii  
 Johannem Ayglesimi  
 Johannem Martini

et Raymundum de Gihnaco juniorem

Operarios ecclesie

providos viros magistrum Petrum Tavernoni  
et Audebertum Aymerici

Alealatores quarumcumque mensurarum tan bladi quam vini et ponderum  
quorumcumque

providos viros magistros Petrum Tavernoni  
et Johannem Fedoni

Regardatores et cognitores car[n]ium et picium

providos viros Johannem Aymerici seniore  
et Raymundum de Bastita

Ponderatores panis

providos viros magistros Jacobum Franerii barbitumsorem  
et Gaufridum Peleti conreatorem

Et me, Guillelmum Borrelli, in notarium consilii confirmarunt, protestatione premissa  
quod propter confirmationem predictam non intendunt venire contra eorum privilegia  
<et>.

**[h]** Quiquidem auditores, extimatores, operarii, alealatores, regardatores et  
ponderatores ac notarius noviter electi fuerunt confirmati per dictum dominum  
capitaneum et juraverunt in manibus dicti domini capitanei <bene et> super sancta Dei  
evangelia bene et legaliter excercere eorum officia eis co[m]issa ad honorem et  
fidelitatem regiam et bonum statum presentis ville.

/VIDE QUOMODO OFFICIARII UNIVERSITATIS PRESTABANT JURAMENTUM/<sup>142</sup>

---

[fol. 55]

---

<sup>142</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.



[69, 1389/03/17]

LV

## Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XVII mensis martii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta, ipso domino volente et concientie.

## Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli  
 Feraudus Feraudi  
 nobilis Johannes de Brinonia  
 nobilis Petrus Olivarii  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 magister Jacobus Cabrerii  
 Petrus Arbaudi

Petrus Motini  
 Berardus Aymerici  
 magister Petrus Gaufridi  
 Johannes Quatuorlibrarum  
 Raymundus Bossigue  
 Isnardus Broquerii

**[b]** Et primo ordinarunt, de ipsius domini baiuli licencia et voluntate et ipso presente et consentiente, quod cum libertas et franquesia antiquissime fuit concessa dicte ville de non albergando gentes curie<sup>143</sup> et propterea dicta villa teneatur pro redeptione dicte albergue solvere anuatim monasterio Artacelle triginta libras monete curribilis et dicta villa compellatur ad solvendum dictam albergam, nonobstante quod gentes domini albergentur infra dictam villam, et ad remediandum ne dicta villa

---

<sup>143</sup> Il s'agit d'un privilège obtenu de Raymond Bérenger V en mai 1225 (copie du 18<sup>e</sup> siècle non datée, cote CR1, NCM) et confirmé ensuite par Charles II d'Anjou le 5 juillet 1291 (copie du 18<sup>e</sup> siècle non datée, cote CR2, NCM) et par la reine Marie par un acte sur parchemin, daté du 19 mars 1389 (cote II/11, ancien classement Mireur [ACM] par la suite) et confirmé à nouveau dans un autre acte sur parchemin, daté du 12 décembre 1390 (cote CR14, NCM). Ce privilège figure aussi au Livre rouge (AA1) aux folios 32 et 32v.

dupliciter agravetur /et libertates dicte ville serventur/<sup>144</sup>, elegerunt ambaciatores ad eundem ad dominum senescallum dictum dominum capitaneum et dictum Feraudum Feraudi sindicum qui habeant suplicare et facere cum domino senescallo quod predicta libertas servetur dicte ville et hoc sumptibus dicte ville et si necesse fuerit cum domina nostra regina et fiant litere opportune dictis dominis ambaciatoribus.

/VIDE QUOMODO FUT SUPPLICATUM DE NON ALBERGANDO VEL ALIAS NON SOLVENDO ALBERGAM/<sup>145</sup>

[fol. 55v]

**[c]** Item ordinaverunt quod dicti syndici faciant cum dominabus monialibus quod ex parte earum scribatur super predictis domino senescallo predicto.

**[d]** Item ordinaverunt quod in casu quo dictus dominus capitaneus sit de proximo accessurus ad dominam nostram reginam, quod per eundem scribatur ex parte dicti consilii eidem domine nostre regine literas recomendatorias pro villa presenti et libertatibus ipsius et privilegiis aquirendis ac pro persona dicti domini capitanei recomendanda cum credencia oportuna et in hoc dictum consilium requisiverunt et rogaverunt dictum dominum capitaneum ut velit laborare pro dicta villa.

**[e]** Item ordinaverunt requirendo dictum dominum capitaneum quod ordinacio pridem facta super bulla habenda a domino nostro papa de non extrahendo personas a curia ordinaria per conservatores et cetera sortiatur effectum sumptibus tamen dicte ville prout alias extitit ordinatum.

**[f]** Item ordinaverunt quod litera franquesie piscandi<sup>146</sup> in Caramia pridem inpetrata a domino senescallo per dictum dominum capitaneum presentetur pro excecutione facienda, cum tali conditione et ordinacione facta in dicto consilio perpetuo valitura

---

<sup>144</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne.

<sup>145</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

<sup>146</sup> Il s'agit du privilège du 18 décembre 1388 recopié au folio 33 du Livre rouge (AA1) et dont l'exécution par la cour royale de Brignoles figure au folio 33v.

quod dicta Caramia deffendatur propter *lo groul*<sup>147</sup> a die Omnium sanctorum usque festum Purificationis beate Marie et de hoc fiat preconisatio annis singulis oportuna, cum pena decem solidorum currentium et amissionis arrecium<sup>148</sup> et aliorum ingeniorum ac pissium piscatorum et medietas dicte pene aplicetur curie regie et alia denunciati et de nocte duplicetur dicta pena.

/VIDE DEFFENSIONEM SUPER RIPARIA CARAMIE/<sup>149</sup>

[fol. 56]

LVI

**[g]** Item ordinaverunt quod <sal> solvatur magistro Guillelmo *Breu*, fisico, de hoc quod sibi rationabiliter debetur per dictam villam juxta ordinacionem actenus factam per consilium vetus.

**[h]** Item ordinaverunt quod spectetur per tres dies adventus fornerii nobilis Gaufridi de Brinonia et nisi venerit et furnum suum posuerit ad coquendum dicti sindici faciant coqui<sup>150</sup> furnum noviter abtatum expensis dicte ville sicut alias fuit ordinatum.

**[i]** Item ordinaverunt et comiserunt, de voluntate qua supra, Petro Arbaudi et Isnardo Broquerii de consilio predicto ut ipsi habeant perquirere et trahere ad majorem utilitatem dicte ville quod molendina cum paratorio dicte ville reparentur et tradantur cuidam vel aliquibus probis ho[mi]nibus qui habeant dicta molendina et paratorium bene et decenter ad utilitatem dicte ville /tenere et gubernare/<sup>151</sup> et dum invenerint hominem vel homines abilem vel abiles et sufficientes ad predicta, relationem faciant dicto consilio de tractatis per eosdem.

[fol. 56v]

<sup>147</sup> Mot en provençal dans le manuscrit : *frai*.

<sup>148</sup> Du mot provençal *aresc* : appâts pour la pêche.

<sup>149</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

<sup>150</sup> Ms : *quoqui*

<sup>151</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne.

[70, 1389/03/20]

## Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die XX mensis martii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio ville Brinonie, coram nobili et circumspecto viro domino Guillelmo de Sparrono jurisperito, ville Brinonie iudice, consilium tenentes.

## Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)  
 nobilis Johannes de Brinonia  
 nobilis Petrus Olivarii  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 magister Petrus Gaufridi  
 Petrus Arbaudi  
 Berardus Aymerici

Johannes Quatuorlibrarum  
 Johannes Fedoni  
 Raymundus Bossigue  
 magister Jacobus Cabrerii  
 Petrus Motini  
 Isnardus <Cab> Broquerii

**[b]** Et primo, pro bono et prospero statu ville Brinonie et gentium panem venalem ementium, ordinarunt de ipsius domini iudicis voluntate et ipso presente et volente, quod de pecunia tallie emanantur duo sestaria annonae pulcre et receptibile et ponantur in manibus uxoris Fulconis de Caturco et <Petri Ro> uxoris <Fulco> Petri Robaudi, que habeant jurare in manibus dominorum officialium de bene et legaliter moli facere et coqui illa dua sestaria annonae et postmodum, ponderare et videre si panaterie que panem venalem faciunt perdere possunt vel lucrant plus quam vendunt et ideo <facta> faciant relationem.

**[c]** Item venit in consilio nobilis vir Gaufridus de Intercastris et aportavit duo privilegia regia seu reginalia ipsi universitati concessa, videlicet unum privilegium a bone memorie domina nostra Johanne regina concessum quomodo domini syndici et consiliarii possi[n]t eligere alios syndicos et consiliarios et aliud privilegium contineus comodo omnia privilegia sunt confirmata et alia capitula de novo concessa per

dominam nostram dominam Mariam, Dei gracia inclitam reginam, que privilegia in presencia omnium manualiter tradidit et assignavit nobili Bermundo Drogoli sindaco ibidem presente.

[fol. 57]

LVII

**[d]** Item ordinarunt quod quedam camera scita in hospicio hospitalis Arnaudi Catelli, in qua camera ponantur <omnia> omnes res universitatis cum capcia consilii et quod omnia assignentur dominis sindicis hodiernis per inventarium.

---

[fol. 57v]

**[71, 1389/03/23]**

#### Consilium novum et vetus

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVIII, die XXIII mensis martii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in reffectorio fratrum Minorum de Brinonia, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo [et] capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes, de ipsius domini baiuli voluntate et ipso presente et volente.

#### Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

nobilis Johannes de Brinonia

nobilis Petrus Olivarii

nobilis Bertrandus Olivarii

Petrus Motini

magister Jacobus Cabrerii

Berardus Aymerici

Johannes Aymerici

Johannes Quatuorlibrarum

Isnardus Broquerii

Johannes Garnerii

Raymundus de Gihnaco

Jacobus Blanqui

magister Raymundus Bossigue

Johannes Ayglesimi

nobilis Guillelmus Gaufridi

Johannes Martini

Johannes Fedoni

Raymundus Bartholomei

**[b]** Et primo

In quoquidem consilio dicti dominus capitaneus et Feraudus syndicus, relationem facientes de comissis pridem eisdem per dictum consilium, adportaverunt quoddam privilegium declaratorium<sup>152</sup> quod universitas Brionie non tenetur albergare gentes regias, regieque curie ac domini Provincie senescalli sive successorum suorum, nisi procederet de beneplacito voluntatis dicte universitatis et singularum personarum; quod privilegium fuit manualiter traditum et assignatum per dictum dominum capitaneum supradictis sindicis, ibidem presentibus et ipsum privilegium recipientibus.

[fol. 58]

LVIII

**[c]** Item ordinaverunt de consensu et voluntate dicti dominum capitaneum quod infrascripti electi [\*\*\*]

---

[fol. 58v]

**[72, 1389/03/28]**

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVIII<sup>o</sup>, die XXVIII mensis martii, congregato honorabili consilio ville Brionie in reffectorio fratrum Minorum, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brionie, consilium tenentes de voluntate, licencia et beneplacito ipsius domini baiuli et ipso presente et consentiente.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

---

<sup>152</sup> Privilège du sénéchal Georges de Marle daté du 19 mars 1389 et copié aux folios 32 et 32v du Livre rouge (AA1).

Johannes de Brinonia  
 Gaufridus de Intercastris  
 Isnardus de Bastita  
 Isnardus Broquerii  
 Johannes Garnerii  
 nobilis Petrus Olivarii  
 magister Petrus Gaufridi  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 Johannes Aymerici junior

nobilis Gaufridus de Brinonia  
 Monnetus Bartholomei  
 Petrus Arbaudi  
 Monnetus de Gihnaco  
 Johannes Fedoni  
 Raymundus Bossigue  
 Guillelmus Gaufridi  
 Petrus Motini  
 magister Jacobus Cabrerii  
 Isnardus Claverii  
 Jacobus Blanqui  
 /Albertus Pugeti/<sup>153</sup>

**[b]** Et primo, de voluntate, licencia et consensu ipsius domini baiuli licencia et voluntate et ipso presente, ordinarunt quod attento quod Raymbauda Borgondiona vendiderit certas possessiones pro solvendo sua debita et ille qui eas emit non allibravit pecuniam <ex qua> de qua solvit precium illarum possessionum, ideo ille possessiones redimeantur per eptorem seu eptores qui eas emerunt.

**[c]** Item ordinaverunt quod juxta ordinacionem pridem factam de mutuo fiendo domino Provincie senescallo pro recuperatione fortalicium Arearum recipiantur mutuo a Johanne *Quatreliuras* de peccunia nobilis Gauseroni de Barremes centum sexaginta florenos auri valoris cujuslibet XVI solidorum Provincie nunc

[fol. 59]

LIX

currentium et pro lucro dicte summe, dentur hinc ad festum sancti Michaelis floreni viginti dicti valoris et de hoc fiat obligatio dicto Johanni recipienti nomine dicti nobilis Gauseroni in forma debita. Et si plus dictam sumam vel minus universitas Brinonie tenuerit, solvatur dictum lucrum ratam pro rata temporis, ad rationem quinque solidorum pro libra.

<sup>153</sup> Ms : nom inscrit dans la marge de droite



**[d]** <Item ordinarunt, de ipso domino baiulo voluntate et ipso presente et consentiente, unam talliam ad rationem unius oboli pro libra quallibet ad solvendum nonnulla debita in quibus dicta universitas tenetur. Quam exhigat <magister Guillelmus, nobilis Bertrandus Olivarii> providus vir magister Guillelmus Clarii notarius><sup>154</sup>. Fuit cancellatum mandato domini capitanei et consilii juxta ordinacionem retro subscriptam.

**[e]** Item ordinaverunt quod, atento quod ambaxiatores hujus ville destinati apud Massiliam ad recipiendum mutuo cum lucro vel alias quadringentos francos auri pridem ordinatos ad recuperationem fortalicii Arearum non potuerint prout retulerunt invenire pictam, quod uno modo vel alio habeantur incontinenti de villa ista quadringenti floreni portandi Aquis ad diem martis juxta mandatum hodie literatorie factum per dictum dominum senescallum et quod dictus dominus capitaneus faciat tales excusationes pro presenti villa quod dominus senescallus de predictis CCCC florenis auri remaneat contentus et tractet cum eo ut melius poterit compositionem hujus ville super impositionibus, gabellis et trentenis ad majorem utilitatem dicte ville et alias ordinet, tractet et faciat cum eo quod dictum mutuum dictorum quadringentorum florenorum et aliud mutuum nuper sibi factum de ducentis franquis sint in securo recuperandi sive defalcandi de et super gabellis, impositionibus et trentenis predictis.

/VIDE QUOMODO FUIT REDEMPITUM FORTALICIUM AREARUM ET PER VILLAM SOLUTUM FLORENOS IIII<sup>c</sup>/<sup>155</sup>

---

[fol. 59v]

**[73, 1389/03/28]**

Consilium

**[a]** Anno quo supra, die retroscripta, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes, ipso domino baiulo presente et consentiente.

---

<sup>154</sup> Paragraphe rayé d'un X et donc annulé légalement.

<sup>155</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

## Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

nobilis Petrus Olivarii

nobilis Bertrandus Olivarii

nobilis Johannes de Brinonia

magister Jacobus Cabrerii

Isnardus Broquerii

magister Petrus Gaufridi

Johannes Quatuorlibrarum

P[etrus] Motini

P[etrus] Arbaudi

Monnetus Bossigue

**[b]** Et primo ordinarunt quod pro habendo cito pecuniam pro dicto mutuo faciendo, placeat dicto domino capitaneo fieri facere unam preconisationem quod nulla persona audeat emere seu vendere aliquod bladum in villa Brinonie seu ejus territorio nisi prius venditum fuerit bladum universitatis dicte ville, sub pena centum librarum et amissionis bladi predicti.

**[c]** Item ordinaverunt venditores dicti bladi syndicos dicte ville qui juraverunt plus non vendere nisi quantitatem eis assignatam seu assignandam per universitatem predictam et, facta dicta venditione, requirant dictum dominum capitaneum de revocatione dicte preconizationis. Et quod ipsi syndici super dicto blado vel alias procurent incontinenti habere pecuniam dicti mutui taliter quod sit pronta ad portandum Aquis, si necesse fuerit per totam diem crastinam, juxta mandatum dicti domini Provincie senescalli et juxta taxam factam hodie in consilio descriptam in quadam cedula facta particulariter manui mei, notarii presentis consilii, et in premissis exequendis dictus dominus capitaneus eisdem sindicis totaliter comisit vices suas.

[fol. 60]

LX

**[d]** Item ordinaverunt, de ipsius domini capitanei voluntate et consensu et ipso presente et volente, quod fiat una tallia ad rationem duorum denariorum pro libra quallibet de qua solvantur debita subscripta, videlicet :

Dicto domino capitaneo, id quod sibi debetur pro privilegio noviter impetrato super alberga a domino senescallo.

Item debitum raupe sindicorum.

Item debitum medici.

Item debitum notarii presentis consilii.

Item debitum nobilis Bermundi Drogoli de centum octuaginta <florenis> sestariis annone, precio florenorum nonaginta.

Item et diversa alia negocia tangencia dictam universitatem et specialiter debitum quinquaginta florenorum nobilis Beatricis de Castronovo et cetera.

Et etiam pro solvendo librum privilegiorum dicte ville.

Et ordinaverunt collectorem dicte tallie providum virum magistrum Guillelmum Clarii, cassantes et anulantes talliam odie ordinatam ad rationem unius oboli pro libra et cancellata fuit illa ordinacio in presencia dominorum predictorum.

**[e]** Item ordinaverunt, de voluntate et consensu dicti domini capitanei, quod quedam tallia dudum ordinata pro sucursu occidionis castri de Flayosco, cujus erat collector ordinatus nobilis Bertrandus Olivarii, can[c]elletur et aboleatur cum, re vera, nichil exactum fuit de eadem et cancellata fuit prout in dicta ordinacione reperietur.

---

[fol. 60v]

**[74, 1389/03/31]**

Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXVIII, die ultima mensis martii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram [nobili] viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta peragenda.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

Petrus Arbaudi

Isnardus Broquerii

nobilis Bertrandus Olivarii

Johannes Fedoni

magister Raymundus Bossigue

magister Jacobus Cabrerii

nobilis Petrus Olivarii

P[etrus] Motini

Berardus Aymerici

magister Petrus Gaufridi

**[b]** Et primo ordinarunt, de ipsius domini baiuli voluntate et consensu et ipso presente et volente, attento mandato domini Provincie senescalli quod pecunia mutui portetur Aquis, quod in casu quod necessitas sit eam portandi elegerunt ad eam portandum tam de villa<sup>156</sup> quam de baiulia, videlicet dictos dominum capitaneum et syndicos qui habeant tractare et procurare cum dicto domino senescallo de compositione fienda super trenteno et aliis ordinatis in consilio generali et alias facere et dicere ac tractare cum eodem ad utilitatem dicte ville et ejus baiulie prout eis visum fuerit et etiam de recompensatione ducentorum francorum auri dicte ville per dictum dominum senescallum debitorum, <et alia> expensis ipsius ville ac baiulie jamdicte, et habere a domino senescallo modum et formam qualiter ecclesiastici contribuant in premissis.

**[c]** Item ordinarunt quod de tallia ultimo ordinata per dictum consilium ad rationem duorum denariorum pro libra, nobilis Bertrandus Olivarii collector ordinatus ipsius tallie respondeat per obligationem vel alias illis personis pro quibus dicta tallia fuit ordinata, videlicet per ordinem supradescriptum in ordinacione predicta. Quem nobilem Bertrandum Olivarii ordinarunt collectorem dicte tallie nonobstante ordinacione facta de dicto magistro Clarii.

---

[fol. 61]

**[75, 1389/04/17]**

LXI

---

<sup>156</sup> Ms : *villam*

## Consilium

**[a]** Anno incarnationis ejusdem millesimo CCCLXXXIX, die XVII mensis aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

## Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

nobilis Johannes de Brinonia

nobilis Bertrandus Olivarii

nobilis Petrus Olivarii

Petrus Motini

magister Raymundus Bossigue

Berardus Aymerici

magister Petrus Gaufridi

Johannes *Quatreliuras*

magister Johannes Fedoni

**[b]** Et primo ordinaverunt, habita prius relatione de hiis que facta fuerunt Aquis per dictos dominum capitaneum et syndicos super mutuo facto domino Provincie senescallo et solutionibus fiendis de rata tangente universitatem presentis ville de quinquaginta milia franquis auri pridem concessis per tres status Provincie et Forcalquerii in consilio generali Aquis ultimo celebrato pro recuperatione fortaliciozum vel expultione gengium armorum a tota presenti patria, de qua rata restant adhuc ad solvendum quingentos quinquaginta florenos et ut facilius et utilius dicta pecunia exhigatur, fuit comissum per dictum consilium dictis sindicis et Bertrando Olivarii ac Johanni Fedoni quatenus unacum dicto domino capitaneo habeant tractare, capitulare, invenire et facere modum et formam quibus meliud et utilius dicta pecunia exhigatur ad meliorem utilitatem et comodum universitatis predicte et inde in presenti consilio faciant relationem de hiis que fecerint super premissis.

[76, 1389/04/20]

## Consilium

[a] Anno incarnationis ejusdem millesimo CCCLXXXIX, die XX mensis aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie <con> in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, regio baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes.

## Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

nobilis Johannes de Brinonia

nobilis P[etrus] Olivarii

nobilis Petrus Olivarii<sup>157</sup>

Isnardus Broquerii

Berardus Aymerici

magister Jacobus Cabrerii

P[etrus] Arbaudi

Raymundus Bossigue

Johannes Quatuorlibrarum

[b] Et primo, de ipsius domini baiuli licencia et voluntate et ipso presente et volente ac consentiente, quod pignora sive jocalia pridem capta <ad> a diversis personis presentis ville pro mutuo supra facto domino Provincie senescallo pro recuperatione castri Arearum, atento quod dicti dominus capitaneus et sindici, ambaxiatores electi ad dictum mutuum factum, non vendiderint seu impignoraverint eadem sed per alium modum dictum mutuum fecerunt, restituantur personis quarum dicta pignora sunt.

[c] Item ordinaverunt quod bladum habitum pro dicto mutuo a nobilibus Gaufrido de Brinonia et Beatrice relicta Johannis de Castronovo restituatur eisdem <de> et inde cancelletur obligatio pridem super hoc facta et placeat dicto domino capitaneo revocare preconizationem pridem suo mandato factam super venditione bladi universitatis.

Et fuit revocata per dictum dominum capitaneum.

---

<sup>157</sup> Ms : nom présent deux fois dans la liste

[fol. 62]

LXII

[d] Item ordinaverunt quod, atento quod diverse ambaxiate temporibus preteritis per consilium presentis ville fuerunt ordinate, pro quibus fiendis diverse summe peccuniarum tradite fuerunt et specialiter inter alias Sthephano Aymerici quondam, ambaxiatori tunc electo ad eundum versus Neapolim pro deliberatione sive recuperatione inclite domine nostre domine Johanne, regine Jerusalem et Sicilie et comitisse Provincie bone memorie, tunc minus juste capte per quondam Karolum de Duratio<sup>158</sup>, videlicet florenos auri quinquaginta.

[e] Item <dicta> et nobili Gaufrido de Intercastris, ambaxiatori dudum electo per dictum consilium ad eundum ad dictum dominum Karolum tunc existentem, ut dicebatur, in Uungaria<sup>159</sup> pro petendo ab eodem sucursu vel alias, pro faciendo excusationes et protestationes debitas coram eodem domino Karolo, videlicet ducentos florenos auri.

[f] Quequidem ambaxiate non fuerunt facte sive complete per modum ipsis ambaxiatoribus comissum prout dictum consilium est informatum, propter quod dicte pecunie veniunt de jure recuperande ab ipsis ambaxiatoribus, quare ordinaverunt et comiserunt dictis sindicis et nobili Johanni de Brinonia, Berardo Aymerici et magistro Jacobo Cabrerii ac nobili Bertrando Olivarii, consiliariis, quatenus ordinationes super dictis ambaxiatis factas et relationes dictorum ambaxiatorum videant, palpent et examinent. Et si invenerint dictas ambaxiatis fuisse factas per modum <eis co> ipsis

---

<sup>158</sup> Charles de Duras, cousin de la reine Jeanne de Provence, fut adopté par celle-ci en 1373 faute d'avoir eu un héritier au cours de ses trois premiers mariages; peu après, elle se remaria avec Othon de Brunswick, ce qui déplut à Charles qui se rapprocha alors de Louis de Hongrie, également prétendant au trône de Provence et de Sicile. Au moment du Grand Schisme, Jeanne choisit le camp de Clément VII et adopta à sa suggestion Louis 1<sup>er</sup> d'Anjou le 29 juin 1380; en représailles, Urbain VI couronna Charles de Duras comme roi de Sicile le 2 juin 1381. Charles de Duras prit alors Naples le 16 juillet 1381 et fit prisonnière la reine Jeanne le 2 septembre de la même année, l'assassinant le 27 juillet 1382 (VENTURINI, « La Guerre de L'Union d'Aix... », *loc. cit.*, 1990, *passim*).

<sup>159</sup> Ayant poursuivi et finalement obtenu la couronne de Hongrie en 1385, Charles de Duras y fut assassiné le 5 février 1386 (Jean LE FÈVRE, *op. cit.*, p. 245).



ambaxiatoribus comissum, ipsos in pace permitant; si vero invenerint quod ipsi ambaxiatores non fecerint ea que eisdem fuerat comissum, in solidum vel in parte[m], quod secundum magis et minus et secundum laborem factum per ipsos ambaxiatores in dictis eorum ambaxiatoribus ipsas pecunias recuperent amicabiliter ab eisdem et si contradixerint, per viam justicie faciant eos compelli per dominos regios officiales.

/VIDE QUOMODO FUERUNT REFFORMATA AMBAXATA DOMINORUM QUI INERUNT AD NEAPOLIM/<sup>160</sup>

[fol. 62v]

**[g]** Item etiam comiserunt per modum predictum dictis sindicis et aliis supra nominatim electis quod recuperent quamdam talliam dudum<sup>161</sup> exactam in presenti villa per quondam Sthephanum Aymerici ad rationem unius denarii pro libra de qua nullam rationem posuit dum vivebat. Et generaliter, omnia et singula alia debita et arayragia tangencia universitatem presentis ville debeant petere, exhigere, recuperare, concordare, componere cum debitoribus et de recuperandis a debitoribus, ipsos debitores quitare et alia facere, dicere et tractare circa premissa que erunt opportuna et necessaria.

**[h]** Promitentes ipsi domini de consilio, de voluntate et consensu ipsius domini capitanei, habere ratum et gratum ac perpetuo firmum et valiturum omne id et quicquid per dictos syndicos et alios IIII<sup>or</sup> supranominatos et electos aut tres vel quatuor ipsorum actum, dictum, factum, exactum, concordatum, quitatum fuerit in premissis sive gestum et de hiis que recuperaverint, sive fecerint relationem sive rationem faciant condecetes.

**[i]** Et ipsi sindici et alii quatuor supraordinati promiserunt in virtute eorum sacramenti predicta facere bene et legaliter ac prosequi omni odio et affectione cessante.

---

<sup>160</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

<sup>161</sup> Ms : *dudam*

[i] Item ordinaverunt quod statuta presentis ville reparentur et declarentur ac reficiantur, si et in ea parte in qua necesse fuerit, et de novo fiant que erunt oportuna, necessaria et utilia ad honorem regie curie et commodum et utilitatem presentis ville; quam reparationem, declarationem, refectionem et, si necesse fuerit, de novo confectionem comiserunt prefattis sindicis et aliis quatuor supraelectis, qui predicta faciant cum consilio, dictamine atque voluntate dicti domini capitanei. Quibus reparatis et in modum predictum factis, relationem faciant condecentem in presenti consilio.

---

[fol. 63]

[77, 1389/04/22]

LXIII

Consilium

[a] Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXIX, die XXII mensis aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta peragenda, ipso domino presente et volente et concentiente.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

Johannes de Brinonia

Petrus Olivarii

Bertrandus Olivarii

magister Jacobus Cabrerii

Isnardus Broquerii

Petrus Arbaudi

Petrus Motini

magister Petrus Gaufridi

Berardus Aymerici

magister Johannes Fedoni

magister Raymundus Bossigue

Johannes Quatuorlibrarum

[b] Et primo ordinaverunt, de ipsius domini baiuli voluntate et ipso presente et consentiente, quod atento quod dicti syndici et alii comissarii electi ad exhigendum

debita et arrayragia ville <non habent> in ordinacione s[u]pra facta die XX<sup>a</sup> hujus mensis non habent potestatem defalcandi debita dicte ville cum personis debentibus ipsi ville, dicti domini de consilio tribuerunt eisdem electis potestatem defalcandi omnia et singula que rationabiliter dicta villa teneretur alicui persone debenti aliam summam dicte ville.

**[c]** Item ordinaverunt quod mutuum menutum pridem receptum per dictum consilium a diversis personis hujus ville, de quo obligatio non fuit facta eisdem, restituatur per syndicos hujus ville de pecunia quam penes se habent.

---

[fol. 63v]

**[78, 1389/04/27]**

Consilium

**[a]** Anno incarnationis ejusdem millesimo CCCLXXXIX, die <xxv> XXVII mensis aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in ecclesia fratrum Minorum, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli

Feraudus Feraudi

Johannes de Brinonia

nobilis Bertrandus Olivarii

Petrus Olivarii

Johannes Quatuorlibrarum

Johannes Fedoni

Berardus Aymerici

Petrus Arbaudi

magister Jacobus Cabrerii /non fuit/<sup>162</sup>

Isnardus Broquerii

magister Petrus Gaufridi

**[b]** Et primo ordinaverunt quod, atento quod hodie aliqui contra rey veritatem et in dedecus <capi> domini capitanei et sindicorum hujus ville pridem ordinatorum in

---

<sup>162</sup> Passage ajouté à droite du nom.

ambaxiatores ad portandum mutuum domino senescallo Provincie pro recuperatione castri Arearum dixerunt <esse> et se audiri fecerunt falso modo coram domino Provincie senescallo, prout ipse dominus Provincie senescallus retulit eisdem domino capitaneo et sindicis quod ipsi ambaxiatores portaverant apud Aquis pro dicto mutuo mille florenos de quibus tradere non debuerunt dicto domino senescallo, nisi certam summam et residuum secum reportare debuerunt quod absit, ideo dicti domini de consilio accedant incontinenti ad dictum dominum senescallum et eidem suplicent ut dignetur dictos tales falsos reportatores eisdem nominare et de <eisdem> ipsis ministrare justiciam. Et in quasu quo ipse dominus senescallus dictos tales falsos reportatores noluerit eisdem nominari, excusent dictos ambaxiatores coram sua magnificencia dicendo ut quicumque tale falsum reportum fecerit mentitus fuit per gulam sicut et fecit et inde faciant relationem.

/CONTRA ILLIS QUI PORTANT REPORTUS/<sup>163</sup>

[fol. 64]

LXIII

**[c]** Item ordinaverunt quod per viam mutui vel alias perficiatur domino Provincie senescallo prima solutio portionis tangentis dictam villam de quinquaginta M <flor> franchis et de residuo ipsi sindici habeant potestatem obligandi dictam universitatem illis de quibus dominus senescallus ordinabit; in casu vero quo oporteret obligare no[mi]nibus propriis, ipsi sindici habeant eligere personas ydoneas dicte ville ad se obligandum.

**[d]** Item ordinaverunt quod <ha> ipsi sindici habeant computare cum gentibus baiulie de mutuo supra facto.

---

[fol. 64v]

**[79, 1389/04/29]**

Consilium

---

<sup>163</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXIX, die penultima mensis aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes.

#### Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

Johannes de Brinonia

Petrus Olivarii

Bertrandus Olivarii

Isnardus Broquerii

magister Petrus Gaufridi

Berardus Aymerici

Petrus Motini

magister Raymundus Bossigue

magister Jacobus Cabrerii

Johannes Fedoni

Johannes Quatuorlibrarum

**[b]** Et primo ordinaverunt, de voluntate et concensu dicti domini baiuli et capitanei, pro solvendo debita hujus ville que sunt in summa sexcentorum florenorum auri fiat una tallia ad rationem unius grossi pro quolibet centenario supra et infra et duorum denariorum pro libra quallibet colligenda incontinenti, de qua solvantur dicta debita in parte in proximo festo Assumptionis medii augusti. Et post dictum festum fiat alia tallia ad dictam rationem, de qua solvantur debita restantia de dicta summa in festo sancti Michaelis et in festo Omnium sanctorum. Et nichilominus ordinaverunt quod in proximis vindemiis leventur et exhigantur pro quallibet saumata racemorum <duod> duo denarii pro suplemento premissorum. Que omnia colligantur per nobilem Bertrandum Olivarii.

**[c]** Item ordinaverunt, de voluntate qua supra, pro honore hujus ville quod quicumque sint vel pro tempore fuerint sindici ville Brinonie preferantur omnibus aliis hominibus dicte ville cujuscumque nobilitatis aut dignitatis, fulgeant tam in ecclesiis, consiliis, festis et aliis locis durante tempore sindicatus ipsorum dum tamen raupas

sindicatus deferant et quod ista ordinacio ponatur et describatur in libro hujus ville<sup>164</sup> et hoc intelligatur quod post dominos regios oficiales ipsi syndici preferantur ceteris civibus dicte ville.

/VIDE QUOMODO SINDICI DEBENT PREFERRI CETERIS VIRIS DUM TAMEN PORTANT RAUPAS/<sup>165</sup>

[fol. 65]

LXV

**[d]** Item ordinaverunt /de voluntate qua supra/ quod dicti syndici teneantur personaliter interesse in quibuscumque parlamentis fiendis in curia regia Brinonie pro indepnitate subsdictorum.

**[e]** Item ordinaverunt, de voluntate qua supra, quod quicumque sint syndici dicte ville teneantur habere raupas eorum sindicatus prima die illius anni in quo fuerint ordinati et vocati ad dictum sindicatum et continue illo anno illas raupas defferant alioquin universitas non teneatur eas solvere.

---

[fol. 65v]

**[80, 1389/05/10]**

Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die X mensis maii, congregato honorabili consilio ville in reffectorio <ville> fratrum Minorum, coram nobili viro Bermundo Drogoli, vicebaiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes<sup>166</sup> ad subscripta.

Nomina ipsorum

---

<sup>164</sup> L'ordonnance a été suivie et on trouve ce texte écrit en provençal dans le Livre rouge (AA1) au folio 85v, en tant que premier article des statuts rénovés.

<sup>165</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

<sup>166</sup> Ms : *et facientes* redoublé

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

nobilis Johannes de Brinonia

Petrus Olivarii

Berardus Aymerici

magister Petrus Gaufridi

Raymundus Bossigue

nobilis Bertrandus Olivarii

magister Jacobus Cabrerii

P[etrus] Motini

magister Johannes Fedoni

<Berardus Aymerici>

Isnardus Broquerii

Johannes Quatuorlibrarum

**[b]** Et primo ordinarunt, de ipsius domini vicebaiuli licencia et voluntate, quod honorifice pro parte ville scribatur reverendo patri ministro Provincie ut placeat eidem providere conventum fratrum Minorum ville Brinonie de uno bono et sollempne homine honesto <eff> et sufficiente qui habeat predicare et sermonare in villa Brinonie ad honorem Dei et comodum <aip> animarum.

**[c]** Item cum quasu quo magister qui reficere habet campanam, duce Deo, reficiendam nollet recipere<sup>167</sup> obligationem aliquam nisi <de> dominos syndicos, quod ipsi domini syndici faciant cum eodem id quod eisdem videbitur faciendum. Item elegerunt operarium ipsius <magistri> magistrum Petrum<sup>168</sup> Tavernoni.

**[d]** Item ordinarunt porquerium communis qui habeat libertatem consuetam, videlicet Sthephanum Bessoni, qui possit notrire et custodire pro se usque decem animalia et quilibet possit tenere duo animalia porcina et non plus et habeat pro suo salario pro quolibet animali unam eminam annone per anum, so[[]vendam medietatem in introitu et aliam in exitu.

/Juravit ipse porcarius/<sup>169</sup>

---

<sup>167</sup> Ms : *reciperere*

<sup>168</sup> Ms : *magister Petrus*

<sup>169</sup> Annotation marginale du notaire ajoutée en dessous et à droite du paragraphe précédent.



**[e]** Item ordinarunt quod nobilis Bertrandus Olivarii exhigat talliam pridem ordinatam per omnem cohercionis modum quod poterit prout sibi videbitur, detinendo gentes vel aliter ut scitius poterit, expensis debentium et solvere renuentium.

---

[fol. 66]

**[81, 1389/05/16]**

LXVI

Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXIX, die XVI mensis maii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Bermundo Drogoli, vicebaiulo et capitaneo ville Brinonie in [\*\*\*]

nobilis Bermundus Drogoli (S)

nobilis Johannes de Brinonia

nobilis Petrus Olivarii

nobilis Bertrandus Olivarii

Berardus Aymerici

magister Jacobus Cabrerii

magister Raymundus Bossigue

Isnardus Broquerii

magister Joh[ann]es Fedoni

**[b]** Et primo ordinarunt, de ipsius domini vicebaiuli et capitanei voluntate et ipso presente et consentiente, quod atentis et consideratis multis et innumerabilibus dapnis illatis nonnullis personis et que cotidie inferunt et inferi<sup>170</sup> non cessant, gentes<sup>171</sup> armigenas venientes et comorantes in villa Brinonie que non cessa[n]t aliquomodo facere malum, erbas secando, viridaria destruendo, quod cum honore et reverencia <scrip> scribatur super hiis domino Provincie senescallo ut dignetur suum benignum remedium imponere vel aliter mandare quid faciemus, quia aliter plus substinere non possimus tanta dapna.

---

[fol. 66v]

---

<sup>170</sup> Ms : *infreri*

<sup>171</sup> Ms : *gnetes*

[82, 1389/05/21]

## Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXIX, die XXI mensis maii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes.

## Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

nobilis Johannes de Brinonia

nobilis Petrus Olivarii

nobilis Bertrandus Olivarii

magister Petrus Gaufridi

magister Raymundus Bossigue

Berardus Aymerici

Petrus Motini

Petrus Arbaudi

magister Jacobus Cabrerii

**[b]** Et primo ordinaverunt et voluerunt dicti domini de consilio, nemine ipsorum discrepante, quod in remuneratione laborum et servicionum prestitorum per dictum dominum capitaneum dicte universitati, tam in recuperandis arrayragiis debitis dicte ville quam in impetratione diversarum libertatum et literarum augmentantium bonum statum dicte ville et quod jure in futurum sperant recipere ab eodem domino capitaneo, dentur eidem et ex nunc prout ex tunc donant nomine dicte universitatis quinquaginta florenos auri debitos per Raymundum de Gihnaco, tutorem Benedicti Aymerici, filii et heredis quondam Sthephani Aymerici de Brinonia, ratione arrayragiorum. De quibus quinquaginta florenis auri dicti domini de consilio omnimodam donationem, cessionem, concessionem et desamparationem fecerunt, ita videlicet quod dictus dominus capitaneus ab inde inantea exligere et recuperare possit et valeat ut suos propios a dicto tutore ut sibi videbitur expedire.

[fol. 67]

**[c]** Item in dicto consilio fuit facta relatio per dictos syndicos ac supranominatos nobiles Johannem de Brinonia, Bertrandum Olivarii, Berardum Aymerici et magistrum Jacobum <Aymerici> Cabrerii quod statuta dicte ville fuerunt renovata et reparata per eosdem interveniente consilio, auxilio, juvamine et consensu dicti domini capitanei. Quam reparationem et renovationem dictorum statutorum dicti domini de consilio habuerunt ratam gratam et firmam, ordinantes ipsa statuta describi et inseri in libro privilegiorum<sup>172</sup> dicte universitatis.

**[d]** Item retulerunt supradicti syndici et alii prenominati quod ipsi diligenter perquisiverunt omnia arrayragia debita dicte ville et, de hiis que ad eorum noticiam pervenerunt, retulerunt quod persone subscripte tenentur dicte ville in summis pecuniarum subscriptis omnibus calculatis et diligenter examinatis.

Et primo, nobilis Gaufridus de Intercastris in florenis decem solutis sibi omnibus que petere posset usque presentem diem a dicta universitate .....	flor. X
Item Petrus Aymerici in florenis auri <qua d <sup>173</sup> > quadraginta duobus	flor. XLII
Item Raymundus de Gihnaco, tutorio nomine filii Sthephani Aymerici <det>, in dictis quinquaginta florenis datis dicto domino capitaneo .....	flor. L
Item Bermundus Ruffi in florenis auri octuaginta .....	flor. LXXX

**[e]** Et de calculationibus factis cum dictis debitoribus latius constat in quadam cedula producta in dicto consilio per dictos comissarios cujus tenor infra describitur.

<sup>172</sup> L'ordonnance a été suivie et on trouve ces statuts rénovés écrits en provençal dans le Livre rouge (AA1) du folio 85 au folio 115v (à noter que le scribe a fait une erreur en réalisant sa foliotation, sautant du folio 90 au folio 100).

<sup>173</sup> Ms : quelques lettres biffées sont illisibles

**[f]** Et fuerunt taxati quinque floreni pro quolibet dictorum comissariorum et sic debent recipere inter omnes florenos triginta de summis predictis per eos exhigendis.

[fol. 67v]

**[g]** Item ordinarunt quod scribatur domine nostre regine pro magistro Jacobo Franerii barberio ut possit praticare de arte sirurgie.

**[h]** Item alia litera recomendationis pro villa Brinonie et pro dicto domino capitaneo super certis libertatibus impetrandis ab eadem.

**[i]** Item alia litera domino Roberto de Drocis<sup>174</sup> et fiant ad dictamen et voluntatem dicti domini capitanei.

---

[fol. 68]

**[83, 1389/05/27]**

LXVIII

#### Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXIX, die XXVII mensis maii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in curte palatii, coram nobili viro Bermundo Drogoli, vicebaiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

#### Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli

Feraudus Feraudi

† Johannes de Brinonia

Petrus Olivarii

Berardus Aymerici

Isnardus Broquerii

---

<sup>174</sup> Robert de Dreux, conseiller et chambellan de Marie de Blois (Jean LE FÈVRE, *op. cit.*, p. 82).

Bertrandus Olivarii } nobiles  
magister Petrus Gaufridi

Johannes Fedoni  
Petrus Motini  
magister Raymundus Bossigue

---

[fol. 68v]

---

[fol. 69]

**[84, 1389/07/18]**

LXVIII

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno incarnationis Domini M<sup>o</sup>CCCLXXXIX, die XVIII mensis julii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina

nobilis Bermundus Drogoli (S)  
Feraudus Feraudi (S)  
Johannes de Brinonia  
Gaufridus de Brinonia  
Bertrandus Olivarii  
Petrus Olivarii  
Johannes Garnerii  
Isnardus Broquerii  
Guillelmus Gaufridi

Raymundus Bartholomei  
magister Jacobus Cabrerii  
magister Petrus Gaufridi  
Petrus Motini  
Johannes Fedoni  
magister Raymundus Bossigue  
Berardus Aymerici

**[b]** Et primo, de voluntate, consensu et beneplacito ipsius domini baiuli et capitanei, ordinarunt propter male facta et dirraubationes que fiunt in viridariis, ortis, vineis et aliis possessionibus quod /ultra/ bannum <et pena> consuetum <et consueta> de viridariis, ortis et vineis duplicentur tam de die quam de nocte, /pro pena/ et insuper de vineis quod quelibet persona int[r]ans et exciens de aliena vinea, /ortis et viridariis/ solvat pro <banno> introytu<s> solidos quinque et totidem pro exitu et pro

quolibet racemo denarios XII et totidem pro tala, medietas /domino baiulo/<sup>175</sup> <curie>  
et alia denunciati aplicetur.

[fol. 69v]

**[c]** Item ordinaverunt quod si <aliquid> aliquis malefactor fructuum contradixerit in  
permitendo se et raupam ejus inspici, quod credatur tali inspicere volenti et de hoc  
quod ille inspi[c]ere volens dixerit, talis malefactor <bannum> /penam/ et talem solvere  
teneatur.

**[d]** Item ordinaverunt quod in casu in quo talis malefactor non haberet unde solveret,  
fustigetur per villam ad voluntatem domini baiuli.

**[e]** Et predicta durent usque festum Omnium sanctorum.

**[f]** Item ordinaverunt quod pro faciendo pontem levadis portalis Barralerii, dentur de  
pecunia ville quindecim floreni pro omnibus nessessariis ipsius pontis.

---

[fol. 70]

**[85, 1389/08/04]**

LXX

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX, die IIII<sup>a</sup> mensis augusti, congregato  
honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli,  
baiulo et capitaneo ville Brinonie <in>, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli  
Feraudus Feraudi

---

<sup>175</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite  
de la fin de ligne.

magister Jacobus Cabrerii  
 magister Petrus Gaufridi  
 Petrus Arbaudi

nobilis Bertrandus Olivarii  
 Isnardus Broquerii  
 Berardus Aymerici  
 magister Raymundus Bossigue

---

[fol. 70v]

**[86, 1389/08/22]**

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die XXII mensis augusti, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes, ipso domino volente et consentiente et presente, ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)  
 Feraudus Feraudi (S)  
 Johannes de Brinonia  
 Gaufridus de Intercastris  
 Petrus Olivarii  
 Bertrandus Olivarii  
 Johannes Garnerii  
 Petrus Arbaudi  
 Johannes Aymerici

magister Jacobus Cabrerii  
 Isnardus Broquerii  
 Petrus Motini  
 Berardus Aymerici  
 Guillelmus Gaufridi  
 Johannes Fedoni  
 Johannes Quatuorlibrarum  
 Jacobus Blanqui  
 magister Raymundus Bossigue

**[b]** Et primo ordinaverunt super adventu et receptione serenissime domine nostre regine et illustris domini nostri regis Ludovici qui de proximo sunt venturi in presenti villa, dicti domini de consilio remiserunt ordinacionem et omnia que facturi sunt in premissis dispositioni et voluntati dicti domini capitanei, tam super requisitione prolonguii adventus predicti quam super <talli> pallio, vexillis, penonis et inceniis necessariis predicti adventu et pro predictis emendis et aliis expensis faciendis, tam



in eundo ad dictam dominam nostram quam eundo ad emendum predicta in Avinione, fiat una tallia ad rationem de uno grosso pro quolibet centenario supra et infra centenarium et de uno obolo pro quolibet libra, quam exigit nobilis Bertrandus Olivarii.

[fol. 71]

LXXI

**[c]** Item ordinaverunt quod homines hujus ville de panno rubeo induantur propter honorem adventus dictorum domine nostre regine et domini nostri regis.

**[d]** Item ordinaverunt, de voluntate et consensu dicti domini capitanei, presentibus ibidem nobilibus Gaufrido de Brinonia, <Joh[ann]e de Brinonia>, Petro Olivarii, Bertrando Olivarii, Berardo Aymerici /et Jacobo Blanqui/<sup>176</sup>, habentibus deffenssa in territorio Brinonie et consentientibus ad requisitionem dicti honorabilis consilii ad infrascripta propter malum et dapnum quod presencialiter fit in vineis et aliis possessionibus hujus ville per cuniculos et alias feras, <quo> quod duobus annis proximis, ab hodie inantea computandis, cuniculi et alie fere possint cassari et capi per quoscumque habitantes in Brinonia libere et impune<sup>177</sup> et sine pena et banno <cum majus> in dictis deffensis <cujuscumque> quibuscumque cum majus dapnum sit quam comodum defensum<sup>178</sup> cassandi in eisdem, sine tamen prejudicio dominorum deffensium predictorum.

**[e]** Item ordinaverunt quod dictus Feraudus alter ex sindicis /unacum magistro Jacobo Cabrerii/<sup>179</sup>, ex parte dictorum dominorum capitanei et consilii, acedat cum literis credencie ad dominum de Ponteves pro requirendo eundem ut restituat ea que capi fecit indebite ab hominibus de Brinonia et eius baiulie pro transitu bobum et aliorum averium ductorum de <m> montibus. Et in casu quo ipse dominus de

---

<sup>176</sup> Passage intercalé introduit par un caret et situé dans la marge de gauche.

<sup>177</sup> Ms : *in pune*

<sup>178</sup> Ms : *devecum*

<sup>179</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne.

Ponteves non restituet et revocet facta per eum, ille qui accedet ad dominam nostram reginam provideat in premissis.

[f] Item quod ex parte dicti honorabilis consilii scribatur domine nostre regine super capxione magnifici viri Francisci de Baucio<sup>180</sup> ut dignetur ipsum habere recomdatum in liberatione sua.

[g] Et ordinaverunt quod dictus dominus capitaneus pro premissis accedat ad dictam dominam nostram et ad premissa fieri facienda et excequenda.

---

[fol. 71v]

---

[fol. 72]

[87, 1389/09/01]

LXXII

### Consilium

[a] Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die primo mensis septembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Bermundo Drogoli, vicebaiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

### Nomina ipsorum

Feraudus Feraudi (S)

Johannes de Brinonia

Bertrandus Olivarii

Petrus Arbaudi

Johannes Quatuorlibrarum

Berardus Aymericii

magister Petrus Gaufridi

Petrus Motini

Isnardus Broquerii

---

<sup>180</sup> Il s'agit probablement de François de Baux, duc d'Andria, qui pris initialement le parti de Charles de Duras contre le parti angevin et fut déclaré rebelle, mais qui, même après son coûteux ralliement, intrigua encore contre la reine Marie (Alain VENTURINI, « La Guerre de l'Union d'Aix... », *loc. cit.*, p. 45).

Johannes Fedoni

[b] Et primo <ordinarunt>, de ipsius domini vicebaiuli et capitanei voluntate et ipso presente, quod cum Petrus *Daniort* armiger hodie presentaverit in regia curia quasdam patentes literas a sacra regia magestate emanatas, in quibus continetur dictum Petrum *Daniort* instituisse notarium curie regie hujus ville ad vitam suam serviendum seu tenendum per substitutum seu substitutos, quas presentavit dicti domino vicebaiulo et capitaneo qui cum reverencia qua decet jubens illas executioni demandare. Providus vir Feraudus Feraudi sindicus, sindicario nomine hujus ville, a dicta executione fienda appellaverit seu recurrerit ad eandem sacram reginam magestatem tamquam ad illam que fuit male informatam de privilegiis libertatibus et statutis regiis Provincie et hujus ville. Idem Petrus *Daniort* dixerit, ut fertur, eidem Feraudo que *lo dich Feraut acomprira del cors*<sup>181</sup>. Id circo ordinaru[n]t quod predicta exequantur et scribatur domine nostre regine super premissis.

---

[fol. 72v]

[88, 1389/09/09]

Consilium novum et vetus

[a] Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die IX<sup>a</sup> mensis septembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio <scutifero, baiulo et ca> palacio ville Brinonie, coram nobili viro Johanne Drogoli regio scutifero, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

nobilis Johannes de Brinonia

Petrus Arbaudi

---

<sup>181</sup> En provençal dans le texte; comprendre « que le dit Féraud le paiera de sa personne ».

Gaufridus de Brinonia  
 Johannes Garnerii  
 Petrus Olivarii  
 Bertrandus Olivarii  
 Raymundus de Gihnaco  
 Berardus Aymerici  
 Raymundus Bartholomei

magister Jacobus Cabrerii  
 magister Petrus Gaufridi  
 Isnardus Broquerii  
 Petrus Motini  
 Johannes Quatuorlibrarum  
 Raymundus Bossigue  
 Johannes Fedoni

**[b]** Et primo ordinaverunt, de voluntate et consensu dicti domini capitanei et ipso presente et volente, quod de racemis et vino Artacelle et de Campis intrari permitendo infra villam Brinonie comiserunt predicta dicto domino capitaneo et dominis sindicis.

**[c]** /VIDE QUOMODO UNIVERSITAS BRINONIE FUT VENDITA PER NONNULLOS INSCIOS SINDICOS ET ALIOS DE UNIVERSITATE/<sup>182</sup>

Item ordinaverunt quod, atento quod in reductione presentis ville /a/<sup>183</sup> domina nostra regina quinque homines hujus ville in numero contra voluntatem et consensum consilii ac aliorum hominum universitatis dicte ville secreto modo habuerunt certam magnam summam pecunie contra honorem ipsorum, cumque tempore homagii prestiti dicte domine nostre in villa Manuasce<sup>184</sup> suplicatum fuerit sue magestati <quod> pro parte dicte ville quod dictam pecuniam recuperaret cum essent intentionis non sustinere quod fuissent venditi et ipsa domina nostra promississet tunc temporis dictam peccuniam recuperare facta prius declaratione Aquensium. Et attento quod dicta domina nostra cum domino nostro rege sit de proximo ventura in presenti villa et palacium indigeat magna reparatione, ideo ordinaverunt

[fol. 73]

LXXIII

<sup>182</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe suivant.

<sup>183</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à gauche du début de ligne.

<sup>184</sup> Commune de Manosque (c<sup>on</sup> de Manosque, dép. des Alpes-de-Haute-Provence).

quod scribatur dicte domine nostre regine suplicando eidem quatenus dignetur recuperare dictam peccuniam nisi recuperata fuerit – cum dicatur quod Gaufridus de Intercastris, Gaufridus de Brinonia, Guillelmus Giraudi et Johannes Feutrerii de dicta summa adhuc penes se habeant quinque milia et octo centos florenos auri – nam causa mutui residuum dicuntur assignasse dicte domine nostre vel aliis ejus nomine. Et observando promissionem factam per ipsam magestatem comitere exactionem dicte peccunie et reparationem dicti palatii pro honore et relevamine dicte ville ne in futurum videatur quod ipsa ville consentierit in habissione et receptione dicte peccunie dictis dominis capitaneo et sindicis hujus ville et litera dictetur honorificius et melius quantum poterit servando semper honorem hujus ville et mostrando quod, ignorantibus consilio et hominibus universitatis hujus ville prout verisimiliter rei veritas sic se habet, supranominati dictam peccuniam habuerunt indebite et injuste a dicta domina nostra regina seu gentibus suis pro <dedu> reductione dicte ville, ad hoc ut dicta villa nullum dapnum patiatur in futurum pro premissis.

**[d]** Item ordinaverunt quod Feraudus Feraudi syndicus nomine dicte universitatis vadat in Avinione ad emendum a Jacobo de Solario draperio pagnum rubeum necessarium et pridem ordinatum pro librata et vestimento centum personarum hujus ville ob reverenciam regie magestatis breviter venturum in hac villa. Cui Feraudo dicti domini /capitaneus, syndici et alii/<sup>185</sup> <et> de consilio omnes simul dederunt potestatem dictos pannos emendi et pro precio illorum obligandi dictos syndicos et consiliarios, nominibus ipsorum propriis et totius universitatis cum obligationibus, renunciationibus, juramentis et cautelis opportunis prout de predicta ordinacione <sup>. Ego, Guillelmus Borrelli, sumpsi ad partem notam obligationis sive ordinacionis predicte.

/Testes: dominus Johannes Teulerii, Raymundus Adalrani/<sup>186</sup>

[fol. 73v]

<sup>185</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne.

<sup>186</sup> Liste de témoins inscrite par le notaire à gauche du paragraphe précédent.

[e] Item concesserunt de gracia speciali quod dictus dominus capitaneus pro <ist> ista vice tantum possit pro sua provisione istius anni racemos et vinum inmitere de alienis territoriis infra presentem villam, non prejudicando propterea privilegio regio super hoc dicte universitati concesso.

[f] Item ordinaverunt quod quedam litere noviter misse per dictam sacram reginam magestatem ad eternam rei memoriam describantur in presenti libro, quarum literarum tenor sequitur et est talis.

#### Superscriptio

Dilectis fidelibus nostris baiulo, sindicis et consilio ville nostre Brinonie.

Maria regina Jerusalem et Sicilie, comitissa Provincie.

*Tres cars fizels, nos avem recenput vostras letras fazens menssion consi Peyre de Niorot a presentat en nostra cort de Brinhola algunas letras nostras patens p[er] las quals li dich [P]eyre es ordenat notari de Brinhola a sa vida an potestat de servir per substitut; don nos vos fazem saber que lo dich Peyre de Niorot a obtengut de nos lo dit offici a importuna instancia. Mas per tant sapias que nos non volem ne entendem en alcuna maniera prejudicar ni derogar als privilegis e libertat de vos ni de autres subgiets nostres del pays, per que en ayso <fases> fazes ayssins com bon vos semblara de far. Quant es a so que nos aves scrich sobre las menassas fachas per lo dit Peyre a I de vostres suendegues, d'ayso non vos tal ponch duptar car vos remediarem ben sus so, per maniera que lo dit Peyre non aura voluntat ni materia de far vos alcuna enjuria. Tres cars fizels, Diaus sia an vos. Escricha a nostre loc de Tarascon lo IIII jorn de septembre.*

*Palhada*

VIDE LITERAM SUPER OFFICIO TABULARII PRESENTIS CURIE BRINONIE/<sup>187</sup>

---

<sup>187</sup> Annotation marginale d'une main différente de celle du commentateur A, située dans la marge inférieure gauche et associée à une manicule à six doigts.

[fol. 74]

[89, 1389/09/14]

LXXIII

## Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo<sup>188</sup> CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die XIII mensis septembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes <ab> ad subscripta.

## Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudis Feraudi (S)

nobilis Johannes de Brinonia

Petrus Olivarii

Bertrandus Olivarii

Petrus Arbaudi

Johannes Quatuorlibrarum

magister Petrus Gaufridi

magister Jacobus Cabrerii

Petrus Motini

Raymundus Bossigue

Berardus Aymerici

Johannes Fedoni

**[b]** Et primo ordinaverunt quod magister Jacobus Cabrerii nomine universitatis acedat ad dominum de Ponteves causa requirendi eundem ut restituat omnia capta per eum ab omnibus istius ville et baiulie super pedagio per eum indebite et injuste petito et omnia attentata per eum revocet et ad statum pristinum reducat.

**[c]** Item ordinaverunt quod, attento literarum reginalium tenore supra descriptarum et ne libertates presentis ville deteriorescentur, prefatti dominus capitaneus et sindici, si et quando eis visum fuerit, ordinent et ponant in suspensso unum et sufficientem notarium in curia regia dicte ville cum observatione libertatum et privilegiorum ac statutorum presentis ville; qui notarius, prius per eum prestito juramento in manibus

---

<sup>188</sup> Ms : mot redoublé



dicti domini capitanei de bene et legaliter exercendo officium ipsum et observando ipsas libertates, franquias, privilegia et statuta dicte ville, negocia curie habeat scribere, donec et quousque per sacram reginalem magestatem predictam in dicto officio de annuali notario fuerit provisum, pro cuius provisione eidem magestati scribatur suplicando.

---

[fol. 74v]

[90, 1389/09/16]

Consilium

[a] Anno Domini millesimo CCCLXXXIX, die XVI mensis septembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio ville Brinonie <in>, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes, de ipsius domini baiuli et capitanei licencia et voluntate et ipso presente et volente.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

Johannes de Brinonia

magister Jacobus Cabrerii

nobilis Petrus Olivarii

nobilis Bertrandus Olivarii

magister Raymundus Bossigue

magister Petrus Gaufridi

Berardus Aymerici

Isnardus de Bastita

Johannes Quatuorlibrarum

Johannes Fedoni

[b] Et primo, attentis quibusdam literis clausis dominorum senescalli et iudicis majoris, quibus scribitur prefattis domino baiulo et capitaneo, sindicis et consilio quod Petrum de Niort, cui provisum extitit per imperpetuum de officio notarii <v> curie regie Brinonie, deberent admittere et dictus dominus baiulus et capitaneus, volens hoberere mandatum dictorum dominorum, dictum Petrum de Niort ad ipsum officium vellet admittere, prefatti syndici et consilium, consilium tenentes nemine ipsorum

discrepante, per viam ordinacionis solemniter requisiverunt dictum dominum baiulum et capitaneum et sub virtute per eum juramenti prestiti in ingressu dicti sui officii de observando franquias et libertates hujus ville, quatenus observando dictum juramentum dictum Petrum non debeat admittere ad ipsum officium cum litere sue sint impetrata contra libertates dicte ville. Et de hoc alias fuit appellatum ad sacram reginalem magestatem et ipsa sacra reginalis magestas super predictis intentionem suam scripsit dicto consilio. Et dictus dominus baiulus et capitaneus respondit quod non intendit venire contra dictas libertates nec contra suum juramentum, de quibus ipse dominus baiulus et capitaneus pro sui cautela et ipsi syndici nomine dicte universitatis petierunt sibi fieri publicum instrumentum.

/Testes: Isnardus de Bastita, Fulco de Caturco, R. Sellerini/<sup>189</sup>

[fol. 75]

LXXV

**[c]** Item ordinaverunt quod rescribatur dictis dominis senescallo et judici majori, honorifice excusando dictum consilium et suplicando eisdem ut dignentur observare libertates et franquias dicte ville.

**[d]** Item et etiam scribatur domino Roberto de *Droys*, honorifice regraciando eidem et cetera.

Et domino comiti camerario.

Et domino cardinali Cusentino<sup>190</sup> ut pro parte dicte ville intersint.

Et aliis dominis de consilio regio.

---

[fol. 75v]

**[91, 1389/09/23]**

Consilium

---

<sup>189</sup> Liste de témoins inscrite par le notaire à gauche du paragraphe précédent.

<sup>190</sup> Nicolas de Brancace, évêque de Cosenza et cardinal d'Albano, était membre du conseil royal de la reine Marie (Marcelle-Renée REYNAUD, *Le temps des princes Louis II et Louis III d'Anjou-Provence (1384-1434)*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000, p.135).

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die XXIII mensis septembris, congregato honorabili consilio ville Brionie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brionie, consilium tenentes.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

Johannes de Brionia

Petrus Olivarii

magister Jacobus Cabrerii

Bertrandus Olivarii

Bertrandus Bossigue<sup>191</sup>

Johannes Quatuorlibrarum

Johannes Fedoni

**[b]** Et primo ordinaverunt quod, attenta penuria et carestia racemorum istius anni, tribuatur licencia illis qui hospicia propria et domicilium proprium in presenti villa et homagium fecerint domino nostro rege inmitendi racemos eorum vinearum quas habent in territorio de Artacella et de Campis, pro isto anno tantum et non ultra.

**[c]** Item ordinaverunt et taxaverunt salarium nobilis Bertrandi Olivarii pro talliis usque nunc per eum collectis et pro duabus colligendis usque festum Omnium sanctorum, videlicet ad florenos auri viginti quinque.

**[d]** Item, attenta relatione facta per magistrum Jacobum Cabrerii super ambaxiata facta ad dominum de Ponteves, quod scribatur dicto domino de Ponteves super restitutione bonum de Vallo et de Corredis<sup>192</sup> in forma debita.

**[e]** /Relatio/<sup>193</sup>

<sup>191</sup> Il s'agit d'une erreur d'écriture puisque le conseiller *Bossigue* porte le prénom de *Raymundus*.

<sup>192</sup> Commune de Correns (c<sup>on</sup> de Cotignac, dép. du Var).

<sup>193</sup> Annotation marginale du notaire ajoutée à gauche du paragraphe suivant.

Item retulerunt ipsi domini de consilio, quod ipsi supranominati unacum nobili Isnardo de Bastita, Berardo Aymerici, Petro Motini, Isnardo Broquerii et Petro Arbaudi consiliariis, quod die martis proxime preterita ordinaverunt scriber[e] prout scriptum fuit domine nostre regine, domino cardinali Cusentino et omnibus aliis dominis de consilio regio super injuriis /et/ minis dictis et factis per Petrum *Daniort* dictis dominis capitaneo, sindicis, consilio et universitati presentis ville et nichilominus licenciam contulisse magistro Gauselmo Gaufridi notario ipsas literas et diversas alias per eum scribendas forte in absencia mei, Guillelmi Borrelli notarii presentis consilii, et quod eidem Gauselmo satisfiat de suo labore condecienti et quod cartularia consilii stent penes syndicos, ne propter carenciam ipsorum cartulariorum ordinationes defficiantur scribere. Hec scripsi ego, qui supra notarius.

---

[fol. 76]

[92, 1389/10/02]

LXXVI

[a] Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die secunda mensis octobris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in curte regis palatii, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

#### Nomina

nobilis Bermundus Drogoli  
 Feraudus Feraudi  
 Johannes de Brinonia  
 magister Jacobus Cabrerii  
 Johannes Fedoni  
 Isnardus Broquerii

P[etrus] Arbaudi  
 Johannes Quatuorlibrarum  
 Raymundus Bossigue  
 Berardus Aymerici

[b] Et primo ordinaverunt, de ipsius domini baiuli et capitanei voluntate et ipso presente et volente, quod portetur Aquis pecuniam debita[m] per ipsam universitatem Guillelmo Aymerici de Aquis, periculo tamen dicte universitatis, et

predicta comiserunt faciendi portari dictis sindicis juxta eorum consilium et ordinacionem.

---

[fol. 76v]

**[93, 1389/10/19]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die XIX mensis octobris, congregatis honorabilibus hominibus ville Brinonie infrascriptis in reffectorio fratrum Minorum, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, ibidem presente et consentiente, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudis Feraudi (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

Gaufridus de Brinonia

Johannes de Brinonia

Petrus Olivarii

Bertrandus Olivarii

Raymundus Bartholomei

Isnardus Broquerii

magister Jacobus Cabrerii

Berardus Aymerici

Johannes Quatuorlibrarum

Johannes Fedoni

magister Petrus Gaufridi

P[etrus] Arbaudi

P[etrus] Motini

Raymundus Bossigue

Johannes Garnerii

Isnardus Claverii

---

[fol. 77]

**[94, 1389/10/20]**

LXXVII

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, XX mensis octobris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in reffectorio fratrum Minorum, coram nobili viro Johanne

Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta peragenda.

#### Nomina

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudis Feraudi (S)

Gaufridus de Brinonia

Johannes de Brinonia

Gaufridus de Brinonia<sup>194</sup>

Johannes Garnerii

Petrus Olivarii

Bertrandus Olivarii

Raymundus Bossigue

pro Isnardo de Bastita, dominus capitaneus

Guillelmus de Glanneves

Isnardus Broquerii

Johannes Fedoni

Berardus Aymerici

P[etrus] Arbaudi

magister Petrus Gaufridi

Petrus Motini

magister Jacobus Cabrerii

Isnardus Claverii

Monnetus de Gihnaco

Bertrandus Besse

/VIDE QUOMODO FUIT EXPOSITUM PER AMBAXIATOREM REGIS LUDOVICI/<sup>195</sup>

**[b]** Et primo attenta ambaxiata exposita in dicto consilio per <s> spectabilem et magnificum virum dominum Robertum de Drocis militem, primum ganbellanum illustrissimi principis et domini nostri domini regis Ludovici ex parte serenissime domine nostre regine Marie, per quam ambaxiatam ipse dominus Robertus exposuit et significavit in dicto consilio coronationem felicem dicti domini nostri regis faciendam, Domino concedente, die ultima hujus mensis et ejus transitum prosperum et jocundum in suo regno Sicilie feliciter cum victoria faciendum, Domino juvante, de proximo, obque ex parte regia, ipse dominus ambaxiator requisivit nomine mutui dictum consilium sive universitatem dicte ville de aliquo sucursu peccuniario

[fol. 77v]

<sup>194</sup> Ms : nom présent deux fois dans la liste

<sup>195</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe suivant.

sive bladi, cum etiam blado egeat regia magestas pro transitu suo, et etiam de consilio bono et utili ad ip[s]am regiam magestatem, cum asserat ipse dominus ambaxiator quod modo simili alii subditi, vassalli et amici dicte regie magestatis requiruntur de presenti ex dicta parte regia de sucursu et consilio habendis ab ipsis. Qua expositione audita et requisitione inde secuta, ipsi de consilio, nemine ipsorum discrepante, de voluntate et consensu dicti domini capitanei et ipso presente, ordinauerunt quod in quasu quod ville sive civitates et loca Provincie presentis sub nomine mutui vel alias concesserint aut obtulerint facere aliquod sucurssum dicte regie magestati pro coronatione et transitu suis, tunc et eo quasu et non alias presens villa Brinonie faciat <debitum> posse suum erga regiam magestatem juxta quod alia patria faciet et <in> juxta possibilitatem ipsius ville de succurrendo sibi in istis necessitatibus et meliud si melius potest et ita respondeatur cum reverencia dicto domino Roberto ambaxiatori ex parte dicti consilii per syndicos.

**[c]** Item respondeatur sibi super consilio petito quod hoc remittunt consilio regio.

---

[fol. 78]

**[95, 1389/10/21]**

LXXVIII

### Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die XXI mensis octobris, congregato honorabili [consilio] ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes.

### Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli  
 Feraudus Feraudi  
 Johannes de Brinonia  
 P[etrus] Olivarii  
 Bertrandus Olivarii

P[etrus] Motini  
 Johannes Fedoni  
 Isnardus Broquerii



Berardus Aymerici  
magister Jacobus Cabrerii

Petrus Arbaudi  
magister Petrus Gaufridi  
Raymundus Bossigue

**[b]** Et primo, attentis literis inclite domine nostre regine Marie per quas dictis dominis de consilio scripsit et significavit coronationem felicem serenissimi principis domini nostri <et> domini Ludovici, regis Jerusalem et Sicilie ejus <cass> carissimi nati sui, favente divina clemencia in presenti<sup>196</sup> mense octobris faciendam in Avinione, ob quod ipsa domina nostra regina graciose requisivit per dictas literas dictum consilium ut ad ipsam coronationem jocundam miteret duos vel tres notabiles homines. Ipsi domini de consilio letanter et cum maximo gaudio elegerunt in ambaxiatores ad eundum ad ipsam coronationem et faciendum honorem dicto domino nostro regi, videlicet dictos dominum capitaneum et Feraudum Feraudi alterum ex sindicis, sumptibus dicte ville, et in eorum societate nobiles viros Gaufridum de Intercastris et Isnardum de Bastita, sine gagis cum accedere debebant ad excellenciam reginalem pro factis eorum propriis. Et ordinaverunt quod dicti dominus capitaneus et syndicus debeant praticare et taliter facere cum domina nostra regina et cum <ipsis> ipso nobili Gaufrido, nomine suo et nobilis Gaufridi de Brinonia, quod ipsi remaneant soluti et liberi et consolati de eorum factis fiendis cum domina nostra regina.

/LITERA ET INSINUATIO FACTA DE CORONATIONE REGIS LUDOVICI/<sup>197</sup>

/ET HIC ETIAM VIDE QUOMODO ILLI QUI HABUERUNT PECCUNIAS DE VILLA BRINONIE RECEPERUNT APUNCTAMENTUM/<sup>198</sup>

[fol. 78v]

**[c]** Item ordinaverunt quod dicti domini ambaxiatores debeant suplicare domine nostre regine super restitutione bonorum Catherine, uxoris Fulconis Broquerii, et alias debeant facere, tractare et procurare [ad] honorem et comodum dicte universitatis Brinonie et incolarum personarum ipsius.

<sup>196</sup> Ms : *presente*

<sup>197</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

<sup>198</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

**[d]** Et taxaverunt pro tribus roncinis dicto domino capitaneo et Feraudo pro quallibet die, florenos auri duos.

---

[fol. 79]

**[96, 1389/11/12]**

LXXIX

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die XII mensis novembris, congregato honorabili consilio Brinonie <con> in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

Petrus Olivarii

magister Jacobus Cabrerii

P[etrus] Arbaudi

Johannes Fedoni

magister Raymundus Bossigue

nobilis Johannes de Brinonia

P[etrus] Motini

magister P[etrus] Gaufridi

nobilis Bertrandus Olivarii

Isnardus Broquerii

Berardus Aymerici

**[b]** Et primo facta relatione per nobilem virum dominum capitaneum supradictum et Feraudum Feraudi, ambaciatores electos ad eundum ad felix coronationem serenissimi domini nostri regis Ludovici, qualiter ipsi interfuerunt in dicta felici coronatione.

**[c]** Item etiam audita relatione in dicto consilio facta per syndicos supradictos et etiam per dominum Guillelmum de Sparrono, olim iudicem curie regie Brinonie, quod dictus dominus Guillelmus syndicationis tempore adimplevit in presenti villa et quod nullus comparuit qui aliquam querimoniam fecerit contra ipsum, criminaliter vel

civiliter, ideo de voluntate dictorum sindicorum et consilii dictus, dominus Guillelmus de Sparrono fuit licenciatus a presenti villa per dominum capitaneum supradictum.

[fol. 79v]

**[d]** Item ordinaverunt, de licencia et voluntate dicti domini capitanei et ipso presente, volente et consenciente, quod fiat una tallia ad rationem unius denarii<sup>199</sup> pro libra quallibet et unius grossi pro quolibet centenario supra et infra, inclusa in presenti tallia pridem ordinata ad rat[i]o[n]em unius oboli pro libra et unius grossi pro ce[n]tenario qua tallia oboli sit cassa et nulla, ad solventum restam debitorum subsidii istius anni, quam exigat nobilis Bertrandus Olivarii.

**[e]** Item ordinarunt quod fiat libra nova per subscriptos ut est consuetum, videlicet :

nobilem Johannem de Brinonia  
Feraudum Feraudi  
Bertrandum Olivarii  
Berardum Aymer[i]ci  
Johannem Garnerii  
Johannem Fedoni

nobilem Bermundum Drogoli

---

[fol. 80]

**[97, 1389/11/18]**

LXXX

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo<sup>200</sup> CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die XVIII<sup>a</sup> mensis novembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in ecclesia fratrum Minorum, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum

---

<sup>199</sup> Ms : *venarii*

<sup>200</sup> Ms : mot redoublé

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Guillelmus de Glanneves

Monnetus Bartholomei

magister Petrus Gaufridi

magister Jacobus Cabrerii

P[etrus] Arbaudi

<magister> Petrus Motini

nobilis Johannes de Brinonia

nobilis P[etrus] de Saltu

Raymundus Bossigue

Isnardus Broquerii

Bertrandus Olivarii

Johannes Quatuorlibrarum

Johannes Fedoni

Berardus Aymerici

P[etrus] Tavernoni

**[b]** Et primo, attenta litera noviter missa per dominam nostram reginam prefattis dominis capitaneo, sindicis et consilio, per quam eis comitit recuperationem peccunie habite per certos sing[u]lares cives dicte ville a dicta domina nostra regina propter reductionem dicte ville, ordinaverunt quod rescribatur dicte domine nostre regine quod parati sunt ipsas literas executionem mandare juxta eorum posse, licet prediligissent quod dicta commissio facta fuisset alii persone quam eis, faciendo mentionem in dicta responcione de absencia Guillelmi Giraudi et Johannis Feutrerii, habita prius conferencia cum Gaufrido de Intercastris et Gaufrido de Brinonia super premissis.

VIDE QUOMODO DOMINA NOSTRA REGINA MARIA VOLUIT RECUPERARE PECUNIAM AB ILLIS QUI ILLAM RECEPERANT PRO VENDITIONE DICTE VILLE/<sup>201</sup>

**[c]** Item ordinaverunt quod in quasu quo predicti habentes peccuniam ad tractatum dicti domini capitanei, sindicorum et consilii renuerint facere dictam restitutionem et incontinenti operam non dederint in eadem, fiat executio contra eos prout in dictis literis reginalibus continetur.

---

[fol. 80v]

---

[fol. 81]

---

<sup>201</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

[98, 1389/11/23]

LXXXI

## Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die XXIII mensis novembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in curia regia Brinonie, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes.

## Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli	
Johannes de Brinonia	Raymundus Bossigue
Berardus Aymerici	Petrus Motini
magister Petrus Gaufridi	P[etrus] Arbaudi
nobilis Bertrandus Olivarii	Johannes Fedoni
magister Jacobus Cabrerii	Isnardus Broquerii
	Johannes Quatuorlibrarum

**[b]** Et primo ordinaverunt quod, atento quod Bermundus Ruffi non curavit solvere in festo Omnium sanctorum proxime preterito triginta florenos in quibus ipse ipsi universitati tenetur prout promiserat, licet in pignore assignaverat quoddam pratum quod non potest sufficere ad sumam, ideo requisiverunt per modum ordinacionis dictum dominum capitaneum quatenus excecutionem faciat contra dictum Bermundum Ruffi, pro quantitate predicta cum expensis.

**[c]** Item ordinando requisiverunt dictum dominum capitaneum quod fiat excecutio contra illos qui peccunias habuerunt a domina nostra regina propter reduxionem presentis ville prout supra alias ordinaverunt potissime in bonis Guillelmi Giraudi et Johannis Feutrerii qui absentes sunt a presenti villa, quibus scribatur ex parte consilii quod veniant amicablem restitutionem facere, alias fiet dicta <exces> excecutio.

/VIDE CONTRA ILLOS QUI VENDIDERUNT BRINONIAM/<sup>202</sup>

<sup>202</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

---

[fol. 81v]

[99, 1389/12/03]

Consilium

**[a]** Anno Domini M<sup>o</sup>CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die III<sup>o</sup> mensis decembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regio palacio, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli

Feraudus Feraudi

nobilis Johannes de Brinonia

Petrus Olivarii

magister Jacobus Cabrerii

Berardus Aymerici

magister Petrus Gaufridi

Petrus Motini

Raymundus Bossigue

Johannes Fedoni

nobilis Bertrandus Olivarii

P[etrus] Arbaudi

**[b]** Et primo fuerunt aquitiati, de voluntate dicti domini baiuli, supradicti prenominati syndici <de et> per dictum honorabile consilium de omnibus universis et singulis peccun[i]arum summis nomine ipsius universitatis durante tempore officii eorum sindicatus anni presentis receptis per eosdem a quibuscumque personis, tam nomine mutui quam aliter quomodocumque quam a nobili Bertrando Olivarii, exactore nonnullarum talliarum in villa Brinonie dicto tempore durante per ipsum honorabile consilium inditarum; etiam de omnibus solutis /et/ expensis per eosdem ipsos syndicos presentes, stipulantes et per se et eorum heredes solemniter recipientes <que> unanimiter et concorditer quitiarunt penitus et absolverunt et cetera.

/<Testes: nobilis Guillelmus Giraudi de Brinonia et P[etrus] Bartholomeum>/<sup>203</sup>

---

<sup>203</sup> Liste de témoins inscrite par le notaire à gauche du paragraphe précédent et rayée d'un trait diagonal.

**[c]** De quibus omnibus et sing[u]lis dicti syndici petierunt sibi fieri publicum instrumentum. Dictatum et cetera.

Actum in palacio regio predicto, presentibus nobili viro Guillelmo Giraudi de Brinonia et Petro Bartholomei de Masalgis, testibus vocatis et ad predicta rogatis. Et me, Guillelmo Borrelli, notario publico et cetera.

/Dictetur ad plenum/<sup>204</sup>

---

[fol. 82]

**[100, 1389/12/10]**

LXXXII

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die X mensis decembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regia curia Brinonie, coram nobili Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Feraudis Feraudi (S)

Johannes de Brinonia

Petrus Olivarii

magister Jacobus Cabrerii

Raymundus Bossigue

Petrus Arbaudi

magister Petrus Gaufridi

Johannes Quatuorlibrarum

Bertrandus Olivarii

Berardus Aymerici

Petrus Motini

---

[fol. 82v]

**[101, 1389/12/19]**

Consilium

---

<sup>204</sup> Annotation marginale du notaire ajoutée à gauche du paragraphe précédent.



**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die XIX mensis decembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in curia regia, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli

Feraudus Feraudi

Johannes de Brinonia

P[etrus] Arbaudi

Bertrandus Olivarii

magister Raymundus Bossigue

P[etrus] Motini

magister P[etrus] Gaufridi

magister Jacobus Cabrerii

Berardus Aymerici

Johannes <qa> Quatuorlibrarum

**[b]** Et primo, ordinaverunt super facto domini de Ponteves quod mandetur eidem unus de consilio cum litera credencie et credencia sic talis quod ex parte consilii predicti requirat et roget dictum dominum de Ponteves ut processus instrumenta et alia per eum seu ejus gentes innovata contra gentes de Brinonia et ejus baiulie super pedagio noviter petito per eundem tanquam nullos, nullas et nulla debeat cancellari facere et abolere. Et si predicta facere recusaverit, requiratur quod debatum predictum ponatur in duobus vel tribus communibus amicis istarum vallium, attento quod comode dominus Castri Raynardi<sup>205</sup> haberi non potest, qui communes amici juridice habeant dictum debatum infra breve tempus terminare sine lite et questione. Et in casu quo predicta facere recusaverit, fiant excusationes debite si de jure ipsorum de consilio et comissione jam propterea impetrata utantur in futurum. Et fuit electus ad eundem<sup>206</sup> ad dictum dominum de Ponteves dictus magister Jacobus Cabrerii.

<sup>205</sup> Il s'agit vraisemblablement de Blacas de Pontevès, seigneur de Châteaurenard, qui avait été nommé lieutenant du sénéchal en 1379 (Fernand CORTEZ, op. citp. 121).

<sup>206</sup> Ms : *eundem*

[c] Item super facto alberge fuit comissum dictis sindicis et Bertrando Olivarii qui habeant tractare et praticare cum domina prioressa Artacelle et ejus <prioressa> conventu quod arrayragia dicte albergue pro oneribus dicte ville vellint graciose remittere dicte universitati. Et in casu quo in totum nollent arrayragia ipsa remittere, tractent certam compositionem cum eidem ut melius poterunt pro relevamine dicte universitatis et inde relationem faciant dicto consilio.

---

[fol. 83]

[102, 1390/01/03]

LXXXIII

### Consilium

[a] Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXIX, die tercio mensis januarii, confregato honorabili consilio ville Brinonie in curia regia dicti loci, coram nobili viro Johanne Drogoli, schansono regio, castellano, baiulo et capitaneo regie curie predicti loci, de ipsius domini baiuli licencia et voluntate et ipso presente, volente et consentiente, ad consilium tenendum pro rebus infrascriptis.

### Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli (S)

Johannes de Brinonia

Bertrandus Olivarii

Petrus Olivarii

Berardus Aymerici

Petrus Arbaudi

Johannes Fedoni

Petrus Motini

magister Raymundus Bossigue

Johannes Quatuorlibrarum

Isnardus Broquerii

[b] Et primo ordinaverunt, volente, presente et concentiente dicto domino baiulo et capitaneo, quod Salvator Mosterii, monnerius molendinorum communis loci predicti, qui jam incepit facere certas molas novas ad opud molendinorum predictorum perseveret et conatur toto suo posse extrahere, facere et perficere sex molas novas

in peyreria Sancti Columbarii territorii Arearum, quas ipse Salvator facere vult et intendit bono animo ad opud molendinorum ipsorum ac plures alias prout tenetur

[fol. 83v]

et cum ipse Salvator non habeat peccuniam ex qua seu de qua possit ipsas molas facere aportari ad villam Brinonie ut tenetur, etiam ordinarunt quod universitas faciat dictas molas venire sumptibus ville, quos sumptus ab eodem Salvatore prout melius poterit recuperentur cum sit pauper.

**[c]** Et incontinenti nobilis Gaufridus de Intercastris promisit per stipulationem eisdem dominis supranominatis dictas sex molas facere aportari ad villam Brinonie, in quibus sunt seu esse dicuntur quinquaginta quatuor lapides, et hoc hinc ad diem Carnisprivii proximum futurum precio pro quolibet lapide quatuor solidorum, quos quatuor solidos pro quolibet lapide dicti domini, nomine ipsius universitatis, eidem nobili Gaufrido solvere seu de debito in quo ipse nobilis Gaufridus ipsi universitati tenetur compensare promiserunt.

**[d]** Item ordinarunt quod cum idem Salvator non habeat vitum suum in faciendo dictas molas, quod incontinenti nobilis Bertrandus Olivarii, exa[c]tor talliarum, nomine universitatis mutuo tradat de pecunia tallie sue solidos viginti, habita prius cautione debita de restituendo ipsi universitati dictos solidos viginti cum ipse Salvator dare se offerat fidejussorem, videlicet Monnetum Claverii.

**[e]** Item ordinarunt quod cum nobilis Gaufridus de Intercastris, nomine universitatis, pridem solverit Guillelmo Aymerici de Aquis restam debiti in quo universitas eidem Guillelmo Aymerici tenebatur causa mutui et nonnullas expensas pro ipso debito, quod nobilis Bertrandus Olivarii eidem nobili Gaufrido

[fol. 84]

LXXXIII

solvat de pecunia talliarum et restituat omne<s> id et quicquid per eundem Gaufridum solvisse reperietur.

**[f]** Item solvatur eidem nobili Gaufrido et Bermundo Drogoli pro expensis per eos factis Aquis in solvendo restam dicti debiti, florenos auri tres.

**[g]** Item ordinarunt super facto seu querela nobilis Alasacie Cordellie, quod die <Johannis> jovis proxima venienti congregetur consilium novum et vetus et nonnulli alii probi antiqui hujus ville ad deliberandum et caute consulendum super premissis.

---

**[103, 1390/01/06]**

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die VI mensis januarii, congregato honorabili consilio novo et veteri in curia regia Brinonie, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et <capithaneo> capitaneo ville Brinonie, de ipsius voluntate et ipso presente, consilium ad subscripta tenentes.

Nomina ipsorum<sup>207</sup>

nob. Bermundus Drogoli (S)

Feraudus Feraudi (S)

{ Johannes de Brinonia

P[etrus] Olivarii

Bertrandus Olivarii } nobiles

mag. Jacobus Cabrerii

Petrus Arbaudi

Raymundus Bossigue

P[etrus] Motini

Johannes Quatuorlibrarum

Berardus Aymerici

Isnardus Broquerii

mag. Johannes Fedoni

Johannes Garnerii

Johannes Martini

Bermundus Ruffi

**[b]** Et primo, de voluntate dicti domini baiuli, ordinarunt quod perquirantur cartularia antiqua et scripturas pro f[a]cto Alasacie Cordellie, que comiserunt dominis sindicis, magistro Jacobo Cabrerii et michi Guillelmo Borrelli notario.

---

<sup>207</sup> Afin de conserver la présentation en trois colonnes adoptée par le notaire, nous n'avons pas développé ici les abréviations *nob.* et *mag.* pour *nobilis* et *magister*.

**[c]** Item ordinarunt quod statuta rescribantur in uno libro per magistrum Gaucelmum Gaufridi quod possint tenere auditores bannorum.

**[d]** Item quitiarunt Bermundum Ruffi qui solvit in extenuatione sui debiti ibidem eisdem dominis viginti quinque flore[n]os, quos recepit nobilis Bertrandus Olivarii.

/Testes: Jacobus Blanqui, Johannes Martini/<sup>208</sup>

/Fiat apodixa in forma/<sup>209</sup>

---

[fol. 84v]

**[104, 1390/01/10]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die X<sup>a</sup> mensis januarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in regia curia dicti loci, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo dicti loci, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum dominorum

nobilis Bermundus Drogoli

Feraudus Feraudi

Johannes de Brinonia

Bertrandus Olivarii

Petrus Olivarii

magister Jacobus Cabrerii

P[etrus] Motini

magister P[etrus] Gaufridi notarius

P[etrus] Arbaudi

Johannes Quatuorlibrarum

Raymundus Bossigue

**[b]** Et primo, de voluntate ipsius domini baiuli, ordinarunt [quod] domini syndici, nobilis Joh[ann]es de Brinonia, magister Jacobus Cabrerii, magister Johannes Fedoni et ego Guillelmus Borrelli notarius cum diligencia qua convenit audiamus computa et rationes nobilis Bertrandi Olivarii, exactoris nonnullarum talliarum, quibus

---

<sup>208</sup> Liste des témoins inscrite par le notaire à gauche du paragraphe précédent.

<sup>209</sup> Annotation infrapaginale du notaire.

auditis et ut convenit calculatis et examinatis faciant relationem consilio ad hoc ut valeat quitiare si erit quitandus vel ne.

---

**[105, 1390/01/11]**

Consilium

**[a]** Anno quo supra, die XI mensis januarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in domo heredum Alberti Pugeti quod fuit Petri Belloni, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli

Feraudus Feraudi

Johannes de Brinonia

Bertrandus Olivarii

P[etrus] Olivarii

P[etrus] Arbaudi

P[etrus] Gaufridi

Raymundus Bossigue

Johannes Fedoni

**[b]** Et primo ordinarunt, dicto domino baiulo volente et presente, quod fiat una tallia ad rationem unius oboli pro libra et pro quolibet centenaro illud q[uo]d videbitur facere illis qui computa debent audire ad solvendum arrayragia que debentur dominabus Artacelle pro alberga XXX librarum.

---

[fol. 85]

**[106, 1390/01/19]**

LXXXV

Consilium

**[a]** Anno incarnationis ejusdem Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die XIX<sup>a</sup> mensis januarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in villa Brinonie in hospicio

heredum Alberti Pugeti, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad infrascripta <ad>.

#### Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli

Feraudus Feraudi

Johannes de Brinonia

Petrus Olivarii

Petrus Arbaudi

Johannes Quatuorlibrarum

Petrus Motini

magister Jacobus Cabrerii

magister Petrus Gaufridi

Berardus Aymerici

magister Johannes Fedoni

magister Johannes Fedoni<sup>210</sup>

Isnardus Broquerii

**[b]** Et primo ordinaverunt, de voluntate <qui> dicti domini baiuli et capitanei et ipso presente et volente, quamdam talliam ad rationem unius oboli pro quolibet libra et duorum grossorum argenti pro quolibet centenario supra et infra ad solvendum arrayragia albergue triginta librarum in quibus ipsa universitas <et> est obligata dominabus monialibus Artacelle a quatuor annis citra et etiam ad solvendum dicto domino capitaneo florenos viginti in quibus ipsa universitas sibi tenetur causa mutui et nonnulla alia debita in quibus ipsa universitas tenetur, <inclusa> /cancellata/ tallia pridem ordinata per ipsos pro premissis cum non sufficeret. Quam exigat nobilis Bertrandus Olivarii et habeat [tam] pro suo salario quam pro resta salarii seu salariorum in quibus ipsa universitas eidem teneretur huc usque florenos auri <e> octo.

[fol. 85v]

**[c]** Item attenta litera domine nostre regine et credencia hodie in presenti consilio exposita per nobilem Johannem *Cret* scutiferum regium, ordinaverunt quod unus de consil[i]o accedat cum dicto domino capitaneo ad dominam nostram reginam causa regraciandi sue magestati comissionem dictis dominis capitaneo, sindicis et consilio factam super recuperatione peccunie et etiam pro excusando dictum dominum

<sup>210</sup> Ms : nom présent deux fois dans la liste



capitaneum et etiam consilium de excecutione non perfecta, necnon ad sciendum et videndum voluntatem et intencionem ejusdem domine nostre super asolamento reste peccunie restituende et alias dicendum et faciendum pro utilitate presentis ville et illorum qui restituere debent peccuniam prout melius et honorificius facere poterit et fuit electus ad predicta magister Jacobus Cabrerii notarius.

/HIC EQUIDEM TRACTATUR CONTRA ILLOS QUI VENDIDERUNT BRINONIAM/<sup>211</sup>

**[d]** Item ordinaverunt quod dictus electus nichil recipiat a villa pro viagio predicto et quod rescribatur dicte domine nostre super litera credencie predictae ut fieri debet.

---

[fol. 86]

**[107, 1390/02/08]**

LXXXVI

#### Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die VIII<sup>a</sup> mensis februarii, congregato honorabili /consilio/ ville Brinonie in aula hospicii heredum Alberti Pugeti, coram nobili viro Johanne Drogoli, regio scutifero, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes.

#### Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli

Feraudus Feraudi

Berardus Aymerici

P[etrus] Motini

Bertrandus Olivarii

Petrus Olivarii

magister Petrus Gaufridi

magister Johannes Fedoni

Petrus Arbaudi

Isnardus Broquerii

---

<sup>211</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

**[b]** Et primo ordinaverunt, ipso domino baiulo presente et volente, quod Fulco Bernardi sit et esse debeat porquarius communis cum libertatibus et franchises aliis concessis Sthephano Bessoni, olim porquario communis.

**[c]** Item ordinarunt, de voluntate qua supra, quod solvatur nobili Guillelmo Giraudi de debito in quo Bermundus Ruffi universitati tenetur omne id in quo universitas eidem Guillelmo teneri reperietur et successive aliis creditoribus dicte universitatis videlicet Feraudo Feraudi, Johanni Fedoni et P[etro] Arbaudi.

**[d]** Item ordinaverunt, de voluntate qua supra, quod cum tallia supra ordinata pro solvendo arrayragia albergue debita monasterio Artacelle non sufficiat et propterea mutuo dictum consilium suscepit<sup>212</sup> a dicto domino capitaneo florenos viginti et ab alio latere sibi debeatur certa resta

[fol. 86v]

pro ponte levadis portalis Barralerii, ideo ordinaverunt pro solutione premissorum unam talliam ad rationem unius grossi pro quolibet centenario supra et infra et alias <de> pauperiores supportentur juxta conscienciam nobilis Bertrandi Olivarii, collectoris ordinati noviter dicte tallie. Quiquidem collector de dicta tallia incontinenti solvat dicto domino capitaneo ea que sibi debentur et etiam salarium notarii presentis consilii cum nichil habuerit de eodem.

/QUOUSQUE FUIT FACTUM/<sup>213</sup>

---

[fol. 87]

**[108, 1390/02/15]**

LXXXVII

Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die XV mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in <r> crota fratrum Minorum, coram

---

<sup>212</sup> Ms : *succeperit*

<sup>213</sup> Annotation infrapaginale du commentateur A.

nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes et facientes ad subscripta peragenda.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli

Feraudus Feraudi

nobilis Johannes de Brinonia

Petrus Motini

Berardus Aymerici

Petrus Arbaudi

Johannes Fedoni

magister Jacobus Cabrerii

magister Petrus Gaufridi

nobilis Bertrandus Olivarii

nobilis Petrus Olivarii

Raymundus Bossigue

Isnardus Broquerii

**[b]** Et primo cum nobilis vir Bertrandus Olivarii de Brinonia exactor extiterit unius tallie per honorabile consilium indite ad rationem unius grossi pro quolibet centenario supra et infra centenarium; item alterius tallie per dictum honorabile consilium indite ad rationem duorum denariorum pro libra quallibet; item sucsequenter extitit exactor duarum talliarum ad rationem duorum denariorum pro libra quallibet et etiam duarum talliarum exactarum cum illis ad rationem unius grossi pro quolibet centenario supra et infra centenarium; item alterius tallie ad rationem unius denarii pro libra et unius grossii pro quolibet centenario supra et infra; que tallie adcendunt in universo munero in summa florenorum auri [\*\*\*]

**[c]** Et sic facta calculatione et diligenti extimatione per dictos dominos syndicos Johannem de Brinonia, Jacobum Cabrerii et Johannem Fedoni, auditores electos ipsarum talliarum, fuit quitatus in coro consilii cum universitas dicto exactori remaneat obligata pro premissis in florenis auri XI, solidis X et denariis VIII et petiit instrumentum et cetera.

/Testes: dominus G[uillelmus] Claverii, Monnetus ejus <filius> nepos/<sup>214</sup>

/Dictetur in forma/<sup>215</sup>

<sup>214</sup> Annotation marginale du notaire à droite du paragraphe précédent.

[fol. 87v]

**[d]** /Electio consilii/<sup>215</sup>

Item ordinarunt supra/retro/nominati domini syndici et consiliarii, de ipsius domini baiuli et capitanei retroscripti licencia et volu[n]tate et ipso presente et volente, cupientes providere indepnitati hujus ville Brinonie cum tempus eorum finiatur die XXIII<sup>a</sup> hujus mensis februarii que erit festum sancti Mathei apostoli, volentes igitur providere de sindicis et consiliariis eis succedentibus qui habeant ipsam universitatem ville Brinonie regere atque gubernare pro posse et fideliter ac legaliter consulere ad honorem Dei omnipotentis et omnium sanctorum ejus et honorem et fidelitatem serenissimi principis domini nostri domini Ludovici, Dei gracia Jerusalem et Sicilie regis, illustris ducis Andegavie, Senomanie<sup>217</sup> et Rouciacii<sup>218</sup> comitatuum Provincie et Forcalquerii ac Pedemontis comitis, et prosperum statum passificum et tranquillum totius universitatis ejusdem et sing[u]larum personarum ejusdem ville, prout actenus consuetum est, et notarium ad scribendum ordinationes et negocia ipsius futuri honorabilis consilii cum gagiis <el> et emolumentis consuetis. Qui, Dei nomine invocato, elegerunt ut sequitur.

Nomina electorum sunt hec

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

Consiliarii

nobilis Gaufridus de Intercastris

nobilis Gaufridus de Brinonia

Isnardus de Bastita

Johannes Garnerii

---

<sup>215</sup> Annotation marginale du notaire à gauche du paragraphe précédent.

<sup>216</sup> Annotation marginale du notaire à gauche du paragraphe suivant.

<sup>217</sup> Comté du Maine.

<sup>218</sup> Vers 1381, Louis I d'Anjou s'était porté acquéreur du comté de Roucy (Jean LE FÈVRE, *op. cit.*, p. 6), mais il dut être restitué aux comtes de Braine après un arrêt du parlement de Paris en 1408 (Marcelle-Renée REYNAUD, *op. cit.*, p. 26, note 38).

nobilis Bermundus Drogoli	Raymundus Bartholomei
Feraudus Feraudi	magister Petrus Tavernoni
Johannes Raynaudi	Johannes Aymerici senior
Isnardus Claverii	Audebertus Aymerici
Et pro notario magister Gaucelmus Gaufridi notarius.	
/Que scripsi ego G[uillelmus] Borrelli/ <sup>219</sup>	

---

[fol. 88]

**[109, 1390/02/19]**

LXXXVIII

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX<sup>o</sup>, die XIX<sup>a</sup> mensis februarii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in foro ante regiam curiam, coram nobili viro Johanne Drogoli, baiulo et capitaneo ville Brinonie, consilium tenentes ad subscripta.

Nomina ipsorum

nobilis Bermundus Drogoli	
Feraudis Feraudi	
magister Petrus Gaufridi	Petrus Motini
Berardus Aymerici	Raymundus Bossigue
Bertrandus Olivarii	Johannes Fedoni
Petrus Olivarii	

**[b]** Et primo ordinarunt quod, cum pridem dictus dominus baiulus et capitaneus ad instanciam et requisitionem nobilis Guillelmi Feraudi, habitatoris dicti loci, preconisari mandaverit quod omnis persona que servicium prestare tenetur <su> Beatrici Aymerigue ejus uxori eidem recognoverit infra certum terminum sub certa pena et co[m]jssione predii illius, que preconizatio videtur esse facta contra bonos mores et

---

<sup>219</sup> Annotation marginale du notaire à droite de la phrase précédente.

consuetudi[n]es ipsius ville, quod domini syndici sequantur causam ip[s]am a capite usque ad finem sumptibus ville ad hoc ut dicta preconizatio juridice annulletur.

---

[fol. 88v]

---

[fol. 89]

[110, 1390/02/27]

FOL<sup>o</sup> 89<sup>220</sup>

Mutatio consilii novi<sup>221</sup>

Consilium

[a] Anno incarnationis Domini M<sup>o</sup> trecentesimo octuagesimo nono, die penultima mensis februarii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie ad sonum campane more solito in refectorio fratrum Minorum ubi consilium dicte ville aliquotiens tenetur, in presencia nobilis viri Johannis Drogoli, regii scutiferi, schansoni, castellani, baiuli et capitanei curie regie dicte ville et de sui mandato pro causis subscriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt subscripti domini syndici et consiliarii.

Videlicet

nobilis<sup>222</sup> Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

{ Gaufridus de Brinonia

Gaufridus de Intercastris

Bermu[n]dus Drogoli } nobiles

Isnardus de Bastita

Raymundus Bartholomei

Audebertus Aymerici

Petrus Tavernoni

Johannes Raynaudi

---

<sup>220</sup> Foliotation du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du registre.

<sup>221</sup> Changement de main : il s'agit ici du notaire *Gaucelmus Gaufridi*, élu notaire du conseil le 15 février 1390.

<sup>222</sup> Ms : début de *nob* à gauche du *nobilis* écrit au long

Johannes Garnerii  
Feraudus Feraudi

Isnardus Claverii  
Johannes Aymerici senior

**[b]** Quiquidem domini de consilio, consilium tenentes de volu[n]tate et licencia dicti domini baiuli et capitanei

[fol. 89v]

et ipso presente et consentiente, ordinaverunt nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

**[c]** Et primo, sequentes eorum antiquissimam possessionem et libertatem circa renovationem officiorum subscriptorum que per dictum consilium annis singulis dantur et ordinantur, in dictis officiis providerunt et ordinaverunt de licencia et auctoritate quibus supra.

Videlicet : Auditores bannorum

nobilem Johannem de Brinonia  
et Petrum Arbaudi

Extimatores

nobilem Bertrandum Olivarii  
magistrum Petrum Gaufridi notarium  
Johannem Fedoni  
nobilem Petrum Olivarii

Operarios sive sacristas ecclesie

Petrum Motini  
Bertrandum Galline

Ponderatores panis

Bertrandum Monnerii  
Petrum Maurini

[fol. 90]



Alialatores mensurarum, ponderum et cannarum quarumcumque

Petrum Tavernoni

Johannem Fedoni

Regardatores carniū et piscium

Monnetum de Ginhaco et

Monnetum Beraudi

Thesaurarium dicte ville

Johannem *Quatreliours* mercatorem

Custodes trium clavium caxie sive archivi privilegiorum et sigilli dicte ville

predictos nobilem Johannem Drogoli

et Berardum Aymerici syndicos pro una

Johannem Garnerii pro alia

Feraudum Feraudi pro alia

**[d]** Qui omnes officarii supranominati videlicet cruce signati juraverunt ad sancta Dei euangelia in manibus dicti domini baiuli et capitanei bene et legaliter dicta eorum offi-

[fol. 90v]

cia prout ad quemlibet eorum spectat exercere ad honorem et fidelitatem regiam bonumque statum et prosperum dicte ville.

**[e]** Item ordinaverunt juxta potestatem eis attributam per excellenciam reginalem et ipso domino baiulo presente et consentiente pro supportandis oneribus dicte ville, quod fiat reva comunis in dicta villa Brinonie omnium rerum ad ordinacionem et voluntatem subscriptorum electorum; quibus dederunt potestatem et largum posse capitulandi dictam revam, cum protestatione per dictum consilium solemniter factam d[ic]tam revam revocandi et tollendi<sup>223</sup> prout eis visum fuerit expedire.

---

<sup>223</sup> Ms : *tonendi*

## Nomina electorum ad faciendum capitula dicte reve

nobilis Johannes Drogoli (S)  
 Berardus Aymerici (S)  
 { Gaufridus de Intercastris  
 Bermundus Drogoli } nobiles  
 Feraudus Feraudi  
 Johannes Garnerii

---

[fol. 91]

[111, 1390/03/01]

FOL<sup>o</sup> 91

## Consilium

**[a]** Anno quo supra, die prima mensis martii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in camera Berardi Aymerici ubi consilium pro nunc tenetur, coram nobili viro Johanne Drogoli, regio scutifero, baiulo et capitaneo ville Brinoni[e] et de sui mandato pro causis subscriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfueru[n]t subscripti domini syndici et consiliarii.

## Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)  
 Berardus Aymerici (S)  
 { Gaufridus de Brinonia  
 Bermundus Drogoli } nobiles  
 Isnardus de Bastita  
 Feraudus Feraudi  
 Johannes Garnerii  
 Raymundus Bartholomei  
 Petrus Tavernoni

Johannes Raynaudi  
 Audebertus Aymerici  
 Johannes Aymerici et  
 Isnardus Claverii

**[b]** Quiquidem domini consilarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli et capitanei et ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

**[c]** Et primo ordinaverunt dicti domini consilarii, presente, volente et consentiente dicto domino baiulo, quod attento quod nobilis Gaufridus

[fol. 91v]

**[de]** Valbella hodie in dicto consilio presentaverit dicto domino baiulo et capitaneo litteras comissionis officii baiulie presentis ville emanatas a domina nostra regina et executorias emanatas a domino Provincie senescallo, quibus litteris cavetur quod dictus nobilis Gaufridus est provisus de dicto officio baiulie et pro uno anno tantum in forma antiqua; quod ipse nobilis Gaufridus admittatur ad ipsum officium baiulie tantum et pro uno anno prout in dictis suis litteris continetur, prefato nobili Johanne Drogoli in suo dicto officio capitaneatus juxta continencia suarum litterarum quousque successor suus advenerit in eodem permanente ut debet.

**[d]** Item ordinaverunt, de licencia et auctoritate quibus supra, juxta eorum antiquissimam consuetudinem aprobatam, quod claves portalium dicte ville custodiantur prout est consuetum, videlicet per dictum dominum regium capitaneum de quolibet portali una clavis teneatur et custodiatur pro sui libito voluntatis tanquam dominus.

**[e]** Item alie claves d[ic]torum portalium et pontium levadis teneantur et custodiantur per probos viros dicte ville subscriptos, videlicet de portali et ponte fratrum Minorum per Fulconem de Quaturcio qui a longo tempore citra illas tenuit.

**[f]** Item claves portalis et pontis Barralerii teneantur et custodiantur per Johannem Raynaudi.

**[g]** Item claves portalis et pontis de Caramia teneantur et custodiantur per magistrum Guillelmum Borrelli notarium.

**[h]** Item claves portalis et pontis Sancti Petri teneantur et custodiantur per Isnardum Broquerii.

**[i]** Et predicta ordinaverunt, de licencia et auctoritate quibus supra, ad honorem et fidelitatem regiam et pro pacifico et salubri statu presentis ville.

---

[fol. 92]

**[112, 1390/03/11]**

FOL<sup>o</sup> 92

Consilium

**[a]** Anno quo supra, die undecima mensis martii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie sono camp[a]ne preambulo ut moris est in hospicio consilii noviter electo pro consilio tenendo, in presencia nobilis viri Gaufridi de Valebella, baiuli curie regie ville Brinonie, et de sui mandato pro causis subscriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii subscripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

{ Gaufridus de Intercastris

Bermundus Drogoli } nobiles

Isnardus de Bastita

Feraudus Feraudi

Johannes Garnerii

Petrus Tavernoni

Johannes Aymerici et

Johannes Raynaudi

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consensiente, nemine ipsorum discrepante, prout sequitur infra.

**[c]** Et primo ordinaverunt dicti domini consiliarii, presente et consentiente dicto domino baiulo, pro utilitate rey publice quod sex /mole/ molendinorum dicte

universitatis noviter f[a]cte in territorio de Petrafoco<sup>224</sup> adportentur et dicti syndici hoc fieri faciant et conducant animalia sumptibus dicte universitatis et recipiant a nobili Gaufrido de Intercastris decem florenos per eum debitos dicte universitati.

---

[fol. 92v]

---

[fol. 93]

[113, 1390/03/16]

FOL<sup>o</sup> 93

Consilium novum et vetus

[a] Anno Domini millesimo CCCLXXXIX, die XVI martii, XIII inditionis, congregato honorabili consilio vetere et novo ville Brinonie sono campane preambulo more solito in aula sive refreytorio domus fratrum Minorum dicte ville ubi dempsiter<sup>225</sup> consuetum est tenere pro consilio tenendo, in presencia nobilis viri<sup>226</sup> Gaufridi de Vallebella, baiuli curie antedicte, et de sui mandato pro causis subscriptis ordinandis; in quoquidem consilio fuerunt et interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

{ Gaufridus de Brinonia

Gaufridus de Intercastris

Bermundus Drogoli } nobile[s]

Raymundus Bartholomey

Feraudus Feraudi

Johannes Garnerii

magister Petrus Tavernoni aurifaber

<Berardus>

Audebertus Aymerici

Johannes Raynaudi

Johannes Aymerici

Isnardus Claverii

---

<sup>224</sup> Commune de Pierrefeu-du-Var (c<sup>on</sup> de Cuers, dép. du Var).

<sup>225</sup> Lecture incertaine; possiblement pour *densiter*, soit l'adverbe *fréquemment*.

<sup>226</sup> Ms : mot redoublé

## Vetus consilium

{ nobilis Bermundus Drogoli	
Feraudus Feraudi { olim sindici	
nobilis Bertrandus Olivarii	Petrus Motini
Jacobus Cabrerii notarius	Isnardus Broquerii
nobilis Petrus Olivarii	Johannes Fedoni
magister Petrus Gaufridi notarius	
Johannes Quatuorlibrarum	

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes

[fol. 93v]

de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

**[c]** Et primo, attenta littera quadam credencie hodie nobis destinata in <nostro> consilio per reginalem excellenciam et demum ambassiata explicata per egregium et nobiles viros dominum Poncium Cayssii et Johannem Creti tam laudabiliter et tam prudenter explicata in plana consilii audiencia super glorioso et auspicio transitu domini <nostri> nostri regis d[i]vino bravio faciendo apud partes Ytalicas et pro relevatione onerum et expensarum vellemus in articulo sue necessitatis de aliqua subventionem sive dono gracioso ac empresto fideliter subvenire, ordinaverunt pluribus hinc inde considerationibus habitis et pariter praticatis necnon et quod ista lacessita villa pre pondere paupertatis est opressa et quod vix reperiri potest unus denarius, quod respondeatur dictis dominis regiis ambassiatoribus tam honorabiliter quam fieri poterit quod consilium predictum nomine universitatis dicte ville et puris cordibus contentatur zelo<sup>227</sup> fidelitatis eorumdem et fideliter consentiit, licet in talibus<sup>228</sup> minime teneatur juxta privilegia ipsius ville, quod pro dicto felici transitu et pro exaltatione regii diedemati et honore succurratur ipsi domino nostro regi juxta facultatem dicte ville secundum magis et minus quod alie civitates et ville demanii

---

<sup>227</sup> Ms : *zelu*

<sup>228</sup> Ms : *taulibus*

facient si faciant aliquos sucursus in dicto transitu alias non. Et super hoc ordinaverunt quod mitatur incontinenti ad consilium ville Sancti Maximini et habita informatione a dicta villa determinetur de suma sive quantitate secursus fiendi per dictam villam Brinonie, qua summa determinata per specialem nuncium significetur dictis ambassiatoribus ut brevius fieri poterit saltim usque diem dominicam.

/VIDE FORMAM ANTIQUAM QUAM TENEBAT IN CONCESSIONE DONORUM/<sup>229</sup>

---

[fol. 94]

[114, 1390/03/17]

FOL<sup>o</sup> 94

Consilium vetus et novum

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXX nono, die XVII martii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in hospici[o] consilii pridem electo ad sonum campane et voce preconia preambulis, mandato quippe nobilis viri Gaufridi de Valebella, baiuli curie dicte ville, ibidem presentis pro causis subscriptis ordinandis et pariter reformandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

† Gaufridus de Intercastris

Bermundus Drogoli † nobiles

honorabiles viri

Feraudus Feraudi

Johannes Garnerii

Raymu[n]dus Bartholomey

Petrus Tavernoni

<Berardus> Audebertus Aymerici

Johannes Aymerici

Johanne[s] Raynaudi

Isnardus Claverii

---

<sup>229</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.



## Vetus consilium

{ Johannes de Brinonia	Petrus Arbaudi
Petrus Olivarii	P[etrus] Motini
Bertrandus Olivarii { nobiles	Isnardus Broquerii
magistri { Jacobus Caprerii notarius	Raymu[n]dus Bossigua
{ Petrus Gaufridi { notarii	

[fol. 94v]

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consensiente, nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

**[c]** Et primo, quia attenta reformatione heri in plana consilii audiencia facta et quod dignum est <quod dignum est> quod in hoc transitu tam glorioso, tam strenuo et tam laudabili domino nostro regi illustri et victorioso et maxime in hoc neccessitatis articulo cum devotione innata succurramus, licet non teneamur juxta privilegia hujus Brinonie ville, habentes pre oculis azimam fidelitatem ordinaverunt ac etiam reformaverunt quod per viam mutui tradantur prout per ambassiatores per viam mutui requisitum fuit, videlicet quingenti sestarii annone ad mensuram presentis ville Brinonie. Et sic predictam ordinacionem comiserunt respondentibus dictis dominis ambassiatoribus adhuc in presenti villa sistentibus prefatis sindicis, nobili viro Gaufrido de Intercastris et Feraudo Feraudi.

/VIDE FORMAM ANTIQUAM IN CONCESSIONE/<sup>230</sup>

[fol. 95]

**[115, 1390/03/19]**FOL<sup>o</sup> 95

Consilium

<sup>230</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCC<sup>mo</sup>LXXX nono, die sabati XVIII<sup>a</sup> martii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in hospicio ipsius consilii sono campane preambulo, in presencia nobilis viri Gaufridi de Vallebella, baiuli dicte ville, et de sui mandato pro causis subscriptis reformandis et pariter ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

{ Gaufridus de Brinonia

Isnardus Claverii

Gaufridus de Intercastris

Johannes Raynaudi

Bermundus Drogoli } nobiles

{ Johannes Garnerii

Raymundus Bartholomey

Audebertus Aymerici

magister Petrus Tavernoni

Johannes Aymerici } honorabiles

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente<sup>231</sup> et consentiente, nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

**[c]** Et primo, ordinaverunt quod juxta capitula ordinata super revis colligendis fiant preconizationes in talibus consuetas ne dicte reve valeant defraudari.

[fol. 95v]

**[d]** Item ordinaverunt, de voluntate qua supra, quod dicte reve intrent et incipiantur a die lune proxima in unum annum proximum, habita prius littera a domina nostra regina super hoc neccessaria.

**[e]** Item ordinaverunt, de voluntate qua supra, quod dicte reve inquantentur et precio quo poterunt meliori liberentur ad inquantum per modum infrascriptum, videlicet :

---

<sup>231</sup> Ms : *dicti domini baiuli ac ipso volente* répété

Videlicet

Reva bladi per se.

Reva vini per se.

Reva macelli et piscium per<sup>232</sup> se.

Reva draperie, merssarie et speciarie per se.

Reva omnium aliarum rerum in dictis capitulis contentarum per se.

VIDE REVAS ANTIQUAS<sup>233</sup>

**[f]** Item ordinaverunt, de voluntate qua supra, quod incontinenti dicte reve incipiantur inquantari et quousque liberate fuerint leventur ipse reve per credenserios infranominatos, qui jurent in manibus dicti domini baiuli bene et legaliter d[ic]tas revas colligere et bonam rationem facere dicto consilio.

Et fuerunt electi credencerii

Videlicet

nobilis Bertrandus Olivarii  
Johannes Raynaudi et  
magister Guillelmus Borrelli

[fol. 96]

FOL<sup>o</sup> 96

**[g]** Ita tamen quod dictus nobilis Bertrandus Olivarii pecuniam ipsarum revarum recipiat et assignet thesaurario dicte ville.

**[h]** Et dictus magister Guillelmus Borrelli scribat rationem credensarie in forma debita de revis debitis et debendis, receptis et recipiendis per dictum nobilem Bertrandum Olivarii et faciat bulletas.

---

<sup>232</sup> Ms : *pers*

<sup>233</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

**[i]** Et dictus Johannes Raynaudi dictas bulletas tradat et recuperet a molendinariis soluto jure reve et in predictis omnibus sit presens et interesse debeat tam in receptione dictarum pecuniarum per eum recipiendarum quam in scribendis per ipsum magistrum Guillelmum.

**[j]** Item ordinaverunt quod ipsi credenserii recipiant pro eorum salario inter ipsos tres, per mensem et pro rata francos tres.

**[k]** Item ordinaverunt, de voluntate qua supra, quod in preconizationibus fiendis propter revas apponatur pena quinquaginta librarum et ipsa pena non exhigatur per curiam regiam nec aliqualis inquisitio fiat nisi denunciaretur per syndicos vel per emptores seu collectores dictarum revarum.

**[l]** Item ordinaverunt quod die lune proxima incipiant colligere dictas revas et die <lune> crastina preconizentur.

[fol. 96v]

**[m]** Item ordinaverunt quod dictus nobilis Johannes Drogoli syndicus dictet et ad dictamen suum scribantur capitula ipsarum revarum cum supra electi ad capitulandum non capitulaverunt nisi de rebus et quantitibus revarum ipsarum et juxta ipsa capitula per eum dictanda fiant preconizationes et postea observentur per unum annum integrum.

**[n]** Item ordinaverunt quod magister Petrus Tavernoni diminuat omnes mensuras vini grossas et minutas juxta capitulum reve dicti vini.

**[o]** Item ordinaverunt quod tractetur cum inquantatore presentis ville quod pro uno franco inquantet dictas revas.

---

[fol. 97]

## Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX, die vicesima mensis martii, congregato honorabili [consilio] ville Brinonie, in presencia nobilis Gaufridi de Vallebella, baiuli <et capita> ville ipsius, ad sonum campane more solito in hospicio hospicii dicti consilii et de mandato dicti domini baiuli pro causis subscriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

## Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

† Gaufridus de Brinonia

Gaufridus de Intercastris

Bermundus Drogoli † nobiles

Johannes Garnerii

Raymundus Bartholomey

Johannes Raynaudi

Audebertus Aymerici

Isnardus Claverii

Petrus Tavernoni

Johannes Aymerici

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepa[n]te prout sequitur infra.

**[c]** Et primo ordinaveru[n]t, de voluntate dicti domini baiuli, pro comuni utilitate totius rey publice et ad <tollerandum> inveniendum provisionem bladi dati sive concessi dicto domino nostro regi et etiam pro retinenda provisione neccessaria huic ville quod fiant preconizationes in dicta villa quod nulla persona audeat emere bladum in presenti villa, nisi tantummodo pro sua comestione.

**[d]** Item quod nulla persona audeat extrahere bladum a dicta villa Brinonie donec provisio dicti domini nostri regis fuerit

[fol. 97v]

facta et provisio neccessaria dicte ville fuerit facta sub pena centum librarum et admissionis dicti bladi, cujus medietas aplicetur curie regie et alia universitati dicte ville.

**[e]** Item ordinaverunt pro utilitate rey publice quod avere caprinum ab inde inantea stet et nutriatur in terminiis antiquis dicti averis sub pena in statutis dicte ville contenta.

**[f]** Item ordinaverunt quod credencerii revarum supraordinati debeant indegare et respicere hospicia ad reperendum farinas pro jure reve conservando, quibus credenceriis dictus dominus baiulus dedit potestatem dicta hospicia perquirendi et juramenta recipiendi prout eis melius videbitur expedire et fiat preconizatio quod omnis persona debeat manifestare farinam totam quam penes se de suo vel alieno habebit sub pena L librarum et admissionis farine, cujus pene medi[e]tas aplicetur curie regie et alia medietas universitati dicte ville.

---

[fol. 98]

**[117, 1390/03/20]**

98

#### Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXIX, die XX<sup>a</sup> mensis martii, congregato honorabili consilio ville Brinonie sono campane ut moris est preambulo in hospicio dicti consilii et de mandato nobilis viri Gaufridi de Vallebella, baiuli curie regie antedicte, ibidem presentis et consentientis, pro causis subscriptis ordinandis interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)  
Berardus Aymerici (S)

{ Gaufridus de Brinonia  
 Bermundus Drogoli } nobiles  
 Johannes Garnerii  
 Raymundus Bartholomey

Johannes Raynaudi  
 Isnardus Claverii  
 magister Petrus Tavernoni

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

**[c]** Et primo, ordinaverunt ex super abundanti cautela quod scribatur domine nostre regine pro littera generalium revarum habenda et interim exactio ipsarum suspendatur sed scribatur ut fuerat ordinatum ne perdat in futurum.

**[d]** Item ordinaverunt quod fiat perquisitio per totam presentem villam<sup>234</sup>  
 /Vaccat<sup>235</sup>

[fol. 98v]

**[e]** Item ordinaverunt quod fiat generalis perquisitio omnium bladorum presentis ville et ordinaverunt regardatores

Videlicet

Berardum Aymerici syndicum  
 nobiles Bermundum Drogoli  
 Bertrandum Olivarii  
 Johannem Raynaudi et  
 Guillelmum Clari notarium

**[f]** Item ordinatum quod Huguetus de Pennis accedat ad presenciam domine nostre regine<sup>236</sup> pro dicta littera habenda, cui fuerunt taxati tres franqui et tradantur sibi decem floreni pro solutione dictarum litterarum pro qua pecunia <benda> habenda

<sup>234</sup> Le paragraphe est rayé de multiples traits diagonaux.

<sup>235</sup> Annotation marginale du notaire ajoutée à gauche du paragraphe précédent.

<sup>236</sup> Ms : *regina*



tradiderunt, videlicet nobilis Johannes Drogoli syndicus unam suam caciam, Johannes Garnerii aliam suam caciam et Raymundus Bartholomey quinque florenos, qui debent esse soluti de prima pecunia proventura.

---

[fol. 99]

**[118, 1390/03/29]**

99

### Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX, die XXIX mensis martii, congregato honorabili consilio ville Brinonie sono campane preambulo ut moris est in aula domus palatii regii, mandato nobilis viri Gaufridi de <Brinonia> Valebella, baiuli dicte [ville], ibidem presentis et consentientis, pro causis subscriptis ordinandis interfuerunt domini syndici et consiliarii subscripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

† Gaufridus de Brinonia

Gaufridus de Intercastris

Bermundus Drogoli † nobiles

Johannes Garnerii

Raymundus Bartholomei

Audebertus Aymerici

Johannes Raynaudi

P[etrus] Tavernoni

Isnardus Claverii

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante.

**[c]** Et primo ordinauerunt <primo>, inspecta, perlecta et diligenter percepta serie litterarum reginalium concessarum super impositione revarum capitulatim per dictum consilium ordinarum, quod deinde exactores seu collectores super hoc electi circa

exactionem et recuperationem ipsius reve solliciti sint eandem extra[h]ere juxta ordinem capitulorum <super hoc> propterea editorum.

---

[fol. 99v]

[119, 1390/04/06]

Consilium

**[a]** Anno quo supra, die VI mensis aprilis, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in hospicio consilii dicte ville sono campane more solito preambulo<sup>237</sup>, <de> mandato quippe nobilis viri Gaufridi de Intercastris, vicebaiuli<sup>238</sup> curie regie ville Brinonie, ibidem presentis et consentientis, pro causis subscriptis ordinandis et pariter reformandis interfuerunt domini syndici et consiliarii subscripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

{ Gaufridus de Intercastris

Gaufridus de Brinonia

Bermundus Drogoli } nobiles

Isnardus de Bastita

Feraudus Feraudi

Johannes Garnerii

Raymundus Bartholomey

Johannes Raynaudi

Berardus Aymerici

magister Petrus Tavernoni

Johannes Aymerici

Isnardus Claverii

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes<sup>239</sup> de voluntate dicti domini vicebaiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

---

<sup>237</sup> Ms : *preambula*

<sup>238</sup> Ms : *vicebaiulo*

<sup>239</sup> Ms : *tenenentes*

**[c]** Et primo, ordinaverunt quod incontinenti emanatur quingenti sestarii annone supra promissi per dictum consilium pro transitu domini nostri regis et fuerunt empti a personis infra particulariter nominatis preciis infrascriptis; que

[fol. 100]

100

precia promiserunt dicti domini de consilio solvere personis ipsis de prima pecunia proventura ex revis dicte ville prout infra sequitur.

**[d]** Et primo fu[e]runt empti a Raymundo Bartholomei centum sestarii annone precio solidorum novem provincialium pro quolibet sestaria et assendunt in summam florenorum quinquaginta sex solidorum IIII.

**[e]** Item fuerunt empti a nobili viro Johanne Drogoli <triginta> sestarii annone viginti quinque precio supradicto et assendit [ad] florenos XIII denarios XII, solvendi secundo loco ut supra.

**[f]** Item fuerunt empti a Johanne Quatuorlibrarum sestarii annone centum quinquaginta precio supradicto<sup>240</sup> et assendunt in universo [\*\*\*], solvendi tercio loco.

**[g]** Item fuerunt empti a Johanne Garnerii sestarii annone viginti quinque precio predicto quod assendit ad florenos XIII denarios XII, solvendi quarto loco.

**[h]** Item fuerunt empti a Feraudo Feraudi sestarii annone viginti quinque precio predicto quod assendit ad florenos XIII denarios XII.

[fol. 100v]

**[i]** Item fuerunt empti a domina Beatrice de Castronovo centum sestarii annone precio predicto; item ab eadem viginti quinque sestarios precio predicto.

**[j]** Item fuerunt empti a Maria Pugete sestarii annone viginti quinque precio predicto.

---

<sup>240</sup> Ms : *supra* redoublé

**[k]** Item fuerunt empti a Jacobo Blanqui sestarii annone viginti quinque precio predicto.

**[l]** Item ordinaverunt et cum iuramento promiserunt dicti domini de consilio dictas quantitates solvere dictis personis prout supra per ordinem sunt descripte de prima pecunia proventura ex dictis revis pre ceteris omnibus aliis debitis veniendis forcitan in dicta villa.

**[m]** Et fuit preceptum per dictum dominum vicebaiulium supranominatis personis, de voluntate dicti consilii, et ad penam librarum C coronatorum quatenus quantitates bladi supra emptas penes se custodiant donec ab eis fuerint ex parte dicti consilii requisite.

**[n]** Item ordinaverunt quod attento quod bladum necessarium pro transitu domini nostri regis est repertum <quod> quod defensum<sup>241</sup> dudum factum in presenti villa /de non extrahendo bladum a presenti villa/<sup>242</sup> revocetur et ex nunc revocarunt.

[fol. 101]

101

**[o]** Item ordinaverunt liberaliter et de gracia speciali quod Raymundus Bartholomey et Johannes Quatuorlibrarum pro reva mercaturarum, butigiarum speciarie et draparie <sive sint pani sive q> infra quas presencialiter existunt teneantur solvere decem francos et de aliis mercaturis decetero per eis aportandis et immitendis /vel emendis/<sup>243</sup> infra presentem villam teneantur solvere ut in capatulis ordinatis per dictum consilium continetur.

**[p]** Item ordinaverunt quod de reva macelli non exhigatur, nisi medietas.

---

<sup>241</sup> Ms : *devecum*

<sup>242</sup> Passage intercalé introduit par un caret ainsi qu'un appel de note distinctif et situé à la fin du paragraphe.

<sup>243</sup> Passage intercalé introduit par un caret ainsi qu'un appel de note distinctif et situé à la fin du paragraphe.

**[q]** Item et de blado molendo per gentes ville vel farina reperta non exhigantur, nisi duo denarios pro sestario.

**[r]** Item reva vini /extrahendi a villa/ non duret, nisi usque festum sancti Michaelis proximum, et quod de trempa<sup>244</sup> nichil solvatur.

**[s]** Item ordinaverunt quod ab hostaleriis, nichil exhigatur.

**[t]** Item ordinaverunt quod Bertrandus Olivarii et Johannes Raynaudi sufficient ad colligendum dictas revas, nullo scriptore eis adjuncto sed ipsimet scribant prout scribere inceperunt et teneantur ipsi collectores qualibet die sabati rationem facere de hiis que collegerint thesaurario dicte ville et ei assignare pecuniam collectam, presentibus sindicis vel altero ipsorum et quod in ratione ipsorum collectorum scribatur summa per manum alterius sindicorum.

**[u]** Et fuerunt taxati cuilibet dictorum duorum collectorum pro salario unius anni floreni viginti pro quolibet.

**[v]** Item quod thesaurarius nichil solvat, nisi per cedulas sindicorum.

---

[fol. 101v]

**[120, 1390/04/07]**

**[a]** Anno quo supra, die VII aprilis, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in hospicio consilii dicte ville sono campane preambulo, mandato quippe nobilis viri <Johannis> Gaufridi de Intercastris, vicebaiuli ipsius ville, ibidem presentis et consentientis, pro causis subscriptis ordinandis, interfuerunt domini<sup>245</sup> syndici et consilarii infrascripti.

---

<sup>244</sup> Ms : *tempra*

<sup>245</sup> Ms : mot redoublé

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

{ Gaufridus de Intercastris

Gaufridus de Brinonia

Bermundus Drogoli } nobiles

Isnardus de Bastita

Johannes Garnerii

Johannes Aymerici

Feraudus Feraudi

Johannes Raynaudi

Raymundus Bartholomei

magister Petrus Tavernoni

<Berardus> Audebertus Aymerici

Isnardus Claverii

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini vicebaiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante ut sequitur infra.

**[c]** Et primo, ordinaverunt quod bladum promissum pro transitu domini nostri regis, attenta littera graciosae domine nostre regine, portetur apud Tholonum sumptibus dicte ville et detur pro quolibet sestario portando unus grossus. Et pecunia ad hec neccessaria mutuo suscipiatur a personis descriptis in quadam cedula super hoc facta, quod mutuum exhigant Berardus Aymerici syndicus et Johannes Garnerii. Et pro dicto blado porta[n]do compellatur animalia habentes et in regressu, dicta animalia portent molas molendinorum ad presentem villam et detur cuilibet animali portanti dictas molas pro quolibet cayrono grossos tres.

---

[fol. 102]

**[121, 1390/04/13]**

102

Consilium no[v]um et vetus

[a] Anno Domini millesimo CCCLXXXX, die XIII aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in domo consilii dicte ville sono<sup>246</sup> campane preambulo ut moris est, mandato nobilis viri Gaufridi de Vallebella, baiuli<sup>247</sup> dicte ville, ibidem presentis et consentientis, pro causis subscriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii subscripti.

Videlicet

Berardus Aymerici (S)

nobiles Gaufridus de Brinonia

Bermundus Drogoli

Johannes Garnerii

Feraudus Feraudi

Raymundus Bartholomei

Johannes Raynaudi

magister Petrus Tavernoni

Johannes <Claverii> Aymerici

Isnardus Claverii

De consilio vetere

nobilis Bertrandus Olivarii

magister Petrus Gaufridi notarius

[b] Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

[c] Et primo, ordinauerunt quod attento quod nullo modo via potest reperiri de quo possit satisfieri sennerio pro magisterio sive perfectione campane per eum facte huic v[i]lle et quod nisi presencialiter eidem sennerio non sastisfieretur forte hec villa reportaret<ur> dampnum, quod eidem sennerio solvantur octo floreni de reva presencialiter ordinata, quod non faciant in prejudicium eorum prestiti sacramenti, sed<e> ad obviandum dampnis que evenire posset. Que omnia fecerunt de voluntate

---

<sup>246</sup> Ms : *sonono*

<sup>247</sup> Ms : *baiulo*



venditorum bladorum <quibus> qui recipere habent adhuc solutionem eorum bladi super dicta reva.

[fol. 102v]

**[d]** Item ordinaverunt quod Petrus Blanqui custodire debeat bene et fideliter claves portalis fratrum Minorum /et/ quod propterea non teneatur facere scubias ullo modo.

---

[fol. 103]

**[122, 1390/04/18]**

103

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX, die XVIII aprilis, congregato honorabili consilio [\*\*\*]

---

[fol. 103v]

**[123, 1390/04/22]**

Consilium

**[a]** Anno quo supra, die XXII aprilis, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brino[nie] in hospicio consilii dicte ville sono campane preambulo ut moris est, mandato quippe nobilis viri Gaufridi de Valebella, baiuli curie regie dicte ville, ibidem presentis et consentientis, pro causis subscriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii subscripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

{ Gaufridus de Brinonia

Isnardus de Bastita

Bermu[n]dus Drogoli } nobiles

Johannes Garnerii

Audebertus Aymerici

Johannes Raynaudi

Johannes Aymerici et

Isnardus Claverii

Feraudus Feraudi

magister Petrus Tavernoni

**[b]** Quiquidem<sup>248</sup> domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

**[c]** Et primo, ordinauerunt quod locatur nobili Guillelmi Giraudi de facto quod scripsit domine nostre regine<sup>249</sup> quod remedium aponatur incontinenti.

**[d]** Item attento quod pro parte Malvini *Malzieu* et Bernardi *Malzieu* fratrum, civium et habitatorum Brinonie, fuerit impetrata certa comissio facta per dictam dominam nostram reginam domino Petro Raynaudi<sup>250</sup>, continens inter cetera quod ipse dominus<sup>251</sup> Petrus habeat inquirere de causa criminali contra ipsam Raymbaudam; ob quod vigore dicte comissionis, dicta Raymbauda fuit citata Aquis ad respondendum

[fol. 104]

104

certis inquisitionibus contra eam factis, que predicta veniunt contra privilegium concessum huic ville per dictam dominam nostram de non trahendo per comissarios aliquam personam a presenti villa pro causa criminali<sup>252</sup>, ordinauerunt quod predictum privilegium defendatur per viam appellationis et supplicationis vel alias prout expediens fuerit et protestetur contra dictos impetrantes dictam comissionem de fractione dicti privilegii et libertatum hujus ville. Et predicta exequantur per syndicos hujus ville vel alterum ipsorum ac nobiles viros Gaufridum de Intercastris et

<sup>248</sup> La lettre initiale est légèrement ornée, ce qui est rarissime dans ce document.

<sup>249</sup> Ms : *domina nostra regina*

<sup>250</sup> *Jurisperitus* originaire de Fréjus, puis citoyen d'Aix, il fut nommé juge d'Aix en 1362, membre du conseil royal en 1366, puis juge des premières appellations de Provence par des lettres de nomination datées du 24 mars 1368, poste qu'il occupait encore au moins en 1387 (Jean-Luc BONNAUD, *op. cit.*, annexe II-R, p. 4, n° 893).

<sup>251</sup> Ms : *domino*

<sup>252</sup> Ce privilège fut concédé par la reine Marie le 24 avril 1387, tel qu'il appert aux folios 74v et 75 du Livre rouge (AA1).

Isnardum de Bastita, consiliarios dicte ville, quibus et cuilibet ipsorum plenam et liberam potestatem concesserunt predicta proseguendi et cetera.

[e] Item ordinaverunt [\*\*\*] Non processit et cetera.

---

[fol. 104v]

[124, 1390/04/24]

[a] Anno quo supra, die XXIII aprilis, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in hospicio consilii dicte ville sono<sup>253</sup> campane preambulo ut moris est, mandato quippe nobilis viri Gaufridi de Valebella, baiuli curie dicte ville, ibidem presentis et consentientis, pro causis subscriptis ordinandis<sup>254</sup>; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)  
Berardus Aymerici (S)  
Gaufridus de Brinonia  
Gaufridus de Intercastris  
Isnardus de Bastita  
Bermu[n]dus Drogoli  
Johannes Garnerii  
Feraudus Feraudi

Johannes Aymerici  
Johannes Raynaudi  
Audebertus Aymerici  
magister P[etrus] Tavernoni  
et Isnardus Claverii

[b] Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

---

<sup>253</sup> Ms : *sona*

<sup>254</sup> Ms : *ordinanandis*

**[c]** Et primo, ordinaverunt quod de vino quod vendetur de sex solidis ad minus <so> et infra solvantur pro reva denarii XII et de sex solidis<sup>255</sup> et ultra solvantur pro reva solidi II.

---

[fol. 105]

105

---

[fol. 105v]

**[125, 1390/04/28]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX, die XXVIII aprilis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in domo consilii ipsius ville sono campane preambulo ut moris est, mandato [\*\*\*]

Berardus Aymerici (S)

Gaufridus de Brinonia

Bermundus Drogoli

Johannes Garnerii

Feraudus Feraudi

Raymu[n]dus Bartholomey

Isnardus Claverii

Audebertus Aymerici

magister Petrus Tavernoni

**[b]** Quiquidem domini consilarii, consilium tenentes [\*\*\*]

**[c]** Et primo, ordinaverunt quod de apris, servis, sirogrillis nec de quocumque alio animali vel ave fero nichil pro reva exhigatur; que ordinaverunt non contra juramentum per eos prestitum in capitulis revarum, sed dum tamen pro utilitate rey publice.

[fol. 106]

106

---

<sup>255</sup> Ms : *soludi*

**[d]** Item ordinaverunt quod scribatur ambassiatoribus pridem [missis] ad regiam majestatem super facto illorum de Torreves<sup>256</sup> qui contra nostra[m] universitatem volunt recalcitrare, qui non permittunt nos lenhayrare, glandejare, fustejare, pascere et negociori in territorio Gayleni juxta privilegia nostra<sup>257</sup> et antiquissimas nostras consuetudines. Et ista referent in conspectu sacre reginalis magestatis taliter facientes quod nostre libertates observentur et antiquas consuetudines.

---

[fol. 106v]

**[126, 1390/05/13]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX, die XIII mensis <ap> maii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in domo dicti consilii sono campane ut moris est, mandato et ordinacione nobilis viri Gaufridi de Vallebella, baiuli dicte ville, ibidem presentis et consentientis, pro causis infrascriptis ordinandis ac etiam reformandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

{ Gaufridus de Intercastris

Gaufridus de Brinonia

Bermundus Drogoli } nobiles

Raymundus Bartholomei

Johannes Raynaudi

Johannes Aymerici

magister Petrus Tavernoni

Isnardus Claverii

---

<sup>256</sup> Commune de Tourves (c<sup>on</sup> de Brignoles, dép. du Var).

<sup>257</sup> Le privilège en question est un privilège de Charles II daté du 22 octobre 1306 (AA11/0, ACM), entériné par des lettres du sénéchal Foulque d'Agoult du 20 juin 1364 (CR10, NCM), confirmé à l'issue d'un procès daté du 29 janvier 1382 (DR230, ACM), tel qu'il appert également au Livre rouge (AA1) aux folios 46 à 48v.

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

**[c]** Et primo ordinaverunt quod, attento gracioso mandato domine nostre regine litteratorie facto de quo co[n]stat per litteras clausas infrascriptas quod nobilis Petrus de Niort sive ejus procurator admittatur ad officium notariatus presentis ville pro uno anno <tamen> tantum citra tamen infrinccionem libertatum et privilegiorum dicte ville, de quibus in admissione dicti officii sollemniter protestetur per syndicos dicte ville.

Tenor dictarum litterarum reginalium

Nobilibus viris baiulo, sindicis et consilio ville nostre Brinonie, fidelibus nostris dilectis.

Maria regina Jerusalem et Sicilie, comitissa Provincie.

[fol. 107]

107

Fideles nostri dilecti. Licet alias fuerit altercatum pretexto officii notariatus curie regie ville Brinonie nobili viro Petro de Niort olim per majestatem nostram concessi, tamen attendentes quod dictus nobilis Petrus in comittiva illustris regis Ludovici nati nostri versus regnum suum Sicilie habet personaliter se conferre, fidelitatem vestram attente requirimus et rogamus quatenus contemplatione nostri ipsum nobilem Petrum de Niort aut nobilem Gaufridum de Intercastris de Brinonia procuratorem suum vel alium ejus nomine intervenientem pro eo in possessionem dicti notariatus officii juxta formam litterarum sibi per nos missarum eidem immitatis prout ad vos pertinerit visis presentibus indilate.

**[d]** Item ad preces dicti nobilis Johannis Drogoli qui de presenti est accessurus ad officium capitanatus et vicariatus Draguiniani, Raymundus Bartholomei, cui prima solutio revarum debebat fieri pro blado per eum mutuato, consentiit etiam ad preces

dicti consilii quod ipse Johannes Drogoli, cui secunda solutio debebat fieri, preferatur in recipiendum debitum suum de gracia speciali, sine tamen prejudicio ordinacionis super hoc facte cui non intendunt in aliquo derogare.

**[e]** Item ordinaverunt cum nobilis Bertrandus Olivarii, olim collector diversarum taliarum, reddiderit computum et rationem de collectis et expensis per eum et super se restiterint<sup>258</sup> ad exhigendum tallias bonorum Johannis Feutrerii, domini Raymundi Botini, domini Guillelmi Salvatoris et Guillelmi Gaufridi et aliorum de quibus rationabiliter exhigi non possunt, recipiantur in computum et in sortem dicto nobili Bertrando Olivarii quia officium non debet esse dampnosum.

---

[fol. 107v]

**[127, 1390/05/19]**

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCXC, die XIX maii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in domo consilii dicte ville sono campane ut moris est, mandato et ordinacione nobilis viri Gaufridi de Vallebella, baiuli dicte ville, ibidem presentis et consentientis, pro causis infrascriptis ordinandis et pariter reformandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini <con> syndici et consilarii infrascripti.

Videlicet

Berardus Aymerici consindicus  
nobiles Gaufridus de Intercastris  
Gaufridus de Brinonia  
Johannes Garnerii  
Bermundus Drogoli  
Feraudus Feraudi

Raymundus Bartholomei  
Audebertus Aymerici  
Johannes Raynaudi  
Johannes Aymerici  
magister Petrus Tavernoni  
et Isnardus Broquerii

---

<sup>258</sup> Ms : *restaverint*



**[b]** Quiquidem domini consilarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante.

**[c]** Et primo, ordinaverunt quod in manu tenendo, defendendo et amparando privilegia et libertates dicte ville Brinonie quilibet debet esse strenuus, sollicitus et attentus, quod Berardus Aymerici syndicus, /nobilis Bertrandus Olivarii/<sup>259</sup>, <Bermundus Drogoli> et Feraudus Feraudi accedant locutum domine priorisse super facto illius qui contra libertates<sup>260</sup> dicte ville exligere vult lesdam in territorio de Campodunio<sup>261</sup> et de responsione dicte domine priorisse referant dicto consilio quid voluerit super premissis.

---

[fol. 108]

**[128, 1390/06/05]**

108

#### Consilium vetus et novum

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo tricentesimo nonagesimo, die quinta mensis junii, congregato honorabili consilio novo et vetere ville Brinonie in aula domus dicti consilii sono campane preambulo ut moris est, mandato et ordinacione nobilis viri Gaufridi de Valebella, baiuli dicte ville, ibidem presentis et consensientis, pro causis infrascriptis ordinandis et pariter reformandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consilarii infrascripti.

Videlicet

---

<sup>259</sup> Passage intercalé introduit par un caret ainsi qu'un appel de note distinctif et situé dans la marge de gauche.

<sup>260</sup> Voir la sentence rendue à l'issue d'un procès le 14 mars 1382, qui établit que les Brignolais ont, selon une coutume établie depuis de très nombreuses années, la liberté d'acheter des denrées dans les villes avoisinantes sans payer de leydes (AA1, fol. 38v à 48v).

<sup>261</sup> Ancienne commune de Campdun (c<sup>on</sup> de Besse-sur-Issole, dép. du Var), maintenant réunie à Flassans-sur-Issole.

Berardus Aymerici consindicus  
 nobilis Gaufridus de Intercastris  
 Bermundus Drogoli  
 Feraudus Feraudi  
 Johannes Garnerii  
 Johannes Raynaudi  
 Audebertus Aymerici

Raymundus Bartholomey  
 Johannes Aymerici

### Vetus

nobilis Bertrandus Olivarii  
 Petrus Motini  
 nobilis Petrus Olivarii  
 Johannes Fedoni

et Raymundus Beraudi  
 in dicto consilio admittus<sup>262</sup>

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consensiente, nemine ipsorum discrepante.

[fol. 108v]

**[c]** Et primo ordinaverunt et eligerunt in bannerios ac gardias territorii dicte ville, videlicet Fulconem Gracuze, Dauratum et Scoferium, et quod ipsi teneantur jurare in manibus domini baiuli et sindicorum legaliter custodire territorium et petere bannum.

**[d]** Item ordinaverunt pro comuni utilitate totius rey publice quod, attento quod pro reva inhita super vinis hujus ville forenses renuu[n]t venire emptum vinum in hac presenti villa, ipsi forenses dumtaxat nullam decetero teneantur solvere revam de vino per eos emendo et extrahendo a presenti villa, etiam sim[i]liter venditores hoc intelligatur.

[fol. 109]

[129, 1390/06/11]

---

<sup>262</sup> Ms : *admitto*

## Consilium

**[a]** Anno quo supra, die XI junii, congregato honorabili consilio ville Brinonie in aula domus consilii sono campane ut moris est, mandato nobilis Gaufridi de Valebella baiuli regie curie ville Brinonie ac ipso presente, ibidem volente et consentiente, pro ordinandis et pariter reformandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

Berardus Aymerici consindicus  
nobilis Gaufridus de Brinonia  
Bermundus Drogoli  
Feraudus Feraudi  
Johannes Garnerii  
Raymundus Bartholomei

Johannes Raynaudi  
Johannes Aymerici  
Audebertus Aymerici  
Isnardus Claverii

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine isorum discrepante.

**[c]** Et primo ordinaverunt [\*\*\*]

Non processit.

---

[fol. 109v]

**[130, 1390/06/14]**

## Consilium vetus et novum

**[a]** Anno quo supra, die XIII junii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in aula dicti consilii sono campane ut moris est, mandato nobilis viri Gaufridi de Intercastris, vicebaiuli curie ville Brinonie, ibidem presentis et consentientis, pro causis infrascriptis ordinandis et pariter reformandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti, videlicet :

## Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)  
 Berardus Aymerici (S)  
 nobilis Gaufridus de Brinonia  
 Isnardus de Bastita  
 Bermundus Drogoli  
 Feraudus Feraudi  
 Johannes Garnerii  
 Raymundus Bartholomei  
 Audebertus Aymerici  
 Johannes Aymerici  
 Johannes Raynaudi  
 Isnardus Claverii  
 magister P[etrus] Tavernoni

vetus

nobilis Bertrandus Olivarii  
 magister Petrus Gaufridi  
 magister Jacobus Cabrerii  
 Johannes Quatuorlibrarum  
 Isnardus Broquerii  
 Johannes Fedoni

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini vicebaiuli ibidem presentis et consentientis, nemine ipsorum discrepante.

[fol. 110]

110

**[c]** Et primo ordinaverunt quod, attento quod dominus noster rex de proximo divino bravio ab hac patria est recessurus pro faciendo suum transitum felice ad suum regnum Sicilie <ar>, ad accipiendum congedium a sua maiestate et recomendare presentem villam et cives ejusdem accedant domini infrascripti apud villam de Sancto Maximino in domini nostri regis<sup>263</sup> [presencia] sumptibus /dicte ville/<sup>264</sup>.

primo, domini sindici  
 nobiles Gaufridus de Intercastris  
 Gaufridus de Brinonia  
 Isnardus de Bastita

<sup>263</sup> Ms : *in dominus noster rex*

<sup>264</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne.

Guillelmus Feraudi  
 Bermundus Drogoli  
 Feraudus Feraudi  
 Johannes Garnerii  
 Raymundus Bartholomei  
 Johannes Quatuorlibrarum  
 Bertrandus Olivarii  
 Jacobus Cabrerii

**[d]** Et fiant capitula requisitoria per modum supplicationis neccessaria huic universitati et singularibus personis ejusdem.

**[e]** Item ordinaverunt quod capelle Sancti Salvatoris et beate Marie de Cortinis reparentur de bonis Guillelmi Egidii quondam per auditores dicte ville, videlicet ratam tangentem dictam universitatem cum ad illam reparationem teneantur prior Artecell[e] et vicarius ejusdem ville.

---

[fol. 110v]

**[131, 1390/06/27]**

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXX, die XXVII junii, XIII indictionis, congre[ga]to honorabili consilio ville Brinonie [\*\*\*]

Berardus Aymerici consindicus  
 Gaufridus de Brinonia  
 Bermundus Drogoli  
 Feraudus Feraudi  
 Johannes Garnerii  
 Johannes Aymerici  
 Johannes Raynaudi  
 et Isnardus Claverii  
 magister P[etrus] Tavernoni

nobilis Johannes de Brinonia  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 Johannes Fedoni  
 Petrus Motini  
 Petrus Arbaudi

**[b]** Quiquidem consiliarii, consilium tenentes de voluntate<sup>265</sup> dicti domini vicebaiuli, ibidem presentis et consentientis, nemine ipsorum discrepante.

**[c]** Et pr[i]mo ordinaveru[n]t quod, attento quod notarius curie nunc sollicitat et promovet<sup>266</sup> inquisitiones factas <in dicta> tempore Caroli de Duracio venientes contra privilegia dicte ville eo quod omnia delicta fuerunt remissa per sacram reginalem majestatem, nobilis Bermu[n]dus Drogoi et Berardus Aymerici locantur cum dicto notario ne veniat contra nostras libertates; quod si contradicerit, protestent de infrinzione nostrorum privilegiorum sollemniter et in forma.

[fol. 111]

111

**[d]** Item ordinaverunt quod demptiter<sup>267</sup> querelantur aliquę gentes quasi reputantes se agravate de solutione torneziurum, quod mandetur Aquis ad registrum ad indegandum et declarandum qualiter dicta tornesia solvi debent et qualiter illa nec per quas gentes contribuere tenentur ne propterea dicte gentes decetero valeant se querelare.

**[e]** Item ordinaver[un]t quod <nul> fiat preconizatio quod nulla persona cujuscumque condittionis existat audeat glenare inter garbas et gavellas sub pena V solidorum juxta formam statuti. Et quod nullus dominus sue possessionis in<sup>268</sup> <suis> inter garbas et gavellas minime possit dare licenciam glenandi alieni persone sub dicta pena, cujus pene medietas aplicetur curie et alie denuncianti.

**[f]** Item quod nullum avere cujuscumque condittionis sit audeat [i]ntrare aliquam possessionem, nisi bladum in ipsa possessione fuerit in uno loco congregatum, sub

---

<sup>265</sup> Ms : *voluntate*

<sup>266</sup> Ms : *promovit*

<sup>267</sup> Lecture incertaine; possiblement pour *densiter*, soit l'adverbe *fréquemment*.

<sup>268</sup> Ce mot aurait dû être rayé comme le fut le mot suivant.

pena V solidorum, medietas aplicande curie et alia denunciandi nonobstante statuto super hoc ordinato<sup>269</sup>.

**[g]** Item ordinaverunt quod nulla persona audeat capere amigdala in aliena possessione sub pena V solidorum pro <banno et pro> primo amigdolo et pro ceteris amigdolīs capientis, XII denariorum, et hoc intelligatur hinc ad festum sancti Michaelis non prejudicando statuto propterea ordinato.

**[h]** Item quod preconizentur ferie ut fieri est consuetum.

**[i]** Item quod non portetur ignis sine olla usque ad festum beate Marie medii mensis augusti.

[fol. 111v]

**[j]** Item quod nulla persona cujuscumque conditionis existat audeat seu presumat aportare infra villam Brinonie agresta et rascemos, nisi de suis vineis propriis, et si de suis vineis aportare contingerit, non sit ausus aportare nisi ad numerum trium agrestorum vel trium rascemorum et hoc intelligatur hinc ad fe[s]tum sancti Michaelis sub pena.

**[k]** Item ordinaverunt quod quecumque persona possit cerni et regardari et sibi elevare quoscumque fructus quos portabit, nisi monstrabit unde ipsos aportabit.

[fol. 112]

**[132, 1390/07/24]**

112

Conssilium novum et vetus<sup>270</sup>

<sup>269</sup> Ms : *ordinata*

<sup>270</sup> Changement de main pour cette seule réunion : il s'agit du notaire *Jacobus Cabrerii*.



[a] Anno Domini millesimo CCCLXXX<sup>o</sup>, die XXIII mensis julii, XIII<sup>e</sup> indictionis, quod congregato honorabili consillio novo et veteri ville Brinonie in <penore> domo dotali Berardi Aymerici dicti loci, in presencia et audiencia nobilis viri Gaufridi de Vallebella, baiuli dicti loci, pro causis infrascriptis; in quoquidem consillio interfuerunt homines subscripti, videlicet

de consillio novo

Et primo, nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

<P. Ol>

Feraudus Feraudi

Bermundus Drogoli

Johannes Garnerii

Gaufridus de Brinonia

Johannes Aymerici filius Guillelmi

Gaufridus de Intercastris

Johannes Raynaudi

Raymundus Bartholomey

Isnardus Claverii

<Isnardus Broquerii>

de consillio veteri

primo

P[etrus] Olivarii

Isnardus Broquerii

P[etrus] Arbaudi

Jacobus Cabrerii

Bertrandus Olivarii

<Isnardus B>

extra consilium

dominus Guillelmus Claverii

Hugo Pugeti

Jacobus Blanqui

Guillelmus Giraudi

Johannetus Aymerici

magister Guillelmus Borrelli

[fol. 112v]

[b] Quiquidem domini consiliarii et alii suprascripti, tenentes consilium nemine ipsorum discrepante, de voluntate et in presencia dicti domini baiuli, ordin[a]verunt quod, atento quod dominus Bernardus de Salis<sup>271</sup> miles hic hac die aplicuit cum litteris patentibus et clausis reginalibus presentatis per ipsum dominum Bernardum

<sup>271</sup> Il est possible que ce soit le capitaine gascon, connu sous le nom de Bernardon de Salle, qui oeuvra en Italie pour les papes d'Avignon, principalement Clément VII, et en Provence pour le parti angevin au service de Louis I, puis de Louis II et de sa mère la reine Marie (Henri-François DELABORDE, compte-rendu de « Les Gascons en Italie, études historiques » de Paul Durrieu, *Bibliothèque de l'école des chartes*, 1885, vol. 46, no 1, p. 692) et que Jean Le Fèvre appelle « messire Bernard de la Sale » (Jean LE FÈVRE, *op. cit.*, p. 81, 111, 123, 140, 141, 285).

prefatis dominis sindicis et consilio, in quibus continetur quod domina nostra regina noviter ordinavit dictum dominum Bernardum baiulum, capitaneum et castellanum ville regie jamdicte Brinonie quod cedit in prejudicium hujus ville et libertatum suarum. Cumque verissimiliter dubitetur et asserto dubitari potest quod cum ipse dominus Bernardus obtinere non potuit donationem sibi factam de castro et villa de Barjolis<sup>272</sup> et sub umbra tenendi castellaniam, baiuliam et capitanariam presentis ville Brinonie de facili effici posset dominus dicte ville atenta ejus potencia et magna summa pecunie in qua sacra regia magestas dicto domino Bernardo teneri dicitur, prout ipse dominus Bernardus de hoc publice se audiri fecit. Igitur consideratis premissis et certis aliis rationabilibus causis loco et tempore proponendis et hostendendis<sup>273</sup> reginali magestati, voluerunt et ordinaverunt quod de predictis litteris recurratur, suplicetur et appelletur ad sacram reginalem magestatem et prosequatur appellationem in forma debita, eorum fidelitate ad sacram regiam magestatem in omnibus et per omnia semper salva.

/VIDE QUOMODO FUT PROVISUM CIRCA DUBIUM ALIENATIONIS BRINONIE/<sup>274</sup>

**[c]** Item ordinaverunt quod mitantur embaxiatores ad dictam dominam nostram reginam super predictis ad informandum ejus magestatem et excusandum presentem villam, ad prossequendum dictum negocium apud dictam dominam nostram reginam taliter quod dicte littere revocentur et

[fol. 113]

113

ad statum pristinum reducatur negocium hujusmodi sic et taliter quod presens villa sub regio demanio perpetuo remaneat consolata.

**[d]** Et fuerunt electi embaxiatores ad predicta tantummodo, videlicet Feraudus Feraudi et Guillelmus Giraudi, qui habeant pro eorum sumptibus solidos viginti quatuor inter ambos per diem et fiant littere opportune.

<sup>272</sup> Commune de Barjols (c<sup>on</sup> de Barjols, dép. du Var ).

<sup>273</sup> Ms : *hostendis*

<sup>274</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

**[e]** Item ordinaverunt quod nobilis Johannes Drogoli syndicus honoroficius nomine poterit respondeat dicto domino Bernardo quod atentis premissis, salva reverencia dicte sacre reginali magestatis, dicti domini officiales, syndici et consilium, nominibus eorum propriis et totius universsatis dicte ville non sunt intentionis dictum dominum Bernardum aliquo modo receptare in officia supra per eum inpetrata cum fuit inpetrata contra libertates et privilegia hujus ville et quod interponatur appellatio per dictum dominum syndicum supra fieri ordinata.

---

[fol. 113v]

**[133, 1390/07/25]**

Consilium novum et vetus<sup>275</sup>

**[a]** Anno Domini quo supra, die XXV julii, XIII indictionis, congregato honorabili [consilio] regie ville Brinonie in aula domus fratrum Minorum sono campane ut moris est, mandato quippe nobilis viri Gaufridi de Valebella, baiuli dicte ville Brinonie, ac ipso ibidem presente, volente et consentiente, pro causis subscriptis ordinandis et pariter reformandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)  
 Berardus Aymerici (S)  
 Gaufridus de Brinonia  
 Gaufridus de Intercastris  
 Bermundus Drogoli  
 Feraudus Feraudi  
 Johannes Garnerii  
 Audebertus Aymerici  
 Johannes Raynaudi

magister Petrus Tavernoni  
 Isnardus Claverii  
 Isnardus de Bastita  
 Johannes Aymerici  
 Raymu[n]dus Bartholomei

---

<sup>275</sup> Retour à la main du notaire du conseil attitré *Gaucelmus Gaufridi*.

Vetus

nobilis Bertrandus Olivarii  
 { Jacobus Cabrerii  
 Petrus Gaufridi } notarii  
 Isnardus Broquerii  
 nobilis Petrus Olivarii

Petrus Motini  
 Raymundus Bossige

[fol. 114]

114

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli, ibidem presentis et consentientis, nemine ipsorum discrepante.

**[c]** Et primo ordinaverunt quod, ad evitandum onera expensarum et pro evidenti utilitate, eligatur pro facto domini Bernardi de Salis prout in retro consilio latius exprimitur et declaratur unus ambassiator dumtaxat qui habeat ad pedes serenissime domine nostre regine humiliter et devote /exprimere et pariter intimare/<sup>276</sup> quod voluntas consilii non est dominum Bernardum de Salis recipere in baiulum, castellanum et capitaneum pro nostra fidelitate et devotione servanda, quoniam presumptio est huic ville et toti ejus universitati quod dictus dominus Bernardus talia officia requisivit et obtinuit eo ut dominum sub isto fictitio colore se faceret hujus ville regie Brinonie – quod Christus clementer advertat et penitus desistat! – necnon et idem ambassiator super ipso negotio procedere /habeat/ coram dicta sacra regia majestate et taliter quod littere impetrate per dictum dominum Bernardum de Salis revocentur et annullentur, sic quod nos regii et reginales fideles cum devotione intrinseca in dulci et naturali dominione domini nostri regis Ludovici persistere queamus omni tempore utinam ad votum nostrum.

**[d]** Et fuit electus in ambassiatores providus vir magister Petrus Gaufridi, notarius de Brinonia, de cetis dicti consilii ad predicta tantummodo.

---

<sup>276</sup> Passage intercalé introduit par un caret ainsi qu'un appel de note distinctif et situé à la fin du paragraphe.

[fol. 114v]

[134, 1390/07/31]

## Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini quo supra, die ultima mensis julii, congregato honorabili consilio regie ville Brinonie, mandato et ordinacione nobilis viri Gaufridi de Valebella, baiuli regie ville Brinonie, videlicet in ecclesia parrochiali dicte ville in corretorio Sancti Nicolay sono campane preambulo ut moris est, ac ipso ibidem presente, volente et consentiente, pro causis subscriptis ordinandis et pariter reformandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini <con> syndici et consiliarii infrascripti.

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

Gaufridus de Brinonia

Isnardus de Bastita

Johannes Garnerii

Bermundus Drogoli

Feraudus Feraudi

Johannes Raynaudi

Raymundus Bartholomey

Johannes &lt;Raynaudi&gt; Aymerici

Isnardus Claverii

## Vetus

nobilis Bertrandus Olivarii

{ magister Petrus Gaufridi

magister Jacobus Cabrerii } notarii

Raymundus Bossige

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ibidem presentis et consensientis<sup>277</sup>, nemine ipsorum discrepante gracie

[fol. 115]

115

abscaltarunt et perceperunt ambassiatam factam per providum virum magistrum Petrum Gaufridi sacre reginali majestati super facto retroscripti domini Bernardi de

---

<sup>277</sup> Ms : *consensientientis*

Salis, unde dicta ambassata explicata in plana consilii audiencia sive relatione <ejudem> ejusdem per dictum magistrum Petrum tanquam laudabiliter et prudenter ac juxta votum f[a]ctam, eundem merito <co> dictum consilium <con> comendavit.

[135, 1390/08/01]

Consilium vetus et novum  
cum citatis infrascriptis

[a] Anno quo supra, die <dominica> prima mensis augusti, congregato honorabili consilio regie ville Brinonie in ecclesia Sancti Salvatoris dicte ville, videlicet in capella Nostre Domine de Cortinis, sono campane et voce tube preambulis, mandato nobilis viri Gaufridi de Valebella, baiuli regie ville Brinonie, ac ipso ibidem presente, volente et consentiente, pro causis subscriptis /audiendis/<sup>278</sup>, ordinandis et pariter reformandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consilarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)  
Berardus Aymerici (S)  
Isnardus de Bastita  
Gaufridus de Brinonia  
Bermundus Drogoli  
Feraudus Feraudi  
Johannes Garnerii  
R[aymundus] Bartholomei  
Johannes Raynaudi

Audebertus Aymerici  
Isnardus Claverii et  
Johannes Aymerici

[fol. 115v]

Vetus

{ Bertrandus Olivarii

Johannes Fedoni et

<sup>278</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne.

Petrus Olivarii } nobiles  
 { magister Petrus Gaufridi  
 magister Jacobus Cabrerii } notarii  
 Petrus Arbaudi  
 Isnardus Broquerii

Raymundus Bossige

#### Admitti

nobilis Guillelmus Giraudi  
 nobilis Rostangnus de Massilia  
 nobilis Guillelmus Feraudi  
 magister Guillelmus Borrelli notarius  
 Johannes de Gracia  
 Guillelmus Bonis macellator

Johannetus Aymerici junior  
 Hugo Jordani  
 Berengarius Bonis  
 et Jacobus Enaurati

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

**[c]** Et primo, <ordinaverunt> attentis litteris clausis reginalibus hic hodie coram dicto toto consilio presentatis per nobilem et egregium virum dominum Antonium Botarici, regium advocatum et procuratorem fisci ac magistrum rationalem, et lectis et publicatis ibidem omnibus audientibus et intelligentibus in quibus inter cetera continetur quod domina nostra regina mittit /eundem dominum Antonium/<sup>279</sup> ad dictum consilium cum credencia et credencia fuit talis exposita per dictum dominum Antonium in effectu quod ipse dominus Antonius ex parte domine nostre regine gracie requirit dictos dominos de consilio ut dominum Bernardum de Salis admitterent et reciperent in capitaneum, baiulum et castellanum presentis ville, quod de eo non oportebat in aliquo dubitare et alia<sup>280</sup> quamplurima verba in dicto consilio tangencia hujusmodi negocium in sua ambassata proposuit, quibus propositionibus ipse dominus ambassiator prefatos consiliarios et omnes alios supranominatos

---

<sup>279</sup> Passage intercalé introduit par un caret ainsi qu'appel de note distinctif et situé dans la marge de droite.

<sup>280</sup> Ms : *alta*



dimisit in dicto loco congregatos ut deliberarent et <deliberate> sibi responderent super premissis.

**[d]** Quibus sic peractis, prefati domini syndici et consilarii ac alii probi viri ibidem propterea congregati, presente ibidem dicto

[fol. 116]

116

domino baiulo volente et consentiente, consilium tenentes super ambassciata supra proposita et volentes mature et deliberate concedere super negotio huiusmodi fuit dicta ambassciata repetita in dicto consilio per alterum ex dictis dominis sindicis, qua repetita et ea bene intellecta unus post alium per ordinem, ut moris est, intentionem suam monstravit sic et taliter quod omnes simul et quilibet ipsorum, nemine eorum in aliquo discrepante, attendentes eorum purissimam fidelitatem quam habent et habere intendunt erga serenissimum et illustrissimum principem dominum nostrum dominum regem Ludovicum et etiam attendentes eorum privilegia et libertates et certa alia dubia que hic scribi obmituntur exacta, responderunt et animis deliberatis consulte deliberarunt et ordinaverunt quod nullathenus ipse dominus Bernardus nec aliquis alter pro eo, etiam si civis vel habitator huius ville esset, in dictis officiis admitatur nec aliquis ipsorum. Et /quod/ antequam ipse dominus Bernardus ad suum obtatum de premissis veniret – quod Deus advertat sic ut faciet! – quod universitas huius ville expendat non solum ejus omnia bona, sed etiam personas pro dicta eorum fidelitate servanda et pro remanendo semper et perpetuo sub regio demanio. Predicta autem ordinantes cum correctione inclite domine nostre regine et ita respondeatur honorificius quam fieri poterit dicto domino ambassiatori per dictum nobilem Johannem Drogoli, alterum ex dictis sindicis, requirendo ipsum dominum ambassiatozem ut prefatos fidelissimos homines regios dicte ville Brinonie dignetur excusa/re/ pro premissis coram dicta sacra reginali maiestate.

/VIDE RESPONSIONEM FACTAM COMISSARIO REGIO/<sup>281</sup>

---

<sup>281</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

[e] Deinde vero reverso dicto domino ambassiatore in plana audiencia dicti consilii, fuit sibi facta responsio supra ordinata omnibus presentibus et audientibus; qua responsione honorifice facta, omnes congregati in dicto consilio unus post alium illam responsionem ratificarunt et aprobarunt coram dicto domino ambassiatore dicentes unanimiter alta voce : « *Nos em del rey Loys, nostre senhor, et serem et gardarem nostra fidelitat tant quant la vida nos durara el cos* ».

[f] Item fuit ordinatum quod nichil ad presens scribatur dicte domine nostre regine, sed sufficiat respontio facta dicto suo ambassiatori qui, pro excusatione presentis ville, habeat scribere seu notificare predicta et alia sibi in secreto dicta dicte sacre reginali majestati.

---

[fol. 116v]

[136, 1390/08/07]

#### Consilium

Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXX, die VII<sup>a</sup> mensis augusti, congregato honorabili consilio ville Brinonie, videlicet in capella Nostre Domine de Cortinis dicte ville, sono campane ut moris est, mandato quippe nobilis viri Gaufridi de Valebella, baiuli regii dicte ville, ibidem presentis et consentientis, pro causis subscriptis ordinandis et reformandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

┌ Gaufridus de Intercastris

Gaufridus de Brinonia

Bermundus Drogoli } nobiles<sup>282</sup>

magister Petrus Tavernoni aurifaber

Johannes Aymerici

et Isnardus Claverii

---

<sup>282</sup> Le terme *nobiles* est placé à gauche du nom de *Gaufridus de Brinonia* et il n'y a pas d'accolade ; en se basant sur les habitudes de ce notaire et sur le pluriel de l'adjectif, on peut

Johannes Garnerii  
 Feraudus Feraudi  
 Johannes Raynaudi

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli ac ipso volente et consentiente, nemine ipsorum discrepante, attentis certis novitatibus noviter occurrentibus potissime de adventu ducis Janue et de scalamento fieri incepto in castro de Misono<sup>283</sup> et etiam de congregatione gentium armorum domini Raymu[n]di de Turena<sup>284</sup> ordinauerunt ut infra.

**[c]** Et primo ordinauerunt, ad obviandum sinistris et periculosis eventibus quod tutius est prevenire quam preveniri, quod saltem fiat scubia in cloquerio et portalibus <ad> tam de die quam de nocte et non teneantur nisi duo portalia aperta ut tutius et securius gentes presentis ville valeant quiescere; quam scubiam dominus regius capitaneus hujus ville pro sui voluntate valeat ordinare et facere fieri prout ad ejus officium pertinet et spectat.

---

[fol. 117]

**[137, 1390/08/17]**

117

Consilium vetus et novum

---

présumer que le qualificatif s'applique aussi au nom précédent et au nom suivant, dont on sait par ailleurs qu'ils sont nobles également.

<sup>283</sup> Commune de Mison (c<sup>on</sup> de Sisteron, dép. des Alpes-de-Haute-Provence).

<sup>284</sup> Raymond, vicomte de Turenne, était un descendant de la famille des Roger du Limousin et petit-fils de Guillaume II Roger, comte de Beaufort, famille qui fut favorisée par l'ascension de deux de ses membres à la papauté, Clément VI et Grégoire XI. Les terres provençales dont hérita Raymond de Turenne lui furent par la suite disputées par la reine Marie, avec l'aide de Clément VII, ce qui entraîna de nombreux épisodes de guerre entre 1389 et 1399 (Régis VEYDARIER, *Raymond de Turenne, la deuxième Maison d'Anjou et la Provence : étude d'une rébellion nobiliaire à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle (1385-1400)*, thèse de doctorat, Université de Montréal, 1994, *passim*).

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX, die XVII augusti, XIII [indictionis], congregato honorabili consilio ville Brinonie in hospicio dicti consilii propterea electo sono campane preambulo ut moris est, mandato et ordinacione [\*\*\*]

nobilis Berardus Aymerici consindicus	vetus
nobilis Gaufridus de Brinonia	nobilis Bertrandus Olivarii
Johannes Garnerii	magister Petrus Gaufridi
Raymundus Bartholomei	Johannes Quatuorlibrarum
Bermundus Drogoli	Petrus Motini
magister Petrus Tavernoni	Johannes Fedoni
Johannes <Aymerici> Raynaudi	Isnardus Broquerii
Isnardus Broquerii <sup>285</sup>	
Johannes Aymerici	

/PROTESTATIO CONTRA OFFICIALES/<sup>286</sup>

**[b]** Et primo ordinaverunt quod honorabilis Berardus Aymerici syndicus dicte ville, ad regiam curiam et pro tuytione et defensione civium hujus regie ville ac salvagardia libertatum universitatis hujus, debeat accedere dominosque regios officiales cum reverencia requirere ut Raynaudum Ricardi et ceteros alios captos et detentos, diu <e> est, in carceribus regiis ad suggestionem domini Henrici de Blanchis velut injuste et indebite prout notorium est toti huic ville, quod ipsos debeant relaxare a dictis carceribus; quod si secus fecerint, protestetur de sacramento per eos in ingressu eorum officii prestito et de infrinzione <nr> libertatum presentis ville. Et <quo> quod propterea mitatur ambassiata super hoc sacre reginali

[fol. 117v]

Jerusalem et Sicilie /majestati/ ut super premissis providere dignetur de caritate innata et de remedio opportuno, ne libertates predicti frangi valeant et ledi propter inefrenatam voluntatem talia facere volentium et requirentium possius de facto quam de jure.

<sup>285</sup> Ms : nom mentionné deux fois dans la liste

<sup>286</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe suivant.

[c] Item ordinaverunt <quod dominus baiulus> quod, attenta rapacitate et voragine macellatorum hujus ville carnes vendentium ultra debitum rationis, dominus baiulus et Berardus Aymerici consindicus debeant videre macellum et cernere et si repererint quod sit in dicto macello et comune forum dictarum carnum, quod dimittant stare sub tali inter passu et si vendiderint<sup>287</sup> ultra debitum rationis, eligantur duos bonos homines <mace> ad taxandum valorem et precium carnum ipsorum macellatorum.

[d] Item ordinaverunt, ad obviandum latrociniiis quod fiunt de nocte in vineis et de die et in viridariis, quod pro quolibet racemo extrahendo de vinea aliena sive de viridario alieno solvantur <pro banno> quinque solidi de die et de nocte X et pro ingressu vinee quinque solidi et pro exitu quinque solidi. Et quod quilibet <dominus sue> persona possit petere talam et penam cuilibet propinquiiori portanti bollatam<sup>288</sup> racemorum. Et si non habuerint unde solvere banum sive talam supra<sup>289</sup> ordinatum, quod habeant pro pena et nomine pene catenam curie ad collum et ita fiat.

[e] Item ordinaverunt quod de introitu viridarii solvatur unus florenus et de exitu alterus florenus <><sup>290</sup>.

[f] Item ordinaverunt quod Bertrandus Olivarii decetero respondeat Johanni Quatuorlibrarum de revis molendinorum et panateriarum dumtaxat et quod sibi respondere teneatur /et non alteri/<sup>291</sup> donec solutus fuerit integraliter de suo debito bladi per eum mutuati huic universitati pro dono gracioso facto domino nostro regi.

---

<sup>287</sup> Ms : *venderint*

<sup>288</sup> Du mot provençal *boleia* : tonnelet.

<sup>289</sup> Ms : mot redoublé

<sup>290</sup> Ms : deux mots illisibles rayés d'un trait

<sup>291</sup> Passage intercalé introduit par un caret ainsi qu'un appel de note distinctif et situé à la fin du paragraphe.

[g] Item etiam ordinaverunt quod dictus Bertrandus decetero respondeat Johanni Garnerii de reva macelli dumtaxat tamdiu solutus fuerit de suo debito ut supra per eum mutuato et non alter.

---

[fol. 118]

[138, 1390/08/19]

118

Consilium vetus et novum

[a] Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXX, die XIX augusti, XIII indictionis, congregato honorabili consilio regie ville Brionie in <cor> hospicio consilii dicte ville <mandato> sono campane preambulo ut moris est, mandato et ordinacione nobilis viri Gaufridi de <Inter> Valebella, baiuli dicte ville, ibidem presentis et consentientis, pro causis subscriptis ordinandis et pariter reforma[n]dis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

Berardus Aymerici consindicus  
 Gaufridus de Intercastris  
 Isnardus de Bastita  
 Bermundus Drogoli  
 Johannes Garnerii  
 Feraudus Feraudi  
 Raymundus Bartholomey  
 Audebertus Aymerici  
 Johannes Aymerici  
 Isnardus Claverii

vetus  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 nobilis Petrus Olivarii  
 magister Petrus Gaufridi notarius  
 Isnardus Broquerii  
 Petrus Motini

[b] Non processit et cetera.

---

[fol. 118v]

[139, 1390/08/23]

## Consilium novum

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX, die XXIII<sup>a</sup> mensis augusti, XIII indictionis, congregato honorabili consilio regie ville Brinonie in ecclesia Sancti Salvatoris dicte ville, videlicet in capella Sancti Blazii, sono campane more solito preambulo, mandato quippe nobilis viri Gaufridi de Intercastris, vicebaiuli dicte ville, ibidem presentis et consensientis, pro ordinandis et reformandis causis infrascriptis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)  
 Berardus Aymerici (S)  
 Gaufridus de Brinonia  
 Feraudus Feraudi  
 Raymundus Bartholomey  
 Bermundus Drogoli  
 magister Petrus Tavernoni  
 et Isnardus Claverii

**[b]** Et primo, ordinaverunt quod pro conservatione privilegiorum nostrorum mittatur Aquis ad sacram reginalem maiestatem pro revocari faciendo comissionem impetratam per Amalvinum *Amalzieu* factam domino Petro Raynaudi super criminalibus causis inchoatis contra cives et habitatores hujus ville et quod ipse cause criminales remittantur judici ordinario dicte ville.

**[c]** Et pro hiis exequendis, elegerunt magistrum Petrum Gaufridi notarium qui in istis negociis <ab> ambassiator vadat ad sacram reginalem maiestatem, expensis pro medietate ville et pro alia medietate expensis accusatorum.

[fol. 119]

119

**[d]** Item ordinaverunt, quod attentis serviciis factis et fiendis <h> universitati hujus ville p[er] dominum Henricum de Blanchis in proseguendo Aquis negocia hujus ville,



quod ipse sit advocatus hujus ville et prosecutor negociorum et pro sua pensione sive solutione teneatur francus in villa <sua> ista pro bonis suis de quibuscumque talliis et revis inantea fiendis et ordinandis in dicta villa et si reperiatur quod pro tempore preterito ipse dominus Henricus teneretur in aliquo propter revas huic ville, quod sibi remittantur pro premissis.

---

[fol. 119v]

**[140, 1390/08/29]**

Consilium vetus et novum

**[a]** Anno quo supra, die vicesima nona mensis augusti, congregato honorabili consilio regie ville Brinonie in aula domus dicti consilii <m> sono campane more solito preambulo, mandato quippe nobilis Gaufridi de Valebella, baiuli dicte ville, pro infrascriptis ordinandis et pariter reformandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

honorabilis vir Berardus Aymerici consindicus

Johannes Garnerii

Feraudus Feraudi

Bermundus Drogoli

Raymundus Bartholomey

Johannes Raynaudi

magister Petrus Tavernoni

Audebertus Aymerici

Isnardus Claverii

vetus

nobilis Bertrandus Olivarii

{ magister Petrus Gaufridi

magister Jacobus Cabrerii } notarii

Johannes de Quatuorlibris

Johannes Fedoni et

Isnardus Broquerii

**[b]** Et primo, ordinaverunt quod audiat ambassiata facta per providum virum magistrum Petrum Gaufridi sacre reginali Jerusalem et Sicilie majestati super facto conservationis privilegiorum <nostrorum> hujus ville Brinonie, qui magister Petrus ambassiator suam ambassiatam laudabiliter et prudenter exposuit, de quibus est merito comendandus.

[fol. 120]

[141, 1390/09/04]

&lt;119&gt; 120

## Consilium vetus et novum

**[a]** Anno Domini millesimo CCCXC, die quarta mensis septembris, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in domo dicti consilii sono campane ut moris est, mandato providi viri magistri Guillelmi Clarii, notarii, clavarii et vicebaiuli dicte ville, pro infrascriptis ordinandis et pariter reformandis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

## Videlicet

honorabilis Berardus Aymerici consindicus	vetus
Johannes Garnerii	nobilis Johannes de Brinonia
Bermundus Drogoli	magister Petrus Gaufridi notarius
Feraudus Feraudi	nobilis Bertrandus Olivarii
magister Petrus Tavernoni	Petrus Motini
Audebertus Aymerici	Isnardus Broquerii
Johannes Raynaudi	R[aymundus] Bossige
Isnardus Claverii	
Raymundus Bartholomey	

**[b]** Et primo, ordinaverunt quod attenta vociferatione et ululatu gentium <que> quam et quem faciunt contra subvicarium eo quod de itineribus regiis et non regiis non aptatis exligere credit et satagit penam, propter quod multas gentes pignorari facit, sit ratio aut ne, ideoque ordinaverunt pro utilitate rey publice providos viros Berardum Aymerici, Petrum Motini et Johannem Aymerici pro cognoscendo itinera si fuerit reginalia aut ne, nec si penam propterea debent et quod gentes que fuerint propter hoc pignorate extiterunt recursum habeant ad dictos dominos probos recursum.

[fol. 120v]

[c] Item, recolentes quod pridem ad hanc villam Brinonie venerunt duo scutiferi domini cardinalis de Valencia requirentes <><sup>292</sup> consilium ut de ipsius beneplacito et voluntate dictus dominus cardinalis possit et queat venire in ha[n]c presentem villam perendinare et sosjornare pro suo delecto cum sit sua firma intentio huc venire, nec minus attento quod sub spe boni, multa mala fiunt /et/ quod forte sicut ad aures dicti <domini> consilii noviter pervenit [quod] dominus Bernardus de Salas, seu alique gentes ipsius, in societate dicti domini cardinalis debent venire quod si non facerent viget tractatus inter ipsos de quo nulla bona presumitur spe, ordinaverunt quod dictus dominus cardinalis non intret in presentem villam et minime sue gentes, cum propterea dominus Bernardus de Salis suum votum de hac villa quod absit consequi posset. Et ideo mandetur ambassata ad sacram regiam majestatem quod nostra intentio est dictum dominum cardinalem nequaquam receptare rationibus<sup>293</sup> premissis.

/VIDE CONTRA CARDINALEM QUI SUSPECTUS ERAT/<sup>294</sup>

[d] Et eligerunt <mag> providum virum magistrum /Petrum/ Gaufridi in ambassiatoem apud eandem regiam majestatem propterea accessurum.

---

[fol. 121]

[142, 1390/09/05]

121

#### Consilium vetus et novum

[a] Anno Domini quo supra, die V septembris, congregato honorabili consilio regie ville Brinonie in hospicio dicti consilii sono campane ut moris est, mandato quippe providi viri magistri Guillelmi Clarii, notarii, vicebaiuli curie ville predictae [\*\*\*]

---

<sup>292</sup> Ms : début de mot illisible rayé d'un trait

<sup>293</sup> Ms : *rationibus*

<sup>294</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

nobilis Johannes Drogoli (S)  
 Berardus Aymerici (S)  
 nobilis Gaufridus de Brinonia  
 Raymundus Bartholomey  
 Johannes Garnerii  
 Feraudus Feraudi  
 Bermundus Drogoli  
 magister Petrus Tavernoni  
 Johannes Raynaudi  
 Isnardus Claverii

vetus  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 magister Petrus Gaufridi  
 Johannes Fedoni  
 nobilis Johannes de Brinonia

**[b]** Quiquidem<sup>295</sup> domini consilarii, consilium tenentes, ratificaverunt, amologaverunt et co[n]fir[m]averunt consilium heri tentum, ordinatum et pariter reformatum propter quod dictum consilium hodie fuit congregatum.

---

[fol. 121v]

**[143, 1390/09/30]**

Consilium vetus et novum<sup>296</sup>

**[a]** Anno nativitatis Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXXX, die <xxv> ultimo <xx<sup>297</sup>> mensis septembris, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in aula domus Berardi Aymerici dicti consilii sono campane more solito, mandato quipe viri nobilis Gaufridi de Vallebella, baiuli dicte ville Brinonie, pro infrascriptis ordi[n]andis et pariter refo[r]m[andis]; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consilarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

---

<sup>295</sup> Ms : *quiquidem*

<sup>296</sup> Changement de main; il s'agit ici du notaire *Petrus Gaufridi*.

<sup>297</sup> Ms : le chiffre est suivi d'un début de mot illisible rayé d'un trait

Berardus Aymerici (S)

novum consilium

vetus

nobilis Gaufridus de Intercastris

Johannes Fedoni

Gaufridus de Brinonia

Isnardus Broquerii

Bermundus Drogoli

Petrus Gaufridi

Johannes Garnerii

Feraudus Feraudi

Johannes Raynaudi

Isnardus Claverii

Audebertus Aymerici

Petrus Tavernoni

**[b]** Et primo ordinaverunt quod pro felici adventu reginalis magestatis Jerusalem et Sicilie<sup>298</sup> denuo facto in ista villa Brinonia, dentur graciose eidem reginali magestati de vino metrete quinquaginta et de annone sestarie quinquaginta.

**[c]** Et pro hiis exeque[n]dis, ordinaverunt dictos dominos syndicos.

[fol. 122]

122

**[d]** Item super reva imposita et ordinata in dicta villa, ordinaverunt declarando quod omnis et quecumque persona vendens seu vendere volens extra dictam villam et ejus territorium possit dictum vinum dicta villa extrahere et vendere illud extra dictam villam et ejus territorium, absque eo quod de dicto vino aliquam revam solvere compellatur.

[fol. 122v]

**[143 bis]**

Consilium novum

**[a]** Anno nativitatis Domini M<sup>o</sup>III<sup>c</sup>LXXXX, die X [\*\*\*]

---

<sup>298</sup> Ms : *Sicilie*

[fol. 123]

123

[fol. 123v]

**[144, 1390/10/25]**<sup>299</sup>

Consilium novum

**[a]** Anno nativitatis Domini M<sup>o</sup>III<sup>c</sup>LXXXX, die XXV mensis <octobris> novembris<sup>300</sup>,  
XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie, in [\*\*\*]

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

Monnetus Bartholomei

Johannes Garnerii

Petrus Tavernoni

Bermundus Drogoli

Isnardus de Bastida

Bertrandus Olivarii

Petrus Olivarii

**[b]** Et primo ordinaveru[n]t quod de questione orta inter un[i]versitate[m] castri de  
Torreves<sup>301</sup> ex una parte et un[i]versitatem ville Brinonie de territorio de Gayle[t]o<sup>302</sup>  
comiserunt, videlicet in prudentem virum magistrum Petrum Garnerii notarium castri  
de Sinha<sup>303</sup> pro parte dictorum dominorum consiliariorum electum.

[fol. 124]

**[145, 1390/10/28]**

<sup>299</sup> Bien que le notaire ait rayé octobre et corrigé en novembre, il s'est vraisemblablement trompé en faisant cette correction puisque les séances suivantes sont datées respectivement du 28 octobre, du 6 novembre et du 28 novembre, ce qui implique que cette séance-ci a bel et bien eu lieu en octobre

<sup>300</sup> Cf note précédente.

<sup>301</sup> Commune de Tourves (c<sup>on</sup> de Brignoles, dép. du Var).

<sup>302</sup> Village de Gaillet, près de Tourves (c<sup>on</sup> de Brignoles, dép. du Var), maintenant disparu.

<sup>303</sup> Commune de Signes (c<sup>on</sup> du Beausset, dép. du Var).

## Consilium novum

**[a]** Anno nativitatis Domini M<sup>o</sup>III<sup>c</sup>LXXXX, die XXVIII mensis octobris, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in ecclesia Sancti Salvatoris dicte ville, mandato quipe nobilis et circumspecti viri domini Petri Bertra[n]di jurisperiti<sup>304</sup>, judicis curie regie dicte ville, pro infrascriptis ordinandis et faciendis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)  
 Berardus Aymerici (S)  
 Johannes Garnerii  
 Bermundus Drogoli  
 Monnetus Bartholomei  
 Isnardus Claverii  
 Johannes Aymerici  
 Petrus Tavernoni et  
 Johannes Raynaudi

**[b]** Et primo, ordinaverunt quod pro illis benignis et affectuosis litteris per serenissimum principem dominum nostrum regem Ludovicum Jerusalem et Syclie dudum missis ad dictos syndicos et consiliarios dicte ville notificantibus eisdem prosperum introytum dicti domini nostri regis in civitate Neapolitane et prosperitatem dicti sui regni et actuum suorum, rescribatur eidem domino nostro regi honorifice cum magna ylaritate et etiam rescribatur magnifico viro domino Georgio de Marlio <super litteris per> Provincie senescallo super litteris etiam per ipsum missis dictis dominis sy[n]dicis et consiliariis pro dicta causa hon[o]rifice et parimodo spectabili viro domino Roberto de *Droys*, civi dicte ville, juxta consilium et dictamen nobilis viri

---

<sup>304</sup> Ms : *jurisperito*

Johannis Drogoli, experti in talibus, sumptibus dicte ville et de ipsi domini<sup>305</sup> iudicis consilio et volun[t]ate.

[fol. 124v]

**[c]** Item etiam ordinaveru[n]t quod rescribatur sacre reginali magestati Jerusalem et Sicilie super benignis suis litteris missis per eam dictis dominis syndicis et<sup>306</sup> consiliariis super facto incliti principis Tarante, nati sui, et super facto fracture barbacanarum dicte ville pro introytu carrigarum suarum, juxta consilium et dictamen dicti nobilis Johannis Drogoli, sumptibus ut supra et licencia et consilio domini iudicis memo[r]ati.

**[d]** Item ordinaverunt quod frac[t]ura facta in barbacana in rectitudine portalis fratrum Minorum occasione introytus kadrigarum domine nostre regine, fiat in dicta fractura *uyseria*<sup>307</sup> cum porta taliter quod possit claudi ad vitandum seu monendum dampnum et dubium quodcumque, juxta consilium et <dig> dictamen dictorum dominorum syndicorum ordinatorum supra ad faciendum pontem introytus dictarum cadrigarum et de voluntate et licencia quibus supra.

[fol. 125]

[146, 1390/11/06]

125

#### Consilium novum

**[a]** Anno nativitatis Domini M<sup>o</sup>III<sup>c</sup>LXXXX, die VI mensis novembris, congregato honorabili consilio ville Brinonie in aula domus Berardi Aymerici, de mandato viri nobilis Gaufridi de Vallebella, baiuli dicte ville, pro infrascriptis ordi[n]andis; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consilarii infrascripti.

Videlicet

---

<sup>305</sup> Ms : *ipsum dominum*

<sup>306</sup> Ms : mot redoublé

<sup>307</sup> Mot en provençal dans le manuscrit : porte.



nobilis Johannes Drogoli (S)  
 Berardus Aymerici (S)  
 Isnardus de Bastida  
 Bermu[n]dus Drogoli  
 Monnetus Bartholomei  
 Johannes Raynaudi  
 Audebertus Aymerici  
 Isnardus Claverii  
 Johannes Aymerici  
 Feraudus Feraudi

**[b]** Et primo, ordinaverunt quod solvatur domino Bertrando Clementis presbitero, qui ob Dei reverenciam pro conserva[n]do fructus dixit passionem Christi de festo Pace proxime preterito usque festum sancti Michaelis, juxta quod fuit sibi promissum per dictum syndicum.

[fol. 125v]

**[c]** Item ordinaverunt, de volu[n]tate qua supra, ob reverencia[m] domine nostre regine, quod vinum venale non excedat rubeum ultra solidos decem pro metreta et album ultra solidos duodecim pro metreta.

**[d]** Item ordinaverunt, de voluntate qua supra, quod quintale<sup>308</sup> non excedat ultra duos solidos pro precio.

**[e]** Item, quod sestaria anno[n]e non vendatur ultra solidos octo pro sestaria.

**[f]** Item ordinaverunt quod solvatur illis a quibus vinum insenii domine nostre regine emptum fuit et de precio conquerantur ad rationem decem solidorum pro milhayrola.

**[g]** Item ordinaverunt quod collectores revarum reddant et ponant rationem de exactis per eos in consilio.

---

<sup>308</sup> Lecture incertaine

**[h]** Et predictam ordinacionem victualium ordinaverunt tantu[m]modo pro honore excellencie reginalis et domini principis ejus filii et predicta divulgantur voce preconia et preconizationes non scribantur et propterea non possint fieri inquisitiones in casu quo aliquis delinqueret in pre[m]issis, cum tali etiam retentione quod dictas ordinaciones possint destitui et frangeri vel cerneri ad voluntatem dicti consilii et non ultra et predictas ordinaciones fecerunt de volu[n]tate, consensu et licencia domini baiuli suprad[ic]ti.

---

[fol. 126]

**[147, 1390/11/28]**

126

Consilium novum

**[a]** Anno nativitatis Domini millesimo III<sup>o</sup>LXXXX, die XXVIII mensis novembris, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in focanea domus nobilis Johannis de Sancto Petro, mandato viri nobilis Gaufridi de Vallebella, baiuli regie curie dicte ville, pro infrascriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt prudens vir Berardus Aymerici syndicus et domini consilarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Gaufridus de Intercastris  
 Gaufridus de Brinonia  
 Bermu[n]dus Drogoli  
 Feraudus Feraudi  
 Johannes Garnerii  
 Raymu[n]dus Bartholomei

Isnardus Claverii  
 Johannes Raynaudi  
 et  
 Bertrandus Olivarii

**[b]** Et primo, ordinaverunt dicti domini quod de melichis vendendis per triperias dicte ville reva non solvatur, de voluntate domini baiuli supradicti.

**[c]** Item ordinaveru[n]t quod contra candelarium /extraneum/ non exigatur pro nunc reva, sed teneantur in suspenso per exactorem dicte reve hoc retento quod si contingeret dictum cande/le/rium recedere a villa Brinonie sine solutione reve, quod non possit imputari de negligencia seu culpa reverio supradicto.

**[d]** Item ordinaverunt quod solvantur Nicolao de Montealto hospiti de resta prebendarum per ipsum datarum in adventu primo olim Brinonie domini ducis de Genua, solidi decem.

**[e]** Item ordi[n]arunt, de voluntate qua supra, quod Bermu[n]dus Ruffi dicte ville, olim emptor revarum ordinarum in villa Brinonie, qui in suis computis remansit obligatus in quaterviginti florenis auri juxta caulculationem factam per nobiles viros Johannem de Brinonia, Bertrandum Olivarii, Bermu[n]dum Drogoli, Jacobum Cabrerii et Berardum Aymerici, sy[n]dicum et consiliarios ac comissarios ad id ordinatos per onorabile consilium antedictum, de quibus solvit ipse Bermundus florenos auri quadraginta tam nobili viro Guillelmo Giraudi mandato dicti honorabilis consilii quam alibi et inde ipse Bermundus in presencia dictorum dominorum consiliariorum constitutus et productis cautelis et aliis justis et rationabilibus, exceptionibus atque causis quas non produxerat olim coram dominis comissariis, igitur hiis in consideratione deductis et aliis que ad id manum dictorum dominorum consiliariorum rationabiliter conv[e]nerunt dictos quadraginta florenos auri restantes ad solvendum eidem <pre> Bermundo remiserunt et finierunt et de ipsis aquitiaverunt.

[fol. 126v]

**[f]** Et pactum de ulterius non petendo aliquid de predictis fecerunt et quitiarunt juxta que latius continetur in quodam publico instrumento facto manui mei Petri Gaufridi notarii publici continetur<sup>309</sup>, de ordinacione et mandato dictorum ipsorum huc die presenti juxta <ordinacionem> voluntatem et beneplacitum<sup>310</sup> ac licenciam dicti domini baiuli predictas ordinaciones fecerunt.

<sup>309</sup> Ms : mot redoublé par erreur et que l'on retrouve plus avant dans la même phrase

<sup>310</sup> Ms : *beneplacito*

[g] Et etiam ordinaverunt quod solvatur mihi Petro Gaufridi notario olim de una dieta que mihi debent de ambaxiata per me olim facta ad sacram reginalem magestatem super eo quod dicebatur et suspicabatur quod dictus cardinal Valencie ve[n]turus erat apud Brinoniam et cum sua comitiva venebat dominus Bertrandus de Salis ad contradicendum ne veniet, videlicet solvatur pro dicta die mihi dicto Petro Gaufridi solidos XII.

---

[fol. 127]

[148, 1390/11/29]

127

Consilium novum

[a] Anno nativitatis Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXXX, die perultimo nove[m]bris, XIII<sup>te</sup> indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie, jussu et mandato viri nobilis Gaufridi de Vallebella, baiuli regie curie ville Brinonie, in ecclesia Sancti Salvatoris dicte ville in cappella ante altarem Sancti Nicolay.

Berardus Aymerici (S)

{ Gaufridus de Intercastris  
 Guiafridus de Brinonia  
 Bermundus Drogoli } nobiles  
 Isnardus Claverii

Feraudus Feraudi  
 Johannes Garnerii  
 Petrus Tavernoni  
 Johannes Raynaudi

---

[fol. 127v]

[149, 1390/12/09]

Consilium novum

[a] Anno nativitatis Domini M<sup>o</sup>III<sup>c</sup>LXXXX, die nono mensis decembris, XIII<sup>te</sup> indictionis, congregato honorabili consilio dicte ville in focanea domus nobilis Johannis de Sancto Petro, mandato viri nobilis Gaufridi de Vallebella, baiuli regie<sup>311</sup>

---

<sup>311</sup> Ms : *regni*

[curie] supradicti<sup>312</sup>; in quoquidem consilio interfuerunt syndicus et consilarii infrascripti<sup>313</sup>, consilium tenentes et ordinationes infrascriptas facientes de voluntate domini baiuli supradicti.

Berardus Aymerici (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

Gaufridus de Brinonia

Feraudus Feraudi

Isnardus de Bastida

Audebertus Aymerici

Johannes Garnerii

Petrus Tavernoni

Isnardus Claverii

Johannes Raynaudi

Bertrandus Olivarii

**[b]** Et primo ordinaveru[n]t dicti domini consilarii, omnis et quilibet nemine contradicente, de voluntate dicti domini baiuli, quod pro debito in quo dicta universitas<sup>314</sup> tenetur Vincentio de Castronovo dicte ville solvatur eidem Vincentio et assignetur in solutum et in pactum de revis quas extra[h]it nobilis vir Bertrandus Olivarii, videlicet de reva vini et de reva molendini et paneteriarum et exigatur per dictum Bertrandum Olivarii et solvatur eidem Vincentio juxta que continetur in instrumento facto seu nota per me Petrum Gaufridi notarium recepta in dicto consilio.

[fol. 128]

128

**[c]** Item ordinaveru[n]t quod excellencie reginali Jerusalem et Sycilie fiat supplicatio quod homines dicte ville et habitatores ejusdem non solva[n]t lesdam nec pedagia in locis seu terris de demanio in comitatibus Provincie et Forcalquerii.

**[d]** Item quod lata non solvant necolvere teneantur de aliquo debito confiscato.

**[e]** Item quod nullus homo dicte ville oriundus vel habitator possit esse officialis in dicta villa.

---

<sup>312</sup> Ms : *supradicto*

<sup>313</sup> Ms : *infrascriptis*

<sup>314</sup> Ms : *universitatis*

[f] Item quod nullus officialis ordi[n]atus regius in dicta villa audeat exercere officium in dicta villa <un>, sed tantu[m]modo spacio unius anni completi.

---

[fol. 128v]

[150, 1390/12/10]

Consilium novum

[a] Anno nativitatis Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXXX, die X mensis decembris, XIII<sup>te</sup> indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in aula domus Berarrdi Aymerici, jussu et mandato viri nobilis Gaufridi de Vallebella, baiuli dicte regie curie; in quoquidem consilio interfuerunt syndicus et consiliarii infrascripti, consilium tenentes et facientes<sup>315</sup> ordinationes infrascriptas.

Berardus Aymerici (S)

nobilis Gaufridus de Intercastris

Bermu[n]dus Drogoli

Isnardus de Bastida

Feraudus Feraudi

Petrus Tavernoni

Audebertus Aymerici

Johannes Raynaudi

Isnardus Claverii

Bertrandus Olivarii

[b] In primis ordinaveru[n]t dicti domini co[n]siliarii, prout supra proxime extitit ordinatum, de volu[n]tate domini baiuli supradicti et quod solvatur dicto Vincentio de dicta reva juxta que conti[n]etur latius in nota scripta manu mei Petri Gaufridi, notarii <co> honorabilis consilii memorati.

---

[fol. 129]

129

---

[fol. 129v]

[151, 1391/01/09]

---

<sup>315</sup> Ms : mot suivi d'un *et* superflu

## Consilium novum

[a] Anno nativitatis Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXXI<sup>0316</sup>, die nono januarii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in aula domus Berardi Aymerici, mandato viri prudenti magistri Guillelmi Clarii, clavarii et vicebaiuli curie regie dicte ville; in quoquidem consilio interfuerunt domini syndici et consiliarii infrascripti, consilium tenentes et ordinaciones infrascriptas [facientes] de voluntate domini clavarii et vicebaiuli supradicti.

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus<sup>317</sup> Aymerici (S)

Feraudus Feraudi

Raymundus Bartholomei

Gaufridus de Brinonia

Johannes Garnerii

Bermundus Drogoli

<Johannes Quatu[or]librarum>

Petrus Tavernoni

Johannes Aymerici

Isnardus Claverii

Johannes Raynaudi

Audebertus Aym[er]ici

Gaufridus de Intercastris

Bertrandus Ol[i]varii

[b] Et primo ordinaverunt dicti domini consiliarii, de licencia et voluntate dicti domini vicebaiuli, quod pro evidenti periculo evitando habeantur magistri peyrerii et fusterii ad quorum consilium reparetur frachia – et fortificetur meniorum presentis ville – noviter facta pro pectinato<sup>318</sup> de Malausena sic et taliter quod remaneat in bona defensa incontinenti et sine mora.

[fol. 130]

130

<sup>316</sup> Il s'agit d'une erreur car dans le système de datation utilisé (système de l'Annonciation de type florentin), le millésime ne change qu'au 25 mars : on aurait donc du lire III<sup>c</sup>LXXXX.

<sup>317</sup> Ms : *Bertrandus*

<sup>318</sup> Ms : *petinatim* ; terme architectural (*tectum pectinatum*) désignant un toit à deux versants, qui semble ici s'appliquer à une tour connue sous le nom de la tour Malaute, encore existante de nos jours.

**[c]** Item ordinaverunt, de voluntate qua supra, quod cum pridem in adventu inclite domine nostre regine denayrate hujus ville ob honorem ipsius excellencie per consiliu[m] hujus ville fuerunt taxate et atento quod dicta domina nostra regina recesserit cum suis gentibus apud Avinionem, ideo dictam taxam revocarunt, ita quod amodo quisque possit suas denariatas vender[e] pro sua voluntate et predicta revocatio divulgetur voce preconia.

**[d]** Item ordinaverunt quod in casu quo dominus castri de Flassanis noluerit restituere lesdam per eum receptam a nonnullis personis de Brinonia, defendatur per syndicum dicte ville.

**[e]** Item ordinaverunt quod cuniculi defendantur juxta statutum dicte ville, nonobstante <dictum> abandonamento facto dudum per consilium hujus ville, quod presencialiter revocarunt.

**[f]** Item ordinaveru[n]t quoad forenses quod [sit] bannum qui[n]quaginta solidorum pro quolibet cuniculo per eos forte capiando in territorio presentis [ville] et quod presens ordinacio addatur in capitulis <presentis> statutorum presentis ville.

**[g]** Item, ordinaverunt quod dentur tres grossi pro quolibet animali qui accesserit ad dominum nostrum regem tempore sui recessus in Sancto Maximino et duo solidi Petro Barjoli et alii duo solidi Johanni Guillelmi qui cum suis animalibus acesserunt.

[fol. 130v]

**[h]** Item ordinaverunt quod dicto domino clavario qui laboravit super facto revarum, solvatur solidorum XX<sup>ti</sup>.

**[i]** Item ordinaverunt quod, quia dicta un[i]versitas tenetur et<sup>319</sup> est obligata Guillelmo Blanqui dicte ville pro blado per <eu> eum mutuo tradito pro dono graciosi facto inclite domine nostre regine dudum, solvatur dicto Guillelmo Blanqui de dicto suo credito de reva masselli per Bertrandum Olivarii reverium ordinatum et de dicta reva

---

<sup>319</sup> Ms : mot redoublé



ipse <res> reverius nemini respondeat donec et quousque fuerit dicto Guillelmo Blanqui de dicto suo credito persolutum.

---

[fol. 131]

[152, 1391/01/15]

131

Consilium novum

**[a]** Anno nativitatis Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXXX, die XV mensis januarii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in aula domus Berardi Aymerici, mandato viri nobilis Gaufridi de Vallebella, baiuli supradicti; in quoquidem consilio interfuerunt ipse dominus baiulus, symdici et consil[iar]ii infrascripti, consilium tenentes et facientes ad infrascripta, dicto domino baiulo volente et consentiente.

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

Isnardus de Bastida

Bermu[n]dus Drogoli

Feraudus Feraudi

Johannes Raynaudi

Petrus Tavernoni

Johannes Aym[er]ici

Raymundus Bartholomei

**[b]** Primo ordinaveru[n]t quod renovaretur<sup>320</sup> preconizatio de non ponendo manum ad vinum sine voluntate reveriorum ordinatorum ab inde inantea sub pena XXV librarum et amissione vini.

---

[fol. 131v]

[153, 1391/01/24]

Consilium novum

**[a]** Anno nativitatis Domini millesimo III<sup>c</sup>LXXXI<sup>321</sup>, die XXIII mensis januarii, coram nobili viro Gaufrido de Vallebella, baiulo curie regie ville Brinonie, congregatis

---

<sup>320</sup> Lecture incertaine

dominis syndicis et consiliariis infrascriptis in refe[c]torio fratrum Mi[n]orum dicte ville more solito ad sonum campane, pro consilio tenendo et pro causis infrascriptis ordinandis; in quoquide[m] consilio interfuerunt subscripti.

Videlicet

nobilis Johannes Drogoli (S)

Berardus Aymerici (S)

Bermundus Drogoli

Isnardus de Bastida

Gaufridus de Intercastris

Feraudus Feraudi

Raymundus Bartholomei

Petrus Tavernoni

Johannes Raynaudi

Audebertus Aymerici

Isnardus Claverii

**[b]** Quiquidem domini de consilio<sup>322</sup>, nemine ipsorum discrepante, de voluntate et consensu dicti domini baiuli ibidem presentis, ordinaverunt quod atento<sup>323</sup> quod Johannes Garnerii, civis hujus ville, testimonium tulerit in questione compromissi facti inter Brinoniensis et illos de Torreves quatenus libertates, privilegia et possessionem meram quam Brinonienses habent lenhayrandi et pastorgandi in territorio de Gayleto, ob quod nisi per prefatos dominos syndicos fuisset tractatum et ordinatum cum dominis compromissariis dicte questionis compromissum hujusmodi prorrogatur<sup>324</sup> et alia dilatoria perquiretur, sicut factum fuit, ut aliter procedatur quam per sentenciam que forte lata fuisset propter depositionem dicti Johannis Garnerii quatenus un[i]versitatem ville Brinonie dicti domini de consilio laudantes et aprobantes dictum tra[c]tatum et prorogationem dicti compromissi voluerunt quod quinque floreni tradantur

[fol. 132]

---

<sup>321</sup> Il s'agit d'une erreur car dans le système de datation utilisé le millésime ne change qu'au 25 mars : on aurait donc du lire III<sup>c</sup>LXXXX.

<sup>322</sup> Ms : *congilio*

<sup>323</sup> Ms : *atente*

<sup>324</sup> Ms : *prorrongatur*

magistro Petro Garnerii, alteri ex dictis compromissariis, in extenuatione expensarum et sui laboris.

**[c]** Item ordinaverunt quod Bertrandus Olivarii et Johannes Raynaudi credencerii reve hujus ville reddant computum et rationem de reva per eos exa[c]ta anni presentis.

**[d]** Et fuerunt ordinati auditores dictorum co[m]putorum, videlicet nobilis Johannes Drogoli, Berardus Aymerici et Feraudus Feraudi.

**[e]** Item quia appropincatur dies sancti Mathei de mense februarii de proximo qua die syndici, consilarii et notarius consilii intrare debent de novo pro anno futuro, ideo prefati domini de consilio, nemine ipsorum discrepante, in presencia dicti domini baiuli ibidem presentis et ad infrascriptas consentientis, juxta privilegia dicte ville et consuetudinem antiquam et aprobatam, ad electionem syndi[c]orum, consiliorum et notarii <dicte ville> consilii dicte ville ad laudem Dei, gloriose virginis Marie ejus matris omniumque sanctorum et fidelitatem illustrissimis principis et domini nostri domini Ludovici, Dei gracia regis Jerusalem [et] Sicilie, ducis Andegavie et comitis Provincie, ac prosperum et bonum statum un[i]versitatis dicte ville et singularum personarum ipsius ville, qui habeant negocia dicte ville pro anno futuro a die predicta sancti Mathei in unum annum gubernare, regere et defendere prout debent, processerunt prout sequitur infra.

**[f]** Creatio dictorum syndicorum

{ primo Guillelmus Feraudi  
Petrus Arbaudi } fuerunt ordi[n]ati symdici

Quibus dederunt plenam potestatem negocia hujus ville regendi, gubernandi et defendendi in judico et extra et cetera. Di[c]tetur ad plenum ut instrumentum.

[fol. 132v]

**[g]** Creatio dictorum consiliariorum, videlicet

nobiles Johannes Drogoli	Petrus Cogorde
Berardus Aymerici	Hugo Pugeti
Guillelmus Giraudi	Monnetus de Ginhaco
Johannes de Brinonia	Raymundus Bossigue
Bertrandus Olivarii	Isnardus Broquerii
Isnardus de Bri[n]o[n]ia	Petrus Motini

predicti fuerunt ordi[n]ati consilarii

**[h]** Et notarius dicti consilii fuit ordinatus magister Guillelmus Clarii atento quod est civis Brinonie et ibi habitat et habitare intendit.

**[i]** Anno et die predictis, coram provido viro magistro Guillelmo Clarii, vicebaiulo dicte ville, fueru[n]t citati prenominati domini syndici, consilarii et notarius supraordinati et, comparentes coram eo in dicto refrentorio ad presentationem et requisitionem dictorum Johannis Drogoli et Berardi Aymerici syndicorum, in manibus dicti domini vicebaiuli juramentum prestiterunt infrascriptum, videlicet juraverunt dicti domini novi syndici, consilarii et notarius bene, fideliter et legaliter consulere, negocia hujus ville tractare, gubernare et defendere, consilia semota tenere et nemini revelare, nisi de voluntate dicti consilii, ad laudem Dei virginisque Marie ejus matris et omnium sanctorum et honorem et fidelitatem dicti domini nostri regis bonum <p> statum et prosperum un[i]versitatis et singularum personarum hujus ville.

/Jura[men]tum/<sup>325</sup>

[fol. 133]

**[154, 1391/02/24]**

133

Ave Maria, consilium novum<sup>326</sup>

<sup>325</sup> Annotation marginale du notaire à gauche du paragraphe précédent.

**[a]** In De nomine, Amen. Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXX, die XXIII mensis februarii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brionie ad sonum canpane ut est moris, coram nobili viro Gaufrido de Vallebella, baiulo curie regie dicte ville, in refectorio fratrum Minorum ubi quandoque consilium tenetur, qua die que est festum sancti Mathey in qua est solitum mutare novos syndicos et consilium; in quoquidem consilio interfuerunt subscripti domini syndici novi et consilarii pro infrascriptis ordinandis prout solitum est, pro conservatione eorum fidelitatis et boni status rey publice ordinarunt et consulerunt ut sequitur infra.

Videlicet

Nomina electorum

nobilis Guillelmus Feraudi (S)

Petrus Arbaudi (S)

<sup>1</sup> { nobilis Johannes Drogoli

Berardus Aymerici

<sup>2</sup> { Bertrandus Olivarii

Isnardus de Brionia } <sup>2</sup> nobiles

Monnetus de Ginhaco

Petrus Motini

magister Petrus Cogorde

Isnardus Broquerii

et Raymundus Bossigue } <sup>1</sup> consilarii

**[b]** Quiquidem domini de consilio, consilium tenentes de voluntate et licencia qua supra et ipso domino baiulo presente et

[fol. 133v]

consentiente, ordinauerunt nemine ipsorum discrepante prout sequitur infra.

---

<sup>326</sup> Changement de main : il s'agit ici du notaire *Guillelmus Clari*, élu notaire du conseil le 24 janvier 1391.

**[c]** Et primo et ante omnia, dicti domini syndici et consilarii, consilium tenentes in presencia dicti domini baiuli et pro eorum fidelitate servanda, sollemniter protestati fuerunt quod ipsi vel aliquis ipsorum, in presenti vel in futurum, non intendunt aliquid consentire, consulere vel ordinare in detrimentum, dampnum vel prejudicium illustrissimi principis et domini nostri domini Ludovici, Dei gracia regis Jerusalem et Sicilie et comitis Provincie, seu curie regie et suorum officiorum ville Brinonie. Et in casu quo per inadvertenciam, negligenciam vel insapienciam aliquid consultum, ordinatum, dictum fuerit sive gestum quod redundare posset vel intelligi contra honorem regni seu fidelitatem ipsorum, ille tunc ipsi domini syndici et consilarii, nomine universsatis dicte ville, totum illud nunc prout ex tunc et tunc prout ex nunc revocant et annullant et pro non facto ordinato vel consulto h[ab]eatur et in[t]elligatur etsi factum non fuisset. Quam protestationem in singulis ipsorum dominorum sindicorum et consiliariorum consiliis ordinacionibus dictis factis habere volunt pro repetita.

**[d]** Et dictus dominus baiulus, dictam protestationem admitens, ipsam aprobavit et confirmavit et repetita voluit esse in singulis actibus intervenientibus in presenti consilio vel etiam in futuro.

**[e]** Et deinde, sequentes eorum antiquissimam possessionem et libertatem circa renovationem officiorum subscriptorum que per dictum consilium annis singulis dantur et ordinantur in dictis officiis providerunt et ordinarunt, de licencia et auctoritate quibus supra, ut sequitur.

Videlicet auditores bannorum  
nobilem Bermundum Drogoli  
et Feraudum Feraudi

[fol. 134]

Extimatores  
nobiles Isnardum de Bastida

Guillelmum de Brinonia  
Johannem Raynaudi  
et Audebertum Aymerici

Operarios sive sacristas ecclesie

Fulconem de Caturco  
et Raymundum Bartholomey

Ponderatores pannis

Johannem Gracie  
et Johannem Aymerici antiquiorem

Alealatores ponderum, mensurarum et cannarum

Petrum Tavernoni antiquiorem  
et Petrum Olventis fusterium

Regardatores carniū et pissium

Gaufridus Peleti  
et Franciscum Fabri notarium

Thesaurarium

nobilem Bertrandum Olivarii

[fol. 134v]

Custodes trium clavium caxie archivi in quo reponu[n]tur scripture dicte ville

dicti domini sindici unam  
Berardus Aymerici aliam  
et Petrus Motini aliam

**[f]** Item ordinaverunt, de licencia et voluntate quibus supra, juxta eorum antiquissimam consuetudinem, quod claves portalium dicte ville custodiantur pro tutiori eorum securitate attentis periculis hodierna die vigentibus, prout est consuetum, videlicet per dominum capitaneum regium de quolibet portali una clavis teneatur et custodiatur tamquam dominus.

**[g]** Item quod alie claves dictorum portaliorum et pontium levandicum teneantur et custodiantur per probos viros dicte ville subscriptos, videlicet de portali fratrum Minorum alia clavis dicti portalis teneatur per magistrum Petrum Cogorde notarium vicinum et claves portaleti, barbacane, guicheti et pontis levadis teneantur et custodiantur per Jacobum Frannerii barberium.

**[h]** Item portalis Johannis Raynaudi, idem Johannes custodiat unam, dominus capitaneus regius aliam, clavem vero pontis levadis nobilis Guillelmus Feraudi.

**[i]** Item portalis Caramie unam custodiat et teneat Petrus Achardi, aliam dominus capitaneus regius, aliam vero pontis levadis nobilis Bermundus Drogoli.

**[j]** Item portalis Sancti Petri unam tene[a]t et custodiat Isnardus Broquerii et aliam dominus capitaneus regius dicte ville Brinonie, aliam vero pontis levadis et porte falsse tene[a]t et custodiat Petrus Motini.

[fol. 135]

**[k]** Item ordinarunt, de consensu et voluntate quibus supra, quod sacristani et operar[i]i ecclesie supra ordinati in introitu eorum regiminis faciant inventarium de rebus et reliquiis omnibus ipsius sacrestie et ipsum restituant eorum successoribus et deinde, in fine eorum regiminis, reddant rationem de administratis et gubernatis per eos.

**[l]** Item ordinarunt, de voluntate qua supra, ne artilharia et res mobiles et scripture ipsius ville perdantur nec per alias manus teneantur, quod domus Berardi Aymerici <ques> que est juxta domum heredum Johannis de Castronovo conduce[n]tur, in qua dicte artilharie, scripture et alie res ipsius ville reponantur et detur dicto Berardo pro loquerio ipsius domus duo florenos currentes pro uno anno.

**[m]** Item ordinarunt, de voluntate qua supra, quod fiat preconizatio, mandato dicti domini baiuli, quod nulla persona cujuscumque conditionis existat, audeat vel



presumat emere, vendere vel aliter transportare calcem furni noviter facti per Jacobum de Speluca nomine dicte ville sub pena XXV librarum, sine licencia dicti consilii.

**[n]** Item ordinarunt, de voluntate qua supra, quod bladum confratrie Sancti Spiritus moliatur sine prestatione reve.

**[o]** Item ordinarunt, de voluntate qua supra, quod fiat unum vidimus de privilegio dicte ville concesso quod sal possit transire ultra Verdonum et habeantur littere requisitorie et mitantur per loca oportuna sumptibus dicte ville.

**[p]** Item ordinarunt, de voluntate qua supra et nemine ipsorum ut supradictum est discrepante, quod attentis periculis hodiernis temporibus occurrentibus potissime propter societatem gentium armorum presencialiter sistentium tam in riparia Rodani, comitatibus Valentinesii<sup>327</sup>, Venayssini<sup>328</sup> quam in Provincia, que in castrum de Rocamartina<sup>329</sup> violenter et cum magna deseptione ceperunt<sup>330</sup> et etiam quod verisimiliter dubitatur de gentibus comitatus Sabaudie qui more ostilli et more tiranico civitatem Niciencem ac comitatum Vintimilii<sup>331</sup> detinent occupatum, scribatur et supplicetur domine nostre regine quod dignetur istis temporibus durantibus turbinosiis nullum capitaneum in presenti villa transmutare vel ordinare quam illum qui presencialiter est, videlicet nobilem Johannem Drogoli regium consiliarium, castellanum et capitaneum dicte ville qui propter ejus<sup>332</sup>

---

<sup>327</sup> Comté de Valentinois

<sup>328</sup> Comtat Venaissin

<sup>329</sup> Ancienne commune de Roquemartine, maintenant réunie à la commune d'Eyguières (c<sup>on</sup> d'Eyguières, dép. des Bouches-du-Rhône).

<sup>330</sup> Ms : *seperunt*

<sup>331</sup> Comté de Vintimille

<sup>332</sup> Signe graphique distinctif qui renvoie à la suite du texte, localisée plus loin aux folios 136v et 137, mais ici transcrite immédiatement à la suite pour permettre une lecture plus aisée.

/Quere supra tali signo/<sup>333</sup>

[fol. 136v]

virtutes et laudabiles actus dicta domina nostra et etiam dicta villa merito possunt de eo ejusque fidelitate ac legalitate, moribus et industria confidere cum inter alios ipse fuit resistens in receptione domini Bernardi de Salis. Et super his mitatur [\*\*\*] qui sciat predicta explicare excellencie reginali et cum litteris oportunis dicte domine nostre regine et aliis de suo consilio expensis dicte universsitis.

**[q]** Item quod inventarium rerum ipsius universsitis dudum receptarum per olim syndicos dicte ville restituatur dicti[s] dominis sindicis ne res dicte ville depereant sive perdantur.

**[r]** Et predicta omnia fuerunt ordinata per dictum consil[i]um, de voluntate et consensu ipsius domini baiuli, pro comodo et utilitate dicte ville et suorum civium.

#### Tenor inventarii

**[s]** Et primo sequitur inventarium traditum per nobiles viros Johannem Drogoli et Berardum Aymerici, olim syndicos dicte ville, nobilibus viris Guillelmo Feraudi et Petro Arbaudi, nunc sindicis dicte ville.

**[t]** Et primo una caxia cum tribus cerraturis et tribus clavibus in qua reponu[n]tur privilegia et scripture dicte ville.

Item due bonbarde quarum una est parva, alia grossa.

Item II *torts*<sup>334</sup> balistarum.

Item XIII caxietas viratonorum.

Item in quadam alia caxieta, XLIII vire.

Item III caxie vacue.

<sup>333</sup> Annotation marginale du notaire en bas et à droite du paragraphe précédent, sous le signe graphique précédemment mentionné (cf note ci-haut) inscrit à la fin du paragraphe.

<sup>334</sup> Mot en provençal dans le manuscrit : tour.

Item III leve balistarum.

Item I leva non completa.

Item I ferrum leve.

Item IIII baliste *de revers* de banna, quarum I est fracta.

Item V<sup>que</sup> balistas de fusta.

[fol. 137]

137

Item unum albrerium de balista.

Item unum fanale de ferro.

Item tres ferros de *trabuc*.

Item unam cossiam de here.

Item unum seponum serralhe cum clave.

Item duos *carcays*<sup>335</sup> de coreo plenos viratonorum.

**[u]** Quod scripsi ego Guillelmus Clari, notarius dicti consilii, in presencia Feraudi Feraudi et Petri Motini testium et cetera.

---

[fol. 135v]<sup>336</sup>

**[155, 1391/02/25]**

Consilium

**[a]** Anno quo supra, die XXV mensis februarii, XIII indictionis, hora terciarum vel circa, con[gre]gato honorabili consilio ville Brinonie in ecclesia Sancti Salvato[r]is dicte ville Brinonie in qua pro nunc consilium tenetur, coram nobili viro Gaufrido de Vallebella, baiulo curie regie ville Brinonie, ad sonum campane ut est moris et de sui mandato gregato pro causis subscriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt subscripti domini sindici et consiliarii.

---

<sup>335</sup> Mot en provençal dans le manuscrit : carquois.

<sup>336</sup> Retour aux folios 135v et 136 soit à la séance du 25 février 1391 qui, chronologiquement, fait suite aux folios 136v et 137 où l'on trouvait la suite et fin de la séance du 24 février 1391.

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)  
 Petrus Arbaudi (S)  
 { Johannes Drogoli  
 Johannes de Brinonia  
 Bertrandus Olivarii  
 Isnardus de Brinonia  
 Bermu[n]dus Drogoli } nobiles  
 Berardus Aymerici  
 Petrus Motini  
 magister Petrus Cogo[r]de notarius  
 Isnardus Broquerii  
 et Monnetus de Ginhaco

**[b]** Quiquidem domini syndici et consiliarii, consilium tenentes de voluntate dicti domini baiuli et in presencia ipsius, nemine ipsorum discrepante ordinarunt ut sequitur infra.

**[c]** Et prima ordinarunt dicti domini consiliarii, in presencia qua supra et voluntate, quod attento quod dominus Guillelmus Claverii jurisperitus prestat patrocinium suum in quadam questione vertenti inter universsitatem Brinonie et universsitatem de Artacella in curia regia ville Brinonie super eo quod ipsi universsitas Artacelle conantur contra libertates et privilegia dicte universsitati[s] Brinonie

[fol. 136]

136

concessas inmitere vinum infra dictam villam Brinonie, dentur et solvantur duo floreni currentes pro eo quod fecit usque nunc in dicta questione et reve que per ipsum dominum Guillelmum ratione sue advocationis dicte ville deberentur juxta capitula dictarum revarum eidem remitantur et a solutione ipsarum sit immunis quamdiu in ipsa questione patrocinium prestabit et nomine ipsius universsitis in curia procurabit.

[d] Item ordinaverunt etiam quod cum Johannes Nicolay, nuncius et preco publicus, certas preconizationes pro villa omni die facit et sit pauper homo et omni die est necessarius, quod ipse Johannes Nicolay induatur de una tunica et uno capucio expensis dicte universsitate usque ad valorem ordinandam per dominos syndicos predictos et ipse Nicholay recipere teneatur a dicta universsitate ratione preconizationum fiendarum nomine dicte universsitate.

---

[fol. 137v]

---

[fol. 138]

[156, 1391/02/26]

#### Consilium

[a] Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXX, die XXVI mensis februarii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in ecclesia Sancti Salvatoris dicte ville in tribuna dicte ecclesie in capella Sancti Nicolay ubi presencialiter consilium tenetur, in presencia nobilis viri Gaufridi de Vallebella, baiuli dicte curie regie ville Brinonie, ad sonum canpane ut est moris pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

#### Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)  
 et Petrus Arbaudi (S)  
 { nobilis Bertrandus Olivarii  
 Isnardus Broquerii  
 Monnetus de Ginhaco  
 magister Petrus Cogorde  
 Raymundus Bossigue  
 nobilis Isnardus de Brinonia

Petrus Motini  
 nobilis Guillelmus Giraudi  
 Hugo Pugeti  
 Berardus Aymerici  
 nobilis Johannes Drogoli } consilarii

**[b]** Quiquidem domini consilarii, de voluntate et concensu ipsius domini baiuli et de precepto nobilis viri Johannis

[fol. 138v]

Drogoli, regii consilarii et castellani ac capitaneus regii ville Brinonie, exequendo mandatum eidem factum per magnificum et potentem virum dominum Fulconem de Ponteves militem, regium capitaneum ad guerram baiularum Brinonie, Sancti Maximini et de Barjoli, attentis etiam temporibus turbinosiis hodie vigentis maxime propter gentes que noviter ceperunt castrum de Rocamartina et que sunt in riparia Rodani, comitatibus Venayssini et Valentinesii et propter etiam pericula que cotidie occurrunt.

**[c]** Et primo quod reparentur vallata et curroteria meniorum bene et decenter taliter quod gentes valeant cecure ire per curroteria et hoc per dezenas.

**[d]** Item quod fiant mantelleti in quolibet merleto et pro quolibet capite hospicii fiat unum mantelletum.

**[e]** Item quod reparetur<sup>337</sup> turris de Malausena et mantelletur etiam et reparentur soleria ipsius turris et scala bene taliter quod homines valeant cecure <irre> ascendere et stare et muniatur lapidibus.

**[f]** Item quod reparentur omnes scale meniorum bene et decenter taliter quod homines possint per ipsas ascendere supra menia.

---

<sup>337</sup> Ms : *reparatur*

**[g]** Item ordinarunt etiam, de voluntate et precepto quibus supra<sup>338</sup>, quod pro indegandis novis de gentibus armorum qui, ut fertur, sunt venturi et transituri per istam patriam ne reperiant villas, burgadas et vicos cum victualibus et habeatur sciencia de eorum adventu, quod eligatur unus curssor qui vadat, indeget et refferat eorum statum et intentionem et adventum sumptibus universsitatum baiulie Brinonie; sed interim ne possent venire quod nesciremus,

[fol. 139]

139

vadat dictus curssor et interim convocabitur de quolibet loco unus mandato dicti domini capitanei pro premissis et certis aliis ordinandis.

**[h]** Et predicta, de precepto dicti domini capitanei hujus ville, exequantur per dominos syndicos ville Brinonie.

---

[fol. 139v]

**[157, 1391/02/26]**

#### Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX, die XXVI mensis februarii, XIII indictionis, congre[ga]to honorabili consilio ville Brinonie ad sonum tubete, mandato nobilis viri Gaufridi de Vallebella, baiuli <et capitanei> curie regie ville Brinonie, in re[fe]c[t]orio fratrum Minorum in quo loco qumque<sup>339</sup> consilium tenetur, pro causis infrascriptis ordinandis pro comodo et utilitate un[i]verssitis ville Brinonie et totius rey publice; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

---

<sup>338</sup> Ms : mot redoublé

<sup>339</sup> Ms : *qumque* ; ce notaire emploie fréquemment cette graphie avec un *q* initial plutôt qu'un *c* lorsqu'il utilise le terme *cumque* seul sans le lier à un pronom relatif, graphie qui sera donc respectée et ne sera plus relevée.

nobilis Guillelmus Feraudi (S)	Johannes Ray[nau]di
nobilis Gaufridus de Intercastris	Audibertus Aymerici
Gaufridus de Brinonia	Isnardus Claverii
Bertrandus Olivarii	Isnardus de Brinonia
Isnardus de Bastida	Raymu[n]dus Bossigue
Monnetus de Ginhaco	Bermundus Drogoli
Hugo Pugeti	nobilis Johannes de Brinonia
Petrus Motini	Johannes Garnerii
Isnardus Broquerii	R[aymundus] Bartholomei
Johannes Aymerici anticus	

**[b]** Quiquidem domini de consilio suprascripti eorum consilium tenentes, presente dicto domino baiulo et conscentiente, ordinarunt in dicto consilio prout sequitur infra.

**[c]** Item quod atento quod magnificus et potens vir dominus Fulco de Ponteves ut capitaneus ad gueram mandaverit et per suas litteras quod omnia victualia reducerentur infra

[fol. 140]

140

certam dilationem. Et deinde hodie mandaverit unum suum comissarium in presenti villa quod ipse vult et intendit contra illos qui victualia non reducerint facere fieri inquisitiones et ab eis penas exligere, quod eligantur duo de suprascripto consilio qui accedant ad dictum dominum Fulconem qui presencialiter est in presenti villa, qui ipsum habeant rogare et require[re] ut sequitur infra.

**[d]** Et propterea elegerunt et ordinarunt suprascripti de consilio, de voluntate et consensu quibus supra, quod nobiles Guillelmus Feraudi syndicus et Gaufridus de Intercastris accedant <ip> ad ipsum dominum Fulconem de Ponteves qui presencialiter est in presenti villa et ipsum ex parte dicti consilii et universitatis Brinonie requirant et rogent quatenus sibi place[a]t et vellit unam competentem dilationem concedere, infra quam omnes illi qui habent pasturas et alia victualia extra fortalicium ville Brinonie valeant reducere et si que pene aut inquisitiones



contra aliquem vel aliquos inchoate vel facte fuerint ratione premissorum mandato ipsius, quod ipsis vellit remittere et annullare.

**[e]** Item ordinarunt quod in casu quo nollit facere quod ordinetur anbaxiata apud dominam nostram reginam super remedio oportuno obtinendo, atento quod infra ita modicam dilationem concessam non potuerunt victualia reduci.

**[f]** Item ordinarunt, de voluntate qua supra, supradicti domini consilarii vel saltim major pars suprascriptorum, quod in casu quo idem dominus capitaneus ad guerram vellit dare aliam dilationem infra quam gentes valeant eorum victualia reducere infra<sup>340</sup> istam villam et remittere penas et inquisitiones contra quoscumque inchoatas vel comissas, quod attentis precibus per ipsum interpositis apud dominos syndicos et consilium et attentis periculis aguerratis hodie vigentibus <et>, quod homines de Artacella possint eorum vina que habent in castro de Artacella adducere et

[fol. 140v]

de speciali gracia et pro ista vice tantum infra villam Brinonie sub pactis infrascriptis.

**[g]** Et primo quod homines de Artacella promitant et jurent ad sancta Dei evangelia litteras inpetratas ab illustrissima domina nostra regina contra libertates et franquesias ville Brinonie quod possent eorum vina infra villam Brinonie inmitere tradent dominis sindicis presentis ville et ipsis non utentur ne se juvabunt et taliter ipsas annullabunt quod amodo non habeant firmitatem.

/VIDE CONTRA ILLOS DE ARTACELLA/<sup>341</sup>

**[h]** Item quod ipsi promitent et jurabunt nunquam tales litteras inpetrare nec ipsos dominos syndicos vel consilium presens vel eorum successores requirere ut eorum vina valeant inm[i]tere.

---

<sup>340</sup> Ms : mot redoublé

<sup>341</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

[i] Item quod dicta eorum vina non vendent vel vendere facient in dicta villa sine licencia dictorum dominorum sindicorum.

[j] Et cum protestatione per dictos dominos syndicos et consilium interposita [quod] per presentem concessionem et licenciam non possint trahi in futurum ad consequenciam.

---

[fol. 141]

141

---

[fol. 141v]

[158, 1391/03/08]

Consilium novum et vetus

[a] Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXX, die VIII mensis martii, XIII indictionis, congr[eg]ato honorabili consilio novo et veteri ville Brinonie in viridario fratrum Minorum dicte ville quem locum quoad actum infrascriptum elegerunt abilem, coram nobili viro Gaufrido de Vallebella, baiulo curie regie dicte ville Brinonie, pro causis infrascriptis eligendis et ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)

Petrus Arbaudi (S)

{ Johannes de Brinonia

Guillelmus Giraudi } nobiles

nobilis Bermu[n]dus Drogoli

Berardus Aymerici

Johannes Garnerii

Petrus Tavernoni

nobilis Bertrandus Olivarii

Isnardus Broquerii

Raymundus Bossigue

Petrus Motini

Isnardus Claverii

Raymundus Bartholomei

et nobilis Gaufridus de Intercastris

Johannes Raynaudi  
 Audibertus Aymerici  
 Hugo Pugeti  
 Feraudus Feraudi

**[b]** Quiquidem domini consilarii, de voluntate, licencia et consensu dicti domini baiuli, ordinarunt quod Andreas Mayfredi, hostalerius de Brinonia, pro servicio quod fecit dudum domino Anthonio Adorni<sup>342</sup> olim duci Janue dum accedebat ad dominam nostram reginam contemplatione dicte domine nostre regine et juxta ordina-

[fol. 142]

142

cionem illo tunc factam in consilio, ut fertur, quod ipse Andreas Mayfredi ultra duos florenos quos habuerat, quod detur eidem Andree unus alius florenus.

**[c]** Item ordinarunt, in presencia qua supra et de voluntate et licencia quibus supra, nemine ipsorum discrepante, pro conservatione privilegiorum dicte ville concessorum et etiam pro comodo et utilitate dicte ville quod sal hujus ville <po> portetur et transeat juxta eorum privilegium ultra Verdonum verssus mo[n]taneas.

**[d]** Item ordinarunt, de voluntate qua supra, quod universsitas dicte ville Brinonie teneatur ductores et portitores dicti salis empti et recepti in villa predicta Brinonie indempnes, in casu quo per curiam vexarentur, condemnarentur vel qualitercumque punirentur ratione portus dicti salis servare, sumptibus universsitis dicte ville.

**[e]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, nemine ipsorum discrepante, quod in casu quo aliqui vel aliquis emens sal in villa Brinonie et ipsum vellit portare vel portari facere ultra Verdonum, quod <dominus> domini sindici possint et valeant se nomine dicte ville Brinonie et dictam villam et ejus bona presenti aut futura obligare, in casu

---

<sup>342</sup> Doge de Gênes de 1384 à 1390.

quo per curiam ratione transitus dicti salis ultra Verdonum haberet dampnum de servando ipsos indempnes.

**[f]** Item ordinarunt quod Andreas Mayfredi dicte ville cum uno vidimus <et l> dicti privilegii et litteris requisitoriis vadat ultra Verdonum per loca oportuna notificando dictis locis oportunis qualiter dictum sal receptum vel emptum Brinonie potest transire Verdonum et hoc sumptibus dicte ville.

[fol. 142v]

**[g]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod in casu quo aliquis ratione transitus dicti salis haberet dampnum vel<sup>343</sup> gravaminem<sup>344</sup> per curiam, quod nobilis Johannes Drogoli, consiliarius regius, nomine dicte ville sequatur dictam questionem sive causam sumptibus dicte ville Brinonie coram reginali excellencie aut alibi ubi opud fuerit.

---

[fol. 143]

**[159, 1391/03/09]**

143

Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXX, die VIII mensis martii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in refectorio fratrum Minorum ville Brinonie, in presencia nobilis viri Gaufridi de Vallebella, baiuli curie regie ville Brinonie, pro causis infrascriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)  
Petrus Arbaudi (S)

---

<sup>343</sup> Ms : mot redoublé

<sup>344</sup> Ms : *gravamen*

nobilis Guillelmus Giraudi  
 Berardus Aymerici  
 Hugo Pugeti  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 Petrus Motini  
 Raymundus Bossigue  
 Isnardus Broquerii  
 nobilis Johannes de Brinonia  
 magister Petrus Cogorde notarius

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, de licencia ipsius domini baiuli ibidem presentis, ordinarunt ut sequitur infra per ordinem nemine ipsorum discrepante.

**[c]** Item quod, atenta paupertate hominum <pu> et afflictione dicte ville causante reparatione meniorum presencialiter in dicta villa

[fol. 143v]

reparandorum, nec minus atento quod domini prelati baiulie dicte ville non sunt presentes sicut solent et erat et fuit usitatum, nec etiam gentes fiende sicut fuit pridem requisitum per dominum capitaneum ad guerram possent resistere gentibus armorum si venirent, quod non fiant gentes armorum nec aliquid detur dicto domino capitaneo ad gueram et ut supradicti domini sindici et consilium non habeant de se soli malam graciā, ordinarunt quod illi <q> de baiulia qui sunt convocati pro consilio tenendo super premissis convocentur in dicta ordinacione et audiantur super premissis an sint intentionis dare pecunias domino Fulconi de Ponteves, capitaneo ad guerram, pro gentibus armorum faciendis sicut pridem petierat.

**[d]** Item ordinarunt, dictum eorum consilium tenentes de licencia qua supra, cum magister Gaucellmus Gaufridi notarius qui nu[n]c stat in Avinione scripserit dicto consilio certa nova, inter alia quod avisarent dominum de Coreys quod dominus Guillelmus de Sinhis sibi minabatur, quod scribatur eidem domino de Coreys super suo avisamento ne posset evenire sibi sinistrum ex inadvertencia.

**[e]** Item <quod> ordinarunt in dicto consilio, de licencia qua supra, quod etiam scribatur domino <Fulconi de> preceptori Belliloci<sup>345</sup> quod habeat recomdatum nobilem Guillelmum Giraudi de Brinonia super facto cessionis cujusdam contra ipsum facte dicto domino preceptori per Johannem de Palude.

**[f]** Item ordinarunt in dicto consilio, de licencia qua supra, quod cum sit magnum prejudicium illis qui pisses venales portant ad villam istam quod non possent vendere eorum pisses nisi prius fuissent per regardatores inspecti, quod dicti peyssonerii possint eorum pisses vendere dummodo sint boni absque eo quod regardatores prius videant dictos pisses.

[fol. 144]

144

**[g]** Item ordinarunt quod cum dudum<sup>346</sup> tempore quo dominus senescallus erat ante civitatem Tholoni cum obsidio nobilis Guillelmus Giraudi pro parte universsitate ville Brinonie cum gentibus dicte ville pro capitaneo multas expensas fecerit et labores substinuerit eundo, stando et redeundo, quod idem nobilis Guillelmus ultra illud quod habuit detur sibi unus florenus, qui deducatur de eo quod debet ratione revarum suarum.

**[h]** Quibus omnibus sic peractis, dicti domini syndici et consiliarii in dicto consilio, de licencia qua supra, convocarunt infrascriptos homines locorum infrascriptorum baiulie dicte ville qui fuerant citati pro quibusdam pridem per dominum Fulconem de Ponteves militem, capitaneum ad guerram propositis in dicto consilio; in quoquidem consilio ville Brinonie interfuerunt suprascripti domini syndici et alii consiliarii suprascripti et deinde, infrascripti homines de baiulia locorum infrascriptorum.

Videlicet

de Vallo

---

<sup>345</sup> Il s'agit du commandeur du baillage de Beaulieu de l'ordre des Hospitaliers situé entre Solliès et Hyères.

<sup>346</sup> Ms : mot redoublé

Raymundus Bessoni  
 de Corredis  
 St[ephanus] Robioni  
 de Mo[n]teforti<sup>347</sup>  
 [\*\*\*]  
 de Carseribus  
 Monnetus Revertigati

[fol. 144v]

de Cabacia <sup>348</sup>	de <i>Megna</i> <sup>349</sup>
Anthonius Cabace	Johannes Rigordi
de Flassanis	de Signa
Guillelmus Susanni	de Castroveteri <sup>350</sup>
de Bessa	Andreas Jausati <sup>351</sup>
Jordanus Fabri	de Roca <sup>352</sup>
de Gareudo <sup>353</sup>	Bertrandus Sabaterii
Hugo Bolserii	de Artacella
de Noulis <sup>354</sup>	Bonifacius Barreme
magister Johannes Guiranni notarius	

[i] Quiquidem domini sindici et consiliarii et suprascripti homines dictorum locorum omnes simul congr[eg]ati, de licencia et concensu nobilis Gaufridi de Vallebella, baiuli supradicti ibidem presentis, eorum consilium et dicte baiulie tenentes unanimiter nemine ipsorum discrepante. Cum pridem dominus Fulco de Ponteves miles, capitaneus ad gueram baiuliarum Brinonie, Sancti Maximini et de Barjolis, in consilio hujus ville Brinonie exposuerit quod cum inclita domina nostra, regina

<sup>347</sup> Commune de Montfort-sur-Argens (c<sup>on</sup> de Cotignac, dép. du Var).

<sup>348</sup> Commune de Cabasse (c<sup>on</sup> de Besse-sur-Issole, dép. du Var).

<sup>349</sup> Commune de Méounes-les-Montrieux (c<sup>on</sup> de La Roquebrussanne, dép. du Var).

<sup>350</sup> Commune de Châteaueux (c<sup>on</sup> de Comps-sur-Artuby, dép. du Var).

<sup>351</sup> Cet homme représente vraisemblablement les deux communes nommées immédiatement au-dessus et dont les noms sont regroupés par une accolade à droite et précédés chacun d'une barre verticale.

<sup>352</sup> Commune de La Roquebrussane (c<sup>on</sup> de La Roquebrussane, dép. du Var).

<sup>353</sup> Commune de Garéoult (c<sup>on</sup> de La Roquebrussane, dép. du Var).

<sup>354</sup> Commune de Néoules (c<sup>on</sup> de La Roquebrussane, dép. du Var).



Jerusalem et Sicilie, comitissa Provincie, fecerit et ordinaverit capitaneum ad guerram ipsum dominum Fulconem propter dubium gentium armorum qui presencialiter sunt in Avinione, in riparia Rodani et in comitatibus Venayssini, qui sperant – et ita assertive dicitur – transire per istam patriam, ipse dominus capitaneus de se non habeat gentes nec de quo ipsa facere possit, cum non haberet stipendia non intedebat de suo gentes facere se excusando quod in casu quo aliud eveniret quod non stabat per eum et quod tota baiulia ipsum juvarent et facerent gentes pro resistendo istis gentibus, quod atenta paupertate gentium et etiam gentes quas posset dicta baiulia non possent resistere dictis gentibus armorum si contingat ipsos venire huc <venire> nec per totam baiuliam esse nec ipsam custodire, quod non fiant gentes armorum nec aliquid detur <sive expendatur> dicto domino capitaneo ad gueram sive expendatur pro dictis gentibus faciendis.

[fol. 145]

145

**[j]** Item ordinarunt supradicti sindici, consilarii et alii suprascripti de baiulia dictorum locorum, attento quod gentes armorum predictae que sunt in finibus patrie sunt transituri de proximo sicut dubitatur et ne possent venire ins[c]ienter et dampnificare patriam et decipere gentes, quod habeatur unus nuncius sumptibus dicte ville Brinonie et omnium locorum dicte baiulie qui vadat indegatum ubi iste gentes sunt, quid faciunt vel quid facere intendunt ad hoc ut haberetur tempus infra quod quilibet se posset tuhere et reducere victualia. Et inde <inde> nuncius predictus nova que s[c]iverit refferat dicte ville et dicta villa Brinonie habeat reffere dicta nova castris de Vallo, de Bessa et de Roca et deinde, dicta castra dicta nova refferant aliis locis circumvicinis sumptibus cujuslibet loci cui relata fuerint dicta nova.

/VIDE FORMAM ANTIQUAM SUPER AVISAMENTIS/<sup>355</sup>

**[k]** Item quod salarium dicti nuncii solvatur per tercias partes, videlicet tota baiulia duas partes et villa Brinonie terciam et dictus nuncius teneatur illo modo spacio unius mensis tantummodo et plus si necesse fuerit.

/VIDE QUOMODO DE EXPENSIS BAIULIA SOLVEBAT DUAS PARTES ET VILLA TERCIA[M]/<sup>356</sup>

<sup>355</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.



[I] Item ordinarunt quod domini syndici Brinonie, magister Johannes Guiranni notarius de Noulis et Jordanus Fabri de Bessa faciant relationem domino capitaneo ad gueram vel suo locumtenente de supraordinatis per dictum consilium.

---

[fol. 145v]

[160, 1391/03/10]

Consilium novum et vetus

[a] Anno incarnationis Domini M<sup>c</sup>LXXXX, die X mensis martii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio novo et veteri ville Brinonie in refectorio fratrum Minorum dicte ville, in presencia nobilis viri Gaufridi de Vallebella, baiuli curie regie dicte ville, ad sonum canpane ut est moris pro causis infrascriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti domini syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)

Petrus Arbaudi (S)

Johannes de Brinonia

Gaufridus de Intercastris

Bermundus Drogoli

Berardus Aymerici

Bertrandus Olivarii

Raymundus Bartholomei

Petrus Tavernoni

Raymundus Bossigue

Gaufridus de Brinonia

Guillelmus Giraudi

Feraudus Feraudi

Isnardus Broquerii

Petrus Motini

Petrus Cogorde

Johannes Garnerii

[b] Quiquidem domini syndici et consiliarii, de licencia et voluntate dicti domini baiuli ibidem presentis, eorum consilium tenentes et facientes nemi[n]e ipsorum discrepante. Cum sic aliquę preconizationes in dicta curia regia factę ad

---

<sup>356</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

requisitionem dicti consilii quod quelibet panateria teneatur habere panem ad sufficienciam

[fol. 146]

146

in platea et quelibet persona cujuscumque conditionis existat teneatur denunciare dicte curie omnia delicta que videat comissa vel comitenda et sub penis in eis contentis, que sunt contra eorum libertates, franquias et bonos antiquos mores usitados, ordinarunt quod dicti domini syndici accedant ad dominum judicem curie regie predicte ut ipsum honorabiliter /requirant/<sup>357</sup> quatenus dictas preconizationes et alias que essent contra eorum libertates revocaret et corrigeret et in casu quo nollet ipsas revocare vel corrigere, quod ipsi appellarent nomine universsatis predicte vel aliter remedium oportu[n]um adhibeant.

**[c]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod Johannes Raynaudi de Brinonia habeat visitare gachias meniorum dicte ville sicut solebat et ordinare desenias sicut solebat ut dictum est.

---

[fol. 146v]

**[161, 1391/03/14]**

Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXX, die XIII mensis martii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in ecclesia Sancti Salvatoris ville predicte, in presencia mei Guillelmi Clari, vicebaiuli et vicecapitanei curie regie dicte ville, voce preconia pro causis infrascriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt<sup>358</sup> infrascripti domini <consiliarii> syndici et consilarii infrascripti.

Videlicet

---

<sup>357</sup> Passage intercalé introduit par un caret et situé dans la marge de droite.

<sup>358</sup> Ms : mot redoublé

nobiles Guillelmus Feraudi (S)

et Petrus Arbaudi (S)

{ nobiles Guillelmus Giraudi

Johannes Drogoli

Bertrandus Olivarii

Isnardus de Brinonia

magister Petrus Cogorde notarius

Petrus Motini

Isnardus Broquerii

Raymundus Bossigue

et Hugo Pugeti } consilarii

[b] Quiquidem domini consilarii et sindici, in presencia mei dicti vicebaiuli et vicecapitanei et de voluntate, nemine ipsorum discrepante ordinarunt quod cum Catarina Caprerie, uxor magistri Anthonii Caprerii, fuit condemnata in curia regia dicte ville in solidis coronatorum triginta eo quod recusavit sive recusare debuit <quod> tradere pignus nuncio dicte curie ad instanciam Hugonis Pugeti <domino ma>, scribatur nomine universsitis domino majori iudici ut infundat preces apud dominam nostram reginam ut eidem Catarine, intuitu pietatis et ob reverenciam Dei, eidem dictam condemnationem [\*\*\*]

---

[fol. 147]

[162, 1391/03/16]

147

Consilium

(a) Anno incarnationis Domini M<sup>o</sup>C<sup>III</sup>LXXXX, die XVI mensis martii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in ecclesia Sancti Salvatoris ville Brinonie in cappella Sancti Nicolay dicte ecclesie, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie dicte ville, voce preconia ut moris est pro causis infrascriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti domini sindici et consilarii.

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)

Petrus Arbaudi (S)  
 nobilis Johannes de Brinonia  
 Bermundus Drogoli  
 Berardus Aymerici  
 Petrus Motini  
 nobilis Guillelmus Giraudi  
 nobilis Bertrandus Olivarii  
 Monnetus de Ginhaco

Petrus Cogorde notarius  
 Isnardus Broquerii  
 Hugo Pugeti

**[b]** Quiquidem domini syndici et consiliarii, de voluntate et concensu dicti domini baiuli ibidem presentis, [ordinarunt] quod pecunie universsitis expendantur et solvantur per nobilem Bertrandum Olivarii, thesaurarium dicte universsitis, ad mandatum et preceptum dominorum syndicorum ut est fieri consuetum dummodo factum non sit ita ponderosum.

[fol 147v]

**[c]** Item ordinarunt dicti domini syndici et consiliarii, de voluntate et concensu ipsius domini baiuli, quod nobilis Bertrandum Olivarii dicte ville ordinet et ordinare debeat /et scribere/<sup>359</sup> desinas dicte ville super gachias et ponere habeat omnes de villa dummodo essent sufficientes in bonis et hoc remittatur consciencie dicti nobilis Olivarii.

**[d]** Item ordinarunt quod, atento quod magister Petrus notarius communis in causa quam dicta universsitas habet cum universsitate de Torreves laboravit processum scribendo coram providis viris magistro Guillelmo Maleti et Petro Garnerii de Signa, compromissariis in dicta causa, videatur processus <per> et labor factus per eum per dominos syndicos et me notarium dicti consilii et juxta eorum conscienciam ipse magister Petrus pro suo labore habeat mercedem suam.

**[e]** Item ordinarunt quod sigillum dicte universsitis includatur infra caxiam dicte ville et omnia alia et scripture tangentes dictam universsitate[m] et littere sigillande ipsius

---

<sup>359</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne.

universsitatibus sigillantur in presencia dominorum sindicorum et custodum clavium dicte caxie.

---

[fol. 148]

**[163, 1391/03/22]**

148

Consil[i]um

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXX, die XXII martii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio<sup>360</sup> ville Brinonie in domo Berardi Aymerici in qua quumque consilium tenetur, in presencia mei Guillelmi Clari, vicebaiuli et vicecapitanei curie regie ville Brinonie, voce preconis et canpane ut moris est pro causis infrascriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti domini syndici et consiliarii.

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)  
 Petrus Arbaudi (S)  
 nobilis Johannes de Brinonia  
 Bertrandus Olivarii  
 Berardus Aymerici  
 Isnardus de Brinonia  
 Isnardus Broquerii  
 Hugo Pugeti  
 Monnetus de Ginhaco  
 Petrus Motini  
 magister Petrus Cogorde notarius  
 Raymundus Bossigue

**[b]** Quiquidem domini syndici et consiliarii, de voluntate mei dicti vicebaiuli et capitanei, nemine ipsorum discrepante exepito nobili Bertrando Olivarii, quod reve

---

<sup>360</sup> Ms : mot redoublé

omnes inquantentur *capitol* per *capitol* et vendantur si comode vendi possunt et i[n]terim dictus Bertrandus Olivarii dictas revas colligat et exigat ut collegit et exegit anno proxime preterito, satisfacto sibi de suo salario compententer unacum ejus socio Johanne Raynaudi.

[fol. 148v]

**[c]** In cujusquidem ordinacionis executionem, ego Guillelmus Clari vicebaiulus et vicecapitaneus precepi et injunxi ad requisitionem dictorum dominorum sindicorum et consilii nobili Bertrando Olivarii presenti et audienti, quatenus dictas revas colligat et exigat prout ipsas anno preterito collegit et exegit sub pena centum librarum.

**[d]** Item quod cum idem nobilis Bertrandus Olivarii juxta ordinacionem olim consiliariorum<sup>361</sup> exegerit et collegerit revas per dictum olim consilium per unum annum, ordinarunt quod dictus nobilis Bertrandus <dicte> de dictis revis reddat computum et rationem coram dictis dominis sindicis et consilio die lune proxime veniente que erit XXVIII presentis mensis martii.

**[e]** Item ordinarunt [\*\*\*]

---

[fol. 149]

**[164, 1391/03/29]**

149

#### Consilium novum et vetus

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXXI, die XXVIII martii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in ecclesia dicte ville in tribuna ubi quumque est solitum tenere consilium ad sonum canpane et tubete ut est moris, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville Brinonie, pro causis infrascriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti domini syndici et consilarii infrascripti.

---

<sup>361</sup> Ms : *consiliariorum*

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)<sup>362</sup>

Petrus Arbaudi

Bermundus Drogoli

Berardus Aymerici

Petrus Motini

Audibertus Aymerici

Petrus Cogorde

Isnardus Claverii

Monnetus de Ginhaco

nobilis Guillelmus Giraudi

Johannes Garnerii

Raymundus Bartholomei

Isnardus Broquerii

nobilis Bertrandus Olivarii

Hugo Pugeti

nobilis Gaufridus de Intercastris

Isnardus de Brinonia

nobilis Johannes de Brinonia

Petrus Tavernoni

**[b]** Quiquidem domini syndici et consilarii suprascripti, de voluntate et consensu dicti domini baiuli, ordinarunt quod attentis certis litteris missis per sacram reginalem magestatem continentibus quod gentes armorum sunt breviter transaturi per patriam istam, quod reparetur cleda portalis

[fol. 149v]

sive revellini<sup>363</sup> Sancti Petri infra quam habeantur victualia dictis gentibus necessaria ne possent intrare nobis i[n]vitis et quod scribatur locis circumvicinis<sup>364</sup> notificando eis nova predicta.

[fol. 150]

**[165, 1391/03/30]**

150

Consilium

<sup>362</sup> Ms : *sindicus* écrit plutôt que *sindici*, par erreur puisque le deuxième syndic *Petrus Arbaudi* est également présent.

<sup>363</sup> Du mot provençal *revelin* : ravelin, soit un élément des fortifications.

<sup>364</sup> Ms : *circumvivivinis*

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXI, die penultima mensis martii, XIII indictionis, congr[eg]ato honorabili consilio ville Brinonie infra domum Berardi Aymerici in aula in qua quumque tenetur consilium, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei ville Brinonie, ad sonum canpane ut moris est, eorum consilium tenentes pro causis infrascriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)  
 Petrus Arbaudi (S)  
 nobilis Guillelmus Giraudi  
 Bertrandus Olivarii  
 Petrus Motini  
 Monnetus de Ginhaco  
 magister Petrus Cogorde notarius  
 Isnardus Broquerii  
 et Hugo Pugeti

**[b]** Quiquidem domini syndici et consiliarii, de voluntate ipsius domini baiuli et capitanei, attentis periculis et causis arduys que isto tempore circa transitum istarum gentium armorum que debent de proximo transire per partes istas<sup>365</sup> et attenta requisitione dicto honorabili consilio facta per dictum dominum capitaneum, ordinarunt quod dictus capitaneus habeat consiliarios super facto g[u]erre qui habeant<sup>366</sup> eidem consilium prebere, videlicet nobiles Gaufridum de Intercastris, Isnardum de Bastida et Guillelmum Giraudi et dominos syndicos predictos.

[fol. 150v]

---

<sup>365</sup> Ms : suivi du mot *transire* répété encore une fois.

<sup>366</sup> Ms : *habeantet*



**[c]** Item etiam quod ut gentes iste que debent transire non possent dampnificare neque in uno inpetu decipere<sup>367</sup> et ut eorum adventus sit nobis certus, ordinarunt quod teneantur scubie in montibus in duobus locis.

**[d]** Item ordinarunt, atento quod comode non potest fieri audiri computus revarum per consilium ut fuerat ordinatum, computorum auditores nobili Bertrando Olivarii collectori revarum, videlicet dictos dominos syndicos, <nobilem Guillelmum Giraudi>, Berardum Aymerici, magistrum Petrum Cogorde notarium, et Hugonem Pugeti qui habeant audire introitum et exitum rationum revarum ipsius nobilis Bertrandi, et Monnetum de Ginhaco.

---

[fol. 151]

**[166, 1391/04/11]**

151

#### Consilium

**[a]** Anno incarnationis Domini millesimo CCCLXXX primo, die XI mensis aprilis, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie infra domum Berardi Aymerici in quaquidem quomque consilium tenetur ad sonum campane ut est moris est, in presencia nobilis Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei, eorum consilium tenentes pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)  
 Petrus Arbaudi (S)  
 nobiles Johannes de Brinonia  
 Guillelmus Giraudi  
 Berardus Aymerici

---

<sup>367</sup> Ms : *deciperere*

nobilis Bertrandus Olivarii  
Raymundus de Ginhaco  
magister Petrus Cogo[r]de  
Hugo Pugeti

**[b]** Quiquidem domini syndici et consilarii, eorum consilium tenentes de licencia <q> dicti domini baiuli, atenta expositione dicto consilio facta per Petrum Maurini nomine suo et Bertrandi Monnerii ejus consocii in ponderatione pannis anno preterito quod pro ipsa ponderatione panis substituerunt expensas varias pro quadam inquisitione contra eos facta in curia regia Brinonie, de qua postea per dominum appellationum judicem fuerunt absoluti, ordinarunt nemine ipsorum discrepante quod de dictis,

[fol. 151v]

dicti Petrus et Bertrandus servari [debent] indempnes per villam attento quod officium nemini debet esse dampnosum et eisdem dicte expense restituantur, que facte essent tantum occasione dicte inquisitionis vel absolutionis ejusdem.

**[c]** Item ordinarunt supradicti domini consilarii, de voluntate qua supra, quod quia LX sestarii bladi dudum venditi per Vincentium de Castronovo nobili Vincentio de Sancto Petro de Tholono, licet quod venditio facta esset ante revam tamen non extracti extra villam, quod attento quod dictum bladum fuerat arrestatum per dominum et ad instanciam ville sive sindicorum dicte ville, quod <dt> de predictis LX sestariis non solvatur reva, nec etiam solvatur reva de duodecim collaresibus vini donatis domino Galterio de Ulmeto per Vincentium de Castronovo, attento quod dictum vinum fuit donatum domino Galterio et est officialis. Et ideo, preceperunt nobili Bertrando Olivarii, collectori dictarum revarum, quod dictum Vincentium ratione dicte reve dictorum XII collerasiorum et LX sestariorum annone non habeat molestare.

**[d]** Item ordinarunt supradicti domini syndici et consilarii, de licencia qua supra, quod attenta expositione facta dicto consilio per dominum vicarium [\*\*\*]

/Nichil fuit ulterius processum super isto/<sup>368</sup>

**[e]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, atentis periculis hodierna die stantibus et carestia qua presencialiter est eundo per viam apud Avinionem, quod pro ambaxiata per ipsum facta pro dicta universitate per ipsum versus Avinionem quod ultra tres florenos quos pro dicta ambaxiata habuit, quod detur sibi unus florenus et sic habuerit quatuor florenos.

[fol. 152]

152

**[f]** Item ordinarunt, de voluntate qua supra, quod Johannes Raynaudi mandat corrohatas quecumque fuerit necessaria pro reparatione meniorum et habeat pro suo labore quantum durabit dicta reparatio meniorum, florenos tres.

**[g]** Item ordinarunt quod nobilis Bertrandus Olivarii et magister Petrus Cogorde notarius habeant taxare<sup>369</sup> dictas corroatas et secundum facultatem cujuslibet persone pro[ut] eis videbitur, comitentes eis eorum vices super predictis.

---

[fol. 152v]

**[167, 1391/04/12]**

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die XII mensis aprilis, XIII indictionis, congre[g]ato honorabili consilio novo et veteri ville Brinonie in refectorio fratrum Minorum dicte ville, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei dicte ville, ad sonum campane et voce tubete ut est moris, pro causis infrascriptis ordinandis et agendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti domini syndici et consilarii subscripti.

Videlicet

---

<sup>368</sup> Annotation marginale du notaire à gauche du paragraphe précédent.

<sup>369</sup> Ms : *taxara*

nobiles Guillelmus Feraudi (S)

Petrus Arbaudi (S)

consiliarii novi

nobiles Johannes de Brinonia

Guillelmus Giraudi

Bertrandus Olivarii

Berardus Aymerici

Monnetus de Ginhaco

Hugo Pugeti

Raymundus Bossigue

Isnardus Broquerii

magister Petrus Cogorde notarius

antiqui

nobilis Gaufridus de Brinonia

Isnardus de Bastida

Johannes Garnerii

Petrus Tavernoni

Isnardus Claverii

Raymundus Bartholomei

Audibertus Aymerici

Johannes Aymerici

nobilis Gaufridus de Intercastris

**[b]** Quiquidem domini syndici et consiliarii suprascripti, de voluntate et consensu dicti domini baiuli et capitanei ibidem presentis, nemine ipsorum discrepante, eorum consilium tenentes ordinaverunt ut sequitur infra.

[fol. 153]

153

**[c]** Et primo quod cum nobilis Bertrandus Olivarii de Brinonia juxta ordinacionem antiqui /consilii/<sup>370</sup> collegerit et exegerit revas ordinatas dudum in presenti villa juxta <ord> capitula super hoc ordinata a die XXI mensis martii millesimo CCCLXXXVIII quo ipsas colligere incepit et usque diem XXI mensis martii M<sup>o</sup>C<sup>III</sup>LXXX qua die computum reddit novo consilio juxta ordinacionem dicti consilii et in presencia dominorum sindicorum suprascriptorum. Et demum [cum] juxta ordinacionem predictam fuerit comissum dictis dominis sindicis, Berardo Aymerici, <nobil> magistro Petro Cogorde notario et Monneto de Ginhaco et Hugoni Pugeti de Brinonia, prout supra patet, ipsique <audi> computorum <computorum> auditores viderint, exami[n]averint et viderint introytum et exitum dictarum revarum bene et diligenter et calculationem decentem fecerint de introytu ad exitum ipsarum revarum et relationem in dicto consilio hodie fecerint, fuit repertum quod intro[y]tus dictarum

<sup>370</sup> Passage intercalé introduit par un appel de note distinctif et situé dans la marge de droite.

revarum superat exitum de florenis quatuor et solidis XI, in quibus dicte ville dictus nobilis Bertrandus tenetur, quibus solutis ipsum de omnibus exactis et recuperatis infradictum tempus quitiarunt, liberarunt et penitus absolverunt et bona sua presentia et futura – qui introitus dictarum revarum assendit juxta relationem dictorum auditorum <as> ad florenos sexentos quatuor viginti quindecim, solidum unum, denarios tres et ob[o]lum unum – promittentes dicti domini syndici et consilium supradictum nunquam ipsum Bertrandum, nec suos heredes vel eorum bona, ratione dictarum revarum de quibus rationem reddit, molestare aut quoquomodo inquietare sub obligatione omnium bonorum dicte universsitis presentium et futurorum.

**[d]** De quibus dictus nobilis Bertrandus Olivarii petit publicum instrumentum. Actum in refectorio fratrum Minorum Brinonie presentibus testibus Guillelmo Melli, Bertrando Monnerii, Salvatore Mosterii de Brinonia et Matheo Mutonis de Vallo et fratribus Guillelmo Avisati et Guillelmo Garnerii, ordinis fratrum Minorum, et cetera. Et me Guillelmo Clari notario publico et cetera.

/Factum est instrumentum/<sup>371</sup>

---

[fol. 153v]

---

[fol. 154]

**[168, 1391/04<sup>372</sup>/XX<sup>373</sup>]**

### Consilium novum et vetus

---

<sup>371</sup> Annotation marginale du notaire à gauche du paragraphe précédent.

<sup>372</sup> Le mois est manquant, mais tant la séance précédente que la suivante étant datées du mois d'avril, on peut présumer que celle-ci a aussi eu lieu en avril.

<sup>373</sup> Puisque le manuscrit indique « *die XIII indictionis* » et que l'on se trouve effectivement dans la 14<sup>e</sup> indiction, on ne peut savoir avec certitude si le chiffre XIII se rapporte au quantième ou à l'indiction. Étant donné que le notaire aurait, en principe, écrit le quantième en premier, il s'agit probablement du 14 avril. S'il se rapporte à l'indiction, le quantième peut donc être le 13, le 14 ou le 15 avril, puisque la séance précédente est datée du 12 et que la prochaine est datée du 16.

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in refectorio fratrum Minorum, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville Brinonie, ad sonum canpane et tube ut moris est, pro causis infrascriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti syndici et consiliarii infrascripti.

Videlicet

nobilis Petrus Arbaudi (S)	Petrus Tavernoni
nobilis Gaufridus de Brinonia	Isnardus Claverii
Guillelmus Giraudi	Berardus Aymerici
Bermu[n]dus Drogoli	Hugo Pugeti
Isnardus de Bastida	Raymundus Bartholomei
Johannes Garnerii	Bertrandus Olivarii
Gaufridus de Intercastris	Johannes Aymerici
Isnardus Broquerii	Monnetus de Ginhaco
magister Petrus Cogorde	nobilis Johannes de Brinonia
	Petrus Motini

**[b]** Quiquidem domini syndicus et consiliarii, de voluntate ipsius domini baiuli et capitaneus, ordinarunt nemine ipsorum discrepante quod atentis certis litteris missis per dominum Petrum Raynaudi super facto transitus istarum gentium armorum que de[be]bunt transire per patriam istam super tractatu fiendo per civitatem Aquensem cum dictis gentibus, quod unus bonus et sufficiens vadat Aquis ad dominum Petrum Raynaudi et ad consilium civitatis Aquensis et cum ipsis tractare et ordinare, videre, audire et facere taliter sicut ipsi domini de consilio civitatis Aquensis

[fol. 154v]

facerent quod iste gentes non transirent. Et quia nobilis Guillelmus Giraudi de Brinonia est expertus in talibus et habet et s[c]it melius mores gentium armorum, quod ipse nobilis Guillelmus vadat ad dictum dominum Petrum Raynaudi et consilium civitatis Aquensis. Cui Guillelmo Giraudi, presenti et recipienti, dederunt et contulerunt, de voluntate qua supra nemine discrepante plenam, liberam et

generalem potestatem tractandi et ordinandi cum dictis dominis Petro et consilio civitatis Aquensis taliter quod gentes iste non transirent, promittentes dicti domini de consilio, de licencia qua supra, omnia per ipsum ordinanda et tractanda h[ab]ere et tenere et solvere illud quod ipse nobilis Guillelmus promiserit sumptibus universsatis dicte ville. Cui pro suis gagiis assignarunt et constituerunt pro quolibet die quo vacaverit in premissis unum florenum et portet litteras credencie dirigendas domino Petro Raynaudi predicto.

/PROVISIO SUPER <TRE> TRANSITU GENTIUM ARMORUM/<sup>374</sup>

**[c]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod<sup>375</sup> de quolibet loco baiulie citentur duo homines ad diem martis proximam cum quibus habeant ordinare super premissis et super hoc mitantur nuncii cum litteris citatoriis sumptibus universsatis predictae.

---

[fol. 155]

**[169, 1391/04/16]**

155

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die XVI mensis aprilis, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brionie ad sonum canpane ut est moris in refectorio fratrum Minorum, coram nobili viro Bertrando Olivarii, baiulo et capitaneo curie regie ville Brionie, pro infrascriptis ordinandis et peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti domini syndici et consilarii.

Videlicet

nobilis Guillelmus Feraudi (S)  
Petrus Arbaudi (S)

---

<sup>374</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

<sup>375</sup> Ms : mot redoublé

nobilis Johannes de Brinonia  
 Bertrandus Olivarii  
 Berardus Aymerici  
 Monnetus de Ginhaco  
 Hugo Pugeti  
 magister Petrus Cogorde  
 et Raymundus Bossigue

**[b]** Quiquidem domini syndici et consilarii suprascripti, de voluntate ipsius domini baiuli, ibidem presentis, cum nullus apereat qui velit exire vel augmentare precium revarum ordinarunt quod dicte reve ponantur et baptizentur precio competenti et debito et deinde ulterius inquantentur dicto precio et ut libentius emptores reperiantur, ordinarunt, nemine ipsorum discrepante quod offerantur denarii XII pro libra qualibet, cuilibet dictas revas augmentanti et plus secundum quod dictis dominis sindicis videbitur ordinandum.

[fol. 155v]

**[c]** <Item ordinarunt, attenta expositione facta nomine et pro parte Guillelmi Realis de Brinonia cum ipse Guillelmus vendederit [\*\*\*]><sup>376</sup>  
 /Nichil ordinarunt/<sup>377</sup>

---

[fol. 156]

**[170, 1391/04/18]**

156

#### Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini M<sup>o</sup>C<sup>III</sup>LXXXX primo, die XVIII mensis aprilis, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie novo et veteri, coram nobili viro Bertrando Olivarii, baiulo et capitaneo curie regie dicte ville, in refectorio fratrum Minorum dicte ville, consilium tenentes et facientes ad subscripta peragenda; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

---

<sup>376</sup> Début de paragraphe rayé et donc légalement annulé.

<sup>377</sup> Annotation marginale du notaire à gauche du paragraphe précédent.



## Videlicet

nobilis Petrus Arbaudi (S)	
de novo consilio	de antiquo consilio
nobilis Guillelmus Giraudi	Johannes Garnerii
Monnetus de Ginhaco	Bermundus Drogoli
Isnardus Broquerii	Isnardus Claverii
nobilis Bertrandus Olivarii	Johannes Raynaudi
nobilis <Bertrandus> Isnardus de Brinonia	Raymundus Bartholomei
Petrus Motini	et Petrus Tavernoni
magister P[etrus] Cogorde	
Raymundus Bossigue	
Hugo Pugeti	
et Berardus Aymerici	

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, de licencia ipsius domini baiuli ibidem presentis, ordinarunt, atenta relatione facta per nobilem Guillelmum Giraudi pridem missum Aquis in anbaxiatam super transitu gentium armorum comitis Armanhaci<sup>378</sup>, quod spectetur adventus illorum de baiulia qui sunt propter hoc vocati ad hodiernam diem in vesperis pro causa ista antequam aliquid ordinetur.

**[c]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod pannum barrii noviter per Jacobum de Speluca constructi <novit> inspiciatur et cannetur ut sciatur quantum eidem debetur, quam inspectionem comisserunt domino sindico predicto et Raymundo Bossigue et nobili Bertrando Olivarii.

[fol. 156v]

**[d]** Item ordinarunt quod, attenta paupertate Johannis Textoris de Brinonia, quod <tres> de tribus florenis quos universsitas debet eidem Johanni excomputentur sibi floreni duo quos dictus Johannes debet dicte universsitati ratione revarum.

---

<sup>378</sup> Il s'agit de Jean III d'Armagnac qui, à la tête de ses troupes, se préparait à aller guerroyer en Italie (Régis VEYDARIER, *op. cit.*, p. 189).

[e] Item ordinaverunt quod nobilis Gaufridus de Vallebella, olim baiulus dicte ville, <citetur> mandetur citari pro suo syndicato complendo cum multi de ipso conquerantur.

---

[fol. 157]

[171, 1391/04/18]

157

Consilium Brinonie et baiulie

[a] Anno Domini M<sup>o</sup>C<sup>m</sup>LXXXX primo, die XVIII mensis aprilis, XIII indictionis, hora vesperorum, congregato honorabili consilio Brinonie et baiulie dicte ville, coram nobili viro Bertrando Olivarii, baiulo et capitaneo dicte ville, in refectorio fratrum Minorum ad sonum canpane et tube ut est moris, eorum consilium tenentes et facientes ad infrascripta peragenda; in quoquidem consilio interfuerunt.

Videlicet

nobilis Petrus Arbaudi (S)  
 { nobilis Guillelmus Giraudi  
 Bertrandus Olivarii  
 Isnardus de Brinonia  
 Isnardus Broquerii  
 Raymundus Bossigue  
 Monnetus de Ginhaco  
 magister Petrus Cogorde  
 Hugo Pugeti  
 Berardus Aymerici } de consilio Brinonie

de Vallo

Guillelmus Mayfredi  
 Hugo Bessoni

de Corredis

St[ephanus] Robioni  
 Olivarius Morensis

de Monteforti

de Flassanis

Anthonius Gaufridi  
 Pet[rus] Guini

de Bessa

Jordanus Fabri  
 Bertrandus Amici

de Signa

Bertrandus Perrini  
de Carseribus  
Guillelmus Borguelli  
de Cabacia  
Hugo Rostagulhi

Gilius Alfantis  
de *Megna*  
Johannes Dalmatii  
de Roca  
Johannes Albini  
Ludovicus Massis  
de Gareudo  
Guillelmus Jauserandi  
de Noulis  
nobilis G. de Vallebella

[fol. 157v]

**[b]** Quiquidem domini syndicus et alii consilarii de Brinonia unacum aliis suprascriptis de baiulia, de voluntate dicti domini baiuli ibidem presentis, pro conservatione boni status presentis patrie et attentis periculis et dampnis irreparabilibus que evenire poterunt si gentes armorum per patriam istam transiunt et attentis certis litteris missis per dominum Petrum Raynaudi et etiam relatione facta per nobilem Guillelmum Giraudi dudum missum Aquis in anbaxiatam super transitum ipsarum gentium ordinauerunt, nemine ipsorum discrepante exceptis illo de Signha et de Castroveteri et de *Megna*, et concluderunt quod, attento quod omnes consenterint contribuere in quatringentis franquis promissis per consilium civitatis Aquensis dictis gentibus armorum comitis Armanhaci ut non transirent per istam patriam, quod spectetur mandatum et ordinacio consilii civitatis Aquensis antequam aliquid aliud innovetur. Et ut veritas focorum baiulie fortius haberetur, ordinarunt perquisitores focorum Brinonie et totius baiulie ut melius sciatur quantum de dictis quatringentis franquis quemlibet tangat, videlicet de Brinonia dictum dominum syndicum presentis ville, nobilem Bertrandum Olivarii pro parte dicte ville et magistrum<sup>379</sup> Guillelmum Tanneroni notarium, quibus comiserunt predicta.

[fol. 158]<sup>380</sup>

<sup>379</sup> Ms : *magistro*

<sup>380</sup> On note dans le coin supérieur droit et juste devant la foliotation moderne en chiffres arabes un signe graphique pouvant représenter le chiffre romain I de signification inconnue.

[172, 1391/04/26]

## Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die XXVI mensis aprilis, XIII indictionis, congregato honorabili consilio novo et veteri ville Brinonie, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie dicte ville, in domo habitationis dicti domini baiuli, consilium eorum tenentes et facientes pro infrascriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt.

Videlicet

nobilis Guillelmus Feraudi (S)

Petrus Arbaudi (S)

de novo

nobilis Johannes de Brinonia

Guillelmus Giraudi

Bertrandus Olivarii

Isnardus de Brinonia

Isnardus Broquerii

Berardus Aymerici

Monnetus de Ginhaco

magister Petrus Cogorde notarius

antiqui

nobilis Gaufridus de Brinonia

Johannes Garnerii

Feraudus Feraudi

Petrus Tavernoni

Isnardus Claverii

Johannes Quatuorlibrarum

Johannes Aymerici

Audibertus Aymerici

Raymundus Bartholomei

nobilis Gaufridis de Intercastris

et dominus Guillelmus Claverii admittus

**[b]** Quiquidem domini syndici et consiliarii suprascripti, de voluntate et consensu ipsius domini baiuli et capitanei ibidem presentis, nemine ipsorum discrepante, perseverantes sollemniter in quadam protestatione per consilium novum predictum facta pridem eorum consilium tenentes scripta in presenti quaterno foleo primo, cui per aliqua que dicant vel faciant, dicent vel facient in futurum non intendunt quoquomodo

di[s]cedere, ordinarunt in dicto presenti consilio ut sequitur infra.

**[c]** Et primo quod cum universsitas presentis ville Brionie, propter aliqua que de novo venerunt ad auditum dominis sindicis et consiliariis, habeat aliqua negocia agere et expedire coram illustrissima principissa et domina nostra domina Maria, Dei gracia regina Jerusalem et Sicilie, comitissa Provincie et Forcalquerii, et suo eminenti consilio que tangunt honorem dicte reginalis excellencie et bonum ac prosperum statum ac pacificum presentis ville Brionie, que comode expediri non possunt absque eo quod dicta universsitas ambaxiatam apud eandem reginalem excellenciam destinet, ideo, de voluntate et concensu ipsius domini baiuli et capitanei ibidem presentis, nemine ipsorum discrepante fecerunt et sollemniter ordinarunt dicte universsitis ambaxiatores, videlicet nobilem Guillelmum Feraudi syndicum dicte ville, nobiles Guillelmum Giraudi, Gaufridum de Intercastris, providos viros Feraudum Feraudi, Berardum Aymerici, Raymundum Bartholomei et magistrum Petrum Cogorde notarium, ibidem presentes, qui vadant et accedant Avinionem aut ad alia loca ubi noverunt dictam dominam nostram reginam esse et coram eadem reginali excellencia et suo consilio, si eis videbitur fore expediens, omnia negocia dicte universsitis eidem reginali excellencie explicare, proponere et notificare humiliter et cum summa reverencia quanta poterunt /debeant<sup>381</sup>. Et etiam, si expediens eis visum fuerit coram summo pontifice domino nostro papa et litteras reginales vel papales aut alias, graciosas vel justicias continentes ab eis inpetrare et obtinere commissas[r]ios et iudices et inpetrare ab eadem sacra reginali magestate si voluerint, concedentes <eidem> eisdem dictis ambaxiatoribus ipsi domini syndici et consilium propterea litteras oportunas credencie dirigendas dicte sacre reginali magestati in forma debita et aliis de consilio regio quibus necesse fuerit et eis videbitur oportunum.

[fol. 159]

159

**[d]** Item ordinarunt, de licencia <quod> qua supra, quod dicti ambaxiatores vadant sumptibus universsitis predicte, quibus ambaxiatoribus presentibus dicti domini

<sup>381</sup> Passage intercalé introduit par un caret et situé dans la marge de droite.

sindici et consilarii suprascripti nemine ipsorum discrepante dederunt licenciam et plenariam potestatem quod si ipsi indigerent pecuniis durante dicta ambaxiata, quod possint et valeant pecunias ubicumque indigerent mutuo nomine universsitis recipere et pro ipsis pecuniis mut[u]o recipiendis per eos in dicta ambaxiata omnia bona ipsius universsitis presentia et futura obligare et ypothecare, promittentes mihi Guillelmo Clari, notario dicti consilii, ut publice persone stipulante nomine omnium quorum interest, dictas pecunias per eos durante dicta ambaxiata mutuo recipiendas solvere et restituere illis a quibus ipsas receperint cum juramento per eos prestito.

**[e]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, nemine ipsorum discrepante quod omnes sumptus et expense per ipsos fiende solvantur de pecunia proventura ex revis presentis ville et nichil expendatur in aliis usibus quam in dicta ambaxiata, donec dicti sumptus fuerint soluti et restituti et cum juramento per eos prestito, promittentes insuper dicti domini sindici et consilarii nemine ipsorum discrepante omnia et singula per eos facienda et tractanda ac inpetranda habere rata et firma, volentes et ordinantes nichilominus, de licencia qua supra, quod quicquid expendetur<sup>382</sup> pro dicta causa exequenda solvatur per nobilem Bertrandum Olivarii, thesaurarium dicte ville, et de his que expendiderit in predictis stetur sue scripture.

---

[fol. 159v]

**[173, 1391/04/30]**

Consilium novu[m] et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die ultima<sup>383</sup> mensis aprilis, XIII indictionis, congregato honorabili consilio novo et veteri infra domum habitationis domini baiuli infrascripti, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitaneus ville Brinonie, ad sonum canpane ut moris est, pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

---

<sup>382</sup> Ms : *expondetur*

<sup>383</sup> Ms : *ulita* avec un tilde

Videlicet

nobilis Guillelmus Feraudi (S)

de novo consilio

nobilis Bertrandus Olivarii

nobilis <Guillelmus> Isnardus de Brinonia

Monnetus de Ginhaco

Isnardus Broquerii

Raymundus Bossigue

Petrus Motini

Hugo Pugeti

de antiquo

Johannes Garnerii

nobilis Johannes de Brinonia

Audibertus Aymerici

**[b]** Quiquidem dominus<sup>384</sup> syndicus et consilium novum et vetus, de licencia ipsius domini baiuli ibidem presentis, attentis certis litteris clausis missis per honorabile consilium civitatis Aquensis et dominum Petrum Raynaudi super dono dato et expensis factis per civitatem Aquensem gentibus armorum qui debebant transire per patriam istam, attento honore nobis facto <ip> per ipsum

[fol. 160]

160

honorabile consilium Aquensem, ordinarunt nemine ipsorum discrepante <nemine discrepante> ut sequitur infra.

**[c]** Et primo, de licencia qua supra, ordinarunt nemine discrepante quod nobilis Guillelmus Feraudi syndicus dicte ville accedat Aquis cum litteris credencie presentis consilii dirigendis<sup>385</sup> honorabili consilio civitatis Aquensis et domino Petro Raynaudi super causa huiusmodi cum plena, libera et omnimoda potestate tractandi, ordinandi, calculandi et faciendi cum ipsis omnia universsa et singula que necessaria et oportuna erunt super premissis, que omnia remiserunt sue discretioni et hoc sumptibus universsatis predictae.

---

<sup>384</sup> Ms : *domini*

<sup>385</sup> Ms : *dirigendas*

**[d]** Item ordinarunt nemine discrepante quod pro predictis, tam dono predicto et expensis, exigatur capagium animalium presentis ville sicut anno predicto fuit exactum, de quibus solvatur et quilibet solvat infra quindecim dies proximos et super hoc fiat preconizatio mandato domini baiuli presentis.

**[e]** Et cum dictus dominus syndicus se habeat absentare pro causis premissis, idem dominus syndicus suum fecit locumtenentem in dicto syndicato, videlicet nobilem Bertrandum Olivarii <de B> et Johannem Garnerii ibidem presentes de Brinonia in forma et cetera.

---

[fol. 160v]

**[174, 1391/05/01]**

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini M<sup>o</sup>C<sup>III</sup>LXXXX primo, die primo may, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville Brinonie, sono tubete, mandato ipsius domini baiuli ut est moris in domo habitationis ipsius domini baiuli, eorum consilium tenentes pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobilis Guillelmus Feraudi (S)

de novo

nobilis Bertrandus Olivarii

Isnardus de Brinonia

Monnetus de Ginhaco

Isnardus Broquerii

Petrus Motini

Hugo Pugeti

nobilis Johannes de Brinonia

Raymundus Bossigue

de veteri

Isnardus de Bastida

Petrus Tavernoni

Johannes Garnerii

Isnardus Claverii



[b] /NOTA QUOMODO HUGO PUGETI REVELAVIT SECRETA CONSILII/<sup>386</sup>

/VERTE FOLIUM ANTE/<sup>387</sup>

Quiquidem domini syndicus et consilarii suprascripti, eorum consilium tenentes de licencia ipsius domini baiuli ibidem presentis exepo Hugone Pugeti suprascripto qui mandato dicti domini baiuli se a dicto consilio absentavit, ordinarunt pro bono statu presentis ville et honore presentis consilii et consiliariorum ejusdem et [ut] ordinationes consilii secrete<sup>388</sup> teneantur et non pandantur attento quod Hugo Pugeti revelavit ea que in consilio ordinata erant, videlicet dixit /juxta sui confessionem/<sup>389</sup> nobili Bermundo Drogoli ejus genero quod ipse Bermu[n]dus habebat quoddam instrumentum quodd tangebatur dictam universsitate[m]

[fol. 161]

161

et quod ipsum restitueret quod erat et fuerat heri proxime preterita in consilio dictum, <ordinaru> dubitantes quod inposterum ordinationes consilii non revelentur, concluderunt et ordinarunt etiam, attento etiam quod ipse se posuit contra libertates et franquias dicte ville, videlicet quod nonobstante quod ipse Hugo Pugeti non fuisset ordinatus ponderator panis ville Brinonie sed Johannes Gracie et Johannes Aymerici probi homines dicte ville, veniens contra ordinationes consilii ipse panem ponderavit panateriis /dicte ville/ <et> /juxta suam confessionem/<sup>390</sup>, quod facere non debet quia ipse erat consiliarius.

<sup>386</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe suivant.

<sup>387</sup> L'encre et la graphie de cette annotation marginale sont différentes de celles du scribe actuel; la graphie semble être du XV<sup>e</sup> siècle, mais elle est distincte de celle du commentateur A.

<sup>388</sup> Ms : *cecrete*

<sup>389</sup> Passage intercalé au fil du texte sans appel de note et situé dans la marge à droite de la fin de ligne.

<sup>390</sup> Passage intercalé introduit par un appel de note distinctif et situé dans la marge de droite.

**[c]** Item quod ipse emit banna presentis ville et banna exigit quod est contra libertates presentis ville cum nemo de consilio debeat esse banneiactor nec banna exhigere.

**[d]** Item quia conatus fuit exhigere bannum ut banneiactor de Monneto Olivarii de Brinonia ut banneiactor, licet non fuisset sibi denunciatum et dictus Monnetus se concordasset cum Bertrando Bessa de certis /vitibus/ per dictum Monnetum colle[c]tis in vinea Bertrandi Bessa, quod est contra libertates et franqulesias ville Brinonie. Et cum consilarii sint pro substinendo libertates et franqulesias dicte ville et ipse Hugo Pugeti <consiliarius> consiliarius sit contra, ideo ordinarunt ut supradictus est dicti domini syndicus et consilarii suprascripti una[ni]miter nemine discrepante quod dictus Hugo Pugeti ab inde inantea non sit nec esse possit de consilio presentis ville Brinonie.

/VIDE FORMAM BANNIMENTI CONSILIARIORUM/<sup>391</sup>

**[e]** De quibus omnibus dictus nobilis Guillelmus Feraudi dicto nomine petiit instrumentum. Actum Brinonie in domo habitationis ipsius domini baiuli in aula, presentibus Johanne Martelli, Bertrando Mosterii masellariis et Johanne Albergati de Brinonia et cetera.

Et me Guillelmo Clari notario consilii et cetera.

[fol. 161v]

**[f]** In cujusquidem ordinacionis retrospectus executionem, retrospectus dominus baiulus et capitaneus precepit and in[j]uxit retrospecto Hugoni Pugeti, presenti et audienti, quatenus ipse Hugo Pugeti ab inde inantea non audeat vel presumat venire in consiliis ut consiliarius nec decetero intrare vel stare sub pena fidelitatis. Hec scripsi ego Guillelmus Clari, notarius publicus et nunc dicti consilii notarius, de precep[to] dicti domini baiuli et ad requisitionem dictorum dominorum syndici et consiliariorum et signo curie signavi. [Signum]<sup>392</sup>

<sup>391</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

<sup>392</sup> Il s'agit du seing de la cour royale de Brignoles.

/PRECEPTUM FACTUM CONTRA HUGONEM PUGETI DE EVACUANDO CONSILIUM/<sup>393</sup>  
 /VERTE FOLIUM RETRO/<sup>394</sup>

---

[fol. 162]

**[175, 1391/05/03]**

162

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die III mensis maii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville Brinonie, infra domum habitationis ipsius domini baiuli ad sonum canpane ut est moris, eorum consilium tenentes ad infrascripta peragenda; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobilis Guillelmus Feraudi (S)

de consilio novo

nobilis Bertrandus Olivarii

Monnetus de Ginhaco

Raymundus Bossigue

Petrus Motini

Isnardus Broquerii

Isnardus de Brinonia

Johannes de Brinonia

Isnardus de Bastida

Johannes Garnerii

dominus Guillelmus Claverii

Johannes Raynaudi

**[b]** Quiquidem domini syndicus et consiliarii, de licencia dicti domini baiuli et capitaneus, atentis quibusdam litteris missis per capitaneum et syndicos ville Barjoli et per capitaneum de Montemeyano<sup>395</sup> continententes inter cetera /quod/ gentes armorum

---

<sup>393</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

<sup>394</sup> Annotation marginale de la même main qu'au folio 160v à gauche du paragraphe précédent.

<sup>395</sup> Commune de Montmeyan (c<sup>on</sup> de Tavernes, dép. du Var).

qui erant locati in Romolis<sup>396</sup> veniunt locatum in burgis de Quinsono<sup>397</sup> et dubitatur quod descendant inferius, ordinarunt nemine ipsorum discrepante quod teneantur plures scubie in montaneys qui habeant inspicere et videre circumcirca ne possent nos decipere<sup>398</sup>. Et ut nova de istis gentibus habeantur, ordinarunt etiam quod teneantur duo exploratores qui vadant, veniant et rediant indegando et portando

[fol. 162v]

nova istarum gentium de Rocamartina et aliarum existentium in Provincia.

**[c]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, ad hoc ut melius et fortius valeamus resistere <istibus> istis gentibus de Rocamartina et aliis quibuscumque <in> in casu quo discurrerent istam patriam, ordinarunt quod fiant certe gentes et ordinentur qui habeant eos sequi et deffendere in casu quo caperent averia et scribatur locis circumvicinis, videlicet domino Fulconi de Ponteves, apud castra de Torreves, de Vallo, de Corredis, de Monteforti, de Roca quod placeat eis talia facere. Et in casu quo hic discurrerent, quod loca circumvicinia sive gentes per ea ordinanda habeant nos juvare et gentes nostri eos similiter juvare in casu quod dicta loca circumvicinia etiam discurrerent et mandare de uno loco ad alium vel signum mostrare taliter quod illi de uno loco possint et valeant intelligere et se invicem succurrere et toto posse juvare.

**[d]** Item ordinarunt etiam, de licencia qua supra, attendentes quod si dictis gentibus armorum darentur victualia vel venderentur si venirent daretur eis materia ipsis gentibus plus istam patriam p[er]severandi et vicinos nostros danpnificandi, ordinarunt quod ipsis gentibus non vendantur nec dentur victualia in casu quo ipsa peterent.

**[e]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod attento quod hodiernis temporibus multa nova veniunt que brevitatem et celerem deliberationem requirunt quod

---

<sup>396</sup> Commune de Roumoules (c<sup>on</sup> de Riez, dép. des Alpes-de-Haute-Provence).

<sup>397</sup> Commune de Quinson (c<sup>on</sup> de Riez, dép. des Alpes-de-Haute-Provence).

<sup>398</sup> Ms : *deciperere*

incontinenti dum <pl> pulssabitur vel preco[n]izabitur pro consilio novo <ac> vel<sup>399</sup> veteri vel pro novo tantum, quod omnes consilarii incontinenti pulssato vel preco[n]izato pro dicto consilio veniant sine mora aliquali, nisi de nocte pulssaretur et eo tunc in crastinum hora prime sint omnes coram dicto domino baiulo vel suo locumtenente et esse debeant<sup>400</sup>, sub pena unius grossi pro quolibet convertendo in prandiis vel potibus secundum dispositionem domini baiuli.

---

[fol. 163]

[176, 1391/05/04]

163

Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die IIII mensis maii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville Brinonie, ad sonum tubete, in domo habitationis ipsius domini baiuli pro infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobilis Guillelmus Feraudi (S)

de novo

nobiles Bertrandus Olivarii  
Isnardus de Brinonia  
Johannes de Brinonia  
Monnetus de Ginhaco  
Isnardus Broquerii  
Petrus Motini

de antiquo

Isnardus de Bastida  
Bermundus Drogoli  
Isnardus Claverii  
Audib[er]tus Aymerici  
Johannes Garnerii

---

<sup>399</sup> La correction de *ac* en *vel* semble fautive puisqu'il est douteux que l'on ait convoqué le conseil ancien sans également convoquer le conseil en exercice.

<sup>400</sup> Lecture incertaine

**[b]** /Nichil fuit ordinatum/<sup>401</sup>

---

[fol. 163v]

**[177, 1391/05/06]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die VI mensis maii, XIII<sup>te</sup> indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville Brinonie, ad sonum canpane ut moris est, in domo habitationis ipsius domini baiuli pro infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt.

Videlicet

nobilis Guillelmus Feraudi (S)  
nobiles Johannes de Brinonia  
Bertrandus Olivarii  
Isnardus de Brinonia  
Isnardus Broquerii  
Petrus Motini  
Raymundus Bossigue  
Monnetus de Ginhaco

**[b]** Quiquidem dominus syndicus et alii consilarii suprascripti, de licencia qua supra, attentis periculis que cotidie possunt occurrere propter istas gentes qui minantur discurrere patriam istam, ordinarunt quod teneantur in Penneto scubie quas teneant hominos de Artacella et in territorio de Campis, loco vocato *lo Castellar*, ad hoc ut illi de Campis et de Forcalquerio<sup>402</sup> valea[n]t scire si venirent et ista ordinentur cum hominibus dictorum locorum de Campis et de Artacella per dictum dominum syndicum. Et in casu quo dicti homines de Campis et de Artacella nollent tenere

---

<sup>401</sup> Annotation marginale du notaire à gauche de la liste de noms précédente.

<sup>402</sup> Commune de Forcalqueiret (c<sup>on</sup> de La Roquebrussanne, dép. du Var).

eorum sumptibus scubias in dictis locis, fuit ordinatum in dicto consilio quod ipsi homines vadant et recedant cum eorum rebus extra villam.

/VIDE PROVISIONEM TEMPORE GUERRE CONTRA HOMINES DE CAMPIS ET DE ARTACELLA<sup>403</sup>

---

[fol. 164]

[178, 1391/05/11]

164

### Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die XI mensis maii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio novo et veteri, in presencia nobilis <viri> Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville Brinonie, ad sonum canpane ut est moris, in domo habitationis ipsius domini baiuli pro infrascriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt.

Videlicet

nobilis Bertrandus Olivarii, locumtenens nobilis Guillelmi Feraudi sindici	
de novo	antiqui
nobilis Isnardus de Brinonia	nobilis Gaufridus de Brinonia
Isnardus Broquerii	Johannes Garnerii
Raymundus Bossigue	P[etrus] Tavernoni
Monnetus de Ginhaco	Isnardus Claverii
Petrus Motini	Johannes Quatuorlibrarum
	Bermundus Drogoli
	et dominus Guillelmus Claverii

**[b]** Quiquidem domini locumtenens et consiliarii suprascripti, de licencia ipsius domini baiuli eorum consilium tenentes, nemine discrepante, quod cum Hugo Pugeti olim consiliarius presentis consilii pridie fuerit a presenti consilio exclusus et remotus

---

<sup>403</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

per ordinacionem consilii et de mandato supradicti domini baiuli; super quo, dominus Hugo dicto domino baiulo, in presenti consilio dictum consilium tenentes, presentaverit quamdam papiri cedulam continentem recursum sive appellationem per ipsum interpo[s]itam ad sacram reginalem excellenciam, ordinarunt quod spectentur certi

[fol. 164v]

alii consiliarii qui nunc sunt absentes et dum dictus Hugo fuit de dicto consilio expulsus erant presentes et sciunt tamen quare fuit a dicto consilio remotus. Ideo, ordinarunt ut supra quod spectetur adventus illorum qui erant presentes dum fuit dictus Hugo de dicto consilio expulsus.

**[c]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod cum pridem in consilio fuerit ordinatum quod nobilis Guillelmus Feraudi, syndicus presentis ville, accederet Aquis cum certis litteris credencie emanatis a presenti consilio <super fc> dirigendis dominis Petro Raynaudi et sindicis civitatis Aquensis super facto pecunie tradite et promisse gentibus armorum ut non transirent per istam patriam, <scrib> scribatur dicto Guillelmo Feraudi Aquis ut non spectet amplius nobilem Ludovicum Bertaudi qui est absens a dicta civitate Aquensi.

**[d]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, nemine discrepante, quod scribatur supplicando domine nostre regine quod cum Johannes Feutrerii sit in Janua et non bene audet redire in presenti villa, quod eidem idem Johannes sit recomendatus et quod valeat hic secure redire et stare et suis bonis frui et uti.

**[e]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod Monnetus de Ginhaco de Brinonia alter ex consiliariis accedat apud castrum de Torreves indegatum <et> scire qualiter se regunt et gubernant in tenendo gachias et exploratores ratione istarum gentium.

---

[fol. 165]

[179, 1391/05/17]



## Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die XVII mensis maii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in reffectorio fratrum Minorum, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville predicte, ad sonum canpane ut moris est pro causis infrascriptis peragendis et ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

## Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)  
 Petrus Arbaudi (S)  
 nobiles Johannes de Brinonia  
 Guillelmus Giraudi  
 Bertrandus Olivarii  
 Isnardus de Brinonia  
 Berardus Aymerici  
 Petrus Motini  
 Isnardus Broquerii  
 Monnetus de Ginhaco  
 Raymundus Bossigue

**[b]** Quiquidem domini syndici et consilarii, de voluntate et licencia ipsius domini baiuli, nemine ipsorum discrepante ordinarunt attenta relatione dicto consilio facta per nobilem Guillelmum Feraudi syndicum pridem per ipsos in ambaxiatam missum Aquis dominis sindicis et sex de guerra civitatis Aquensis super

[fol. 165v]

facto octuaginta florenorum solutorum nomine universsitate ville Brinonie et totius baiulie gentibus armorum vicecomitis Belherie per dominos syndicos dicte civitatis <q> Aquensis et ut dicta pecunia facilius in termino assignato dicto nobili Guillelmo Feraudi, qui terminus est in medio mensis futuri junii, quod opud meniorum quod erat incohatum juxta turr[e]m Malausene suspendatur et pecunie revarum ex quibus

dictum opud construebatur colligantur per nobilem Bertrandum Olivarii collectorem<sup>404</sup> dictarum revarum et conserventur pro solvendo partem dictorum florenorum LXXX tangentem dictam villam Brinonie. Et in casu quod dicte pecunie revarum non sufficerent ad solvendum partem tangentem dictam villam de dictis florenis LXXX, quod residuum recipiatur a certis personis de Brinonia nomine mutui et postea solvatur eis de revis predictis.

---

[fol. 166]

[180, 1391/05/18]

166

### Consi[li]um novum et vetus

**[a]** Anno Domini M<sup>o</sup>C<sup>o</sup>LXXXX primo, die XVIII mensis maii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio [\*\*\*]

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)

Petrus Arbaudi (S)

de novo

nobiles Johannes de Brinonia

Guillelmus Giraudi

Bertrandus Olivarii

Isnardus de Brinonia

Berardus Aymerici

Monnetus de Ginhaco

Isnardus Broquerii

de antiquo

nobiles Gaufridus de Brinonia

Isnardus de Bastida

Feraudus Feraudi

**[b]** Quiquidem domini syndici et consilium, de licencia dicti domini et capitanei ibidem presentis, quod cum pridem nobilis Guillelmus Feraudi syndicus presentis ville venerit de <q> Aquis ubi missus fuerat per dictum honorabile consilium super facto

---

<sup>404</sup> Ms : *collectoris*

octuaginta florenorum tangentium presentem universsitatem et totam baiuliam ville Brinonie et presenti consilio retulerit certam credenciam ex parte

[folio 166v]

dominorum sindicorum civitatis Aquensis que est talis in effectum quod dicti domini syndici et consilium dicte civitatis Aquensis sunt et se offerunt paratos juvare <de> in omnibus et per omnia de bonis, personis et omnibus aliis necessariis villam Brinonie in specie et genere. Et atenta dicta relatione per ipsum facta, dicti domini syndici et consiliarii, de licencia qua supra, ordinarunt nemine discrepante, honore et fidelitate domini nostri regis Ludovici et sacre reginalis magestatis senper salvo et pro bono et pacifico statu presentis ville et omnium habitantium in eadem, quod scribatur pro parte presentis consilii dictis dominis sindicis Aquensibus regraciando eis honorifice et reverenter eorum bonam perufertam et quod ipsi sunt parati in omnibus et per omnia esse et in speciali et generali cum eis et facere, dicere et adimplere omnia per ipsos ordinanda et disponenda tam de personis quam bonis dicte universsitatis Brinonie et personarum ejusdem et nichilominus in pede littere ponere quod eis placeat adhibere fidem et credenciam nobili Guillelmo Giraudi consiliario ville Brinonie quem specialiter ad hunc actum eis destinant.

/VIDE OBLATIONEM FACTAM PER DOMINOS CIVITATIS AQUENSIS/<sup>405</sup>

[c] Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod scribatur domino Aquense archiepiscopo quod adhibeat fidem et credenciam nobili Guillelmo Giraudi et Bertrando Bessa in hiis que sibi explicabunt nomine dicte universsitatis.

[folio 167]

[181, 1391/05/23]

167

Consilium novum et vetus

<sup>405</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

[a] Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die XXIII mensis maii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio novo et veteri ville Brinonie, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville Brinonie, in rectorio fratrum Minorum dicte ville ad sonum canpane ut est moris pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)

Petrus Arbaudi (S)

de novo

nobiles Johannes de Brinonia

Guillelmus Giraudi

Bertrandus Olivarii

Isnardus de Brinonia

<Bertrandus>

Berardus Aymerici

magister P[etrus] Cogorde notarius

Monnetus de Ginhaco

Petrus Motini

Raymundus Bossigue

Isnardus Broquerii

de antiquo

nobiles Gaufridus de Intercastris

Gaufridus de Brinonia

Isnardus de Bastida

Johannes Garnerii

Isnardus Claverii

magister Petrus Gaufridi

Audibertus Aymerici

Johannes Aymerici

Petrus Tavernoni

Johannes Raynaudi

Raymundus Bartholomei

Feraudis Feraudi

Johannes Quatuorlibrarum

Andreas Mayfredi<sup>406</sup>

Bertrandus Bessa

dominus G[uillelmus] Claverii

[b] Quiquidem domini sindici et consiliarii suprascripti, de licencia et consensu ipsius domini baiuli ibidem presentis, eorum consilium tenentes nemine discrepante quod cum pridem pro certis arduis negociis tangentibus <honore> honorem reginalis exellencie et bonum et prossperum statum

<sup>406</sup> Ce nom et les deux suivants sont décalés sur la droite en une sorte de troisième colonne partielle et regroupés par une accolade.

[folio 167v]

ville Brinonie fuerint destinati in ambaxiatores apud sacram reginalem magestatem, videlicet nobiles Petrus Arbaudi syndicus dicte ville, Guillelmus Giraudi et Gaufridus de Intercastris, Feraudus Feraudi, Berardus Aymerici, Raymundus Bartholomei et magister Petrus Cogorde notarius, Johannes Aymerici antiquior et Andreas Mayfredi et inpetraverint et obtinuerint ab eadem sacra reginali magestate certas litteras patentes super negociis predictis; hinc est quod hac die dicti domini ambaxiatores, constituti in presencia dicti domini baiuli et capitanei ibidem presentis et dictorum dominorum <dc> sindicorum et consiliariorum novorum et veterum, eorum consilium ubi supradictum est tenentes et eorum relationem facientes, primo litteris ipsis presentatis et hostensis ibidem in dicto consilio, interrogarunt et dixerunt dictos dominos syndicos et consiliarios si erant contenti de ambaxiata per eosdem facta; quiquidem domini syndici et consilarii suprascripti, nemine ipsorum discrepante, unanimiter unus post alium cum deliberatione competenti, /de licencia dicti domini baiuli ibidem presentis/<sup>407</sup>, dixerunt et clamarunt sine aliquo impetere quod ipsi erant et sunt contenti et plus quam contenti de ambaxiata per ipsos facta et de omnibus et singulis factis, dictis et expositis dicte sacre reginali excellencie et litteras per ipsos inpetratas quecumque sunt et contra quoscumque sint ab eadem sacre reginali magestate et omnia et singula in eis contenta et gesta per ipsos dominos ambaxiatores cum sacra reginali magestate predicta ex nunc prout ex tunc et ex tunc prout ex nunc approbant, ratificant, amologant et confirmant tamquam facta et inpetrata pro bono et pacifico statu presentis ville et habitantium ejusdem et <et> nichilo[mi]nus volunt /et ordinant, de licencia qua supra, nemine discrepante/<sup>408</sup> quod dicte littere exequantur et

[folio 168]

168

debite executioni mandentur per dominos officiales curie regie hujus ville, quibus diriguntur cum justicia sumptibus universsitis predicte.

---

<sup>407</sup> Passage intercalé introduit par un caret et situé dans la marge de gauche.

<sup>408</sup> Passage intercalé introduit par un caret et situé dans la marge de gauche.

**[c]** Et cum predicta minime exequi possunt absque requisitione aliquorum vel alicujus qui predicta omnia exequi requirant et causas ipsas persequantur, ideo ad prosequendum litteras ipsas et omnia in eis contenta, dicti domini syndici et consilarii suprascripti, de licencia qua supra, nemine discrepante ordinarunt eo modo et forma quibus melius de jure potuerunt <qui> dictos dominos syndicos < ><sup>409</sup>, nobiles Gaufridum de Intercastris, Isnardum de Bastida, dominum Guillelmum Claverii jurisperitum, Johannem Garnerii, magistrum Petrum Cogorde notarium, Andream Mayfredi, Raymundum Bartholomei, Guillelmum Giraudi, Bertrandum Olivarii, Johannem *Catrelieuras*, magistrum Petrum Gaufridi notarium et Monnetum de Ginhaco ibidem presentes, quibus dederunt licenciam et omnimodam potestatem omnia supradicta exequendi in quacumque curia ordinaria vel extraordinaria et usque ad determinationem omnimodam predictarum causarum perducendi sumptibus universsitis predicte coram quibuscumque judicibus ordinariis vel extraordinariis, conjunctim vel divisim, prout eis melius videbitur faciendum.

**[d]** Verum cum ea que omnes tangit ab omnibus aprobari debent, dicti domini syndici et consilarii supradicti, de licencia qua supra, ordinarunt quod die jovis proxime venientis in qua erit festum Sanctissimi corporis Christi convocetur parlamentum generale presentis ville, in quo omnia supradicta publice

[folio 168v]

divulgentur et dicantur ut nemo pretendat ignoranciam de gestis per dictos dominos ambaxiatores [factis].

**[e]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod in casu quo pro suprascriptis negociis insequendis vel prosequendis aliquis de villa ista ordinaretur in aliquam ambaxiatam ubicumque esset et ad quemcumque locum quod dum fuerit electus, quod nullus recusare aut se excusare possit nec valeat pro aliqua causa dum tamen sit dispositus de persona sua. Et nichil habere debeat pro suo labore a dicta universsitate, nisi dumtaxat expensas suas.

---

<sup>409</sup> Ms : mot illisible rayé par le notaire.

**[f]** Et cum presencialiter dicta universsitas sit onerata aliis de causis, ordinarunt de licencia qua supra quod fiat et exhigatur una talhia ad rationem unius denarii pro libra qualibet pro causis suprascriptis persequendis. Quam exigit Monnetus de Ginhaco, cui taxarunt pro suo salario florenos duos et pecuniam inde extrahendam per ipsum collectorem dictus collector tradat et assignet nobili Bertrando Olivarii thesaurario presentis ville.

**[g]** Successive, cum dominus Elionus miles et Anthonius de Villanova fratres scripserint certis hominibus dicte ville de consilio novo et veteri, ordinarunt nemine discrepante quod nobiles Guillelmus Giraudi et dominus Guillelmus Claverii de Brinonia accedant ad ipsos dominum Elionum et Anthonium cum litteris credencie emanandis a presenti consilio sumptibus presentis universsitis.

**[h]** De quibus omnibus dicti domini syndici dicto nomine petierunt instrumentum si et quando habere voluerint. Actum in <claustrum> refectorio fratrum Minorum.

Testes      Hugo Olivarii de Nicia  
                  Gabriellus Calverie de Brinonia

---

[folio 169]

**[182, 1391/05/26]**

169

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die XXVI mensis maii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie infra ecclesiam Sancti Salvatoris ville Brinonie in cappella Sancte Catarine, in presencia nobilis et circumspecti viri domini Petri Bertrandi jurisperiti, iudicis et vicebaiuli curie regie ville Brinonie, ad sonum campane ut moris est pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)  
 et Petrus Arbaudi (S)  
     consilarii  
 nobiles Guillelmus Giraudi  
 Bertrandus Olivarii  
 Isnardus de Brinonia  
 Isnardus Broquerii  
 Monnetus de Ginhaco  
 Raymundus Bossigue  
 Berardus Aymerici  
 magister Petrus Cogorde  
 Petrus Motini  
 et Isnardus de Bastida  
 et dominus Guillelmus Claverii jurisperitus  
 ibidem admitti

[folio 169v]

**[b]** Quiquidem domini consilarii, de licencia et concensu ipsius domini <baiuli> iudicis et vicebaiuli, ordinarunt quod attenta relatione facta in consilio presenti per nobiles Guillelmum Giraudi et dominum Guillelmum Claverii missos per dictum consilium egregiis et nobilibus viris dominis Eliono de Villanova et Anthonio ejus fratri super facto Johannis Drogoli, quod eis scribatur regranciando <et> bonam perufertam et illa bona verba dictis dominis ambaxiatoribus et quod ipsi domini de consilio Brinonie sunt intentionis dictam causam inceptam proseguere et ad finem perducere.

---

[folio 170]

**[183, 1391/05/28]**

170

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die XXVIII maii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in refectorio fratrum Minorum [\*\*\*]

Videlicet



honorabilis vir Petrus Arbaudi (S)  
 nobiles Isnardus de Brinonia  
 Bertrandus Olivarii  
 Isnardus Broquerii  
 Monnetus de Ginhaco  
 Raymundus Bossigue  
 Petrus Motini  
 et Berardus Aymerici

**[b]** Quiquidem domini syndicus et consilarii suprascripti, de licencia dicti domini baiuli ibidem presentis, cum magnificus Petrus vir Balaysonus vice-senescallus Provincie mandaverit per suas litteras missas nobilibus domino baiulo predicto, Gaufrido de Intercastris et Isnardo de Bastida, quarum tenorem ignoro ego notarius, ordinarunt nemine ipsorum discrepante quod eidem destinentur ambaxiatores sumptibus ville Brinonie cum litteris credencie ipsius consilii dirigendis dicto domino vice-senescallo, quibus habeat fidem adhibere super

[folio 170v]

referendis eidem ex parte dicti domini syndici et consiliariorum predictorum. Quorum ambaxiatorum nomina sunt hec, videlicet nobiles Isnardus de Bastida, nobilis Gaufridus de Inter[c]astris, Johannes Garnerii et Monnetus de Ginhaco.

[folio 171]

**[184, 1391/06/02]**<sup>410</sup>

171

#### Consilium novum et vetus

**[a]** Anno Domini M<sup>o</sup>C<sup>III</sup>LXXXX primo, die II<sup>o</sup> <die> mensis maii<sup>411</sup>, XIII indictionis, congregato honorabili consilio novo et veteri ville Brinonie [\*\*\*]

<sup>410</sup> Il s'agit d'une erreur de datation: la séance précédente étant datée du 28 mai et la suivante du 4 juin, celle-ci ne peut être que du 2 juin.

<sup>411</sup> Cf note précédente.

Videlicet

nobiles viri Guillelmus Feraudi  
Petrus Arbaudi

de novo

nobilis Guillelmus Giraudi  
Isnardus de Brinonia  
magister Petrus Cogorde notarius  
Petrus Motini  
Monnetus de Ginhaco  
Berardus Aymerici  
et Raymundus Bossigue

de antiquo

nobiles Gaufridus de Brinonia  
Gaufridus de Intercastris  
Isnardus de Bastida  
Johannes Garnerii  
Johannes Quatuolibrarum  
Raymundus Bartholomei  
Petrus Tavernoni  
magister Jacobus Cabrerii  
magister Petrus Gaufridi notarius

**[b]** Quiquidem domini consiliarii suprascripti, de licencia dicti domini baiuli ibidem presentis, nemine discrepante, attenta certa expositione facta in dicto consilio per spectabilem et magnificos viros dominum Elionum de Villanova militem et Anthonium de Villanova super facto sive questione Johannis Drogoli, que continet in effectu quod ipse Johannes posset stare Brinonie cum gentibus Brinonie [\*\*\*]

/Nichil fuit ordinatum/<sup>412</sup>

---

[folio 171v]

---

[folio 172]

**[185, 1391/06/04]**

172

Consilium novum et vetus Brinonie et baiulie

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die IIII junii, XIII indictionis indictionis, congregato honorabili consilio novo et veteri Brinonie et baiulie dicte ville,

---

<sup>412</sup> Annotation marginale du notaire à gauche du paragraphe précédent.

mandato litteratorio magnifici et potentis viri Petri de Balaysone castellani<sup>413</sup> Arearum et vice-senescalli<sup>414</sup> Provincie et mandato nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie dicte ville, in presencia dictorum dominorum vice-senescalli et dicti baiuli et capitanei, in refectorio fratrum Minorum voce preconia ut moris est pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

### Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)

Petrus Arbaudi (S)

#### de novo consilio

nobilis Johannes de Brinonia

Bertrandus Olivarii

Isnardus de Brinonia

Berardus Aymerici

Monnetus de Ginhaco

magister Petrus Cogorde

R[aymundus] Bossigue

#### de consilio veteri

nobilis Gaufridus de Intercastris

Gaufridus de Brinonia

Isnardus de Bastida

Johannes Quatuorlibrarum

Johannes Aymerici

magister Jacobus Caprerii

R[aymundus] Bartholomei

#### admitti

dominus Guillelmus Claverii

Rostagnus de Massilia

#### de baiulia

de Vallo, G. Pauli

de Corredis, Olivarius Morensis

de Monteforti, P. Tannaroni

de Carseribus, Hugo Florensis

de Cabacia, Anthonius Cabacie

de Flassanis, G[uillelmus] Susanni

de Bessa, G. Ecclesie

de Gareudo, Hugo Bolserii

de Noulis, G. Guiranni

de *Megna*, Bertrandus Vincentii

de Signha, P. Bonivissini

de Castroveteri,<sup>415</sup>

de Roca, Ludovicus Massissi

<sup>413</sup> Ms : *castellano*

<sup>414</sup> Ms : *vice-senescallo*

<sup>415</sup> Un trait diagonal pointe vers le nom précédent, qui représente peut-être ainsi les deux communes, ce qui était le cas à la réunion du 9 mars 1391 (159h) où ces deux-mêmes communes étaient représentées par une seule et même personne.

[folio 172v]

**[b]** Quiquidem domini syndici et consilarii et omnes alii suprascripti, de licencia dicti domini baiuli, audita expositione facta in consilio predicto per nobilem Johannem Raymundi dominum de Evolis de precepto dicti domini vice-senescalli ibidem presentis, que continet in effectu quod vellent contribuere et succurrere ad ponendum obsidium per terram et mare pro bono et pacifico statu patrie contra istos de Bregansono<sup>416</sup> qui conantur istam patriam, ordinarunt quod dicti domini vice-senescallus et dominus de *Evo/s* se habeant per aliquod modicum spacium absentare ut ipsi inter se valeant ordinare respontionem.

**[c]** Quiquidem domini vice-senescallus et dominus de *Evo/s* se absentarunt.

**[d]** Et incontinenti omnes suprascripti unanimiter ordinarunt, de licencia qua supra, quod attenta penuria gentium et pauperta[te] earum, nec minus quod ista patria est totaliter afflicta per istos de <Bregansono> Rocamartina quod omni die de ipsis dubitant de eorum adventu, quod ipsi non possunt nec volunt dare nullum adjutorium de sucursu gentium nec pecuniarum et ita eidem domino vice-senescallo respondeatur. /VIDE QUOMODO FUT DENEGATUM SUCURSUM PRO CASTRO DE BREGANSONO CERTIS DE CAUSIS HIC DECLARATIS/<sup>417</sup>

**[e]** Quam respontionem ordinarunt fiendam per dominos syndicos hujus ville et certos alios de consilio suprascriptos.

[folio 173]

**[186, 1391/06/05]**

173

Consilium

<sup>416</sup> Fort de Brégançon (commune de Bormes-les-Mimosas, c<sup>on</sup> de Collobrières, dép. du Var).

<sup>417</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

**[a]** Anno Domini M<sup>o</sup>CCCLXXXX primo, die quinta mensis junii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie infra ecclesiam Sancti Salvatoris, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville Brinonie, ad sonum canpane ut moris est pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobiles Guillelmus Feraudi (S)  
 Petrus Arbaudi (S)  
 nobiles Isnardus de Brinonia  
 Bertrandus Olivarii  
 Berardus Aymerici  
 magister Petrus Cogorde  
 Monnetus de Ginhaco  
 Isnardus Broquerii  
 Johannes de Brinonia nobilis

**[b]** Quiquidem domini consiliarii, de licencia <qua> ipsius domini baiuli ibidem presentis, ordinarunt quod atento quod domina nostra regina est contenta quod Johannes Feutrerii veniat et stare secure possit in terris subjectis ipsius domini nostri regis Ludovici prout aperet quibusdam litteris patentibus emanatis ab eadem sacra reginali magestate, quod scribatur ex parte dictorum dominorum <consilii> sindicorum et consilii quod ipse veniat et reddeat ad presentem villam et mandetur sibi copia littere domine nostre regine.

---

[folio 173v]

**[187, 1391/06/14]**

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die XIII mensis junii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in <cla> refectorio fratrum Minorum, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville Brinonie, ad

sonum canpane ut est moris pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobilis Guillelmus Feraudi (S)  
 et Petrus Arbaudi (S)  
     consilarii  
 nobiles Johannes de Brinonia  
 Guillelmus Giraudi  
 Bertrandus Olivarii  
 Berardus Aymerici  
 Petrus Cogorde  
 Monnetus de Ginhaco  
 Raymundus Bossigue

**[b]** Quiquidem domini syndici et consilarii suprascripti, de licencia dicti domini baiuli ibidem presentis, ordinarunt nemine discrepante quod quedam littera clausa, pridem presentata per dominum priorem<sup>418</sup> fratrem Johannis Drogoli in publico parlamento, emanata a domina nostra regina ut in subscriptione ipsarum evidenter aparet, eidem domino priori restituatur retenta copia ipsarum.

[folio 174]

174

**[c]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod nobilis Guillelmus Feraudi pridem missus in ambaxiatam Aquis dominis sindicis dicte civitatis super facto pecuniarum promissarum gentibus domini comitis Armanhacii que debebant per istam patriam [transire], quod ipse habeat tam pro expensis suis quam<sup>419</sup> unius ronsini et unius famuli pro die quolibet provincialium solidos decem.

---

<sup>418</sup> *Raymundus Drogoli* était prieur de l'abbaye du Thoronet (c<sup>on</sup> de Lorgues, dép. du Var) comme en font foi les minutes du notaire Jean Durand de Marseille de 1402, 1405 et 1412 (Edmond F. BARBIER, *L'abbaye cistercienne du Thoronet au Moyen Âge*, Marguerites, Équinoxe, p. 263).

<sup>419</sup> Ms : *quod*

[folio 174v]

[folio 175]

[188, 1391/07/17]

175

## Consilium

**[a]** Anno Domini M<sup>o</sup>C<sup>III</sup>LXXXX primo, die XVII julii, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie infra reffectorium fratrum Minorum Brinonie ad sonum canpane ut est moris, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei ville Brinonie, pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobilis Petrus Arbaudi (S)

Johannes de Brinonia

nobiles Guillelmus Giraudi

Bertrandus Olivarii

Isnardus de Brinonia

Berardus Aymerici

magister Petrus Cogorde notarius

Monetus de Ginnhaco

Isnardus Broquerii

Raymundus Bossigue

Petrus Motini

de veteri

Johannes Garnerii

P[etrus] Tavernoni

Isnardus Claverii

nobilis Gaufridus de Intercastris

**[b]** Quiquidem domini syndicus et consilarii, de licencia <qua> ipsius domini baiuli et capitanei, eorum consilium tene[n]tes, nemine ipsorum discrepante ordinarunt quod attentis certis litteris missis per dominum de Coreys super sucursu loci de Collomarcio<sup>420</sup> noviter capto per inimicos regio, quod de villa ista et sumptibus ville

<sup>420</sup> Commune de Colmars (c<sup>on</sup> d'Allos-Colmars, dép. des Alpes-de-Haute-Provence).

fiant et ordinentur sex balestarii qui vadant ad dictum locum de Collomarcio sive <sive> in sucursum ejusdem pro quindecim diebus.

**[c]** Item fuit ordinatum quod dentur eisdem <f> tres floreni pro quolibet pro quindecim diebus.

**[d]** Item ordinarunt quod mandetur rogando et requirendo per baiuliam an vellint in ista causa succurrere sumptibus curie tantum mandando tantum per baiuliam et in casu quo nollint super isto casu succurrere, nichilominus ista villa faciat suum devere.

[folio 175v]

**[e]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod attento quod presencialiter villa est multum debitis onerata, <ord> quod inveniantur mutuo decem et octo floreni pro expensis fiendis per ipsas gentes a certis personis hujus ville nomine universsitis ville Brinonie.

**[f]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod dicte gentes ordinate vadant ut situs poterunt superius ob reverenciam et honorem domini nostri regis Ludovici et ipsius domini de Coreys et pro bono statu patrie.

**[g]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod cum tempus presens sit multum grave et pestilenciosum, quod quidam medicus vocatus magister Bernardus Catalanus remaneat in villa ista et villa predicta ipsum adjuvet de hospit[i]o, lecto et utencilibus domus et una saumata annone sumptibus ville predicte.

---

[folio 176]

**[189, 1391/08/04]**

176

Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die IIII mensis augusti, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie, infra reffectorium fratrum, ad



sonum canpane ut est moris, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville Brinonie pro causis infrascriptis peragendis et ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobilis G[uillelmus] Feraudi (S)

Petrus Arbaudi (S)

nobilis G[uillelmus] Giraudi

Johannes de Brinonia

Bertrandus Olivarii

Isnardus de Brinonia

Berardus Aymerici

Monnetus de Ginhaco

magister Petrus Cogorde

Isnardus Broquerii

Raymundus Bossigue

Petrus Motini

**[b]** Quiquidem domini consilarii, de voluntate dicti domini baiuli et capitanei, ordinarunt <a> quod magister Ludovicus de Rocaforti pictor reducatur <pro> in cartulario libre ad libras quatráginta sicut prius erat attento quod de nichilo se augmentavit.

**[c]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, attento quod dominus Guillelmus Claverii est Aquis pro dicta universsitate prosequendo processus factos contra Johannem Drogoli et Bermundum ejus fratrem et nunc infirmatur in dicta civitate et egeat quod mitantur sibi florenos tres de dicta villa.

[folio 176v]

**[d]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, nemine ipsorum discrepante, quod in isto felici adventu domine nostre regine presententur eidem nomine universsitis duo vasa vini, unum de rubeo aliud de albo, usque ad quantitatem XXV metratarum inter ambo vel circa ad electionem dominorum sindicorum sumptibus ville predictae.

**[e]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod attenta bona affectione et <diliger> dilectione quam habet dominus de Saltu erga villam istam, <quod> ordinarunt quod

presentetur eidem una boca boni vini usque ad quantitatem octo vel decem metratarum sumptibus ville predicte.

[f] Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod pro solvendis supradictis bocis et aliis causis necessariis dicte ville, quod exigatur una talhia, videlicet de decem libris citra a quolibet, medius grossus, et de decem libris supra usque ad centenarium, unus grossus, et postquam veniet ad centenarium exigatur unus grossus pro centenario quolibet. Quam exigat magister Petrus Cogorde notarius de Brinonia.

In [\*\*\*]

[g] Item ordinarunt, de licencia qua supra, nemine discrepante intuitu pietatis amore Dei, causante paupertate ipsorum quod cum fratres M[i]nores emerint pro eorum necessitate IIII vel VI metratas vini, quod ipsi non solvant revam, sed sint imunes ab eadem.

[folio 177]

177

[h] Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod preco[n]izentur /as terminias et quod subvicarius vadat dum reperiet avere infra dictas terminias et pro quolibet *trop*<sup>421</sup> reperto infra dictas term[in]ias recipere<sup>422</sup> et exigere possit ultra bannum consuetum solidos quinque.

[190, 1391/08/06]

Consilium vetus et novum

[a] Anno Domini millesimo C<sup>m</sup>LXXXX primo, die VI mensis augusti, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie novo et veteri in reffectorio fratrum Minorum, in presencia nobilis viri Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei curie regie ville Brinonie, pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

<sup>421</sup> Mot en provençal dans le manuscrit : troupeau.

<sup>422</sup> Ms : *reciperere*

## Videlicet

nobilis Guillelmus Feraudi  
 Petrus Arbaudi

## novo

nobilis Johannes de Brinonia  
 Guillelmus Giraudi  
 Bertrandus Olivarii  
 Berardus Aymerici

Isnardus de Brinonia  
 magister P[etrus] Cogorde  
 P[etrus] Motini  
 Raymundus Bossigue

[folio 177v]

## de antiquo

Isnardus de Bastida  
 Johannes Garnerii  
 Feraudus Feraudi

Raymundus Bartholomei  
 Audibertus Aymerici  
 P[etrus] Tavernoni  
 Johannes Aymerici

**[b]** Quiquidem domini syndici et consiliarii, de licencia qua supra, nemine ipsorum discrepante, pervento ad audiendum <quod Antonellus non> ipsorum dominorum syndicorum et consiliariorum quod Antonellus<sup>423</sup> se fecit audire quod ipse vult conqueri domine nostre regine qualiter non est alogatus sicut sollebat, ordinarunt quod in casu quo ipse Antonellus conqueratur ut supra dictum est domine nostre regine, quod domine domine nostre regine respondeatur cum summa instancia et reverencia quanta poterunt:

**[c]** *Ma redotabla dama, la real magestat vostra non ignora coma Johann Drogol es enemic de las gentes d'aquesta vostra vila de Brinhola et avem ausit que Antonello lo manten a rescost et a pales, de que mout nos meravilham car un de vostres officials si met contra vostras vilas ni vostras gentes, per que madama attendent que qui <es<sup>424</sup> enemic nostre e> amic de nostre enemic ni li*

<sup>423</sup> Il s'agit d'*Antonellus Henrici* : originaire de Sisteron, il fut d'abord secrétaire de la reine Marie, puis nommé maître-rational à vie le 21 juin 1385 (Jean LE FÈVRE, *op. cit.*, p. 126).

<sup>424</sup> Le verbe est biffé à tort, car il est nécessaire à la séquence logique de la phrase.

*aiuda ni <fo> lo favoreia non es nostre amic; es nostre entendement de mostrar li que nos nos em conoysssem. Totas ves madama nos <non> em prest et aparelhats de far vostres comandaments conben madama que nos avem privilegis que nos non em tengut d'albergar dengun si non per nostre plaser.*

**[d]** Et ista responcio fiat per dominos syndicos et alios per ipsos eligendos.

[folio 178]

178

**[e]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, nemine ipsorum discrepante, audita requisitione facta in presenti consilio per Monetum Giraudi qui de proximo est debellaturus et [debet] habere gagium canpale cum Johanne Drogoli, qui Monnetus ipsum consilium de adjutorio requisivit; attendentes quod ipse Monnetus est multum amicus istius ville et fuit, quod nomine universsitis mutuentur sibi quinquaginta floreni dat[i] per ipsum fidejussoria causione in casu quo <dictum> canpum teneatur.

/VIDE DE MODO TENTO PER JOHANNEM DROGOLI ET MONETUM GIRAUDI/<sup>425</sup>

[folio 178v]

**[191, 1391/08/10]**

Consilium novum et vetus

[a] Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die X mensis augusti, XIII indictionis, congregato honorabili consilio novo et veteri ville Brinonie, in presencia nobilis Bertrandi Olivarii, baiuli et capitanei ville Brinonie, ad sonum campane ut moris est in reffectorio fratrum Minorum pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

honorabilis Petrus Arbaudi (S)

<sup>425</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

novi	antiqui
nobilis Guillelmus Giraudi	Gaufridus de Brinonia
Bertrandus Olivarii	Gaufridus de Intercastris
Berardus Aymerici	Isnardus de Bastida
P[etrus] Cogorde	Jacobus Caprerii
Monnetus de Ginhaco	Audibertus Aymerici
P[etrus] Motini	P[etrus] Tavernoni
Raymundus Bossigue	Isnardus Claverii
	Johannes Aymerici
	dominus G[uillelmus] Claverii admittus

**[b]** Quiquidem domini syndicus et consiliarii suprascripti, de licencia dicti domini baiuli, quod cum Salvator Mosterii monnerius molandinorum Brinonie tenuerit molandina dicte ville per longum tempus, absque eo quod dicta villa habuerit multum comodum ordinarunt quod audiantur computa ipsius molinarii a tempore quo ipsa tenuerit per dictum syndicum et Feraudum Feraudi.

[folio 179]

179

**[c]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod ad clarificandum et videndum querimonias factas contra Johannem Drogoli et Bermundum ejus fratrem sint et esse debeant ad videndum ipsas querimonias dominus Guillelmus Claverii jurisperitus, Gaufridus de Intercastr[i]s, Bertrandus Olivarii, magister Petrus Cogorde, Isnardus de Bastida et Petrus Arbaudi syndicus, quibus predicta comiserunt nemine discrepante.

**[d]** Item ordinarunt nemine discrepante quod cum dominus Guillelmus Claverii qui stetit Aquis prosequendo processus factos contra Johannem et Bermu[n]dum Drogoli per aliquod tempus et ipse habuerit certam quantitatem pecunie pro suo salario, quod adhuc dentur sibi pro resta sui salarii florenos quinque et ipse dominus Guillelmus solvat et res[t]ituat Gauselmo Gaufridi grossos viginti.

[folio 179v]

[192, 1391/08/25]

## Consilium

**[a]** Anno Domini M<sup>o</sup>C<sup>III</sup>LXXXX primo, die XXV mensis augusti, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie infra ecclesiam dicte ville, in presencia domini Petri Bertrandi, iudicis et vicebaiuli dicte ville, ad sonum canpane ut est moris pro causis infrascriptis peragendis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobilis G[uillelmus] Feraudi (S)

Petrus Arbaudi (S)

consilarii

nobilis Johannes de Brinonia

Isnardus de Brinonia

Berardus Aymerici

Bertrandus Olivarii

Petrus Cogorde

P[etrus] Motini

Raymundus Bossigue

et Isnardus Broquerii

Monnetus de Ginhaco

**[b]** Quiquidem domini syndici et consilarii, de licencia ipsius domini vicebaiuli ibidem presentis, quod cum molandina presentis ville et propria universsitis male tractentur et nullum comodum dicta universsitas habeat nec habebit quamdiu Salvator Mosterii ipsa molandina tenebit, ordinarunt quod dicta molandina alteri colocentur precio quo melius poterunt ut dicta universsitas aliquod lucrum habeat et taliter quod dicta molandina non pereant, comitentes dictam locationem dictorum molandinorum <cum><sup>426</sup> eorum iuribus et pertinentibus dictis dominis sindicis.

[folio 180]

---

<sup>426</sup> Cette préposition est biffée à tort, car elle est nécessaire à la séquence logique de la phrase.

[193, 1391/08/26]

180

## Consilium

**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die XXVI mensis augusti, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brionie in refectorio fratrum Minorum dicte ville, in presencia mei Guillelmi Clari, notarii et nunc vicebaiuli curie regie dicte ville predictae, ad sonum campane ut est moris pro causis infrascriptis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobilis Guillelmus Feraudi (S)

P[etrus] Arbaudi (S)

nobilis Johannes de Brionia

Berardus Aymerici

Bertrandus Olivarii

Isnardus de Brionia

Monnetus de Ginhaco

P[etrus] Cogorde

P[etrus] Motini

Raymundus Bossigue

et Isnardus Broquerii

**[b]** Quiquidem domini syndici et consilarii, de licencia mei dicti vicebaiuli, quod cum universitas presentis ville Brionie indigeat presencialiter centum qui[n]quaginta florenos tam pro solvendo centum florenos pridem in consilio Aquis celebrato quos tangit presentem villam de sex milibus florenis gracie donatis domine nostre regine in dicto consilio pro prima solutione dictorum sex milium florenorum, quam pro solvendo certam quantitatem vini donati dicte domine nostre regine in suo adventu noviter facto et aliis debitis quibus presencialiter est dicta universitas onerata, ordinarunt nemine discrepante quod fiat una

[folio 180v]

talhia et levetur ad rationem unius denarii pro libra qualibet et pro quolibet centenario denarii sexdecim vel pro minus de centenario et colligatur per magistrum Petrum Cogorde notarium et habeat pro suo labore auri florenos <quatuor> quinque. In cujusquidem ordinacionis executionem, ego dictus vicebaiulus precepi et injunxi dicto magistro Petro, presenti et audienti, quatenus ipsam talhiam confestim colligat et exigat ut supra est ordinatum.

**[c]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod nemo se possit excusare pro aliquo debito quod sibi debeat universitas predicta cum predicta talhia est ordinata tantum pro solvendo dictam quantitatem suprascriptam.

**[d]** Item quod cum sacerdotes et clerici teneantur solvere in dicta talhia juxta formam capitulorum in consilio ordinatorum, ordinarunt quod allibrentur dicti sacerdotes et clerici et eorum bona et ut veritas dictorum bonorum eorundem habeatur, quod pro parte ipsorum sint ad alibrandum dicta bona dictorum clericorum domini sindici, nobilis Bertrandus Olivarii et Berardus Aymerici de consilio.

**[e]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod Monnetus de Ginhaco reddat computum talhie per ipsum collecte et nobilis Bertrandus Olivarii revarum per ipsum collectarum, ad quod faciendum eorum computorum auditores, videlicet dominos syndicos, magistrum Petrum Cogorde notarium, nobilem Johannem de Brinonia et Berardum Aymerici, qui habeant audire eorum computa et nichil pro eorum salario resipiant, nisi tantum pro eorum victu; que computa habere debeant parata hinc ad proximum instans proximum diem martis.

---

[folio 181]

**[194, 1391/08/29]**

181

Consilium



**[a]** Anno Domini millesimo CCCLXXXX primo, die XXVIII <die> mensis augusti, XIII indictionis, congregato honorabili consilio ville Brinonie in reffectorio fratrum Minorum, in presencia domini Petri Bertrandi jurisperiti, iudicis et vicebaiuli curie regie ville Brinonie, ad sonum campane ut moris est pro causis infrascriptis ordinandis; in quoquidem consilio interfuerunt infrascripti.

Videlicet

nobilis G[uillelmus] Feraudi (S)

Petrus Arbaudi (S)

de novo

de veteri

nobilis Johannes de Brinonia

Isnardus Claverii

Bertrandus Olivarii

Johannes Aymerici

Berardus Aymerici

Johannes Raynaudi

P[etrus] Motini

Isnardus Broquerii

Raymundus Bossigue

magister Petrus Cogorde notarius

**[b]** Quiquidem domini consilarii, de licencia ipsius domini vicebaiuli, ordinarunt quod cum pro ista prima solutione subsidii donati domine nostre secundum tenorem cappitulum propterea ordinatorum, clerici et cappellani recusent contribuere in dicto sucursu et teneantur secundum dicta <con> capitula ut dictum est contribuere; quod antequam ad alia procedatur vadant ad dominum vice-officiale domini Aquensis archiepiscopi et ipsum requirere quod velit compellere dictos cappellanos et clericos ad solvendum pro rata ipsorum et deinde, in casu quo recuset, ordinarunt quod pro premissis supplicetur domino archiepiscopo ut placeat sibi ordinare ipsos cappellanos et clericos compellere ad solvendum pro rata ipsorum.

[folio 181v]

**[c]** Item ordinarunt quod cum Aycelena Mandeteria requisiverit sibi dare licenciam quod possit esse corrateria atento quod est pauperrinia mulier et non possit aliter lucrari vitam suam, quod ipsa valeat uti arte corraterie quam ad hoc elegerunt, de licencia qua supra, ad dictam artem exercendam et prestat juramentum de bene et

legaliter dictum officium exercendo et notificare reverio dicte ville omnia per ipsam vendenda ne reva defraudetur.

**[d]** Item ordinarunt, de licencia qua supra, quod cum domini baiulus et iudex fuerint per sacram reginalem magestatem ordinati comissarii ad requisitionem dicti consilii contra Johannem et Bermundum Drogoli vellint et intendunt eorum sportulas habere a dictis Johanne Drogoli et Bermundo ejus fratre ipsique fratres se intendunt deffendere, dicentes quod <><sup>427</sup> villa ista habet privilegium quod non debent solvere sportulas, super quo requisiverunt dominum iudicem quod vellet precipere<sup>428</sup> dominis sindicis quod vellint eorum privilegia mostrare cum quibus se valeant a dictis sportulis sive prestatione ipsorum deffendere, ordinarunt ut supra <cum> quod cum ipsos non habeant pro eorum cieutadanis<sup>429</sup> nec habere <valeant> vellint nec intendunt, quod licet haberent dicta privilegia quod eis non mostre[n]tur neque de ipsis dictis Johanne nec Bermundo fiat aliqua copia vel deffencio de privilegiis predictis cum nemo teneatur parare arma contra se.

/VIDE CONTRA ILLOS QUI ERANT CONTRARII UNIVERSITATI QUOMODO FUIT DENEGATA COPIA PRIVILEGIORUM ET PRESUMENDUM QUOD SEMPER FUIT [...] IN PRESENTI VILLA<sup>430</sup>

**[e]** Item voluerunt et ordinarunt, de licencia qua supra, quod domini syndici quoscumque ceutadanos eorum /juvare et deffendere<sup>431/432</sup> [debeant] et in casu quo hoc faciant ipsos habeant pro eorum sindicis bonis et legalibus et habere volunt et intendunt<sup>433</sup>. Et in casu quo vellint defendere <aliquem> qui contra

[folio 182]

FOL<sup>o</sup> 182

---

<sup>427</sup> Ms : mot illisible biffé par le notaire.

<sup>428</sup> Ms : *preciperere*

<sup>429</sup> Du mot provençal *cieutadan* : citoyen.

<sup>430</sup> Annotation marginale du commentateur A à gauche du paragraphe précédent.

<sup>431</sup> Lecture incertaine

<sup>432</sup> Passage intercalé introduit par un caret et situé dans la marge de droite.

<sup>433</sup> Ms : *intendum*

universsitate[m] /presentis ville/ se vellet oponere, quod eo tunc ipsos non habent pro sindicis nec habere volunt pro eorum sindicis et specialiter in casu quo deffendere vellent Johannem Drogoli<sup>434</sup> et Bermundum ejus fratrem eo quia ipsos non habent nec habere volunt pro eorum cieutadanis si de jure [vel]<sup>435</sup> de consuetudine possunt.

**[f]** Item quod cum pridem juxta relationem dictorum dominorum sindicorum et consilii fuisset ordinatum quod vinum non venderetur propter adventum domine nostre regine ultra precium unius floreni, ordinarunt quod fiat preconizatio quod reducatur ad unum florenum et non vendatur plus.

**[g]** Item quod omnes illi qui ultra unum florenum dictum vinum<sup>436</sup> vendiderunt post dictam ordinacionem, illud plus quod vendiderunt debeat pervenire ad manus thesaurarii dicte ville et <fiat> expendatur in usus <curie> dicte ville et predicta domini syndici exequantur.

**[h]** Item quod cum magister Petrus Cogorde diu tenuerit claves portalis fratrum Minorum et jam gravetur nimis, atento quod quilibet debet centire de oneribus ville, quod Fulco de Caturco dictas claves teneat.

---

[folio 182v]

---



---

<sup>434</sup> La page est déchirée à droite et le *li* terminant le nom *Drogoli* est manquant.

<sup>435</sup> La page est déchirée à droite et le *vel* représente une hypothèse plausible.

<sup>436</sup> Ms : *dictum vinum* répété

## APPENDICE B

### *INDEX NOMINUM*

## Conventions

- Les patronymes ont été conservés dans la langue utilisée dans le registre, soit latine ou provençale, sauf pour la reine Marie de Blois et le roi Louis II d'Anjou.
- Les variantes rencontrées ont été mises entre parenthèses.
- Le métier ou l'office, lorsque connus, ont été placés entre crochets droits, seulement pour les principaux offices et non pas les multiples désignations et délégations ponctuelles (sauf pour les députés aux conseils de baillie en provenance des diverses communes).
- Le chiffre correspond au numéro de séance au cours de laquelle le nom est rencontré et la lettre correspond au paragraphe. Un point d'interrogation à la suite indique qu'il y a possible confusion entre deux personnes homonymes.
- Nous avons relevé les formes génériques de certains noms de personnes, soit la reine, le roi, le sénéchal et le juge-mage, mais pas les autres qui revenaient trop souvent, tel le bailli, capitaine, syndic ou conseiller.
- Les noms géographiques ont été rendus dans leur forme moderne avec indication du canton et du département pour les communes de France.
- Nous n'avons pas relevé les occurrences de Provence, ni des terres mentionnées dans les titulatures royales tels que Jérusalem, Sicile, Anjou, Forcalquier, Piémont, Roucy et Maine.

Achardi, Petrus : 154i

Adalrani, Raymundus : 88d

Adorni, Anthonius [doge de Gênes] : 158b

AIX-EN-PROVENCE (Aycs) (ch.-lieu de d'arrondissement, dép. des Bouches-du-Rhône) : 13b, 26c, 26d, 26e, 26g, 63c, 72e, 73c, 74b, 75b, 78b, 92b, 102e, 102f, 123d, 131d, 139b, 168b, 170b, 171b, 173b, 173c, 178c, 179b, 180b, 187c, 189b, 191d, 193b

- Aixois : 26e, 88c
- archevêque d' : 63b, 66c, 180c, 194b
- archevêque d', vice-official : 194b
- conseil : 168b, 171b, 173b, 173c
- diocèse de : 45b
- Six de guerre : 179b
- syndics : 178c, 180b, 187c

Albanee, Anthonius : 48c, 48e

Albergati, Johannes : 174e

Albini, Johannes [député de La Roquebrussane au conseil de baillie] : 171a

Alfentis, Gillius [député de Signes au conseil de baillie] : 171a

Alventi, P. : 37d

Amici, Bertrandus [député de Besse-sur-Issole au conseil de baillie] : 171a

Andree, Guillelmus : 65b

Arbaudi, Petrus [marchand, conseiller, syndic] : 1a, 2a, 4a, 5a, 6a, 7a, 8a, 9a, 11a, 11b, 12a, 13a, 14a, 16a, 17a, 20a, 23a, 25a, 26a, 30a, 31a, 32a, 36a, 37a, 38d, 39a, 40a, 51a, 58a, 60a, 66d, 68a, 69a, 69i, 70a, 72a, 73a, 74a, 76a, 77a, 78a, 82a, 85a, 86a, 87a, 88a, 89a, 91e, 92a, 93a, 94a, 95a, 96a, 97a, 98a, 99a, 100a, 101a, 102a, 103a, 104a, 105a, 106a, 107a, 107c, 108a, 110c, 114a, 131a, 132a, 135a, 153f, 154a, 154s, 155a, 156a, 158a, 159a, 160a, 161a, 162a, 163a, 164a, 165a, 166a, 167a, 168a, 169a, 170a, 171a, 172a, 179a, 180a, 181a, 181b, 182a, 183a, 184a, 185a, 186a, 187a, 188a, 189a, 190a, 191a, 191c, 192a, 193a, 194a

Armagnac, comte d' : 170b, 171b, 187c

AVIGNON (ch.-lieu, dép. du Vaucluse) : 30b, 45b, 86b, 88d, 95b, 151c, 159d, 159i, 166e, 172c

Avisati, Guillelmus, [franciscain] : 167d

Ayglesimi (Aiglesimi), Johannes [conseiller] : 32e, 37a, 37f, 38c, 39a, 40a, 41a, 42a, 43a, 44a, 45a, 49a, 54a, 63a, 65a, 66a, 68g, 71a

Aymerici, Audebertus [conseiller] : 13a, 14a, 16a, 17a, 18a, 68g, 108d, 110a, 111a, 113a, 114a, 115a, 116a, 118a, 119a, 120a, 123a, 124a, 125a, 127a, 128a,

129a, 130a, 133a, 135a, 138a, 140a, 141a, 143a, 146a, 149a, 150a, 151a,  
153a, 154e, 157a, 158a, 164a, 167a, 172a, 173a, 176a, 181a, 190a, 191a

Aymerici, Benedictus : 82a, 82d

- tuteur de (voir Ginhaco, Raymundus de)

Aymerici, Berardus [conseiller, syndic] : 1a, 2a, 3a, 5a, 6a, 7a, 8a, 9a, 10a, 11a, 12a,  
13a, 14a, 16a, 17a, 17e, 19a, 20a, 23a, 24a, 25a, 26a, 27a, 28a, 29a, 30a,  
31a, 32a, 33a, 34a, 35a, 36a, 37a, 38d, 39a, 40a, 51a, 52a, 53a, 57a, 58a,  
60a, 66d, 67a, 68a, 69a, 70a, 71a, 74a, 75a, 76a, 76f, 77a, 78a, 79a, 80a,  
81a, 82a, 82c, 83a, 84a, 85a, 86a, 86d, 87a, 88a, 89a, 90a, 91e, 92a, 93a,  
94a, 95a, 96a, 96e, 97a, 98a, 99a, 100a, 101a, 102a, 103a, 106a, 107a, 108a,  
108d, 109a, 110a, 110c, 110e, 111a, 112a, 113a, 114a, 115a, 116a, 117a,  
117e, 118a, 119a, 120a, 120c, 121a, 123a, 124a, 125a, 126a, 127a, 127c,  
128a, 129a, 130a, 131a, 131c, 132a, 133a, 134a, 135a, 136a, 137a, 137b,  
137c, 138a, 139a, 140a, 141a, 141b, 142a, 143a, 144a, 145a, 146a, 147a,  
147e, 148a, 149a, 150a, 151a, 152a, 153a, 153c, 153g, 153i, 154a, 154e,  
154l, 154s, 155a, 156a, 158a, 159a, 160a, 162a, 163a, 164a, 165d, 166a,  
167a, 167c, 168a, 169a, 170a, 171a, 172a, 172c, 179a, 180a, 181a, 181b,  
182a, 183a, 184a, 185a, 186a, 187a, 188a, 189a, 190a, 191a, 192a, 193a,  
193d, 193e, 194a

- maison de : 111a, 132a, 143a, 146a, 150a, 151a, 152a, 154l, 163a, 165a, 166a

Aymerici, Guillelmus (d'Aix) : 92b, 102e

Aymerici (Aimerici), Johannes junior [conseiller] : 32e, 37a, 38c, 39a, 41a, 42a, 43a,  
44a, 45a, 46a, 48a, 51a, 52a, 55a, 56a, 57a, 58a, 59a, 60a, 62a, 63a, 64a,  
65a, 66a, 71a?, 72a, 86a?, 132a, 135a, 167a?, 168a?, 172a?, 185a?, 190a?,  
191a?, 194a?

Aymerici, Johannes senior (filius Guillelmi) [conseiller] : 2a, 3a, 4a, 5a, 8a, 9a, 10a,  
11a, 12a, 13a, 14a, 17a, 18a, 19a, 20a, 21a, 23a, 26a, 27a, 28a, 29a, 30a,  
31a, 32a, 34a, 34b, 37a, 37e, 38d, 40a, 53a, 68g, 71a?, 86a?, 108d, 110a,  
111a, 112a, 113a, 114a, 115a, 116a, 119a, 120a, 121a, 123a, 124a, 126a,  
127a, 128a, 129a, 130a, 131a, 132a, 133a, 134a, 135a, 136a, 137a, 138a,  
141b, 145a, 146a, 151a, 152a, 154e, 157a, 167a?, 168a?, 172a?, 174b, 181a,  
181b, 185a?, 190a?, 191a?, 194a?

Aymerici, Petrus : 82d

Aymerici, Sthephanus : 76d, 76g

- fils de (voir Aymerici, Benedictus)

Aymerigue, Beatrix (voir aussi Feraudi, Guillelmus) : 109b

Balaysonus (Balaysone), Petrus (de) [vice-sénéchal de Provence, châtelain  
d'Hyères] : 183b, 185a

Barjoli, Petrus : 151g

BARJOLS (ch.-lieu de cant., dép. du Var) : 132b, 175b

- baillie de : 156b, 159i

Barreme, Bonifacius [député de La Celle au conseil de baillie] : 159h

Barreme, G. : 37d

Barremes, Gauseronus de : 72c

Bartholomei, Jacobus : 11b

Bartholomei, Petrus (de Mazaugues) : 99c

Bartholomei (Bartholomey), Raymundus (Monnetus) [marchand, apothicaire, drapier, conseiller] : 11b, 14a, 16a, 17a, 17b, 17c, 17e, 22a, 32e, 34b, 35a, 35b, 37a, 37f, 38c, 39a, 40a, 41a, 42a, 49a, 50a, 51a, 52a, 53a, 54a, 54f, 55a, 56a, 57a, 59a, 60a, 61a, 62a, 64a, 65a, 66b, 67a, 68g, 71a, 72a, 84a, 88a, 93a, 97a, 108d, 110a, 111a, 113a, 114a, 115a, 116a, 117a, 117f, 118a, 119a, 119d, 119o, 120a, 121a, 125a, 126a, 126d, 127a, 128a, 129a, 130a, 130c, 132a, 133a, 134a, 135a, 137a, 138a, 139a, 140a, 141a, 142a, 144a, 145a, 146a, 147a, 151a, 152a, 153a, 154e, 157a, 158a, 160a, 164a, 167a, 168a, 170a, 172a, 172c, 181a, 181b, 181c, 184a, 185a, 190a

Basterii, Franciscus : 23b

Bastita (Bastida), Isnardus de [marchand, conseiller, syndic] : 6c, 13c, 19a, 26a, 26i, 29a, 32e, 33a, 37a, 37b, 37f, 38c, 39a, 40a, 41a, 42a, 43a, 44a, 45a, 49a, 51a, 52a, 53a, 55a, 56a, 57a, 59a, 60a, 61a, 62a, 63a, 64a, 65a, 66a, 68g, 72a, 90a, 90b, 91e, 94a, 95b, 108d, 110a, 111a, 112a, 119a, 120a, 123a, 123d, 124a, 130a, 130c, 133a, 134a, 135a, 138a, 144a, 146a, 149a, 150a, 152a, 153a, 154e, 157a, 165b, 167a, 168a, 174a, 175a, 176a, 180a, 181a, 181c, 182a, 183b, 184a, 185a, 190a, 191a, 191c

- maison de : 40a

Bastita, Raymundus de : 68g

Baucio, Franciscus de : 86f

Beaulieu, commandeur de (ordre des Hospitaliers) : 159e

Belherie, vicomte de : 179b

Belloni, Petrus, maison de (voir Pugeti, Albertus, héritiers de, maison des) : 105a

Beraudi, Raymundus (Monnetus) : 110c, 128a

Bernardi, Fulco [porcher] : 107b

BERSEZIO (prov. de Cuneo, Piémont, Italie) : 38b

Bertaudi, Ludovicus : 178c

Bertrandi, Petrus [*jurisperitus*, juge de la cour de Brignoles] : 145a, 182a, 182b, 192a, 194

Besse (Bessa), Bertrandus : 94a, 174d, 180c, 181a

BESSE-SUR-ISSOLE (ch.-lieu de cant., dép. du Var) : 22b, 22e, 159h, 159j, 159l, 171a, 185a



- Bessoni, Hugo [député du Val au conseil de baillie] : 171a
- Bessoni, Raymundus [député du Val au conseil de baillie] : 159h
- Bessoni, Sthephanus [porcher] : 80d, 107b
- Blanchis, Henrici de [*jurisperitus*] : 137b, 139d
- Blanqui, Guillelmus : 151i
- Blanqui, Jacobus (filius Guillelmi) [conseiller] : 32e, 37a, 37f, 38c, 39a, 41a, 43a, 44a, 45a, 47a, 49a, 50a, 51a, 52a, 53a, 54a, 56a, 57a, 58a, 60a, 63a, 65a, 66a, 67a, 71a, 72a, 86a, 86d, 103d, 119k, 132a
- Blanqui, Petrus : 121d
- Bolio, Petrus de [*miles*, capitaine général en Provence] : 19b
- Bolserii, Hugo [député de Garéoult au conseil de baillie] : 159h, 185a
- Bonis Berengarius : 135a
- Bonis, Guillelmus [boucher, conseiller] : 5a, 6a, 12a, 14a, 19a, 20a, 23a, 26a, 27a, 31a, 33a, 34a, 36a, 37a, 51a, 54a, 135a
- Bonivissini, P. [député de Signes et de Châteaueux au conseil de baillie] : 185a
- Borgohnone, Dulcia (voir aussi Fabri, Franciscus) : 17c
- Borgohnone, Raymbauda (voir aussi Guiraudi, Guillelmus) : 17e, 123d
- Borgondiona, Raymbauda : 72b
- Borguelli [député de Carcès au conseil de baillie] : 171a
- Borrelli, Fatius : 38b
- fils de (voir Borrelli, Guillelmus) : 32e
- Borrelli, Guillelmus [notaire] : 15d, 17d, 17e, 22d, 26i, 28b, 32e, 38b, 54e, 66d, 67b, 67c, 67e, 68f, 68g, 88d, 91e, 99c, 103b, 104b, 108d, 111g, 115f, 115h, 115i, 132a, 135a
- Bossigue (Bossigua, Bossige), Raymundus (Monnetus) [conseiller] : 2a, 3a, 4a, 5a, 6a, 7a, 9a, 10a, 11a, 13a, 14a, 16a, 17a, 18a, 19a, 20a, 21a, 22a, 23a, 24a, 25a, 26a, 27a, 28a, 29a, 31a, 32a, 34a, 35a, 36a, 37a, 40a, 66d, 67a, 68a, 69a, 70a, 71a, 72a, 73a, 74a, 75a, 76a, 77a, 79a, 80a, 81a, 82a, 83a, 84a, 85a, 86a, 88a, 89a, 90a, 91a, 92a, 93a, 94a, 95a, 96a, 97a, 98a, 99a, 100a, 101a, 102a, 103a, 104a, 105a, 108a, 109a, 114a, 133a, 134a, 135a, 141a, 153g, 154a, 156a, 157a, 158a, 159a, 160a, 161a, 163a, 167a, 169a, 170a, 170c, 171a, 173a, 174a, 175a, 177a, 178a, 179a, 181a, 182a, 183a, 184a, 185a, 187a, 188a, 189a, 190a, 191a, 192a, 193a, 194a
- Botarici, Antonius [avocat royal, procureur fiscal, maître-rational] : 135c
- Botini, Raymundus : 126e
- BOUC-BEL-AIR (c<sup>on</sup> de Gardanne, dép. des Bouches-du-Rhône) : 26e

Boytardi, Bertrandus : 51b

BRÉGANÇON, fort de (commune de Bormes-les-Mimosas, c<sup>on</sup> de Collobrières, dép. du Var) : 185b, 185d

Breu, Guillelmus (*Guilhelmes*) [médecin] : 47b, 48b, 48c, 48d, 58b, 69g

BRIGNOLES (chef-lieu d'arrondissement, dép. du Var)

- baillie de : 156b, 159i
- bourg : 33d
- colline des *Adrechis* : 5c
- colline de *Penneto* : 5c, 177b
- colline de *Toardo* : 5c
- confrérie du Saint-Esprit : 154n
- cour royale : 52a, 53a, 56a, 58a, 59a, 98a, 100a, 101a, 102a, 103a, 104a, 109a
- cour royale, juge de : 10a, 22a, 26a, 26b, 26i, 70a, 70b, 96c, 139b, 145a, 145b, 145c, 160b, 194d
- couvent des Frères mineurs : 60a, 71a, 72a, 78a, 80a, 80b, 93a, 94a, 97a, 108a, 110a, 113a, 133a, 153a, 154a, 157a, 158a, 159a, 160a, 167a, 167d, 168a, 169a, 170a, 171a, 179a, 181a, 181h, 183a, 185a, 187a, 188a, 189a, 189g, 190a, 191a, 193a, 194a
- crieur public (voir Nicolay, Johannes)
- église Saint-Pierre, vicaire de : 12d
- église Saint-Sauveur (église paroissiale) : 47c, 63b, 145a, 155a, 161a, 164a, 186a, 192a
- église Saint-Sauveur, *capella beate Marie de Cortinis* : 130e, 135a, 136a
- église Saint-Sauveur, *capella Sancti Blazii* : 139a
- église Saint-Sauveur, *capella Sancte Catarine* : 182a
- église Saint-Sauveur, *capella (corretorio Sancti Nicolay)* : 134a, 148a, 156a, 162a
- église Saint-Sauveur, *capella Sancti Salvatoris* : 130e
- église Saint-Sauveur, vicaire de (voir Gauchonis, Johannes)
- encanteur : 115o
- *machota* : 65b
- maison du conseil : 51c, 54d, 112a, 114a, 115a, 116a, 117a, 119a, 120a, 121a, 123a, 124a, 125a, 126a, 127a, 128a, 129a, 130a, 137a, 138a, 140a, 141a, 142a
- moulins : 69i, 102b, 191b, 192b
- palais royal : 1a, 2a, 3a, 4a, 5a, 6a, 7a, 8a, 9a, 10a, 11a, 12a, 13a, 14a, 16a, 17a, 18a, 19a, 20a, 21a, 22a, 23a, 24a, 25a, 26a, 26c, 26i, 27a, 28a, 29a, 30a, 31a, 32a, 34a, 35a, 36a, 37a, 39a, 41a, 42a, 43a, 44a, 45a, 46a, 47a, 48a, 49a, 50a, 51a, 54a, 57a, 62a, 63a, 64a, 65a, 66a, 67a, 68a, 69a, 70a, 73a, 74a, 75a, 76a, 77a, 79a, 81a, 82a, 83a, 84a, 85a, 86a, 87a, 88a, 88c, 89a, 90a, 91a, 92a, 95a, 96a, 99a, 99c, 118a
- paroir : 69i
- place du marché : 55a, 61a, 109a
- pont de Caramy : 47c

- porte Barralier (voir aussi porte Jean-Raynaud) : 58c, 84f, 107d, 111f
- porte de Caramy : 54e, 54g, 111g, 154i
- porte des Frères mineurs : 37e, 111e, 121d, 145d, 154g, 194h
- porte Jean-Raynaud : 154h
- porte de Saint-Pierre : 37e, 60d, 111h, 154j, 164b
- pré "*ortum regis*" : 26e
- rivière Caramy : 69f
- sous-viguier : 141b, 189h
- tour *Malausena* : 151b, 156e, 179b

Brinonia, Gaufridus de [conseiller] : 13a, 14a, 16a, 19a, 22a, 29a, 32e, 33a, 37a, 37f, 38c, 39a, 40a, 42a, 43a, 43b, 44a, 45a, 46a, 47a, 47b, 48a, 49a, 50a, 51a, 52a, 53a, 54a, 55a, 56a, 57a, 59a, 60a, 62a, 67b, 68d, 68f, 69h, 72a, 76c, 84a, 86d, 88a, 88c, 93a, 94a, 95b, 97b, 108d, 110a, 111a, 113a, 115a, 116a, 117a, 118a, 119a, 120a, 121a, 123a, 124a, 125a, 126a, 127a, 129a, 130a, 130c, 131a, 132a, 133a, 134a, 135a, 136a, 137a, 139a, 142a, 143a, 147a, 148a, 149a, 151a, 157a, 160a, 167a, 168a, 172a, 173a?, 178a, 180a, 181a, 184a, 185a, 191a

Brinonia, Guillelmus de : 154e

Brinonia, Isnardus de [conseiller] : 33a, 153g, 154a, 155a, 156a, 157a, 161a, 163a, 164a, 170a, 171a, 172a, 173a, 174a, 175a, 176a, 177a, 178a, 179a, 180a, 181a, 182a, 183a, 184a, 185a, 186a, 188a, 189a, 190a, 192a, 193a

Brinonia, Johannes de [conseiller] : 38d, 66d, 67a, 68a, 69a, 70a, 71a, 72a, 73a, 75a, 76a, 76f, 77a, 78a, 79a, 80a, 81a, 82a, 82c, 83a, 84a, 86a, 87a, 88a, 89a, 90a, 91a, 92a, 93a, 94a, 95a, 96a, 96e, 97a, 98a, 99a, 100a, 101a, 102a, 103a, 104a, 104b, 105a, 106a, 108a, 108c, 110c, 114a, 131a, 141a, 142a, 147e, 153g, 157a, 158a, 159a, 160a, 162a, 163a, 164a, 166a, 167a, 168a, 169a, 172a, 173a?, 174a, 175a, 176a, 177a, 179a, 180a, 181a, 185a, 186a, 187a, 188a, 189a, 190a, 192a, 193a, 193e, 194a

Broquerii, Fulco

- Catherine, épouse de: 95c

Broquerii, Isnardus [conseiller] : 13a, 14a, 16a, 17a, 33a, 37e, 53a, 54a, 58a, 66d, 67a, 69a, 69i, 70a, 71a, 72a, 73a, 74a, 76a, 77a, 78a, 79a, 80a, 81a, 83a, 84a, 85a, 86a, 87a, 88a, 91e, 92a, 93a, 94a, 95a, 96a, 97a, 98a, 102a, 103a, 106a, 107a, 108a, 111h, 113a, 114a, 127a, 130a, 132a, 133a, 135a, 137a, 138a, 140a, 141a, 143a, 153g, 154a, 154j, 155a, 156a, 157a, 158a, 159a, 160a, 161a, 162a, 163a, 164a, 165a, 167a, 168a, 170a, 171a, 172a, 173a, 174a, 175a, 176a, 177a, 178a, 179a, 180a, 181a, 182a, 183a, 186a, 188a, 189a, 192a, 193a, 194a

Cabace (Cabacie), Antonius [député de Cabasse au conseil de baillie] : 159h, 185a

CABASSE (c<sup>on</sup> de Besse-sur-Issole, dép. du Var) : 6e, 159h, 171a, 185a

- dame de : voir Ponteves, Alasacia de

Cabrerii (Caprerii), Jacobus [notaire, conseiller] : 1a, 2a, 3a, 4a, 5a, 6a, 6b, 6d, 7a, 10a, 11a, 12a, 13a, 14a, 17a, 17d, 18a, 18b, 21a, 22a, 22d, 22e, 24a, 25a, 26a, 27b, 28a, 29a, 30a, 30b, 31a, 31b, 31c, 32a, 33a, 33e, 34a, 35a, 36a, 37a, 37d, 39a, 40a, 41b, 45a, 51a, 53a, 57a, 58a, 60a, 62a, 66d, 67a, 67c, 68a, 69a, 70a, 71a, 72a, 73a, 74a, 76a, 76f, 77a, 78a, 79a, 80a, 81a, 82a, 82c, 84a, 85a, 86a, 86e, 88a, 89a, 89b, 90a, 91a, 91d, 92a, 93a, 94a, 95a, 96a, 97a, 98a, 99a, 100a, 101a, 101b, 103a, 103b, 104a, 104b, 106a, 106c, 108a, 108c, 113a, 114a, 130a, 130c, 132a, 133a, 134a, 135a, 140a, 147e, 184a, 185a, 191a

CADENET (ch.-lieu de cant., dép. du Vaucluse) : 26i

Calverie, Gabriellus : 181h

CAMPDUNY (c<sup>on</sup> de Besse-sur-Issole, dép. du Var) : 127c

CAMPS-LA-SOURCE (c<sup>on</sup> de Brignoles, dép. du Var) : 3b, 56c, 88b, 91b, 177b

- *loco vocato lo Castellar* : 177b

Caprerie, Catarina (voir aussi Caprerie, Anthonius) : 161b

Caprerii, Anthonius : 161b

- épouse de (voir Caprerie, Catarina)

Capucii, Hugo : 37e

CARCÈS (c<sup>on</sup> de Cotignac, dép. du Var) : 24b, 159h, 171a, 185a

Castronovo, Beatrix de (voir aussi Castronovo, Johannes de) : 73d, 76c, 119i

Castronovo, Johannes de : 31c

- héritiers de : 6e, 31c
- héritiers de, maison des : 154l
- veuve de (voir Castronovo, Beatrix de)

Castronovo, Vincentius : 149b, 150b, 166c

Catalanus, Bernardus [médecin] : 188g

Catelli, Arnaudi

- maison de (voir Brignoles, maison du conseil) : 54d, 70d

Caturco (Quaturcio), Fulco de : 37e, 90b, 111e, 154e, 194h

- épouse de : 70b

Cayssii, Pons : 113c

Châteaurenard, seigneur de : 101b

CHÂTEAUVIEUX (c<sup>on</sup> de Comps-sur-Artuby, dép. du Var) : 159h, 171b, 185a

Clari (Clarii), Guillelmus [notaire] : 53b, 54g, 57a, 57b, 58d, 59b, 62c, 63c, 63d, 72d, 73d, 74c, 117e, 141a, 142a, 151a, 153h, 153i, 154u, 161a, 163a, 163c, 167d, 172d, 174e, 174f, 193a

Claverii, Guillelmus [*jurisperitus*] : 108c, 132a, 155c, 172a, 175a, 178a, 181a, 181c, 181g, 182a, 182b, 185a, 189b, 191a, 191c, 191d

- neveu de (voir Claverii, Monnetus)

Claverii, Isnardus [conseiller] : 32e, 37a, 37f, 38c, 39a, 40a, 41a, 42a, 43a, 44a, 45a, 46a, 47a, 48a, 49a, 50a, 51a, 52a, 53a, 54a, 58a, 60a, 62a, 63a, 64a, 65a, 66a, 72a, 93a, 94a, 108d, 110a, 111a, 113a, 114a, 115a, 116a, 117a, 118a, 119a, 120a, 121a, 123a, 124a, 125a, 126a, 129a, 130a, 131a, 132a, 133a, 134a, 135a, 136a, 137a?, 138a, 139a, 140a, 141a, 142a, 143a, 145a, 146a, 147a, 148a, 149a, 150a, 151a, 153a, 157a, 158a, 164a, 167a, 168a, 170a, 172a, 174a, 176a, 178a, 181a, 188a, 191a, 194a

Claverii, Johannes : 60bis-a

Claverii, Monnetus : 102d, 108c

Clementis, Bertrandus [prêtre] : 146b

Cogorde, Petrus [notaire, conseiller] : 2b, 5b, 12b, 25b, 153g, 154a, 154g, 155a, 156a, 159a, 160a, 161a, 162a, 163a, 164a, 165a, 165b, 166a, 166g, 167a, 167c, 168a, 169a, 170a, 171a, 172a, 172c, 181a, 181b, 181c, 182a, 184a, 185a, 186a, 187a, 188a, 189a, 189f, 190a, 191a, 191c, 192a, 193a, 193b, 193e, 194a, 194h

COLMARS (ch.-lieu de cant., dép. des Alpes-de-Haute-Provence) : 188b

Columbi, Johannes : 30b

Combe, Bonifacius : 23b

Comis, Bertrandus de : 33a

COMTAT VENAISIN : 154p, 156b, 159i

Cordellie, Alasacia : 102g, 103b

CORRENS (c<sup>on</sup> de Cotignac, dép. du Var) : 91d, 159h, 171a, 175c, 185a

Creti (*Cret*), Johannes [*scutifer*] : 106c, 113c

Cuers, seigneur de : 159d, 188b

Cusence, cardinal de : 90d, 91e

Dalmatii, Johannes [député de Méounes-les-Montrieux au conseil de baillie] : 171a

Dauratus : 128c

DRAGUIGNAN (ch.-lieu d'arrondissement, dép. du Var) : 126d

- viguier de : 19b

Drocis (*Droys*), Robertus de [*miles*, premier chambellan du roi] : 82i, 90d, 94b, 145b

Drogoli, Bermundus [notaire, conseiller, syndic] : 16b, 22d, 22e, 32e, 37a, 38c, 39a, 40a, 41a, 42a, 43a, 44a, 45a, 46a, 47a, 47b, 48a, 48f, 51a, 52a, 53a, 54a, 55a, 56a, 56b, 57a, 58a, 59a, 60a, 61a, 62a, 63a, 64a, 65a, 66a, 66b, 66d, 67a, 67c, 68a, 69a, 70a, 70c, 71a, 72a, 73a, 73d, 74a, 75a, 76a, 77a, 78a,

79a, 80a, 81a, 82a, 83a, 84a, 85a, 86a, 87a, 88a, 89a, 90a, 91a, 92a, 93a, 94a, 95a, 96a, 96e, 97a, 98a, 99a, 100a, 101a, 102a, 102f, 103a, 104a, 105a, 106a, 107a, 108a, 108d, 109a, 110a, 110e, 111a, 112a, 113a, 114a, 115a, 116a, 117a, 117e, 118a, 119a, 120a, 121a, 123a, 124a, 125a, 126a, 127a, 128a, 129a, 130a, 130c, 131a, 131c, 132a, 133a, 134a, 135a, 136a, 137a, 138a, 139a, 140a, 141a, 142a, 143a, 144a, 145a, 146a, 147a, 147e, 148a, 150a, 151a, 152a, 153a, 154e, 154i, 155a, 157a, 158a, 160a, 162a, 164a, 168a, 170a, 174b, 176a, 178a, 189b, 191c, 191d, 194d, 194e

Drogoli (*Drogol*), Johannes (*Johan*) [*miles, schansonus, scutifer, conseiller royal, châtelain de Brignoles, bailli et capitaine de Brignoles, conseiller, syndic*]: 6c, 16b, 30a, 31a, 32a, 33a, 34a, 35a, 36a, 37a, 38c, 39a, 40a, 41a, 42a, 43a, 44a, 45a, 46a, 47a, 48a, 49a, 51a, 52a, 53a, 54a, 55a, 57a, 58a, 59a, 60a, 61a, 62a, 63a, 65a, 66a, 67a, 68a, 69a, 71a, 72a, 73a, 74a, 75a, 76a, 77a, 78a, 79a, 82a, 84a, 85a, 86a, 88a, 89a, 90a, 91a, 92a, 93a, 94a, 95a, 96a, 97a, 98a, 99a, 100a, 101a, 102a, 103a, 104a, 105a, 106a, 107a, 108a, 108d, 109a, 110a, 110c, 110e, 111a, 111c, 112a, 114a, 115a, 115m, 116a, 117a, 117f, 118a, 119a, 119e, 120a, 123a, 124a, 126a, 126d, 130a, 132a, 132e, 133a, 134a, 135a, 135d, 136a, 139a, 142a, 143a, 144a, 145a, 145b, 145c, 146a, 151a, 152a, 153a, 153c, 153g, 153i, 154a, 154p, 154s, 155a, 156a, 156b, 158g, 161a, 182b, 189b, 190c, 190e, 191c, 191d, 194d, 194e

- frère de, prieur [de l'abbaye du Thoronet] : 187b
- signature de : 67b, 67c

Duras, Charles de : 76d, 76e, 131c

Ecclesie, G. [député de Besse-sur-Issole au conseil de baillie] : 185a

Egidii, Guillelmus : 130e

Enaurati, Jacobus : 135a

Éoulx, seigneur de (voir aussi Raymundi, Johannes) : 185c

Fabri, Franciscus [notaire] : 17b, 17c, 17e, 38d, 154e

- Juliane, épouse de : 17c
- mère de : voir Borgohnone, Dulcia

Fabri, Jordanus [député de Besse-sur-Issole au conseil de baillie] : 159h, 159l, 171a

Fabri, Rostagnus [juge de la cour de Brignoles] : 26a, 26i

Fedoni, Johannes [conseiller]: 1a, 2a, 3a, 4a, 5a, 6a, 7a, 8a, 9a, 10a, 11a, 12a, 13a, 14a, 15a, 15c, 15d, 16a, 17a, 20a, 22a, 23a, 24a, 26a, 27a, 27b, 28a, 29a, 30a, 31a, 31b, 31c, 32a, 34a, 35a, 36a, 37d, 37f, 38d, 40a, 45a, 49a, 51a, 52a, 53a, 57a, 58a, 60a, 66d, 67a, 68a, 68e, 68g, 70a, 71a, 72a, 74a, 75a, 75b, 77a, 78a, 79a, 80a, 81a, 83a, 84a, 86a, 87a, 88a, 89a, 90a, 91a, 92a, 93a, 94a, 95a, 96a, 96e, 97a, 98a, 99a, 102a, 103a, 104b, 105a, 106a, 107a, 107c, 108a, 108c, 109a, 110c, 113a, 128a, 130a, 131a, 135a, 137a, 140a, 142a, 143a



Feraudi, Feraudus [conseiller, syndic] : 1a, 2a, 3a, 4a, 5a, 6a, 7a, 9a, 10a, 12a, 16a, 17a, 21a, 24a, 26a, 27a, 27b, 28a, 29a, 30a, 31a, 31b, 31c, 32a, 33a, 34a, 35a, 36a, 37d, 38d, 39a, 40a, 41b, 51a, 52a, 53a, 54a, 55a, 56a, 57a, 58a, 60a, 66d, 68a, 69a, 69b, 71a, 71b, 72a, 73a, 74a, 75a, 76a, 77a, 78a, 79a, 80a, 82a, 83a, 84a, 85a, 86a, 86e, 87a, 87b, 88a, 88d, 89a, 90a, 91a, 92a, 93a, 94a, 95a, 95b, 95c, 96a, 96b, 96e, 99a, 100a, 101a, 103a, 104a, 105a, 106a, 107a, 107c, 108a, 108d, 109a, 110a, 110c, 110e, 111a, 112a, 113a, 114a, 114c, 119a, 119h, 120a, 121a, 123a, 124a, 125a, 127a, 127c, 128a, 129a, 130a, 130c, 131a, 132a, 132d, 133a, 134a, 135a, 136a, 138a, 139a, 140a, 141a, 142a, 143a, 146a, 147a, 148a, 149a, 150a, 151a, 152a, 153a, 153c, 154e, 154u, 158a, 160a, 172a, 172c, 180a, 181a, 181b, 190a, 191b

Feraudi, Guillelmus [syndic] : 109b, 130c, 135a, 153f, 154a, 154h, 154s, 155a, 156a, 157a, 157d, 158a, 159a, 160a, 161a, 162a, 163a, 164a, 165a, 166a, 167a, 169a, 172a, 172c, 173a, 173c, 174a, 174e, 175a, 176a, 177a, 178c, 179a, 179b, 180a, 180b, 181a, 182a, 184a, 185a, 186a, 187a, 187c, 189a, 190a, 192a, 193a, 194a

- épouse de (voir Aymerigue, Beatrix)
- Olivarii, Bertrandus, *locumetenens* de : 178a

Feutrerii, Johannes [conseiller] : 6c, 13c, 14a, 16a, 18a, 19a, 26a, 26i, 29a, 32b, 32c, 33a, 88c, 97b, 98c, 126e, 178d, 186b

FLASSANS-SUR-ISSOLE (c<sup>on</sup> de Besse-sur-Issole, dép. du Var) : 22b, 22e, 151d, 159h, 171a, 185a

FLAYOSC (c<sup>on</sup> de Draguignan, dép. du Var) : 20b, 73e

Florensis, Hugo [député de Carcès au conseil de baillie] : 185a

FORCALQUEIRET (c<sup>on</sup> de La Roquebrussane, dép. du Var) : 177b

Franerii, Jacobus [barbier] : 27c, 68g, 82g, 154g

GAILET (village disparu, anciennement de la commune de Tourves) : 125d, 144b, 153b

Galline, Bertrandus : 38d, 110c

GARÉOULT (c<sup>on</sup> de La Roquebrussane, dép. du Var) : 159h, 171a, 185a

Garnerii, Guillelmus [franciscain] : 167d

Garnerii, Johannes [conseiller] : 14a, 16a, 18a, 19a, 26a, 26i, 29a, 32e, 37a, 37f, 38c, 38d, 39a, 40a, 41a, 42a, 43a, 43b, 44a, 45a, 46a, 47a, 48a, 49a, 50a, 51a, 52a, 53a, 54a, 56a, 57a, 58a, 59a, 60a, 61a, 62a, 63a, 64a, 65a, 66a, 67a, 68g, 71a, 72a, 84a, 86a, 88a, 93a, 94a, 96e, 103a, 108d, 110a, 110c, 110e, 111a, 112a, 113a, 114a, 115a, 116a, 117a, 117f, 118a, 119a, 119g, 120a, 120c, 121a, 123a, 124a, 125a, 127a, 128a, 129a, 130a, 130c, 131a, 132a, 133a, 134a, 135a, 136a, 137a, 137g, 138a, 140a, 141a, 142a, 143a, 144a, 145a, 147a, 148a, 149a, 151a, 153b, 157a, 158a, 160a, 164a, 167a, 168a, 170a, 172a, 173a, 173e, 174a, 175a, 176a, 178a, 181a, 181c, 183b, 184a, 188a, 190a

- Garnerii, Petrus [notaire] (de Signes) : 26e, 144b, 153b, 162d
- Gauchonis, Johannes [vicaire de l'église Saint-Sauveur] : 63b
- Gaufridi, Antonius [député de Flassans-sur-Issole au conseil de baillie] : 171a
- Gaufridi, Gauselmus (Gaucelmus, Gaucellmus) (notaire) : 91e, 103c, 108d, 159d, 191d
- Gaufridi, Guillelmus [conseiller] : 32e, 37a, 37f, 39a, 40a, 41a, 44a, 44b, 46b, 47a, 48a, 49a, 50a, 51a, 52a, 54a, 56a, 58a, 59a, 60a, 61a, 62a, 63a, 64a, 65a, 66a, 67a, 71a, 72a, 84a, 86a, 126e
- Gaufridi, Petrus [notaire, conseiller] : 13a, 16a, 19a, 20a, 26a, 26i, 29a, 39a, 66d, 67a, 68a, 69a, 70a, 72a, 73a, 74a, 75a, 77a, 78a, 79a, 80a, 82a, 83a, 84a, 85a, 87a, 88a, 89a, 90a, 93a, 94a, 95a, 96a, 97a, 98a, 99a, 100a, 101a, 104a, 105a, 106a, 107a, 108a, 109a, 110c, 113a, 114a, 121a, 130a, 133a, 133d, 134a, 134c, 135a, 137a, 138a, 139c, 140a, 140b, 141a, 141d, 142a, 143a, 147f, 147g, 149b, 150b, 162d, 181a, 181c, 184a
- Gauseronus : 22b, 22c, 22e
- GÊNES (Italie) : 178d
- Gênes, doge de : 136b, 147d
- Gihnaco junior, Raymundus de [conseiller] : 32e, 37a, 37f, 38c, 39a, 40a, 47a, 48a, 49a, 50a, 51a, 52a, 53a, 54a, 58a, 66a, 67a, 68g, 71a, 72a, 82a, 82d, 88a, 94a, 110c, 153g, 154a, 155a, 156a, 157a, 162a, 163a, 164a, 165a, 165b, 166a, 167a, 167c, 168a, 169a, 170a, 171a, 172a, 173a, 174a, 175a, 176a, 177a, 178a, 178e, 179a, 180a, 181a, 181c, 181f, 182a, 183b, 184a, 185a, 186a, 187a, 188a, 189a, 191a, 192a, 193a, 193e
- Gihnaco senior, Raymundus de : 39a
- Giraudi, Guillelmus [conseiller] : 1a, 2a, 5a, 6a, 6c, 7a, 10a, 11a, 12a, 13a, 13c, 14a, 16a, 19a, 20a, 21a, 23a, 24a, 24b, 25a, 26a, 28a, 29a, 29b, 30a, 32a, 32b, 32c, 34b, 35a, 35b, 37a, 39a, 40a, 43b, 44c, 46b, 57a, 58a, 58d, 88c, 97b, 98c, 99c, 107c, 123c, 132a, 132d, 135a, 147e, 153g, 156a, 158a, 159a, 159e, 159g, 160a, 161a, 162a, 164a, 165a, 165b, 166a, 167a, 168a, 168b, 170a, 170b, 171a, 171b, 172a, 172c, 179a, 180a, 180b, 180c, 181a, 181b, 181c, 181g, 182a, 182b, 184a, 187a, 188a, 189a, 190a, 191a
- Giraudi, Monnetus : 190e
- Glandevès, official de : 64b
- Glanneves, Guillelmus de : 94a, 97a
- Gracie (Gracia), Johannes (de) : 38d, 135a, 154e, 174b
- Gracuze, Fulco : 128c
- Graulheto, Johannes de (Graulhetus) [*armiger*] : 7b, 33b, 33c, 33e, 51b
- Guillelmi, Johannes : 151g



Guillelmi, Poncius : 23b

Guini, Petrus [député de Flassans-sur-Issole au conseil de baillie] : 171a

Guiranni, Johannes [notaire] [député de Néoules au conseil de baillie] : 159h, 159l, 185a

Guiraudi, Guillelmus [marchand] : 16b, 17b, 17c, 17e, 18b, 27c

- épouse de : voir Borgohnone, Raymbaude
- héritiers de (voir aussi Melzei, Amalvinus et Bernardus) : 22b, 27c, 42c, 55a

[Henrici], Antonellus (*Antonello*) : 190b, 190c

HONGRIE : 76e

HYÈRES (ch.-lieu de canton, dép. du Var) : 26g, 32b, 32c, 34b, 35b, 36b, 48e, 72c, 72e, 76b, 78b, 185a

- territoire de, carrière Sancti Columbarii : 102b

Intercastris, Gaufridus de [conseiller, syndic] : 1a, 3a, 4a, 5a, 6a, 8a, 9a, 13c, 16a, 17a, 18a, 18b, 20a, 21a, 22a, 24a, 25a, 26a, 27a, 28a, 29a, 29b, 30a, 31a, 31b, 32a, 32b, 32c, 32e, 33a, 34b, 35a, 35b, 37a, 37b, 37f, 38c, 39a, 40a, 41a, 43a, 44a, 46a, 47a, 47b, 48a, 49a, 50a, 51a, 52a, 53a, 54a, 55a, 56a, 57a, 58a, 58b, 59a, 60a, 61a, 62a, 62b, 63a, 63c, 64a, 65a, 67a, 67b, 68d, 68f, 70c, 71a, 72a, 73a, 76e, 82d, 86a, 88c, 93a, 95b, 97b, 102c, 102e, 102f, 108d, 110a, 110e, 112a, 112c, 113a, 114a, 114c, 115a, 116a, 118a, 119a, 120a, 123d, 124a, 126a, 126c, 127a, 128a, 130a, 130c, 132a, 133a, 136a, 138a, 139a, 143a, 147a, 148a, 149a, 150a, 151a, 153a, 157a, 157d, 158a, 160a, 164a, 165b, 167a, 168a, 172a, 172c, 181a, 181b, 181c, 183b, 184a, 185a, 188a, 191a, 191c

- maison de : 33a

ITALIE : 113c

Jausati, Andreas [député de Signes et de Châteaueux au conseil de baillie] : 159h

Jauserandi, Guillelmus [député de Garéoult au conseil de baillie] : 171a

Johanne, reine : 70c, 76d

Jordani, Hugo : 135a

juge-mage : 38f, 90b, 90c, 161b

LA CELLE (c<sup>on</sup> de Brignoles, dép. du Var) : 3b, 54b, 56c, 88b, 91b, 155c, 157f, 157g, 159h, 177b

- monastère de : 69b, 107d
- monastère de, moniales du : 32d, 44b, 69c, 105b, 106b
- monastère de, prieur du : 12c, 54b, 60b, 130e
- monastère de, prieure du (voir aussi Ponteves, Alasacia de) : 101c, 127c

LA ROQUEBRUSSANE (ch.-lieu de cant., dép. du Var) : 159h, 159j, 171a, 175c, 185a

LE-CANNET-DES-MAURES (c<sup>on</sup> du Luc, dép. du Var) : 6c

Ligarda, Johannes de [bailli et capitaine de Brignoles]: 1a, 2a, 3a, 4a, 5a, 6a, 6b, 6c, 7a, 8a, 9a, 10a, 11a, 12a, 13a, 13c, 13e, 14a, 16a, 17a, 18a, 19a, 20a, 21a, 23a, 24a, 25a, 27a, 28a, 29a

LE LUC (c<sup>on</sup> du Luc, dép. du Var)

- chemin du : 46c

Louis II d'Anjou (Ludovicus, *Loys*) [roi de Jérusalem et de sicile, duc d'Anjou, comte de Provence, de Forcalquier, du Piémont, du Maine et de Roucy] (voir aussi roi) : 1a, 3b, 6b, 7b, 13b, 16b, 17b, 19b, 26c, 26e, 32b, 32e, 33b, 33c, 35c, 38a, 39b, 40b, 50b, 53b, 56c, 66d, 66e, 68g, 86b, 94b, 95b, 96b, 108d, 126c, 133c, 135d, 135e, 145b, 153e, 154c, 180b, 186b, 188f

Maleti, Guillelmus : 162d

Mandeteria, Aycelena : 194c

MANOSQUE (ch.-lieu de cant., dép. des Alpes-de-Haute-Provence) : 88c

Marie de Blois (Maria) [reine de Jérusalem et de sicile, comtesse de Provence et de Forcalquier] (voir aussi reine) : 2b, 6b, 13b, 18b, 26e, 26f, 29b, 37c, 55b, 70c, 88f, 94b, 95b, 97b, 126c, 172c

Marlio (*Marles*), Georgius de (*Georgi de*) (voir aussi sénéchal) : 17b, 17c, 17e, 19b, 26c, 26d, 26e, 35c, 38e, 40b, 53b, 145b

MARSEILLE (chef-lieu, dép. des Bouches-du-Rhône) : 72e

Martelli, Johannes [boucher] : 174e

Martini, Johannes [conseiller] : 32e, 33a, 37a, 37f, 38c, 39a, 40a, 42a, 43a, 44a, 45a, 46a, 47a, 48a, 49a, 51a, 52a, 53a, 56a, 57a, 58a, 59a, 60a, 62a, 63a, 65a, 66a, 68g, 71a, 103a, 103d

Massilia, Rostangnus de : 135a, 185a

Massis (Massissi), Ludovicus [député de La Roquebrussane au conseil de baillie] : 171a, 185a

Maurini, Petrus : 38d, 110c, 166b

Mayfredi, Andreas [hôtelier, conseiller] : 4a, 6a, 6b, 6d, 7a, 9a, 16a, 16b, 19a, 19c, 22a, 24a, 24b, 26a, 27a, 30a, 32a, 32b, 37a, 39a, 51a, 54a, 55e, 57a, 158b, 158f, 181a, 181b, 181c

Mayfredi, Guillelmus [député du Val au conseil de baillie] : 171a

MAZAUGUES (c<sup>on</sup> de La Roquebrussane, dép. du Var) : 99c

Melli, Guillelmus : 167d

Melzei (Melzey, *Malzieu*, *Amalzieu*), Amalvinus (Malvinus) : 18b, 22b, 123d, 139b

Melzei (Melzey, *Malzieu*), Bernardus : 18b, 22b, 123d

MÉOUNES-LES-MONTRIEUX (c<sup>on</sup> de La Roquebrussane, dép. du Var) : 159h, 171a, 171b, 185a

- MISON (c<sup>on</sup> de Sisteron, dép. des Alpes-de-Haute-Provence) : 136b
- Monnerii, Bertrandus : 110c, 166b, 167d
- Montealto, Nicola de [hôtelier] : 147d
- MONTFORT-SUR-ARGENS (c<sup>on</sup> de Cotignac, dép. du Var) : 159h, 171a, 175c, 185a
- MONTMEYAN (c<sup>on</sup> de Tavernes, dép. du Var) : 175b
- Morensis, Olivarius [député de Correns au conseil de baillie] : 171a, 185a
- Mosterii, Bertrandus [boucher] : 174e
- Mosterii, Salvator [meunier] : 102b, 102d, 167d, 191b, 192b
- Moteti, Johannes [conseiller] : 32e, 37a, 37f, 39a, 40a, 41a, 46a, 47a, 48a, 49a, 50a, 54a, 55a, 56a, 58a, 59a, 60a, 61a
- Motini, Petrus [conseiller, syndic] : 1a, 3a, 4a, 5a, 6a, 7a, 8a, 9a, 10a, 11a, 12a, 13a, 14a, 15a, 16a, 17a, 18a, 19a, 20a, 21a, 22a, 23a, 24a, 25a, 26a, 26f, 27b, 28a, 29a, 30a, 31a, 32a, 33a, 34a, 35a, 36a, 37a, 37b, 37d, 38d, 40a, 54a, 66d, 67a, 68a, 69a, 70a, 71a, 72a, 73a, 74a, 75a, 77a, 79a, 80a, 82a, 83a, 84a, 86a, 87a, 88a, 89a, 91e, 93a, 94a, 95a, 96a, 97a, 98a, 99a, 100a, 101a, 102a, 103a, 104a, 106a, 107a, 108a, 109a, 110c, 113a, 114a, 128a, 131a, 133a, 137a, 138a, 141a, 141b, 153g, 154a, 154e, 154j, 154u, 155a, 156a, 157a, 158a, 159a, 160a, 161a, 162a, 163a, 164a, 165a, 168a, 170a, 173a, 174a, 175a, 176a, 177a, 178a, 179a, 181a, 182a, 183a, 184a, 188a, 189a, 190a, 191a, 192a, 193a, 194a
- Mutonis, Matheus (du Val) : 167d
- NAPLES (Italie) : 76d, 76f, 145b
- NÉOULES (c<sup>on</sup> de La Roquebrussane, dép. du Var) : 159h, 159l, 171a, 185a
- NICE (chef-lieu, dép. des Alpes-Maritimes) : 154p, 181h
- Nicolay, Johannes [nonce, crieur public] : 155d
- Niort (*Daniort*, de Niorot), Petrus (*Peyre*) de : 87b, 88f, 90b, 91e, 126c
- Olivarii, Bertrandus [conseiller, trésorier, bailli et capitaine de Brignoles] : 11b, 13a, 13d, 13e, 14a, 16a, 17a, 17d, 20a, 20b, 26a, 26e, 26i, 28b, 29a, 32c, 32d, 33a, 33e, 37d, 37f, 38g, 39a, 43c, 44b, 44c, 46b, 49b, 53a, 58a, 58c, 63d, 65a, 66d, 67a, 67d, 67e, 68a, 68c, 68e, 69a, 70a, 71a, 72a, 73a, 73e, 74a, 74c, 75a, 75b, 76f, 77a, 78a, 79a, 79b, 80a, 80e, 81a, 82a, 82c, 83a, 84a, 85a, 86a, 86b, 87a, 88a, 89a, 90a, 91a, 91c, 93a, 94a, 95a, 96a, 96d, 96e, 97a, 98a, 99a, 99b, 100a, 101a, 101b, 102a, 102d, 102e, 103a, 103d, 104a, 104b, 105a, 106b, 107a, 107d, 108a, 108b, 109a, 110c, 113a, 114a, 115f, 115g, 115h, 117e, 119t, 121a, 126e, 127c, 128a, 130a, 130c, 131a, 132a, 133a, 134a, 135a, 137a, 137f, 137g, 138a, 140a, 141a, 142a, 144a, 147a, 147e, 149a, 149b, 150a, 151a, 151i, 153c, 153g, 154a, 154e, 155a, 156a, 157a, 158a, 159a, 160a, 161a, 162a, 162b, 162c, 163a, 163b, 163c, 163d, 164a, 165a, 165d, 166a, 166c, 166g, 167a, 167c, 167d, 168a, 169a, 170a, 170c,

171a, 171b, 172a, 172e, 173a, 173e, 174a, 175a, 176a, 177a, 178a, 179a,  
181a, 181c, 181f, 182a, 183a, 185a, 186a, 187a, 188a, 189a, 190a, 191a,  
191c, 192a, 193a, 193d, 193e, 194a

- maison de : 172a, 173a, 174a, 174e, 175a, 176a, 177a, 178a, 179b

Olivarii, Hugo (de Nice) : 181h

Olivarii, Monnetus : 174d

Olivarii, Petrus [conseiller, syndic] : 1a, 2a, 3a, 4a, 5a, 6a, 7a, 8a, 9a, 10a, 11a, 12a,  
13a, 14a, 15a, 16a, 17a, 18a, 19a, 20a, 21a, 22a, 23a, 24a, 25a, 26a, 26f,  
27a, 27b, 28a, 29a, 30a, 31a, 32a, 33a, 34a, 35a, 36a, 37a, 37d, 38d, 39a,  
40a, 45a, 52a, 54a, 58a, 66d, 67a, 68a, 69a, 70a, 71a, 72a, 73a, 74a, 75a,  
76a, 77a, 78a, 79a, 80a, 81a, 82a, 83a, 84a, 86a, 86d, 86d, 88a, 89a, 90a,  
91a, 93a, 94a, 95a, 96a, 99a, 100a, 102a, 103a, 104a, 105a, 106a, 107a,  
108a, 109a, 110c, 113a, 114a, 128a, 132a, 133a, 135a, 138a, 144a

Olventis, Petrus : 154e

*Palhada* [notaire] : 88f

Palude, Johannes de : 159e

Palud, seigneur de, voir Intercastris, Gaufridus de : 13c, 32e, 34b

pape : 63b, 69e, 172c

Pauli, G. [député du Val au conseil de baillie] : 185a

Peleti, Gaufridus : 39a, 68g, 154e

Peleti, Jacobus : 18a, 19a, 22a, 45a

Pennis, Huguetus de : 117f

Pererie, Katherine (Catherine, Katerine) : 26e, 26f, 26h

Pererii (*Perier*), Bertrandus (*Bertran*, *Bertrant*) : 26c, 26d, 26e, 26h

Perrini, Bertrandus [député de Montfort-sur-Argens au conseil de baillie] : 171a

PERTUIS (ch.-lieu de cant., dép. du Vaucluse) : 2b, 6b, 13b

PIERREFEU-DU-VAR (c<sup>on</sup> de Cuers, dép. du Var) : 112c

Ponteves, Alasacia de : 6e

- voir Cabasse, dame de
- voir La Celle, monastère, prieure du

Ponteves, Fulco de [*miles*, capitaine royal des baillies de Barjols, Brignoles, et Saint-Maximin] : 7b, 24b, 59b, 60c, 156b, 157c, 157d, 159c, 159h, 159i, 175c

- capitaine de guerre : 156b, 157c, 157f, 159c, 159h, 159i, 159l

Ponteves, seigneur de : 86e, 89b, 91d, 101b

Posilhaco, Giraudus de : 66c

POURRIÈRES (c<sup>on</sup> de Saint-Maximin-la-Sainte-Beaume, dép. du Var) : 26e

Pugete, Maria : 119j

Pugeti, Albertus : 7b, 72a

- héritiers de, maison des : 105a, 106a, 107a

Pugeti, Hugo [conseiller] : 33a, 48e, 64b, 132a, 153g, 156a, 157a, 158a, 159a, 161a, 161b, 162a, 163a, 164a, 165a, 165b, 166a, 167a, 167c, 168a, 169a, 170a, 171a, 173a, 174a, 174b, 174d, 174f, 178b

PUGET-THÉNIERS (ch.-lieu de cant., dép. des Alpes-Maritimes) : 7b

PUYVERT (c<sup>on</sup> de Cadenet, dép. du Vaucluse) : 26i

Quatuorlibrarum (*Quatreliuras*, *Quatuorlibris* de, *Catreliouras*), Johannes [marchand, drapier, conseiller] : 16a, 17a, 19a, 20a, 22a, 26a, 26i, 29a, 38d, 45a, 53a, 54a, 57a, 66d, 67a, 68a, 69a, 70a, 71a, 72c, 73a, 75a, 76a, 77a, 78a, 79a, 80a, 86a, 87a, 88a, 89a, 90a, 91a, 92a, 93a, 97a, 98a, 100a, 101a, 102a, 103a, 104a, 106a, 110c, 113a, 119f, 119o, 130a, 130c, 137a, 137f, 140a, 172a, 178a, 181a, 181c, 184a, 185a

QUINSON (c<sup>on</sup> de Riez, dép. des Alpes-de-Haute-Provence) : 175b

Raymundi, Johannes, seigneur d'Éoulx : 185b

Raynaudi, Johannes [conseiller] : 1a, 2a, 3a, 5a, 6a, 7a, 8a, 9a, 10a, 11a, 12a, 13a, 14a, 15d, 17a, 17d, 17e, 18a, 19a, 20a, 21a, 22a, 23a, 24a, 25a, 25b, 26a, 27a, 28a, 29a, 30a, 32a, 34a, 35a, 36a, 37a, 53a, 56b, 108d, 110a, 111a, 111f, 112a, 113a, 114a, 115a, 115f, 115i, 116a, 117a, 117e, 118a, 119a, 119t, 120a, 121a, 123a, 124a, 126a, 127a, 128a, 129a, 130a, 131a, 132a, 133a, 134a, 135a, 136a, 137a, 140a, 141a, 142a, 143a, 145a, 146a, 147a, 148a, 149a, 150a, 151a, 152a, 153a, 153c, 154e, 154h, 157a, 158a, 160c, 163b, 166f, 170a, 175a, 181a, 194a

Raynaudi, Petrus : 123d, 139b, 168b, 171b, 173b, 173c, 178c

Realis, Guillelmus : 169c

reine [de Jérusalem et de Sicile, comtesse de Provence et de Forcalquier] (voir aussi Marie de Blois) : 1a, 6c, 7b, 14b, 16b, 26h, 30a, 33c, 69b, 69d, 82g, 86b, 86c, 86f, 86g, 87b, 88c, 88f, 89c, 90b, 91e, 95b, 95c, 97b, 98c, 106c, 106d, 110e, 111c, 113c, 115d, 117c, 117f, 120c, 123c, 123d, 125d, 126c, 131c, 132b, 132c, 132e, 133c, 134c, 135c, 135d, 135f, 137b, 139b, 139c, 140b, 143b, 145c, 146c, 146f, 146h, 147g, 149c, 151c, 151i, 154p, 157e, 157g, 158b, 159i, 161b, 164b, 172c, 178b, 178d, 180b, 181b, 186b, 187b, 189d, 190b, 190c, 193b, 194b, 194f

Revergati, Monnetus [député de Carcès au conseil de baillie] : 159h

RHÔNE, fleuve du : 154p, 156b, 159i

Ricardi, Raynaudus : 48e, 137b

Rigordi, Johannes [député de Méounes-les-Montrieux au conseil de baillie] : 159h

Robaudi, Petrus : 37d

- épouse de : 70b

Robioni, Stephanus [député de Correns au conseil de baillie] : 159h, 171a

Rocaforti, Ludovicus de [peintre] : 189b

roi [de Jérusalem et de Sicile, duc d'Anjou, comte de Provence, de Forcalquier, du Piémont, du Maine et de Roucy] (voir aussi Louis II d'Anjou) : 6c, 32b, 33d, 33e, 43c, 86c, 88c, 88d, 91b, 94b, 95b, 113c, 114c, 116c, 116d, 119c, 119n, 130c, 141c, 141d, 151g

- camérier du : 90d

ROQUEMARTINE (ancienne commune, maintenant réunie à Eyguières) (c<sup>on</sup> Eyguières, dép. des Bouches-du-Rhône) : 154p, 156b, 175b, 175c, 185d

Rostagulhi, Hugo [député de Cabasse au conseil de baillie] : 171a

ROUMOULES (c<sup>on</sup> de Riez, dép. des Alpes-de-Haute-Provence) : 175b

Ruffi, Bermundus : 64c, 82d, 98b, 103a, 103d, 107c, 147e

Ruffi, Johannes : 65c

Sabaterii, Bertrandus [député de La Roquebrussane au conseil de baillie] : 159h

SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME (ch.-lieu de cant., dép. du Var) : 113c, 130c, 151g

- baillie de : 156b, 159i

Salis (*Salas*), Bernardus de [*miles*] : 132b, 132e, 133c, 135c, 135d, 141c, 147g, 151p

Saltu, Petrus de : 3a, 13c, 54f, 97a

Salvatoris, Guillelmus : 126e

Sancto Petro, Johannes de, maison de : 147a, 149a

Sancto Petro, Vincentius de : 166c

Sault, seigneur de : 189e

SAVOIE, comté de : 154p

Scini, Isnardus : 15d

Scoferius : 128c

Sellerini, R. : 90b

sénéchal (voir aussi Marlio, Georgius de) : 33b, 33c, 33d, 33e, 39b, 44c, 46b, 51b, 54f, 59e, 69b, 69c, 69f, 70b, 72c, 72e, 73c, 73d, 74b, 75b, 76b, 78b, 78c, 81b, 90b, 90c, 111c, 159g

SIGNES (c<sup>on</sup> du Beausset, dép. du Var) : 144b, 159h, 162d, 171a, 171b, 185a

Sinhis, Guillelmus de : 159d

Solario, Jacobus de [drapier] : 88d

- Sparrono, Guillelmus de [*jurisperitus*, juge de la cour de Brignoles] : 10a, 22a, 26b, 26i, 70a, 96c
- Speluca, Jacobus de : 154m, 170c
- [Spinolis], Baltasar de : 29b
- STURA, vallée de (Piémont, Italie) : 38b
- Susanni, Guillelmus [député de Flassans au conseil de baillie] : 159h, 185a
- Tannaroni (Tanneroni), Guillelmus [notaire] : 26b, 171b
- Tannaroni, P. [député de Montfort-sur-Argens au conseil de baillie] : 185a
- TARASCON (ch.-lieu de cant., dép. des Bouches-du-Rhône) : 88f
- Tarente, prince de : 145c, 146h
- Tavernoni, Petrus [orfèvre, conseiller] : 13a, 14a, 18a, 38d, 68g, 80c, 97a, 108d, 110a, 110c, 111a, 112a, 113a, 114a, 115a, 115n, 116a, 117a, 118a, 119a, 120a, 121a, 123a, 124a, 125a, 126a, 127a, 130a, 131a, 133a, 136a, 137a, 139a, 140a, 141a, 142a, 143a, 144a, 145a, 148a, 149a, 150a, 151a, 152a, 153a, 154e, 158a, 160a, 164a, 167a, 168a, 170a, 172a, 174a, 178a, 181a, 184a, 188a, 190a, 191a
- Teulerii, Johannes : 88d
- Textoris, Johannes : 170d
- TOULON (chef-lieu, dép. du Var) : 40b, 41b, 120c, 159g, 166c
- TOURVES (c<sup>on</sup> de Brignoles, dép. du Var) : 125d, 144b, 153b, 162d, 175c, 178e
- Turena, Raymundus de : 136b
- TURIN, diocèse de : 38b
- Ulmato, Galterius de : 166c
- VAL (LE) (c<sup>on</sup> de Brignoles, dép. du Var) : 24b, 91d, 159h, 159j, 167d, 171a, 175c, 185a
- Valence, cardinal de : 141c, 147g
- VALENTINOIS, comté de : 154p, 156b
- Vallebella, G. de [député de Néoules au conseil de baillie] : 171a
- Vallebella (Valebella, Valbella), Gaufridus de [bailli de Brignoles] : 111c, 112a, 113a, 114a, 115a, 116a, 117a, 118a, 121a, 123a, 124a, 126a, 127a, 128a, 129a, 132a, 133a, 134a, 135a, 136a, 138a, 140a, 143a, 146a, 147a, 148a, 149a, 150a, 152a, 153a, 154a, 155a, 156a, 157a, 158a, 159a, 159i, 160a, 170e
- VERDON (région du) : 154o, 158c, 158e, 158f
- Veyrerii, Bertrandus : 65b
- vice-sénéchal (voir aussi Balaysonus, Petrus) : 185b, 185c

Villanova, Anthonius : 181g, 182b, 184b

Villanova, Elionus de [*miles*] : 181g, 182b, 184b

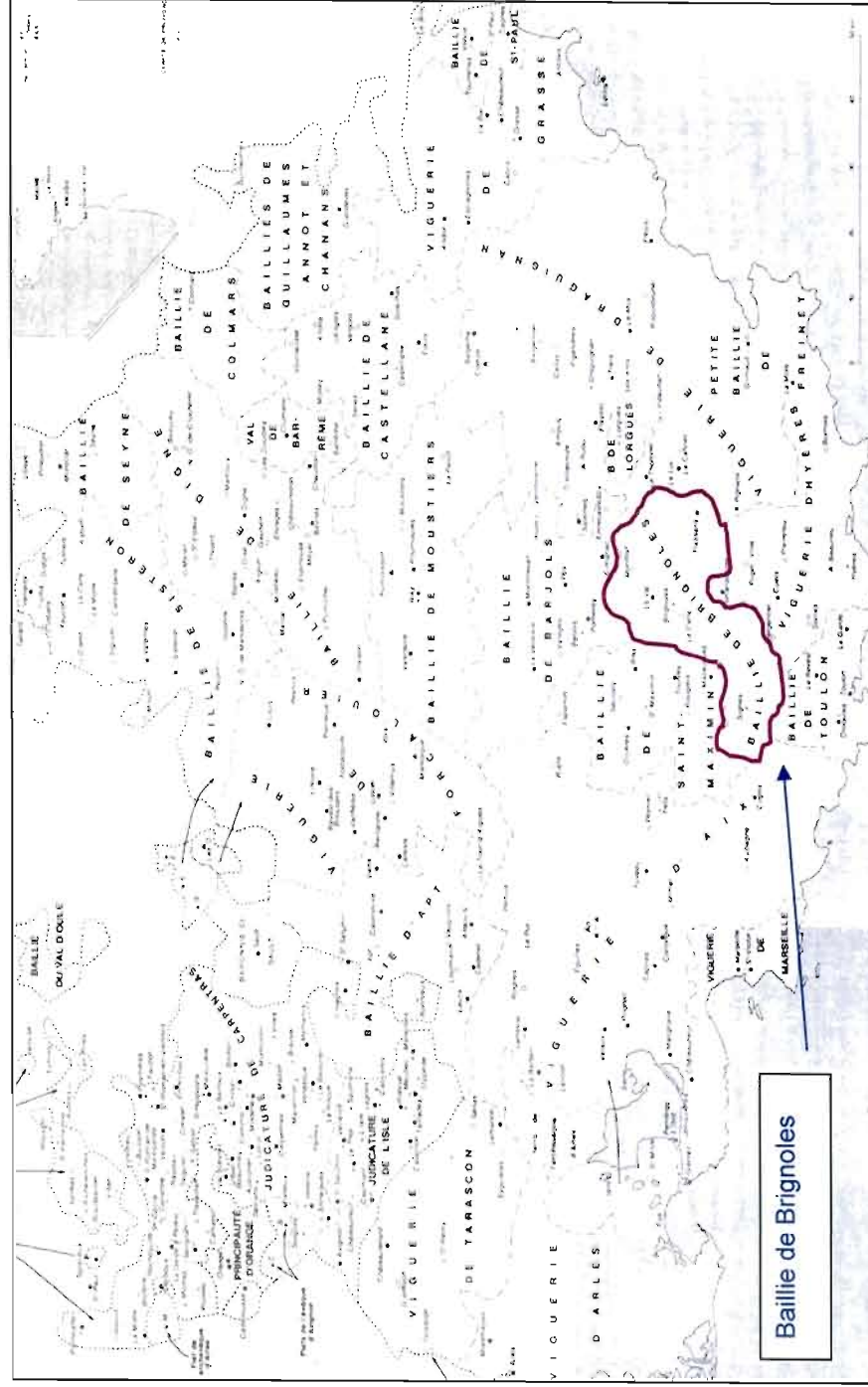
Vincentii, Bertrandus [député de Méounes-les-Montrieux au conseil de baillie] : 185a

VINTIMILLE, comté de : 154p



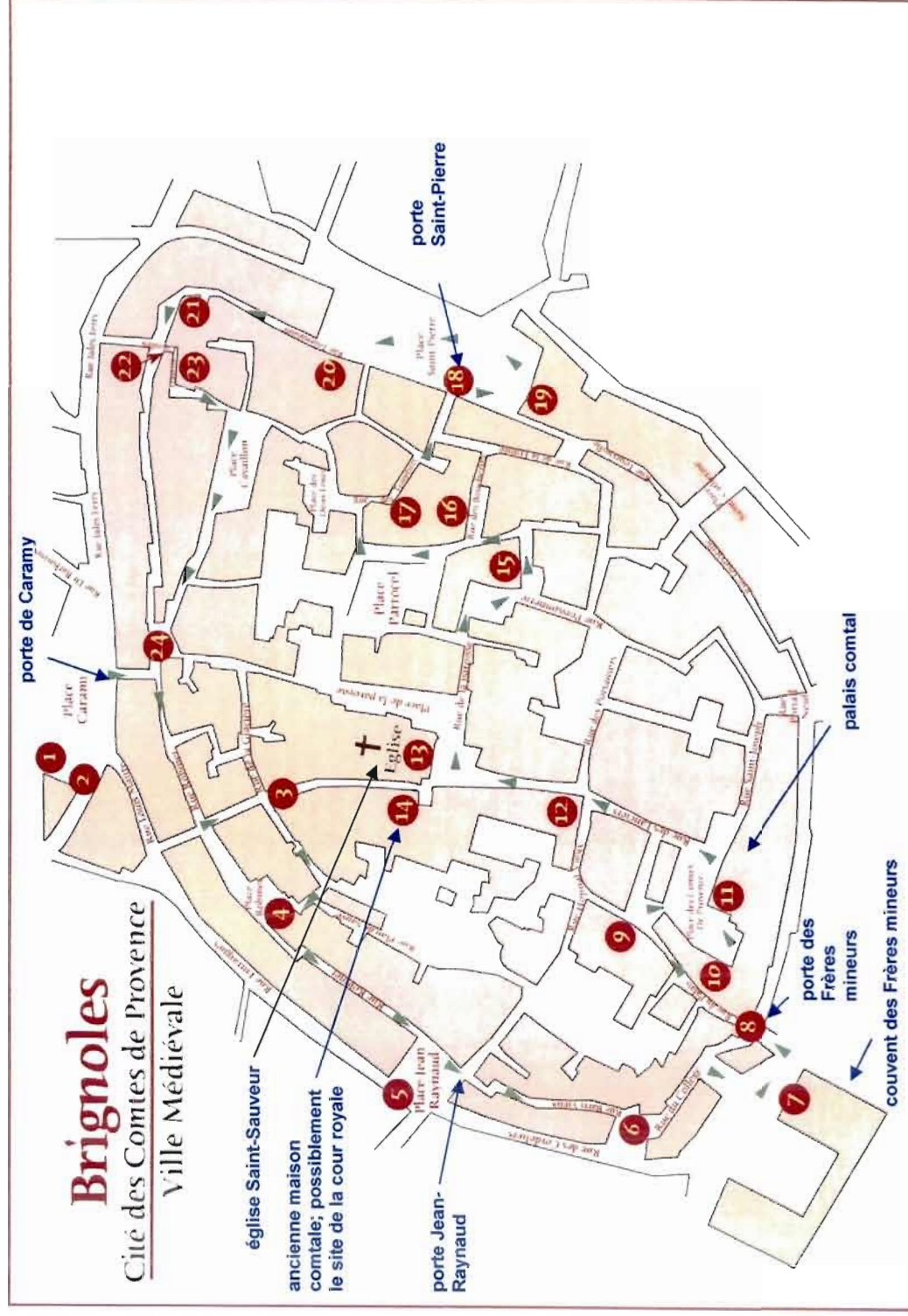
## APPENDICE C

### CARTES



Carte n° 1. Carte des baillies et vigueries de Provence (tirée de Édouard BARATIER, Georges DUBY et Ernest HILDESHEIMER, *Atlas historique Provence, Comtat Venaissin, principauté d'Orange, comté de Nice, principauté de Monaco*, Paris, Armand Colin, 1969).





Carte n° 3 : Plan de la Brignoles médiévale, tirée d'un guide touristique produit par la mairie de Brignoles (les chiffres en rouge représentent des points d'intérêt touristique non pertinents aux fins de ce mémoire).

## BIBLIOGRAPHIE

### **Ouvrages de référence**

- BARATIER Édouard, Georges DUBY et Ernest HILDESHEIMER, *Atlas historique Provence, Comtat Venaissin, principauté d'Orange, comté de Nice, principauté de Monaco*, Paris, Armand Colin, 1969, 208 p.
- BAUTIER Robert-Henri et Janine SORNAY, *Les sources de l'histoire économique et sociale du Moyen Âge, Provence-Comtat Venaissin-Dauphiné-États de la Maison de Savoie*, vol. 2, Paris, CNRS, 1971, p. 694-1461.
- BONNAUD Jean-Luc, *Un état en Provence : les officiers locaux du comté de Provence au XIV<sup>e</sup> siècle (1309-1382)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, Cédérom : annexe II, catalogue des officiers royaux.
- BRIQUET Charles Moise, *Les filigranes : dictionnaire historique des marques du papier*, Hildesheim, G. Olms, 1984, 4 volumes.
- CAPPELLI Adriano, *Dizionario di abbreviature latine ed italiane*, 7<sup>e</sup> éd., Milan, Ulrico Hoepli, 1990, 531 p.
- CLOUZOT Étienne, *Pouillés des provinces d'Aix, d'Arles et d'Embrun*, Paris, Imprimerie nationale, 1923, 551 p.
- CORTEZ Fernand, *Les grands officiers royaux de Provence au Moyen Âge : listes chronologiques du haut personnel administratif, judiciaire et financier. Supplément à la Chronologie des officiers des cours souveraines par B. des Clapiers-Collongues et de Boisgelin*, Aix-en-Provence, Secrétariat de la Société d'études provençales, A. Dragon, 1921, coll. « Publications de la Société d'études provençales », no 5, 380 p.
- DU CANGE Charles du Fresne, *Glossarium mediae et infimae latinitatis*, Graz, Akademische Druck-U Verlagsanstalt, 1954, 10 vol.
- ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES et le Groupe de recherche « La civilisation de l'écrit au Moyen Âge », *Conseils pour l'édition des textes médiévaux, fascicule I (Conseils généraux)*, Paris, CTHS, 2001, 175 p.
- , *Conseils pour l'édition des textes médiévaux, fascicule II (Actes et documents d'archives)*, Paris, CTHS, 2001, 265 p.



- GOUIRAN Gérard et Michel HÉBERT, *Le livre Potentia des États de Provence (1391-1523)*, Paris, CTHS, 1997, coll. « Documents inédits de l'histoire de France », no 25, 535 p.
- HÉBERT Michel, *Regeste des États de Provence (1347-1480)*, Paris, CTHS, 2007, coll. « Documents inédits sur l'histoire de France », no 37, 485 p.
- ISNARD M.Z., *État documentaire et féodal de la Haute-Provence*, Digne, Imprimerie-librairie Vial, 1913, 496 p.
- LE FÈVRE Jean, *Journal de Jean Le Fèvre, évêque de Chartres, chancelier des rois de Sicile Louis I et Louis II d'Anjou*, publié par H. MORANVILLÉ, Paris, A. Picard, 1887, 529 p.
- Le Gaffiot de poche Dictionnaire Latin-Français*, nouv. éd. rev. et augm. sous la dir. de Pierre FLOBERT, Paris, Hachette, 2001, 820 p.
- Le grand dictionnaire terminologique*, Office de la langue française du Québec, [en ligne] [http://www.granddictionnaire.com/btml/fra/r\\_motclef/index800\\_1.asp](http://www.granddictionnaire.com/btml/fra/r_motclef/index800_1.asp), consulté le 4 février 2009.
- Lexique latin-français, Antiquité et Moyen Âge*, Paris, Picard, 2006, 727 p.
- PANSIER Paul, *Histoire de la langue provençale à Avignon du XII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle*, Marseille, Lafitte Reprints, 1974, vol. 3., 200 p.
- STIENNON Jacques, *Paléographie du Moyen Âge*, Paris, Armand Colin, 1999, coll. « U-Histoire médiévale », 368 p.

### **Monographies spécialisées**

- AUBENAS Roger, *Étude sur le notariat provençal au Moyen Âge et sous l'Ancien régime*, Aix-en-Provence, Aux Éditions de feu, 1931, 274 p.
- AURELL Martin, Jean-Paul BOYER et Noël COULET, *La Provence au Moyen Âge*, Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, 2005, coll. « Le temps de l'histoire », 360 p.
- BARATIER Édouard, *La démographie provençale du XIII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1961, coll. « Démographie et sociétés », no 5, 255 p.
- BARTON David, *Literacy: an introduction to the ecology of written language*, 2<sup>e</sup> éd., Malden (MA), Blackwell Publishing, 2007, 245 p.

- BESSIÈRE Odile, *Le commerce et la société à Brignoles dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle (1336-1348) d'après des registres de notaires*, mémoire de D.E.S. en histoire du Moyen Âge, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, 1962, 127 p.
- BORDES François, *Formes et enjeux d'une mémoire urbaine : le premier « Livre des Histoires » de Toulouse (1295-1532)*, thèse de doctorat, Université Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 2006, 5 vol., 910 p.
- CERQUIGLINI Bernard, *Éloge de la variante : histoire critique de la philologie*, Paris, Seuil, 1989, 122 p.
- CHASTANG Pierre, *Lire, écrire, transcrire : le travail des rédacteurs de cartulaires en Bas-Languedoc (XI<sup>e</sup> – XIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, CTHS, 2001, 459 p.
- CLANCHY Michael T., *From Memory to Written Record, England 1066-1307*, London, Edward Arnold, 1979, 330 p.
- FARGEIX Caroline, *Les élites lyonnaises au miroir de leur langage*, thèse de doctorat, Université Lumière-Lyon 2, Lyon, 2005, 729 p.
- FAYE Peggy, *Les premières utilisations du papier comme outil de gestion dans l'administration angevine provençale (1295-1350)*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2007, 200 p.
- FRAENKEL Béatrice, *La signature : genèse d'un signe*, Paris, Gallimard, 1992, 319 p.
- FRANKLIN Simon, *Writing, Society and Culture in Early Rus, c. 950-1300*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 325 p.
- GALLO Alexandra, *La communauté de Sisteron (XIII<sup>e</sup> – XIV<sup>e</sup> siècle). L'exercice du pouvoir urbain : rythmes et enjeux*, thèse de doctorat, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, 2009, 2 vol., 627 p.
- \_\_\_\_\_, *La vie municipale à Sisteron (XIII<sup>e</sup> - XIV<sup>e</sup> siècle)*, D.E.S. en histoire médiévale, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, 2001, 228 p.
- GAUVARD Claude, *Violence et ordre public au Moyen Âge*, Paris, Picard, 2005, 288 p.
- GEHIN Paul, *Lire le manuscrit médiéval : observer et décrire*, Paris, Armand Colin, 2005, coll. « U-Histoire », 284 p.
- GUÉNETTE Maryse, *Au cœur du patrimoine familial : stratégies matrimoniales et coutumes successorales à Brignoles de la fin du XIV<sup>e</sup> au milieu du XV<sup>e</sup> siècle*, thèse de doctorat, Université Laval, Québec, 1994, 449 p.

- HÉBERT Michel, *Tarascon au XIV<sup>e</sup> siècle : histoire d'une communauté urbaine provençale*, La Calade, Édisud, 1979, 285 p.
- JAHANDARIE Khosrow, *Spoken and Written Discourse: a Multi-disciplinary Perspective*, Stamford (CT), Ablex Publishing Corporation, 1999, 446 p.
- LAROCHELLE Lucie, *"Bonj, probi et sufficientes": pouvoir et notabilité à Aix-en-Provence entre 1400 et 1535*, thèse de doctorat, Université Aix-Marseille I, Aix-en-Provence, 2002, 713 p.
- LAW-KAM CIO Cynthia, *Édition commentée du premier registre de délibérations municipales de la ville de Barjols (1371-1393)*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2009, 406 p.
- LEBRUN Émilien, *Essai historique sur la ville de Brignoles*, Nyons, Chantemerle (réimpression d'une édition privée de 1897), 1973, 795 p.
- LETT Didier, *Un procès de canonisation au Moyen Âge. Essai d'histoire sociale : Nicolas de Tolentino, 1325*, Paris, P.U.F., 2008, coll. « Le nœud gordien », 473 p.
- L'HERMITE-LECLERCQ Paulette, *Le monachisme féminin dans la société de son temps : le monastère de La Celle (XI<sup>e</sup> – début du XVI<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Éditions Cujas, 1989, 359 p.
- MCKITTERICK Rosamond, *The Carolingians and the Written Word*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1989, 290 p.
- MICHAUD-QUENTIN Pierre, *Universitas : expressions du mouvement communautaire dans le Moyen Âge latin*, Paris, J. Vrin, 1970, coll. « L'Église et l'État au Moyen Âge », no 13, 360 p.
- O'BRIEN Deborah Jean Steele, *"The Veray Registre of All Trouthe": the Content, Function and Character of the Civic Registers of London and York, c. 1274 – c. 1482*, thèse de doctorat, University of York, York, 1999, 368 p.
- POTTER Marc, *Le gouvernement d'un village en Provence : Tourves, 1379-1397*, Tourves (France), Association d'histoire populaire, 2000, 134 p.
- REYNAUD Marcelle-Renée, *Le temps des princes Louis II et Louis III d'Anjou-Provence (1384-1434)*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000, coll. « Collection d'histoire et d'archéologie médiévales », no 7, 205 p.
- RIGAUDIERE Albert, *Gouverner la ville au Moyen Âge*, Paris, Anthropos, 1993, 536 p.



RUBIO VELA Agustín, *L'escrivania municipal de València als segles XIV i XV: burocràcia, política i cultura*, València, Generalitat Valenciana, Consell Valencià de Cultura, 1995, 142 p.

STREET Brian V., *Literacy in Theory and Practice*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1984, 243 p.

*The Uses of Literacy in Early Medieval Europe*, dir. par Rosamond MCKITTERICK, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1990, 345 p.

VEYDARIER Régis, *Raymond de Turenne, la deuxième Maison d'Anjou et la Provence. Étude d'une rébellion nobiliaire à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle (1386-1400)*, thèse de doctorat, Université de Montréal, Montréal, 1994, 436 p.

### **Articles, actes de colloque et chapitres d'ouvrages collectifs**

ADAMSKA Anna, « The Study of Medieval Literacy: Old Sources, New Ideas », dans *The Development of Literate Mentalities in East Central Europe*, sous la dir. de Anna ADAMSKA et Marco MOSTERT, Turnhout, Brepols, 2004, coll. « Utrecht Studies in Medieval Literacy », p. 13-47.

———, « The Kingdom of Poland versus the Teutonic Knights: Oral Traditions and Literate Behaviour in the Later Middle Ages », dans *Oral History of the Middle Ages : the Spoken Word in Context*, sous la dir. de Gerhard JARITZ et Michael RICHTER, Krems, Medium Aevum Quotidianum, 2001, p. 67-77.

ANHEIM Étienne et Pierre CHASTANG, « Les pratiques de l'écrit dans les sociétés médiévales (VI<sup>e</sup> – XIII<sup>e</sup> siècle) », *Médiévales*, no 56, printemps 2009, p. 5-10.

ANHEIM Étienne et Olivier PONCET, « Fabrique des archives, fabrique de l'histoire », *Revue de Synthèse*, 5<sup>e</sup> série, 2004, p. 1-14.

AMMANN-DOUBLIEZ Chantal, « Autour des bûchers : la construction de la mémoire notariale dans le Valais occidental au XV<sup>e</sup> siècle », dans *La mémoire du temps au Moyen Âge*, études réunies par Agostino PARAVICINI BAGLIANI, Firenze, SISMEL, Edizioni del Galluzzo, 2005, coll. « Micrologus' Library », no 12, p. 311-347.

BARTOLI LANGELI Attilio, « Strategie documentarie. La documentazione in registro come strumento di governo », dans *Le gouvernement de la cité, modèles et pratiques (XIII<sup>e</sup> – XVIII<sup>e</sup> siècles), atti del colloquio di Perugia, 15-17 settembre 1997*, sous la dir. de Attilio BARTOLI LANGELI, Vittor Ivo COMPARATO et Robert SAUZET, Naples, Edizioni scientifiche italiane, 2004, p. 93-102.

- \_\_\_\_\_, « La documentazione degli stati italiani nei secoli XIII-XV : forme, organizzazione, personale », dans *Le scritture del comune : amministrazione e memoria nelle città dei secoli XII e XIII*, sous la dir. de Giuliana ALBINI, Turin, Scriptorium, 1998, p. 155-171.
- \_\_\_\_\_, « Entre documents et monuments : la mémoire officielle de la cité communale italienne », dans *La mémoire de la cité : modèles antiques et réalisations renaissantes, actes du colloque de Tours, 28-30 septembre 1995*, sous la dir. de Attilio BARTOLI LANGELI et Gérard CHAIX, Naples, Edizioni scientifiche italiane, 1997, p. 23-33.
- BEDOS-REZAK Brigitte, « Towards an Archaeology of the Medieval Charter : Textual Production and Reproduction in Northern French *chartriers* », dans *Charters, Cartularies, and Archives : the Preservation and Transmission of Documents in the Medieval West, Proceedings of a Colloquium of the Commission internationale de diplomatique, Princeton and New York, 16-18 September 1999*, sous la dir. de Adam J. KOSTO et Anders WINROTH, Toronto, Pontifical Institute of Mediaeval Studies, 2002, coll. « Papers in mediaeval studies », no 17, p. 43-60.
- \_\_\_\_\_, « Medieval Identity : A Sign and a Concept », *American Historical Review*, December 2000, p. 1489-1533.
- BEHRMANN Thomas, « Pragmatic Literacy in the Lombard City Communes », dans *Pragmatic Literacy, East and West (1200-1330)*, sous la dir. de Richard BRITNELL, Woodbridge (Suffolk, England), Rochester (N.Y.), Boydell Press, 1997, p. 25-41.
- BERTRAND Paul, « À propos de la révolution de l'écrit (X<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècle) : considérations inactuelles », *Médiévales*, vol. 56, printemps 2009, p. 75-92.
- BLAIS Mireille et Stéphane MARTINEAU, « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes », *Recherches qualitatives*, vol 26, no 2, 2006, p. 1-18.
- BONNAUD, Jean-Luc, « La gestion de l'information administrative en Provence sous la seconde maison d'Anjou (1382-1481) : quelques pistes de recherche », dans *Information et société en Occident à la fin du Moyen Âge, actes du colloque international tenu à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université d'Ottawa, 9-11 mai 2002*, sous la dir. de Claire BOUDREAU, Kouky FIANU, Claude GAUVARD et Michel HÉBERT, Paris Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire ancienne et médiévale », no 78, 2004, p. 327-337.
- \_\_\_\_\_, « Le processus d'élaboration et de validation des comptes de clavaire en Provence au XIV<sup>e</sup> siècle », dans *Écrit et pouvoir dans les chancelleries médiévales : espace français, espace anglais, actes du colloque international de Montréal, 7-9 septembre 1995*, sous la dir. de Kouky FIANU et DeLloyd J. GUTH, Louvain-la-Neuve, Fédération

- internationale des Instituts d'études médiévales, 1997, coll. « Textes et études du Moyen Âge », no 6, p. 241-253.
- BOZZOLO Carla, Dominique COQ, Denis MUZERELLE et Ezio ORNATO, « Les abréviations dans les livres liturgiques du XV<sup>e</sup> siècle : pratique et théorie », dans *La face cachée du livre médiéval : l'histoire du livre vue par Ezio Ornato, avec la collaboration de ses amis et ses collègues* (Carla Bozzolo et al), Rome, Viella, 1997, p. 555-565.
- BRÉCHON, Franck, « Autour du notariat et des nouvelles pratiques de l'écrit dans les régions méridionales aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles », dans *Comprendre le XIII<sup>e</sup> siècle : études offertes à Marie-Thérèse Lorcin*, sous la dir. de Pierre GUICHARD et Danièle ALEXANDRE-BIDON, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1995, p. 161-172.
- BRESC Henri, « La pratique linguistique des municipalités : Sicile et Provence, 1300-1440 », *Mélanges de l'école française de Rome*, vol. 117, 2005, p. 641-664.
- , « Les municipalités provençales entre autonomie et dépendance : Draguignan (1360-1440) », dans *Le prince, la ville et le bourgeois (XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, sous la dir. de Laurence CROQ, Paris, Nolin, 2004, p. 25-45.
- BRIGGS Charles F., « Historiographical essay: literacy, reading, and writing in the medieval West », *Journal of Medieval History*, vol. 26, no 4, 2000, p. 397-420.
- BRITNELL Richard, « Preface », dans *Pragmatic Literacy, East and West (1200-1330)*, sous la dir. de Richard BRITNELL, Woodbridge (Suffolk, England), Rochester (N.Y.), Boydell Press, 1997, p. vii-viii.
- , « Pragmatic Literacy in Latin Christendom », dans *Pragmatic Literacy, East and West (1200-1330)*, sous la dir. de Richard BRITNELL, Woodbridge (Suffolk, England), Rochester (N.Y.), Boydell Press, 1997, p. 3-24.
- BUCHHOLZER Laurence, « Une affaire municipale à Rothenbourg/Tauber (1396-1404) », dans *Religion et société urbaine au Moyen Âge. Études offertes à Jean-Louis Biget par ses anciens élèves*, sous la dir. de Patrick BOUCHERON et Jacques CHIFFOLEAU, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000, coll. « Histoire ancienne et médiévale », no 60, p. 201-224.
- BUTCHER Andrew, « The Functions of Script in the Speech Community of a Late Medieval Town, c. 1300-1550 », dans *The Uses of Script and Print, 1300-1700*, sous la dir. de Julia CRICK et Alexandra WALSHAM, Cambridge (NY), Cambridge University Press, 2004, p. 157-170.
- CANNON Debbie, « London Pride: Citizenship and the Fourteenth-Century Customals of the City of London », dans *Learning and literacy in medieval England and abroad*, sous la dir. de Sarah REES JONES, Turnhout, Brepols, 2003, coll. « Utrecht Studies in Medieval Literacy », no 3, p. 179-198.

- CARLIN Maryse et Paul-Louis MALAUSSENA, « Images du notariat médiéval en Provence orientale », dans *Le comté de Nice, terre de rencontre du notariat : Provence, Corse, Piémont, actes du colloque international, Nice 27-28 mai 1991*, Nice, Conseil général des Alpes-Maritimes, 1994, p. 5-17.
- CASTELNUOVO Guido, « Service de l'État et identité sociale : les Chambres des comptes princières à la fin du Moyen Âge », *Revue historique*, vol. 303, no 2, 2001, p. 489-510.
- CAZALS, Géraldine, « La constitution d'une mémoire urbaine à Toulouse (1515-1556), dans *Écritures de l'histoire (XIV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle)*, actes du colloque du Centre Montaigne, Bordeaux, 19-21 septembre 2002, sous la dir. de Danièle BOHLER et Catherine MAGNIEN SIMONIN, Genève, Droz, 2005, p. 167-191.
- CHASTANG Pierre, « L'archéologie du texte médiéval : autour de travaux récents sur l'écrit au Moyen Âge », *Annales HSS*, mars-avril 2008, no 2, p. 245-269.
- , « Cartulaires, cartularisation et scripturalité médiévale : la structuration d'un nouveau champ de recherche », *Cahiers de civilisation médiévale*, no 49, 2006, p. 21-32.
- CHEVALLIER Jacques, « L'idéologie des fonctionnaires : permanence et/ou changement », dans *Discours et idéologie*, rédigé par J. CHEVALLIER et al, Paris, Presses universitaires de France, 1980, p. 3-58.
- CHINCA Mark et Christopher YOUNG, « Orality and Literacy in the Middle Ages : A Conjunction and its Consequences », dans *Orality and Literacy in the Middle Ages, Essays on a Conjunction and its Consequences in Honour of D. H. Green*, sous la dir. de Mark CHINCA et Christopher YOUNG, Turnhout, Brepols, coll. « Utrecht Studies in Medieval Literacy », 2005, p. 1-15.
- CLANCHY Michael, « Introduction », dans *New Approaches to Medieval Communication*, sous la dir. de Marco MOSTERT, Turnhout, Brepols, coll. « Utrecht Studies in Medieval Literacy », 1999, p. 3-13.
- CLARKE Howard B., « Commune et communauté : l'administration municipale à Draguignan à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle », *Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de Draguignan et du Var*, Tome XLI, 2001, p. 14-57.
- CONGAR Yves, « Quod omnes tangit, ab omnibus tractari et approbari debet », *Revue historique de droit français et étranger*, série 4, no 36, 1958, p. 210-259.
- COULET Noël, « Les délibérations communales en Provence au Moyen Âge », dans *Le médiéviste devant ses sources : questions et méthodes*, sous la dir. de Claude

CAROZZI et Huguette TAVIANI-CAROZZI, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2004, p. 227-247.

\_\_\_\_\_, « Les juristes dans les villes de la Provence médiévale », dans *Les sociétés urbaines en France méridionale et en péninsule ibérique au Moyen Âge, actes du colloque de Pau, 21-23 septembre 1988*, Paris, CNRS, 1991, coll. « La Maison des pays ibériques », no 45, p. 311-327.

\_\_\_\_\_, « Les Aixois dans l'Union d'Aix », dans *1388 : la dédition de Nice à la Savoie, actes du colloque international de Nice, septembre 1988*, sous la dir. de Rosine CLEYET-MICHAUD et al, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990, coll. « Histoire ancienne et médiévale », no 22, p. 159-173.

COULET Noël et Louis STOUFF, « Le village de Provence au Bas Moyen Âge », *Cahiers du Centre d'études des sociétés méditerranéennes*, n. sér. n°2, Aix-en-Provence, Université de Provence, 1987, 81 p.

COURTEMANCHE Danielle, « Béthune et ses *Mémoriaux échevinaux*. Jalons d'une analyse diplomatique d'une source urbaine (XV<sup>e</sup> – XVI<sup>e</sup> siècles), *Memini. Travaux et documents*, no 7, 2003, p. 37-62.

CROUZET-PAVAN Élisabeth, « "Pour le bien commun..." : à propos des politiques urbaines dans l'Italie communale », dans *Pouvoir et édilité : les grands chantiers dans l'Italie communale et seigneuriale*, sous la dir. d'Élisabeth CROUZET-PAVAN, Rome, École française de Rome, 2003, coll. « Collection de l'École française de Rome », no 302, p. 11-40.

\_\_\_\_\_, « Jeux d'identité : mémoires collectives et mémoires individuelles – l'exemple vénitien », dans *Memoria, communitas, civitas : mémoire et conscience urbaines en Occident à la fin du Moyen Âge*, sous la dir. de Hanno BRAND, Pierre MONNET et Martial STAUB, Ostfilden, Jan Thorbecke Verlag, coll. « Beihefte der Francia », no 55, 2003, p. 21-31.

\_\_\_\_\_, « Politique urbaine et stratégie du pouvoir dans l'Italie communale », dans *Enjeux et expressions de la politique municipale (XII<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles), actes de la 3<sup>e</sup> table ronde internationale du Centre de recherches historiques sur la ville*, sous la dir. de Denis MENJOT et Jean-Luc PINOL, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 7-20.

DRENDEL John, « Localism and Literacy : Village Chancelleries in Fourteenth-Century Provence », dans *Écrit et pouvoir dans les chancelleries médiévales : espace français, espace anglais, actes du colloque international de Montréal, 7-9 septembre 1995*, sous la dir. de Kouky FIANU et DeLloyd J. GUTH, Louvain-la-Neuve, Fédération internationale des Instituts d'études médiévales, 1997, coll. « Textes et études du Moyen Âge », no 6, p. 255-267.

- DUBUIS Pierre, « Genève et sa mémoire administrative au XV<sup>e</sup> siècle, d'après les registres des décisions du conseil », dans *La mémoire du temps au Moyen Âge*, sous la dir. de A. PARAVICINI BAGLIANI, Firenze, SISMEL, Edizioni del Galluzzo, no 12, 2005, p. 231-247.
- DUMASY Juliette, « Réparation des feux et identité locale en Rouergue en 1504 », *Memini. Travaux et documents*, no 9-10, 2005-2006, p. 105-123.
- ESCH Arnold, « Chance et hasard de transmission. Le problème de la *représentativité* et de la *déformation* de la transmission historique », dans *Les tendances actuelles de l'histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne, actes des colloques de Sèvres (1997) et Göttingen (1998)*, sous la dir. de Jean-Claude SCHMITT et Otto Gerhard OEXLE, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire ancienne et médiévale », no 66, 2002, p. 15-29.
- FARGEIX Caroline, « La reconnaissance des délibérations lors des assemblées lyonnaises du XV<sup>e</sup> siècle, dans les registres consulaires : un problème politique », communication lors de la journée d'étude du 13 décembre 2005, *Enquête collective : l'espace public au Moyen Âge*, Paris, LAMOP, [en ligne] <http://lamop.univ-paris1.fr/W3/espacepublic/Espace%20public%2013.12.pdf>, consulté le 22 mai 2008, p. 1-7.
- FIANU Kouky et Michel HÉBERT, « Introduction » au dossier « Les écrits et la ville », *Memini. Travaux et documents*, no 12, 2008, p. 7-21.
- FILIPA ROLDÃO Joana Serafim, « Le latin des premiers notaires portugais : la formation individuelle et la *praxis* documentaire (1214-1223) », dans *Le notaire, entre métier et espace public en Europe (VIII<sup>e</sup> - XVIII<sup>e</sup> siècle)*, sous la dir. de Lucien FAGGION, Anne MAILLOUX et Laure VERDON, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2008, coll. « Le temps de l'histoire », p. 43-51.
- FOOT Sarah, « Reading Anglo-Saxon Charters : Memory, Record, or Story? », dans *Narrative and History in the Early Medieval West*, sous la dir. de Elizabeth M. TYLER et Ross BALZARETTI, Turnhout, Brepols, 2006, coll. « Studies in the early Middle Ages », no 16, p. 39-65.
- GALLETTI Anna Imelda, « Motivations, modalités et gestions politiques de la mémoire urbaine », dans *L'historiographie médiévale en Europe, actes du colloque du 29 mars au 1<sup>er</sup> avril 1989*, sous la dir. de Jean-Philippe GENÊT, Paris, CNRS, 1991, p. 189-197.
- GALLO Alexandra, « Écrire, conserver et revendiquer les droits d'une communauté urbaine provençale aux XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles », dans *L'autorité de l'écrit au Moyen Âge (Orient-Occident), actes du 39<sup>e</sup> congrès de la SHMESP, Le Caire, 30 avril – 5 mai 2008*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2009, p. 324-329.



- \_\_\_\_\_, « *Quia talis tractatus longus esset et sumptuosus* : argumenter les finances de guerre à Sisteron en 1391 », *Provence historique*, vol. 58, fasc. 232, 2008, p. 137-159.
- GARCÍA VALLE Adela, « Las fórmulas jurídicas medievales : un acercamiento preliminar desde la documentación notarial de Navarra », dans *Anuario de historia del derecho español*, vol. LXXIV, 2004, p. 613-640.
- GARNIER Florent et Nathalie PREYNAT, « Notes sur les registres de délibérations des villes du Rouergue et de l'Auvergne. L'exemple de la Cité de Rodez et de Clermont au milieu du XV<sup>e</sup> siècle », *Memini. Travaux et documents*, no 12, 2008, p. 233-290.
- GAUVARD Claude, « Conclusion », dans *Écrit et pouvoir dans les chancelleries médiévales : espace français, espace anglais, actes du colloque international de Montréal, 7-9 septembre 1995*, édité par Kouky FIANU et DeLloyd J. GUTH, Louvain-la-Neuve, Fédération internationale des instituts d'études médiévales, 1997, coll. « Textes et études du Moyen Âge », no 6, p. 333-342.
- GEARY Patrick J., « Oblivion between Orality and Textuality in the Tenth Century », dans *Medieval Concepts of the Past : Ritual, Memory, Historiography*, sous la dir. de Gerd ALTHOFF, Johannes FRIED et Patrick J. GEARY, Washington (D.C), German Historical Institute, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2002, p. 111-122.
- GONTHIER Nicole, « Faire la paix : un devoir ou un délit? Quelques réflexions sur les actions de pacification à la fin du Moyen Âge », dans *L'infrajudiciaire du Moyen Âge à l'époque contemporaine, actes du colloque de Dijon, 5-6 octobre 1995*, sous la dir. de Benoît GARNOT, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996, coll. « Publications de l'Université de Bourgogne », no 81, p. 37-54.
- GOODY Jack et Ian WATT, « The consequences of literacy », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 5, no 3, 1963, p. 304-345.
- GOURON André, « Diffusion des consulats méridionaux et expansion du droit romain aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles », *Bibliothèque de l'école des chartes*, vol 121, no 1, 1963, p. 26-76.
- GRAVA Yves, « Les ambassades provençales au XIV<sup>e</sup> siècle et les enjeux de la communication », dans *La circulation des nouvelles au Moyen Âge, actes du 24<sup>e</sup> congrès de la SHMES, Avignon, juin 1993*, Rome, École française de Rome, 1994, coll. « Collection de l'École française de Rome », no 190, p. 25-36.
- \_\_\_\_\_, « Le syndicat provençal au XIV<sup>e</sup> siècle : les communautés d'habitants de l'étang de Berre », dans *Les pays de la Méditerranée occidentale au Moyen Âge : études et recherches, actes du 106<sup>e</sup> congrès national des sociétés savantes, section de philologie et d'histoire jusqu'à 1610, Perpignan, 1981*, Paris, CTHS, 1983, p. 135-151.

- GRÉVIN Benoît, « Les mystères rhétoriques de l'État médiéval : l'écriture du pouvoir en Europe occidentale (XIII<sup>e</sup> – XV<sup>e</sup> siècle), *Annales HSS*, mars-avril 2008, n° 2, p. 271-300.
- GUÉNETTE, Maryse, « Une ville aux prises avec la guerre : Brignoles à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle », *Provence historique*, vol. 40, fasc. 162, 1990, p. 429-441.
- GUERREAU-JALABERT Anita, « Conclusion », dans *Hypothèses 2003 : travaux de l'École doctorale d'histoire de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, p. 355-362.
- GUILLEMETTE François, « L'approche de la *Grounded Theory*, pour innover? », *Recherches qualitatives*, vol. 26, no1, 2006, p. 32-50.
- GUYOTJEANNIN Olivier, Laurent MORELLE et Michel PARISSE, « Avant-propos », *Bibliothèque de l'École des chartes*, vol. 155, 1997, p. 7-10.
- GUYOTJEANNIN Olivier, « "*Penuria scriptorum*", le mythe de l'anarchie documentaire dans la France du Nord (X<sup>e</sup> – première moitié du XI<sup>e</sup> siècle) », *Bibliothèque de l'École des chartes*, vol. 155, 1997, p. 11-44.
- HÉBERT Michel, « L'ordonnance de Brignoles, les affaires pendantes et l'information administrative en Provence sous les premiers Angevins », dans *Information et société en Occident à la fin du Moyen Âge, actes du colloque international tenu à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université d'Ottawa, 9-11 mai 2002*, sous la dir. de Claire BOUDREAU, Kouky FIANU, Claude GAUVARD et Michel HÉBERT, Paris Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire ancienne et médiévale », no 78, 2004, p. 41-56.
- , « Assemblées locales et états de Provence sous Charles VIII et Louis XII : les conseils de la baillie de Barjols », *Provence historique*, vol. 54, fasc. 215, 2004, p. 35-53.
- , « États de Provence et chancellerie royale aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles », dans *Écrit et pouvoir dans les chancelleries médiévales : espace français, espace anglais, actes du colloque international de Montréal, 7-9 septembre 1995*, sous la dir. de Kouky FIANU et DeLloyd J. GUTH, Louvain-la-Neuve, Fédération internationale des Instituts d'études médiévales, 1997, coll. « Textes et études du Moyen Âge », no 6, p. 223-240.
- , « Latin et vernaculaire : quelles langues écrit-on en Provence à la fin du Moyen Âge? », *Provence historique*, vol. 47, fasc. 188, 1997, p. 281-299.
- , « *Voce preconia* : note sur les criées publiques en Provence à la fin du Moyen Âge », dans *Milieus naturels, espaces sociaux, études offertes à Robert Delort*, sous



- la dir. de Élisabeth MORNET et Franco MORENZONI, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, coll. « Histoire ancienne et médiévale », no 47, p. 689-701.
- \_\_\_\_\_, « Une population en armes : Manosque au XIV<sup>e</sup> siècle », dans *Le combattant au Moyen Âge, actes du 18<sup>e</sup> congrès de la SHMESS, Montpellier, 1987*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995, coll. « Histoire ancienne et médiévale », n° 36, p. 215-224.
- \_\_\_\_\_, « Communications et société politique : les villes et l'État en Provence aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles », dans *La circulation des nouvelles au Moyen Âge, actes du 24<sup>e</sup> congrès de la SHMES, Avignon, juin 1993*, Rome, École française de Rome, 1994, coll. « Collection de l'École française de Rome », no 190, p. 231-242.
- \_\_\_\_\_, « Les États de Provence à l'époque de la dédition niçoise (1381-1388) », dans *1388 : la dédition de Nice à la Savoie, actes du colloque international de Nice, septembre 1988*, sous la dir. de Rosine CLEYET-MICHAUD et al, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990, coll. « Histoire ancienne et médiévale », no 22, p. 181-197.
- HÉBERT Michel et Denis MENJOT, « Fiscalité et identités urbaines à la fin du Moyen Âge : introduction », *Memini. Travaux et documents*, no 9-10, 2005-2006, p. 63-68.
- HOLLARD Claude-France, « Le notaire-secrétaire de la ville d'Avignon autour de 1500 : l'émergence d'une fonction », dans *Le notaire, entre métier et espace public en Europe (VIII<sup>e</sup> - XVIII<sup>e</sup> siècle)*, sous la dir. de Lucien FAGGION, Anne MAILLOUX et Laure VERDON, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2008, coll. « Le temps de l'histoire », p. 199-209.
- JANSEN Philippe, « L'investissement des institutions communales par les spécialistes des finances en Italie à la fin du Moyen Âge », dans *Des hommes et des pouvoirs dans la ville, XIV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, sous la dir. de Josette PONTET, Talence, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 1999, p. 239-256.
- KELLER Hagen, « Oralité et écriture », dans *Les tendances actuelles de l'histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne, actes des colloques de Sèvres (1997) et Göttingen (1998)*, sous la dir. de Jean-Claude SCHMITT et Otto Gerhard OEXLE, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire ancienne et médiévale », no 66, 2002, p. 127-142.
- KLAPISCH-ZUBER Christiane, « Comptes et mémoire : l'écriture des livres de famille florentins », dans *L'écrit dans la société médiévale : divers aspects de sa pratique du XI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, textes en hommage à Lucie Fossier*, textes réunis par Caroline BOURLET et Annie DUFOUR, Paris, CNRS, 1991, p. 251-258.
- KUCHENBUCH Ludolf, « Sources ou documents? Contribution à l'histoire d'une évidence méthodologique », dans *Hypothèses 2003 : travaux de l'École doctorale d'histoire de*

*l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, p. 287-315.

LARDIN Philippe, « La vie municipale à Rouen au lendemain de la révolte de la Harelle, à travers le plus ancien registre de délibérations (1389-1390) », dans *La ville médiévale en deçà et au-delà de ses murs : mélanges Jean-Pierre Leguay*, textes réunis par Philippe LARDIN et Jean-Louis ROCH, Mont-Saint-Aignan, Publications de l'Université de Rouen, no 288, 2000, p. 261-290.

LEVELEUX- TEIXEIRA Corinne, « La pratique du conseil devant les tribunaux d'inquisition, XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle », *Cahiers de Fanjeaux*, n° 42, 2007, p. 165-198.

MAIRE VIGUEUR Jean-Claude, « Révolution documentaire et révolution scripturaire : le cas de l'Italie médiévale », *Bibliothèque de l'école des chartes*, vol. 153, no 1, 1995, p. 177-185.

MAUREL Christian, « Du citadinage à la naturalité : l'intégration des étrangers à Marseille (XIII<sup>e</sup> – XVI<sup>e</sup> siècles) », *Provence historique*, tome 49, fasc. 195-196, 1999, p. 333-352.

MEIER Christel, « Fourteen Years of Research at Münster into Pragmatic Literacy in the Middle Ages. A Research Project by Collaborative Research Centre 231 : Agents, Fields and Forms of Pragmatic Literacy in the Middle Ages », dans *Transforming the Medieval World: Uses of Pragmatic Literacy in the Middle Ages*, sous la dir. de Franz-Josef ARLINGHAUS et al, Turnhout, Brepols, coll. « Utrecht Studies in Medieval Literacy », 2006, p. 23-39.

MENANT François, « Les transformations de l'écrit documentaire entre le XII<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle », dans *Écrire, compter, mesurer : vers une histoire des rationalités pratiques*, sous la dir. de Natacha COQUERY, François MENANT et Florence WEBER, Éditions Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure, 2006, p. 33-50.

MONNET Pierre, « Courriers et messages : un réseau de communication à l'échelle urbaine dans les pays d'Empire à la fin du Moyen Âge », dans *Information et société en Occident à la fin du Moyen Âge, actes du colloque international tenu à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université d'Ottawa, 9-11 mai 2002*, sous la dir. de Claire BOUDREAU, Kouky FIANU, Claude GAUVARD et Michel HÉBERT, Paris Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire ancienne et médiévale », no 78, 2004, p. 281-301.

———, « La mémoire des élites urbaines dans l'Empire à la fin du Moyen Âge entre écriture de soi et histoire de la cité », dans *Memoria, communitas, civitas : mémoire et conscience urbaines en Occident à la fin du Moyen Âge*, sous la dir. de Hanno BRAND, Pierre MONNET et Martial STAUB, Ostfilden, Jan Thorbecke Verlag, coll. « Beihefte der Francia », no 55, 2003, p.49-70.

- \_\_\_\_\_, « Les patriciens et leur vision de la justice et de l'ordre dans une ville allemande de la fin du Moyen Âge. Les chroniques et le droit à Francfort », dans *L'infrajudiciaire du Moyen Âge à l'époque contemporaine, actes du colloque de Dijon, 5-6 octobre 1995*, sous la dir. de Benoît GARNOT, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996, coll. « Publications de l'Université de Bourgogne », no 81, p. 197-214.
- MORSEL Joseph, « Du texte aux archives : le problème de la source », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre* [en ligne], Hors série n° 2, 2009, mis en ligne le 28 février 2009, [en ligne] <http://cem.revues.org/index4132.html>, consulté le 4 décembre 2009, p. 1-23.
- \_\_\_\_\_, « Les sources sont-elles le "pain de l'historien" ? », dans *Hypothèses 2003 : travaux de l'École doctorale d'histoire de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, p. 273-286.
- \_\_\_\_\_, « Ce qu'écrire veut dire au Moyen Âge. Observations préliminaires à une étude de la scripturalité médiévale », dans *Écrire, compter, mesurer : vers une histoire des rationalités pratiques*, sous la dir. de Natacha COQUERY, François MENANT et Florence WEBER, Éditions Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure, 2006, [en ligne] <http://www.pressens.fr/PDF/ECMonline.pdf>, consulté le 10 mai 2008, p. 4-32.
- MOSTERT Marco, « New Approaches to Medieval Communication ? », dans *New Approaches to Medieval Communication*, sous la dir. de Marco MOSTERT, Turnhout, Brepols, coll. « Utrecht Studies in Medieval Literacy », 1999, p. 15-37.
- NAEGLE Gisela, « Bien commun et chose publique : traités et procès à la fin du Moyen Âge », *Histoire et archives*, vol. 19, 2006, p. 87-111.
- OEXLE Otto Gerhard, « L'historicisation de l'histoire », dans *Les tendances actuelles de l'histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne, actes des colloques de Sèvres (1997) et Göttingen (1998)*, sous la dir. de Jean-Claude SCHMITT et Otto Gerhard OEXLE, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire ancienne et médiévale », no 66, 2002, p. 31-41.
- PÉCOUT Thierry, « Mémoire de l'État, gestion de la mémoire. À propos de deux cartulaires de la Chambre des comptes de Provence (1278- c. 1332) », *Memini. Travaux et documents*, no 8, 2004, p. 29-58.
- PRÉVENIER Walter, « La production et la conservation des actes urbains dans l'Europe médiévale », dans *La diplomatie urbaine en Europe au Moyen Âge, actes du congrès de la Commission internationale de Diplomatie, Gand, 25-29 août 1998*, sous la dir. de Walter PREVENIER et Thérèse DE HEMPTINNE, Leuven, Garant, coll. « Studies in urban, economic and political history of the medieval and early modern Low Countries », no 9, 2000, p. 559-570.

- QUILLET Jeannine, « *Universitas populi* et représentation au XIV<sup>e</sup> siècle », dans *Der Begriff der repraesentatio im Mittelalter*, sous la dir. de A. ZIMMERMANN, Berlin, W. de Gruyter, 1971, p. 186-201.
- RUGGIU François-Joseph, « Les écrits du for privé: formes, signes, sens », dans *Les écrits du for privés : objets matériels, objets édités, actes du colloque de Limoges, 17-18 novembre 2005*, sous la dir. de Michel CASSAN, Jean-Pierre BARDET et François-Joseph RUGGIU, Limoges, PULIM, 2007, coll. « Histoire. Trajectoires », p. 7-12.
- SAINT-DENIS Alain, « L'apparition d'une identité urbaine dans les villes de commune de France du Nord aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles », dans *Shaping Urban Identity in Late Medieval Europe / L'apparition d'une identité urbaine dans l'Europe du bas Moyen Âge*, sous la dir. de Marc BOONE et Peter STABEL, Leuven, Garant, 2000, coll. « Studies in Urban Social, Economic and Political History of the Medieval and Early Modern Low Countries », no 11, p. 65-87.
- STOCK Brian, « History, Literature, and Medieval Textuality », *Yale French Studies*, n° 70, Images of Power : Medieval History/Discourse/Literature, 1986, p. 7-17.
- STOLLBERG-RILINGER Barbara, « La communication symbolique à l'époque pré-moderne. Concepts, thèses, perspectives de recherche », *Trivium*, vol. 2, 2008, [en ligne], mis en ligne le 23 octobre 2008, <http://trivium.revues.org/index1152.html>, consulté le 14 octobre 2009, p. 1-35.
- STOUFF Louis, « Notaires et registres de notaires en Provence et à Arles, XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles », dans *Le médiéviste devant ses sources : questions et méthodes*, sous la dir. de Claude CAROZZI et Huguette TAVIANA-CAROZZI, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2004, coll. « Le temps de l'histoire », p. 249-269.
- VAN BRUAENE Anne-Laure, « S'imaginer le passé et le présent : conscience historique et identité urbaine en Flandre à la fin du Moyen Âge », dans *Memoria, communitas, civitas : mémoire et conscience urbaines en Occident à la fin du Moyen Âge*, sous la dir. de Hanno BRAND, Pierre MONNET et Martial STAUB, Ostfildern, Thorbecke, 2003, coll. « Beihefte der Francia », no 55, p. 167-180.
- VENTURINI Alain, « Vérité refusée, vérité cachée : du sort de quelques nouvelles avant et pendant la Guerre de l'Union d'Aix (1382-1388) », dans *La circulation des nouvelles au Moyen Âge, actes du 24<sup>e</sup> congrès de la SHMES, Avignon, juin 1993*, Rome, École française de Rome, 1994, coll. « Collection de l'École française de Rome », no 190, p. 179-190.
- , « La Guerre de l'Union d'Aix (1383-1388) », dans *1388 : la dédition de Nice à la Savoie, actes du colloque international de Nice, septembre 1988*, sous la dir. de Rosine CLEYET-MICHAUD et al, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990, coll. « Histoire ancienne et médiévale », no 22, p. 35-141.

- VITALI David, « Interférences entre le latin et la langue vernaculaire dans les chartes latines de Suisse occidentale », dans *The Dawn of the Written Vernacular in Western Europe*, sous la dir. de Michèle GOYENS et Werner VERBEKE, Leuven, Leuven University Press, 2003, coll. « Mediaevalia Lovaniensia », série I, studia 33, p. 127-145.
- ZABBIA Marino, « Écriture historique et culture documentaire : la chronique de Falcone Beneventano (première moitié du XII<sup>e</sup> siècle) », *Bibliothèque de l'École des chartes*, vol. 159, 2001, p. 369-388.
- , « Formation et culture des notaires (XI<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle) », dans *Cultures italiennes : XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle*, sous la dir. de Isabelle HEULLANT-DONAT, Paris, Cerf, 2000, coll. « Initiations au Moyen Âge », p. 297-324.
- , « I notai italiani e la memoria delle città (secoli XII-XIV) », dans *La mémoire de la cité : modèles antiques et réalisations renaissantes, actes du colloque de Tours, 28-30 septembre 1995*, sous la dir. de Attilio BARTOLI LANGELI et Gérard CHAIX, Naples, Edizioni scientifiche italiane, 1997, p. 35-47.
- ZIMMERMANN Michel, « L'histoire médiévale coule-t-elle de source ? », dans *La langue des actes, actes du 11<sup>e</sup> congrès international de diplomatique, Troyes, 11-13 septembre 2003*, sous la dir. d'Olivier GUYOTJEANNIN, École nationale des chartes, Elec n° 7, p. 1-18.
- , « Langue et lexicographie : l'apport des actes catalans », *Bibliothèque de l'École des chartes*, vol. 155, 1997, p. 185-205.
- ZORZI Andrea, « Conflits et pratiques infrajudiciaires dans les formations politiques italiennes du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle », dans *L'infrajudiciaire du Moyen Âge à l'époque contemporaine, actes du colloque de Dijon, 5-6 octobre 1995*, sous la dir. de Benoît GARNOT, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996, coll. « Publications de l'Université de Bourgogne », no 81, p. 19-36.